LA SYRIE

XIX[e]
XXI[e] SIÈCLE

Matthieu Rey

Matthieu Rey

Histoire de la Syrie

(XIXe-XXIe siècle)

Fayard

À Léla
Au peuple syrien

En couverture : La Syrie dans les années 1980. Photo : Damas, capitale.
Statue de Yusuf et Asneh.

En intérieur de couverture :
à gauche : Damas, c. 1870, le minaret de Qaitbay de la mosquée des Omeyyades

à droite : Bédouins, oasis de Tadmor, près de Palmyre

Cartographie : Philippe Paraire

ISBN : 978-2-213-68450-5

Introduction

17 avril 1947, Deir ez-Zor[1]. Des soldats et des Bédouins célèbrent l'indépendance de la Syrie, fête immortalisée dans le *National Geographic*. L'image, qui met en scène la rencontre entre la ville et le monde tribal, souligne combien ce nouveau pays résulte de lentes évolutions en termes de peuplement, de mutations socio-économiques et de changements politiques. Un an après l'indépendance, tout reste cependant à faire.

15 mars 2011, Deraa. Des foules s'assemblent dans cette petite ville du sud de la Syrie. Elles réclament justice pour les enfants du pays soumis à la torture.

Quelques années plus tard, la Syrie est un pays ravagé au terme de l'une des plus sanglantes guerres civiles des XX e et XXI e siècles. Méconnu du grand public jusque-là, le pays se trouve soudain sur le devant de la scène.

Qu'est-ce que la Syrie ? Depuis quand existe-t-elle ? Le nom apparaît dans la langue grecque pour désigner une province disputée entre Lagides et Séleucides, ces deux empires héritiers de la conquête d'Alexandre le Grand. La Cœlé-Syrie, ou Syrie Creuse, comprend, dans les premiers siècles avant notre ère, les terres actuelles allant du sud de Damas au Sinaï, et des bordures désertiques à la Méditerranée. Le nom tombe en désuétude après l'époque romaine. Avec la conquête musulmane au VII e siècle, la région devient le *bilâd al-shâm*, pays du Levant ou de la Gauche, qui renvoie aux terres situées entre le Taurus et le Sinaï. Il demeure en vigueur jusqu'à la fin du XIX e siècle, voire jusqu'à aujourd'hui pour les habitants de Damas, les Shamiotes.

Dans les dernières décennies du XVIII e siècle, les auteurs européens remettent au goût du jour le nom de Syrie, qui resurgit au sein d'une géographie de la Terre

sainte tracée par les voyageurs se rendant en Orient[2]. Popularisée entre autres par Volney, l'expression s'impose au XIX e siècle dans le langage administratif. Ibrahim Pasha, le fils du gouverneur ottoman de l'Égypte, Muhammad 'Alî[3], crée une wilâya suriya (province de Syrie) autour de Damas. Le terme devient alors plus fréquent, que ce soit dans le vocabulaire politique ottoman ou dans celui de la diplomatie occidentale. Quelque chose prend forme avec l'avènement de la contemporanéité[4].

Quand débute l'histoire syrienne ? À considérer les vastes monuments d'Edna à Mari, il faudrait remonter des milliers d'années. Depuis le IIIe millénaire avant notre ère, des organisations politiques ont gouverné ces territoires. Des cités-États ont émergé de la sédentarisation de groupes humains, de la maîtrise des techniques et de l'agriculture, avant que les empires antiques ne structurent le réseau des villes. La province romaine détermine une frontière orientale quelque part à l'est de Doura Europos, cédant peu à peu face à la formation de l'empire parthe, qui reprend le découpage à quelques kilomètres de la frontière syro-irakienne actuelle. À partir du VII e siècle, l'avènement des Empires omeyyades, abbassides puis de leurs successeurs donne aux communautés locales les éléments de la culture musulmane. L'Empire ottoman, qui incorpore en 1516 ces territoires, leur confère une nouvelle organisation sociale, économique et politique durable.

Au vu de cette histoire longue, pourquoi ne pas avoir étendu les bornes chronologiques de ce livre à ces périodes éloignées ? En réalité, un ensemble de processus, qui constituent les traits propres de la Syrie actuelle, débute au tournant du XIX e siècle. Dynamique de peuplement d'espaces abandonnés pour des raisons écologiques, mutations des équilibres sociaux entre la ville et les mondes ruraux, réorganisation des pouvoirs bouleversent un territoire dont l'étendue se dilate au cours du XIX e siècle. Le pavage humain qui en résulte, les interactions des groupes confessionnels et ethniques qui en sont le produit et les nouvelles entreprises politiques nées de la Première Guerre mondiale déterminent largement la trajectoire d'un État soumis à la France avant d'accéder à l'indépendance.

Aussi ce livre se veut-il un pari : raconter la Syrie alors qu'elle n'existe pas au XIX e siècle, en suivre l'histoire tumultueuse aux XX e et XXI e siècles, comprendre comment des groupes humains s'installent et s'organisent au sein de lieux qu'ils modèlent, suivre le devenir toujours incertain d'une communauté

politique réunissant ces populations. C'est un récit de la renaissance des campagnes environnant les villes, au détriment des mondes nomades, une histoire de migrations des Druzes[1] du Liban vers la Syrie, des montagnards vers les plaines, des campagnes vers les villes. C'est une narration politique ponctuée par des révolutions et des guerres qui donnent naissance à un État dont le cours de l'histoire connaît un moment critique en 2011, qui se révèle dans la crise révolutionnaire et dans lequel quelque chose de nouveau se forme. C'est pourquoi ce livre s'achève en 2011-2012, lorsque les structures politiques, les peuplements, les modes de coexistence sont brutalement remis en cause par une répression sauvage.

Ce livre s'appuie sur une forte variété documentaire. Pour les premières périodes, les dépêches consulaires britanniques et françaises fournissent un complément utile aux chroniques locales qui foisonnent dans le détail de chaque province. À la fin du XIX e siècle, deux types de textes apparaissent et complètent leur regard porté sur cette histoire nationale : les autobiographies et la presse en arabe. Toutes donnent accès à un événementiel et à la mise en scène par l'auteur de l'actualité et de son rôle. Ce sont surtout les archives de Damas et de Bagdad qui fournissent pour de nombreuses séquences un éclairage renouvelé. Hormis les sources arabes nombreuses, les documents mandataires conservés à Nantes, et les documents diplomatiques américains, britanniques et français donnent à voir de multiples aspects de la vie politique ou économique syrienne ; les déclassements des derniers papiers diplomatiques français jusqu'en 1994 présentent la trame du régime de Hafez al-Assad. S'y sont ajoutées des campagnes d'entretiens répétées en Syrie, mais aussi en Jordanie, en Turquie et au Liban. Elles m'ont permis de préciser les conditions de vie et le fonctionnement politique ordinaire, apportant un éclairage unique sur les dernières décennies.

Cette histoire de la Syrie suit les grandes scansions qui modifient la trajectoire du pays. Incorporation à l'Empire ottoman, soumission égyptienne, au tournant des XVIII e et XIX e siècles, ces provinces impériales expérimentent de nombreux changements : maîtrise du territoire, modification des règles du jeu politique, développement d'une culture urbaine et avec elle d'une nouvelle élite, porteuse d'espoirs constitutionalistes. En parallèle, les dernières vagues de peuplement dessinent le visage pluriconfessionnel de la Syrie. À l'orée du XX e siècle, révolutions et guerres voient les populations syriennes se politiser avant de laisser place à une domination coloniale sur un État en constitution. La dévolution des pouvoirs achevée, les familles de notables tentent de construire une réelle souveraineté et un État de droit. Au cours des années 1960, deux

idéaux se rencontrent et s’affrontent, entre un ordre de la liberté et un ordre de l’égalité. Ils structurent l’imaginaire et les pratiques des acteurs d’un moment révolutionnaire. Des chocs et des luttes émerge un régime inédit personnalisé par la famille Assad. Il gèle les divisions sociales et confessionnelles pour les exploiter à son profit, éradique le politique et les aspirations constitutionnelles, assurant par la prédation et la répression l’intégration de certaines composantes de la population et l’arrêt – au moins en apparence – des turbulences.

Cette histoire de la Syrie est finalement l’histoire d’espoirs, de heurts, d’essais, d’attentes, de luttes, de violences de groupes humains variés qui tentent de s’approprier un espace, de le mettre en valeur, et de créer les conditions d’un vivre-ensemble dans lequel chacun ait sa place.

Chapitre I

Terres syriennes
(1780-1830)

À la fin du XVIII e siècle, la « Syrie » comme entité politique n'existe pas. Le territoire de l'actuel État appartient depuis 1516 à un ensemble plus vaste, l'Empire ottoman. Il est découpé en provinces (wilâya ou eyala ou Pashalik[2]), à l'exemple du reste du Moyen-Orient, centrées sur une grande ville (Tripoli, Alep, Damas, Saïda). Pourtant, les voyageurs européens qui traversent cet espace parlent, comme le penseur français Constantin François de Volney, de « terres syriennes[3] », regroupant dans une seule et même expression des lieux et des populations variés. Cette perception restitue un moment particulier au cours duquel trois mondes se transforment rapidement.

Ces contrées se caractérisent par leur commune appartenance à un empire pluriséculaire. Elles en sont toutefois à la marge, loin du centre impérial construit autour de la capitale, Constantinople, et des provinces balkaniques. Isolées des frontières, les provinces syriennes ne sont plus alors convoitées par d'autres puissances étrangères depuis plusieurs siècles. Aussi s'insèrent-elles dans les dynamiques de luttes internes de l'Empire.

À la fin du XVIII e siècle, toutes les composantes impériales s'agitent. Des changements de long terme, à l'instar de mutations écologiques, et des transformations de court terme, comme l'autonomie grandissante des gouverneurs locaux, bouleversent le monde syrien. Les lieux de vie et les productions s'en trouvent affectés, le mode de contrôle de l'espace évolue d'autant. Deux grands ensembles voient leurs interactions croître : l'univers des tribus et des villes, tandis qu'un nouveau monde se renforce ou s'affaiblit selon

leur rapport et leurs adversités, celui des campagnes.

La singularité de ce moment (1780-1830) tient à la coexistence de nombreux cadres politiques concurrents pour le devenir des communautés. Tribus, confessions, corporations, États sont autant d'acteurs collectifs qui régissent les rapports sociaux entre individus. Leurs relations dessinent un espace aux traits spécifiques. Cette période présente un temps particulier où des composantes sociales lentement sédimentées dans les villes entrent en compétition alors que les vastes territoires environnants, peuplés de tribus, deviennent un enjeu de lutte.

La matrice de la Syrie contemporaine peut être recherchée dans cette concurrence politique : pour acquérir une position locale susceptible d'accroître ses ressources, tout un chacun doit mettre en avant un élément qui lui permette de réunir une troupe autour de lui. Pour les uns, il s'agit de constituer un capital et de l'investir dans une force armée, qui protège ses sources de revenus, provenant de la terre ou des ports. Pour les autres – dominant peu à peu –, la mobilisation procède de la mise en avant d'un trait identitaire ou d'une fonction : être *naqîb al-ashrâf*, c'est-à-dire le dirigeant du syndicat de ceux qui revendiquent une ascendance au Prophète et bénéficient d'avantages à ce titre, devient un moyen de parler au nom des ashrâf, donc de les regrouper dans les luttes locales et ainsi de constituer des forces en ville.

La période de 1780 à 1830 est, à ce titre, décisive. Les autorités ottomanes centrales ne contrôlent pas les représentants locaux, laissant les centres urbains, lieux d'exercice de l'autorité, devenir le théâtre d'intenses luttes. De leur maîtrise dépend le pouvoir sur une région. Encore faut-il que le prétendant à la domination soit en mesure de repousser les opposants extérieurs, provenant du monde tribal. Ces cinq décennies sont l'histoire d'affrontements locaux, un récit des identités en voie de politisation, une narration de la lutte entre tribus et représentants de l'État. De cette matrice naissent les composantes de l'histoire contemporaine de la Syrie. Pour les saisir, il faut revenir en détail sur l'univers écologique, urbain, tribal et rural qui prend forme à ce moment.

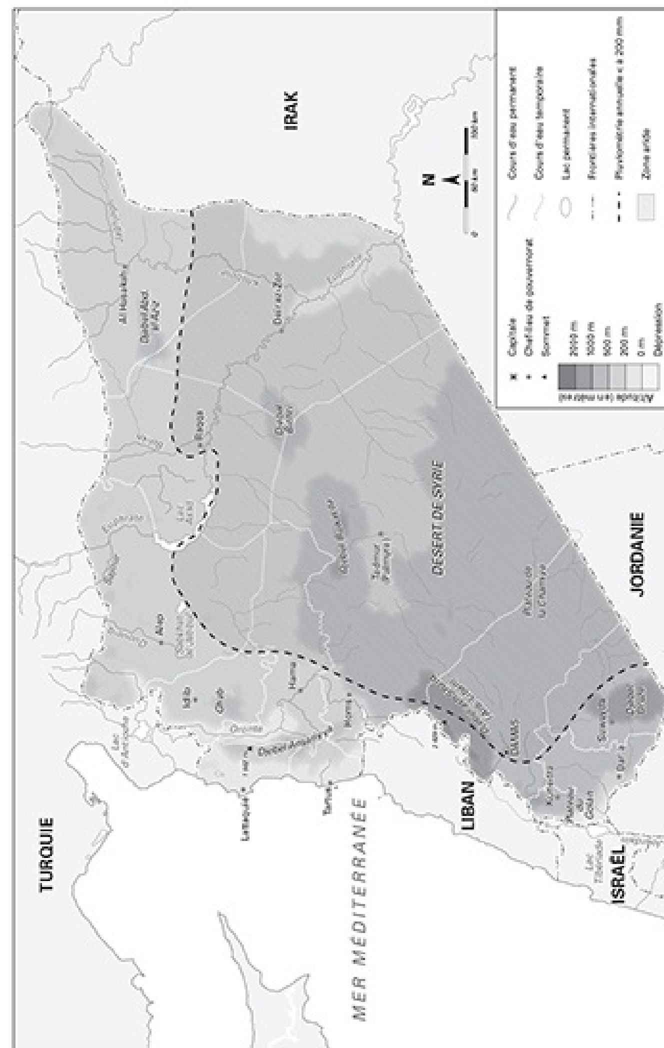
Plusieurs sources fournissent un éclairage sur cette séquence. Elles ont en commun d'exprimer la lecture que l'espace urbain a de l'espace rural[4]. Les auteurs des sources – qu'il s'agisse des auteurs de chroniques, ou des juges et avocats qui rédigent des documents juridiques – résident, travaillent et vivent en ville. Ils sont imprégnés de l'imaginaire qui s'y forge par opposition au monde des campagnes, et plus encore à celui des nomades. Dans ce sens, ils relèvent de la *hadâra* (le monde civilisé, de la ville) et non de la *bâdiya* (zone bédouine

steppique). L'information sur les campagnes est donc orientée, en plus d'être lacunaire et fragmentaire, et se construit en fonction d'une proximité avec les grandes agglomérations. Cette situation prévaut aussi pour les villes, chaque chroniqueur relatant les événements saillants de sa capitale provinciale.

Ce chapitre entend éclairer cette période méconnue. Quelques excellents travaux ont permis d'en dresser la toile de fond. Dick Douwes dans *The Ottomans in Syria : a history of justice and oppression*[5] propose une étude systématique de cette transition entre le monde moderne et l'invasion d'Ibrahim Pasha, le fils du gouverneur d'Égypte Muhammad 'Alî. D'autres ouvrages portent sur des points plus précis. Norman Lewis s'intéresse particulièrement aux tribus, Faruk Tabak aux paysages ruraux et aux conditions écologiques, André Raymond, Dominique Chevallier, et nombre de leurs épigones ont pu affiner notre compréhension des mondes urbains[6]. D'emblée, cette brève revue de la littérature souligne à quel point les terres syriennes sont alors plurielles. C'est bien cette diversité qu'il faut restituer pour comprendre l'espace sur lequel Ibrahim Pasha arrive en 1830 et forme la wilâya* de Syrie.

Une géographie transformée

« Quand on jette les yeux sur la carte de la Syrie, on observe que ce pays n’est en quelque sorte qu’une chaîne de montagnes, qui d’un rameau principal le distribue à droite et à gauche en divers sens : la vue du terrain est analogue à cet exposé. En effet, soit que l’on aborde par la mer, soit que l’on arrive par les immenses plaines du désert, on commence toujours à découvrir de très loin l’horizon brodé d’un rempart nébuleux[7]. »



Reliefs et hydrographie en Syrie

Cette brève description que propose Volney en ouverture de son récit permet de dresser un premier tableau de la Syrie. Quelques éléments de géographie éclairent l'organisation du pays. D'ouest en est, trois grands ensembles apparaissent. Au premier plan, une fine bande côtière serpente un littoral rocheux, escarpé, avec quelques échancrures dans lesquelles de petites plaines peuvent accueillir des cultures et, à défaut, des villes portuaires de moyen gabarit. C'est le cas particulièrement de la ville de Lattaquié disposant d'un port dont l'ensablement demeure un problème au début du XIX e siècle.

Au second plan, les contreforts d'une longue chaîne de montagnes bloquent l'horizon. Les crêtes ne culminent pas à de grandes altitudes. Au plus, le mont Hermon, ou Jabal al-Shaykh, arrive à 2 814 m dans l'Anti-Liban. Néanmoins, le caractère compact, les vallées étroites et les pics intermittents cloisonnent cet espace, rendant la circulation difficile. Il faut attendre les années 1870 pour qu'une route relaie Beyrouth à l'oasis de Damas, isolée de la côte par deux séries de lignes montagneuses. Plus au nord, la montagne Alaouite[8] constitue un obstacle entre la côte et l'intérieur. Si la montée occidentale depuis la côte suit un escarpement régulier, son versant oriental forme un tombant brutal ouvrant au nord sur le plateau calcaire entourant Alep et au sud vers les plaines du Ghab et de Hama. Cependant, les hauteurs n'empêchent pas des zones encaissées de cisailler la ligne montagneuse. Au sein de la montagne, les vallées représentent autant de refuges. Quatre sous-ensembles se divisent du nord au sud : la montagne Alaouite, le Jabal Zawiyya, l'Anti-Liban et, enfin, isolés dans la plaine du Hauran, les monts volcaniques du Jabal Druze. La trouée de Homs qui met en contact cette ville et la côte autorise une circulation interne plus aisée.

Une fois les hauteurs franchies, au troisième plan, les horizons s'aplanissent alors que se dessinent de vastes étendues de steppes et de tells, ponctuées de dépressions accueillant des oasis. Ce vaste plateau de roches est découpé de part en part par la vallée de l'Euphrate qui s'étend du nord-ouest au sud-est. Les variations de son lit ont favorisé un élargissement du fond de vallée, ce qui a permis l'installation de champs sur ses pourtours. Néanmoins, ce saillant apparaît comme une exception dans la solitude du paysage de la Syrie orientale, à la

différence de la verdure autour des grandes villes de l’Ouest. Une ligne partage donc ces terres syriennes en deux, celle tracée entre les cinq centres urbains principaux, Alep, Hama, Homs, Damas et Deraa. Les quatre premières villes sont baignées d’une rivière favorisant l’installation de jardins et la mise en culture dans et autour de leur mur. Ce chapelet urbain borne l’espace arrosé de la Syrie, qui bénéficie de précipitations supérieures à 250 mm/an. À l’est, la rareté de l’eau rend toute culture précaire.

Si les reliefs ne varient pas, l’écologie de cet espace connaît d’importants bouleversements, puisque, au cours des XVIII e et XIX e siècles, le petit âge glaciaire prend fin en Méditerranée. Cette période de baisse des températures, commencée au XIV e siècle, avait conduit à une désorganisation des cultures en plaine en raison des pluies de type cévenole au printemps. Ce phénomène climatique conjugué à une réorientation des circuits marchands au XVI e siècle explique le recul de productions pendant cette période. Les travaux de Faruk Tabak montrent bien la coïncidence des rythmes économiques, écologiques et agronomiques[9]. Le retrait des cultures méditerranéennes (le sucre par exemple) laisse alors un espace disponible pour d’autres productions. Réciproquement, l’arrivée du tabac permet la mise en valeur des espaces en hauteur.

Dans le cadre de printemps incertains, pluvieux le plus souvent, les élevages se développent, les zones de production de la vigne et de l’olive montent en altitude, trouvant, dans ces lieux, les conditions climatiques adéquates pour leur épanouissement et les bases sociales de leur exploitation. Les plaines sont ainsi délaissées au cours des XVII e et XVIII e siècles au profit des hauteurs. L’espace des campagnes s’en trouve réduit. Mais tout tableau général demeure compliqué à dresser. À la fin du XVIII e siècle, l’impressionnisme domine : des cultures s’étalent autour des grands centres urbains, mais leur taille et leur pérennité sont toujours sujettes à caution. Progressivement, des hivers moins rigoureux, et surtout de meilleurs printemps, accompagnent des récoltes plus abondantes. Il faut attendre cependant le milieu du XIX e siècle pour que les conditions climatiques se stabilisent.

Le retrait de certaines cultures en plaine désorganise la gestion hydraulique. De ce fait, les eaux de surface voient la prolifération d’insectes et bactéries, rendant les lacs et les eaux stagnantes

insalubres. Cela explique l'image de désolation donnée par les voyageurs qui se rendent en Orient à cette époque. À quelques kilomètres d'Alep, par exemple, les plaines sont perçues comme des lieux nauséabonds, évités par les hommes[10]. Parfois, la remise en culture autour d'un village change cette situation. L'écologie du lieu n'est donc pas fixe, mais en transformation perpétuelle. Au déficit d'eau et à la variabilité des pluies s'ajoutent pour les cultures d'autres nuisances. Régulièrement, si ce n'est chaque année, un nuage de sauterelles menace d'emporter les récoltes. Il existe bien sûr des espaces où la production demeure régulière, comme la plaine du Hauran au sud de Damas, mais, dans l'ensemble, le risque d'une mauvaise récolte demeure.

La première moitié du XIX e siècle se caractérise par une mutation des paysages humains et naturels. Conditions pluviométriques et sécurisation des lieux sont étroitement liées dans ces transformations. Nulle culture de coton ne pourrait se développer dans la région galiléenne sans qu'un pouvoir y ait repoussé les incursions nomades, par exemple. Le développement de nouvelles productions modifie les manières d'aménager et d'utiliser l'espace, tout en attirant de nouvelles populations et en suscitant une attention plus prononcée de la part des autorités proches, qui résident dans les villes environnantes. Un cercle vertueux s'établit alors, les différentes dynamiques se renforçant mutuellement. La ville d'Acre voit sa population croître sous la direction de Ahmad Pasha al-Jazzâr[11], qui s'enrichit grâce à l'établissement d'un monopole sur le marché cotonnier[12]. Ce contrôle lui permet d'entretenir des troupes à même de protéger l'espace agricole. Les paysans peuvent donc régulièrement procéder à de nouvelles mises en culture, ce qui réduit l'insalubrité de ces zones de plaine, grâce au drainage de l'eau. Cette mutation écologique stabilise des populations qui renforcent les capacités productives. Se croisent donc des dynamiques variées depuis la fin du petit âge glaciaire : de nouvelles formes de peuplement se développent conjointement à des entreprises politiques originales.

Des modes de vie et des habitats distincts sont le produit d'une adaptation lente des humains au milieu. Une division forte apparaît entre les zones steppiques (avec moins de 250 mm d'eau annuels) et les arrosées. Les premières, dominantes par leur étendue, restent un espace de mouvement pour les groupes nomades et les grandes tribus.

Les secondes accueillent les villes et une couronne de cultures les environnent. Cependant, le rayonnement des centres urbains dépend étroitement de la capacité des pouvoirs locaux à repousser les Bédouins. Aussi faut-il découvrir ces trois univers pour comprendre quelles sont les trajectoires possibles des communautés humaines en Syrie au XIX e siècle.

Le monde des `Arab

Le retrait des campagnes, ces terroirs fixes fragilisés par les conditions climatiques et politiques, fait qu'un vaste monde tribal s'étend sur la plus grande part du territoire des provinces syriennes. Les contemporains désignent les groupements humains occupant cet espace par le terme *'arab*[13]. Nomades pour la plupart, ces habitants n'appartiennent pas au monde de la ville. Loin d'être fixe et immobile, cet univers est alors en plein bouleversement. L'importance de ces groupes humains tient à leur capacité à s'imposer contre d'autres formes politiques comme l'État, la cité-État, etc. Aussi, au sein des terres syriennes, dont les deux tiers sont steppiques, cette forme d'organisation prédomine.

Une tribu constitue une entité politique qui réunit des individus, définit les pouvoirs et les obligations de chacun, et permet de contrôler un territoire particulier, le plus souvent celui de la pâture et ses pourtours (*diyâra*). Elle peut devenir, à plus d'un titre, le concurrent de l'État dans la mesure où son fonctionnement suppose un prélèvement de richesse auprès des populations sous sa domination et où elle fait usage de la violence. D'une certaine manière, elle constitue l'antithèse du monde urbain. C'est pourtant de ce monde que nous viennent des bribes d'informations sur les mouvements, les structures et la force de ces tribus.

L'organisation des tribus suit les mêmes caractéristiques. Un cheikh contrôle un ensemble d'hommes en armes. Leurs relations – égalitaires en apparence – reposent sur le don : le chef fournit l'hospitalité à tout invité de la tribu dans la maison commune, il donne au nom de tous. Il arbitre les conflits et les droits d'usage, répartit le tribut prélevé dans la razzia. En retour, il bénéficie de dons matériels. Ses hommes se battent, mais assurent aussi l'élevage du bétail. Leur activité économique définit leur position dans la hiérarchie sociale par le prestige attaché à tel ou tel élevage. Parallèlement à cette activité, qui donne lieu à des pratiques de transhumance, ces sociétés cultivent ponctuellement. Cette économie de subsistance va de pair avec les équilibres écologique du désert et politique propre à ce monde.

L’union entre le chef et les familles repose sur la reconnaissance d’une généalogie commune et se renforce par des séries d’alliances. Aussi, de vastes confédérations tribales agglomèrent en leur sein de nombreuses tribus qui elles-mêmes connaissent des scissions et des réunions de famille.

Ces groupes humains se déplacent selon un cycle annuel pour conduire les bêtes vers les pâturages temporaires dans les steppes. Ce mode de vie définit l’appréhension politique de l’espace, pensé comme un ensemble de points et de routes bien plus que sous la forme de zones barrées par des frontières. D’autres traits caractérisent cette organisation sociale. Elle repose avant tout sur l’oralité et non l’écrit. La tradition véhiculée sous la forme de poésie et la joute verbale restent des vecteurs d’unité entre les hommes. Enfin, l’existence de la tribu implique très largement une violence endémique, l’attaque du voisin, de celui qui ne protège pas le troupeau. Mais elle demeure très limitée et ritualisée. Ces éléments constituent des traits péjoratifs pour les consuls et les chroniqueurs urbains qui en font un signe d’arriération de ces populations.

Pourtant, l’usage de la force participe d’une économie du groupe. La violence se déploie contre d’autres tribus pour obtenir vengeance, sous la forme de razzias, menées principalement dans le dessein de prendre du bétail, et comme forme de contrôle auprès de potentiels insoumis. Si les rites empêchent des dommages importants pour une tribu, les activités de prédation nuisent à l’économie paysanne. La prise de bétail, les attaques de village et le pillage des récoltes poussent les paysans au départ[14]. La zone de partage entre le monde de la *bâdiya* et celui de la sédentarité est de ce fait incessamment fluctuante.

Ici, une typologie du peuplement tribal peut être dressée en fonction des activités et des modes de résidence. Une graduation se dessine entre sédentaires et nomades, entre tribus tournées vers l’élevage ou la culture, entre groupes vivant au cœur du désert et ceux habitant des espaces plus arrosés ou plus proches des villes. Au sommet de la hiérarchie prennent place les tribus chamelières, qui se déplacent sur des centaines de kilomètres et assujettissent ainsi de vastes portions territoriales. Elles côtoient les tribus moutonnières, qu’elles dominent parfois. Sur les bords de l’Euphrate, dans les zones de plaine entre Hama et Homs, dans le Hauran, principalement, des petites tribus subsistent. Or, à l’orée du XIXe siècle, des mouvements internes aux

tribus les poussent vers l'espace sédentaire.

À l'encontre d'une image véhiculée à ce moment, d'un monde permanent de tribus présentes « de tout temps », la réalité syrienne fait voir comment, entre la fin du XVIII e et la première moitié du XIX e siècle, une tectonique des plaques anime les grands ensembles tribaux[15]. Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer, croisant les données socio-économiques et politiques. Pour saisir ces mutations, il faut élargir le champ de vision en considérant l'ensemble de l'espace situé entre les montagnes du Taurus et le nord de la péninsule Arabique. Des migrations lentes et subtiles animent cet espace. Au milieu du XVIII e siècle, l'entrée des Shammar, une grande confédération tribale du centre de la péninsule, dans l'espace irako-syrien sur les bordures sud de l'Euphrate pousse en retour les groupes déjà présents tels que les Anazah, les Rawla, etc.[16]. Il est difficile de déterminer ce qui incite ces groupes à partir vers le nord, déplaçant ainsi leur cercle de rotation. Très peu d'éléments sont documentés[17]. La sécheresse, la croissance du troupeau, les heurts locaux et l'accroissement démographique peuvent être avancés. Tous concourent à rendre caduc l'équilibre fragile entre le milieu naturel de la péninsule Arabique et les communautés humaines présentes. Et tout déplacement de populations, qui entraîne la prise de contrôle de puits et de routes, met aussitôt en mouvement d'autres communautés.

D'autres mutations précipitent ces mouvements. Au cœur de l'Arabie, dans l'oasis de Deraiya, la rencontre d'un prêcheur, Ibn Wahhâb, et d'un cheikh, Ibn Saoud, bouleverse la donne politique[18]. Le premier propose de purifier l'islam des inventions tardives, dénonce les confréries soufies, et réclame un retour aux temps des califes bien guidés (*rashîdûn*), les quatre premiers califes de l'histoire. Il trouve en Ibn Saoud celui qui se battra pour ses idées. Une alliance tacite prend forme, donnant naissance au wahhabisme. Sans nous étendre sur les significations de ce message ni sur sa portée dans l'islam, il faut retenir deux points importants. Il s'agit d'une contestation interne au monde ottoman, venant de ses marges, contre le sultan calife, qui crée l'imaginaire religieux et politique devant parer les actions tribales d'une nouvelle aura. Bientôt, les hommes de Saoud peuvent se lancer dans des razzias, inciter d'autres cheikhs à prêter allégeance au discours et à son chef, Saoud, et rallier les habitants et clercs des oasis de la péninsule. Il en résulte une extension du territoire

sous la domination saoudienne, par sympathie et par conquête.

La fondation du premier royaume à partir de 1744 accélère la migration de groupes tribaux. Les attaques des tribus affiliées aux wahhabites – tels que les désignent leurs opposants et les chroniqueurs extérieurs[19] – et les nouvelles allégeances bouleversent les équilibres. Les wahhabites parviennent en 1803-1807 aux bordures du Hauran. Ils débordent donc au nord sur tout le Croissant fertile. Face à ce choc, plusieurs changements s'opèrent. En premier lieu, de nouvelles confédérations s'installent durablement en Palmyréenne et en Jazîra. Parmi ces groupes, les Anazah dominent très largement l'espace syrien au nord, de même que les Shammar s'étendent des confins irakiens vers la région du Zôr (actuellement autour de la ville de Deir ez-Zor). Plus généralement, l'entrée des wahhabites et les mutations socio-économiques du monde tribal suscitent des recompositions multiples dans le peuplement bédouin et poussent aux contacts avec l'univers sédentaire. Sous la forme de tectonique, toute nouvelle arrivée suppose de pousser l'autre groupe déjà en place[20]. C'est ainsi que les Anazah se retrouvent à proximité du monde alépin avec l'arrivée des Shammar, et que les Dwala se rapprochent des villes.

Par jeux de contacts, d'échanges, de tractations pour acquérir les biens manquants et vendre les surplus, des liens multiples s'établissent entre les mondes nomades et sédentaires. Une double polarité anime alors le pouvoir. D'un côté présideraient les grandes confédérations tribales qui profitent du refuge offert par la nature désertique du terrain, par la faiblesse des communications et par leur maîtrise des points d'eau. De l'autre, les villes peuvent projeter autour d'elles des forces mettant en défaut les tribus. Entre ces deux pôles, certaines tribus participent de la défense des confédérations, d'autres de la ville, rendant ce monde fluide, dynamique et ouvert.

Un monde de villes composites

Les villes rassemblent une minorité de la population. Si la ville apparaît comme un lieu isolé dans ce qui semble un océan de terres à contrôler et dominer, le centre urbain demeure le point de fixation du pouvoir politique et économique. Le sultan gouverne par les villes en envoyant gouverneurs et cadis*. Les marchands animent les longues routes du commerce pour approvisionner les souks urbains. Cela explique l'importance qu'il faut accorder aux différentes agglomérations. Pour autant, l'espace urbain n'est pas nécessairement uni. Au sein de chaque quartier, un chef peut s'affirmer, voulant dominer la ville, grouper des troupes pour s'assurer du contrôle de sa richesse. Le paradoxe des années 1780-1830 tient à la rencontre d'évolutions lentes et de secousses au sein des villes, loin de l'image orientaliste de déclin[21]. Pour comprendre les secondes, il faut restituer les premières. D'elles dépendent la formation des groupes, les facteurs distinguant élites et autres composantes, les traits unissant et séparant les citadins, les origines du pouvoir, de la richesse et de la domination en milieu urbain.

Deux agglomérations dominent, Alep avec 120 000 habitants, et Damas, 90 000[22]. Suivent ensuite Hama, Homs, Lattaquié et Deraa qui concentrent quelques milliers de personnes. Ces principaux centres ont connu d'importantes fluctuations de leurs populations. Tous présentent une configuration relativement identique. Des murs enferment le cœur de la ville autour des lieux de pouvoir, des pratiques cultuelles et des activités marchandes. Pourtant, de nouveaux quartiers sont apparus au cours du XVIII e siècle, modifiant la disposition radiocentrique des premières implantations[23]. Le faubourg du Midan au sud-est de Damas est le plus significatif. Une nouvelle carte de la ville se forme avec, au nord, accroché aux pentes du mont Qassioum, le village de Salâhiyya, dont les mausolées et lieux de culte attirent, et, au sud, le Midan[24].

Les populations urbaines reflètent mieux que d'autres l'organisation d'ancien régime qui prévaut dans l'Empire ottoman, c'est-à-dire une société de statuts plus que de classes. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas d'écart de richesses. Bien au contraire, ces derniers peuvent être

relativement marqués. L'identité de chacun dans la cité et les droits et devoirs afférents sont déterminés par la combinaison de plusieurs facteurs.

La confession importe dans la mesure où elle définit de qui l'individu relève en termes de lois et d'autorités. Les chrétiens et les juifs de toute orientation disposent d'une position définie par la charia telle qu'elle est appliquée par les juges ottomans. En outre, le statut de *dhimmi* – les populations non musulmanes dans l'Empire ottoman – dépend étroitement de l'organisation fiscale de la ville : reconnaître la confession sert à structurer un groupe autour de responsables qui peuvent répondre des habitants pour payer les contributions[25]. Il faut donc comprendre la ville comme l'espace où se rassemblent des groupes unis par des contributions et distingués en fonction entre autres de leur confession. Les autres expressions de l'islam en revanche n'ont pas le droit de cité dans la mesure où le pouvoir ne reconnaît que le sunnisme.

Au sein de chaque communauté confessionnelle, l'endogamie prévaut et le regroupement en termes de quartiers apparaît comme un garant de sécurité. Aussi, les principales agglomérations voient des quartiers chrétiens et juifs prospérer à côté d'ensembles musulmans, ce qui n'exclut pas les quartiers mixtes. Comme le rappelle l'historien Abraham Marcus dans le cas d'Alep, si les croisements en termes d'amitié et de mariage sont rares, cela n'empêche nullement de fonder des affaires communes, de résider à proximité, etc.[26]. Si le confessionnalisme existe, il n'ordonne pas tous les aspects de la vie sociale.

Les positions de pouvoir dépendent étroitement des fonctions et des activités. Le monde de l'économie est largement organisé par guildes (*tawâ'if**), hiérarchisées entre elles par les métiers[27]. Certaines activités comme la tannerie ou la boucherie sont considérées comme des sources de nuisances ; elles sont cantonnées dans des secteurs précis. À côté de cette hiérarchie des producteurs, dans laquelle les maîtres dominent les apprentis et contrôlent l'activité, le milieu marchand est régi par l'étendue des échanges pratiqués. Certaines familles assurent rapidement l'import-export sur de très longues distances, unissant dans un même réseau les places indiennes, moyen-orientales et européennes. À l'autre bout du spectre social, d'autres assurent la vente des biens locaux et la tenue des échoppes de détail.

Les petits marchands commercent avec les producteurs environnants, et plus que tout autre assurent le lien aux campagnes. En dehors de ces deux grands secteurs économiques, une foule d'anonymes qu'il est difficile de traquer dans les sources constitue le petit peuple urbain, tels les portefaix[28]. Les activités d'échange et de production font des villes des lieux de richesses. De ces ressources dépendent aussi les charges publiques.

Cadi (juge), wali (gouverneur) ou autres fonctionnaires impériaux sont à la fois les ordonnateurs de l'espace public parce qu'ils assurent le respect de la loi, et ceux qui vivent de la richesse globale dont ils essaient d'accaparer une partie pour leur propre train de vie, sous la forme d'impôts ou de dons. Richesse, ostentation et distribution de biens, entre autres, contribuent à conférer une position sociale prestigieuse. Les titulaires de charges publiques vaquent d'une ville à une autre, avec leur équipée. Le juge et le gouverneur ne restent pas longtemps en fonction au même endroit afin d'éviter qu'ils ne s'allient avec des groupes locaux. Il leur revient de faire régner l'ordre.

Le premier arbitre les litiges, sans privilégier aucun statut[29]. Il tente de concilier les parties et de reconnaître les torts en fonction de volumineux codes de lois. Les attributions du second comprennent notamment le maintien de l'ordre par le déploiement de polices et par l'application de peines collectives, ce qui renforce le contrôle social au sein de chaque communauté. Il se doit d'assurer la subsistance de la ville en vérifiant les prix des denrées et leur entrée dans la ville. Il veille à pacifier les alentours, recourant par moments à des expéditions. En vertu d'un système pyramidal de commandement, les principales agglomérations disposent d'un gouverneur, les autres d'un de ses représentants, le *mutasallim*. À côté des deux principales fonctions politiques et judiciaires, plusieurs groupes jouent un rôle décisif, hérité en partie des premiers temps ottomans, en partie de tâches nouvellement accaparées.

Plusieurs fonctions sont devenues des facteurs de distinction. L'empire se fonde en premier lieu sur les gens d'armes (*askar*) et les gouvernés (*re'ayya*). Les premiers ont donné naissance aux janissaires, ces soldats rétribués par des avantages fiscaux contre leur engagement au combat en cas de guerre. Leur maîtrise des armes en fait des acteurs susceptibles de contester le pouvoir. Ils demeurent les seuls combattants disposant en permanence d'un armement, ce qui fait de

leur groupe un acteur urbain important. Mais chaque épisode de conflits, nombreux au XVIII e et au XIX e siècle, les éloigne de la ville. Au sein de ce groupe, à Damas par exemple, deux sous-factions de combattants se sont constituées : ceux originaires du lieu et ceux fraîchement implantés. Parallèlement, le caractère musulman de l'empire confère aux hommes de religion, les oulémas, un statut spécifique, comme en Europe le personnel clérical dispose de droits propres. Ils assurent l'enseignement dans un réseau de *kuttâb* (école coranique), organisent les cultes et définissent la jurisprudence en discutant du fiqh*. Ces distinctions de fonction ont progressivement évolué pour devenir des statuts, attribués à telle ou telle famille. D'autres critères définissent les états de cette société d'ancien régime.

Il en est ainsi des ashrâf. On désigne par ce terme les lignages descendants du Prophète. Ceux qui jouissent de cette filiation bénéficient d'avantages particuliers, dont le premier réside dans le fait d'être jugés par leurs pairs. Le *naqib al-ashrâf* (représentant du syndicat des ashrâf) se voit chargé de gérer les intérêts collectifs. Bien vite, la disposition de privilèges fait des ashrâf un corps à part. À Alep principalement, ils forment une des factions de la ville, susceptible de contester par la violence l'ordre du gouverneur, de s'allier à d'autres, ou encore de tenter de s'arroger, par la force, une position plus intéressante.

Le monde citadin réplique sous une certaine forme les structures impériales, faites de différenciation et de compétition pour les ressources par l'acquisition de titres honorifiques. Un ensemble de stratégie de prises et de redistribution de ces statuts, ainsi que des revenus qui y sont liés, agence le jeu ordinaire de la cité. Le sultan peut décréter des contributions exceptionnelles, levées par des employés spécialement désignés. Collectivement, les habitants s'acquittent de ce qui leur est imposé par quartier, quitte à ce que les plus riches paient pour les plus pauvres[30]. De multiples liens sociaux et économiques, centrés pour certains autour de l'échange marchand, s'imbriquent. À ceux-ci s'ajoutent les relations politiques, construites sur une domination asymétrique, et symboliques, avec la définition des normes et des bonnes pratiques. La ville est alors striée de ces liens entre groupes qui dialoguent. Une fois encore, épuiser la diversité des groupes sociaux et de leurs rapports n'est pas une tâche aisée.

Chaque quartier dispose de traits représentant la richesse de son

élite. Des bâtiments notables comme les bains, les mausolées ou les mosquées individualisent les quartiers. Dans l'ensemble, ces derniers sont composés de ruelles enchâssées, et une unité se dessine par regroupements de maisons aux façades sans reliefs construites autour de cours. Les demeures plus spacieuses peuvent comprendre plusieurs cours, sur lesquelles donnent des appartements de vie sur deux étages en moyenne. L'étendue de la maison préserve l'espace ouvert (salamlik) de l'espace des femmes (haramlik), signe d'une aisance sociale et économique. Les ventes immobilières permettent dans le cas d'Alep d'en préciser le prix moyen à quelques centaines de piastres (pour un salaire moyen de 13 piastres)[31].

La famille élargie demeure l'unité fondamentale de la société. Face à la précarité de la vie, le mariage qui suppose la remise d'une dot pour la mariée apparaît comme un gage de pérennisation familiale. Aussi, le briser – ce qui est possible chez les musulmans par la répudiation – suppose de disposer de certains moyens pour le mari et la femme. La volonté de préserver la famille doit garantir un foyer aux enfants. Une moyenne s'établit autour de quatre ou cinq par femme, avec de nombreux mort-nés et décès en bas âge. Le renouvellement démographique est tout juste assuré en dépit d'une forte natalité, caractéristique des villes d'Ancien Régime. À cela s'ajoutent les vagues d'épidémies. Le consul de France à Lattaquié s'en inquiète en 1822[32]. La maladie, le choléra, reste dans les murs quelques semaines, pouvant entraîner la mort de dizaines d'individus. De tels épisodes rappellent la fragilité de la vie en groupe quand les services sanitaires demeurent relativement inexistants et les services de traitement faiblement organisés. Selon sa taille, la famille reste l'instance dans laquelle l'individu peut puiser des soutiens divers. Elle le lie à sa communauté de quartier, et plus largement à sa confession ou son métier. Elle constitue le fondement de l'édifice social urbain.

La structure de la « maison » dépend fortement des niveaux de richesses. De manière générale, la femme rejoint la maison de son mari, le plus souvent chez sa belle-famille. Lorsque les niveaux économiques le permettent, le couple et les enfants peuvent s'établir dans une demeure au sein du même quartier. Pour les élites, la famille élargie prend le plus souvent la forme d'une maison. Ce terme se réfère aussi bien au bâti, la demeure à plusieurs cours, qu'aux membres intégrés dans la famille. Ce sont les réseaux de clientèle

vivant à proximité de la richesse dont on profite des biens. Les ressources peuvent être perpétuées sous la forme de *waqf* familiaux, générateurs de revenus et preuves manifestes de l'évergétisme de la famille. Entre maisons, les compétitions sont vives pour assurer le contrôle des positions de pouvoir.

Plus que tout autre espace, la ville se prête au contrôle. Elle forme un tout entouré de murailles. Chaque quartier peut être isolé de son voisinage, par différents dispositifs de portes fermées. Mîchâ'îl al-Dimashqî fait ainsi mention des mouvements de foule vers la citadelle, qui devient dans son récit un espace en dehors de la ville, alors qu'elle en côtoie les murs[33]. Lors de soulèvements urbains, particulièrement nombreux entre 1780 et 1820, les troupes de chaque faction tentent de s'approprier le contrôle de tel ou tel quartier. Ces groupes partisans s'assemblent autour de personnels puissants. Comme Herbert Bodman l'a analysé dans le cas d'Alep[34], le soulèvement de 1784 contre le wali de la ville aboutit à forcer son rappel par la Porte. Cela marque la victoire des populations alliées aux janissaires. Ces derniers s'emparent alors de la ville. Ils rançonnent les commerçants, s'enrichissent et maintiennent leur domination. Un nouveau gouverneur nommé remet en cause un temps leur pouvoir en châtiant les principaux mutins. Mais il est à son tour rappelé. Il faut attendre les années 1810 pour qu'un ordre urbain ordinaire reprenne place à Alep, marquant la fin des insurrections urbaines. Ces mouvements illustrent combien la ville, espace du politique, demeure une aire à conquérir pour celui qui veut régner, et combien au sein des terres syriennes le centre politique reste la ville au cœur d'un univers tribal.

L’entre-deux : les campagnes

À l’interstice entre ville et monde steppique prennent place les campagnes dont l’existence dépend de la capacité des forces urbaines à protéger les terroirs environnants. Aux abords d’Alep ou de Damas, les pourtours ne sont plus sûrs. En 1812, à Alep, le consul de France précise que le nouveau gouverneur de la ville a sécurisé les territoires s’étendant à quatre ou cinq heures de marche de la ville[35].

Au croisement des écologies locales changeantes et des conditions politiques se jouent la permanence ou non de villages. Tout dépend très largement des lieux. À lire les chroniqueurs et les rapports de consuls, deux images contradictoires se forment rapidement. Pour les uns, les jardins florissants autour de Homs et de Damas montrent la vitalité d’une agriculture répondant aux besoins du marché urbain. Pour d’autres, les villages abandonnés par les paysans devant le poids de l’impôt et des incursions tribales soulignent les crises multiples qui affectent les campagnes. Aussi est-il parfois difficile d’avoir une idée précise de l’environnement démographique, économique et écologique autour des villes. Que dire encore des terroirs plus éloignés sur les rives de l’Euphrate ? Le monde rural apparaît comme une projection des villes, dans la mesure où y résident les forces sécurisant les lieux et y sont produits les biens indispensables aux paysans. Aussi la vitalité, la permanence et la richesse des terroirs sont-elles fonction de la relation d’une ville à son pays environnant.

L’heure est encore aux villages morts dont les murs témoignent d’une existence passée ou d’occupations intermittentes. Norman Lewis en propose des cartes montrant comment des lignes de villages se déplacent autour des grandes villes entre le milieu du XVIIIe siècle et le début du XIXe siècle[36]. Il rappelle aussi que le monde sédentaire au début du XIXe siècle ne peut être pensé sans faire référence à l’univers nomade. Le monde des « Arabes » domine très largement la Syrie. Certains groupes peuvent pousser leurs hommes jusqu’aux bordures de la ville, à proximité de ses murs, au gré des sécheresses et des accidents du climat en plus des guerres tribales. Pour ne reprendre que la situation de Damas et d’Alep, les deux principales agglomérations,

leur terroir est envahi pratiquement tous les ans[37]. Il devient même vital pour les gouverneurs urbains de maîtriser ces attaques et mouvements de troupes dans la mesure où ils peuvent remettre en cause l'équilibre alimentaire de l'agglomération. Aussi l'intérêt des villes pour le monde nomade s'étend-il géographiquement. Le Hauran fait ainsi par exemple pleinement partie de l'espace de Damas, son véritable grenier.

Deux variables semblent infléchir la situation des campagnes : la sédentarisation ou non des populations et la propriété de la terre. Entre les urbains, installés entre leurs murs, et les tribus chamelières ou moutonnières vouées au nomadisme, toutes les situations se rencontrent. Il faut donc envisager des degrés de déplacements en fonction des durées d'installation. Dans le cas du Hauran, le peuplement se révèle relativement plus pérenne. L'unité du terroir peut prévaloir sur celle du village, les populations migrant au rythme saisonnier des cultures. La présence de maisons ne signifie pas une unité spatio-temporelle dans le sens d'une implantation durable, mais l'existence à un moment donné d'une mise en valeur d'un terroir particulier. Les contemporains pouvaient alors faire la différence entre des habitants se revendiquant de lignage nomade et d'autres préférant l'agriculture.

L'autre trait dominant tient à la relation au foncier qui dépend de deux paramètres : le mode d'usage de l'espace et le statut de la terre en matière de propriété. Ces deux caractéristiques sont largement le fruit d'une évolution de long terme[38]. Les difficultés climatiques aboutissent à privilégier l'élevage plutôt que l'agriculture et, au sein de celle-ci, à choisir des céréales de nature secondaire, comme l'avoine, par rapport au blé. La hantise des cultivateurs est de perdre une récolte en raison d'un printemps pluvieux. Or, en parallèle, la réorganisation des circuits marchands avec la venue de céréales du nord de l'Europe et la demande accrue de bétail pour le transport renforce cette dominante. Il en résulte au sein des campagnes une parcellisation des champs et une extension des zones de fourrage. Devant les incertitudes sécuritaires, un tel choix se révèle plus judicieux dans la mesure où la mise en culture de parcelles plus étroites évite de perdre tout ou beaucoup. De même, les habitants peuvent partir avec leur maigre cheptel. Aussi faut-il imaginer des zones de culture se caractérisant par une rotation des plantes, un *patchwork* étroitement dépendant de l'autosubsistance

du groupe et des besoins urbains plus immédiatement assouvis. À cela s'ajoutent des monocultures dont l'emprise s'étend à la condition que la sécurité soit assurée. C'est particulièrement le cas du coton entre Acre et Damas et du tabac sur les piémonts alaouites.

Les campagnes demeurent dans un rapport de subordination fiscale à la ville qui a progressivement accueilli les détenteurs de fermes fiscales[39]. Trois grands types de propriété se côtoient et expliquent la pression fiscale pratiquée sur les paysans. De manière traditionnelle, le fruit du sol reste le domaine du sultan, qui délivre la jouissance de l'usufruit pour payer les gens d'armes. Cette réalité qui donne naissance au *timar* (la jouissance de la terre contre fait d'armes) évolue grandement au cours des XVII e et XVIII e siècles, pour disparaître à la fin de ce siècle. Deux ensembles se distinguent au sein des terres sultanesques (*'amîrî*), selon leurs situations et leurs caractéristiques agronomiques. Des jardins avec production arboricole ou légumineuse prospèrent à proximité des villes dont l'usufruit est accordé partiellement aux paysans. À l'est, de vastes étendues au statut incertain apparaissent comme non bornées. Cette transformation des productions et du rapport de propriété se retrouve dans la fiscalité, gage de reconnaissance des jouissants et bénéficiaires. La plupart des impôts sont affermés annuellement auprès de représentants impériaux. Mais ces derniers ont tendance à pressurer les paysans pour obtenir leur dû, quelle que soit la récolte, quelles que soient les circonstances. Une partie des recettes est en outre détournée. Pour corriger cet état, les autorités créent le *malikane*, c'est-à-dire des fermes d'impôt pérennes. Dans les faits, leurs titulaires se retrouvent jouisseurs de l'usufruit à vie avec une reconnaissance tacite de leur droit à imposer les productions. Ce nouveau statut entraîne la reprise d'une compétition foncière autorisant les alliances des familles de villes différentes. Les 'Azm de Damas se rapprochent de familles vivant à Hama, par exemple. Chaque titulaire de malikane dispose de ressources garanties. Les effets de cette concurrence sont multiples. Ainsi un gouverneur proche de tel ou tel marchand qui dispose de malikane peut avoir intérêt à sécuriser la région dans laquelle celui-ci possède des terres. À côté de cela, les wakfs, ou biens de mainmorte, permettent de conserver la propriété de terres et de revenus en les allouant à des fondations pieuses. Leur possession est source de prestige. En cela, le type de propriété influe sur les conditions

économiques, politiques et sociales d'un milieu.

Parallèlement aux zones rurales, un monde bien spécifique tend à se former au tournant du XIX e siècle : celui des montagnes. Ces espaces présentent deux situations bien distinctes dans les terres syriennes. Au nord, la montagne des Alaouites connaît un trop plein démographique qui se traduit par la multiplication des incursions contre les plaines et les villes. Les raids organisés de la montagne soulignent le besoin de ressources. Les échanges entre hauteurs et monde bas demeurent relativement faibles, de même que la connaissance mutuelle. La différence confessionnelle favorise les cloisonnements. C'est pourquoi les vallées, autour de Qardaha par exemple, n'apparaissent le plus souvent dans la documentation qu'à l'occasion d'expéditions punitives[40]. La qualité relative du sol et des conditions climatiques qui privilégient les piémonts aux plaines tout au long du XVIII e siècle peut expliquer une telle croissance démographique. Cependant, les données demeurent très lacunaires pour connaître cette société des montagnes. Au sud, après l'Anti-Liban dont la trajectoire ressemble à celle de la montagne Alaouite tout en étant plus ouvert aux échanges, se trouve la montagne volcanique autour du lieu-dit Laja (coulée de lave). Ces hautes terres basaltiques restent largement inhospitalières et ne voient que quelques peuplements temporaires. Au début du XIX e siècle, la poussée démographique de la montagne du Shouf conduit des groupes de Druzes à s'y établir.

Trois mondes constituent donc les terres syriennes, en étroite interrelation. Villes et campagnes s'auto-entretiennent, les secondes apparaissant comme la projection des capacités sécuritaires des premières. Source de nourriture des uns, ressources fiscales des autres, domaines cultivés et habités, espaces dominés, les relations à l'espace varient grandement. À côté de ces deux mondes, un bloc tribal semble isoler des îlots dans lesquels se loge le pouvoir. Ville et monde nomade ne sont pas deux mondes antagonistes dont les relations se fonderaient exclusivement sur le conflit, ils sont interdépendants, d'autant qu'une partie des produits indispensables au mode de vie nomade vient de la ville. Aussi ces populations se rendent-elles vers les marchés des villes ou à proximité. Parfois, des marchands plus aventureux se déplacent directement vers les zones de résidence[41]. Les tribus achètent ainsi les textiles tissés, les armes et les cuirs. Au contraire, les sédentaires ne peuvent circuler sur de longues distances sans tenir compte des tribus.

Ces dernières tracent les routes, définissent la sécurité d'une zone, protègent ou non les passages et finalement s'imposent comme auxiliaires des déplacements. Le temps est aux caravanes qui strient l'espace de lignes imaginaires, et ponctuent de leur rythme annuel la vie des villes.

Deux formes concurrentes du pouvoir prennent place : dans les villes et au sein des espaces sur lesquels elles rayonnent, l'État, comme autorité publique monopolisant la violence à travers un ou plusieurs de ses représentants, régente ; dans les steppes désertiques, la tribu peut se substituer au premier, protégeant les sédentaires contre le paiement du tribut de fraternité, la *khuwwa**. La concurrence des deux formes de pouvoir dessine la carte de la Syrie politique.

Des provinces d'empire

Depuis 1660, les wilâyât (provinces) de Damas, Alep, Tripoli et Saïda dont les contours fluctuent composent les terres syriennes. À la fin du XVIII [e] siècle, pouvoirs et sociétés y sont régis depuis la capitale impériale, Constantinople, mais aussi à partir de capitales locales (Acre, Damas, etc.). Un perpétuel aller-retour s'effectue entre stratégies locales et impériales pour comprendre les jeux de pouvoirs. Avant d'entreprendre une histoire des autorités et de leurs relations aux territoires, quelques rappels s'imposent sur l'organisation de l'empire, sur les invariants de son fonctionnement.

L'empire est dirigé par le sultan qui dispose de conseillers et d'un grand vizir pour conduire les affaires impériales. Il s'appuie sur le cheikh al-islam pour les questions religieuses, se voyant reconnaître le titre de calife comme successeur des Abbassides. Ces traits généraux n'ont guère varié depuis l'époque de la conquête. Cependant, comme tout empire, le système ottoman repose avant tout sur les liens multiples entretenus entre un centre toujours lointain et les principales capitales provinciales. Alep joue un rôle à part dans la Syrie. Le *defterdar** chargé de la collecte des impôts y siège, faisant de la ville un centre politique de première importance. À partir de 1708, le gouverneur de Damas se voit reconnaître une fonction spécifique, celle d'organiser le pèlerinage vers La Mecque. Il doit pourvoir à la sécurité et au transport des pèlerins une fois l'an. Cette tâche confère à Damas une importance décisive, car ses marchands trouvent dans le départ des pèlerins un vaste marché annuel. Hormis ces tâches spécifiques, rien ne le distingue véritablement des autres gouverneurs des provinces syriennes.

Au sein des villes et entre elles, de nombreux rapports de force opposent les dignitaires. Cela tient en premier lieu au contrôle limité du centre, qui renouvelle des familles aux mêmes positions, créant des dynasties locales. Leur maintien dépend de leur capacité à dominer le jeu interne des villes et de leur environnement. Ceux du sud de Damas par exemple, nommés en fonction de leur résidence dans le faubourg, les Midanis, peuvent être en opposition avec les *aghas** du nord de la

ville. Aussi les premiers favorisent-ils les ennemis des seconds, en appuyant les entreprises du gouverneur d'Acre et de Saïda[42]. C'est donc un jeu à multiples niveaux. Les puissants locaux, gouverneurs, aghas, marchands, etc., se dotent de troupes, le plus souvent de quelques centaines à quelques milliers d'hommes pour occuper et attaquer des positions. Une forteresse en ville ou dans la campagne peut cependant mettre en péril une entreprise de conquête pour plusieurs mois : des troupes s'y réfugient et empêchent de contrôler le pays après le retour des attaquants.

Trois éléments se croisent pour construire le pouvoir local : une position, les ressources et la force armée. La première est conférée ou reconnue par le sultan. Elle suppose souvent de rémunérer des intermédiaires dans la capitale pour s'assurer d'un succès. Elle fournit en retour la maîtrise de ressources, le gouverneur pouvant puiser sur les taxes levées dans sa province. Elle autorise à conduire des troupes, ce qui suppose aussi de bénéficier des moyens nécessaires pour payer les hommes. Dès lors s'opère une concurrence au sein d'un personnel limité pour accéder aux positions importantes, véritable tremplin en vue d'accroître son capital et ses forces armées, qui, en retour, autorise à contrôler la levée de l'impôt et à chasser les rivaux locaux. Cette conception du pouvoir renvoie en premier lieu à une différence constitutive de la société et de l'espace ottomans entre ceux qui reçoivent les contributions et ceux qui les paient.

Au cours du XVIII e siècle, des familles accèdent à une autonomie plus grande par rapport au centre. Les ʻAzm réussissent, dans un premier temps, à se voir reconduits au poste de gouverneur à Damas. Ils ne sont pas indépendants du sultan. Fébrilement, chaque année, le titulaire attend le firman – l'ordre impérial – le prolongeant dans ses tâches. C'est ainsi qu'à Damas et dans sa province le pouvoir se caractérise par une relative stabilité. Jusqu'où s'étend l'autorité du gouverneur ? Très certainement le Hauran. S'aventurer sur la route de Palmyre à l'est de Damas ne semble encore guère possible. Le village de Qaryatayn permet de faire étape avant d'atteindre Homs, ville la plus au nord à l'extérieur de la province. Les liens entre les ʻAzm et les aghas de Hama, leur appui à la famille locale des Kaylanî, font que Damas et Hama appartiennent à une même mouvance de pouvoirs[43]. Ce point est crucial pour la circulation des biens vers le nord de la Syrie et le contrôle de la zone fertile. À l'ouest, la plaine de la Bekaa

reste un espace convoité[44]. S'il dépend de l'autorité de Damas, les incursions régulières des émirs de la montagne du Shouf mettent en péril ce contrôle. Trois fronts se dessinent pour le gouverneur de Damas, au sud vers les villes de la côte, vers l'ouest en direction des Druzes, et vers l'est contre les Bédouins.

Au nord, Alep domine les versants sud du Taurus. Le Pashalik dont elle est la capitale s'étend de l'Euphrate à la côte méditerranéenne. Pourtant, les autorités de la ville ne maîtrisent pas de manière uniforme cet ensemble géographique. Leur attention se porte selon les périodes en trois directions qui constituent trois sous-ensembles du monde alépin. À l'est de la ville, les steppes constituent le lieu de refuge des Bédouins, principalement les Anazah, dont les chemins de parcours passent entre la métropole du Nord et le fleuve. À l'ouest, les contreforts de calcaire et la montagne Ansariée, selon les termes des consuls contemporains, accueillent les Alaouites*. Leur structure tribale et leur éloignement des centres les rendent difficiles d'accès. Plus à l'ouest, la ville-port de Lattaquié joue avec Antioche le rôle de porte d'entrée vers le monde alépin. Au nord, la plaine cilicienne avec ses agglomérations, Aintab, Killis, ou Urfa, appartient à la même unité administrative. En fonction du gouverneur, l'espace soumis à son autorité varie. Si Lattaquié reste sous le contrôle d'Alep, le statut de Tripoli varie. Parfois, des désordres dans la montagne Alaouite empêchent toute communication avec la côte, isolant Lattaquié d'Alep.

L'ensemble sociopolitique syrien à la fin du XVIII e siècle est donc caractérisé par une forte diversité d'acteurs, qui tous interagissent. Ici, la métaphore du jeu d'échecs propre à Norbert Elias permet de préciser les systèmes de pouvoir et de contrôle[45]. Chaque déplacement reconfigure les pouvoirs de chacun. Toute la complexité vient de la juxtaposition à un même moment de plusieurs caractéristiques qui servent tour à tour à mobiliser des partisans, sans forcément être des lignes de clivage pérennes. Certains acteurs, ceux qui accèdent aux principaux gouvernorats, peuvent s'imposer sur la scène régionale s'étendant du Taurus au désert d'Arabie en jouant sur ces identités multiples afin de constituer des réserves financières et des blocs militaires, seules conditions pour assurer leur pouvoir. Une fois encore, un jeu de rotation s'opère entre la force qui peut fournir le numéraire, qui renforce le militaire, qui prédispose au pouvoir. Mais la particularité propre de ces décennies tient à l'autonomie relative de ce

champ de forces dont aucune ne pense à remettre en cause l'empire. Se battre pour être gouverneur d'Alep ou de Damas signifie la possibilité d'accroître ses ressources et se doter de plus d'influence, mais nullement de vouloir dicter au centre impérial une conduite politique particulière.

Deux séries d'éléments modifient la donne. La première tient à l'intégration progressive de la région moyen-orientale dans l'économie monde[46], participant du redéploiement de la présence européenne en Méditerranée. Les transports de cabotage ou plus lointains relèvent très largement d'armateurs européens. Il n'est pas jusqu'aux barbaresques qui soient dotés de lettres de créance des cours européennes[47]. Aussi les flottes de « Grecs » ou d'« Albanais » hantent-elles les côtes de Lattaquié, inquiétant les consuls dans la mesure où elles relèvent de pouvoirs non ottomans[48]. Au niveau des villes-ports, demandes et offres des marchés européens redessinent les économies locales. Cette réalité permet à Acre de devenir la capitale du coton au cours de la seconde moitié du XVIIIe siècle, mettant en relation les producteurs galiléens et les acheteurs européens. Cependant, cette intégration joue encore à la marge, c'est-à-dire qu'elle favorise la constitution de richesses locales sans bouleverser les systèmes productifs régionaux. De plus, de part et d'autre de l'empire, des invasions militaires forcent les autorités centrales à trouver des ressources et des hommes pour se battre. La guerre contre la Russie se révèle désastreuse, plaçant la capitale Constantinople sous la menace de la flotte russe. Sa durée (1768-1774) impose un lourd tribut aux provinces lointaines et affecte les équilibres internes. Vingt-cinq ans après, l'incursion de Napoléon Bonaparte en Égypte accélère ces désordres et force l'Empire ottoman à prendre place dans les coalitions européennes, devenant un élément du concert des nations.

Convulsions au tournant du siècle [49]

À partir de 1780, la fragmentation politique des terres syriennes entre dans une nouvelle configuration. Un processus similaire anime les grands centres urbains, au premier rang desquels Damas et Alep. Les factions urbaines qui se distinguent par un trait particulier, comme la fonction (janissaires), l'appartenance de corps (chrétien, musulman) ou une attache symbolique (ashrâf), entrent en conflit pour dominer la ville. Elles sont menées par des chefs issus de leurs rangs ou venus de l'extérieur. Tout le paradoxe de ce moment tient à trois phénomènes convergents, expliquant les désordres. Tout d'abord, les meneurs, qu'ils détiennent ou non des fonctions impériales, agissent sans remettre en cause l'ordre ottoman. Les affrontements sont donc internes. Ensuite, la logique des régions et des alliances étend des heurts locaux, de quartiers même, à des régions entières, à l'instar de cette rébellion à Damas qui affecte Hama ou le Hauran. Enfin, nulle stabilisation n'advient dans la mesure où les forces envoyées par le sultan ne disposent pas de relais locaux capables d'enraciner un nouvel ordre des choses et les acteurs internes ne peuvent éliminer définitivement leur adversaire. Aussi faut-il suivre des évolutions complexes au cours d'un demi-siècle de crises au prisme des deux grandes villes, Alep et Damas.

Une série de troubles débute dans les années 1770. Ils ébranlent les équilibres de pouvoir et précipitent une compétition entre de nouveaux chefs. Ces derniers cherchent à dominer la ville et leur lutte met en lien les provinces syriennes. Trois raisons expliquent les soubresauts. En 1768, l'Empire ottoman entre en guerre contre la Russie, ce qui force la mobilisation des janissaires. Leur départ déséquilibre les rapports de force internes aux villes, principalement à Alep où leur faction constitue un groupe majeur. En parallèle, un bey d'Égypte, ‘Alî Bey (shaykh al-balad, équivalent de commandant des armées), lance un grand projet de conquête de la Palestine et de la Syrie et envoie ses représentants conduire d'importantes troupes. Muhammad Abû al-Dhahab, son lieutenant, s'empare de Damas le 8 juin 1771, avant d'entamer une retraite rapide vers l'Égypte. Cette incursion change la

donne à Damas, et force l'arrivée de janissaires venant d'Alep. Enfin, un chef local qui s'est emparé de la ferme fiscale sur les bords de Tibériade s'est progressivement doté d'une armée dont il a fait l'instrument de son pouvoir. Zâhir al-'Umar devient un potentat local régnant du Jabal al-Amin aux bordures du désert jordanien. Son ascension sociale, liée à la concentration de richesses pour payer une troupe aguerrie, montre à d'autres le chemin de la promotion. Un ami de 'Alî Bey, Ahmad Pasha dit al-Jazzâr (le boucher), suit un modèle identique à partir du milieu des années 1770, alors que la succession entre les fils de Zâhir al-Umar a fait disparaître son héritage. Les incursions égyptiennes et les ambitions personnelles bouleversent le paysage du Sud-Levant.

Dans ce contexte, Ahmad Pasha al-Jazzâr, un mamelouk originaire de Bosnie, commence à se faire connaître. Après avoir servi en Égypte, il disparaît des chroniques en 1768 pour réapparaître au service d'un émir de la montagne libanaise. Obtenant sa première position impériale en 1772, en tant que gouverneur de Saïda, il tisse des alliances dans la montagne libanaise et participe des jeux de puissances entre les émirs. Bientôt, il fait d'Acre une ville fortifiée et sa capitale. Ce déplacement s'opère tandis que le port devient le débouché des échanges de céréales en provenance du Hauran, son contrôle assurant à Ahmad Pasha al-Jazzâr d'importantes ressources financières. Il commence alors à se doter d'une troupe militaire et peut utiliser ses nouvelles richesses pour infléchir les décisions de la Porte dans les nominations administratives, espérant pour lui-même le gouvernorat de Damas.

Dans le nord de la Syrie, à Alep, le départ des janissaires pour la campagne contre la Russie puis contre les incursions égyptiennes favorise les troupes locales affiliées aux ashrâf. Cela crée aussi autour de la grande métropole du Nord un contexte propice aux incursions bédouines et kurdes à l'encontre des villages et villes secondaires de la plaine nord. Dans ce cadre, les ashrâf s'emparent du pouvoir, assurant au naqib al-ashrâf agissant au nom du groupe une prééminence dans la ville. Pour tenter de ramener le calme entre factions armées, la Porte missionne Ibrahim Zâdah Pasha pour s'assurer de la levée des contributions exceptionnelles, les avanies, qui attisent les colères sociales. Certains marchands dont le naqib al-ashrâf fuient la ville pour la campagne, comme Chalabî Efendi. En août 1775, un second

gouverneur est chargé de rétablir l'ordre, Shahtâljahli ‘Alî Pasha. Il exécute plusieurs personnes et impose une avanie de 100 000 piastres. En outre, afin de pacifier les campagnes alépines, il mène les janissaires locaux dans des expéditions punitives contre les tribus des environs. C'est un désastre. La défaite suscite la colère des janissaires. Alors qu'une autre expédition doit permettre de rétablir le contrôle sur Jisr al-Choghour, les janissaires trouvent appui auprès du cadi et du mufti qui appellent les habitants d'Alep à prendre les armes contre le gouverneur, forcé de quitter la ville le 28 décembre 1775. Dans cette révolte, les janissaires mènent le soulèvement avec, semble-t-il[50], l'assentiment des ashrâf. Cette situation inaugure plusieurs années sans gouverneur, marquées par des pénuries multiples, qui s'expliquent par la rupture des communications entre la ville et ses campagnes ainsi que des rapines diverses dans le Pashalik. Le désordre de la ville entraîne l'anarchie de la province.

Les années 1780 voient ainsi se succéder les gouverneurs chargés de rétablir l'ordre, ce qu'ils tentent de faire par la violence. Or leur rotation quasi annuelle et les turbulences dans la région favorisent les jeux locaux. Le gouverneur est plus présent à Aintab (actuelle Gaziantep) ou Urfa, laissant les factions locales alépines s'organiser en partie de façon autonome. Ainsi, en 1785, al-Hajj Mustafâ Pasha est reconnu wali mais ne se rend pas dans la ville. En son absence, un mutasallim est nommé par les citadins. Deux hommes s'imposent comme décideurs : Chalabî Efendi, tout juste revenu d'exil, pour les ashrâf et Ginj Ahmad Agha Hummusa, qui devient pour les trente années suivantes le représentant des janissaires. Alors que al-Hajj Mustafâ Pasha entre dans la ville, il ne peut obtenir la reddition d'un groupe dissident de janissaires, les autres habitants faisant corps avec eux. Il meurt l'année suivante et est remplacé par ‘Abdallah ibn Mustafâ al-Jabrî, issu d'une famille en pleine ascension sociale.

Dans ce contexte, la peste se répand dans la ville en 1786. Elle est particulièrement meurtrière, alors que les pénuries alimentaires s'annoncent pour l'année suivante, suscitant l'inquiétude pour l'état de santé dans la ville. En une décennie, une autonomisation de fait de la ville s'observe, autorisant les représentants des factions à mettre en cause les représentants impériaux qui tentent vainement de rétablir l'ordre, et surtout à prélever les ressources pour les guerres lointaines. En 1788, à nouveau, les janissaires voués au service d'empire sont

appelés à défendre les frontières contre Autriche et Russie. Le gouverneur se retrouve assiégé dans le Sérail et fuit la ville. Au cours de cette révolte, la ville s'impose contre la capitale.

En 1783, à Damas, Muhammad Pasha al-'Azm meurt après avoir été dix ans durant gouverneur, digne de sa famille des 'Azm, régulièrement chargée du gouvernorat depuis le premier tiers du XVIII e siècle. Ces derniers ont construit leur puissance sur trois éléments, le renouvellement de leur titre, l'investissement de leurs ressources dans l'établissement d'ordres religieux, de bâtiments de commerce et dans le maintien de la sécurité, et l'utilisation de leur position de prestige pour contrôler le commerce des grains. Dans ce cadre, ils privilégient, par leur lien de clientèle, d'amitié et de mariage, les familles du nord de Damas, qui elles-mêmes disposent de relais vers les villes de Homs et de Hama, véritables greniers à blé. Au contraire, le Hauran est plutôt délaissé et, en retour, les élites du Midan – quartier sud de Damas – sont marginalisées. La mort de Muhammad Pasha al-'Azm modifie la donne, ouvrant jusqu'en 1786 une période de succession rapide de titulaires au gouvernorat[51].

Ce vide crée au sein de la ville plusieurs dissensions. Les marchands se plaignent d'un approvisionnement difficile, lié à la désorganisation des circuits commerciaux du sud de la ville. Les effets de manque de ressources sont alors exploités par certains commerçants et par leurs protecteurs politiques pour faire monter les prix, augmentant la colère, alors que d'autres élites s'appuient sur le mécontentement pour mobiliser la population. Dans cette logique, les aghas du nord de la ville et ceux du sud s'opposent. Ces derniers sont susceptibles, à l'exemple des janissaires ou des ashrâf alépins, de mobiliser des troupes pour contrôler la ville. Résidant dans le faubourg du Midan, ils sont directement préoccupés par la gestion des céréales du Hauran, qu'ils peinent à faire venir en ville[52]. Cela s'explique par les difficultés à sécuriser le sud de la ville contre les incursions régulières bédouines. Dans ce contexte, Ahmad Pasha al-Jazzâr parvient à se faire nommer gouverneur de Damas par les entremises diverses qu'il détient à Constantinople. En grande pompe pour marquer son nouvel état, il fait son entrée dans la ville.

Ce basculement de pouvoir entraîne des recompositions immédiates. Le clan des 'Azm se replie sur Hama, faisant face à la concurrence locale d'autres familles émergeantes : les Kaylanî et les Malwalî. Mais

les ‘Azm peuvent s’appuyer sur les places fortifiées de la province, telle Talbisseh. En parallèle, le déplacement sur la côte de la capitale gouvernorale de Damas vers Saïda et Acre accélère le déclin du Pashalik de Tripoli, dont le contrôle est de plus en plus assuré par le wali d’Alep qui mène d’occasionnelles campagnes de pacification. D’autres ports suppléent au commerce du Nord, principalement Lattaquié. Ce changement divise les espaces libano-palestinien et syrien. Au nord, Alep domine un ensemble composite s’étendant à Urfa, Aintab, Lattaquié. Au sud, Damas entre dans la mouvance d’Acre. La montagne libanaise est soumise aux conflits des émirs[53].

Le succès de Ahmad Pasha al-Jazzâr n’est que relatif. Un an et demi après avoir obtenu le gouvernorat, il n’est pas reconduit et fait face à une insubordination de mamelouks à Acre. Le mufti de Damas Muhammad Khalîl Efendi al-Murâdî fait part à la Porte des plaintes venant des marchands contre la tentative de Ahmad Pasha al-Jazzâr d’établir un monopole sur le commerce des céréales. Lui succèdent deux gouverneurs. Le premier ne peut mettre fin aux violences dans la ville, quand le second part combattre en Égypte, théâtre d’une lutte entre les beys. En 1788, Ibrahim Pasha al-Dalâtî tente de restaurer l’ordre dans la ville. Cependant, à peine rentre-t-il du pèlerinage qu’il fait face au soulèvement de janissaires de la citadelle auxquels se joignent des aghas du Midan. Il trouve refuge dans la campagne de Damas, où il enjoint aux notables de le rejoindre, dont le mufti Muhammad Khalîl Efendi al-Murâdî. Il part se protéger avec ses troupes à Hama. Il doit affronter les Mawalî à proximité de Hama avec l’aide de troupes venant d’Alep. Ces derniers étaient entrés en dissidence pour se plaindre des empiètements des Hasana (de la confédération des Anazah) sur leurs terres de pâtures et de la mobilisation menée par le gouverneur de Damas. Aux incursions bédouines jusqu’aux bordures de la montagne Alaouite répondent les répressions militaires qui tuent plusieurs centaines de Bédouins et achèvent de saccager la région centrale de Syrie. Ibrahim Pasha al-Dalâtî peut reprendre brièvement le contrôle de Damas et assujettir les janissaires rebelles.

Dès 1790, Ahmad Pasha al-Jazzâr parvient à se faire nommer comme gouverneur de Damas. C’est en effet à cette date que son principal rival à Constantinople meurt et que le gouverneur en place part en Égypte où il nourrit d’autres convoitises. Pendant cinq ans,

Ahmad Pasha al-Jazzâr peut contrôler la ville par la violence. Il fait immédiatement exécuter certains meneurs, s’en prenant aussi bien aux partisans des ‘Azm, dans les quartiers centraux, qu’à certains chefs du Midan. Son contrôle est d’autant plus fort qu’il parvient à créer un système de monopole sur le commerce des grains, collectés du sud de Damas à Acre et exportés depuis ce port. Richesse, troupes et usage immodéré de la violence lui valent le surnom de « Boucher » (al-Jazzâr). À l’intérieur de la ville, il se rapproche principalement des familles du Sud, au détriment des aghas du Nord et du centre-ville, sans pour autant donner plus de prérogatives aux membres de sa clientèle. Si son pouvoir se révèle impitoyable, il demeure fragile. Une importante défaite de ses troupes à proximité de Nablous conduit à sa démission et au retour, pour trois ans, de proches des ‘Azm.

En 1791, à nouveau, la population alépine parvient à chasser le gouverneur, faisant le siège avec les janissaires fraîchement rentrés de la guerre ou ayant déserté. Les dernières révoltes ont vu émerger quelques figures, tel Ibrahim Agha Qattar Aghasi. Cependant, le gouverneur déchu reçoit des forces pour soumettre les villes du Nord, Aintab principalement. Il peut revenir à la tête de six mille hommes près d’Alep. La vue de la soldatesque entraîne l’exil des notables, dont Ibrahim Agha. Cependant, le gouverneur est rapidement rappelé par la Porte, probablement à l’initiative de proches d’Ibrahim Agha. Un autre jeu se joue par rapport à Damas. Le chef d’une faction parvient à imposer son influence sur la ville. Son ascension tient à la captation de fermes d’impôt et aux fonctions jouées comme muhassilliq[54]. Il dispose par la distribution des ressources d’une clientèle locale et impériale, faisant échouer toutes tentatives pour briser son pouvoir. Ses biens échappent aux sanctions, en dépit du fait qu’une partie des soulèvements naissent des pénuries provoquées par son monopole sur certains commerces. Cela ne signifie pas pour autant qu’Ibrahim Agha s’impose comme l’unique dirigeant local. Il doit constamment pondérer les velléités des janissaires qui tentent, eux aussi, de maîtriser les circuits d’alimentation urbaine, fortement rémunérateurs.

De part et d’autre, des compétitions localisées apparaissent, reposant sur une figure qui entretient des liens souples avec des factions locales, afin de s’assurer le maximum de richesses par la mise en place de monopoles. Ces nouveaux chefs tentent de stabiliser leur emprise sur une région. Cependant, que ce soit dans la province de Damas pour

Ahmad Pasha al-Jazzâr, ou à Alep pour les représentants des ashrâf, aucune pérennité n'est garantie. À Damas, au poste de gouverneur se succèdent entre 1795 et 1798 Ahmad Pasha al-Jazzâr et ‘Abdallah Pasha al-‘Azm. Ce dernier doit abandonner le commandement de la ville à son retour du pèlerinage en 1798. Le convoi est bloqué par les wahhabites de Ibn Saoud qui interdisent l'accès de la ville à tout homme armé. ‘Abdallah Pasha al-‘Azm se réfugie à Hama avec ses forces, tandis qu'à Alep les factions de janissaires et d'ashrâf entretiennent des troubles sporadiques. Une mutation importante apparaît dans le cadre urbain. Pour asseoir son pouvoir, le chef local doit construire un monopole sur les ressources fortement rémunératrices dans le cadre d'un accroissement des échanges avec l'Europe. Enfin, la mise en avant d'une identité sociale (être le chef des janissaires, des ashrâf) renforce la stabilité des réseaux de clientèle, garantie de la pérennité du pouvoir.

En 1798, à Alep, la compétition entre ashrâf et janissaires s'intensifie pour le monopole sur les céréales à destination de la ville. Ibrahim Agha est alors nommé gouverneur, sans pouvoir disposer de réelles forces pour s'imposer dans sa province. Il conjugue ses forces à celles des janissaires et défait, dans une bataille rangée, les forces des ashrâf. Cette défaite est suivie, en février 1798, du massacre de nombreux autres ashrâf dans la mosquée Utrush, provoquant une guerre ouverte entre les deux camps. Les ashrâf se réfugient dans les murs de la ville alors que les janissaires tiennent la citadelle en son centre. Les deux font appel à des alliés *extra-muros*, les ‘arab pour les ashrâf, les Kurdes pour les autres. Il ne semble pas que l'assistance de ces derniers ait pu changer l'équilibre en faveur des janissaires. Devant les désordres prolongés, la Porte nomme un nouveau wali, Shârif Muhammad Pasha qui, pour la première fois depuis 1795, ne vient pas de la ville. Les tumultes cessent finalement avec le départ des janissaires en 1798, sept mille avec le grand vizir, puis six mille commandés par Muhammad Qudsî Efendi, naqib des ashrâf.

Ce changement de position s'explique par la confrontation avec les Français. En 1798, ces derniers débarquent en Égypte dont ils s'emparent en quelques mois. Damas devient un important lieu de rassemblement de soldats. Les troupes alépines partent vers Damas combattre les Français. Les soldats alépins ne sont pas sans exprimer de la jalousie à l'égard des possédants de Damas. L'entrée de troupes

extérieures à la ville y entraîne quelques tensions dans le tissu confessionnel : les chrétiens sont désignés par la soldatesque comme étant des possédants. La suspension de l'ordre établi par Jazzâr entraîne quelques troubles. Au sein de la ville, la querelle s'installe de nouveau entre les aghas, alors même que la soldatesque veut s'en prendre aux chrétiens qui recherchent des protecteurs.

Dans la province, plusieurs expéditions sont menées en direction de Homs et de Hama pour rétablir l'ordre. Finalement, les troubles internes cessent avec la reconquête de la citadelle, avant le départ des forces armées pour contrer les Français. Ces mouvements de troupes sont l'occasion pour le gouverneur de Damas de restaurer son autorité sur les villes environnantes, Homs ou Hama.

Les troupes françaises remontent alors le long de la côte palestinienne et installent le siège autour d'Acre. Point ultime de la campagne d'Égypte, l'expédition militaire se solde par un échec devant les murs de la ville, ce qui vaut à son défenseur, Ahmad Pasha al-Jazzâr, un grand prestige. Peu après sa victoire et en dépit de son âge avancé et de sa santé déclinante, ce dernier rétablit son influence sur une vaste zone côtière et vers l'intérieur syrien. Il soumet de nouveau la ville de Damas à son autorité entre 1799 et 1804, y nommant un mutassalim*. Il profite de ce moment pour réguler les heurts dans la montagne libanaise, jouant des rivalités internes. Localement, dans le sud de la Syrie, un semblant d'ordre est rétabli, favorisant l'approvisionnement en blé depuis le Hauran. Les Bédouins semblent temporairement repoussés. À Hama, cependant, ses troupes affrontent dans des combats de rues celles de son rival, ‘Abdallah ‘Azm. Les deux adversaires épuisent ainsi leurs forces. Au nord, Ibrahim Agha devient gouverneur en 1802 au retour des troupes d'Égypte, nommant son fils muhassilliq (responsable des comptes), et éloigne les chefs janissaires qu'il présente à la Porte comme rebelles. Un équilibre se forme. À l'Est de la Syrie, autour de l'île de Zor, un phénomène identique se retrouve. Certains chefs tribaux parviennent à s'imposer et à s'allier. Des grandes confédérations tribales, hiérarchisant les groupes entre eux, dominent alors cet espace steppique et stabilisent les migrations et les heurts.

En 1804, Jazzâr meurt, rouvrant les compétitions de pouvoir. Son représentant, ‘Adil, mutassalim, est alors en pèlerinage, pendant qu'à Damas le commandant doit fuir la ville à l'annonce de la mort de

Jazzâr[55]. Les rancœurs se réveillent. Immédiatement, ses concurrents tentent de le mettre en difficulté. À Alep, Ibrahim Agha publie le firman le nommant gouverneur de Damas. Il détient un contrôle de fait sur Alep et entend asseoir son pouvoir sur Damas. Il y part à la tête de trois mille janissaires après avoir désigné son fils, Muhammad Pasha, qa’imaqam d’Alep, et son second, Mustafâ, muhassilliq. Il se retrouve temporairement gouverneur d’Alep, de Damas et de Saïda. À peine arrivé à Damas, il fait jeter en prison les chefs des janissaires qui l’ont accompagné, finalement relâchés par la suite. À Alep, néanmoins, ashrâf, janissaires, alliés avec des chrétiens, prennent les armes contre son fils Muhammad, forcé de prendre refuge à Killis.

Ce dernier y lève des troupes parmi les Kurdes pour se rétablir. Il entreprend d’assiéger Alep, qui voit les aghas revenir. Leur chef peut conduire la bataille d’Alep alors que le fils du gouverneur dispose de trois mille ou quatre mille hommes. Une paix est négociée. La famine guette. Muhammad profite des dissensions du camp des ashrâf et des janissaires, ce qui provoque de multiples confrontations dans Alep. Les premiers tiennent la citadelle, les seconds, la basse ville. Le wali nouvellement reconnu, Muhammad Pasha, fils d’Ibrahim, lance ses troupes contre les janissaires. Des affrontements féroces se déroulent dans les rues, mettant aux prises janissaires contre ashrâf et troupes du gouverneur[56]. Dans ce contexte, Muhammad Pasha est soudainement transféré le 9 juin 1805 à Tripoli. La famille d’Ibrahim Agha a perdu son protecteur à la cour, emprisonné. Aussi, les janissaires sortent victorieux du conflit avec le gouverneur et peuvent réaffirmer leur contrôle plein et entier sur la ville pour huit ans, une période de stabilité interne marquée principalement par les conflits aux frontières orientales du Pashalik.

De Damas, Ibrahim Agha peut rétablir le contrôle sur Acre entré en dissidence, par l’envoi d’une expédition militaire conduite par Sulaymân ‘Adil. Ce dernier prend possession de la ville et s’assure des richesses. À Damas, les partisans des ‘Azm attribuent à l’un des membres de la famille le gouvernorat entre 1805 et 1807, puis à un proche de la famille, Kunj Yusuf Pasha. Ce dernier, cependant, ne peut sécuriser la route du pèlerinage. Les forces wahhabites poussées par Ibn Saoud ont pris le contrôle des lieux saints et en interdisent l’accès. Leur progression militaire les amène dans le Hauran, menaçant directement Damas. Quelques villages sont razziés. Kunj Yusuf Pasha

prend alors la fuite, vers Hama, puis Lattaquié et enfin en Égypte où le gouverneur Muhammad ‘Alî l’accueille. Il est démis de ses fonctions et remplacé par Sulaymân Pasha ‘Adil. Ce dernier ne luttait pas nécessairement pour obtenir la direction de la province. Cependant, il est proche à Damas de la famille juive Fahrî. L’activité de ces derniers concerne l’octroi de prêts à destination entre autres du monde marchand. L’autre famille concurrente vient de Homs, les Bakrî, et est un allié des ‘Azm de Hama. Par diverses contributions financières, les Fahrî parviennent à obtenir la nomination de Sulaymân Pasha, qui voit son contrôle s’étendre à Lattaquié et à Tripoli. Sous son gouvernorat, une vaste province sud s’organise, autour d’une gestion faite d’accommodements et d’arrangements avec les autres chefs locaux. Sulaymân Pasha ‘Adil évite systématiquement tout engagement militaire à l’encontre de rébellions qui lui semblent périphériques, comme celle de Turqan à proximité de Naplouse. Il ne reste en poste que jusqu’en 1812, remplacé par Silahdar Sulaymân Pasha.

Cette nouvelle nomination est contemporaine, au nord, de l’arrivée du gouverneur Râghib Pasha. Son parcours signale quelques innovations dans les relations entre le centre impérial et les terres syriennes. Il est connu pour être proche du nouveau sultan Mahmoud II, qui a entrepris la refonte des forces armées. Depuis 1808, cette réforme vise à mettre en place une solution en substitution des janissaires. La rébellion de ces derniers échoue en 1808 et conduit à une première entreprise de massacres systématiques. Râghib Pasha apparaît comme celui qui, à Alep, va poursuivre l’œuvre du sultan en réduisant le pouvoir des janissaires locaux. Néanmoins il échoue. Il poursuit une œuvre de pacification en installant par les armes ses représentants à Killis, Azaz et à Jisr al-Choghour. Il lui faut défaire les irréguliers kurdes qui arpentent la région. Néanmoins, il ne parvient pas à instaurer la politique voulue par la Porte. Son successeur, Jalâl al-Dîn Pasha, Turcoman d’une famille réputée de l’Est anatolien, emploie d’autres méthodes à l’encontre des représentants janissaires. Il les convie à une rencontre et les fait massacrer, poursuivant avec ses troupes l’entreprise de destruction des chefs de faction. Il achève la sécurisation de la route entre Alep et Hama, réussissant ainsi à rétablir un nouvel ordre dans le nord de la Syrie. Son mandat de gouverneur, qui s’achève en 1816, scelle une rupture à deux titres. En effet, issu d’une grande famille extérieure à la région, il incarne la volonté

impériale de rotation des élites administratives dans l'empire pour éviter qu'elles ne fassent souche localement et parvient à entamer durablement le pouvoir des janissaires, seule faction encore armée.

L'évolution de la province de Damas présente des similarités. Silahdar Sulaymân Pasha ne vient pas d'une grande famille locale. Gouverneur de Damas, il fait face à son arrivée à une sédition de janissaires. Mais il ne concurrence pas réellement Sulaymân ‘Adil Pasha qui conserve une forte influence sur la région par des réseaux d'influence, imbriqués et renforcés par les clientèles de ses alliés. Le rétablissement du contrôle ottoman dans le Hijaz facilite cette situation. Il n'y a plus à craindre que la route du pèlerinage soit interrompue, ce qui contribue au retour de la prospérité pour les secteurs marchands de la ville. En 1815, le mufti ‘Alî Efendi al-Murâdî meurt, remplacé par son fils. Ce trait marque une nouvelle rupture : en lien avec les ‘Azm, les Murâdî s'en autonomisent dans le cadre d'une pacification de la ville[57]. La situation reste tout de même précaire, comme l'illustrent les incursions des Anazah menées par un ancien chef de guerre à proximité de Hama. La reprise en main des villes procède par l'éloignement de chefs de faction qui siègent dans les forteresses de la campagne.

La poursuite des luttes aux frontières du Pashalik d'Alep conduit le gouverneur à y mener des troupes. Alors que la peste se répand à nouveau à Damas puis à Alep, que les désordres dans les campagnes provoquent des hausses de prix et des pénuries alimentaires, le mutasallim ordonne la levée de fonds pour des aménagements hydrauliques autour de la rivière Sâjûr. Dans la nuit du 23 au 24 octobre 1819, la ville entre en insurrection. Un conseil de la ville se forme, chaque quartier missionne un représentant et Muhammad Agha Qujah se voit reconnaître comme chef de la ville. Le gouverneur Kûrshid Pasha refuse les pétitions des notables et envoie la troupe. Mais les urbains bénéficient aussi de renforts venus des environs. Finalement, une alliance de gouverneurs permet de disposer de neuf mille hommes, qui soumettent la ville. Les chefs des ashrâf, largement présents dans la révolte, sont exécutés, alors que ceux des janissaires sont poussés à l'exil. Cent quarante-sept Alépins meurent. Les autorités impériales imposent une amende à la ville s'élevant à 500 000 piastres. Le rétablissement de l'ordre intervient au moment où un violent séisme détruit la ville. Sans doute près de 30 000 habitants

meurent et de nombreux dommages matériels sont à déplorer. Au milieu des années 1820, les principales factions s'épuisent dans une lutte renouvelée avec l'ordre central. Aussi, lorsqu'en 1825 le nouveau gouverneur Muhammad Wahid Pasha entre dans la ville avec trois mille hommes, il peut ordonner le désarmement des derniers janissaires. L'année suivante, ces derniers sont massacrés en réponse à l'insurrection ultime du corps à Constantinople, d'autant qu'en répercussion des événements de Grèce[58] les janissaires s'en prenaient aux chrétiens d'Alep, menaçant l'ordre urbain en voie de pacification.

À Damas, la succession des gouverneurs reprend, sans remettre en cause l'ordre des choses. En 1825, la sécheresse amenuise les récoltes, déjà faibles. L'année suivante, la peste fait des ravages. Au cours de ces années, le dernier pasha issu de la famille des 'Azm meurt à Tripoli, la famille, qui avait largement contribué à forger la province sud, perdant dès lors de son importance. Le rétablissement de la province de Tripoli, indépendante de Damas, disjoint une nouvelle fois la côte de l'intérieur. À l'exemple d'Alep, les efforts de reprise en main par la mise à l'écart des chefs de faction conduisent à un apaisement de Damas et une décrue relative des demandes fiscales. Cependant, dans la montagne libanaise et sur la côte, le jeu des chefs autonomes persiste. 'Abdallah, fils de Sulaymân Adil Pasha, protégé de Fahrî, constitue ainsi un territoire autonome avec l'exercice de monopoles commerciaux et tente d'étendre la collecte des impôts à la Palestine (Nablous par exemple), se faisant de nombreux adversaires. Cette reprise en main conduit les chefs déchus à trouver refuge en Égypte sous le contrôle de Muhammad 'Alî. Aussi ce dernier intervient-il dans les affaires de la côte syrienne. Essayant d'obtenir un meilleur accès au port, ce que lui refusent certains gouverneurs, il accueille leurs adversaires et participe à la création d'une disjonction entre territoires intérieurs et littoraux. En 1831, après de nombreuses déconvenues, les factions proches des janissaires déclenchent une nouvelle émeute. Le gouverneur est tué, la garnison expulsée et les bâtiments gouvernementaux incendiés. Une dernière fois, dans les luttes urbaines, Damas se soulève. L'émeute est durement matée. Bientôt, ses habitants font face à d'autres injonctions.

Cette chronique politique des années 1780-1830 illustre deux processus conjoints qui animent cette période. D'un côté, les jeux

d’alliances entre familles, les rapports de pouvoir et les échanges commerciaux génèrent des pays étendus au-delà des strictes bornes administratives. À l’est, le désert demeure le lieu des Bédouins, qui peuvent épauler une rébellion urbaine. Plus à l’ouest, deux grands ensembles se forment autour de Damas et d’Alep. Le processus de différenciation des deux types d’espaces tient, au nord, au poids des logiques impériales, notamment au besoin en hommes pour les guerres aux frontières, et, au sud, aux connexions à la côte pour le commerce du blé. Indéniablement, comme Thomas Philipp le souligne, des sous-pays se forment avec une conscience partagée[1]. Les dynamiques littorales, fortement polarisées par Acre, finissent par s’autonomiser. L’autre point tient à l’interaction permanente entre l’échelle locale et l’échelle provinciale. Les factions urbaines s’affrontent, faisant et défaisant les pouvoirs. À ces fins, un chef met en avant un trait distinctif. Cependant la violence répétée, les entreprises de rétablissement de l’ordre et les désordres économiques, voire sanitaires, finissent par épuiser les populations. Au cours des années 1820, un calme relatif s’instaure et les populations lasses voient les chefs partir en exil. Il ressort deux éléments de ces luttes. Chacun, au sein de la ville, apprend à s’identifier à une collectivité locale. Parfois la confession peut être l’un des critères distinctifs tout autant que les fonctions. Le jeu de renversements favorise la montée en puissance de nouvelles familles qui prennent les fonctions religieuses ou qui s’appuient sur leur fortune marchande pour devenir de nouveaux intermédiaires dans la ville. La richesse nouvelle créée par les systèmes de monopole a démontré ce que le pouvoir pouvait offrir, mais aussi comment la lutte pour son contrôle pouvait épuiser.

Au tournant des XVIII e et XIX e siècles, les terres syriennes se caractérisent par plusieurs traits communs. Le premier tient à la prééminence du monde tribal sur de vastes superficies, liée à la rétraction du monde des cultures, au départ des villageois qui abandonnent leur lieu de vie et à la relative insécurité sur les routes. Ce monde est parsemé de quelques villes et pays agraires dont l’existence repose en premier lieu sur leur capacité à concentrer les richesses et le pouvoir. Un équilibre s’établit donc dans un jeu de relations entre ces deux mondes. Au sein des villes, au cours du XVIII e siècle, les autorités impériales centrales ont progressivement laissé se développer des

élites plus ou moins autonomes. Au prix de la reconnaissance formelle du pouvoir sultanesque et du paiement de l'impôt, les gouverneurs sont à même de se maintenir pour plusieurs décennies. Un système instable s'établit alors entre les différentes familles autour du partage des fonctions, du contrôle des richesses et de la maîtrise de la force militaire. Des factions se forment et s'affrontent dès lors que l'une d'elles montre quelques faiblesses. Il s'ensuit une alternance de troubles et de paix au sein de la ville et dans la province.

Cependant, ce système entre progressivement en crise. Plusieurs facteurs l'expliquent. Les menaces aux frontières de l'empire entraînent des besoins militaires et financiers accrus augmentant la pression sur les provinces. Elles précipitent une réforme de l'outil militaire qui aboutit à déséquilibrer les rapports de force dans les villes. Bientôt les factions sont détruites. Enfin, les pressions wahhabites et françaises au début du XIX e siècle accélèrent les reconfigurations de puissances. Il faut toutefois retenir un trait dominant de ce tournant séculaire. Plusieurs identités et fonctions se côtoient dans la ville et servent à construire les factions. Elles ne conduisent pas à des scissions internes ni à la formation de groupes particuliers, mais plutôt à une compétition pour les positions et le contrôle des ressources de la ville. Des jeux d'alliances et d'oppositions autour de ce qui relève largement de maisons dépendent les possibilités de circuler, d'échanger et de contrôler certains espaces. Aussi les terres syriennes apparaissent-elles comme un *patchwork* de territoires dans lesquels des loyautés propres unissent les habitants. Au nord, Alep rayonne de la côte méditerranéenne jusqu'à l'Euphrate, des contreforts du Taurus à la plaine du Gharb. Au sud, Damas est liée aux villes de l'Oronte, à la Palmyréenne et au Hauran. Son influence s'estompe dans la plaine de la Bekaa. À l'est, des mondes à part se forment sur les rives de l'Euphrate dans la turbulence des mouvements tribaux. Cependant, les compétitions pour le pouvoir et les liens avec des centres plus lointains, Constantinople en premier, Le Caire secondairement, annoncent de profonds changements dans le tissu syrien.

Chapitre II

Entre Le Caire et Constantinople

À la fin de l'année 1831, les armées d'Ibrahim Pasha, le fils du gouverneur d'Égypte, parviennent aux alentours d'Acre. Ce mouvement de troupes annonce la prise de la Syrie dans les mois qui viennent. Ces faits de guerre ouvrent un temps nouveau. Soudainement, des provinces d'empire deviennent des enjeux de conflits entre le centre impérial et la périphérie égyptienne. La nouveauté ne vient pas tant des affrontements ou de la présence de troupes venant du Caire, mais bien de l'occupation effective de la Syrie et des influences variées qui accompagnent ce mouvement de troupes. Irrémédiablement, quelque chose d'inédit advient.

La période qui s'étend des années 1830 aux années 1860 a reçu des traitements variés dans les études contemporaines, qui expliquent largement pourquoi elle a pu être perçue comme centrale[2]. Mais sa connaissance pâtit des focales choisies. Pour les uns, le moment égyptien demeure le prélude à l'entreprise nationaliste arabe. Ce « moment » intègre le panthéon de l'historiographie arabe nationaliste. À l'exemple de George Antonius[3], cette expérience marque le premier temps où un homme politique tente de réunir les terres arabes sous un commandement autochtone, égyptianisant Muhammad ‘Alî le Balkanique. Pour d'autres, c'est une extension naturelle du projet de modernisation initié sur les bords du Nil[4]. Dans les deux cas, l'intrusion des puissances européennes devient le facteur essentiel du déclin et de l'échec. Cette lecture insiste sur les effets de la géopolitique pour les populations[5]. À l'encontre de cette lecture, il s'agit bien de restituer les dynamiques locales et les interactions qui naissent au contact de nouveaux acteurs. Les projets politiques bouleversent alors des relations de pouvoir lentement tissées dans les décennies

précédentes et introduisent des figures jusque-là absentes comme les consuls britanniques et français dont la présence se fait sentir à Damas ou à Alep.

Pour les autres, l'attention doit se porter sur les massacres de 1860 qui ensanglantent le mont Liban, Damas et diverses localités de Syrie. Ces événements ont suscité l'intérêt des contemporains et des chercheurs[6]. Ces massacres de populations chrétiennes deviennent la démonstration d'une modernité en devenir, de l'échec des entreprises réformatrices au sein de l'Empire ottoman et, finalement, de l'interpénétration de plus en plus grande entre représentants locaux et puissances étrangères. Ils symbolisent comment la question d'Orient – le dialogue inégalitaire entre partenaires externes et internes[7] – s'ordonne à partir du deuxième tiers du XIX e siècle. Très certainement, ils constituent un traumatisme pour les dignitaires locaux et impériaux et closent ce temps de bouillonnement fait de multiples initiatives de changements.

Entre 1831 (l'entrée d'Ibrahim Pasha) et 1867 (l'application la réforme administrative consécutive aux massacres qui voit la provincialisation de l'empire), quelque chose se passe, qui affecte les relations entre les groupes sociaux dont nous avons esquissé le portrait précédemment. Sans se focaliser sur la question de la modernité[8], il devient possible de comprendre comment un certain nombre de projets politiques extérieurs aux provinces syriennes tendent à fabriquer de la puissance pour leurs promoteurs et comment, en retour, les réformes génèrent tout un jeu d'asymétrie entre les groupes sociaux, suscitant tensions et négociations entre eux. Si les mécanismes ne changent guère dans un premier temps, leurs effets apparaissent bien vite décuplés. Aussi est-il possible alors de reprendre les volumineux dossiers documentaires conservés pour cette période, autour de quelques axes.

Avec la multiplication des consulats, l'intérêt nouveau des opinions européennes pour les questions orientales et, plus largement, avec le développement de l'orientalisme académique et artistique, des supports documentaires apparaissent à ce moment-là, multipliant les regards sur les événements[9]. S'ajoutent les chroniques du moment, mais aussi les documents égyptiens[10]. À l'aune de ces corpus, il devient plus aisé de saisir des transformations. Néanmoins, le volume documentaire plus important pour les années 1830 et pour les événements de 1860 infléchit la lecture. En conservant en mémoire de tels biais, il devient possible de voir comment les réformes impériales ou provinciales placent les terres syriennes dans un dialogue entre Le Caire et Constantinople entre 1831 et 1867.

Des réformes à l'invasion égyptienne

De manière périphérique, deux expériences politiques originales sont inaugurées dans les années 1800-1820 et leurs conséquences affectent rapidement les sociétés syriennes. Successivement l'Égypte sous la conduite de Muhammad 'Alî puis l'Empire ottoman sous Mahmoud II connaissent un processus de réformes, dont les formes et finalités sont très similaires. D'elles dépend la trajectoire de la Syrie à partir de 1830. Aussi, un bref retour s'impose.

L'expédition de Bonaparte a conduit à une profonde réorganisation de l'Égypte[11]. Sa fin est rapide et brutale, avec l'assassinat du général Jean-Baptiste Kléber puis la défaite de Jacques de Menou, successeur de Kléber en Égypte, en août 1801. Les Ottomans victorieux, grâce aux forces britanniques, doivent se saisir des territoires récupérés. Leur allié entend conserver une influence sans pour cela avoir de véritables projets concernant l'Égypte. Une concurrence des pouvoirs suit la reconquête territoriale. La Porte, selon la tradition, nomme un nouveau gouverneur, Ahmad Kurshid Pasha. Cependant, ce dernier se retrouve très vite en difficulté dans la mesure où il ne dispose pas de forces armées. Au contraire, Muhammad 'Alî Pasha, originaire de Kavala, dispose d'hommes qui lui sont fidèles et prêts à lui obéir.

Il parvient à asseoir son pouvoir sur le delta puis, progressivement, sur l'ensemble de l'Égypte, toujours soucieux de voir son nouveau pouvoir reconnu par la Porte. En 1805, seuls les mamelouks demeurent dans la compétition. Ces derniers, regroupés en maisons, sont des esclaves détenteurs de la force militaire et économique. Le nouveau gouverneur égyptien parvient toutefois par subterfuge à les écraser : le 1er mars 1811, il convoque les principaux représentants à la citadelle du Caire et, alors qu'ils s'engagent dans le corridor de sortie, il fait fermer les portes devant et derrière eux et les massacre. Immédiatement, ses hommes incitent la population locale à les rejoindre pour s'emparer des biens et demeures des mamelouks, supprimant la base économique de leur pouvoir. À la fin des années 1800, Muhammad 'Alî Pasha apparaît comme le nouvel homme fort de l'Égypte ottomane.

Parallèlement, à Constantinople, une lutte d'influence marque l'évolution de l'Empire ottoman entre 1794 et 1808. Le sultan Selim III entreprend de réformer les forces armées. Ces dernières reposaient jusque-là sur des forces irrégulières et régulières, dont le corps principal demeurait les janissaires[12]. L'invention du nizam i-cedid (ou nizâm al-jadîd, ou ordre nouveau) transforme l'équilibre des forces et remet en cause la position privilégiée des janissaires. L'arrivée d'experts étrangers tel le baron de Tott modifie la place des savants, les oulémas de l'empire. Bien vite, deux courants divisent l'élite impériale, les partisans et les adversaires des réformes. Comme toujours dans le cas de positionnement politique, valeurs, intérêts personnels, position sociale s'entrecroisent pour expliquer les choix de chacun. Janissaires et oulémas se retrouvent dans le camp de la contestation contre le nouveau système et se soulèvent en 1808. La même année, Mahmoud II succède à Selim III.

En Égypte, le nouveau gouverneur Muhammad ‘Alî Pasha met en place une armée modernisée autour de l'acquisition de matériels et l'organisation d'entraînements. L'aide de renégats, ces officiers européens convertis à l'islam, favorise la constitution rapide de bataillons et, dès le début des années 1810, les troupes égyptiennes peuvent conduire des opérations militaires dans le Sud égyptien, au Soudan et dans la péninsule Arabique. Cette nouvelle armée suit des schémas incertains au départ, entre le recrutement d'esclaves ou d'hommes libres. La nouvelle troupe comprend bientôt des hommes incorporés par conscription, et bénéficie d'un encadrement produit par des officiers qualifiés ainsi que de matériel récent. Ses effectifs dépassent les dizaines de milliers d'hommes.

Maintenir une telle force suppose de trouver les richesses à allouer à son entretien et à sa rémunération. Aussi, une transformation en profondeur des outils fiscaux accompagne la promotion de l'armée. Bientôt, le pasha du Caire force au travail les populations paysannes, sommées de payer une quotité de travail et de production, et établit un monopole de l'État sur les productions agricoles[13]. Le contrôle des céréales et du coton fournit les ressources nécessaires à l'entretien des troupes. Le recours à la corvée dote l'État d'une main-d'œuvre qui peut réaliser d'importants aménagements en matière de drainage hydraulique et d'irrigation, quand la construction de routes assure l'amélioration des transports. Ce volontarisme politique conduit à une

réelle transformation du pays, avec un premier essor industriel. Cependant, il se fonde sur une violence d'État particulièrement intense à l'encontre des populations qui, si elles bénéficient de l'absence d'attaques bédouines, sont réduites aux travaux forcés. En outre, le privilège accordé aux réformes militaires hypothèque le développement industriel du pays. L'expérience égyptienne devient pourtant un référent dans le monde ottoman et impose Muhammad 'Alî Pasha comme un personnage de premier plan.

L'entreprise égyptienne inspire Mahmoud II et le camp des réformateurs. Ceux-ci veulent que l'Empire ottoman retrouve sa puissance militaire, gage de son rôle de grande puissance. Un certain nombre de réflexions voient le jour : les unes portent sur l'organisation de l'armée ; les autres sur le système de fiscalité, et l'autonomie importante des gouverneurs des provinces. De nouvelles politiques visent à répondre au défi extérieur, c'est-à-dire à la mise en difficulté de l'empire, en raison des défaites répétées contre la Russie. Plusieurs formules sont alors proposées : réorganisation de l'armée sur le nizâm al-jadîd (l'ordre nouveau) selon les lignes égyptiennes, modification des circonscriptions administratives pour créer des ministères centraux, nouvelles relations aux provinces[14]. Néanmoins, dans le premier tiers du XIX e siècle, le sultan continue de s'appuyer sur les gouverneurs des provinces pour maintenir l'intégrité de l'empire. Il requiert les uns et les autres, le moment venu, pour régler des dissensions de mauvais sujets. L'équilibre ottoman n'est en rien modifié dans ce sens. Aussi, le succès très partiel des réformes militaires ne pose pas de problème majeur dans la mesure où le sultan peut requérir ses représentants pour suppléer aux manques.

Dans cette perspective, Mahmoud II sollicite le gouverneur égyptien Muhammad 'Alî pour rétablir le contrôle ottoman sur la péninsule Arabique. Ce dernier envoie son fils Ahmad Tûssûn à la tête d'un contingent et les troupes égyptiennes peuvent dès 1813 occuper les villes saintes du Hedjaz. Cette reprise restaure l'honneur sultanesque. Le pèlerinage est rétabli. Néanmoins, le maintien d'une garnison sur la bordure de la péninsule ne clôt pas l'épisode wahhabite. Le royaume saoudien demeure et, avec lui, les attaques ponctuelles des tribus partisanes. Aussi, une nouvelle mission est confiée à Muhammad 'Alî, qui déploie des forces sous la conduite de son autre fils, Ibrahim Pasha. Le nouveau chef de guerre se révèle un fin stratège et tacticien.

Il parvient, dès 1818, à prendre la capitale saoudienne et à capturer le chef rebelle. ‘Abdul Aziz Ibn Muhammad Ibn Saoud est exécuté à Constantinople, mettant fin – au moins en apparence – à l’utopie wahhabite.

Pendant la décennie 1810, deux basculements s’opèrent. Le premier tient à une recomposition des forces militaires dans l’Empire ottoman. Muhammad ‘Alî Pasha s’impose comme le gouverneur le plus puissant, disposant de troupes aguerries. Au contraire, Mahmoud II fait face, dans différentes grandes villes, à la concurrence des janissaires et ne parvient pas à constituer une force militaire unifiée conforme aux canons développés dans les États européens. Le second basculement tient à la place prise par les puissances européennes à l’égard de l’Empire ottoman. La fin des guerres napoléoniennes en 1815 scelle son intégration au « système[15] » européen. Les différentes puissances établissent des régulations diplomatiques qui visent à préserver la paix retrouvée entre monarchies et empires. Dans ce contexte, l’Orient devient un élément d’instabilité, qui risque de mettre aux prises plusieurs États européens, menaçant donc la paix continentale.

Ces deux transformations entrent en résonance dans les préludes à la crise grecque[16]. Ses causes croisent tout à la fois la compétition des élites locales dans les provinces balkaniques ottomanes, le développement des idées de la Révolution française et les recompositions identitaires. En 1821, une mobilisation locale conduit à une dénonciation du pouvoir ottoman. Cette rébellion, somme toute peu différente d’autres épisodes de contestation, prend une autre dimension lorsque le facteur confessionnel, « être orthodoxe », est progressivement traduit par les acteurs du mouvement sous forme nationale, « être grec ». La lutte est relue alors comme une opposition du peuple des Grecs à un empire oppresseur. Elle bénéficie d’échos très favorables dans l’opinion européenne. Comme lord Byron l’illustre, des jeunes en armes partent y combattre par idéaux[17]. Ce mouvement conditionne aussi les efforts diplomatiques des puissances européennes. Dans le système de 1815, deux principes entrent en contradiction. D’un côté, la préservation de l’Empire ottoman et l’appui aux forces conservatrices doivent amener les États européens à lutter contre les rebelles grecs ; de l’autre, le maintien de la chrétienté et l’appel humaniste à l’adresse des Hellènes tendent à soutenir les rebelles. La question grecque fait donc pleinement partie des

discussions européennes.

À cette dissension, le sultan répond avec les méthodes impériales usitées : emploi de troupes, répression des populations et des chefs rebelles, allégeance des notables. Il reprend le schéma employé à l'encontre de la révolte saoudienne. Aussi missionne-t-il Muhammad ‘Alî Pasha qui envoie son fils, Ibrahim Pasha, réprimer la Grèce. Le gouverneur égyptien est alors en discussion avec les Français, se présentant comme le protecteur de la civilisation[18]. L'intervention de ses troupes en Grèce crée un chiasme : défenseur du progrès, il se retrouve paré des images de barbarie associées à l'Orient ; il entre en lutte avec une armée moderne contre des rebelles qui à l'inverse bénéficient d'une image positive en Occident. Deux dynamiques s'imbriquent : l'opposition des acteurs locaux et les antagonismes des puissances étrangères.

Alors que la crise grecque se prolonge, Mahmoud II transforme durablement l'outil militaire. En 1826, les janissaires se soulèvent contre le sultan. Ils échouent à le renverser. S'ensuit une vague de liquidation physique de ces troupes, conduisant à la disparition en quelques années, dans les provinces de l'empire, du corps des janissaires. Aussi une modification irrémédiable affecte-t-elle l'équilibre des groupes sociaux dans l'Empire ottoman. En parallèle, France, Grande-Bretagne et Russie interviennent par leurs forces militaires au côté des insurgés grecs. Leurs marines coulent à Navarin les bateaux égyptiens. C'est le début du retrait égyptien. En vertu des résolutions de la conférence de Londres, en 1830, le royaume grec devient indépendant. L'équilibre du système européen est rétabli en dépit d'une pression accrue des puissances occidentales sur l'Empire ottoman qui perd une possession importante en Europe et voit plus globalement les consuls agir de plus en plus librement dans les provinces impériales. Dans l'immédiat, le gouverneur égyptien veut obtenir des compensations pour ses troupes perdues et réclame au sultan de nouveaux droits.

Dans cette perspective, les querelles internes aux terres syriennes entrent en interférence avec les menées égyptiennes. ‘Abdallah Pasha, gouverneur d'Acre, se réfugie en Égypte lorsqu'il se retrouve en difficulté avec le sultan. En d'autres moments, il étend son pouvoir sur les villes du littoral au risque de heurter les intérêts de Muhammad ‘Alî. Cette attitude crée des différends non résolus. La poursuite de

troubles ponctuels dans les villes syriennes et surtout dans les campagnes souligne le manque de contrôle véritable du sultan sur ces provinces, alors qu'il dépend des subsides des grandes familles pour combler les caisses déficitaires de l'empire. Les Pashaliks d'Alep et de Damas constituent encore largement des espaces à pacifier. La défaite des troupes égyptiennes en Grèce advient dans ce contexte. Muhammad ʻAlî Pasha réclame alors une compensation au sultan. En parallèle, la fuite de paysans de Haute-Égypte vers Acre et le refus du gouverneur local, Abdallah, de les restituer, sont invoqués comme motifs d'intervention[19]. Il ordonne à son fils, Ibrahim Pasha, de s'emparer d'Acre.

La conquête de la Syrie

Les événements se précipitent en 1831[20]. Alors que les forces égyptiennes se retirent de Morée, les désaccords entre Muhammad ‘Alî et le sultan Mahmoud II ne trouvent pas de solution[21]. La reconduction d’Abdallah Pasha comme wali de Damas, alors même qu’il prend des positions contraires au gouverneur égyptien revenu en grâce auprès du sultan, suscite une animosité supplémentaire. Ce dernier motif suffit pour qu’Ibrahim Pasha, obéissant aux ordres de son père, concentre des troupes en vue d’avancer vers la Syrie.

Ibrahim Pasha, le fils du gouverneur « égyptien », part d’Égypte, le 2 novembre 1831, avec seize navires, quarante petits canons et trente mille hommes. Il prend position autour d’Acre[22]. À la différence de Napoléon Bonaparte quelques décennies plus tôt, il fait encercler la ville par terre et par mer. Néanmoins, en dépit de ce déploiement de forces, le siège se prolonge. Les envois de renforts ottomans venant de Galilée, selon le chemin esquissé en 1798, poussent le chef des armées égyptiennes à contrôler le Sud syrien. Une partie de son armée se met en route vers le Hauran. Pour ne pas devoir combattre le temps du siège, Ibrahim Pasha fait savoir aux élites de Damas sa présence et ses projets, entamant un nouveau dialogue. Ces dernières font preuve de bienveillance à l’adresse du chef de guerre. Le souvenir de la révolte de 1830 contre la Porte et des sanctions émises alors ne peut qu’inciter des clans de Damas à rejoindre la révolte égyptienne. En cela, les premiers échos favorables à cette nouvelle expédition égyptienne diffèrent peu des expériences précédentes. Le jeu des loyautés à échelle locale précipite une division des élites. Trois options se dessinent : la neutralité, qui équivaut à jouer les médiateurs entre autorités égyptiennes et représentants de la Porte, la sympathie pour le camp ottoman ou, enfin, celle pour son adversaire égyptien. Les règles d’alliance sont relancées : les acteurs recherchent un partenaire externe en vue de renforcer leur pouvoir localement.

Cet équilibre est vite rompu. Les troupes reprennent leur route vers Damas. La ville est ouverte au vainqueur, assistant au départ de certains aghas favorables aux Ottomans, quand une partie des élites

qui avaient choisi le camp de la médiation échouent à détourner les armées d'Ibrahim Pasha vers Baalbek[23]. Le fils du gouverneur égyptien continue sa route vers le nord. Il atteint Homs en juillet et engage la lutte contre la coalition hétéroclite rassemblée derrière les défenseurs du sultan ottoman. Les effectifs alignés diffèrent mais n'expliquent que partiellement le rapport des forces. Ibrahim Pasha atteint Homs à la tête de trente mille hommes, dotés d'une solide artillerie et aguerris par une décennie et demie de combats (au moins pour leurs chefs). À son encontre, plusieurs groupes se réunissent : les « pashas » revenus de la Bekaa, dirigés par Osman Pasha, gouverneur de Tripoli, 'Alî Pasha, gouverneur vaincu de Damas, les forces ottomanes conduites par Hüseyin Pasha, et quelques troupes irrégulières rassemblent trente à trente-cinq mille hommes. Ils se portent au-devant de la ville, mais ils sont défaits. Ibrahim Pasha entre dans la ville de Homs. Il peut achever de soumettre les confins libanais par le biais d'alliances et d'envois de troupes. La route d'Alep s'ouvre.

Que recherche alors Ibrahim Pasha ? Il obéit aux ordres de son père et ne dispose de marges de manœuvre que dans le mouvement des troupes et la tactique[24]. Que souhaite Muhammad 'Alî Pasha ? Cette question renvoie à des débats nombreux dans l'historiographie arabe, selon l'angle d'approche. Dans la veine de l'historiographie nationaliste, la conquête de la Syrie a été lue comme une étape dans la modernisation de la région, sous l'égide d'un chef politique défenseur de l'arabité[25]. D'autres ont contesté cette vision pour souligner la continuité des politiques esquissées en Égypte et dans les contrées conquises. Les analyses sociales et économiques ont été mises en avant pour comprendre cette conquête[26]. Si cette perspective permet de mieux restituer les dynamiques internes à l'Égypte du XIX e siècle, elle n'offre pas d'éclairage particulier sur la manière dont la conquête s'est déroulée ni sur l'imaginaire qui la sous-tend. Au contraire, l'approche biographique proposée par l'historien égyptien Khaled Fahmy montre comment la – large – part de l'aléatoire résulte de positionnements tactiques progressifs de la part des autorités égyptiennes[27]. Ces dernières ne remettent pas en cause l'ordre ottoman. Au contraire, Muhammad 'Alî cherche à se voir reconnaître par un firman ses nouvelles possessions. Aussi doit-il entretenir la guerre à l'encontre des gouverneurs syriens pour parvenir à ce résultat.

La conquête de Homs et une première pacification des territoires

littoraux en Palestine et au Liban achevées sont remises en cause par l'envoi de troupes ottomanes. Elles doivent vaincre celui qui a été qualifié d'infidèle par les oulémas de Constantinople. Les combats se poursuivent en 1832. Pourtant, la force militaire et l'expérience acquise par les Égyptiens conduisent toutes deux à une importante défaite des Ottomans. Se joue alors un jeu très caractéristique du monde ottoman : toute action est conditionnée par la volonté d'obtenir du sultan une reconnaissance. En cela, l'intervention d'Ibrahim Pasha ne diffère pas fondamentalement des menées militaires d'autres gouverneurs des décennies précédentes (celles de 1780 à 1830). Elle dispose cependant de quelques originalités. La première tient aux forces déployées, plus de trente mille hommes. La seconde porte sur le rapport de force. Pour la première fois, un gouverneur d'une province ottomane missionne un représentant contre ceux du sultan, se plaçant *de facto* dans le concert régional comme son égal. Les relations régulières que le gouverneur égyptien a tissées avec les puissances européennes renforcent son autonomie au point d'en faire l'équivalent du sultan dans plus d'un ouvrage historique. Pourtant, Muhammad ʻAlî reste alors en quête d'un avenir ottoman pour son œuvre et commande à son fils d'agir dans ce sens.

À la fin du mois de juillet, Ibrahim Pasha se présente aux portes d'Alep. Les terres syriennes basculent alors sous la tutelle du commandement égyptien, sans pour cela que l'ordre politique soit véritablement affecté. Au cours de l'année 1832, après chaque conquête, le chef de guerre égyptien fait son entrée en ville (Acre, Damas, Homs, etc.) et y réside éventuellement quelque temps. Il reçoit les allégeances locales et confirme les fonctionnaires en place. La gestion quotidienne ne s'en trouve pas bouleversée. Dans cette guerre de mouvement, rien ne peut être encore défini. La prise d'Alep ne signifie pas encore la réconciliation. Hüseyin Pasha est nommé par le sultan pour soumettre les rebelles égyptiens. Les troupes d'Ibrahim Pasha franchissent les montagnes du Taurus au nord et se portent à la rencontre de leurs adversaires à proximité de Konya. Cette fois, la capitale de l'empire semble menacée. Plusieurs logiques et lectures s'entrecroisent. Muhammad ʻAlî désire contraindre le sultan à lui reconnaître un contrôle sur les provinces levantines, rejoignant ses autres terres d'Arabie, d'Afrique et d'Égypte. À défaut, la présence de troupes pourrait inciter certaines élites de la capitale à orchestrer un

coup du palais pour couronner un nouveau sultan plus proche de leurs ambitions.

À l’encontre de cela, le sultan s’est rapproché des puissances étrangères, les Russes principalement, avec lesquels il signe un traité leur offrant la possibilité d’intervention sous le prétexte de défendre l’empire. Devant cette menace, les Britanniques veulent prévenir toute avancée russe. Aussi doivent-ils bloquer les troupes égyptiennes. Leur consul s’y emploie à Constantinople. Localement, les élites ottomanes restent divisées. Le croisement des dynamiques internes et externes favorise la conclusion d’un nouvel accord. Après d’intenses négociations entre les puissances européennes et les autorités ottomanes centrales, Muhammad ‘Alî se voit reconnaître, entre autres, le gouvernorat sur les provinces syriennes, transformant les équilibres impériaux et méditerranéens, contre le versement du tribut, gage de la souveraineté ottomane.

La Syrie à l’heure égyptienne

Pendant l’année de la conquête, toute organisation restait provisoire[28]. Un représentant, ‘Abdallah Pasha, avait été désigné par Ibrahim Pasha sans que ses attributions ni son aire de compétence soient clairement établies. La fin de la phase guerrière entraîne en retour un réagencement des positions de chacun. Ibrahim Pasha intègre les nouvelles provinces au vaste empire de son père et constitue une architecture inédite des pouvoirs. Cette dernière vise à lever efficacement les impôts et taxes de manière à soutenir l’effort financier sans lequel les armées devraient être disloquées, et pour cela s’appuie sur les élites urbaines. La confrontation avec l’empire cesse, sans que cela signifie la fin des heurts armés. Ils prennent trois formes. Une partie des troupes reste mobilisée pour prévenir toute velléité du sultan d’orchestrer une reconquête militaire ou d’appuyer une révolte. On compte de huit à quinze mille soldats à Damas et à Alep. Surtout, de nombreux espaces ne sont pas pacifiés au premier rang desquels les montagnes, comme la montagne libanaise[29]. Aussi des expéditions régulières sont-elles organisées. De manière similaire, après s’être rendu maître d’Alep, Ibrahim Pasha envoie une première mission de répression contre les insoumis de toutes confessions de la montagne Alaouite. Une seconde expédition suit quelques années plus tard, pratiquant les mêmes formes de violence : incendie de maisons, pillage des ressources, prise ou destruction des récoltes[30]. Il s’agit plus d’infliger des dommages que de combattre un adversaire, pour prendre le contrôle et exercer le pouvoir sur les provinces nouvellement acquises.

La troisième phase de déploiement militaire rappelle davantage les projets politiques menés par Muhammad ‘Alî. Afin d’étendre les surfaces agricoles et de favoriser les transports, les autorités publiques doivent sécuriser les routes et repousser les Bédouins. L’espace tribal reste au moment de l’invasion égyptienne très fluctuant, augmentant à chaque affaiblissement des pouvoirs urbains et en fonction des sécheresses. Ibrahim Pasha entreprend de véritables expéditions autour des trois foyers principaux, Alep, Homs-Hama et Damas, forçant les

Bédouins à entrer en négociation et, plus généralement, prévenant toute déprédation. La nouveauté ne réside pas tant dans l'envoi de forces armées, que dans la continuité de l'effort militaire et dans l'établissement de réseaux de fortins. Les espaces entre Alep et l'Euphrate sont progressivement sécurisés, et les villages en leur sein se reconstituent. De même, la zone sèche à proximité de Hama jusqu'à Salamieh voit des villages réoccupés[31]. Plus généralement, les bordures de la bâdiya (steppe), cette zone intermédiaire entre espaces sédentaires et nomades, sont repoussées vers les confins désertiques. L'Euphrate devient un élément de l'ensemble syrien. Militairement d'abord, administrativement ensuite, la province syrienne se dessine en repoussant vers l'est la zone de la *ma'mura* (la zone fertile irriguée et construite)[32]. Néanmoins, sa pérennité repose sur un effort militaire permanent supposant l'acceptation tacite des populations de la taxation et de la conscription.

En réalité, ici encore, l'innovation est faible. Le modèle suivi repose sur l'acquisition d'outils de puissance, c'est-à-dire d'une force armée, et, pour ce faire, de ressources matérielles afin de l'entretenir, imposant une remise en ordre des économies locales. Néanmoins, si Ahmad Pasha al-Jazzâr avait pu l'expérimenter, à nul autre moment ce dispositif ne semble atteindre un tel degré de cohérence interne, expliquant sa réussite partielle. La reprise en main de l'économie syrienne repose sur l'établissement d'un nouveau système d'imposition qui se traduit par des taxes sur les personnes[33]. Chaque ville devient le lieu de collectes, avec un premier essai de recensement des populations. Cette imposition indiscriminée suscite des réactions vives parmi les élites musulmanes qui s'inquiètent de la remise en cause d'une supériorité assurée par la loi ottomane. Leur inquiétude est renforcée par les appels du sultan ottoman aux oulémas dénonçant les autorités égyptiennes comme des ennemis de l'islam. Une première dissension confessionnelle émerge à Damas ou à Alep, sans que cela excède les voies de fait[34]. Diverses formes de résistance voient le jour. Le milieu commerçant et les propriétaires fonciers relancent la contrebande de capitaux à destination de villes moins contrôlées ; ils tentent de faire porter l'effort fiscal sur les campagnes, voire s'opposent au paiement. Toutefois, le nouveau système instauré permet des rentrées d'argent suffisantes pour couvrir les dépenses militaires.

Entre 1832 et 1835, les différents groupes sociaux éprouvent des

sentiments ambivalents envers le nouveau système. Deux traits contradictoires caractérisent l'attitude des populations. Les urbains apprécient globalement et soutiennent la pacification des territoires et le fait de ne plus être soumis à l'arbitraire ottoman. Il faut dire que le rétablissement de la paix va de pair avec la remise en culture de vastes zones dans le Hauran et dans les pourtours alépins. Une nouvelle aisance s'ensuit à la récolte suivante. La baisse des prix profite tout à la fois aux marchands et aux catégories modestes des villes. Cependant, dans le même temps, la découverte des obligations – conscription et taxation régulière – provoque un profond ressentiment. Les réactions combinent la tentative de négocier avec les autorités au refus de consentir au nouvel ordre des choses. Les notables (*a'yân*) de Damas – principalement les aghas, les marchands, les oulémas – font savoir que la ville a été exemptée par le pouvoir ottoman, dont ils relèvent, et ne comprennent donc pas que cet ordre des choses change. Le besoin de troupes et l'expérience égyptienne précédente qui s'est fondée sur une politique de force à l'adresse des composantes sociales pour imposer le nouvel ordre étatique expliquent la réaction égyptienne. Nul compromis n'est autorisé, ce qui crée des brèches dans le soutien populaire aux nouvelles autorités. Mais les oppositions les plus vives ne viennent pas nécessairement des milieux urbains dont les actifs peuvent être saisis par les autorités, qui peuvent aussi menacer les individus. Aussi les élites urbaines font part de leur ressenti aux pouvoirs en place, mais elles ne basculent pas dans l'opposition ouverte. En revanche, des contestations multiples se font jour dans les campagnes.

De tels sentiments sont somme toute très communs à l'imposition d'un ordre qui relève de l'État, c'est-à-dire d'une puissance publique qui tente de monopoliser les ressources de la violence et du fisc afin de construire un espace normatif homogène. Cet ordre est appliqué par des autorités qui revendiquent une nouvelle légitimité fondée non sur le cercle de la justice tel qu'il est pratiqué par les Ottomans[35] (la justice suppose l'autorité forte qui redistribue les positions à chacun), mais sur l'idée de l'efficacité. Cette dernière signifie une intrusion du public dans l'intime, que ce soit par la mise à jour des ressources de chacun, des attributs, et par un regard sur les rapports ordinaires entretenus entre groupes sociaux. Chacun tente de négocier de nouvelles attributions ou de minimiser le poids de ce nouvel ordre. En cela,

l’entrée des autorités égyptiennes marque une rupture forte au sein de chaque localité.

La réorganisation des pouvoirs affecte particulièrement les relations communautaires. Immédiatement, Ibrahim Pasha fait savoir que musulmans et non-musulmans auront les mêmes devoirs. Tout d’abord, dans l’effort de rationalisation étatique, les distinctions entre communautés posent un problème dans la mesure où elles créent des divisions et des inégalités fiscales. Ensuite, cette politique répond aux messages émis par Muhammad ‘Alî à l’adresse de la communauté occidentale : il se veut le défenseur des confessions non musulmanes, gage de son engagement en faveur de la civilisation contre la barbarie. Le droit des non-musulmans devient progressivement dans les années 1830 un critère d’avancée d’un pays en matière de « civilisation » dans la rhétorique occidentale[36]. Ce faisant, le nouvel ordre des choses bouleverse l’intime, que ce soit l’habit ou le comportement de chacun.

Dans le même registre, le partenariat avec les puissances étrangères amène les autorités égyptiennes à ouvrir les villes syriennes à des communautés étrangères, et en premier lieu aux consuls. C’est le cas particulièrement de Damas. Il s’ensuit l’établissement de consulats britanniques et français[37]. Cette entrée dans le monde syrien d’un nouvel acteur induit de nouvelles formes de dialogue entre composantes sociales locales et autorités. Immédiatement, les consuls discutent avec les élites, certaines d’entre elles demandent la protection consulaire. Cette dernière leur est octroyée sous le prétexte de la défense des chrétiens orientaux. Les privilèges consulaires déchargent leurs protégés des obligations militaires et fiscales. Cette requête peut se comprendre comme la recherche d’un protecteur[38], à l’équivalent de ce que les autres groupes sociaux avaient réalisé au cours du XVIII e siècle. De manière similaire, les ashrâf de certaines villes s’étaient unis derrière leur représentant, le naqib al-ashrâf, pour obtenir une meilleure position dans les jeux de pouvoir et d’influence. De même, les minorités religieuses[39] trouvent dans les consuls des figures tutélaires à même de renforcer leur place localement, ces derniers allant jusqu’à leur octroyer la nationalité[40]. Les conséquences d’un tel partenariat se révèlent très importantes.

Un intérêt mutuel se forge entre protecteurs et protégés, au détriment des nouvelles autorités qui ne peuvent qu’accepter cet état de fait. D’un côté, les positions internationales des autorités

égyptiennes les forcent à tolérer la présence européenne. Cette dernière nuit aux entreprises d'uniformisation des populations en leur donnant des droits spécifiques. Les consuls accroissent la position des non-musulmans alors même qu'ils bénéficient de la fin d'un ensemble de discriminations avec la reconnaissance de l'égalité de droits. D'un autre côté, la présence consulaire favorise une meilleure intervention des puissances étrangères au niveau local, faisant une place au « grand jeu » dans les tractations entre communautés. Aussi le processus d'étatisation – au sens d'uniformisation des conditions législatives et de concentrations des outils fiscaux et militaires – va de pair avec une plus grande intégration au concert des nations. Dans la première année de gouvernement d'Ibrahim Pasha, de tels effets ne se voient pas pleinement, alors que l'administration tend à être un vecteur d'intégration des populations. Cette situation change rapidement.

Une nouvelle gestion provinciale et urbaine s'élabore après la conquête qui repose sur des structures représentatives originales : les conseils (*majâlis*) des villes et des régions. Nous ne pouvons malheureusement bien en connaître le fonctionnement que dans le cas de Damas, lieu où ont été conservés les débats[41]. Les modalités de désignation relèvent de la cooptation plus que de l'élection, aussi ne faut-il pas en faire une quelconque institution démocratique. En revanche, son caractère représentatif est avéré, dans la mesure où les autorités égyptiennes, en les établissant, cherchent à disposer de partenaires de dialogue fiables et divers. Les treize membres se voient chargés d'un ensemble de responsabilités touchant à l'urbanisme, aux services techniques, à la collecte et définition des montants d'imposition, etc. Leurs discussions témoignent de négociations âpres pour satisfaire les demandes égyptiennes tout en s'octroyant de nouvelles prérogatives. Ces instances reconnues contribuent à institutionnaliser le pouvoir de représentants de l'élite. Ce processus participe d'une redistribution de l'autorité, dans la mesure où les désignés peuvent s'arroger des moyens de pression (fiscalité, aménagement, etc.) qu'ils utilisent afin d'affermir leur position sociale. À la différence de la période antérieure, au cours de laquelle des corps sociaux se constituaient derrière certaines figures dans le cadre de luttes, l'époque égyptienne voit une première dévolution des pouvoirs formalisés à l'adresse des élites. En outre, ces dernières ne changent pas beaucoup. La famille des al-Murâdî a deux membres présents,

successivement Husayn al-Murâdî puis ‘Ali al-Murâdî, de même les al-Ghazzî disposent de plusieurs membres[42]. Les assemblées jouent donc un double rôle : elles sont à la fois le lieu de régulation des conflits et celui de la gestion locale. Elles disent le pouvoir égyptien à travers les actes de la pratique qui entérinent la présence égyptienne.

Les réformes introduites par l’Égypte créent de nouveaux rôles. Si les acteurs et la scène ne sont guère modifiés, quelques éléments de décor apparaissent ou disparaissent. Surtout, la partition qui leur est proposée change en profondeur, car elle fournit de nouveaux outils de puissance et de richesse. L’accroissement des ressources fiscales confère une importance toute particulière à l’assemblée locale chargée d’en définir l’assiette et de préciser les usages les plus immédiats. Être membre – c’est-à-dire siéger dans les instances municipales ou, indirectement, y avoir un membre de sa famille dans une répartition patrimoniale du pouvoir – devient le moyen de disposer d’un droit de regard sur l’attribution des finances. Une allocation particulière peut favoriser tel ou tel quartier de la ville, et démontrer en retour aux membres du lieu le pouvoir accru de la personne. Les politiques d’achat de biens alimentaires s’allient aux impositions fiscales à l’adresse de telle ou telle composante rurale. La mise en valeur des terroirs avec le besoin de sécurité subséquent peut résulter des discussions et des négociations entre membres des assemblées et autorités égyptiennes, au premier rang desquelles le gouverneur ‘Abdallah Pasha ou directement Ibrahim Pasha lors de ses résidences urbaines. Aussi, subrepticement, si les inflexions politiques en matières militaires et fiscales conduisent les troupes égyptiennes à assujettir les Bédouins ou à repousser leurs attaques des contrées entourant les villes, les nouvelles instances participent de même du redéploiement d’une autre présence urbaine, celle du contrôle commercial et politique. Notons enfin que la position dans l’assemblée reflète celle d’une grande famille, et donc contribue pour cette dernière à se définir par un statut, rigidifiant ou unifiant un trait d’identité. Husayn al-Murâdî devient le représentant des oulémas, Fahrî, de la communauté juive[43], faisant apparaître dans l’espace institutionnel et politique les composantes identitaires.

Ce mouvement de réforme et de réorganisation suscite dans la seconde moitié des années 1830 de vives résistances. Plusieurs régions périphériques, éloignées quelque peu des centres urbains, deviennent

successivement le lieu d'émotions populaires qui virent à la révolte politique. Dans la montagne libanaise, l'émir Bashîr, allié d'Ibrahim Pasha au moment de la prise de Damas en 1832, se retourne contre les autorités égyptiennes. Cela tient à plusieurs facteurs, tant des luttes intra-élitaires que du refus égyptien de promouvoir son allié en lui reconnaissant plus d'autonomie[44]. Diverses incursions partent à destination de la montagne sans parvenir à la pacifier. Quelques mois plus tard, les politiques fiscales et militaires génèrent en retour d'importantes réactions de la part de la population du Hauran[45]. Comment s'explique un tel phénomène ? La brutalité propre au processus d'étatisation est très certainement l'une des causes principales. Pour la première fois, imposition et conscription deviennent régulières, ponctionnant les hommes et les richesses sur des économies encore fragiles. En outre, nul accommodement n'est possible dans la mesure où les instances représentatives sont avant tout urbaines et non périphériques. Enfin, le Sud syrien voit son peuplement se recomposer au cours de l'époque égyptienne avec l'implantation des Druzes sur l'ancienne montagne volcanique. Ce dernier processus souligne les circulations humaines et matérielles qui animent cette région. Ces facteurs expliquent l'irruption d'une révolte majeure dans le Hauran et la montagne jouxtant la région.

Le déclenchement tient à la levée de cent cinquante-huit hommes[46]. Immédiatement, le chef de la famille Atrash parvient à mobiliser les populations masculines, promptes au combat, et une série d'escarmouches éclate entre les forces égyptiennes et les Druzes. Ce soulèvement souligne les mécanismes animant les élites. Un segment d'entre elles choisit de lutter, les Atrash, partis du Shouf quelques années auparavant pour s'établir sur les versants volcaniques du Hauran, s'affirmant sur leurs hommes et enracinant leur pouvoir localement. C'est donc le processus inverse de l'année 1832 qui avait vu la majorité du monde dirigeant basculer en faveur des Égyptiens. Les capacités de combat druzes et l'escarpement du terrain expliquent les défaites répétées des troupes du gouverneur. Ibrahim Pasha abandonne sa résidence alépine pour conduire les opérations depuis Damas. Il opère par différents moyens, mobilise les forces bédouines au nord de la montagne qui s'emparent des ressources druzes, poursuit les actions de représailles par l'envoi de colonnes et entreprend des négociations pour trouver des partenaires conciliants. Pour leur part,

les Druzes insurgés parviennent à obtenir le soutien des habitants de Damas, voire à prendre place dans l'oasis de Damas. Des négociations s'engagent après la défaite des Druzes de la montagne libanaise. Mais les clauses proposées sont repoussées par les Druzes du Hauran. Pour forcer la décision, Ibrahim Pasha fait occuper la principale source d'eau, Sawara al-Kabira. En juin 1838, les Druzes parviennent à en déloger ses troupes, cette victoire ne pouvant toutefois masquer – aux yeux du consul britannique de Beyrouth[47] – l'état d'épuisement des rebelles. Une nouvelle amnistie est offerte et suivie par la majorité des chefs, une minorité s'enfuyant vers les pentes volcaniques hors du contrôle égyptien. Une pacification relative advient à l'hiver 1838-1839.

Cette révolte souligne les caractères du pouvoir égyptien huit ans après son établissement. Il reproduit sous une certaine forme les structures ottomanes en se basant sur les villes, tout en les transformant par des modes inédits de dialogue avec leurs élites. Il entreprend trois séries de réformes qui perturbent les régulations ordinaires : la conscription, concentrant la force uniquement du côté de l'autorité publique et non plus entre les groupements sociaux (ashrâf, janissaires, etc.) ; la fiscalité individuelle ; l'abolition des distinctions communautaires inscrivant les minorités confessionnelles non musulmanes dans l'espace public. Ces lignes de fracture divisent l'élite. Dans un premier temps, la pacification des territoires et la prospérité consécutive favorisent un soutien aux entreprises d'Ibrahim Pasha. Dans un second temps, de plus en plus d'oppositions sourdes apparaissent dans les villes où, par exemple, les marchands se dérobent à l'impôt[48], ou dans les régions rurales périphériques où des révoltes éclatent. En dépit d'un fort investissement policier, Ibrahim Pasha ne maintient son emprise que par le biais d'opérations ponctuelles et régulières de répression. Dans ce contexte, le réveil des rivalités ottomano-égyptiennes précipite la fin de l'expérience.

À partir de 1838, la situation créée par Muhammad 'Alî est soumise à diverses pressions. Ces dernières relèvent d'initiatives britanniques pour une part et des élites locales pour l'autre. Le renouvellement du personnel consulaire britannique voit l'arrivée de Canning à Constantinople et de Moore à Beyrouth[49]. Le premier négocie avec Mahmoud II un nouvel accord commercial ouvrant le marché ottoman à la Grande-Bretagne. Le second prend contact avec les représentants

de la montagne libanaise et soutient leur velléité autonomiste à l'encontre des autorités égyptiennes. Cette rencontre entre acteurs ottomans et britanniques tient en premier lieu à la construction de la route des Indes par les Britanniques, qui se sont assuré la maîtrise de ce territoire et souhaitent en protéger l'accès. Aussi se doivent-ils d'éloigner les Russes et autres puissances européennes[50]. La Russie de Nicolas Ier est alors parée d'une renommée léguée par Alexandre Ier de très grande puissance militaire. L'initiative britannique favorise le prolongement des troubles libanais. Elle pousse aussi le sultan à déclencher les hostilités. En dépit d'une force de cent cinquante mille hommes, les troupes impériales sont de nouveau défaites à Nizib le 24 juin, événement suivi par l'assassinat du sultan et son remplacement par ʻAbdulmajid.

Alors que ce dernier prend la tête de l'empire, il promulgue le décret de Gülhane afin de réformer l'administration impériale. Sans revenir sur l'exégèse de ce texte législatif, dont beaucoup d'historiens soulignent le caractère novateur et datent le véritable début des tanzimat[51], il faut en retenir quelques dimensions importantes. De nouvelles normes visent à réguler l'exercice des agents impériaux. Ils reçoivent une protection juridique pour leur personne – ne pas être condamnés à mort pour l'exercice de leur fonction – et pour leurs biens – ne pas se voir ruinés en cas de déchéance et léguer ainsi un patrimoine. Cette loi officialise une fonction publique impériale qui contre le service de l'État, se voit protégée par ce dernier, en contrepartie de l'abolition de l'*iltizâm*, la ferme fiscale. Elle reconnaît l'égalité de conditions, ce qui revient à permettre aux non-musulmans d'accéder aux postes, sans le mentionner clairement. Une nouvelle organisation de l'empire se dégage, alors que les puissances européennes se concertent sur l'avenir de la Méditerranée orientale.

À l'initiative des Autrichiens, suivis des Britanniques et des Russes, le traité de Londres établit les paramètres d'intervention dans l'affaire syro-égyptienne. Un premier ultimatum est adressé à Muhammad ʻAlî aux termes duquel il doit s'acquitter du tribut annuel à l'empire – sans omettre les arriérés depuis 1832 – contre la reconnaissance de son autorité sur les gouvernorats d'Arabie et de Syrie. Il refuse d'obtempérer, soutenu dans son geste par les Français. En réponse, la marine britannique et l'autrichienne bombardent Beyrouth avant de se diriger vers Alexandrie. Au même moment, Ibrahim Pasha fait face à

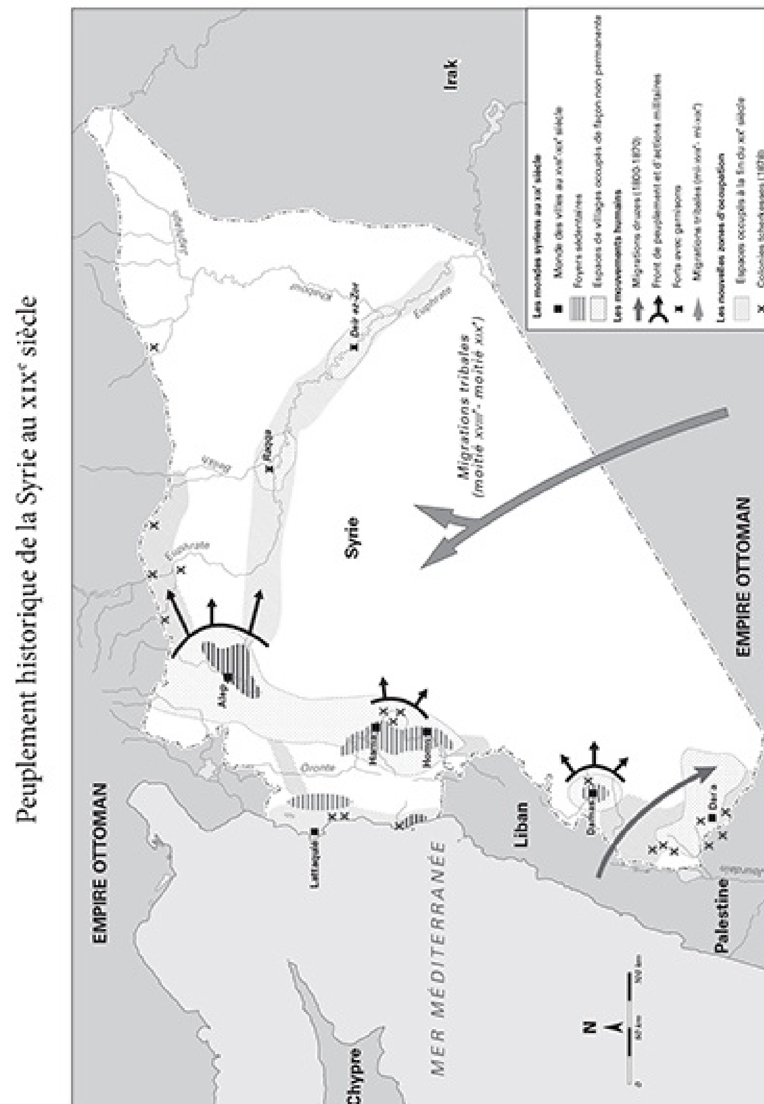
une recrudescence des révoltes en pays libanais et syriens. Un second ultimatum force Muhammad ‘Alî à accepter les nouvelles conditions. Son empire est restreint à l’Égypte, mais il obtient l’autonomie financière et le droit de désigner son successeur. L’échec syrien doit-il seulement à l’intervention des puissances européennes ? Ces dernières jouent un rôle décisif dans les derniers temps du moment égyptien. Cependant, depuis 1835, une usure rapide des soutiens locaux a rendu toute administration précaire et forte consommatrice de ressources matérielles et humaines. Aussi, le retrait brutal des forces égyptiennes ne peut se comprendre sans remarquer le désaveu de leur gestion. Un exemple suffit à le résumer : lors de la marche du retour des forces, elles ne reçoivent aucun ravitaillement des habitants de Homs qui marquent ainsi leur opposition. Ibrahim Pasha fait exploser la citadelle en représailles. La fin du moment égyptien ouvre un nouveau temps de réformes en terres syriennes.

Les réformes

Comment les Ottomans peuvent-ils réintégrer la province de Syrie à leur empire ? Quelle gestion peuvent-ils y mettre en place ? Quelle place accordent-ils à l'héritage égyptien ? Les quelques années qui suivent le départ d'Ibrahim Pasha voient de nouveaux désordres en terres syriennes, qui ne sont pas sans rappeler les conditions politiques égyptiennes postérieures à l'expédition de Bonaparte. Dans l'immédiat, Izzat Pasha est nommé gouverneur de Damas en même temps que serasker (commandant en chef), avant d'être remplacé par Salîm Pasha[52]. Toutefois, très rapidement, l'absence d'autorité directe liée au départ égyptien et le maintien de réformes politiques, comme l'organisation par assemblée ou le statut de fonctionnaires, cristallisent des rapports de force inédits. L'alliance temporaire des élites urbaines contre les égyptiens se délite, ce qui s'observe particulièrement dans le cas des relations interconfessionnelles. Bientôt, la compétition se rouvre pour le contrôle des ressources municipales et provinciales, et voit les clans se recomposer. Si Ibrahim Pasha a parachevé l'œuvre de Mahmoud II à l'encontre des groupes janissaires qui disparaissent définitivement dans la première moitié des années 1830, certaines figures réémergent alors. Aussi est-il possible de parler d'une réintégration désordonnée des provinces syriennes.

Les effets les plus immédiats concernent aussi le peuplement et la gestion économique du territoire. Le déploiement de la force publique et les aménagements ruraux cessent avec le retrait égyptien. Trois phénomènes se conjuguent alors. D'abord, les autorités ottomanes nouvellement instituées sont incapables de mettre sur pied des troupes régulières à même de repousser les incursions tribales. Ensuite, au sein des tribus, les temps égyptiens sont comptés comme autant d'années de tribut qui doivent être versées. Ces deux éléments expliquent la violence nouvelle des attaques. Enfin, devant les menaces physiques ou le poids inédit des impositions, les populations rurales partent vers d'autres contrées, bouleversant à nouveau les espaces peuplés et cultivés. Tout de même, la situation après la conquête égyptienne diffère de celle qui la précédait : tous les territoires agricoles colonisés

ne sont pas délaissés. Simplement, un certain degré de chaos se retrouve aussi en terres syriennes.



Peuplement historique de la Syrie au XIXe siècle

Au compte des lègues durables, le repeuplement syrien se maintient sur une bande de terres cultivées d'Alep vers Deraa et une ligne partant des environs d'Alep et suivant la vallée de l'Euphrate. Si les tribus bédouines restent un acteur majeur du Hauran, la poussée des Druzes se poursuit sur les contreforts montagneux[53]. Une mise en culture régulière se fait. Dans les plaines, les champs deviennent définitivement le grenier à blé de Damas, voire de la Palestine. Pour

comprendre ce phénomène, il faut voir les conséquences de la fin de l'âge glaciaire et les effets de la transition démographique entamés dans la montagne libanaise[54]. Le réchauffement continu des saisons printanières et automnales favorise de meilleures récoltes, ce qui entraîne le maintien des populations pourvu que les conditions de sécurité leur permettent de survivre. Aussi est-il plus facile de tenir à proximité des grandes agglomérations. Tout de même si Norman Lewis montre comment, autour d'Alep, la densité de villages augmente à partir de 1840, ce constat n'est pas généralisable : ainsi pour la zone centrale où Homs et Hama, au milieu des années 1840, restent assiégés par les tribus[55]. Cette remise en culture et le repeuplement procèdent aussi de l'arrivée d'habitants venant des montagnes, souvent en surplus. Le cas le plus exemplaire demeure la reconquête du plateau volcanique qui devient en quelques années un territoire druze. Les laves servent de blocus naturel pour protéger les nouvelles installations d'incursions bédouines.

L'autre percée concerne l'Euphrate. Le moment égyptien correspond à la première tentative britannique d'établir une liaison maritime qui ouvrirait par là la route des Indes[56]. En 1835, le capitaine Chesney obtient l'autorisation de naviguer sur le fleuve, partant des environs d'Alep pour rallier Bagdad. Mais le coût et la lenteur de l'opération dissuadent d'autres entreprises. Cependant, la pacification et le repeuplement des bordures orientales d'Alep donnent un premier accès régulier des rives du fleuve à proximité de Maskana. Dans la vallée néanmoins, les logiques tribales s'imposent avec des groupes dominants, comme les Anazah et d'autres tribus plus limitées en nombre, sujettes à divers liens de subordination aux premières, comme les Beggara[57]. Le plus souvent, un tribut est exigé pour assurer leur protection. Aussi des sous-pays euphratiens se dégagent autour des groupes à moindre mobilité tels ceux peuplant les alentours de l'île de Zor. Des expéditions militaires entreprises par le gouverneur ottoman Vasif Pasha poursuivent l'effort de reprise en main de ce territoire. Mais il faut attendre les années 1870 pour que les implantations deviennent pérennes. En 1855, un fortin est installé à Deir ez-Zor, un autre à Raqqa[58], posant les deux jalons de la présence militaire ottomane.

Ce temps de réorganisation voit donc désordres et nouvel ordre se côtoyer largement. Cela tient essentiellement à la personnalisation

encore forte du pouvoir. Selon le détenteur des charges de gouverneur et du serasker (commandant militaire) et, surtout, selon la durée de son mandat, une action plus ou moins continue se dessine. Trois moments peuvent être isolés. Le premier s'étend de 1840 à 1843, caractérisé par une vacance du pouvoir. Puis, dans un second temps, à partir de 1844, Namik Pasha est nommé serasker pour l'armée de l'Arabstan et gouverneur de Syrie. Il entreprend une première remise en ordre administrative des terres syriennes. Il met d'abord en application les nouvelles normes administratives comme le découpage en elaya de Damas et d'Alep et doit faire face à la concurrence des assemblées municipales dont le pouvoir a été confirmé et accru. Un nouvel équilibre s'établit entre gouverneur et assemblée, entre représentant du sultan et notables, autour des prérogatives de chacun. Dans sa volonté de contrôler les espaces repris, le centre impérial confère plus de fonctions à l'assemblée qu'au gouverneur, dont les possibles velléités d'autonomie font toujours craindre de nouvelles sécessions. Néanmoins, la présence continuelle de Namik Pasha jusqu'en 1849 entraîne une pacification des espaces ruraux et le rétablissement d'un ordre ottoman[59]. Une répartition inédite des pouvoirs se dégage dans les nouvelles provinces. Les formes antérieures des wilâyât sont abolies et la carte administrative redessinée. Elle entérine les mutations de terrain avec l'émergence de Beyrouth au détriment de Tripoli, à l'ouest, et de Deir ez-Zor à l'est comme nouvelles capitales. Dans la pratique, cependant, nombre d'attributions fiscales ou militaires restent sujettes à discussion avec les élites locales. Dans un troisième temps, en 1853, Vasif Pasha cumule les titres de gouverneur et de commandant, ce qui ouvre une série d'initiatives pour assurer un contrôle de ces provinces.

Une nouvelle Syrie émerge donc à l'initiative des réformes. L'application des rescrits impériaux de Gülhane (1839) et Humayun (1856) provoque l'apparition d'une bureaucratie impériale. Elle ouvre aussi une période de redéfinition des rôles. Le terrain des villes se révèle propice aux affrontements multiples à cette fin. Prenons le cas d'Alep pour comprendre comment les forces locales anciennes, leurs élites et les nouvelles autorités se positionnent les unes par rapport aux autres. Un groupe a disparu, les janissaires. Il demeure les ashrâf, les tribus bédouines, et les représentants de l'autorité ottomane. C'est bien l'insurrection de 1850 qui marque un tournant à Alep[60].

Dans la soirée du 17 octobre 1850, pendant la célébration de l’Aid al-Adha, une foule se rassemble. Une rumeur circule de la promulgation prochaine d’une nouvelle loi accordant plus de privilèges aux minorités. Ce bruit suffit à rassembler les foules. Ces dernières se dirigent vers le palais du gouverneur qui préfère se barricader et ne pas recevoir leurs requêtes. Elles rencontrent alors ‘Abdallah Banbîsî, qui a été un temps le chef de la faction des janissaires. Il décline cependant toute direction du mouvement. D’aucun lui attribuent tout de même un rôle implicite. Les manifestants se dirigent alors vers les quartiers de Judaya et de Saliba, hors les murs. Le choix de ces quartiers tient certes à la concentration de chrétiens, mais aussi aux symboles de richesses qui s’y accumulent[61]. Une série de pillages sont menés, y compris dans les églises. En retour, une partie de la population prend refuge dans les caravansérails et chez les voisins musulmans. Le lendemain, le mouvement reprend toujours de façon ciblée dans la ville. À proximité, les Anazah concentrent leurs hommes pour mener un raid, forçant le gouverneur et son *qaimaqâm* à prévenir toute jonction des insurgés avec les Bédouins. Les autorités agissent en deux temps. Elles font savoir qu’elles acceptent une série de revendications comme l’absence de conscription, l’interdiction de faire sonner les cloches en ville et se décident à employer l’artillerie que les Britanniques ont fournie récemment, bombardant les quartiers de Banqusa, Qarliq et Bab al-Nayrab, cœur de l’insurrection. Le calme revient rapidement dans la ville.

Une fois la paix restaurée, le gouverneur met en place une commission de réparation des biens et mène des enquêtes sur les potentiels responsables. La restitution ou la compensation des biens perdus se poursuit au cours du mois de décembre 1850 sur une base individuelle et les opérations sont achevées rapidement. Les procès modifient le cadre de l’élite : les principaux membres des ashrâf sont exilés de la ville, perdant ainsi définitivement les bases sociales et économiques de leur influence. Au contraire, le gouverneur peut apparaître, pour les consuls et les représentants de l’élite locale, comme l’homme à même de gérer la situation. Le bilan de ces journées est multiple. Le nombre de morts est élevé, une centaine, peut-être deux cents, mais reste dans des proportions ordinaires pour une émeute. Le mouvement de foule souligne les poids de l’État et des

groupes confessionnels non musulmans qui lui sont amalgamés, et comment, dans une conjoncture économique difficile, une émotion populaire autour d'une rumeur peut conduire à une geste populaire. Enfin, ce moment montre un nouvel équilibre : les représentants des groupes sociaux (ashrâf, janissaires, tribus) ne sont plus en mesure de mettre en péril l'ordre impérial, qui dispose des moyens de répression.

Les années 1850 voient donc la reprise en main coercitive de la Syrie. Les menées militaires de Vasif Pasha montrent à la fois la manière dont le pouvoir ottoman se redéploie et où il achoppe. Dans le cas d'Alep, la concentration de moyens militaires lui assure le contrôle de la ville, soumise à une attaque en règle. De même, aucune insurrection urbaine n'est enregistrée entre 1850 et 1860. Ce fait peu ordinaire souligne le premier sens de la pacification : maintenir l'ordre tel qu'il se développe dans les villes. L'autre adresse porte sur les groupes ethnico-confessionnels rebelles à l'ordre étatique. Des campagnes sont ainsi menées contre un ensemble de groupes, notamment contre les Alaouites de la montagne Alaouite, puis contre les Druzes de la montagne du Hauran. Ces opérations sont conduites avec une rare violence. Ici, il s'agit davantage d'un supplice que d'une punition judiciaire pour reprendre la distinction de Michel Foucault[62], c'est-à-dire le déploiement d'une violence très intense et d'une cruauté démonstrative sur quelques-uns au nom de crimes commis par quelques autres. Ces campagnes doivent soumettre des populations par la peur et par divers mécanismes les intégrant à la répartition des fonctions, non les juger. Si leurs résultats ne se font pas attendre, avec la fin des incursions alaouites en plaine par exemple, les menées militaires du centre impérial achoppent à briser les forces locales. Druzes, Alaouites et grandes tribus parviennent à dominer encore leur région et à infliger de lourds dommages aux forces ottomanes.

Dans chacun de ces contextes, plusieurs traits se retrouvent. La répression passe par l'envoi de troupes, qui pillent et incendient les villages et récoltes. Mais ces actes ne suffisent pas à mettre fin aux heurts. Des négociations ultérieures s'ensuivent pour trouver le bon représentant à promouvoir pour l'empire, c'est-à-dire la personne suffisamment représentative pour se faire écouter localement tout en acceptant une fonction impériale. En 1858, une résolution temporaire des questions druze et alaouite se dessine ainsi par le choix, par exemple, de Khayrî Bey comme *qaimaqâm* de la montagne Alaouite[63].

Le centre coopte une des figures locales pour intégrer son administration après avoir mené une série d'opérations militaires.

Cet ordre reflète la manière dont la nouvelle grammaire du pouvoir basée sur la représentation et sur l'institutionnalisation des positions (obtention de statut, participation aux conseils, etc.) s'articule avec les composantes sociales forgées au tournant du siècle. La différenciation devient source de puissance dans la mesure où elle permet de s'assurer une clientèle dans les villes et des positions dans les instances impériales. Être mufti signifie détenir une charge religieuse, mais aussi fournit un droit de parole au nom des musulmans. Or cette parole s'intensifie alors que les non-musulmans deviennent plus visibles dans l'espace public. Si le décret de Gülhane ne cible pas ces catégories, il ne les exclut plus de l'accès aux fonctions et leur donne la possibilité de ne plus être discriminées. En cela, il les rend visibles dans l'espace urbain. À cela s'ajoute la proximité entretenue entre consuls et représentants des non-musulmans. Les mutations administratives rigidifient des différences jusque-là plus subtiles.

De manière parallèle, la compétition intra-élitaire, avec l'accès à l'assemblée en milieu urbain, se fonde aussi sur la croissance des richesses. Ici, une relecture de l'économie syrienne s'impose pour souligner dans le détail les éléments dont elle est porteuse. Les travaux de Charles Issawi puis de Roger Owen ont bien montré que, globalement, le Moyen-Orient intègre l'économie monde[64]. Progressivement, les échanges entre l'Europe et le monde ottoman deviennent inégalitaires avec une exportation de produits manufacturés, principalement des textiles, depuis l'Europe et l'achat de matière agricole comme le coton, la soie ou les céréales. Dans ce nouveau rapport, comme le souligne Dominique Chevallier pour la montagne libanaise, la révolution industrielle équivaut à transformer localement les rapports de production, de propriété et de pouvoir[65]. Le développement des exportations de soie favorise la prolifération des exploitations de vers à soie dans la montagne. Cette culture répond aussi aux nouvelles conditions climatiques. Elle crée une concurrence des usages de terres et de main-d'œuvre, détournant les bras et les espaces d'autres cultures. Elle entraîne l'enrichissement des courtiers qui contrôlent l'exploitation par un système de prêt au moment de la soudure, et d'achat de récolte. Cette mutation affecte l'accès à la propriété dans la mesure où la terre devient un élément de richesse par

la croissance des productions. Enfin, la différenciation des populations colore ces rapports de force de caractères identitaires.

L'économie régionale se trouve largement transformée. Cependant, ces processus s'inscrivent très différemment dans l'espace concerné. Les activités marchandes progressent à destination des villes d'intérieur. Le mouvement n'est cependant pas uniforme entre Damas qui profite de la fin du temps égyptien pour renouer avec le commerce du hajj, à défaut de celui de Bagdad, Alep qui reprend place dans les échanges dans l'Empire ottoman, n'étant plus une ville frontière entre deux ensembles douaniers distincts. D'autres villes comme Lattaquié voient l'échange se détourner vers Beyrouth, qui s'affirme comme grande place commerciale. À une autre échelle, la divergence économique se produit au sein des activités urbaines : à Damas les marchands du pèlerinage prospèrent avec la reconduction des caravanes annuelles, mais ceux spécialisés dans les produits du Golfe ou du désert font face jusqu'à la fin des années 1850 à de nombreux troubles venant du désert. En 1857 encore, la caravane de Bagdad qui s'est frayé un chemin détourné par Raqqa est pillée avant Damas[66]. Or ce ne sont pas les mêmes producteurs qui sont affectés en fonction de la nature du commerce. Cela permet de souligner comment des divergences multiples fragmentent les marchés syriens en fonction du type d'activité. De même, globalement les artisans subissent plus fortement la concurrence des activités européennes, principalement dans le domaine du textile. Les indiennes de Manchester envahissent les marchés. Mais d'autres travaux manuels se maintiennent, voire connaissent un renouveau avec l'essor des populations urbaines et la diversification des goûts et de consommations comme la marqueterie. Enfin, les productions à destination des populations bédouines demeurent le fait des manufactures et artisans locaux. Sur la place de l'Horloge à Homs, bédouins et marchands se croisent pour échanger les productions de coton locales[67].

Aussi plutôt que de parler de déclin faut-il envisager autour des années 1850 l'émergence d'un ensemble de divergences mais aussi de convergences. Ce que l'on entend par divergences, c'est bien l'idée que certains espaces, certains secteurs d'activité ou encore certains groupes sociaux ne s'inscrivent plus dans les dynamiques économiques hégémoniques, ce qui tend à les marginaliser. À l'inverse, par convergences, il faut entendre le rapprochement des

modes de production, des circuits d’échanges, des goûts entre producteurs et consommateurs, locaux ou étrangers. Ces deux polarités s’expliquent en partie par la faculté qu’ont des entreprises marchandes et productrices à générer des richesses de nouvelles manières. La première tient aux relations entretenues avec les puissances européennes, que ce soit par l’insertion dans leurs réseaux d’importation ou d’exportation ou par l’intégration aux protections consulaires. Ces deux éléments interagissent. Le marchand maronite* favorisé par les consuls de France, par exemple, prend une nouvelle ascendance dans la montagne libanaise sur les cheikhs druzes qui, jusque-là, prélevaient l’impôt et pouvaient disposer de forces armées. Si, en 1840, une alliance forte se fait entre les deux groupes contre les troupes égyptiennes, largement pour combattre un acteur qui veut s’approprier les outils militaires et fiscaux de la puissance, cette entente tactique et temporaire cesse après le rétablissement du pouvoir sultanesque. Aussi, les marchands principalement issus des groupes non musulmans deviennent plus visibles entre 1840 et 1860 dans la mesure où, bénéficiant des protections consulaires et des relais commerçants outre-Méditerranée, ils peuvent pleinement profiter des opportunités économiques. En retour, localement, ils marginalisent d’autres groupes.

Le second facteur expliquant ces systèmes de convergences et de divergences tient aux savoir-faire marchands ou productifs mis en œuvre pour réorienter les activités vers des domaines lucratifs. Une ville comme Hama avec Homs s’impose comme centre de redistribution à l’adresse des populations de la bâdiya, ce qui n’empêche pas la disparition de certaines branches artisanales locales. Le repeuplement des bordures steppiques accroît une demande de produits qui parviennent aisément dans ces centres-ville. Des activités artisanales et industrielles autour de la laine y prennent place et jouent un rôle important dans les années 1860. Plus localement, si certains secteurs subissent la concurrence vive des textiles européens, d’autres prospèrent dans la culture du coton ou dans la fabrication des outils quotidiens pour les Syriens. Comme le remarque avec justesse Roger Owen reprenant les conclusions de Dominique Chevallier[68], les données statistiques très lacunaires démontrent parfois l’essoufflement d’activités, mais une autre lecture des mêmes données souligne la résilience du monde économique syrien. Retenons une reconfiguration

d’ensemble des secteurs économiques, qui tend à accroître la production globale de richesses sans pour autant qu’elles soient également réparties. Cette évolution confirme l’intérêt économique de la région dans les échanges mondiaux, et accroît cependant dans le même temps la compétition entre composantes sociales pour s’en saisir.

Un domaine traduit, plus que tous les autres, la rencontre des compétitions sociales, des mutations économiques et des transformations administratives : la propriété[69]. Disposer des productions devient source de profits, aussi faut-il s’assurer du contrôle de l’usufruit des terres, voire de leur pleine possession. Cela entraîne un nouveau dialogue entre le centre impérial et les régions de l’empire. Les catégories de propriété distinguaient traditionnellement la possession relevant du sultan (en vertu du droit de la lance ou du code califal) des usages de la terre. Cette situation est progressivement remise en cause avec les réformes fiscales. Pour mettre fin au fermage des terres et pour améliorer de façon plus générale les ressources de l’empire, les réformateurs promeuvent une dévolution de la possession aux exploitants de la terre, en théorie les paysans. L’enregistrement de terres plus ou moins délimitées qui ne relèvent ni des *waqf* (biens de mainmorte) ni de la *musha’* (terres à usage collectif) apparaît comme le meilleur moyen de parvenir à ce résultat. Aussi, après de nombreux essais locaux, un nouveau code foncier est promu en 1858. Il entérine les principes réformateurs en allouant la terre à un propriétaire qui s’enregistre auprès des offices d’État[70]. Les usufruitiers obtiennent la possibilité d’enregistrer les terres domaniales exploitées depuis des générations en leur nom ; en même temps, les terres domaniales (‘*amîriyya*) peuvent être vendues, ce qui entraîne l’acquisition de larges domaines fonciers par de riches notables. Une fois encore, cela marque une extension de la sphère d’activité étatique qui pénètre des relations lui échappant auparavant. Cette labellisation législative, cette institutionnalisation du rôle de propriétaire conduisent en retour à une nouvelle compétition entre les élites pour contrôler le foncier mais aussi à leur reconnaissance collective de l’ordre ottoman.

Les collusions locales entre les agents des administrations, les familles de dignitaires religieux et de marchands et les chefs tribaux favorisent le détournement des titres. Leurs ententes leur permettent d’enregistrer les terres en leur nom propre, ce qui inverse un des effets

escomptés de la loi. Loin d'être protégé, l'exploitant se retrouve sur les terres d'un propriétaire urbain ou tribal, souvent en vertu d'un accord oral ou *sulh*. Comme d'autres prises de contrôle par l'État, le choix d'enregistrer dépend étroitement de la relation entre les composantes sociales et les autorités publiques. Les hommes des tribus et les paysans exploitants craignent une nouvelle forme de surveillance et d'imposition des autorités. Le souvenir du « moment égyptien » au cours duquel conscription et imposition allaient de pair avec le décompte des individus reste prégnant. Aussi, la plupart refusent de prendre des titres de propriété. Au contraire, les notables – ce croisement de familles détentrices des fonctions religieuses, marchandes ou militaires – s'emparent de cet outil pour pérenniser leur accès aux richesses en formation. Les processus autour de la croissance économique, des mutations administratives et des recompositions des groupes sociaux sont donc bien le résultat de la fin du moment égyptien et des entreprises de réformes.

Dans ce contexte des années 1850, la guerre de Crimée modifie davantage les équilibres sociaux[71]. Son impact est triple. Avec la montée à la guerre à partir de 1853, la mobilisation des hommes prive les autorités locales de troupes. Pour ne citer que Damas, sept mille des quinze mille hommes en garnison partent vers les frontières septentrionales de l'empire[72]. C'est l'arrière-plan qui explique pourquoi la pacification des terres syriennes n'est que relative à la fin des années 1850. Les velléités des gouverneurs sont freinées par un manque de force et ce n'est qu'à partir de 1858 que reprennent les opérations vers la bâdiya et l'établissement de fortins. Le second effet tient aux requêtes fiscales pressurant un moment les campagnes. Enfin, la conclusion du conflit par le traité de Paris est suivie d'une nouvelle loi, le *hatt-i-humanyun*. Cette dernière reconnaît explicitement l'égalité entre musulmans et non-musulmans et supprime toute marque discriminante. Elle rend visibles les non musulmans dans l'espace public. Elle renforce les dynamiques nées de la protection consulaire. Au nom de la défense des non musulmans par le biais des capitulations, les consuls se sont arrogé un droit de regard sur la condition et le sort de toute personne enregistrée dans leur office. Les chrétiens, majoritairement, bénéficient d'une extraterritorialité en matière de justice, relevant du tribunal consulaire ou du tribunal mixte. La nouvelle loi de 1856 ne modifie pas ce point. Elle supprime les

raisons de la protection consulaire à savoir les marques d'infériorités législatives. En quelque temps, les différences confessionnelles deviennent des marqueurs. Les groupes ayant bénéficié des convergences entre économies locales et mondiales, dont une part substantielle appartient aux minorités, exemplifient ceux qui profitent du nouveau système établi par les réformes.

1860 et ses lendemains [73]

À partir de 1856 dans l'ensemble du Levant, toute une série d'escarmouches met aux prises populations chrétiennes et musulmanes. À Naplouse, à l'initiative d'un pasteur missionnaire, les cloches sonnent cette année-là. Immédiatement des échauffourées éclatent et il faut quelques jours aux autorités ottomanes pour rétablir l'ordre. Dans la montagne libanaise, les querelles confessionnelles sur fond d'accès à la terre et de concentration des ressources entaillent le tissu social. Les populations druzes qui dénoncent l'outrecuidance des maronites et qui se posent en défenseurs de l'islam s'en prennent à leurs concitoyens. Rixes villageoises, émotions populaires et batailles rangées deviennent courantes à partir de 1858 et se diffusent à la vallée de la Bekaa. Bientôt deux villes fortes deviennent les sanctuaires chrétiens : Zahlé en fond de vallée dans une échancrure de la montagne qui permet de surveiller la plaine de la Bekaa et Deir al-Qamar sur les hauteurs de Beyrouth concentrant marchands et producteurs.

Après plusieurs jours de siège, à la surprise générale, la première tombe aux mains des Druzes. Sa position semblait pourtant la préserver. Sa chute s'accompagne de tueries et de mouvements de populations qui viennent s'entasser dans les institutions religieuses à proximité et dans la ville de Damas. Leur arrivée suit de peu les nouvelles qui diffusent ce qui semble, pour les populations damascènes, être une victoire de l'islam. Deir al-Qamar tombe à son tour et de vastes massacres sont perpétrés. Ce second événement importe moins pour saisir les évolutions syriennes. Néanmoins, l'émotion qu'il crée mobilise l'opinion occidentale qui exige de ses autorités une réponse humanitaire à la crise syrienne. Ces premiers massacres se prolongent dans les montagnes de l'Anti-Liban. Deux bourgs, Hassabiyye et Rashayieh, font l'objet d'attaques jusqu'à leur prise violente au début du mois de juillet 1860. Le scénario se reproduit : la chute de la ville est suivie par une mise à sac, des pillages, des tueries, et la fuite des survivants à Damas, où ils trouvent refuge, peuplant les institutions religieuses et le quartier chrétien de

Bâb Tûma.

Sur ce fond de crise se développe ce que Christian Ingrao nomme une situation paroxystique, faite de joies et de peurs, d'angoisses et d'espérances eschatologiques et de réaffirmation violente d'un entre-soi meurtri par les processus de réformes. Reprenons le cours du récit pour le comprendre. Les chroniqueurs – tout particulièrement Mishâqa, chrétien de Damas qui a survécu aux massacres et peut livrer une version des plus ajustées – soulignent le caractère bénin de l'événement déclencheur. Des enfants musulmans s'amusaient à se moquer des chrétiens dans les rues de leur quartier, allant jusqu'à placer des écriteaux au cou des animaux parodiant les mœurs minoritaires. Dans un contexte de fortes tensions, de nouvelles troupes régulières et irrégulières ottomanes ont été alors déployées dans les principales villes syriennes pour éviter toute extension de la crise. C'est le cas particulièrement à Alep où les troubles précédents laissaient craindre des débordements. Aussi, les gouverneurs de chaque province font appel à des hommes armés, sans pouvoir s'assurer de leur pleine et entière obéissance.

Quand les enfants fautifs sont présentés au gouverneur de Damas, ce dernier est enclin à réclamer d'eux des excuses auprès des chrétiens de la ville. Beaucoup a été écrit sur le rôle de ce gouverneur, connu pour être hostile aux réformes. Il fait preuve d'une fermeté rare qui s'explique peut-être par les auteurs du forfait, des enfants. Nul ne peut trancher sur sa responsabilité. Il laisse ses intermédiaires agir et ces derniers connaissent son désaccord avec les dernières évolutions affectant le statut des non-musulmans. Alors que les enfants sont renvoyés sous bonne garde, ils traversent la zone marchande de la ville, quand un commerçant reconnaît l'un de ses proches. Il s'exclame, s'insurge contre l'oppression faite aux musulmans et aux habitants de la ville. Une foule se forme. La mobilisation relève d'un processus d'identification propre aux quartiers et aux familles de la région. Une communauté locale se retrouve meurtrie par les phénomènes de crise économique et par les changements dans l'ordre symbolique, qui a vu les minoritaires endosser des positions dominantes. Le cortège grossit avant d'arriver dans le quartier chrétien.

À son entrée dans le quartier, la violence dégénère. Les troupes du gouverneur Ahmad Pasha restent passives. Un même scénario se

reproduit dans les rues et ruelles du quartier chrétien. La porte de la demeure des assiégés est enfoncée, une bande de quelques individus attaquent au bâton ses occupants masculins et peuvent s'en prendre diversement aux femmes. L'armement est léger, quelques épées ou lames, quelques mousquets et armes à feu sont recensés par les chroniqueurs. Une fois ses occupants arraisonnés – tués pour la plupart ou réduits à l'impuissance –, la maison est mise à sac et incendiée. Le scénario est similaire pour de nombreuses boutiques. L'irruption de violences se poursuit, maison par maison, ruelle par ruelle, dans tout l'espace chrétien. Sept jours durant, l'assaut se prolonge, les flammes envahissent la ville. Il n'est pas jusqu'aux consuls de Russie puis de France qui ne fassent l'objet de la vindicte populaire. Le consul russe est assassiné.

Qui sont les acteurs de cette violence ? Qui les freine ? De nombreuses interprétations contradictoires ont été proposées. Certains ont pu souligner la relation dangereuse entre minorités non musulmanes et consuls étrangers. Alors que la guerre de Crimée se termine, quatrième conflit européen depuis le début du siècle, le consul russe incite les orthodoxes à refuser de verser l'impôt compensant l'absence de services militaires. Par ailleurs, les liens entre maronites et Français à Beyrouth sont connus. Dans ces conditions, la construction de l'ennemi intérieur (le chrétien, le maronite) comme représentant de l'extérieur (le Français, le Russe) peut se répandre dans les esprits[74]. D'autres auteurs ont préféré souligner l'incidence du ralentissement de l'économie et de l'intégration des provinces syriennes à l'économie monde. Dans ce cadre, les convergences de système privilégient les non-musulmans. Faudrait-il voir dans ces événements une émotion populaire, à l'exemple des révoltes en France dans l'Ancien Régime ? Cette explication ne permet pas de comprendre le lieu de la violence ni pleinement ses acteurs. Enfin, une approche des bourreaux en termes de confessions et d'origines incite à rappeler le poids des Druzes et des populations nomades aux portes de la ville.

Toutes ces lectures se croisent pour décrire le phénomène. Retenons quelques traits autour d'une typologie des acteurs de la violence. Une partie des oulémas soutiennent l'insurrection. Ils dénoncent la place des chrétiens dans un ordre qui sort du règne du *dâr al-islâm*. Mais d'autres condamnent et protègent des chrétiens et parlementent dans la

mosquée des Omeyyades pour empêcher l'extension des troubles. De même, parmi les hommes en armes, certains commandants laissent faire alors qu'ils voient leurs hommes s'adonner aux violences. Pourtant, d'autres comme les hommes d'Abd al-Kader al-Jazâ'îrî – ces migrants venus à la suite d'Abd al-Kader chercher refuge à Damas après l'occupation française et la pacification de 1848 en Algérie – peuvent empêcher heurts et massacres en se déployant et en montrant leurs armes. La possibilité des massacres souligne l'absence de défense des victimes. Le rôle des hommes d'ordre, du gouverneur au soldat irrégulier, est donc certain. Pourtant, aucun ordre clair ne conduit les opérations, aucune décision ne les stoppe. Et si les chefs bédouins à proximité de la ville et dans ses faubourgs participent aux violences, ils profitent aussi de cette occasion pour s'en prendre à d'autres ennemis, ceux des villages de Jaramana, soldant les différends avec les Druzes, eux-mêmes assaillants des chrétiens. Enfin, si le lieu de départ est le souk, cela ne justifie pas une lecture en termes de comportement de classe de la part des marchands. Au centre, certains agitent la foule ; dans le Midan et à la porte Musalla, ils s'interposent devant les vagues de bourreaux.

Comment est-il alors possible de donner sens à ce moment ? Quelle portée et quelle place les événements de 1860 prennent-ils dans l'histoire syrienne ? Ils sont avant tout le reflet d'un tournant historique. Par leur forme et leur dynamique, ils rappellent les périodes antérieures, celles des soulèvements urbains contre les autorités centrales. Ces dernières luttent ou agissent de connivence avec certains segments des élites locales. De même, le rôle des quartiers montre la permanence des solidarités locales et le morcellement de la ville. Enfin, les positions adoptées, celle de marchand, d'homme d'armes ou de religieux, indiquent que les meneurs d'opinion n'ont guère changé. Pourtant, des différences surgissent. Le niveau de violence et sa coordination aux terres libanaises témoignent du fait que les rapports entre groupes sociaux ne peuvent plus trouver de solutions locales. Une contamination fait déborder la violence. En outre, et directement produit de l'étatisation, une part des violences tient à l'échec des élites de coordonner une action pacifiée à l'adresse des groupes sociaux. Aussi portent-ils leurs différends sur l'espace public sans anticiper de possibles débordements. Le retour d'Abd al-Kader parti discuter avec les chefs druzes une paix pour les populations, les incertitudes du

gouverneur Ahmad Pasha au moment des premiers heurts et les compétitions entre oulémas pour justifier ou dénoncer les violences attestent cela. Les massacres deviennent le mode de règlement d'une situation de tension et résultent d'une indécision entre les factions en présence, qui préfèrent tenter de trouver une solution par la mobilisation des groupes sociaux, quitte à ce que la situation dérape en crise.

Au-delà des manques élitaires qui ouvrent la brèche décisive aux affrontements, ces événements traduisent le parallèle entre étatisation et confessionnalisation. Le premier renvoie à la création de nouvelles institutions dans lesquelles l'accès peut être favorisé pour le représentant de minorités non musulmanes, par l'établissement de normes qui abolissent les marques distinctives des non-musulmans, leur conférant une nouvelle visibilité dans l'espace public. Enfin, ce processus désigne la concentration des outils de la violence aux mains des autorités de l'État, privant les compétiteurs urbains de cette ressource. L'autre, la confessionnalisation, indique comment un trait identitaire sert à différencier et unir les groupes en fonction d'une variable, être chrétien, sunnite, etc. Les deux vont de pair. Être druze, chrétien, musulman, sunnite fournit un mode de reconnaissance, définit un entre-soi que l'on veut préserver de l'autre en compétition pour les honneurs, les positions, les richesses et l'espace. L'égalité des droits proclamée dans le *hatt-i-humayun* a pour corollaire le besoin de tous et de chacun de se grouper. Si le chrétien se montre en fonction de sa religion, alors le musulman met en avant sa foi. Une configuration confessionnelle se met en place. Un dérèglement des modes de régulations étatiques précipite l'action des uns contre les autres. En quelques jours, ce sont entre cinq cents et huit mille morts selon les estimations de l'historienne Leila Fawaz et elle-même de nuancer cette échelle pour la porter autour de quelques milliers[75]. Par le mode d'action, l'ampleur des destructions et la mémoire de l'événement, il est possible d'évaluer entre 6 et 8 000 le nombre de morts sur une population initiale de 10 000. Le coût matériel est certain[76]. Ces massacres précipitent surtout une migration des chrétiens vers les villes du littoral, voire plus lointainement en Égypte et outre-Atlantique.

L'annonce des massacres libanais puis syriens choque la capitale impériale. Immédiatement, le sultan délègue à Fûad Pasha, son

représentant, des pouvoirs importants. En parallèle, la concertation des puissances européennes dont les opinions publiques se mobilisent contre la barbarie et la cruauté turques amène à des rencontres diplomatiques qui débouchent sur des injonctions de rétablir l'ordre et de réparer les dommages. Les heurts contre les consulats accroissent d'autant la volonté européenne de châtier les coupables. Il revient à Napoléon III de se poser comme héros des minorités chrétiennes et de dépêcher un corps d'armée commandé par Charles Marie Napoléon de Beaufort d'Hautpoul. Mais son mandat est borné par les autres puissances qui ne veulent pas laisser la France s'arroger une influence plus forte dans l'Empire ottoman. C'est la première intervention à but humanitaire. En dépit de la rapidité d'exécution, les forces françaises arrivent après l'entrée en action de Fûad Pasha. Avec dextérité et force, ce dernier mate les rébellions, fait exécuter certaines personnes coupables, si ce n'est d'une pleine participation, du moins de ne pas avoir empêché de tels débordements, et lance la constitution de commissions d'indemnisation. Il rétablit ainsi rapidement les liens entre communautés chrétiennes et autorités impériales, comme l'atteste le respect des pétitions émises par les premières à l'adresse du sultan[1]. Alors que ces textes dénoncent la lenteur des secours, ils témoignent d'une déférence au pouvoir central, seul garant de leur survie. Aussi, la marche des soldats français se déroule sans trouble majeur, mais nulle gloire n'auréole le commandement français. Au cours de l'année 1861, les derniers signes de violence disparaissent.

La fin des massacres procède en plusieurs temps. À l'urgence répond le déploiement de forces ottomanes et européennes. Suit un second temps au cours duquel une mutation de l'administration dessine de nouveaux territoires et de nouveaux modes de régulation. La *mutasarrifiyya* (province autonome) de la montagne libanaise renforce l'autonomisation de la trajectoire libanaise à l'égard de la Syrie. De nombreux analystes se sont penchés sur le lien entre injonctions européennes et naissance de l'autonomie maronite. Prise dans le contexte ottoman, cette création reflète une remise en ordre des provinces et des pouvoirs locaux, enracinant les principes nouveaux des réformes. Tous les territoires sont divisés en wilâyât, elles-mêmes subdivisées en *liwa*, ou *sandjak*, et en *nahia*. Cette transformation démontre de la part des autorités impériales leur volonté de couvrir tout l'empire de structures publiques identiques. En leur sein, le

principe de représentation devient le mode de pacification et de règlement des différends. Cette mutation entérine les changements au sein des élites. Les massacres et les exécutions qui les suivent achèvent de détruire certaines grandes familles. Une fusion s'opère entre les composantes élitaires qui tendent de plus en plus à former un groupe homogène dont la richesse se base largement sur la possession de la terre, dont l'influence se dégage des fonctions religieuses, administratives et militaires, et dont le rôle se trouve renforcé par la médiation qu'elles peuvent assurer entre le centre impérial et les populations locales.

L'entrée des armées égyptiennes en terres syriennes brise les relations de puissance jusque-là établies entre caciques locaux, représentants des principaux groupes sociaux et populations urbaines ou bédouines. Sans que la forme de cette intervention innove, elle s'accompagne de modifications législatives importantes qui introduisent de nouveaux mouvements dans la société. La prise de contrôle du territoire par les autorités s'accroît. La présence des forces de l'État se diffuse à l'est, bouleversant les pays de l'Euphrate. Une nouvelle société en émerge, secouée par de nombreux courants économiques. Cette dernière résulte largement de processus de réformes venant du Caire puis de Constantinople. Les tensions se localisent en ville autour de ces nouveaux enjeux. À l'émotion se substitue l'émeute, qui tend à se confessionnaliser. Deux processus conjoints amènent à la mise en place des groupements syriens : l'étatisation ottomane et le jeu des rivalités locales et impériales. Ils culminent de façon paroxystique en 1860 lorsque la capitale du Sud, Damas, devient le théâtre de vastes tueries dont le souvenir construit le substrat de la mémoire minoritaire chrétienne. Ces événements et la sortie du massacre inaugurent un nouveau temps, celui de provinces syriennes sous la tutelle du centre impérial.

Chapitre III

Les provinces syriennes à l’heure hamidienne

Le choc consécutif aux massacres de 1860 précipite la réorganisation des provinces syriennes. Ce moment scelle la fin de compétitions locales, avec la disparition de factions et la fusion de groupes familiaux par le biais de mariages. Après trois décennies de réformes initiées depuis l’Égypte et Constantinople, le paysage syrien se trouve largement transformé pour lui donner les contours sociaux et politiques qui se maintiennent pendant plusieurs décennies. C’est le temps des notables.

Deux auteurs ont largement contribué à forger une première lecture historiographique de cette période. Albert Hourani et Philip Khoury insistent sur la centralité des notables dans ce moment[2]. Loin de vouloir nous opposer à une telle approche, nous voudrions souligner les continuités et ruptures entres les composantes sociales présentées depuis le début du siècle et ces nouvelles figures. En outre, pour compléter le tableau, d’autres espaces verront leur place restituée, principalement la zone de la Jazira, de Deir ez-Zor et de la Palmyréenne. Une autre Syrie, non plus exclusivement urbaine, apparaît alors, s’étendant de la Méditerranée à l’Euphrate.

En 1867, la nouvelle donne administrative met fin à un effort de réorganisation impériale. Les provinces syriennes[3] en émergent et leur fonctionnement évolue selon un rythme inédit. Le développement de ce que l’historien Eugene Rogan appelle le « pouvoir technique[4] » conduit à une emprise inédite du centre impérial sur ses périphéries. C’est une centralisation aboutie de l’empire. Ce mouvement souvent perçu de manière unilatérale comme l’influence de la capitale sur les espaces à la marge repose sur un

nouveau dialogue entre populations des périphéries et élites autour de nouveaux modes de communication.

Ce chapitre s'intègre dans une relecture des dernières décennies de l'Empire ottoman. Plutôt que d'y percevoir un temps de déclin, de corruption ou encore de despotisme, il s'agit de considérer les modalités concrètes de ce nouveau dialogue et d'en souligner l'incidence sur les provinces syriennes[5]. De nombreuses études ont pu traiter de tels ou tels aspects[6]. La synthèse s'impose pour déplacer le regard des villes vers d'autres espaces, et ainsi prendre en compte les espaces délaissés, comme l'Est qui doit être replacé dans les dynamiques impériales, ce territoire subissant de nombreuses transformations avec la fin de l'isolat tribal. Différents mécanismes s'amorcent qui perturbent ses régulations, ses modes de reproduction et sa capacité de résistance à l'étatisation.

Cette période est ponctuée par de grands moments. En 1864, une nouvelle carte administrative découpe les provinces, appliquée définitivement en 1867. Leurs institutions deviennent le lieu d'expression du pouvoir et de son partage. Elles reposent largement sur le principe de la représentation[7]. Une nouvelle distribution des charges et une unification des cultures entre provinces s'opèrent avec l'instauration de la Constitution de 1876. Sa brièveté ne doit pas conduire à la mettre de côté. En 1878, la défaite devant les armées russes autorise le sultan à enraciner son pouvoir et à en inventer la grammaire, par la réactivation de la référence califale. En 1896, des révoltes éclatent dans le pays hauranais et druze. En 1908, enfin, la révolution jeune-turque dans la capitale restaure la Constitution ignorée pendant trente ans, fermant l'ère hamidienne. Ce sont ces décennies dont il faut restituer les dynamiques multiples.

Un changement s'opère dans les sources disponibles. Les chroniques tendent à disparaître. Au contraire, par un effet générationnel, un groupe d'autobiographies, les *mudhakkirât*, offre une vision personnalisée sur l'événement[8]. Et si les dépêches consulaires demeurent, leur contenu s'appauvrit parfois avec une nouvelle hiérarchie des positions, Constantinople primant sur les provinces impériales. Enfin, sur la fin de la période, les écrits politiques et les journaux font leur apparition[9].

La centralisation de l'Empire

De nouvelles bornes administratives strient l'espace syrien et, avec elles, de nouveaux centres administratifs voient le jour. Alep et Damas demeurent les deux centres principaux. Les contours de leur elaya (gouvernorat ou province) ne changent guère. Le premier rayonne sur un espace s'étendant du littoral de Lattaquié à la Cilicie et la Jazira. Le second exerce une influence sur la Galilée, la Bekaa, en allant jusqu'au Palmyréen à l'est, Homs et Hama au nord. Cependant, deux territoires se détachent à l'est et au sud. La naissance de la *mutasarrifiyya* et du sandjak de Jérusalem polarise de manière différente la région. La montagne libanaise évolue alors selon des rythmes multiples, et ses populations et activités entrent en interaction croissante avec la ville de Beyrouth, distincte de cette région. La migration de populations chrétiennes de Syrie, que ce soit de Damas et d'Alep dans une moindre mesure, crée de nouvelles dynamiques dans la ville. Elle devient le lieu d'échanges et de rencontres entre intérêts marchands européens et arabes. Son essor comme place intellectuelle – en 1866 le Syrian Protestant College est créé, puis en 1873 l'université Saint-Joseph – en souligne l'attractivité. Plus au sud, suivant l'« invention de la Terre sainte[10] », Jérusalem offre un lieu d'asile pour de nouvelles colonies européennes, attirées par la sacralité des Lieux saints. La mise en place d'un sandjak indépendant détache le littoral des villes du centre.

Plus à l'est, un monde nouveau semble émerger. En 1852, l'elaya de Deir ez-Zor est mis en place. Avec lui, une ville du même nom est fondée, enjambant le fleuve. À l'origine, la présence d'une île sur l'Euphrate semblait propice à établir un bac transportant les habitants. Comme le rappelle Jean Hannoyer[11], les récits divergent sur le choix du site et sur les motifs de l'extension urbaine. Tous convergent sur la chronologie. À partir des années 1860, le maintien de garnisons et l'attention des autorités font de la ville un point de contrôle complétant le dispositif ottoman sur le fleuve. Dans la même veine, le fortin de Raqqa est restauré et devient l'emplacement d'une garnison[12]. Un processus commun conduit ces deux lieux à s'imposer. L'arrivée de soldats favorise une pacification relative des tribus environnantes et la

protection des agriculteurs. Un écart se crée entre sédentaires – dont la protection ne dépend plus des grandes tribus chamelières – et nomades. Aussi, les déplacements de militaires accompagnés par des responsables administratifs témoignent du redéploiement de la puissance centrale.

Les fortins dessinent une nouvelle frontière vers le sud désertique. Soulignons que ce phénomène est très commun à la période. Dans le monde ottoman, il se retrouve à quelques années d'écart aussi bien dans le golfe Arabo-Persique où Midhat Pasha visite le Hasa et y réaffirme la souveraineté impériale qu'en Irak où les tribus s'éloignent de Bagdad. De façon plus générale, cette dynamique de contrôle alliant l'envoi de troupes, la mise en place de places fortes à partir desquelles des surveillances sont organisées, la sédentarisation des nomades et la nomadisation des sédentaires se retrouve dans de larges secteurs du monde au cours des années 1860-1870. Frontière américaine, front pionnier russe, peuplement australien, trek sud-africain, tous ces exemples rappellent que le cas syrien n'est que l'expression plus générale de l'étatisation des espaces, que ce soit par l'adoption de dispositifs coloniaux, impériaux ou d'États-nations[13]. La différence reste que les populations affectées par l'entrée de l'État ne sont pas décimées, mais côtoient et entourent les nouveaux arrivants.

L'incidence de l'État se traduit par des mutations sociales. La première, plus connue, voit une limitation des zones de déplacement. Pour les grandes tribus nomades, ces points de contrôle constituent autant d'enclaves dans un espace de transit. Plus encore, les autorités qui y résident les privent de leurs ressources. Elles ne peuvent plus exercer la khuwwa comme ils la pratiquaient antérieurement. Enfin, différentes entreprises tentent de sédentariser certains de leurs membres. Pour les tribus moutonnières, la présence de la soldatesque fournit une garantie de sécurité autant qu'un débouché pour des productions agricoles. Un cercle causal se forme autour de la sédentarisation à proximité de la ville. Une nouvelle organisation en bourgs en découle, avec une chaîne de points de peuplement, entre Raqqa et Mayadin. L'irrigation des terres est d'autant plus facilitée par l'intensité du débit du fleuve. L'Euphrate s'entoure d'un filet de cultures le long de son cours. Il marque une frontière symbolique entre ce que les historiens médiévistes appelaient la Jazira haute et la Jazira basse.

L'autre processus corollaire est la nomadisation de sédentaires. Sous cette formule, il faut entendre la mise en mouvement de personnes attirées par le gain et les nouveaux espaces. Ce sont des soldats et des marchands – avant que leurs familles ne suivent – qui prennent la route, séjournant un moment à l'est avant de revenir vers leurs contrées d'origine. Une fois installés dans la ville, de Raqqa ou de Deir ez-Zor, les marchands organisent l'acheminement de provisions et de biens divers, voire font des allers-retours avec leurs emplacements de départ. Aussi de nouvelles mobilités apparaissent-elles, nomadisant sous une forme les sédentaires. Concernant les marges de sociétés urbaines ou tribales, ces deux mouvements sont directement le produit d'un processus étatique.

L'essor de groupes humains au cœur de la zone tribale décloisonne cet espace jusque-là perçu comme un lointain hostile. Il va de pair avec la construction de nouveaux quartiers. Deir ez-Zor se dote ainsi d'un souk qui s'étend sur les rives sud du fleuve. Ces changements urbanistiques s'accompagnent de la mise en place d'une urbanité propre. Les familles qui se déplacent se pensent comme des membres de la civilisation (*hadâra*) et non de la tribu. Elles peuvent au besoin s'allier, voire développer des liens matrimoniaux avec les Bédouins. Cependant, à nul moment la frontière symbolique des deux mondes n'est abolie. En cela, la mise en place d'une frontière est et sud de la Syrie participe tout autant de la « civilisation », au sens du développement d'un esprit de civilité, que de l'étatisation, par l'instauration de points de contrôle. L'action militaire est donc suivie de l'intégration économique des nouveaux centres. En leur sein, une fracture invisible demeure entre populations du lieu et nouveaux entrants.

Ce mouvement est rendu pérenne et accéléré par le développement de nouveaux moyens de communication et de transport. L'inauguration du canal de Suez en 1869 change les tracés des flux commerciaux et humains : la route maritime de la mer Rouge devient plus intéressante que la traversée en caravane du désert syro-irakien. Cette innovation entraîne un délaissement relatif des élevages d'animaux de transport et elle a des incidences sur le pouvoir des groupes tribaux de l'intérieur. Les caravanes passent de plusieurs milliers à quelques centaines de bêtes[14].

Souvent mentionné dans la littérature sur le Moyen-Orient, le

nouveau canal de Suez en vient à résumer la révolution des transports. Pourtant, à plus grande échelle, le maillage se densifie et explique largement comment et pourquoi le peuplement, les lieux de productions et les points d’échanges prennent une forme plus durable. De nouvelles routes sont percées, mettant en contact l’intérieur et la côte. Les contours des grandes voies se dessinent avec un axe Deraa-Alep, des routes carrossables de Damas à Beyrouth, une autre de Homs à la côte, et un dessin en étoile de routes autour d’Alep pour relier Lattaquié, Marash, Aintab et Diyarbakir plus lointainement.

Le bouleversement apporté par la révolution industrielle vient de deux autres moyens de déplacement : le bateau à vapeur et le chemin de fer. La remontée des eaux syriennes n’est pas aussi facilitée que celle de l’Égypte ou de l’Irak. L’apparition du *steamer* ne se perçoit vraiment que sur la côte et a trois conséquences. Un relais plus direct entre rives méditerranéennes devient possible. Cela signifie qu’il ne faut plus nécessairement faire du cabotage entre ports et, surtout, que le volume des échanges peut croître sensiblement. Ensuite, la circulation plus rapide avantage les villes portuaires comme places commerciales, ce qui participe d’un grand mouvement de renouveau de la côte. En quelques années, Beyrouth par exemple s’impose comme une place économique de premier ordre. En retour, une certaine discrimination affecte d’autres villes, Tripoli perd de son importance entre Beyrouth et Lattaquié[15]. Enfin, un système de concessions prend forme. Plus qu’une fluidification des échanges, les vapeurs jouent un rôle de polarisation.

Le cas du chemin de fer diffère quelque peu, ne serait-ce que par un développement plus tardif, dans les années 1890. Indéniablement, le chemin de fer a des incidences différentes que les autres moyens de transport. Son élaboration suppose la mobilisation de capitaux qui ne sont pas détenus par les particuliers de l’empire. Le recours aux sociétés concessionnaires s’impose. Mais, bien vite, la compétition des investissements et des expertises entraîne la parcellisation des lignes, les unes construites par des sociétés françaises, les autres par des sociétés allemandes. Le grand projet des entreprises françaises porte sur la construction du tronçon Hama-Damas, dont d’éventuelles ramifications pourraient desservir la côte[16]. En 1895, Damas est raccordée à Rayak et à Beyrouth. Au sud, il est possible d’atteindre Deraa. Au nord, la ligne n’est construite qu’en 1902, entre Rayak,

Homs puis Hama. Le tronçon Hama-Alep voit le jour en 1906, complété en 1911 par une liaison entre Homs et Tripoli. Plus au nord enfin, le grand projet de la première décennie du XX e siècle porte sur la construction d'une ligne allant de Constantinople à Bagdad. Mais les défis techniques et financiers afférents freinent les travaux : à la veille de la guerre, Ras al-Ayn vient tout juste d'être raccordée[17].

L'entrée du train dans l'espace syrien est donc tardive par rapport à l'Europe, et, comme le rappelle Linda Schilcher[18], il est difficile de mesurer certaines incidences. Ainsi, la réorientation des flux économiques liés aux développements marchands tels qu'ils sont observés dans le cas américain est plus difficile à documenter. Le grenier du Hauran profite de meilleurs transports vers la côte, mais sa croissance tient autant à la pacification relative de la région (par rapport aux raids bédouins) qu'à de nouveaux marchés locaux. En revanche, l'arrivée du train s'inscrit dans le tissu urbain. À l'orée du siècle, les nouvelles gares de Damas ou d'Alep ouvrent les vieux quartiers de la ville et créent de nouveaux quartiers extérieurs. Une fluidité nouvelle dans la ville et entre les villes résulte donc des transports. Toutefois, elle ne concerne principalement que la frange occidentale du pays. Le chemin de fer devient même un outil politique, lorsque le sultan incite à la construction d'une ligne vers le Hedjaz : la technique sert le politique.

La communication connaît, elle aussi, un profond renouveau par le déploiement de multiples bureaux télégraphiques. Le volume de télégraphes atteint dans les bureaux de Damas ou d'Alep quatre à cinq mille dans la décennie 1890. Leur déploiement suit de près le rétablissement de l'ordre ottoman, avec au tournant des XIX - XX e siècles une frontière organisée autour de la Transjordanie. L'installation de ces bureaux sur l'ensemble du territoire permet donc un commandement politique et administratif unifié, ainsi qu'une plus grande aisance du dialogue local et impérial. Eugene Rogan rappelle que l'envoi d'une pétition par télégraphe vise autant à informer le centre que le gouverneur local qui, par le service de la censure, est mis au courant immédiatement, ce que l'on retrouve aussi dans le cas alépin en 1896[19]. Une infrastructure sous-tend l'émergence de provinces syriennes arrimées à l'Empire ottoman. Cette technique de communication souligne aussi la place nouvelle de l'écrit. La production d'un message suppose la maîtrise des lettres par un certain

nombre de personnes et reflète une évolution de plus long terme.

Les trois dernières décennies de l’empire sont enfin le moment d’une révolution culturelle : l’entrée de l’imprimerie et par son biais de la presse. Les premières entreprises pour diffuser l’écrit voient le jour dans le sillage des réformes de Muhammad ‘Alî. Néanmoins, elles ne prennent une véritable ampleur et diffusion que dans les années 1870. Cette diffusion de la technique fournit un support à la production d’écrits inédits et aux premiers journaux, encore limités en nombre, uniformisant la langue en reprenant les canons des textes de loi. Cette croissance de l’écrit relève de l’adoption de nouveaux standards techniques mais aussi de nouveaux supports institutionnels. Pour concurrencer un savoir diffusé par les missionnaires européens et américains dans leur majorité et afin de répondre aux nouvelles attentes des départements spécialisés de l’administration publique, les autorités ottomanes inaugurent des écoles publiques concurrençant les traditionnelles kuttâb, les écoles coraniques donnant accès à un savoir en arabe et en religion de base. En leur sein, les jeunesses issues des grandes familles urbaines principalement, puis par extension celles disposant de quelques facilités, sont formées aux matières linguistiques, mathématiques et scientifiques. Ces groupes constituent l’indispensable relais local à l’empire au sein d’une société de notables en pleine refonte.

Une société de notables

Le changement du décor technique des provinces syriennes accompagne et renforce de nouvelles dynamiques économiques, sociales et politiques. Plus qu'à tout autre âge vient le temps des notables. Cette appellation désigne « des grandes familles qui résident principalement en ville, en tirent leur puissance et, par leur position urbaine, dominent le monde rural environnant[20] ». C'est bien le caractère d'intermédiaire qui confère leur rôle et leur position aux nouvelles figures émergeantes. Ce trait semble très commun à tout empire[21]. Pourquoi, dès lors, cette notion permetrait-elle de saisir un ordre sociopolitique particulier ? En quoi diffère-t-il de ce qui existe au cours des décennies préalables ?

Les familles qu'identifie Philip Khoury partagent en commun le fait d'appartenir à un moment donné au conseil de la ville[22]. Elles se ressemblent par les activités et par leurs origines bien qu'il soit possible de distinguer deux groupes en fonction de l'ascendance. Il précise que les al-'Ajlanî ont été oulémas et ont acquis des richesses par cette activité, avant qu'à la génération suivante les successeurs héritant de leurs fonctions ne s'orientent vers d'autres domaines. Au contraire, la famille Quwwatlî, nouvellement connue depuis une décennie, doit sa position à la richesse accumulée dans le négoce des grains. La division entre religieux et laïque est bien vite pondérée. Les mariages d'al-Yusûf avec Shamdins signalent le processus de fusion qui s'opère entre les grandes familles du bilad al-Sham. D'Alep à Damas en passant par Homs et Hama, des liens se tissent entre grandes figures. Une vingtaine de noms émergent : Jabrî, Hananu, Qudsî, Rifa'î, Kikhyâ, Kayyâlî, à Alep ; ʻAzm, ʻAbid, Yusûf, Mardam, al-'Ajlanî, Bakrî, Quwwatlî à Damas ; Atâssî, Drubî, à Homs ; ʻAzm, Barazî et Kaylanî à Hama.

Les groupes d'origine militaire, que ce soient les descendants des kapi kulli (janissaires du lieu) ou les aghas, entretiennent des liens lointains avec leur première fonction, qui perd de son importance à un moment où la conscription est instaurée. De plus, la répression qu'entreprend Fûad Pasha à Alep et à Damas touche plus

particulièrement ce groupe. Les oulémas et les ashrâf constituent l'autre groupe affecté par les exils et les exécutions. Leur rôle décroît aussi à mesure que d'autres modèles culturels et éducatifs prennent de l'importance. Si les fonctions religieuses, celle de naqib ou de mufti, font l'objet de compétition, elles ne permettent plus d'acquérir aisément des richesses ni de disposer d'une assise sociale. En revanche, une famille peut plus aisément s'assurer d'un siège à l'assemblée de la ville par leur biais, de même elles conservent un rôle de médiateur dans les conflits domestiques et commerciaux. Aussi les membres de ces groupes familiaux ne se distinguent-ils plus si fortement qu'auparavant. À eux s'adjoignent les marchands et les propriétaires terriens. Cette nouvelle catégorie émergeante doit son ascension rapide aux effets de l'intégration économique des terres ottomanes à l'économie monde et aux mutations du code foncier. Si les familles présentent des origines variées, elles tendent donc à former un même groupe.

Trois processus concourent à renouveler l'élite et lui faire assumer un rôle nouveau. Le premier concerne l'accélération des mutations économiques. Le deuxième relève de la stabilisation administrative de l'empire. Le troisième porte sur les jeux intra-élitaires. Naturellement, tous trois concourent à un même résultat. Aussi la présentation distincte que nous proposons ne doit pas faire penser à une hiérarchisation en termes de facteurs. Les années 1870-1880 marquent, comme le rappelle Hanna Arendt, l'apogée de l'âge impérialiste[23]. Elle prend la forme certes de la domination politique. Mais elle se traduit aussi par la prise de possession économique, par le phénomène des concessions. À cela s'ajoute l'intégration grandissante des économies locales et européennes. Le phénomène a été particulièrement étudié pour l'industrie de la soie au Liban et du coton en Égypte[24]. Il est possible de retenir quelques caractéristiques. Les productions agricoles d'exportation tendent à s'imposer dans certains pays ruraux, avec l'essor des cultures de tabac par exemple sur les versants de la montagne Alaouite. De même, la culture de la soie connaît une certaine prospérité dans la zone de Hama. Leurs débouchés sont avant tout européens, ce qui place les marchands en position privilégiée. Ces derniers résident en ville, et de plus en plus souvent sur la côte méditerranéenne. En retour, les produits manufacturés européens supplantent l'artisanat local, provoquant la ruine partielle de certaines

filières. C'est le cas particulièrement pour le textile d'Alep. Au plan local, les effets de cette dynamique macroéconomique se donnent à voir dans l'émergence d'une nouvelle classe qui joue les relais des entrepreneurs européens. Les événements de 1860 ont conduit à un départ des minorités chrétiennes des deux grandes villes syriennes, et en retour à un renforcement de la position des familles musulmanes. Les transformations économiques accentuent dès lors grandement les divergences et convergences et sont à l'origine de l'ascension d'un nouveau personnel politique.

Très localement, les chiffres montrent des variétés de situations. En agriculture, les estimations sont toujours parcellaires, mais elles montrent quelques changements. Probablement 87 % des terres arables sont consacrées aux céréales, soit 620 000 ha pour les trois provinces en 1909[25]. Ces productions ont pour vocation première de nourrir les villes en expansion (pour Damas, par exemple, la population passe de 120 000 en 1887 à 135 000 dix ans plus tard[26]) et plus lointainement l'Europe. À côté d'elles, d'autres cultures croissent fortement comme le coton qui envahit l'est de Hama et les contreforts jusqu'à Tell Kalakh, le tabac ou les vers à soie. Une certaine régularité s'observe d'une année sur l'autre, ce qui n'empêche pas des années de sécheresse ou des catastrophes ponctuelles. Ce développement favorise l'emploi des surplus de main-d'œuvre venus des campagnes. Se forment les terroirs composites autour de Homs et de Hama dans lesquels paysanneries sunnite, chrétienne, alaouite et ismaélienne* se côtoient. Les inégalités sociales et confessionnelles se superposent. Le regroupement par confession au sein des villages est avant tout le fruit de cet exode entre campagnes, les habitants d'un même lieu tendant à se regrouper selon les perspectives de travail. Dans d'autres espaces, principalement au sud, la descente des hommes de la montagne conduit aux premiers heurts. C'est le cas particulièrement dans le Hauran où les rixes druzes-bédouines soulignent la formation progressive d'un surplus démographique. Une concurrence pour la terre met aux prises les différentes élites locales. Le mouvement vers les villes est en revanche réduit, bien que leur population augmente dans la mesure où les creusets urbains ne sont plus des mouroirs.

Au sein des grands centres urbains, l'industrie se restructure largement et le monde marchand croît fortement. La transformation des souks du point de vue architectural et urbanistique montre cette

vigueur. Les façades à deux étages deviennent une nouvelle norme de l'espace marchand qui suit des grandes voies partant vers l'extérieur. Cette mutation souligne les transformations économiques dans le tissu de la ville. Commerces à distance ou de redistribution des biens en provenance de l'Europe favorisent la constitution de richesses nouvelles. En parallèle, une première industrie prend place dans un océan urbain d'activités manufacturières. Elle concerne la soie ou le tabac à Alep ou encore le textile à Hama. La ville devient tout à la fois le principal marché local, provincial et impérial, et un espace productif participant de la révolution industrielle débutante.

La réinvention des rapports économiques se fonde sur une nouvelle définition de la propriété. La mise en place du code foncier en 1858 amorce un vaste processus de transferts des terres[27]. Les parties collectives – la *musha'a* – sont divisées entre les membres de la communauté villageoise selon une logique de privatisation, bien que le principe de cultures collectives demeure. Surtout, de vastes espaces font l'objet d'une cadastration, soit l'attribution de numéros aux parcelles sans forcément les délimiter clairement. Or, dans les villes, les fonctionnaires chargés des administrations terriennes et les membres des tribunaux (*mahkama shariya*') entretiennent des rapports de connivence avec les élites notabilières qui disposent de capitaux à réinvestir. Les dispositifs législatifs sont ainsi mis au profit des familles qui peuvent obtenir de vastes emprises foncières. Un phénomène d'attraction s'opère alors : la richesse favorise l'enregistrement de terres, qui étend la surface possédée qui, en retour, accroît la richesse. En deux décennies, des grands domaines émergent à proximité de petites propriétés le plus souvent aux alentours immédiats des villes. Si la surface possédée devient plus importante, cela ne signifie nullement une homogénéisation des terroirs, ni leur remembrement, ni encore une mise en valeur commune. L'ordre se surimpose à d'autres formes d'organisations sociales. Aussi des villages entiers numérotés comme des parcelles deviennent-ils des biens échangeables. Le lien avec les propriétaires devient rigide, les mécanismes du prêt se faisant norme.

Cette transformation sous-tend la recomposition du monde élitaire en lui assurant une base économique. Par voie de mariages principalement, des familles se constituent en détentrices du pouvoir. Une mutation décisive apparaît ici. Au XVIIIe siècle, la maison préside

aux distributions des charges et concentre les forces susceptibles de maintenir l’ordre selon les désirs du maître de maison. Son socle se décompose avec la réimposition d’un ordre étatique. Le désarmement des populations, relatif certes, prive les chefs de quartier d’une force de frappe. La domesticité et la relation patrimoniale avec les hommes de main s’estompent. Les chefs de famille disposent de personnels, mais ils sont disjoints de l’espace familial. Cela résulte très largement du redéploiement impérial sur les provinces. En retour, ce processus crée un nouveau système de charges. Les sièges au sein des conseils municipaux et provinciaux autorisent leurs titulaires à orienter les choix financiers impériaux. Désignation des aménagements prioritaires, choix de l’assiette de certains impôts et gestion de l’ordre public relèvent de leurs prérogatives. Aussi, être en mesure de prendre la parole dans ces assemblées en présence du gouverneur donne un atout à telle ou telle famille pour améliorer la vie du quartier, base de leur pouvoir. Cela sous-tend la mise en place progressive des municipalités. Des familles s’imposent dès lors dans le jeu politique par le truchement de la stabilisation administrative.

Comment ces jeux politiques prennent-ils forme ? L’élection d’un membre devient objet de compétitions entre familles. La rotation des noms l’atteste[28]. Néanmoins, cela ne signifie pas que les impétrants soient nécessairement les membres de la famille les plus haut placés en termes de capitaux économiques, sociaux ou culturels. La fonction s’intègre d’abord à un ensemble de prérogatives et de pouvoirs que tente de s’arroger un groupe familial qui les répartit entre ses membres. Il est aussi important de pouvoir disposer de lieux marchands, de se rendre maître de tel ou tel marché, ou encore d’acquérir des charges religieuses qui certifient la qualité morale de la famille et sa capacité à définir le bon jugement. Cela va de pair avec les dons variés que doit être en mesure de faire le notable. En ce sens, l’élection rejoint ce que Paul Veyne observait pour cette fonction dans l’Empire romain[29], au même titre que l’évergétisme : ce sont des attitudes et des attributs qu’il faut posséder pour tenir un rang de notable, mais ils ne se suffisent pas. Ainsi, la famille devient le relais du pouvoir impérial comme médiateur et l’acteur à même de contrôler les flux de richesses.

Cette étatisation repose sur la pacification des territoires progressivement intégrés dans les propriétés des urbains. À la

différence de ce que l'Occident a pu connaître, le progrès de l'étatisation ne va pas de pair avec la construction d'un outil fiscal cohérent ou systémique[30]. Au contraire, l'impôt se borne à taxer variablement les produits en circulation, avec des niveaux faibles en raison des accords de libre-échange pratiqués par l'Empire ottoman, et la terre. Cependant, la collecte de l'impôt et la détermination de son volume par unités de production relèvent des tractations administratives au sein des conseils des villes, c'est-à-dire entre les agents de l'État et les propriétaires qui bien souvent proviennent du même groupe familial. Une certaine oppression fiscale peut alors se maintenir à destination des petits et moyens propriétaires qui doivent s'acquitter de l'impôt, là où les grands propriétaires peuvent trouver des subterfuges pour l'éviter. Cette dimension essentielle montre l'originalité de l'État qui se construit principalement sur le principe de la monopolisation de la violence légitime sans pour cela se doter des ressources fiscales. Ce processus déterritorialise l'État dans une certaine mesure, car, ne pouvant s'ingérer dans les rapports de propriété, il ne trouve pas l'utilité de délimiter la terre, ni d'en prendre une possession statistique. Le recensement tenté en 1894 l'illustre : les habitants sont dénombrés dans les régions où ces opérations peuvent être menées, mais non les terres. C'est le paradoxe de l'empire à l'âge d'Abdhülhamid II.

La synthèse hamidienne

L'entreprise politique amorcée avec le cycle des réformes au cours des années 1860 trouve une première expression dans la réforme provinciale de 1864 (appliquée en 1867 à la Syrie). Au sein des provinces ainsi formées, le *cursus honorum* favorise la circulation des élites administratives entre différentes positions. Les deux pouvoirs dominants deviennent l'assemblée et le gouverneur. L'équilibre de leurs prérogatives privilégie plutôt les gouverneurs. Cependant, grâce aux nouveaux moyens techniques, de nouvelles formes de communication et de dialogue politique se tissent. Un rôle central est donc conféré à la représentation des populations et des pouvoirs.

Dans ce contexte, 1871 constitue une rupture dans la mesure où les affaires centrales affectent fortement ce qui se déroule au sein des différentes provinces. Dans la même année, la mort de ʻAlî Pasha, vizir réformateur, et la révision du traité de Paris par la Russie qui retrouve l'accès aux détroits marquent le retour aux compétitions des pouvoirs internes et externes. Huit vizirs et trois sultans se succèdent de 1871 à 1876. Midhat Pasha, représentant du camp réformateur appuyé sur les Jeunes-Ottomans et instigateur de la réforme des provinces, devient grand vizir. Il parvient à imposer une nouvelle formule constitutionnelle dans laquelle un Parlement réunirait les membres de l'empire. Cette architecture inédite des pouvoirs doit répondre aux derniers défis contemporains.

En 1875, une rébellion en Bosnie-Herzégovine rompt les équilibres établis depuis la paix de Paris en 1856. Une partie de la paysannerie conteste les propriétaires. La superposition des critères confessionnels aux motivations sociales et des enjeux locaux aux jeux d'alliances internationaux précipite une nouvelle crise d'Orient. Dans cette perspective, les paysans chrétiens s'opposent aux propriétaires musulmans qui les oppriment, invitant les opinions publiques serbe puis russe à se mobiliser pour la défense des chrétiens. Une injonction de réforme est donc adressée à l'empire avec l'annonce d'une prochaine réunion des ambassadeurs. Pour empêcher de nouveaux empiètements sur la souveraineté ottomane, le camp des réformateurs

parvient à faire rédiger une Constitution. Pour cela, il faudra déposer deux sultans successivement[31]. Abdülhamid II monte sur le trône et participe pleinement à sa rédaction afin de conserver les prérogatives impériales.

Ce cadre parlementaire reproduit sous une certaine forme le système des assemblées locales[32]. Il en partage la philosophie : la réunion des représentants judicieusement choisis doit mettre fin aux dissensions locales – tous auront intérêt à participer aux pouvoirs – et contribuer à renforcer l'État. Il doit surtout garantir la souveraineté de l'empire dans la mesure où les émissaires ottomans pensent pouvoir opposer la représentation de tous à tout empiètement occidental. L'annonce de sa promulgation en pleine conférence des ambassadeurs en souligne la dimension pragmatique. Ces considérations ne doivent pas masquer la volonté réformatrice du texte : il est un aboutissement des réorganisations impériales initiées depuis 1839. Aussi, comme le démontre Kamal Karpat[33], des logiques sociales expliquent la formation d'un camp réformateur. Le 23 décembre 1876, les coups de canon tonnent qui s'entendent jusqu'au palais de l'Amirauté à Kasimpara où sont réunis les ambassadeurs : ils annoncent un régime constitutionnel, garant d'un ordre nouveau.

Au sein des provinces, des élections se tiennent en vertu de la loi promulguée en janvier. Cette dernière établit deux échelons : des assemblées cooptées au sein des provinces sont chargées d'élire les députés. Aussi la représentation est-elle fortement urbaine et le jeu politique, censitaire. Les provinces syriennes sont représentées par sept députés[34]. Leur arrivée dans la capitale se fait au début 1877 – il faut plusieurs jours pour rallier la capitale –, alors que les conflits entre le sultan Abdülhamid II et Midhat Pasha poussent le premier à exiler le second. Pourtant, cela ne signifie pas la fin de la vie parlementaire. Au contraire, les représentants tentent d'avancer deux ordres de propositions. Les unes concernent les problèmes généraux, centrés sur la guerre qui menace avec la Russie. Les autres portent sur les demandes provinciales pour équiper tel ou tel lieu.

Le 24 avril 1877, la guerre entre la Russie et l'Empire ottoman éclate[35]. Elle s'annonce bientôt comme un désastre pour l'empire lorsque les armées du tsar percent les lignes ottomanes à l'est vers Erzéroum et dans les Balkans à Plevna. Dans ce contexte, les parlementaires se font critiques de la gestion sultanesque du conflit. Il

n’en faut pas plus pour qu’Abdülhamid II disperse le Parlement sans le rappeler. La Constitution reste en vigueur, mais elle est mise en suspens dans son fonctionnement régulier. Les députés sont invités à rentrer en province, ce que les représentants des territoires syriens font rapidement.

Les conséquences de la proclamation constitutionnelle et de la guerre de 1878 sur les provinces syriennes sont tout à la fois multiples et croisées. Les élites ont, pour la première fois, réalisé qu’un ordre impérial les reliait. Toutes délèguent un représentant pour discuter. Indéniablement, un ottomanisme, une culture commune, en résulte. Par ailleurs, le fait d’accéder sans médiation à la capitale affecte les relations locales de pouvoir. Ce n’est plus le gouverneur seul qui peut s’entretenir avec le conseil. La première incidence porte sur l’enracinement d’une forme de pouvoir par assemblée reconnaissant aux nouveaux groupes dominants leur rôle de notables. Enfin, la disparition rapide du Parlement ouvre un horizon d’espoir : la restauration de la Constitution pourrait être une solution aux problèmes de l’empire. Ce message adressé à l’avenir est dans un premier temps inaudible, car d’autres effets se font sentir.

Le retour de la guerre russo-turque, après celle de Crimée, marque une augmentation du besoin en hommes et en ressources fiscales. La mobilisation se révèle plus efficace dans la mesure où la conscription s’est développée dans les provinces[36]. Néanmoins, elle est toujours durement vécue et perçue comme une sanction. En outre, elle prive de bras au moment des récoltes. À côté de cela, les démarches vers la guerre accroissent la pression sur des finances déjà déficitaires, ce qui est ressenti par les populations. Sans conduire à de graves dérèglements, chaque épisode guerrier provoque des interruptions, des dysfonctionnements au sein de mécanismes d’échanges toujours sous tension. Le prix des denrées renchérit d’autant dans les métropoles, suscitant le mécontentement. Les effets s’estompent rapidement avec la fin de la guerre.

En revanche, les lendemains de la guerre ont un effet plus durable sur la reprise de contrôle du territoire. Les provinces syriennes (et de Jordanie actuelle) deviennent des lieux d’accueil pour les réfugiés du Caucase, quelque soixante-dix mille individus. Adoptant une démarche coercitive mais bienveillante, le sultan ordonne la relocalisation de ces communautés sur les franges frontalières de

l'empire, notamment la zone de bâdiya qui s'étend des rives de l'Euphrate au nord jusqu'à Amman[37]. Le peuplement qui en résulte marque durablement l'espace. À proximité du fleuve, une colonie s'installe au nord de Maskana et dans le Hauran[38]. Cette politique traduit une manière de renforcer le contrôle sur l'espace syrien et de le stabiliser. Mais, très localement, l'installation de ces nouvelles populations dans un monde proche du trop-plein démographique conduit à des heurts croisant les griefs de l'intrusion et de la compétition pour les ressources.

La guerre entraîne la recomposition du ministère. Midhat Pasha est éloigné de la capitale et est nommé comme gouverneur de Damas pour quelques mois[39]. Déchu de son poste de grand vizir, il est envoyé par Abdülhamid II dans cette province. Il y déploie ses talents d'organisateur et de réformateur, entamant un plan de rénovation urbaine pour ouvrir les rues du souk central[40]. Ces percements donnent plus de visibilité au monde marchand. Il entreprend aussi de maintenir la sécurité du pèlerinage et de l'approvisionnement urbain. Son style, directif, rappelle que les réformateurs ne se concilient pas forcément les faveurs des notables, qui promptement dénoncent les ingérences du pouvoir central.

Au sortir de la guerre, les provinces syriennes sont donc bouleversées tant par ce dernier épisode réformateur que par les effets induits de la guerre. C'est dans ce contexte que prend place une affaire qui inquiète la Porte et le sultan : l'affaire des placards. En 1880, des affiches sont apposées dans Damas, appelant à l'établissement de droits pour la nation arabe[41]. Ce geste provoque les craintes de la part des autorités centrales qui les font promptement retirer. Cette angoisse s'explique par le croisement de plusieurs dynamiques. Elle tient de la peur suscitée par l'arabisme, un sentiment national propre au peuple du Levant.

Depuis les années 1860, un groupe d'intellectuels résidant à Beyrouth travaille sur la langue arabe[42]. Ils veulent lui redonner sa noblesse tout en la modernisant, c'est-à-dire lui donner une congruence avec l'air du temps. De manière plus générale, ils veulent restaurer l'importance de la culture arabe. Boutros Boustani, né en 1819, fait partie de ces nouveaux lettrés voulant promouvoir une renaissance (*nahda*) de l'arabe. Le dictionnaire Boustani joue un rôle essentiel dans ce processus. La recherche culturelle participe de la

redéfinition des identités locales : la communauté de langue, pour ces intellectuels, devient un ferment d'unité entre des groupes spécifiques ottomans. Ils posent les premiers jalons de l'arabisme.

L'apparition de cette nouvelle doctrine a fait couler beaucoup d'encre[43]. Cela tient à sa portée politique éventuelle : après la Première Guerre mondiale, être arabiste devient une ligne programmatique qui vise à unir dans un même État tous ceux se revendiquant comme tel. Se pose alors la question de qui est arabe, quelle forme politique peut prendre le nouvel État, etc. Pourtant ces interrogations paraissent bien anachroniques pour les dernières décennies du XIX e siècle. Les relectures historiques cherchant les racines de l'État arabe créent des confusions. Pourtant, le positionnement initial est principalement civilisationnel et non politique.

Mais dans le contexte de 1880, l'apposition de placards inquiète les autorités centrales. Elles nourrissent leurs peurs et leurs spéculations. Midhat Pasha, gouverneur et homme politique déchu, reçoit le consul britannique. C'est donc qu'il complote à faire naître la nation arabe. Dès lors, le message se politise : ceux qui appellent à la renaissance arabe sont des contestataires de l'ordre ottoman alors même qu'une nouvelle loi de nationalité en 1869 vise à renforcer les liens entre sujets. Ils seraient une nouvelle avant-garde demandant l'indépendance pour le sultan. Cette lecture tend à écraser les revendications culturelles et politiques sur le même plan.

Les lendemains de l'affaire permettent d'en saisir les relents. D'un point de vue politique, les demandes autour d'une spécificité arabe cessent. La répression qui frappe les milieux lettrés et administratifs déplace le débat de l'arabisme, quand la plupart des populations et des élites restent fidèles à un empire dans lequel elles voient l'avenir de l'islam. L'arabisme intègre alors à la marge le combat de certaines élites contre d'autres pour tenter de renforcer leur position.

Du point de vue culturel, le mouvement de renaissance participe de profonds renouveaux intellectuels qui touchent la génération née dans les années 1850 et 1870. Ses thèmes de réflexion portent tout à la fois sur la captation de la modernité par la langue et sur l'organisation socioculturelle de la communauté. À l'instar de ʻAbd al-Rahmân Kawâkibî, ces penseurs en viennent à dénoncer le despotisme comme forme de corruption de l'esprit et du peuple[44]. C'est bien l'expression d'une contestation arabiste du pouvoir qui en condamne le caractère

autoritaire. Elle demeure toutefois principalement le fait de cercles restreints.

La menace suscitée par les placards est contemporaine d'un affermissement de l'autoritarisme hamidien. Au début des années 1880, le sultan opère certaines modifications dans la gestion du pouvoir. Il concentre la plupart des prérogatives entre les mains de ses secrétaires au palais, dénie à la Porte et au grand vizir l'ensemble de leurs attributions, s'appuie sur un réseau de polices et d'informateurs le protégeant de toute menace. Ce durcissement sécuritaire se fait sentir dans la capitale et dans l'ensemble de l'empire. Une migration de lettrés fait partir de nombreux intellectuels du Levant vers l'Égypte. Les centres de savoir se déplacent et les courants de pensée se reconfigurent au contact de nouveaux publics[45].

À ce dispositif, le sultan ajoute une nouvelle idéologie chargée de renouer les fils distendus entre sujets de l'empire : le califat ottoman. Si, en vertu de la transmission des emblèmes califaux en 1516, la famille Osman serait dépositaire du titre de calife[46], le legs n'est véritablement mis en avant que sous Abdülhamid II, lequel en fait le socle de son régime[47]. En tant que défenseur des musulmans, il peut se poser comme l'égal des puissances européennes dans le concert des nations, voire les menacer de la guerre sainte[48] en tant que commandeur des croyants. Tout Ottoman retrouve une place dans un empire « bien guidé », induisant une nouvelle politique à l'adresse du territoire syrien, central dans le dispositif de renaissance religieuse impériale.

Si la répression s'abat sur les milieux lettrés de Syrie, la politique administrative tend à renouer le dialogue entre gouverneurs et notables. Les premiers conservent leur poste pour quelques années, ce qui constitue une innovation et assure une continuité d'action[49]. Le temps de l'office est donc allongé et un même personnel circule entre les différents centres syriens. Aussi, le terrain leur devient plus familier. En parallèle, la répartition des charges ne varie plus après 1880 entre gouverneur et assemblées, de province (wilâya) et de district (nahya). Sans que ces dernières institutions puissent infléchir la politique impériale, elles constituent des arènes dans lesquelles se tiennent les négociations du quotidien. Si, d'un côté, un personnel administratif s'uniformise, de l'autre, le nombre de familles chargées de dialoguer avec le pouvoir se précise. Le contrôle sociopolitique se

retrouve au croisement de ces deux types de réseaux, du local à la province, voire à l’empire.

S’impose de cette manière une rupture de fait avec les périodes antérieures. Il n’est plus nécessaire de disposer de relais dans la capitale pour s’assurer telle ou telle position, bien que les dons et contre-dons ne disparaissent pas. Dans la hiérarchie des provinces, la Syrie fait figure de position intéressante. Y être gouverneur reste un moyen d’enrichissement. L’autre différence tient à l’installation de familles de notables dans la capitale impériale, qui y parviennent comme fonctionnaires d’empire ou invités du sultan, s’assurant de l’obéissance locale. Dans les deux cas, une inversion du sens du dialogue s’opère. Ce ne sont plus les représentants impériaux en province qui s’assurent de connivence, mais les représentants de familles locales qui sont présentes dans le centre impérial.

Les faveurs accordées aux provinces syriennes tiennent largement à leur place dans le dispositif du pèlerinage. Ce dernier connaît de nombreuses transformations au cours des années 1880-1900. Il fait toujours l’objet d’une caravane annuelle et bénéficie aussi du projet d’une ligne de chemin de fer. La mise en chantier du Damas-La Mecque s’explique par la volonté du sultan de défendre par ce biais son titre de calife. Cela modifie en silence les liens familiaux et commerciaux de la capitale et du Sud. Une connexion souple unit progressivement les familles marchandes de Damas et du Hedjaz et une intense circulation anime cette sous-région. Dans ce contexte, la voie ferrée constitue l’ossature de nouveaux points relais. Si la technologie du Hajj change, cela ne signifie pas que les honneurs et les symboles soient oubliés. Le *mahmal* (palanquin) qui ouvre la caravane du pèlerinage parvient entouré de présents chaque année à La Mecque[50].

La construction de cette infrastructure va de pair avec la recherche de nouveaux partenaires étrangers[51]. Comme le sultan ne peut à lui seul ou par son administration lever les fonds nécessaires et recruter le personnel afférent, il doit trouver une aide extérieure. En matière de concession ferroviaire, il fait jouer les concurrences entre puissances. À partir de 1890, il se rapproche de l’Allemagne. Le choix de ce pays réside dans son absence d’ambitions territoriales en Orient. De plus, nulle capitulation ne concerne l’Allemagne. Abdülhamid II requiert du chancelier Bismarck des conseillers militaires. Ces premières

ouvertures connaissent une nouvelle actualité lorsque Guillaume II parvient sur le trône d'Allemagne.

L'empereur et le sultan cultivent des intérêts communs. Pour le premier, l'Orient permet de démontrer que l'Allemagne est une puissance mondiale, qu'elle peut concurrencer les autres États européens sur leur terrain privilégié. De nouveaux marchés s'ouvrent aux capitaux allemands. Pour le sultan, et plus largement de nombreux membres de l'élite ottomane, l'Allemagne jouit d'un grand prestige après les victoires de Sadowa (1866) et de Sedan (1870), et peut appuyer pleinement le projet modernisateur mis en œuvre, sans les contreparties exigées par la Grande-Bretagne. De manière symbolique, les deux empereurs séjournent dans l'empire, apposant leur signature mutuelle dans de nombreux lieux. L'État recentré sur le sultan rayonne.

Mais l'étatisation du territoire ne va pas sans rencontrer de vives résistances, accrues au cours des années 1890 par la mise en contact des différents groupes confessionnels. Dans cette perspective, l'affrontement des Druzes et des troupes impériales souligne comment se tisse un nouveau dialogue aux périphéries. Le déclenchement de cette révolte est anecdotique. Lutte intra-élitaire du côté druze et débordement des querelles sur la plaine précipitent la crise.

La réponse étatique est double[52]. Elle consiste dans l'envoi de troupes, dont les effectifs sont relativement imposants. M. Guillois mentionne dans sa dépêche au ministre français des Affaires étrangères l'envoi d'un premier contingent augmenté de plusieurs milliers de soldats. La répression déployée met en branle des forces considérables pour cette région. Mais en retour, si la Porte tente la politique de la canonnière, elle échoue à pacifier la zone. Les séditions demeurent, empêchant un rétablissement de l'ordre. Deux initiatives conjointes scellent la reprise en main et l'intégration de cette zone. Les forces militaires s'appuient sur un réseau de points de contrôle, de forts et de garnisons. Elles quadrillent l'espace. Parallèlement, des négociations portent sur le renouvellement des élites administratives, laissant place aux chefs rebelles. La nomination d'Isma'il Atrash favorise le retour à l'ordre.

Cette rébellion marque un tournant durable des relations entre centre et périphérie druze. Sa mémoire est véhiculée entre générations comme la prouesse des aînés pour maintenir une autonomie relative

des Druzes sur leur terre[53]. Ce conflit scelle la disjonction entre groupements druzes au Liban et en Syrie, donnant une plus forte autonomie aux seconds, sous la conduite de la famille Atrash. Enfin, ces affrontements démontrent pour un temps que toute révolte ne peut trouver de solutions durables que par la négociation, fondée sur la reconnaissance de prérogatives aux acteurs locaux.

Cette tension des périphéries par rapport au centre s'explique, entre autres raisons, par une homogénéisation des contrôles sociopolitiques. Nul ne peut lutter réellement contre la présence ottomane sur son territoire tant les forces militaires ont acquis de la puissance pour contrer toute sécession. Aucun groupe – à la différence des chefs locaux du début du siècle – ne peut puiser dans un élément distinctif pour s'opposer aux ordres impériaux. En revanche, de façon tacite et informelle, les autorités impériales reconnaissent localement la différence de chacun afin de coopter ceux à même de se faire obéir de groupes aux frontières floues renforçant les identités, à l'instar des principaux chefs bédouins dans la bâdiya ou dans la montagne alaouite.

Les grandes contestations s'estompent après 1890. Les tribus et les groupes montagnards s'assagissent, ce qui ne signifie pas qu'une violence endémique n'existe plus. Si des régions entières n'échappent plus au contrôle impérial, dans le même temps, d'autres contestations se font jour.

En 1896, Jamal al-Dîn al-Qasîmî réunit chez lui à Damas un ensemble de proches pour discuter des idées qu'il a fait connaître en matière d'interprétation religieuse[54]. Les accusations et condamnations pleuvent immédiatement. Il s'agit de savoir si le cheikh et son groupe contredisent l'interprétation de la loi et si, par conséquent, ils se rendent coupables de mécréance. Cette querelle laisse entrevoir combien les idées religieuses sont l'objet d'intenses discussions. Elle illustre l'émergence de ce réformisme musulman qui se forme autour d'une nouvelle lecture des textes et de leur acceptation politique.

Muhammad 'Abduh comme Jamâl al-Dîn Afghani formulent à la fin du XIX e siècle cette nouvelle doctrine : l'islam est une arme de combat contre un certain ordre politique[55]. Ces deux penseurs défendent l'idée que la corruption morale et politique de l'empire vient du despotisme et qu'un retour à la lettre coranique favoriserait une pleine réforme de l'État musulman. Pour ce faire, la réactivation de la notion de *shûrâ*

(consultation) est centrale. Aussi devient-il possible de proposer une autre vision de l'islam comme ferment d'unité politique. Afghani ajoute à cela le panislamisme, c'est-à-dire la réunion de l'ensemble des musulmans sous la direction d'un même chef.

Ce discours ne se détache pas initialement de l'idéologie califale. Cependant, les dissensions entre ces tenants et les autorités impériales poussent ces dernières à chasser de leur territoire les réformistes. Dans le cas de Muhammad 'Abduh, sa mort en 1905 conduit ses élèves à relire sa pensée et à former des courants différents. Globalement, cette approche politisante de l'islam conduit à une remise en cause du socle choisi par Abdülhamid II.

Du point de vue religieux, l'appel à la réforme (au sens protestant du terme) pousse à de nouvelles pratiques qui rapprochent une partie des clercs syriens des mouvances wahhabites par exemple. Néanmoins, la relation au politique est complexe et les positions des clercs *mujtahid* (plus que salafistes) dépendent étroitement de leurs cercles de sociabilité, d'éducation et de leur place dans la société[56]. Ils participent d'un profond renouveau des idées politiques, sociales et économiques, qui fait des provinces syriennes à la fin du XIX e siècle un espace des possibles.

Syrie, début de siècle

Vincent Lemire dans son étude de Jérusalem ouvre une brèche dans notre compréhension du Moyen-Orient. Il démontre comment l'urbanité constitue, à un moment donné, un cadre de pensée et de représentations intégrant des composantes variées de populations qui essaient d'inventer un futur commun[57]. Nulle ligne mécanique ne lie la destinée de ces communautés entre un avant et un après. Au contraire, par bien des aspects, au tournant du siècle, l'Orient arabe est à la croisée des chemins. Pour saisir ce caractère, un bref arrêt sur image s'impose sur la Syrie telle qu'elle émerge de ce siècle.

Dans les années 1900, le monde urbain est florissant et en plein renouveau. Pour ne prendre que l'image de sa capitale, au sud, Damas se pare d'une nouvelle place enjambant la Barada et d'une gare qui symboliquement unifie le monde des souks et le lieu de départ de la caravane du Hajj[58]. Cette métropole en pleine transformation voit de nouveaux immeubles s'ériger en dehors des vieux murs de la ville, alors que son secteur marchand est architecturalement réagencé autour de deux axes. Cette mutation urbanistique reflète aussi des pratiques. De nouveaux lieux de sociabilité apparaissent, comme le café qui accueille une jeunesse éduquée voulant échanger sur de nouvelles idées[59]. Les tenues évoluent avec une première généralisation du costume européen, ce qui ne signifie pas l'abandon de la coiffe avec le tarbush. L'espace public, enfin, se féminise.

Ce cadre urbain est avant tout lieu d'inventions, de réflexions et d'innovations. Idées nouvelles, discussions passionnées y prennent forme, et cela pour trois raisons. La première tient à la multiplication des presses facilitant l'imprimé, donc la diffusion des idées, et la hausse du niveau d'alphabétisation. La mise en place de nouvelles écoles, comme le Maktab ‘Anbar à Damas, atteste une correspondance de l'offre d'écrit et de sa demande[60]. Une mutation technologique sous-tend les discussions. Ensuite, la ville offre des lieux spécifiques. Comme le rappelle Fakhrî al-Bârûdî, le café, l'école, et bientôt les rues sont autant de territoires protégés des contrôles sociaux. Un nouvel espace public prend forme dans lequel les réformes linguistiques,

morales et politiques peuvent être pleinement discutées. Enfin, la ville est au croisement de circulations d'idées et de personnes, offertes par les nouveaux moyens de transport et de communication. Les gazettes rendent compte des événements et des situations jusque-là ignorés. Aussi l'actualité devient-elle l'objet de débats réguliers, d'angoisses parfois devant les avancées coloniales ou impériales, mais aussi d'espoir de renouveau.

L'urbanité croise alors un certain art de vivre véhiculé sous la forme de l'*adab* (bienséance et culture) et une certaine aspiration au changement portée par une jeunesse plus nombreuse. La stabilité des approvisionnements alimentaires grâce à des récoltes plus régulières améliore le mode et l'espérance de vie. Certes, de grandes épidémies frappent occasionnellement, mais la population croît et se rajeunit par l'arrivée de migrants venant étudier. En deux générations, la famille Khûrî se déplace de la trouée de Homs vers la ville. Fâris al-Khûrî peut suivre des enseignements avant de devenir avocat. Fakhrî al-Bârûdî réside dans le quartier Qanawat à Damas. Il poursuit ses études au Maktab 'Anbar. C'est dans ce cadre qu'il organise en 1906 des manifestations. Ces parcours, parmi tant d'autres, rappellent comment une nouvelle classe bientôt appelée efendi se met en place dans cette nouvelle ville arabe. Elle devient un creuset aspirant à réformer la société pour dessiner un avenir commun. Pour un temps, les tensions confessionnelles s'apaisent par le biais de l'intégration des élites de chaque communauté.

Ce rayonnement urbain n'est pas le propre uniquement des deux grands centres, Damas et Alep. Sous des formes variées, il devient une norme produite par le contrôle de l'État. La construction d'un premier souk couvert à Deir ez-Zor atteste cette mutation urbanistique. Plus généralement, le raffermissement de l'État sur le territoire se traduit par l'expansion de points sur l'espace, les villes, elles-mêmes mises en réseau par les nouveaux moyens de communication. Dans la wilâya d'Alep par exemple, la progression de l'habitat sédentaire et l'accélération des échanges suivent la construction du Baghdadhan dont le dernier tronçon parvient en 1914 à Ras al-Ayn. Une voie part de la côte et permet de pénétrer vers l'Euphrate suivant le tracé du chemin de fer. Autour d'elle, de nouveaux villages peuvent exploiter les terres environnantes. La politique de colonie par l'installation de Tcherkesses, ces populations caucasiennes, complète le dispositif.

Indéniablement, les autres formes de contrôle politique sont progressivement mises à mal par ces rayonnements. Si les tribus sont toujours en mesure de se mobiliser comme c'est le cas autour de Diyarbakir-'Ayn al-'Arab dans les lointains contreforts du Taurus au nord-est de la wilâya d'Alep, leur mouvement ne peut plus réellement bloquer la circulation des biens et des personnes[61]. En outre, leur territoire de prédilection, les steppes arides de la Palmyréenne à l'Euphrate, peut désormais être tout simplement évité, si de trop nombreux dangers s'y retrouvaient.

Ce monde de l'urbain est avant tout celui des débats intellectuels intenses qui posent un certain nombre de questions fondamentales. Quelle est l'identité commune des habitants du lieu ? Comment le lien social se noue-t-il entre les populations ? Quelle autorité politique doit régenter les populations ? Ces interrogations dominent la presse naissante et les cercles de lettrés. Plusieurs réponses sont apportées sans que ces dernières créent d'importantes divisions entre factions partisanes. Pour certains, comme Shukrî al-Asalî ou Lutfî al-Haffâr, l'arabité peut servir aux habitants de Syrie à trouver leur place dans l'ensemble ottoman. Pour d'autres, comme l'exilé Rashid Rida ou al-Qasîmî, l'islam rénové et réformé constitue le socle d'un avenir commun.

De grands penseurs élaborent alors une nouvelle critique sociopolitique qui doit amener l'autorité publique à être repensée. Parmi eux, l'Alépin 'Abd al-Rahmân al-Kawâkibî montre comment l'islam s'oppose à la construction d'un despotisme, dont l'avènement dans la figure du sultan Abdülhamid II démontre la corruption des mœurs et des esprits. La lutte pour la liberté, sans que cette dernière soit définie clairement, doit favoriser un renouveau de l'État et de la société. À ce prix, un avenir peut s'ouvrir pour le monde musulman, soumis à de multiples menaces.

La vitalité des débats tient dans une large mesure aussi aux nouvelles inflexions politiques, à la périphérie des espaces syriens. Les progrès territoriaux des empires coloniaux démontrent le basculement progressif de nombreuses terres musulmanes sous domination étrangère. La place occupée par les sociétés concessionnaires commence à être débattue. Le rôle des consuls s'est nettement accru dans les affaires du quotidien bien que les ingérences aient nettement diminué depuis l'accord de Berlin. Enfin, le récent processus

d’implantation de colons juifs dans le Sandjak de Jérusalem constitutif à la seconde *aliya* (la migration de Juifs orientaux vers la Palestine, 1904-1914)[1] suscite de nombreuses questions et inquiétudes. Le développement de colonies européennes au sens large du terme amène les journalistes, les administratifs et les jeunes des écoles à s’interroger avec une certaine fièvre sur l’avenir de l’empire.

Le pouvoir ottoman rétablit son autorité en 1864, après les massacres de 1860, sur ce qui devient les provinces syriennes, un ensemble de wilâyât s’étendant au sud du Taurus vers l’Euphrate et le désert de la péninsule. Les dernières décennies du XIX e siècle voient la frontière de l’État être repoussée par la prise de contrôle de points du territoire et par l’aménagement de nouveaux modes de communication. Progressivement se stabilisent en parallèle les grandes unités de peuplement, qui bénéficient dans leur croissance d’une agriculture plus prospère. Des situations de trop-plein se forment, repoussant les limites du monde sédentaire. Ce changement de situation va de pair avec l’invention d’une synthèse hamidienne, du nom du nouveau sultan, qui croise une violente répression contre toute forme de critique et la généralisation des représentations politiques censitaires, intégrant de nouvelles élites dans les mécanismes de dialogue et de décision. Ce processus est extrêmement important dans la mesure où il favorise l’émergence de familles et non plus de maisons. Dans cette perspective, les représentants des élites n’utilisent plus le registre de la distinction de la même manière. Jusque-là la structuration d’une maison supposait de mettre en avant sa différence pour obtenir en retour une part du pouvoir et des richesses. Être agha, chrétien, ouléma fournissait les clés de l’autorité et des ressources. Avec l’avènement de la représentation politique d’une part, avec les jeux de mariages et de fusions des familles d’autre part, avec, enfin, les mutations des circuits économiques, fiscaux et fonciers, de nouvelles figures sont capables de se poser comme les intermédiaires de l’État. Ce dernier, en retour, s’impose comme l’unique porteur de la violence, démontrant au cours du règlement politique de 1860 et dans les expéditions aux périphéries que toute résistance armée est dorénavant vouée à l’échec. Un nouveau troc prend place que l’on peut appeler l’étatisation de la Syrie. Cette dynamique s’appuie sur trois changements qui se renforcent mutuellement ; le contrôle technique de

l’espace, le rayonnement d’une certaine urbanité avide de changements et de renouveau et la formation de grandes familles notabilières. Mais, comme le soulignent les événements druzes de 1890, le déploiement de l’État conduit ces groupes à intensifier leurs contacts avec d’autres communautés qui elles-mêmes ont connu d’importants changements. La gestion de l’espace commun et les discussions sur un avenir partagé s’amorcent entre violence et cooptation. Cependant, ce cadre profondément transformé demeure soumis à d’importantes tensions liées aux développements multiples de l’impérialisme européen.

Chapitre IV

Entre révolution et guerre (1908-1920)

Si le centre impérial et les provinces ottomanes connaissent des évolutions communes et s'influencent au XIX e siècle, les dernières se renforcent et s'imprègnent plus fortement à partir de 1908. Lorsque la garnison de Salonique somme le sultan de rétablir la Constitution de 1876 s'ouvre une révolution qui bientôt embrase l'ensemble de l'empire[2]. Une nouvelle séquence s'inaugure autour de cet événement périphérique à la Syrie et se prolonge sur une longue décennie (1908-1920), ponctuée par deux grands moments. Entre 1908 et 1914, un nouvel ordre politique constitue à plus d'un égard l'acmé des transformations lentes du siècle passé. Sous le régime des Jeunes-Turcs, un État bouleversé par les entreprises réformatrices tente de trouver une solution durable aux défis qui le menacent. Cependant, reprises dans les logiques des « crises d'Orient », ses autorités précipitent l'empire dans la guerre et ses populations dans un conflit qui redéfinit largement les contours de leurs territoires.

En dépit de l'importance centrale de cette période, elle a fait l'objet de traitements largement biaisés jusqu'à la révision qu'en a offerte Leyla Dakhli[3]. Trois lectures en étaient auparavant proposées, qui dépendaient des sorties de guerre en 1918-1920. La première reprenait le mythe de la révolte arabe menée par le chérif Hussein, sous deux déclinaisons. L'une mettait en avant la figure de Lawrence d'Arabie, celui qui manipule les populations et leurs élites locales, ou qui porte en héraut les espoirs arabes. L'autre voulait faire du soulèvement chérifien un moment fort du nationalisme arabe. La seconde portait avant tout sur les événements turcs, seuls porteurs de sens : la bataille des Dardanelles

devenait le combat autour duquel la nouvelle nation turque émergeait en vainqueur. La troisième se focalisait sur la famine libanaise, mise à profit par les libanistes dans les négociations de paix. Ces trois mises en récit avaient en commun de laisser de côté les évolutions propres au terrain syrien.

Le réagencement des mémoires s'opère en 1918 et en 1920 : la disparition rapide du cadre impérial, le souvenir traumatique des pendaisons de Damas et de Beyrouth, le choc des corps s'amoncelant dans la plaine libanaise, les réfugiés agglutinés dans les villes syriennes, la réussite puis l'échec du Royaume arabe, tout concourt à forcer les populations à redéfinir leur passé en fonction d'univers de sens radicalement nouveaux. Plus que jamais, il faut suivre les cheminements multiples et fragmentés d'une société syrienne qui émerge au lendemain de la guerre.

Les secousses multiples et variées invitent à une écriture plus événementielle pour voir comment les trajectoires des individus changent de cours ou prennent une direction plus constante. Les années de forte intensité sont nombreuses ; 1908 : une révolution éclate, 1912 : la guerre de Libye affecte les côtes libanaises, 1914 : la guerre se mondialise, 1916 : la révolte du chérif Hussein de La Mecque crée une fracture interne au monde musulman alors que les gibets de Damas et de Beyrouth offrent le spectacle de cadavres en voie de décomposition, 1918 : la victoire des Alliés est contemporaine de l'installation d'un royaume arabe, 1920 : la France prend possession des territoires sous mandat. Une longue décennie de turbulences, souvent extérieures au territoire syrien, aboutit à redessiner le pays, à faire émerger un nouvel État sous mandat et à forcer ses habitants à se définir. Tout débute par la volonté de restaurer l'ordre constitutionnel.

Le moment 1908

Lampions allumés pour célébrer les nouvelles de la capitale à Damas, craintes subrepticement exprimées dans les discussions de rue à Alep, manifestations populaires à Lattaquié, telles sont les premières impressions transmises par les postes consulaires, confirmées dans les articles de presse et les autobiographies autour des événements de juillet[4]. Les 23-24 juillet 1908, le sultan Abdülhamid II rétablit la Constitution sous la pression de la IIIe armée de Macédoine. Le mouvement des troupes n'a pas lieu, le texte fondamental de 1876 est remis à l'honneur par l'action déterminée d'un groupe d'officiers appartenant au comité Union et Progrès (CUP)[5]. La trajectoire de l'empire connaît une bifurcation. Comme toute nouveauté, ses échos suscitent espoirs et craintes.

Pour comprendre la diversité des situations, il faut inscrire les événements dans leurs contextes locaux. D'emblée, campagnes et villes ne sont pas animées par les mêmes mouvements. S'agissant des premières, peu d'informations sont données. Toutes les conjectures sont possibles. Encore faut-il s'entendre sur le sens donné au mot « campagnes ». Fakhrî al-Bârûdî rappelle comment il peut informer le bourg de Douma à proximité de Damas[6]. Peu de nouvelles parviennent en revanche dans les villages plus reculés. De même, les centres de peuplement le long de l'Euphrate ne sont pas de prime abord concernés. Les luttes locales prévalent[7]. Le mouvement se fait en ville.

Au sein des différentes agglomérations syriennes, les nouvelles sont favorablement accueillies. Le rétablissement de la Constitution laissent présager le retour du parlementarisme. Cette formule politique fait largement consensus au sein de la jeunesse militante, mais aussi dans le monde des notables.

Le bref essai de 1876 (une génération auparavant) a laissé l'image du Parlement comme un lieu de pouvoir et de décision. Pour les notables, pour les familles nouvellement émergeantes, la Constitution est signe de modernité et de distribution des pouvoirs[8]. D'autres sentiments entrent cependant en considération. Le nouveau régime est-il conforme aux lois musulmanes ? Signifie-t-il une incursion locale

plus forte de l’autorité centrale ? Au contraire, les libertés vont-elles garantir la stabilité de l’empire ?

Loin d’être anecdotiques, ces interrogations suscitent des divisions au sein de la population. La remise en cause de l’ordre sultanesque va de pair avec une ouverture fulgurante du débat public. Le nombre de journaux augmente rapidement (passant de 7 à 29), soulignant la vitalité d’une sphère publique arabe[9]. Cela ne concerne bien sûr pas uniquement la Syrie, mais bien l’empire. L’échange des idées divise les groupes, entre partisans et adversaires de l’ordre nouveau. S’opposent rapidement chrétiens d’Alep, oulémas de Damas, jeunesses des écoles, intellectuels en exil. Ces divisions ne recoupent pas nécessairement les différences confessionnelles, mais elles mettent en exergue le lieu de résidence, la fonction, l’appartenance religieuse ou ethnique, etc. Devant la profusion des attentes, des espoirs et des signes de sympathie, la révolution de la capitale précipite localement la réouverture des jeux politiques et des joutes écrites.

Le coup de juillet aboutit à la suspension temporaire de l’ordre sultanien. À Damas, Fûad Pasha, exilé et mis en résidence surveillée, se voit notifier sa prochaine libération. Il fait savoir qu’il se rendra alors dans la capitale[10]. Pour sa part, le wali Shukrî Pasha se met en retrait de tout jeu politique. Il préfère attendre de connaître les intentions du nouveau gouvernement. Bientôt, le CUP envoie une délégation chargée d’adouber ses représentants locaux.

Pendant ce temps, la suspension des contraintes administratives et politiques fait planer un vent de liberté pendant l’été. Il se traduit en premier lieu par la multiplication des réunions et, avec elles, l’augmentation des discussions d’ordre politique. Tous les domaines sont l’objet d’intenses marchandages, depuis l’avenir de l’empire jusqu’à la place de la femme dans la société. Le rétablissement de la Constitution laisse espérer un temps nouveau, bien que ce dernier soit assombri par les informations venant des Balkans. L’occupation de la Bosnie-Herzégovine marque un nouveau recul de l’empire en terre musulmane… En réaction, les boycotts s’organisent, le consul autrichien à Damas est molesté et des manifestations éclatent à Alep[11]. Chaque ville voit l’ouverture de nouveaux espaces publics démultipliant les négociations autour de l’ordre à construire.

Les conduites politiques d’une ville à l’autre ne varient guère. Certains cafés accueillent les réunions de jeunes. Mosquées et

demeures privées sont le lieu de discussions intenses. Des salons se forment dans lesquels les personnalités locales se font connaître pour leur position[12]. Au sein d'une même famille, il ne semble pas que les mêmes opinions aient nécessairement cours : des visions du futur variées, des partisans des réformistes musulmans aux défenseurs plus affichés du CUP, peuvent s'affronter. Un bouillonnement intellectuel anime le chapelet urbain d'Alep à Damas. Pour les habitants de Deir ez-Zor, cependant, les échos des bouleversements semblent relativement lointains : les résidants veulent s'assurer en premier lieu de la stabilité du pouvoir, seule garantie de survie pour le noyau urbain avec le maintien de la garnison face aux tribus environnantes.

Alors que les débats politiques s'animent au cours de l'été en attendant la réunion prochaine d'un Parlement, le tronçon du chemin de fer partant de Damas est inauguré à Médine. Cette mutation technique hautement célébrée par la population relie un même bassin humain et économique partant du Sud syrien jusqu'au Hedjaz, unifiant techniquement des réseaux marchands et matrimoniaux déjà présents. L'histoire ici se joue des ambitions du sultan voulant qu'une de ses grandes œuvres voit le jour au lendemain de la révolution qui remet en cause son pouvoir.

1908 constitue-t-elle une révolution ? Pour les journalistes de l'époque, le terme qui revient principalement est l'*inqilâb*[13]. Signifiant « renversement », ce terme a trait à la substitution des hiérarchies politiques. Au sortir de l'été 1908, de fait, le pouvoir du sultan est ébranlé. Bien vite, les jeux politiques voient la création de nouvelles institutions. Les autorités désignées choisissent de conduire les élections en vertu de la loi électorale de 1876. Cette dernière s'était montrée adaptée à la situation de l'Empire ottoman. Néanmoins, en 1908, des dynamiques inédites résultent de cette promulgation, qui tiennent à l'intense activité politique estivale et aux changements amenés par l'ère hamidienne.

Les débats qui émergent durant l'été sont portés par un nouveau monde propre au moment urbain ou « levantin », que connaît l'Orient arabe du début du XXe siècle. Les figures militantes, Fâris al-Khûrî, Muhammad Kurd ʻAlî, ʻAbd al-Rahman Shahbandar, voire pour les plus jeunes Fakhrî al-Bârûdî, l'illustrent. Ces personnes nées dans les années 1870-1880, dans les années 1890 pour les moins âgées, ont suivi des cursus scolaires et universitaires plus poussés que leurs aînés.

Ils se sont ouverts au droit, à la littérature, aux sciences naturelles, etc. Ils participent pleinement du mouvement de renouveau de la langue arabe par leur poésie qui répond à l'actualité la plus directe[14]. En outre, l'augmentation sensible de l'espérance de vie à la naissance, l'entrée dans la transition démographique, favorisent l'avènement d'une génération plus nombreuse. Cette dernière partage des codes qui prennent une nouvelle vigueur dans la révolution, comme le café, la presse.

Le paradoxe du moment 1908 est celui de nombreux épisodes révolutionnaires. Après la chute d'un ordre, une série de bouleversements comme le retour des émigrés politiques, la formation de nouveaux groupes de pensée se forment alors que les nouvelles autorités tentent de mettre en place des institutions. Les acteurs suivent alors deux agendas fortement contradictoires, l'un de l'expression, de la prise de parole, du positionnement sur certaines thématiques, l'autre de l'inscription partisane, de l'élection, de l'institutionnalisation des choix. Les trajectoires fluides se retrouvent à devoir opter pour telle ou telle voie, sans pouvoir maîtriser pleinement les enjeux de l'élection. Il n'est pas jusqu'aux promoteurs de la restauration constitutionnelle qui ne soient pris au dépourvu. Pourtant, dans le récit des acteurs, tel qu'ils le proposent dans leurs mémoires, ils réécrivent le moment pour justifier de leurs positions et lissent leur action. Ainsi, après coup, tous deviennent des défenseurs de la cause arabe, et non du comité Union et Progrès.

Les élections se tiennent en vertu de la loi électorale de 1876. Un corps de grands électeurs est chargé de désigner les députés. Aussi, si les candidatures sont libres, si une compétition existe, un processus de filtrage aboutit à sélectionner des candidats représentant les grandes familles syriennes, épaulés par les autorités administratives (le wali par exemple) ou communautaire (le patriarche). Au terme de ce processus[15] sont élus à Damas Shafîk Mu'ayyad, 'Abd al-Rahman Yûsuf, Muhammad al-'Ajlanî et Rushdî Bey. Le premier a appartenu à la commission impériale de la dette, le second est alors émir de la caravane, c'est-à-dire responsable du Hajj. À Homs, 'Abd al-Hamîd Zahrâwî, disciple de Afghani, l'emporte. Certains commentateurs parlent de victoire des réactionnaires, c'est-à-dire des partisans des oulémas. Il faut voir au contraire dans ces résultats le succès des notables qui ont construit leur pouvoir en croisant richesse, influence

et participation aux affaires administratives depuis le début du siècle. La position de député n'est pas suffisamment attractive, au point que Muhammad al-'Ajlanî préfère démissionner début décembre pour se consacrer aux affaires locales. En cela, l'élection de 1908 qui scelle les premiers soubresauts révolutionnaires confirme les évolutions sociopolitiques passées et les ancre dans un ordre nouveau.

1909-1914, les provinces à l’âge parlementaire

Le départ des députés pour la capitale suit de peu leur élection. À la différence de 1876, ils peuvent rallier rapidement la capitale et participer aux débats. Tout de même, pour certains, la barrière de la langue s’impose avec la pratique courante du turc lors des échanges à l’Assemblée. Cette difficulté force un apprentissage rapide afin d’être à même de jouer un rôle actif[16]. Avec l’inauguration du Parlement, deux scènes politiques s’entrecroisent et s’influencent de manière inédite, l’une à Constantinople, l’autre dans les provinces syriennes.

Passé le temps de la surprise et de l’organisation du CUP vient la réponse des adversaires à l’ordre nouveau. La liberté acquise dans la presse et les velléités de structurer des groupes partisans servent bientôt ceux qui rejettent tout ou partie de ce changement. Au cours des premiers mois de 1909, plusieurs clubs rivalisent contre le CUP, telle à Damas la *jama’a al-ikha’* (société de la fraternité) ou *al-jama’a al-irtîjâ’îyya*, à Lattaquié, ou encore à Alep[17]. Un dénominateur commun les unit : une attache marquée à la personne du calife qu’ils veulent défendre. Aussi, leur discours se teinte d’islamisme au sens de défense de l’islam en politique. À leur encontre, le CUP dispose de soutiens dans les provinces bien qu’il perde des partisans ne trouvant pas leur place dans l’ordre nouveau. Dans ce contexte, une première inflexion est donnée au nouveau régime.

Au mois de mars 1909, les protestations des partisans du sultan font irruption sur la place publique en Syrie. Les mosquées servent de relais à cette nouvelle clameur. La polarisation de l’espace public n’est guère surprenante. Après les premiers moments d’intenses débats, la victoire d’un groupe organisé, le CUP, suscite son revers. La suite de cet épisode surprend au demeurant. Le 31 mars, une tentative de soulèvement armé dans la capitale vise à rétablir le sultan dans l’ensemble de ses prérogatives. Elle achoppe devant la détermination du nouveau régime et de ses alliés militaires. Elle relègue la personne du sultan dans un second plan et conduit au départ d’Abdülhamid II. Dans les provinces, la répression s’abat sur ses partisans, provoquant

un clivage politique plus marqué.

En province, ces mêmes partisans changent d'affiliation et cessent de témoigner un clair engagement pour le sultan. Ce changement de position ne doit pas masquer le fait qu'opposants et partisans du sultan ne se réconcilient pas. Ces derniers se regroupent par exemple dans la société *ittihâd muhammad* (l'union de Muhammad), qui associe retour à l'islam et critique du CUP. La vie politique évolue sur de nouvelles lignes, fortement publicisées par une presse qui continue son essor. Les quotidiens publiés par des Syriens en exil en Égypte surtout font leur entrée dans les principales villes syriennes comme *al-Muqtadas*[18]. De même, clubs et cafés bruissent des discussions, des prises de position, pour certaines féminines. Cette atmosphère de débats et de luttes reste largement confinée aux villes. Le retrait des autorités étatiques, leur mutisme et leur attente créent des effets d'opportunité dont profitent Bédouins et autres composantes hostiles à l'État urbain. Ainsi, la voiture de poste entre Alep et Alexandrette est pillée[19]. Une situation de troubles s'installe, au cours de laquelle les allégeances et les pouvoirs sont redéfinis selon des lignes perpétuellement débattues. Ces désordres provoquent une augmentation des prix, d'autant que les réquisitions se maintiennent à destination des forces armées. Une des premières plaintes au Parlement porte d'ailleurs sur l'abolition des réquisitions[20].

Les nouvelles autorités centrales, le CUP qui se forme au printemps 1909, rêvent d'un État moderne, uniforme et centralisé capable grâce au miracle du coup de 1908 d'affermir les bases d'un Empire ottoman pleinement souverain et nullement contesté. Cette utopie se traduit par trois aspects : le renforcement des prélèvements d'impôts pour éviter un défaut de paiement de la dette, le déploiement de clubs dans les villes qui doivent susciter une adhésion populaire au nouvel ordre des choses et, enfin, une rationalisation de l'administration qui passe par des mises à l'écart de fonctionnaires et l'usage de plus en plus fréquent du turc comme langue d'usage. Cette dernière série de mesures brise en quelques années le *curriculum* administratif fondé sur la circulation des membres de grandes familles entre les différentes provinces[21]. Au contraire, une partie se stabilise à Constantinople et tente de prendre part aux institutions parlementaires centrales ; d'autres se voient confiner dans les provinces d'origine[22]. Ce triple mouvement suscite crispation et colère à l'origine de nouvelles mobilisations. Elles sont

d’autant plus vives que les autorités centrales tentent de reprendre le contrôle de la presse en interdisant certains titres et forcent les associations par une nouvelle loi sur leur statut.

En 1909, manifestations et grèves ponctuent l’ordinaire des grandes villes. Ces mouvements signalent un mécontentement social sans pour autant menacer de dégénérer en protestations plus violentes. Tout de même, les souks se ferment, les approvisionnements restent incertains. Cela est sans commune mesure avec les événements en campagne où se rejouent les affrontements contre les Bédouins, qui, dans le Nord, occasionnent de nombreux dégâts aux cultures et villages mais ne remettent plus en cause les implantations. Dans le Hauran, les paysans se révoltent contre l’impôt et sont durement réprimés avec plus de trente massacrés[23]. Ce dernier événement suscite des commentaires contrastés dans la nouvelle presse : pour Muhammad Kurd ‘Alî par exemple, le soulèvement répond à un statut d’asservissement à des féodaux (*iqta’iyin*). Plus au sud, la révolte des Druzes présente quant à elle des traits inédits.

Certes, en 1896, une première insurrection avait forcé les autorités ottomanes à déployer des troupes et occuper la montagne volcanique. À la fin de 1909, les opérations changent de nature[24]. Le motif reste identique : les Druzes défendent leur exemption de conscription et les modalités spécifiques de levée de l’impôt. Les nouvelles autorités refusent de renouveler les exemptions au nom de la modernité et le gouverneur, al-Farûqî, envoie des troupes. Les raids druzes signalent le début d’une révolte faite de coups de main autour de la bannière, le *bayrân*, symbole de l’honneur clanique. La famille Atrash prend la direction des opérations qui s’apparentent à de la guérilla, sous la conduite de Zuqan Atrash. Par logique de corps et sentiments d’appartenance, de nombreux autres chefs se rallient au mouvement poussés par leurs hommes. Les femmes et enfants sont souvent mis à l’abri.

En retour, al-Farûqî entame une campagne de pacification, avec l’emploi massif de troupes (35 000 hommes), l’usage de l’artillerie lourde et le ratissage et l’occupation de l’espace. En dépit des efforts ottomans, si la rébellion est contenue, elle ne disparaît pas. Il faut un ultime stratagème pour rétablir la concorde. Au printemps 1911, les principaux chefs sont invités à Damas pour établir les conditions d’une trêve durable. À peine sont-ils arrivés qu’ils sont incarcérés et Zuqan

Atrash mis à mort. Cette révolte est déterminante. Pour la première fois, les Druzes bénéficient d'une presse favorable dans les villes, notamment Damas, dont les penseurs dénoncent l'excès de violence. De plus, elle réanime la mémoire des luttes, mettant à jour une généalogie des affrontements avec les autorités à même de ressouder le groupe. Elle indique aussi le poids prépondérant tenu par le clan Atrash. Enfin, elle atteste les heurts entre autorités et populations des marges, qui peuvent conduire à des débordements. Aussi marque-t-elle un tournant.

Les réformes administratives provoquent à partir de l'été 1910 de nouveaux clivages. Le turc devient l'unique langue administrative. Cette décision conforme à un idéal d'uniformisation alimente le ressentiment ou la condamnation d'une partie des élites[25]. Arabophones, ces dernières se retrouvent déclassées dans l'administration impériale. Alors que ses membres ont moins accès à des postes en dehors de la Syrie, ils se voient contestés localement par des turcophones plus habiles dans la langue. L'arabe est confiné au rôle de langue religieuse et culturelle. Cette mutation intervient alors même que le paysage partisan est en recomposition. En janvier, un éphémère Parti du peuple (*hizb al-sha'ab*) est formé à la suite d'une pétition dénonçant l'arrestation d'un député[26]. Deux signataires appartiennent aux provinces syriennes. Des plaintes voient le jour dans la presse et dans les prêches contre des nominations au nom de la morale, telle celle du directeur de l'école sultanienne d'Alep. Dans chaque localité, les mobilisations se poursuivent utilisant les armes de communication que représentent la presse, le télégraphe, les pétitions[27]. Finalement, à la fin 1911, le parti *hürriyet ve itilâf* (Liberté et Union) voit le jour. Parmi ses fondateurs, Shafiq al-Mu'ayyad vient d'une grande famille syrienne et attire de nombreuses sympathies.

Comment ces soutiens peuvent-ils être interprétés ? S'agit-il de l'expression d'un nationalisme arabe, comme le veulent de nombreux auteurs ? Le parti se fonde-t-il sur la dénonciation d'un turquisme empiétant sur les droits des autres peuples ? Plusieurs éléments méritent d'être rappelés. Ce parti s'inscrit dans le prolongement des réformes ottomanes défendues par des fonctionnaires impériaux souhaitant se préserver de l'arbitraire étatique. La critique administrative autour du turc porte ensuite sur un usage linguistique. Cependant, cette réforme force les interlocuteurs à se définir comme

catégorie linguistique. Un basculement subtil débute alors entre communauté linguistique et communauté nationale. Enfin, elle intervient à un moment où les clivages politiques ne cessent d'évoluer avec une presse active et l'institutionnalisation du vote. Un bipartisme s'esquisse en apparence. En réalité, il s'agit plus de prises de position personnelles et de luttes au sein de l'élite entre partisans et adversaires du CUP. Un jeu de juxtaposition se fait entre le fait de voter ou de discourir d'une certaine manière dans le Parlement central, et celui d'appartenir à un groupe partisan[28]. Celui qui dénonce les premières colonisations sionistes dans le sandjak de Jérusalem, celui qui critique la concession Lynch sur l'Euphrate, ou celui qui se préoccupe de la guerre en Libye deviennent les chantres d'un nationalisme arabe, encore largement en devenir.

Le retour des guerres alimente les discussions, les peurs et suscite de nouveaux alignements. Depuis septembre 1911, l'Italie s'oppose à l'Empire ottoman pour réclamer le contrôle de la Tripolitaine et de Benghazi. L'engagement des officiers arabes est important, surtout pour le contingent irakien. En outre, Beyrouth est bombardé par la marine italienne, ce qui suscite indignations mais aussi peurs dans les terres. Déjà, en France, Raymond Poincaré fait connaître à la tribune de l'Assemblée nationale la volonté de la France de défendre ses intérêts en Méditerranée et, au besoin, de prendre le contrôle de la Syrie[29]. Ces multiples ambitions se font jour, rouvrant une nouvelle crise d'Orient, et laissent présager de nouveaux dépècements des territoires ottomans. La défaite en Libye est vite concédée en dépit d'une résistance farouche alors que la première guerre balkanique se déclenche. L'espoir de restaurer la puissance impériale s'évanouit.

Les échos des événements guerriers sont divers. Les élites marquent leur attachement à un pouvoir musulman. Il n'est pas jusqu'aux Druzes qui n'avouent en 1913 être prêts à prendre les armes contre l'Occident. D'autres chefs ont pris leur direction. Au contraire, les projets européens bénéficient de sympathie et de soutiens parmi les défenseurs d'une entité arabe ou chrétienne[30]. Les fractures des jeux identitaires se font plus visibles.

Entre le conflit libyen et la première guerre balkanique prend place la seconde élection au Parlement ottoman. Devant la montée en popularité du parti Itilaf, les membres du CUP poussent le gouvernement à dissoudre l'Assemblée. Les élections s'en trouvent

accélérées. Cela n'empêche pas les débats, les publications et les joutes parmi les électeurs, surtout en ville. Ces derniers utilisent les nouvelles techniques d'imprimé pour faire connaître les opinions variées qui traversent la société syrienne. Comme le souligne Hasan Kayali, une « culture politique » impériale prend forme autour de ce scrutin[31]. Cependant, les résultats déçoivent les opposants au CUP. Par un découpage administratif repensé, les élites rurales sont privilégiées et obtiennent plus de représentants que les urbains. Aussi, les partisans de l'Itilaf ne parviennent pas à dominer les provinces syriennes. Il demeure qu'un tournant s'opère. Les débats et les discussions animées ancrent localement de nouvelles idées politiques, prennent acte des mutations administratives, donnent à voir les traits culturels communs au sein des provinces. En cela, le deuxième moment électoral inaugure un nouveau temps dans le rapport des périphéries syriennes et du centre impérial.

L'expérience parlementaire est à nouveau mise en suspens en dépit de la victoire du CUP. Le 23 janvier 1913, un coup d'État bloque les délibérations de la Chambre. Si les institutions ne sont pas transformées au niveau central, leur fonctionnement régulier est concurrencé par l'activité personnelle du triumvirat au pouvoir : Enver, Jamal et Talat Pasha. Cette mise en suspens intervient alors même que les liens impériaux sont en pleine reconfiguration. Deux séries d'acteurs transforment la situation, les élites internes et les porte-parole externes. Les premières tentent de défendre une position nouvellement acquise par la députation et par la reprise des charges de justice ou d'institutions religieuses. Il faut dire que dès avril 1913 l'arabe est rétabli comme langue de justice. Une amélioration de leur statut s'opère au niveau provincial mais non impérial. Cette dernière se produit parallèlement à l'organisation d'appels hors de l'Empire ottoman, pour la restauration du peuple arabe dans ses droits.

Des 18 au 24 juin 1913 se tient à Paris le Congrès général arabe. Les délégués énoncent dans les conclusions leurs attachements à la nation arabe. Les relectures postérieures de l'événement en font un jalon de la lutte de l'arabisme. Si l'on suit les conclusions de Vincent Cloarec et de Leyla Dakhli appuyées par les autobiographies des représentants arabes[32], cette conférence s'inscrit dans plusieurs agendas. D'une part, de nombreuses places se sont imposées comme des scènes culturelles et politiques extérieures que ce soit New York ou Le Caire. En leur

sein, des publications, des réunions régulières et d'autres activités de ce type donnent à voir des défenseurs de la cause arabe. D'autre part, la lutte en faveur des droits pour les Arabes, entendus comme ceux pratiquant une langue, a connu au cours des années 1910-1913 une ferveur croissante au sein des élites provinciales évincées des carrières administratives. À ces deux dynamiques, il faut ajouter le jeu d'ingérence et d'implication entre acteurs locaux et étrangers qui poussent les premiers à recourir aux seconds pour faire prévaloir une position plus forte sur les scènes nationales. De cela, il ressort que les délégués arabes utilisent la plate-forme parisienne pour énoncer un message susceptible de leur ouvrir les portes de la négociation avec le gouvernement. Cela est d'autant plus aisé que les autorités françaises, si elles consentent à accueillir la manifestation, n'ont nulle intention de s'arroger la Syrie, ce qui risquerait de remettre en cause les accords européens postérieurs à la crise marocaine. Tout de même, un nouveau jalon identitaire est formulé à cette occasion.

À l'exemple d'autres négociations entre élites ottomanes, le gouvernement du CUP fait place aux revendications du congrès, tout en témoignant une certaine méfiance devant ces représentants provinciaux qui n'ont pas hésité à recourir à l'étranger pour asseoir leur demande. Cet accord répond aux dissensions à l'intérieur des provinces. La crise économique s'accroît avec la flambée du prix du pain. À Damas par exemple, il augmente d'un tiers au printemps. Cette situation résulte à la fois de la désorganisation des circuits marchands en lien avec le retrait des autorités impériales en matière de police et d'une récolte moyenne. Par un jeu d'accaparement, les marchands font monter les prix des denrées. Pour résoudre ces désordres et devant les retombées des guerres aux frontières, les autorités centrales consentent aux arabistes quelques modifications. Aussi, au début de l'année 1914, un certain calme apparaît.

Cette année-là, les provinces syriennes présentent un visage inédit. Si les entreprises de pacification reprennent, que ce soit au nord contre les tribus kurdes ou au sud contre les Druzes, leur territoire est globalement maillé de lignes de transport et de communication. Même une ville comme Deir ez-Zor est le théâtre des mutations administratives et politiques liées aux troubles de la capitale impériale[33]. Ces éléments soulignent comment, en dépit d'une situation périphérique dans l'empire, la Syrie en formation – dont l'idée devient

de plus en plus populaire dans les cercles lettrés – voit une unité de peuplement se faire par un long siècle d’interaction. Un monde urbain régente l’espace des steppes suffisamment irriguées pour accueillir des cultures pérennes. La relation aux Bédouins s’en trouve modifiée : le bloc tribal est percé de flux humains et matériels et, en son sein, les dynamiques de sédentarisation ou les changements d’activités en affaiblissent la cohésion. Dans cet univers fortement politisé des villes, un imaginaire arabe est réactivé. Les liens avec l’Empire ottoman font débat : la direction ottomane a fortement changé avec l’avènement des gouvernements CUP, qui portent des discours de type colonial sur les périphéries arabes. Chacun y cherche sa place. Loin d’être un monde en rupture, les provinces syriennes sont donc des espaces de discussions. Cependant, à l’été 1914, les dirigeants de l’Empire ottoman se retrouvent sommés de prendre position devant le conflit qui embrase l’Europe. Une inflexion inédite s’ensuit.

À l’heure de la mobilisation et de la guerre

En un été de somnambules[34], les puissances européennes se précipitent dans une guerre mécanique d’une ampleur inégalée. Dès le mois de septembre, les centaines de milliers de morts à l’est et l’ouest du continent montrent la nouvelle réalité de la guerre, la mort de masse et la mobilisation de toute une société en vue de la victoire. Dès l’automne, les puissances de l’Entente (France, Grande-Bretagne et Russie) et de l’Alliance (Allemagne et Autriche-Hongrie) se lancent dans une concurrence effrénée pour trouver de nouveaux partenaires afin de faire fléchir l’effort de guerre de l’autre camp. En outre, les empires coloniaux intègrent la machine de guerre. C’est dans cette perspective que l’Empire ottoman en vient à être tout à la fois terrain et acteur de la guerre en cours.

Les tractations maintes fois retracées soulignent qu’aucun engagement ottoman ne se dessine dans un premier temps[35]. D’un côté, les puissances de l’Entente désirent faire entrer l’empire à leur côté pour approvisionner la Russie en armes et produits alimentaires, mais surtout pour épargner à la France et à la Grande-Bretagne de combattre le sultan calife. La dette contractée par l’empire peut jouer comme moyen de pression afin d’amener cette puissance vers l’Entente. De l’autre, les pays de l’Alliance peuvent se prévaloir de liens forts depuis le début du siècle, autour des voyages en commun entre le sultan et l’empereur allemand. Les officiers des deux pays collaborent et le régime du CUP ainsi qu’une partie de la population craignent une partition de l’empire au bénéfice des alliés de l’Entente. Dans ce contexte, la question des capitulations se pose. Quand les autorités ottomanes veulent profiter de la guerre pour obtenir leur abrogation, France et Grande-Bretagne refusent. Finalement, l’agression contre des navires ottomans précipite la guerre. Le 2 novembre, l’empire rejoint les puissances de l’Alliance.

En province, les ralliements sont nombreux. Les mots d’ordre dans la presse et au sein des manifestations confirment l’adhésion ottomane[36]. Devant la menace étrangère, le risque de partition et d’occupation, les Syriens – tout du moins ceux dont l’expression nous

est parvenue – se déclarent prêts à se battre. Se croisent plusieurs sentiments : la défense de la nation, au sens de la terre, l'attache à la religion, la volonté de préserver un empire dont on est membre, la crainte de l'autre, de la puissance européenne qui s'est arrogé une domination sur de vastes territoires musulmans et arabes, forment autant d'éléments expliquant la volonté de soutenir l'effort de guerre. Cela n'empêche pas les problèmes techniques pour acheminer les hommes, et ponctuellement – en Cilicie par exemple – la déclaration de l'état d'urgence pour y faire face.

Le 5 novembre 1914, le général de la IVe armée, Zaqî Pasha, réunit les gouverneurs des wilâyât du Liban, d'Alep et de Syrie. Il s'agit d'organiser l'effort de guerre. Alep devient le centre de rassemblement des soldats, appelés par conscription. C'est le temps du *seferbelik*[37]. La mobilisation est largement suivie. Ce processus bénéficie de l'affermissement des procédures administratives depuis le début du siècle. Le contingent fourni par les provinces syriennes s'élève alors entre cinquante et soixante mille hommes selon les estimations[38]. Même à Deir ez-Zor, les forces requises convergent vers la ville avant de partir rejoindre les régiments à Alep[39]. Ces démarches ressemblent à celles entamées dans les différentes nations en guerre : devant ce qui doit être une guerre massive et rapide, il faut assembler le plus d'hommes possible en vue de porter le choc.

Cet effort s'accompagne de mesures de contrôle divers. Les consuls étrangers des puissances ennemies partent, souvent dans une certaine précipitation. Ils laissent les archives, ce qui permet de découvrir dans les coffres du consulat de France les relations épistolaires entre certains défenseurs de la nation arabe et la France. De même, les ressortissants des grandes puissances sont invités à partir. Néanmoins, ils ne peuvent emprunter les transports qui les amèneraient vers des territoires d'accueil, tout comme quelques milliers d'autres individus – un élément mineur dans les vastes déplacements humains liés à la guerre – se composant des protégés des puissances, tentant d'obtenir un droit au refuge. Bientôt, ils sont appelés « réfugiés » dans les missives diplomatiques[40], et illustrent à la marge un monde en mutation liée au fracas des armes.

Avec l'entrée en guerre, la structure de commandement impériale évolue. Le triumvirat de Talat, Enver et Jamal Pasha se divise en fronts géographiques. Comme le rappelle l'historien Eugene Rogan, la

spécificité de la Première Guerre mondiale pour le monde ottoman tient à ce que pour la première fois de son histoire une coalition ennemie l'attaque de toute part, en Europe, en Afrique, en Mésopotamie et dans le Caucase[41]. S'il bénéficie de l'appui allemand, avec le général von Schellendorf qui commande aux côtés de Enver Pasha, il demeure menacé. En Syrie, le 5 décembre 1914, Jamal Pasha prend son commandement à Alep avant de partir faire la tournée des provinces occidentales, d'Alep à Damas, de Damas à Beyrouth. Sa nomination scelle l'entrée en guerre des provinces syriennes.

Beaucoup d'encre a coulé sur le personnage. Ses faits de guerre lui ont valu une légende noire. Pourtant, il ressemble à la génération d'officiers qui s'est emparée du pouvoir en 1908[42]. Il naît à Lesbos en 1873 et est destiné par sa famille modeste à l'école militaire à Constantinople. Il intègre en 1890 le Kuleli High Military College de Constantinople, puis suit une carrière dans les armes. C'est ainsi qu'il est nommé en 1896 à Salonique. Dans cette ville, il se familiarise aux idées du CUP, qui se reforme alors autour des noyaux militaires. En 1907, il devient membre du bureau de la IIIe armée tout en poursuivant son activisme dans l'organisation secrète. Il s'y spécialise dans les affaires militaires. Aussi, dès le déclenchement de la révolution, il joue un rôle important dans l'organisation. Il participe en 1913 au coup d'État et appartient au triumvirat qui gouverne l'Empire ottoman.

Quelles idées guident son action ? De nombreuses controverses en font un nationaliste turc refusant toute autre composante ethnique. D'autres au contraire le présentent comme un modéré. Formé à l'école militaire impériale, il partage l'idée du progressisme, c'est-à-dire celle que l'État doit guider les communautés humaines vers une modernité entendue comme adoption de la technique et de codes culturels novateurs. Aussi, il soutient la mise en valeur de l'espace, l'uniformisation des codes administratifs et, au contraire, lutte contre les expressions particularistes dans l'empire. Il y voit autant de menaces à une intégrité de l'État.

Lorsqu'il arrive en Syrie en 1914, il souhaite donc promouvoir dans un même mouvement mobilisation militaire et rénovation civile. Dans l'immédiat, il prépare la campagne du canal de Suez et la défense des lieux[43]. Tranchées et forts émaillent le littoral pour prévenir toute tentative de débarquement. En Méditerranée orientale, la flotte française est chargée de la surveillance des côtes, ce qui entraîne un

débarquement sur l'île d'Arwad. Elle bloque tout échange. Débute le blocus maritime. En février 1915, les navires russes mouillant au large de Tripoli bombardent les littoraux, détruisant une casemate, ce qui rappelle les risques permanents venant des côtes[44]. Bien vite, l'attention se porte au sud. Sur les conseils et demandes des autorités allemandes, Jamal Pasha est chargé de conquérir le canal de Suez.

La concentration des troupes débute à la fin de 1914 et précipite un ensemble de désordres. Les effectifs imposent des réquisitions de nourriture et de biens de première nécessité, tendant des marchés déjà sous pression avant guerre. Sans les outils de la planification ni les données quantitatives sur les productions, de telles opérations déséquilibrent offre et demande. Avec une certaine raréfaction des biens alimentaires, les marchands urbains spéculent sur les récoltes et les prix, accélérant une hausse et des pénuries ponctuelles. Mais de tels phénomènes demeurent largement masqués au cours de l'année 1915 dans la mesure où, à l'exemple d'autres sociétés en guerre, tout est fait pour une victoire rapide. En outre, le marché syrien est loin d'être unifié au point que le prix du pain varie grandement d'une ville à l'autre.

Début février, les troupes sont mises en mouvement vers la zone du canal. Une nouvelle géographie guerrière apparaît. Alep conserve un rôle premier comme lieu de convergence des hommes et résidence de l'État-major. La qualité des communications ferroviaires, la dimension de la ville et l'enjeu stratégique qu'elle représente font d'elle le principal centre des opérations. Dans cette perspective, Damas est secondaire, servant avant tout de point relais autour du chemin de fer. Sans revenir aux opérations de terrain, les forces ottomanes parviennent au canal de Suez après une traversée extrêmement pénible du Sinaï[45]. Elles sont défaites par les troupes égypto-britanniques qui les repoussent à Al-Arish. L'espoir de bloquer le canal s'évanouit. En parallèle, les nouvelles se révèlent inquiétantes pour l'empire. Les opérations sur les Dardanelles mettent en danger la capitale. Seul le front de Mésopotamie est stabilisé ainsi que l'Est anatolien, bien que les positions russes soient très avancées. Cet échec met au jour les dysfonctionnements nés de la guerre et la politique de Jamal Pasha en est affectée.

D'un point de vue interne, la débâcle entraîne une mise en accusation des autorités : sont-ce les officiers allemands qui auraient

forcé une action pour leur propre intérêt européen ? Sont-ce les nationalistes arabes, ceux qui réclament une autonomie plus forte, qui auraient trahi la nation ottomane ? Les relations épistolaires régulières des représentants de ce courant avec leurs partenaires égyptiens ne peuvent que renforcer le soupçon né des documents collectés dans les consulats en 1914. Elles soulignent la volonté de sortir de l'oppression turque. Cet appel répond bien davantage aux difficultés nées de la guerre en matière de contrôle des populations, de réquisitions des biens avec une raréfaction des denrées, et à la conscription des populations. Aussi, pour certains membres des sociétés secrètes qui voient le jour dans le contexte de 1910-1912 et qui soutiennent l'idée arabe[46], le recours à une aide occidentale apparaît comme l'unique solution à cette tyrannie.

En réponse à ces critiques et dissensions, Jamal Pasha appuyé sur une solide police œuvre violemment. Aux éloignements de résidence de 1914 succèdent les arrestations. Bientôt les récits de torture démontrent la dureté des interrogatoires encourus. Parmi les personnalités placées en détention, la plupart ne semblent pas avoir participé à des menées contre l'empire. Rédacteurs de journaux, membres de l'élite parlementaire, partisans de l'Itilaf, ces figures illustrent l'implication arabe dans les jeux politiques nés de la révolution de 1908. Leur séjour en prison vise à contrôler l'élite et punir toute velléité de sécession. Une minorité, dont fait partie Shukrî al-Quwwatlî par exemple, participe aux sociétés secrètes qui veulent mettre en place un pouvoir arabe[47]. L'année 1915 marque un tournant dans les relations entre les autorités impériales et les notabilités locales. Les condamnations à mort se succèdent et trois campagnes de pendaisons endeuillent Beyrouth et Damas. Les images des corps devant lesquels prennent place des soldats turcs symbolisent peu à peu les souffrances de guerre pour les Syriens d'après guerre, et la trahison des élites ottomanes pour les officiers au moment des événements.

Les trois séries d'exécutions entre 1915 et 1916 constituent un moment de rupture. Elles choquent les élites. Depuis la révolution de 1908, un dialogue inédit s'était initié avec les autorités centrales pour renouer les liens impériaux sur des bases plus solides. Mais un décalage de générations a vu les enfants des fonctionnaires d'empire entrer en dissidence, que ce soit dans les sociétés secrètes ou par leur production littéraire[48]. Soudainement, ce ne sont plus des minorités,

mais bien toutes les familles soutenant l'édifice impérial qui sont frappées de la vindicte de guerre. L'écart se creuse. Ainsi, les appels à la défense de la nation arabe contre l'occupation turque trouvent plus d'échos. Si les Turcs, identifiés comme des occupants, rompent le pacte impérial, alors les populations arabes, et leurs représentants désignés que sont les activistes de la renaissance politique, doivent obtenir une indépendance pleine et entière. Les communautés linguistiques (turques et arabes) deviennent au cours de la guerre des groupes nationaux. Sans que cet appel concerne les masses, quelque chose se joue au tournant de 1916.

Les conditions de vie accroissent les motifs de griefs à l'encontre de Jamal Pasha. Deux images antagonistes s'affrontent : d'un côté, l'affameur, de l'autre, le bâtisseur. Le premier élément est aujourd'hui bien documenté[49] et concerne particulièrement le Liban. Une terrible famine conduit à la mort de nombreux Syriens et Libanais. Il est difficile d'avancer un chiffre crédible, peut-être le tiers de la population. Elle touche au plus intime des familles. Comme le rappelle Elizabeth Thompson[50], elle déstructure les tissus familiaux : le patriarche de la famille, absent à la guerre ou mort de faim, disparaît. En résulte une féminisation relative de la société et, surtout, une individualisation de fait. La famine constitue indéniablement une violence de guerre. Elle est le produit de trois phénomènes convergents : le blocus maritime organisé par les Alliés et assuré par la France ; la désorganisation des circuits de production et d'échange par les réquisitions et la levée en hommes ; et l'inexistence d'un marché alimentaire entre les provinces syriennes. Pour mesurer le phénomène, une grande prudence s'impose. Ses effets varient grandement d'une région à l'autre. Le Sud syrien comprenant les zones libanaises semble le plus affecté. Cela est la conséquence d'une rupture des circulations maritimes et terrestres au sein d'un espace de front. L'intérieur entre Damas et Alep voit la mort de nombreuses personnes. Mais les effets s'y révèlent moindres, les populations cachent des réserves pour éviter leur réquisition. Enfin, le fragile équilibre autour de l'Euphrate se maintient, ce qui n'empêche pas une surmortalité relative. Aux pendaisons s'ajoute donc la mauvaise gestion des approvisionnements civils et militaires.

Dans le même temps, pourtant, Jamal Pasha profite de ses attributions pour rénover et aménager le pays. Il emploie ce temps en

suspens pour construire un avenir urbain, gratifiant les villes alliées dans l'effort de guerre, et met en œuvre le progressisme technique dont il se revendique. Les officiers allemands ne peuvent que reconnaître et saluer une entreprise urbanistique[51]. Les efforts se déploient en 1915 et 1916, aussi à destination des productions agraires et des transports. Le maillage parcellaire du territoire syrien, les besoins de connecter les espaces, et la recherche de plus fortes productions agricoles concourent au lancement des grands projets de développement. À travers l'ouverture d'écoles juridiques, Jamal Pasha projette de ressouder la nation[52]. Néanmoins, le manque de moyens, de main-d'œuvre et de temps avec la gestion du conflit empêche leur réalisation pleine et entière, même si, au nord de la Syrie principalement, de nouveaux groupes humains viennent en 1915 suppléer à l'absence de bras disponibles.

À partir du mois d'avril 1915, les provinces syriennes deviennent terres d'accueil pour les masses arméniennes déportées violemment d'Anatolie et des villes côtières. Ce processus est le versant syrien du génocide arménien[53]. Moins connu, il diffère grandement des événements anatoliens, et est aussi pluriel. Un plan concerté est mis à exécution contre les populations arméniennes pour les détruire. Assassinats, regroupements de populations, massacres le long des routes et marches forcées vers le Grand Sud euphratien sont autant de stratégies utilisées pour faire disparaître de manière organisée une population. Il ne s'agit pas de revenir sur les causes et les formes de ce premier génocide du XX e siècle. Trois conséquences méritent d'être soulignées pour ce qu'elles révèlent de la gestion impériale. Le territoire syrien devient un espace recevant les foules en marche dans un désert aride autour de l'Euphrate. Les colonnes humaines meurent en marchant, en se faisant harceler par les guerriers locaux qui pratiquent la rapine, assoiffées, mais aussi massacrées. Si, globalement, les Arméniens parvenus en Syrie (dans les bornes actuelles) semblent préservés des meurtres de masse, une tuerie tombée dans l'oubli mérite une mention. Dans les mois qui suivent le déclenchement du génocide, à Ras al-Ayn, village du nord de la Syrie qui accueille le chemin de fer à destination de Bagdad, près de quatorze mille Arméniens sont assassinés par des supplétifs de l'armée, kurdes et turcs d'origine[54]. Les crânes enfouis rappellent aux charrues, pendant les décennies suivantes, ce fait pourtant tombé dans

l’oubli. Le paysage et la mémoire ont enterré quelques milliers de condamnés sur la route du désert.

Deux grandes directions se dessinent pour les colonnes humaines. La première suit l’Euphrate. Elle parvient à Deir ez-Zor, aboutissement ultime du périple. Les survivants s’y logent dans des camps de fortune et y trouvent quelques soutiens locaux, ce qui n’empêche pas les rapts d’enfants pour constituer la domesticité des grandes familles tribales. Ils donnent à la ville un nouveau visage. Plus à l’ouest, les gares du Baghdadhan constituent le premier point d’étapes sur la route des métropoles syriennes. Alep, Hama et, dans une moindre mesure, Jérusalem et Damas constituent la destination finale. Ici prend place une autre gestion des flots arméniens. Jamal Pasha ne poursuit pas une politique similaire à ses comparses du triumvirat. Au contraire, il souhaite utiliser des bras pour des projets en cours. C’est pourquoi, sur le chemin de fer au nord, dans les plaines agricoles autour de Hama et dans les villes, ces nouveaux arrivants sont conviés à rejoindre l’effort collectif. Ce n’est pas une réduction en esclavage ou une forme de travail forcé en vue d’annihiler les survivants. Il s’agit bien plus du produit d’une politique modernisatrice autoritaire : de nouveaux publics peuvent appuyer les entreprises du réformateur. Dans tous les cas, l’arrivée en Syrie montre la fragmentation interne des processus politiques ottomans : ce qui relève de plans concertés en Anatolie ne reçoit plus d’applications effectives en d’autres contrées. Ce point montre la différence profonde entre gouvernement jeune-turc et responsables d’autres génocides. Tout de même, localement, les équilibres humains s’en trouvent changés. La guerre précipite la naissance d’une nouvelle Syrie.

Le tournant de 1916

L'année 1916 constitue un tournant dans le conflit mondial au Moyen-Orient. Un temps de latence prend place entre les premières opérations initiées au début de la guerre et la nouvelle vague d'entreprises militaires qui se dessinent au cours de l'année. Les fronts ottomans se figent après les victoires dans les Dardanelles ou en Mésopotamie, et le recul dans le Caucase. Les menées diplomatiques se croisent aux dynamiques de terrain pour relancer le conflit. En 1915, des pourparlers débutent entre Henry MacMahon, chef du bureau arabe du Caire, et le chérif Hussein de La Mecque. Ce dernier, gardien des Lieux saints, dont le fils Faysal a été député au Parlement ottoman, se montre critique envers le gouvernement du CUP. Aussi, il n'est pas indifférent aux ouvertures britanniques qui, pourtant, restent vagues. Pour ces dernières, une révolte arabe sur les arrières ottomans permettrait de rouvrir les fronts mésopotamiens et égyptiens et de prendre la revanche des Dardanelles. Cependant, l'administration britannique n'est pas unie sur les destinées moyen-orientales. À Delhi, le Raj, le gouvernement des Indes britanniques, responsable du front irakien, refuse toute indépendance dans le golfe qui menacerait les équilibres élaborés au XIXe siècle. Néanmoins, alors que les fronts européens se figent dans les tranchées, tout nouvel allié peut être intéressant.

Tout s'accélère en 1916. Alors qu'un officier arabe mentionne un vaste réseau de soutien à la cause arabe, que plusieurs prisonniers se disent prêts à rejoindre la bannière de Hussein contre les Turcs, les Britanniques se laissent convaincre des possibilités de l'opération. Encore faut-il ne pas attenter aux droits des autres alliés en cette année particulièrement meurtrière. Français et Britanniques suivis des Russes et des Italiens repensent les buts de guerre, qui concernent aussi le Moyen-Orient. Ces tractations donnent lieu à l'échange de lettres entre Paul Cambon et Edward Grey, respectivement ministres des Affaires étrangères français et britannique, tandis que leurs chargés ministériels Mark Sykes et Georges Picot dessinent des zones d'influence et des espaces internationalisés. Prennent forme les accords entrés dans

l'histoire sous le nom de Sykes-Picot, signés en réalité par Cambon et Grey. La France fait valoir ses droits sur la Syrie et la Cilicie. Sa zone d'influence comprend le littoral et l'espace du Taurus. Réciproquement, la Grande-Bretagne veut conserver le débouché mésopotamien. De vastes espaces peuvent rester sous la domination des tribus du désert entre les deux espaces contrôlés.

Dans le même temps, MacMahon, le représentant britannique au Caire, peut engager son gouvernement à aider Hussein contre les Ottomans, sans détailler précisément les frontières du royaume arabe indépendant. Il offre une aide matérielle et financière. Le chef religieux est à même de lancer la lutte et de projeter un royaume du Taurus de la Méditerranée au golfe Persique. Perfidie ? Trahison ? L'encre a coulé sur ces accords, qui constituent surtout une manœuvre de guerre pour renouer les liens distendus entre Alliés en 1916, ouvrir un front inédit et donner une nouvelle légitimité aux efforts de guerre par une caution islamique.

En mars 1916, Faysal, fils de Hussein, se rend à Damas. Il s'entretient chez les Bakrî, grande famille de notables syriens, avec les militants de sociétés secrètes arabes. Ces derniers se montrent favorables à une révolte, pourvu qu'elle assure l'indépendance du royaume chérifien et l'unité des terres orientales. Mais, inquiété par les services de Jamal Pasha, il doit partir rapidement. Les policiers ottomans mettent au jour à cette occasion les cellules d'activistes arabes, dûment traqués, torturés et pour certains exécutés. La menace est donc réelle, mais la répression désorganise les réseaux clandestins. Des contacts ont toutefois pu être noués, ce qui renforce le père de Faysal dans sa détermination. Le 5 juin 1916, dans le lointain Hedjaz, à La Mecque, il lance une révolte contre ceux qui ont bafoué l'islam, le gouvernement du CUP, ceux qui ont conduit à la ruine l'empire des musulmans. Il espère le ralliement des tribus. Contrairement à la mystique nationaliste arabe, endossée par les successeurs de Hussein, ce n'est pas le réveil de la nation mais bien une lutte au nom de l'islam qui mobilise les forces.

Dans l'immédiat, la révolte confère une nouvelle légitimité à la politique de répression menée par Jamal Pasha alors que le soulèvement ne se fait pas ressentir en Syrie même. Le gouverneur est en droit de mettre en résidence surveillée tous ceux suspectés de soutenir l'effort de guerre allié. Lui-même s'ouvre un temps à des

discussions avec la Grande-Bretagne[55], pour voir ce qu'elle pourrait lui proposer. Le projet tourne court rapidement dans l'année 1916. La victoire aux Dardanelles et l'accomplissement du génocide arménien sécurisent les dirigeants ottomans, voire les laissent espérer la victoire finale.

L'Empire ottoman ne pourrait-il pas être restauré alors que la Russie sombre dans la révolution ? Les espoirs caucasiens nourris par Enver Pasha prennent forme à nouveau. Certes, les Britanniques reconstituent les forces rescapées des Dardanelles en Égypte, préparant une contre-attaque à travers le Sinaï. Pour le moment, l'administration de Jamal Pasha est largement réassurée dans les grandes villes syriennes et parvient à contenir les oppositions internes. La famine sévit sans remettre en cause l'effort de guerre. Il est certain que les garnisons en Palestine doivent empêcher toute infiltration venant d'Égypte. La révolte arabe pour le moment gêne les transports, bloquant le train à destination de La Mecque. En juillet 1917, par surprise, les troupes faysaliennes parviennent à prendre Aqaba. Cette avancée est cependant remise en cause par les développements internationaux. En octobre 1917, la révolution bolchevique fournit de nouveaux arguments au chef ottoman. En dévoilant les accords Sykes-Picot à partir de décembre 1917, le gouvernement révolutionnaire de Lénine donne de nouvelles armes à la propagande ottomane. Jamal Pasha peut, dans les colonnes des journaux *al-Islam* et *al-Sharq*[56], souligner la trahison de Hussein autant que la duperie de ses alliés britanniques. Il invite Faysal aussi à cesser la révolte et à se mettre au service de l'empire pour en préserver l'unité musulmane. S'il ne parvient pas à ramener les insoumis dans le camp de l'Alliance, il freine les ralliements. La déclaration de lord Balfour à lord Lionel Walter Rothschild, qui promet un foyer national juif en Palestine, ne peut que renforcer les dissensions dans les rangs hachémites.

Sur le front militaire cependant, la dynamique s'inverse[57]. Le commandant en chef allemand von Sanders souhaite préserver le front palestinien. Après une troisième bataille de Gaza, la ville tombe, ouvrant la route de Jérusalem aux Britanniques et à leurs alliés. Cette dernière est prise à Noël 1917. Bientôt, après d'âpres combats entre le littoral et le désert transjordanien, les forces alliées et les supplétifs de la révolte arabe convergent vers le Hauran. Depuis les défaites de Haiffa et de Samakh, von Sanders change les plans de bataille : il

opère une remontée des troupes vers Damas et surtout Alep, qui concentre vingt-cinq mille hommes. Aussi, la jonction entre les effectifs de Faysal venant d'Arabie et ceux d'Allenby, depuis l'Égypte, peut s'opérer rapidement et ouvrir la Syrie. Deraa tombe en même temps que Quneitra. Le 1er octobre, c'est au tour de Damas. Déjà, une concurrence oppose les alliés d'hier : qui doit entrer en premier à Damas ? Chacun, troupes arabes, australiennes, britanniques ou françaises, veut prendre place dans la ville. En réalité, les agendas diffèrent et ne donnent pas lieu aux mêmes récits : les Australiens poursuivent les forces turques en retraite, délaissant une ville dans laquelle leurs soldats auraient pu pénétrer en premier, alors que le gouvernement de Faysal prend position dans ce qui doit être sa capitale. La substitution des pouvoirs s'est déroulée de manière civile, et non militaire, quelques heures avant la chute de la ville[58]. À l'annonce du retrait prochain, ‘Alî Ridâ al-Rikâbî s'invite au palais du gouverneur et proclame la souveraineté du royaume hachémite. Une autre histoire débute.

Le général Allenby regroupe ses forces à Damas, qui doit servir de centre hospitalier. Le désordre qui règne dans la ville avec le départ des autorités constituées et l'afflux de déplacés ne facilite guère la progression. Bientôt, tout de même, la vallée de la Barada est sécurisée après des combats difficiles, puis la Bekaa. À la fin de la première semaine d'octobre, Homs tombe. Hama se rend après le retrait des forces turques. Les troupes britanniques doivent cependant faire face à des incursions bédouines qui ralentissent la marche vers le nord. À chaque nouvelle victoire, des manifestations saluent le nouveau drapeau chérifien hissé pour l'occasion. Traduisent-elles la nation arabe, qui savoure une indépendance retrouvée ? Ou, plus prosaïquement, témoignent-elles de l'adhésion à un ordre nouveau, qui annonce pour certains de nouvelles possibilités, pour d'autres des espoirs, pour tous la fin du conflit et des pesanteurs qui l'accompagnaient ? Indéniablement, cette théâtralisation d'une cessation des combats pousse Mustafâ Kemal qui commande la place d'Alep à partir, après avoir repoussé deux assauts des forces chérifiennes. Un temps est révolu, celui des Ottomans, celui du heurt des armes. Néanmoins, l'ombre de la guerre, avec les tractations diplomatiques et politiques et les meurtrissures dans le tissu social auxquelles elle a donné lieu, se projette encore sur les deux années

suivantes.

Les sorties de guerre

Le 1er octobre 1918, l’arrivée précipitée à Damas de Faysal et des officiers arabes qui l’entourent – que l’on commence à appeler les chérifiens – vise à mettre en place un nouvel ordre. Il doit réaliser les espoirs des constitutionnels d’avant guerre, c’est-à-dire construire une nation souveraine, fondée sur le droit, réunissant les différentes composantes d’un peuple en réinvention, les Arabes. La volonté de mettre en place un nouveau gouvernement répond de la part de Faysal à une claire conscience des rapports de force. Les combats s’achevant, c’est bien dans la paix qu’il faut obtenir le respect des promesses de guerre.

L’émir Faysal peut rêver de construire un grand royaume arabe. À trente-trois ans, vêtu du shesh traditionnel du Hedjaz et du manteau correspondant, il croise les traditions bédouines de son enfance et les talents du politique appris chez les Ottomans[59]. Son père a voulu qu’il soit élevé par les tribus du Hedjaz, lui apprenant l’endurance et l’honneur. Cette expérience lui est profitable dans la guerre pour apprendre à gérer ces troupes. Bientôt, il est arraché aux sables du désert pour rejoindre son père dans la capitale ottomane. Abdülhamid II, craignant les allégeances du chérif, l’a requis près de lui. Pour Faysal, ce séjour lui offre une première découverte de la sociabilité levantine et notabilière. Il apprend à représenter son père dans les tractations politiques. Il est le témoin aussi de l’effervescence politique d’après la révolution. Parlement, Constitution, partis deviennent des réalités qui peuplent son quotidien. Alors que la guerre éclate, il est chargé deux années durant de rassurer le sultan et le CUP sur les intentions de son père. En 1916, il séjourne à Damas où les Bakrî l’initient au nationalisme arabe. Il accepte de prendre la tête des troupes arabes pendant la révolte qui l’amènent aux portes de Damas en octobre 1918. À ce moment-là, tout reste à faire pour réaliser les grands projets politiques.

À l’automne 1918, les Britanniques largement déployés sur les territoires syriens trouvent dans leur allié d’autrefois une aide indispensable pour le maintien de l’ordre[60]. À l’image des autres

territoires sortant de la guerre, bandes errantes, productions désorganisées, réfugiés font le quotidien des villes et des campagnes. La violence qui en résulte est endémique. L'urgence est donc d'approvisionner les villes, sécuriser les routes et les rues. De nouveaux services de police sont mis en place dans les grandes agglomérations. Dans l'Est, les tribus reprennent le contrôle des grands espaces euphratiens[61]. La contrebande à destination du territoire irakien offre de nouvelles possibilités d'enrichissement. L'administration civile se réorganise le plus vite possible.

La remise en place des services va de pair avec la formation de nouvelles entités politiques[62]. Pour faire face aux besoins, l'organisation clandestine panarabe *al-Fatat* accepte les nouveaux venus, comptant ainsi former un mouvement plus large. En quelques mois, elle atteint quelques milliers de membres. Début février 1919, ses dirigeants optent pour un changement de forme. Elle devient *hizb al-istiqlâl al-'arabî* (le Parti de l'indépendance arabe). Cette mutation traduit la manière dont la vie partisane d'avant guerre reprend avec force. *Al-Nâdî al-'arabî* (le Club arabe) et d'autres groupes se créent pour participer aux nouvelles activités de direction qui se font jour[63].

Pour l'heure, l'avenir du nouveau territoire demeure incertain. Les forces françaises présentes au côté de la révolte arabe constituent aussi l'embryon des troupes d'occupation. Les Britanniques, pour leur part, ne se retirent pas d'emblée. Tout doit se décider à Versailles au cours de la conférence de paix dont les travaux débutent le 13 janvier 1919. Les délégations des Alliés convergent. L'émir Faysal arrive en Europe. Rapidement, les déconvenues commencent. Britanniques et Français ne soutiennent pas les demandes arabes. Le premier va-et-vient en Europe mine l'entreprise politique faysalienne, le chef devant négocier avec les grandes puissances qui disposent des outils de contrôle (troupes, argent, etc.) pour assurer un avenir au Royaume arabe et avec les Syriens dont les allégeances sont loin de lui être acquises. Les discussions à Versailles aboutissent à l'envoi d'une commission présidée par Charles Crane et Henry King, qui doit déterminer les vœux des populations des provinces arabes de l'Empire ottoman.

Au cours du premier semestre de 1919, les scènes politiques en Syrie se réorganisent. Le pluriel s'impose pour deux raisons. Les divisions régionales, voire locales, se construisent autour des réalités de l'heure : les Alépins suivent avec attention les difficultés françaises

en Cilicie, ce que ne font pas les habitants de Damas. Ceux de Deir ez-Zor voient le passage de forces vers l'Irak en révolte. Chaque province constitue un cadre et un contexte particuliers, restant polarisée par une grande ville, ce qui ne signifie pas que les campagnes échappent à la politisation. La dissémination des soldats ottomans inoccupés à partir de 1918 dans les espaces ruraux favorise au contraire une articulation des mots d'ordre locaux et nationaux, ainsi qu'une prise de conscience des enjeux en matière d'occupation étrangère. Les paysans entrent ainsi dans l'espace politique construit par l'urbain.

Il faudrait pouvoir suivre chaque contexte local pour comprendre les prises de position des hommes politiques. Notons quelques traits forts. À Alep, l'attachement à l'ottomanisme demeure, même si une famille comme les Jabrî noue contact avec l'administration faysalienne[64]. À Damas, l'arrivée du chef bédouin suscite une réprobation d'une partie des élites qui ne peuvent tolérer d'être gouvernées par quelqu'un du désert. D'autres au contraire comme les Bakrî se rapprochent des chérifiens pour appuyer la construction du Royaume arabe, qui fait face à toujours plus d'urgences. Les débats sont vifs, comme en témoignent les points de vue publiés dans *al-'Asîma*[65]. Ce sont des dynamiques politiques communes qui se réfractent différemment en fonction des lieux et des places.

Peu de temps après le retour de Faysal, en mai 1919, l'arrivée prochaine de la commission King-Crane entraîne une mutation politique majeure. Les chérifiens, avec l'accord de leur chef, veulent faire élire une assemblée, gage de la souveraineté moderne revendiquée qui doit promouvoir une Constitution[66]. Les difficultés s'accumulent dans un pays divisé en trois zones d'occupation militaire et le suivi des lois ottomanes avec une élection à deux degrés ne facilite pas l'entreprise. Quatre-vingt-cinq représentants sont élus du Taurus à la Palestine, soixante-neuf siègent à l'inauguration le 3 juin. Une nouvelle expérience parlementaire débute, qui doit réaliser tous les espoirs du siècle passé : un système constitutionnel peut pour ses concepteurs résoudre les dissensions ethniques et confessionnelles et assurer une position d'égalité au pays dans le jeu des relations internationales.

À partir de l'été 1919, deux lieux de pouvoir émergent : la cour de Faysal et l'Assemblée. Cette dernière est successivement présidée par Rachid Rida[67], élève de Muhammad 'Abduh et rédacteur d'*al-Manâr*,

défenseur de l'islam en politique, puis par Hâshim al-Atâssî, appartenant à une grande famille ottomane de Homs[68]. La commission King-Crane est reçue par des délégations enthousiastes qui dénoncent le projet sioniste en Palestine autant que la volonté de diviser la Syrie et se prononcent en faveur d'un royaume constitutionnel avec pour roi Faysal[69] au pire pour un mandat sous la tutelle américaine. Pendant ce temps, l'Assemblée entame son travail en vue de doter le pays d'une Constitution et d'établir une législation.

En septembre 1919, une nouvelle initiative vise à structurer les administrations locales. Des *lajna sha'biyya* (comités populaires) sont mis en place dans les différents quartiers des grandes villes. Ils ont à leur charge de gérer les services du quotidien. Très vite, leurs membres doivent prendre langue avec les *qabadayât*, hommes de main qui assurent la sécurité et les trafics dans les rues. Ces échanges rappellent les limites des nouvelles institutions, dont les membres ne disposent pas de levier de pouvoir. Devenir un élément de ces assemblées suscite la compétition entre les familles et les factions idéologiques. La tentative de fédération nationale n'empêche pas une vive activité au sein de ces conseils.

À l'automne 1919, Faysal repart en Europe pour négocier avec la France un nouveau statut pour la Syrie. Armé des conclusions de la commission King-Crane et pouvant souligner la modernité des Arabes qui se sont dotés d'une Assemblée, il est certain de pouvoir obtenir gain de cause. À Paris, la réception est moins chaleureuse qu'attendu. Il rencontre Clemenceau avec lequel il s'accorde : un royaume arabe sous patronage français peut voir le jour sur les terres syriennes, littoral exclu. Sans être favorable à l'expansion coloniale, le dirigeant radical n'en n'oublie pas le rôle que peut jouer son pays. Cette formule permet un gain de prestige sans détourner des forces du Rhin. Quant au roi, il lui faut obtenir l'assentiment de l'Assemblée à la nouvelle proposition. À son retour, les réalités de terrain ont évolué. Le général Gouraud, commandant en chef du corps expéditionnaire français, a débarqué à Beyrouth. La relève des troupes anglaises est annoncée et les Français comptent prendre les places fortes.

Pour l'heure, l'attention des Français se concentre sur la Cilicie et le Nord syrien[70]. Montagne Alaouite, plateau calcaire autour d'Alep et frontière turque sont le lieu de combats de guérilla sous la conduite du général Mustafâ Kemal, des officiers ottomans et des populations

locales[71]. Le cheikh ‘Alî, alaouite, prend les armes contre les envahisseurs pour défendre la montagne, occasionnant des dommages au contingent français. Ces épisodes entraînent de nouveaux déplacements de populations, principalement des Arméniens rescapés du génocide, qui reviennent un moment dans les villes et villages du sud de la Turquie actuelle avant d’en être chassés par les forces kémalistes. Cette situation met en péril l’œuvre d’occupation française.

À Damas, l’Assemblée refuse le compromis Faysal-Clemenceau au nom de la souveraineté nationale. Elle promulgue une Constitution qui, entre autres, reconnaît le suffrage universel[72], le monocamérisme avec représentation des minorités et le roi Faysal comme chef de l’État. L’annonce de la Constitution s’accompagne de la proclamation d’indépendance. La forme suit de près l’expérience américaine de 1776, croyant pouvoir défier l’ordre géopolitique né de l’après-guerre. Mais les soutiens dont bénéficiaient les Arabes font défaut. Les Britanniques, irrités des actions menées à Deir ez-Zor, ont arrêté quelques mois avant le chef d’État-major et cessent leur soutien matériel et diplomatique. En mars 1920, la Syrie indépendante et constitutionnelle surgit des ruines de l’Empire ottoman, sans disposer d’alliés étrangers puissants.

Alors que l’Assemblée proclame l’indépendance, que les autorités françaises réclament un contrôle plus direct sur la Syrie – surtout après le départ de Clemenceau – et que le roi Faysal doit servir d’intermédiaire, les populations syriennes demeurent fortement divisées. Plusieurs allégeances antagonistes existent. Pour le plus grand nombre, l’attachement demeure à la petite nation, le village et le terroir connus, que ses habitants voudraient indépendant d’un pouvoir étranger. Pour certaines élites, la France semble garantir une protection, comme les chrétiens alépins. Pour d’autres, il faut tout refuser à un pouvoir colonial.

Deux facteurs radicalisent les positions des représentants à l’Assemblée[1]. Dans la rue, les positions les plus tranchées parviennent à galvaniser une population en proie à de multiples privations. Au sein du Parlement, qualifier l’autre de partisan des Français devient une stratégie de disqualification. Les deux concourent à ce que les députés en appellent au conflit, alors que le gouvernement et le roi sont réticents. Le général français Henri Gouraud récupère au printemps les postes de la Bekaa. À l’été, il demande de pouvoir entrer sur le

territoire syrien. Dans la fièvre des joutes verbales, tous appellent à combattre mais seul le ministre de la guerre Yûsuf al-Azmah tente effectivement de réunir des troupes pour se porter devant l’ennemi. Entre-temps, Faysal accepte les demandes de Gouraud, mais son message ne parvient pas au général. L’épisode s’achève dans le défilé de Mayssaloun, où les troupes syriennes sont défaites. Yûsuf al-‘Azmah meurt au combat et les forces françaises entrent dans Damas. Alors que la population les accueille avec sympathie, le Royaume arabe disparaît. La bataille de Mayssaloun clôt l’épisode des bouleversements révolutionnaires.

L’espoir d’un constitutionalisme rénové et rénovateur porte les officiers ottomans à se soulever en 1908. Ils précipitent la fin d’une gestion séculaire de l’empire dont les populations provinciales se politisent rapidement. Nouvelles idées, nouveaux vecteurs de discussion, nouveaux enjeux créent des espaces de dialogue desquels émergent nombre de bouleversements. Mais les espoirs de 1908 sont déçus, l’empire n’étant pas préservé des guerres. Pour tenter de le restaurer dans sa grandeur, ses autorités entrent dans le conflit mondial. Moment de suspens au cours duquel désorganisation, famine et réquisition côtoient les dernières tentatives réformatrices, la guerre marque en profondeur ces provinces. Au sortir de la Première Guerre mondiale, le rêve parlementaire porte une partie des élites à célébrer une identité arabe défendue par la monarchie hachémite. Mais la réalité géopolitique est en contradiction avec le nouvel ordre politique local. En dépit d’une Constitution, du suffrage universel et de négociations répétées, les Syriens entrent, contraints, sous la tutelle de la France pour deux décennies et demie.

Chapitre V

Au temps du mandat

À la conférence de San Remo, en avril 1920, France et Grande-Bretagne se voient reconnaître par la Société des Nations une autorité mandataire sur les provinces arabes de l'Empire ottoman en voie de dislocation. L'entrée en force de la nouvelle puissance tutélaire avec la victoire de Mayssaloun scelle pour un temps le devenir de la Syrie, qui devient partie intégrante de l'empire français. Cependant, si une question syrienne hantait les partisans de la colonisation, s'ils désiraient étendre le contrôle de la métropole sur ces nouveaux rivages méditerranéens[2], nulle politique claire n'est déterminée alors. Au contraire, il faut s'emparer, contrôler, administrer et délimiter ces nouveaux espaces.

L'historiographie a longtemps négligé l'expérience historique du mandat. Plusieurs raisons l'expliquent. Tard venu dans la période coloniale, son originalité était souvent masquée dans les analyses historiques sur l'empire. L'accès aux sources britanniques et la publication par les fonctionnaires britanniques stationnés en Irak donnent un autre biais[3]. Jusque dans les années 1990, c'est à travers l'expérience du Royaume-Uni qu'est principalement lu le mandat français. Hormis quelques textes d'époque, vilipendant ce modèle politique, ou les Mémoires des dirigeants français qui cherchent à valoriser leur passage en Syrie[4], ce moment historique reste méconnu. Un regain d'intérêt se fait sentir dans les années 1990, renforcé dans la décennie suivante par l'accès aux sources françaises[5].

Dans une lecture postottomane, liant les deux périodes, Philip Khoury a proposé une magistrale étude sur les familles de notables et leur devenir sous le mandat[6]. D'autres, comme Jacques Weuleverse, se sont intéressés aux

dynamiques animant des groupes confessionnels ou des catégories professionnelles[7]. Cependant, il a fallu attendre le lancement de vastes projets de recherche pour voir émerger toute la richesse de ce moment. Deux jalons des *mandate studies* ont été posés en 2002 et 2015 autour de grandes rencontres internationales[8].

Tenter de saisir l'originalité de la période et d'en restituer la place dans l'histoire syrienne constitue un défi : la documentation se révèle océanique dans les archives mandataires de Nantes. À cela s'ajoute la multiplication des éditions de nombreux Mémoires des acteurs de l'époque[9]. Aussi, il s'agira non de dégager exhaustivement les traits du mandat français en Syrie, mais plutôt de suggérer quelques pistes pour une sociohistoire de ce temps si particulier.

En quelques années, un territoire voit le jour, à travers l'activité créatrice et destructrice d'une puissance dominante d'une part, et par les jeux de résistance et d'accommodement des populations d'autre part. Autour de ces dialogues naît la Syrie, délimitée dans des frontières nouvellement découpées avec des composantes populaires qui tendent à défendre la souveraineté.

L’invention d’un territoire

La défaite de Mayssaloun précipite la chute du Royaume arabe. Pour les nouvelles autorités, pourtant, tout reste à construire. La première action d’urgence pour les militaires français, appuyés sur des personnalités politiques comme Robert de Caix[10], est de définir les territoires sous domination française. Pour cela, il faut diviser en sous-ensembles ce vaste espace appelé à intégrer l’empire colonial. Ce découpage résulte de plusieurs dynamiques, les unes *in situ*, les autres propres aux cabinets politiques et aux décisions qui y sont prises, démontrant combien les autorités françaises se saisissent de la Syrie sans plan préconçu. Elles entendent « défendre les minorités[11] » et, au nom de cela, préserver un grand Liban auquel l’adjonction de la plaine de la Bekaa fournirait l’indispensable blé manquant pendant la guerre. Ils étendent le principe aux populations alaouites et druzes, qui forment les territoires homonymes. Un chapelet de provinces indépendantes enferme les deux grands espaces intérieurs polarisés par Damas et Alep, qui deviennent des États indépendants, et recoupent largement les anciennes provinces ottomanes. Cependant, pour l’État de Damas, la nouvelle frontière internationale borne son versant méridional, pour le second, la perte de la Cilicie le prive d’un arrière-pays. Tous deux sont surtout enserrés dans l’espace continental sans débouché maritime. Toutefois, cette carte met longtemps à être appliquée sur le terrain.

Au nord, les lendemains de la défaite de Faysal ne voient pas la fin des violences et des affrontements. Au contraire, avec les menées de Mustafâ Kemal en Turquie, les heurts reprennent alors que la frontière internationale est à fixer[12]. Rapidement, les troupes françaises se retirent de la Cilicie en 1920-1921, puis tentent de contenir les incursions de bandes armées. Les accords d’Ankara en 1921 départagent ce qui relève des territoires mandataire et turc, la ligne de chemin de fer du Baghdadhan permettant de délimiter cette frontière internationale en voie de formation. Tout n’est pas réglé pour autant. Les bandes armées qui se réunissent à Aintab (actuelle Gaziantep) continuent leurs incursions chaque été jusqu’en 1924[13]. De même, des

ajustements s’imposent pour que les villages dépendant de Killis se retrouvent sous souveraineté turque. Plus à l’est encore, les débats entre Français et Turcs sont intenses pour identifier les chemins séparant la Jazira syrienne de la turque[14]. En 1928, la frontière nord se dessine.

Cette nouvelle discontinuité entraîne des dynamiques locales. En premier lieu, elle force les habitants à s’enregistrer et à s’identifier à l’un des deux territoires, la nationalité syrienne excluant la turque[15]. Pour autant, il n’y a pas de transferts fonciers massifs. Les familles se divisent de part et d’autre et conservent la possibilité de venir surveiller l’entretien de leurs propriétés[16]. De même, les migrations tribales se poursuivent. Cependant, des dispositifs de surveillance sont élaborés pour suivre leurs mouvements et surtout limiter les violences dont les membres des tribus pourraient se rendre responsables. La nouvelle discontinuité affecte les flux de marchandises. Changement de monnaie – la livre turque est supposée ne plus avoir cours –, nouvelles taxes douanières et limitation des mouvements abolissent d’anciens flux commerciaux. Pour Alep, privée de son arrière-pays immédiat vers la Cilicie, les circulations s’arrêtent. Si Antakya reste un débouché portuaire concurrençant Beyrouth, le transit ne fonctionne plus. Plus à l’est, Mossoul appartient à un autre domaine impérial. Mais l’invention de la frontière nord ne signifie pas seulement la déconstruction de dynamiques existantes.

Avec la mise en place de lieux de contrôle, un chapelet de petites villes prend forme le long du chemin de fer[17]. Jarablus, Tell Abyad, Arab Pounar (actuel Ayn al-’arab/Kobane), Kamishli ponctuent un espace jusque-là largement marqué par les fluidités tribales. Ces centres sont rapidement parés des symboles de l’urbanité avec un sérail pour certains, un plan en damier, des maisons à cour. Un semis urbain prend forme qui permet de contrôler la frontière, sur laquelle certains centres fleurissent, qui deviennent l’ultime refuge des Arméniens fuyant la Cilicie en passe de tomber sous le contrôle des Turcs, pour une petite partie d’entre eux. Les autres trouvent un abri à Alep et Damas.

Plus à l’est et au sud, le dessin de la frontière dépend des négociations avec la Grande-Bretagne[18]. Dans le cas de l’Irak, la ville de Deir ez-Zor, un moment occupée par les forces menées par Tawfîq al-Suwaydî[19], est rattachée à la zone française. Les diplomates français

et britanniques suivent alors les lignes de la wilâya de Mossoul pour départager les zones. Concernant cette dernière, la découverte de gisements pétroliers et son occupation à la fin de la guerre par les forces britanniques en font un lieu disputé, que Clemenceau accepte de céder à la Grande-Bretagne contre une participation à la compagnie des pétroles en voie de constitution. Ici, le contrôle tribal – institution chargée de la supervision des Bédouins – devient l'instance de supervision de ce vaste territoire. Il s'agit de maîtriser les flux humains à l'image de ce qui a été pratiqué dans d'autres contrées de l'empire français.

Les effets les plus immédiats concernent les activités économiques : c'est la « mort du troupeau[20] ». La fin des routes caravanières, la rupture introduite entre villes syriennes et irakiennes ainsi que les nouvelles activités économiques plus lucratives, sur fond de sécheresse et de crise climatique, voient l'activité première des tribus nomades péricliter. Le petit élevage prend le dessus sur les grands cheptels de chameaux. Une nouvelle hiérarchie sociale s'instaure et, avec elle, le monde urbain renforce son emprise sur le pays jazirien. Aussi, si le mouvement d'établissement de frontières ne s'accompagne pas d'une urbanisation comme au nord, l'ordre de la ville s'en trouve renforcé.

Dans le cas des frontières avec la Transjordanie, les autorités britanniques imposent un tracé qui fait du voisin méridional un couloir aérien connectant les Indes et l'Europe à travers des espaces sous le contrôle de la Couronne. La délimitation plus problématique concerne le pays druze qui est alors formé. La fuite de partisans indépendantistes refusant la tutelle française fait de cette frontière un endroit stratégique et faiblement contrôlé. Quant au Hauran et au Golan, ils se trouvent scindés à la fin des négociations entre Britanniques et Français. Il faut tout de même plus de trois ans après la conférence de San Remo pour parvenir à une entente sur les bornes frontalières. La convention de 1923 dessine le Sud syrien duquel est soustraite la ville de Zarqa mais qui s'étend jusqu'aux rivages du lac de Tibériade[21]. Enfin, plus à l'ouest, le grand Liban s'étendant aux crêtes de l'Anti-Liban jouxte l'État de Damas. Le tracé exact des contours de ce dernier reste à faire, les autorités mandataires ne se pressant pas de déterminer avec précision les limites des deux unités administratives. Ainsi, entre le milieu et la fin des années 1920, l'espace syrien prend forme avec de nouvelles lignes qui découpent

des espaces jusque-là unis.

Cette invention rapproche les lieux, modifie les hiérarchies et réagence les circulations. Cette fusion crée une situation d'inégalité : Damas revendique le titre de capitale, comme à l'époque de Faysal, alors qu'Alep, Hama et Homs se retrouvent marginalisées. Beyrouth devient le centre politique principal. Il n'est pas jusqu'aux autorités mandataires qui ne proposent, au moment de la réunion des territoires en janvier 1925, de désigner Homs comme capitale[22]. Ce choix est rejeté. Cette nouvelle géographie administrative induit pour Alep, isolée de son arrière-pays cilicien, une autre forme de relégation. Aussi, le cœur urbain de la Syrie en voie d'émergence se structure autour de compétitions entre villes, masquées partiellement par la lutte contre la présence étrangère.

L'organisation mandataire contraint les différentes composantes de la population à définir leur loyauté. Sous ce terme, il faut entendre la reconnaissance d'une subordination politique (qui est le représentant ?), mais aussi d'une identité (qui est-on ?). La mise en place du mandat pensé sur le modèle confessionnel avec l'autonomie des Druzes et des Alaouites ouvre une large palette de choix : est-on syrien ? grand-syrien (au sens d'un habitant du *bilad al-sham*) ? druze ? chrétien ? défenseur des Français ? nationaliste arabe ? Chaque appellation renvoie à une position culturelle et politique au sein des différents espaces réunis dans les territoires mandataires. Cette question se pose avec plus d'acuité dans le cas des nouveaux États autonomes : se revendiquer comme druze revient à endosser implicitement l'alliance française, quand être syrien permet de construire un discours intégrateur. Ces clivages scindent les élites et leurs clientèles et constitue l'arrière-plan des luttes à venir.

Si la défaite de Mayssaloun a pu faire rêver d'une pacification rapide de la Syrie, bien vite, les autorités mandataires doivent reconnaître les difficultés auxquelles elles font face. Au nord, la révolte de 'Alî Sâlih a soulevé une partie du pays alaouite refusant l'autonomie proposée. Il est finalement défait en 1921, mais son combat révèle comment les minorités peuvent s'opposer à leur protecteur déclaré. Les incursions par la frontière turque se poursuivent jusqu'en 1924[23]. Ces bandes armées prennent leurs quartiers d'été en périphérie de Maarat al-Nouman, jusqu'à ce que les accords entre autorités françaises et turques mettent fin à ces

migrations armées pendulaires. La cessation des heurts manifeste le poids nouveau des autorités étatiques. Si les Turcs refusent les facilités aux chefs de bande, ces derniers se retrouvent en difficulté, d'autant que les services de renseignement français, chargés de la gestion frontalière, contrôlent plus rigoureusement les déplacements. Chaque étape des insurrections voit un brassage des populations entre anciens officiers ottomans et paysans, favorisant la politisation des campagnes[24].

À peine des solutions sont-elles trouvées au nord que Damas manifeste en 1922. La venue de Crane annoncée pour le 5 avril 1922 provoque une rencontre entre plusieurs activistes, comme en témoigne le docteur 'Abd al-Rahman Shahbandar à propos des hommes politiques actifs au temps de Faysal qui élaborent de nouvelles stratégies d'action[25]. Le 8 avril, les manifestations débutent à la mosquée des Omeyyades dans le centre de Damas. Elles rassemblent huit mille personnes, garantissant à ces ténors politiques la possibilité de réunir de vastes foules. Le mouvement s'interrompt rapidement avec une série d'arrestations et de départs à l'étranger. Les chefs nationalistes trouvent refuge en Transjordanie ou au Caire[26], faisant jouer les nouvelles logiques interétatiques. Pour les Français, Amman ou Le Caire deviennent des repaires d'opposants alors que la Transjordanie et l'Égypte sont contrôlées par la Grande-Bretagne. Selon un glissement facile, cette dernière devient la cause de tous les maux français[27].

Cependant, les troupes mandataires doivent aussi faire face à des difficultés dans les campagnes, loin de toute influence britannique. En 1920, les paysans du Hauran s'insurgent. Si les causes de cette émotion sont avant tout économiques, la hausse des prix, les difficultés à s'approvisionner, elles n'en sont pas moins politiques. Le meurtre de 'Abd al-Rahman al-Yûsuf et 'Alâ al-Dîn Durûbî, deux représentants de la capitale venus apaiser le pays, traduit l'engagement contre ceux qui semblent accepter l'autorité française. Pendant quelques semaines, les troupes coloniales bataillent pour rétablir l'ordre en quadrillant les campagnes. Ces mécontentements se nourrissent aussi de la politisation d'avant guerre. Révolution et conflit mondial ont entretenu un esprit politique et favorisé les rencontres. En dépit de ces soubresauts, la formule mandataire de colonisation directe n'est pas remise en cause.

Au début des années 1920, les autorités mandataires sont sommées par la métropole de ne pas dépendre des subsides extérieurs. Ainsi, en 1923, l'allocation budgétaire à l'adresse de la Syrie est violemment diminuée, baissant de 52 %[28]. Ces ressources servent en premier lieu au paiement des forces militaires et sont consacrées au remboursement de la dette ottomane. Comme gage de souveraineté, les États héritiers de l'empire, principalement l'Irak et la Syrie, ont accepté, par la voix de leurs représentants français et britanniques, de prendre à leur charge un quota de la dette léguée par l'empire défunt[29]. Toute la question est de connaître la monnaie du remboursement, les autorités en Syrie cherchant à faire accepter le franc, non l'or. Finalement, le paiement s'interrompt en 1932, grevant les ressources du nouvel État. Cependant, les budgets des premières années soulignent le paradoxe de la politique engagée par la France : elle désire établir un contrôle le plus complet et direct sur ce territoire, mais ne consent pas à l'effort financier qui en découle, et reprend les formules appliquées en Afrique d'un faible nombre de fonctionnaires, de dotations réduites, augmentées localement par les taxes, et d'un quadrillage par des services spécialisés.

Quel visage donne l'administration du nouveau pays ? Sans plan concerté, des départements techniques spécialisés se juxtaposent, les uns pour les besoins sanitaires, les autres pour les questions militaires (comme les services de renseignement), les derniers pour la gestion cadastrale[30]. Chacun d'entre eux reprend les pratiques léguées. Pour la santé par exemple, le contrôle épidémiologique le long de la route du pèlerinage avait vu le recours à des médecins européens pendant la période ottomane. Leurs attributions sont étendues sans que la visée soit clairement définie. Aussi, la première administration mandataire ressemble à une agglomération de militaires, de prêtres missionnaires et de médecins. Les administratifs tardent à venir, la métropole dévastée humainement et matériellement se refuse à voir des fonctionnaires partir. À cela s'ajoutent les forces coloniales pour maintenir l'ordre, ce qui n'est pas moins choquant pour les populations locales faiblement accueillantes devant des soldats noirs, dont les chefs, blancs, ignorent tout des coutumes et des bonnes mœurs[31].

À côté de cette kyrielle de services, une première ébauche de hiérarchie administrative prend forme. Le haut-commissaire gère et décide, des commissaires délégués sont présents dans chacun des

États ; ils y discutent avec les conseils représentatifs qui ont vocation à donner le point de vue des notables locaux, sans pouvoir de décision. Cet équilibre demeure fragile et fortement personnalisé. Les vœux et la volonté du haut-commissaire orientent les principales inflexions. Dans ce cadre, la baisse brutale de sa dotation budgétaire en 1923 pousse Gouraud à démissionner. La vacance du pouvoir est courte, mais elle illustre l'incertitude du schéma mandataire. Celui qui s'était fait le chantre d'une colonisation de la Syrie abandonne son poste en raison du manque de moyens pour la réaliser. Ses successeurs doivent proposer une autre solution.

En 1924, la réunion des deux États d'Alep et de Damas inaugure une nouvelle ère, sans soulever l'enthousiasme dans les rues de Damas[32]. Cependant, dans les territoires druze et alaouite, les choses diffèrent. Depuis 1923, le capitaine Cabillet a été nommé gouverneur par intérim du Territoire des Druzes, ce qui empêche Hamad, un dignitaire local, d'occuper cette fonction. Le militaire français, porteur d'une tradition proche des bureaux arabes, veut réformer les sociétés locales en vertu de principes égalitaristes. Dénonciation des chefs, appel à la construction d'infrastructures, contrôle des élites jugées décadentes, guident son action auprès des populations locales. Or une telle entreprise est localement vécue comme un essai de prise de contrôle de la part de l'État – colonial qui plus est – sur des terroirs locaux, suscitant de nombreuses critiques. En outre, le clan dominant des Atrash, qui a vu son chef traditionnel Salim se retirer, vit cette prise de pouvoir comme une atteinte directe.

Les actions répétées du capitaine Cabillet, soutenu par sa hiérarchie[33], favorisent le rapprochement du clan Atrash avec les familles présentes dans l'Assemblée druze, organe de direction créé par les Français. Le premier semestre de 1925 voit la multiplication des querelles. Une délégation de l'Assemblée part rencontrer le haut-commissaire Sarrail, pour demander la nomination d'un gouverneur druze, reprenant les termes d'un traité signé en 1921. Ce dernier refuse de les recevoir. Dans cette atmosphère tendue se tient une nouvelle séance de l'Assemblée le 3 juillet 1925. Lors de discussions animées, l'officier français présent, le lieutenant Maurel, est frappé par Hussayn Murshid. La séance dispersée, les autorités françaises exigent que Murshid leur soit livré. Trois délégués druzes sont invités par le représentant français à Damas, afin de discuter de la situation pour

trouver un apaisement. Dans la nuit du 12 au 13 juillet, les représentants druzes sont appréhendés, alors que des automitrailleuses partent vers le Jebel. D'autres arrestations suivent.

Le 19 juillet, Sultân Atrash fait part aux représentants des villages environnants des emprisonnements, ce qui lui permet de recruter quelques centaines de cavaliers. Il parvient avec ses hommes à Salkhad alors que la deuxième ville du Jebel est vidée des forces françaises. En réaction, un détachement commandé par Normand se met en route. Le 21 juillet, il est attaqué par des Druzes, brandissant le *bayrân* (le drapeau traditionnel). Un mouvement mêlant traditions guerrières, émotions populaires et modernité militaire prend forme. La colonne défaite, Sultân Atrash peut mobiliser la montagne sous sa conduite en formant un conseil révolutionnaire. Il ne veut pas assumer la charge politique de diriger le soulèvement. Son but est de libérer la Syrie de la présence française, tel qu'il l'annonce.

La révolte est d'abord locale, bien que les contacts entre Sultân Atrash et les familles de notables comme les Bakrî ouvrent à de potentiels soutiens extérieurs. Les coups de main, les échecs répétés de la stratégie française – établir des points fixes pour contrôler l'espace[34] – et l'aura gagnée par les combattants devant une occupation étrangère provoquent un ensemble de ralliements. À la fin de l'été, la montagne dirige une insurrection qui rappelle aux Français les troubles dont ils sont témoins dans le Rif au Maroc. D'autres initiatives locales multiplient les foyers de la révolte. L'ancien officier ottoman Fawzî al-Qawuqjî parvient à réunir des auxiliaires armés et à attaquer Hama dans le centre du pays. La médiation d'un notable de la famille des Barazî le contraint à quitter un temps l'agglomération, mais il poursuit sa lutte en périphérie. À la fin de l'automne, par connivence et par mouvements de protestation, ce sont les pourtours agricoles de Damas qui entrent dans l'insurrection. Le paysage de la Ghouta orientale se prête particulièrement bien à la lutte, avec un maquis de haies et de champs de petite taille. Damas devient le théâtre de l'insurrection. La réaction française ne se fait pas attendre : lorsque les insurgés entrent dans la ville, les bombardements frappent le centre-ville de Damas, détruit au quart. À la fin de l'année 1925, les troupes françaises tiennent les centres-ville, mais elles peinent à en sortir et évitent tout déplacement nocturne.

L'extension nationale amène les nationalistes syriens à proposer une

nouvelle plate-forme de discussions réclamant l’indépendance. En parallèle, les autorités françaises réorganisent leur système de lutte avec une mobilité plus grande et des dispositifs urbains empêchant les intrusions vers les villes. L’arrivée d’un nouveau haut-commissaire, Henry de Jouvenel, connu pour ses positions libérales dans le domaine colonial, ouvre un temps de négociations, ce qui permet de sélectionner de potentiels interlocuteurs. La tête de la révolution s’en trouve divisée entre Atrash réclamant l’indépendance immédiate et d’autres politiques prêts à discuter de réformes. Sur le terrain, à la fin de l’année 1926, après d’âpres combats et des disettes, les rebelles cèdent peu à peu. Tout semble indiquer un retour au calme. Pourtant, les autorités françaises doivent accepter l’évidence : jamais elles ne pourraient contrôler la Syrie selon les schémas qu’elles avaient envisagés. Avec la révolte du Sud, le territoire druze devient partie prenante d’un nouveau pays en formation, scellant sa destinée à celles des autres terres syriennes.

Une Constitution pour un nouveau pays

Le 29 janvier 1927, le haut-commissaire Henri Ponsot prend la parole à l'occasion de sa prise de fonction, esquissant une nouvelle vision des rapports entre la puissance mandataire et les Syriens. Pour la première fois, la France reconnaît que le colonialisme, dans sa forme du XIX[e] siècle, est pour leur pays une chimère. Elle supposerait un coût humain et financier dépassant de très loin les possibilités de la France de la fin des années 1920. Aussi faut-il se résoudre à trouver des interlocuteurs locaux. Les autorités françaises suivent le schéma irakien qui hante leur esprit depuis 1920. À la suite d'une révolte massive, les Britanniques ont promu Faysal roi constitutionnel d'Irak, et soumis le nouveau régime à un traité d'alliance.

Cette inflexion ouvre de nouveaux espoirs pour les dirigeants urbains de la révolte. Les chefs nationalistes ne peuvent plus espérer une solution par les armes. Cependant, toute discussion avec l'autorité mandataire risque de les décrédibiliser face aux exilés, ceux partis en Égypte, en Suisse ou en Transjordanie. Leur conclusion doit être rapidement sanctionnée par un traité ou un accord international pour ne pas être trahie comme au lendemain de la Première Guerre mondiale.

À la fin de l'année 1927, Hâshim al-Atâssî, Jamîl Mardam Bey, entre autres, se réunissent et fondent la *kutla al-wataniyya* (Bloc national)[35]. L'union politique nouvelle se veut un véritable parti chargé de lutter pour l'indépendance par la négociation. Elle se montre d'emblée intéressée par le discours de Ponsot autour de prochaines élections devant déboucher sur une Assemblée constituante. Ces représentants du combat national sont persuadés de leur victoire à un scrutin non encore programmé. Une autre sortie de crise s'offre aux Français : le choix irakien.

À partir de 1928, l'exemple irakien s'impose de plus en plus. Contre la reconnaissance d'une position particulière pour la Grande-Bretagne (bases militaires, droit de nommer des conseillers, etc.), le gouvernement de Nûrî al-Sayyid parvient à faire adopter un traité conduisant l'Irak vers l'indépendance. Le roi Faysal, chassé de Syrie

depuis 1920, redevient le chef d'un État indépendant, qui doit prochainement entrer à la Société des Nations. Cette évolution incite les dirigeants syriens à obtenir un statut équivalent et relance la controverse sur le rôle de Faysal en Syrie. Il dispose toujours de partisans qui veulent voir en lui l'unificateur du monde arabe. Parmi ses défenseurs, Shahbandar se montre particulièrement actif[36]. En retour néanmoins, une union syro-irakienne n'est pas saluée unanimement. Au sein de la *kutla al-wataniyya*, certains lui sont hostiles, proches pour la plupart de l'Arabie saoudite et résidant à Damas. Une scission géopolitique divise dès lors la classe politique syrienne.

L'hypothèse faysalienne est rapidement écartée, ne bénéficiant pas même du soutien des puissances européennes[37]. Pour les autorités françaises, Faysal est toujours considéré comme un ennemi qui pourrait remettre en cause l'influence française. Les Britanniques ne veulent pas non plus de Faysal en Syrie. Cette opération conduirait l'Irak à s'unir à la Syrie, renforçant le nouvel État. L'absorption donnerait une place de choix au système éducatif français, et l'union mettrait en péril l'influence anglaise. Bien vite, les lendemains de l'indépendance irakienne détournent le roi d'un projet syrien, d'autant que la dégradation de sa santé le force à se rendre en Europe. Il meurt le 8 septembre 1933 salué par la classe politique syrienne comme un grand homme.

En 1928, en Syrie, des élections se tiennent selon la loi ottomane, à deux échelons. Les modérés menés par Taj al-Dîn gagnent de justesse à Damas, mais ils remportent de nombreux succès dans les villes de province. Ils dominent en nombre l'Assemblée[38]. Cependant, les nationalistes arabes parviennent à se regrouper derrière Hâshim al-Atâssî.

La barbiche blanche bien taillée, souvent vêtu d'un tarbouch pour couvrir un crâne dégarni, le chef nationaliste dispose d'une solide expérience politique depuis qu'il a été à la tête de l'Assemblée en 1920. Né en 1875 à Homs, d'un père mufti de la ville, il y commence ses études puis les poursuit à Constantinople. Il entre par la suite au service de l'Empire ottoman, devenant qa'imaqan* de Beyrouth en 1894. Après la guerre, il s'engage dans les rangs de Faysal et préside le Congrès national.

Par leur éloquence et leur cohésion partisane, les nationalistes du

Bloc national dominent les débats de la nouvelle Chambre élue[39], qu'ils orientent contre le projet constitutionnel français soumis à l'Assemblée. Les principaux articles discutés ne leur posent pas de problèmes, ni à une opinion publique attentive aux discussions. L'exportation d'une Constitution établissant un parlementarisme rationalisé tel qu'il est débattu en France dans les années 1920-1930 est bien accueillie par les Syriens. La plupart des hommes politiques nationalistes sont des hommes de loi qui ont étudié le droit français nouvellement appliqué dans divers secteurs de la société (poste, travail, etc.). Ils ne s'opposent pas à un système où le président de la République se verrait reconnaître de larges prérogatives, mais dont l'influence serait pondérée par une chambre unique – et donc plus puissante que dans un régime bicaméral – qui élirait le président. Cette dernière serait elle-même élue en vertu des lois ottomanes, c'est-à-dire un scrutin avec des grands électeurs votant pour les députés. Ce type de gouvernement leur offre surtout des possibilités de renforcer leur influence.

En revanche, deux articles soulèvent d'intenses critiques. Le premier concerne le Liban et son indépendance, à laquelle les hommes politiques syriens sont largement opposés, car il fait partie de la Syrie à l'image des territoires druzes et alaouites. Le second article, le 116, suscite de même les plus vives condamnations, car il impose la reconnaissance du mandat français comme une solution durable.

Un double combat s'engage donc pour l'élite nationaliste : gagner une audience suffisante pour remporter la majorité à l'Assemblée et lutter contre une Constitution entérinant le pouvoir français. Alors que le texte constitutionnel n'est pas ratifié par l'Assemblée, le haut-commissaire passe outre en le promulguant. De nouvelles élections sont organisées dans un climat de violence, des rixes de rues provoquant de nombreux de morts. Elles sont remportées par l'aile modérée du Bloc national conduite par Mardam Bey[40]. Les nouveaux élus n'obtiennent pas l'assentiment du haut-commissaire. Le jeu politique se bloque, montrant les limites du programme d'entente négocié proposée par la *kutla al-wataniyya*.

À la fin des années 1920, la Syrie a connu d'importantes transformations sous l'action de l'administration mandataire. Le réseau routier et ferroviaire est en croissance, connectant de façon régulière l'ensemble des villes entre Alep et Deraa. La première piste

automobile ouvre le désert syrien et rend accessible Deir ez-Zor[41]. L'avènement de l'État dans sa forme coloniale va de pair avec une prise de possession du territoire. Ce décloisonnement ne met pas fin aux particularismes régionaux, avec une forte endogamie dans les familles. En revanche, il met en présence les espaces et les communautés syriennes qui ne peuvent plus s'ignorer. Cependant, leurs rapports demeurent hautement hiérarchisés. Nomades et sédentaires s'opposent toujours, mais les premiers déclinent largement. Leur déplacement et leur mode de prédation par razzias sont entravés par le contrôle bédouin[42]. Ce sont toutefois les conséquences économiques de la fin des caravanes qui jouent davantage pour détruire les fondements de la vie nomade, dont les mœurs et modes de vie sont enregistrés par les anthropologues. Enfin, l'enregistrement des terres collectives au nom des chefs tribaux les rapproche du statut de propriétaires urbains. Au sein du désert, de nouveaux lieux émergent des terres tribales. Les sites mis à jour par les archéologues français, Palmyre ou Mari, font l'objet d'un fort investissement.

Les villes sont pour leur part le creuset d'un monde en pleine transformation. L'aspect le plus spectaculaire concerne les infrastructures. Les premiers réseaux d'eau courante et d'électrification font leur apparition dans les quartiers en construction à l'extérieur des vieilles villes. Ils concernent en premier lieu Damas et Alep, dans une moindre mesure des villes comme Lattaquié, autour du port, et de Deir ez-Zor. Progressivement l'espace urbain se dilate, grignotant les jardins fluviaux et les espaces d'oasis qui servent de première campagne environnante. Ce phénomène répond à la recherche de confort de la part d'une population notabilière qui a accumulé des richesses et souhaite adopter des modes de vie proches de ceux des Européens. Ces derniers s'installent en outre de façon privilégiée dans les nouveaux quartiers, auxquels les grandes voies routières assurent une plus grande accessibilité. À Damas, la rue d'Abou Roumaneh lie progressivement l'espace des maisons de Jisr al-Abyad dans lesquelles les autorités mandataires élisent domicile et les quartiers début de siècle autour de Marjeh.

La fluidité dans la ville nouvelle, celle en dehors des murs d'enceinte, est assurée par un nouveau plan routier et par des installations de transport. Pour protéger la ville de la Ghouta rebelle, de grands boulevards sont aménagés en périphérie. Les compagnies de

tramway autorisent une plus grande rapidité de déplacement, complétant les rares automobiles présentes en ville. Mais ces compagnies reposent aussi sur une nouvelle gestion des villes, prolongeant d'autres reconfigurations économiques. Ce sont des sociétés concessionnaires, souvent exploitées avec des capitaux français, qui prennent les marchés des grands services publics. Elles sont la cible de dénonciations locales, comme une marque de l'étranger dans le tissu local. Parallèlement, une bourgeoisie industrielle s'emploie à investir ses capitaux pour répondre aux attentes de la population alors que les firmes étrangères développant les franchises concurrencent les entreprises françaises[43].

L'entreprise la plus originale est le fruit d'un grand groupe d'industriels mené par Lutfî Haffar et Fâris al-Khûrî. Ils mobilisent les capitaux nécessaires pour créer une adduction d'eau depuis la source Fijeh à l'extérieur de Damas afin de fournir de l'eau potable[44]. Ce modèle est repris par d'autres entrepreneurs qui émergent dans l'entre-deux-guerres. Khâlid al-'Azm, par exemple, ou Muhammad Amîn Sayyîd entament ainsi leur carrière professionnelle[45]. Plus généralement, toute une série d'entrepreneurs mettent à profit la loi sur les sociétés anonymes pour instaurer une base industrielle dans le pays[46].

Les difficultés financières et politiques de la France contribuent à changer la politique douanière. En 1928, les taxes d'entrée sont relevées. Les autorités françaises s'assurent de nouveaux revenus pour préserver le budget des mandats, ce qui les force à créer les « intérêts communs », institutions gérant tout ce qui relève des territoires mandataires et qui ne peut être partagé de fait[47]. Les « intérêts communs » placent de cette manière la Syrie et le Liban dans une même entité fiscale. Surtout, cette politique assure à la France des soutiens dans la classe industrielle en croissance. Aussi, un premier essor des fabriques voit le jour dans l'entre-deux-guerres, faisant d'Alep une place textile importante.

Les villes bénéficient d'une forte croissance. Pourtant, si de nouveaux traits culturels y voient le jour, comme la radio qui supplante les conteurs des cafés populaires, si le tarbouch y règne, les espaces urbains traditionnels se maintiennent dans les quartiers de la vieille ville, servant de base de pouvoir aux grandes familles. Leurs chefs, que l'on dénomme *za'îm* (titulaires d'un réseau de clientèle, qu'ils

rétribuent sous différentes formes), s'appuient sur des hommes de main pour assurer l'ordre dans les quartiers. Ces *qabadayât* peuvent, par exemple, inciter les résidents à voter contre l'octroi de ressources et d'une certaine liberté afin de pouvoir se livrer à des commerces plus ou moins légaux. Des familles se constituent, tentant de faire disparaître le fait que, bien souvent, la première génération est tout juste arrivée en ville. Leur ascendance leur permet de s'implanter et de dominer un espace. Ces lieux sont innervés de multiples liens interpersonnels qui assurent les connexions entre l'élite politique et économique conservant de vastes demeures et les catégories populaires, nouvellement ou plus anciennement installées. Les deux communient dans une identité de quartier, à laquelle peut s'ajouter un élément confessionnel ou tribal.

Ce jeu de clientèle et de domination se retrouve entre la ville et les campagnes. Depuis le code foncier de 1858, les rapports inégalitaires entre les deux mondes se sont renforcés. Les urbains ont pris possession de la terre, faisant diminuer d'autant les zones de *musha'a*, ou terre partagée[48]. Les alentours des villes peuvent être dominés par quelques familles, sans pour cela qu'il faille imaginer des terrains continus appartenant aux mêmes individus. À Homs, Thierry Boissière dénombre ainsi trois grands groupes[49]. La possession entraîne une mise en loyer des terres, assurant souvent au propriétaire jusqu'à la moitié de la production. À ce premier déséquilibre s'ajoutent les prêts qui permettent aux paysans de faire la soudure et de payer ce qu'ils doivent en numéraire. Or les emprunts sont contractés avec des intérêts de l'ordre de 12 % en moyenne. Le cycle de l'endettement débute et, avec lui, celui de la dépendance, car la loi interdit de quitter une terre en cas de dettes.

Est-ce pour autant une campagne uniforme ? La pauvreté y est-elle universelle ? Le paradoxe tient à la variété de situations et aux évolutions contradictoires. La taille des exploitations distingue les petits exploitants de ceux disposant d'un domaine foncier moyen (quelques hectares). Aussi, certaines familles peuvent connaître des niveaux de vie corrects. Les petits notables de village représentent les témoins de ce décalage. De tels écarts se retrouvent aussi dans les espérances de vie, dans les effectifs des familles et dans les conditions sanitaires. Les efforts de vaccination, les déploiements de dispensaires en milieu rural et la sécurisation des routes entraînent la chute

progressive du taux de mortalité. Si l'évolution diffère selon les communautés confessionnelles, dans l'ensemble, l'entrée dans la transition démographique s'opère avec une hausse brutale de la population. Une nouvelle génération voit le jour au tournant des années 1930. En retour s'accroît une course silencieuse pour la terre.

Dans ce contexte, la crise de 1929 affecte les fragiles équilibres économiques syriens. Ses effets se font sentir à partir de 1931, entraînant une dépréciation de la monnaie, un ralentissement des échanges économiques et des productions agricoles. Cependant, les conséquences varient grandement dans une économie de troc et de subsistance[50]. Cela n'empêche pas un chômage endémique de se développer (15-20 % de la population active), la mauvaise récolte de 1932 aggravant les choses. Les cohortes d'artisans sans travail et de paysans constituent des populations sensibles à des mots d'ordre contestataires.

Or de telles mutations qui tendent les relations sociales et professionnelles adviennent alors que la Constitution a été imposée, que les élections de 1932 soulignent l'emprise des nationalistes et que tout fonctionnement politique ordinaire impose une collaboration accrue entre élites locales et autorités mandataires. Les premières peuvent en outre mobiliser facilement par le biais de leur clientèle et hommes de main. Un désaccord suffit pour relancer la contestation. Déjà, en 1932, à Homs, se réunit un grand congrès du Bloc national qui exige l'indépendance. En réponse, le haut-commissaire Martel suspend les institutions. La fermeture de l'espace politique par ce dernier ne peut que crisper la situation, d'autant qu'il cherche à mettre en œuvre une politique de décentralisation forte, fragmentant le territoire[51].

Engagements, mobilisations et naissance d'une scène politique

Le 20 janvier 1936, les rideaux de fer ne se lèvent pas dans les souks de Damas. Un mouvement de grève inédit débute, qui s'étend progressivement à toutes les grandes places urbaines de la Syrie. Un élan de contestation d'une rare ampleur répond à la fermeture du bureau du Bloc national dans le quartier d'al-Qanawat, à Damas. Par ses formes, ses localisations et ses dirigeants, la grève de 1936 démontre comment la scène politique syrienne a connu une profonde transformation en près d'une décennie. Devant l'arrêt des négociations, les chefs nationalistes s'appuient sur les cercles marchands et industriels et optent pour une lutte reprenant les standards du mouvement social : grève, manifestation, etc. La ville est devenue le lieu des contestataires. Le temps des batailles en campagne comme à l'époque de l'insurrection druze est révolu. Le nouvel appel à une pleine souveraineté fait siennes aussi les revendications sociales canalisant le mécontentement populaire.

Les protestations fixent une grammaire de la lutte en milieu urbain[52]. Ces dernières utilisent le tissu de la ville traditionnelle, alternant regroupements, par exemple dans la mosquée principale, et dispersions dans les ruelles. Les défilés réunissent des hommes, majoritaires, mais aussi des femmes, ils portent des banderoles, clament des slogans et occupent les rues. Les rassemblements sont souvent précédés de réunions chez un particulier qui accueille les principales figures de la contestation. Les liens interpersonnels jouent un grand rôle dans la force du mouvement. La production de feuillets et de journaux complète le dispositif de lutte. Au final, au début de 1936, les formes civiles d'affrontement font de la ville le lieu de contestation et de la conquête du pouvoir.

Les autorités mandataires se détournent un moment de la grève, espérant son pourrissement. Cependant, les changements politiques en France modifient la donne. Au printemps, la coalition du Front populaire remporte les législatives et un gouvernement alliant radicaux et socialistes arrive au pouvoir. C'est l'heure des congés payés, des

quarante heures hebdomadaires instaurés par les accords de Matignon. En matière coloniale, de nouvelles formules plus libérales sont proposées, engageant les représentants en Syrie à rouvrir des négociations avec les populations locales. Des élections se tiennent, qui voient le Bloc national l'emporter très largement. Cette fois, le Parlement devient pleinement le lieu de résonance des protestations nationalistes.

Deux tendances émergent cependant au sein du mouvement. Pour les uns, derrière Jamîl Mardam Bey, l'accord avec la France peut seul permettre d'atteindre l'indépendance immédiate. Pour les autres, suivant Shukrî al-Quwwatlî, qui rallie les élus de Damas, il faut opposer une ligne radicale en exigeant l'indépendance. Par le truchement du haut-commissaire, Jamîl Mardam Bey est nommé à la tête du gouvernement et conduit la délégation envoyée à Paris pour déterminer le périmètre du prochain traité. Les discussions sont rapides et se concluent par un texte, à la fin de 1937. Il reste à le faire ratifier par les deux Parlements. Une telle opération semble pour les acteurs locaux ne pas poser de problème particulier.

Le retour de la délégation, par le chemin de fer venant de Turquie, donne lieu à des scènes pour la plupart chaleureuses. La nouvelle équipe gouvernementale en profite pour mettre en place des politiques inédites à l'adresse de ce qui doit devenir la Syrie indépendante. Devant les effets de la crise par exemple, l'Office des blés vise à coordonner les productions et les échanges. Tout laisse espérer une prochaine dévolution des pouvoirs du mandataire vers les autorités locales. Pourtant, le lien mécanique n'est guère attesté, d'autant que, rapidement, les Syriens réalisent que les Français ne cessent de repousser la ratification de l'accord[53].

L'établissement du traité précipite deux types de contestation qui reconfigurent largement la scène politique syrienne. Avec la promesse de l'indépendance et de l'intégration à la SDN, un certain flou se dissipe : le pouvoir serait transféré à Damas avec une réintégration des deux territoires indépendants et assumé dans un premier temps par une équipe représentante du peuple syrien. Deux séries d'opposition surgissent qu'il faut analyser séparément pour plus de clarté : les unes relèvent des populations et pouvoirs adjoints à la Syrie par le traité, c'est-à-dire l'ensemble des périphéries géographiques (Sandjak d'Alexandrette, territoire des Alaouites, des Druzes, et Jazira) ; les

autres viennent des courants politiques non représentés par le gouvernement. Dans chacun des deux cas, ce sont des processus similaires qui créent l'antagonisme.

Alaouites et Druzes présentent des situations proches. Le traité devant conduire à la fusion des entités autonomes, leurs élites se divisent. Pour une partie d'entre elles, la solution syrienne est privilégiée, pour les autres, la recherche d'une autonomie ou d'une tutelle française apparaît comme une protection à l'encontre d'élites urbaines distantes et dont on craint l'influence. Localement, la force des deux courants varie. Pour les Druzes, l'opposition est moindre qu'en pays alaouite. Cela tient principalement à deux facteurs : la désorganisation relative des élites après la répression de l'insurrection de 1925 et l'héritage prosyrien des insurgés partis en exil. Aussi, les clans tels que celui de la famille Atrash reconduisent leur soutien à une Syrie indépendante, sans en préciser les modalités concrètes. Dans le cas alaouite, de nombreuses factions se forment pour une solution autonome, suivant les clivages tribaux. Il suffit que les représentants des Kildiyya se positionnent en faveur de Damas pour voir les Kalbiyya s'y opposer. Au sein du front autonomiste, une figure se distingue : Sulaymân Murshid.

Né dans la montagne Alaouite à Sulaymân Yunus, il bénéficie très tôt d'une aura particulière dans sa communauté du fait de son épilepsie, ce qui lui attire l'opprobre des puissants locaux. Suivi de ses fidèles attirés par sa mystique, il part finalement pour Raqqa. À son retour, il s'allie aux élites par le biais de mariages, alors que le nombre de ses partisans ne cesse d'augmenter. Son succès lui assure le soutien des autorités françaises qui favorisent sa candidature au Parlement en 1936. La trajectoire de ce mystique politique souligne le poids pris par les Français dans les ultimes tractations qui doivent forger la Syrie. Les autorités mandataires, fragmentées elles aussi, finissent par endosser un discours localiste ou autonomiste visant, de leur point de vue, à défendre les anciens administrés (défense des minorités, civilisation, poursuite de l'œuvre de la France, etc.). Au final, le rapprochement entre factions locales autonomes et administrateurs crée des fractures.

Une telle évolution connaît deux conclusions bien différentes dans le sandjak d'Alexandrette et dans la Jazira. Dans les deux cas, l'état des choses au cours des années 1930 est largement le produit de non-

dits de l'après-Première Guerre mondiale. La littérature abondante sur le sandjak permet de connaître les péripéties des négociations qui ont conduit à sa séparation de la Syrie[54]. Après la guerre, la forte minorité de turcophones et les incertitudes françaises devant les troupes kémalistes poussent la France à créer un sandjak, province autonome, au niveau du territoire côtier avec Antakya et Iskenderun comme pôles urbains. La conclusion du traité de 1936 inquiète cependant les Turcs. Selon la logique propre à la Société des Nations, le gouvernement d'Atatürk craint une possible oppression exercée sur les turcophones par les Arabes. Aussi exige-t-il des garanties. À la même période, le gouvernement allemand procède de manière similaire avec les populations des Sudètes. Aussi la France concède-t-elle des élections à venir.

Sur place, les lignes de clivage sont confessionnelles, linguistiques et tribales. Les Alaouites du sandjak se montrent favorables à une pleine intégration à la Syrie. Zakî al-Arsuzî, par exemple, dirige le bureau de la Ligue de la fraternité, mouvement panarabe. Avec ses partisans, il affronte les autorités françaises locales, qui finissent par faire fermer leurs locaux, les conduisant à l'exil. Au contraire, les minorités turkmènes et turcophones se rallient à la propagande turque. Oppositions locales et affrontements entre factions créent dès lors une situation explosive alors que le traité de 1936 n'est pas encore ratifié. Trois « actes » conduisent à donner le sandjak à la Turquie. Ironie de l'histoire, Mustafâ Kemal revient sur les lieux de ses derniers combats à la tête des armées ottomanes de 1918[55]. Dans un premier temps, les Français reconnaissent une autonomie relative et luttent contre les positions arabistes de certains chefs locaux. Dans un second temps, un traité se dessine avec la Turquie. Enfin, des élections largement organisées en amont confirment par référendum la volonté de la région de réintégrer la Turquie.

Enjeu géostratégique, prise de position locale, choix des minorités, inquiétude à l'adresse d'un nouveau pouvoir indépendant, tout concourt à la césure. En février 1939, la Syrie est amputée d'un territoire. Cette séparation constitue une blessure profonde dans la mémoire collective. Elle réactualise les partages coloniaux du lendemain de la Première Guerre mondiale et montre comment les accords de cabinet peuvent aboutir à de nouvelles pertes. Elle s'incarne de façon visible dans le flot de réfugiés qui parvient jusqu'à

la capitale syrienne, Damas. C’est là que Zakî al-Arsuzî rencontre deux jeunes professeurs exclus de l’enseignement en raison de leur prise de position contre la France : Michel Aflaq et Salâh al-Dîn Bîtâr[56], avec lesquels il fonde un club littéraire, appelant à la renaissance arabe (*al-baath*). Ce mouvement de populations touche aussi les Arméniens qui craignent de potentiels massacres[57].

Dans le cas de la Jazira, la variété de populations, le caractère composite du peuplement et les fortes divisions locales empêchent la formation d’une région autonome. Les officiers des services de renseignement poussent les chefs tribaux, leurs clients, arabes et kurdes, à réclamer une plus grande autonomie[58]. Mais leur politique est contrée par les effets des dynamiques mandataires. Le bourgeonnement urbain le long de la frontière avec la Turquie, la plus grande intégration par des circulations renforcées et le déploiement des réseaux économiques, et la domination des élites urbaines alépines ou de Deir ez-Zor contrent le discours autonomiste. Enfin, les populations kurdes locales travaillées par une ethnogenèse ne s’unissent pas autour d’un dénominateur identitaire, ce qui les empêche de se poser comme peuple politique[59]. Finalement, la marche à la guerre aboutit au résultat inverse de celui du sandjak. Nulle neutralité n’est à négocier, au contraire, le contrôle de cette zone par Damas permet d’éviter toute inclination en faveur de l’Axe.

Le mouvement des populations périphériques ne peut se comprendre sans tenir compte de l’intense activité politique qui secoue la scène syrienne. Deux séries d’oppositions au traité se forment. La non-ratification, le détachement du sandjak et la révolte palestinienne à partir de 1936, qui évolue en guerre civile entre 1937 et 1939[60], constituent les raisons pour lesquelles une partie de la population jette l’opprobre sur les modérés négociateurs. La faction dirigée par Shukrî al-Quwwatlî gagne dès lors en importance, d’autant qu’il s’appuie sur des revenants, nationalistes de la première heure rentrés d’exil, comme les frères ‘Azmih[61]. Il peut, par leur biais, contrôler les finances du parti. Tous les exilés ne s’affilient cependant pas au Bloc national. De jeunes entrants en politique et d’anciens combattants trouvent en ‘Abd al-Rahman Shahbandar un porte-drapeau en faveur de l’indépendance immédiate. Il constitue une véritable alternative aux *wataniyyin*, et seule sa mort brutale en 1940 met fin aux espoirs de ses partisans. Ces deux courants montrent combien, à l’orée de 1939, l’appel à une

indépendance immédiate gagne en force.

Parallèlement, de nouveaux courants idéologiques voient le jour. Ces derniers sont le produit du croisement entre aspirations locales, idées européennes, connues des étudiants revenant au pays, et positionnements politiques régionaux. Certains sont le duplicata de partis métropolitains. C'est le cas particulièrement du communisme. Adoptée en priorité par les minorités confessionnelles ou ethniques, par les Arméniens partagés entre l'exil syrien et la nouvelle communauté renaissante en Arménie, cette pensée fait quelques adeptes[62]. Cependant, les autorités mandataires craignent le développement du bolchevisme comme agent d'une influence étrangère. Aussi s'emploient-elles à le neutraliser[63]. Le Parti communiste du Liban, de Syrie et de Palestine est créé pendant les années 1930 à l'exemple de son homologue français. Son alignement sur les positions de Moscou en 1936 en faveur du traité avec la France le discrédite quelque peu aux yeux des Syriens.

En dehors du communisme, la plupart des groupes prennent forme en défendant une certaine idée de la nation syrienne. Trois courants s'opposent. Le premier suit les thèses défendues par un exilé rentré d'Amérique latine, Antûn Saadeh[64], qui propose de défendre le *bilâd al-shâm*, cette terre civilisée distincte du monde arabe, croisant ethnies et confessions dans un syncrétisme levantin. Il veut un chef autoritaire pour guider la nation et lui permettre de rattraper son retard. Son parti, le Parti populaire syrien (PPS), reprend les schémas de fonctionnement des partis fascistes. À côté de ce groupement partisan, les oulémas se font connaître par la lutte contre des innovations législatives. Leur association, formée en 1938, doit porter l'islam en politique[65]. Elle attire des sympathisants de retour de leurs études au Caire où ils se sont familiarisés avec les idées de Hassan al-Banna, fondateur de la confrérie des Frères musulmans. Sans développer encore une branche syrienne, l'idéal de l'islam comme point de réforme de la société et du monde politique les enthousiasme. Ils l'associent à une défense de l'authentique, de l'oumma ou nation des musulmans, contre l'impérialisme. Le dernier courant tient à l'arabisme, qui s'exprime dans les cercles littéraires comme celui tenu par Aflaq et Bîtâr, et dans les cafés.

À la veille de la guerre, la scène politique syrienne est donc particulièrement animée. Chaque parti se dote de structures de

jeunesse, de formations paramilitaires et adopte le langage de la virilité et de la force. L'heure est à la défense de la nation meurtrie par le colonialisme suivant les standards proposés par l'Europe. Les chemises de couleur manifestent dans les rues[66], rendant visible l'écho favorable donné aux idées mussoliniennes. Les cercles intellectuels perçoivent dans cet amalgame idéologique une solution pratique aux problèmes de la lutte nationale. De même, le culte du chef bénéficie de sympathies. En revanche, l'Italie fasciste suscite bien des méfiances. La guerre contre l'Éthiopie, le renouveau colonial en Libye sont autant de signes qui attirent la suspicion à l'égard de cette puissance potentiellement impérialiste. Dans un registre différent, si les Allemands sont considérés avec une bienveillance héritée de l'époque ottomane et entretenue par les anciens diplomates de l'ère wilhelmienne, rien ne permet de penser que le nazisme ait des soutiens locaux[67]. Il est largement méconnu. En dépit de la lutte contre le sionisme en Palestine, cette idéologie racialiste ne fait pas de percées significatives en terre syrienne.

La révolte palestinienne montre les apories du combat insurrectionnel pour une partie des Syriens, et donne à d'autres l'occasion de s'illustrer dans les combats. Le chef de guerre hamaiote qui a conduit le maquis de 1925, Fawzî al-Quwaqjî, mène la guérilla contre l'occupant britannique et les installations sionistes. Il doit fuir en 1939. La répression implacable de la Grande-Bretagne brise durablement l'élite palestinienne. En revanche, en Syrie, la révolte est le moment d'une forte publicité pour la cause arabe sur cette terre. Les premiers réseaux de soutien politisent une jeunesse avide d'idéal et de solutions nouvelles. Ils comptent parmi les nouveaux militants politiques, attendant la fin du mandat pour jouer pleinement leur rôle. Ils affrontent avant cela l'expérience de la guerre qui se déclenche en 1939.

Des frictions internationales à la Seconde Guerre mondiale

Les premiers échos de la guerre mondiale se font par la concurrence des radios[68]. Radio Barri, puis Radio Berlin émettent à destination des populations arabes pour les inciter à secouer le joug colonial. Néanmoins, en 1939, les Syriens perçoivent surtout les tractations internationales à travers le sandjak d'Alexandrette. Pour prix de la neutralité turque, les Français cèdent ce territoire syrien. Plus encore, les rumeurs de guerre croisées aux blocages institutionnels nés de la non-ratification du traité précipitent la mise en suspens de la Constitution. En mai, le gouvernement français par son nouveau représentant Gabriel Puaux décide de choisir ses partenaires de dialogue. Un nouveau gouvernement est formé, avec un nouveau titre, celui de commission exécutrice.

Ce revirement traduit la manière dont la France veut utiliser la Syrie dans le conflit qui s'annonce. Les velléités guerrières de l'Italie en Méditerranée, les avancées territoriales de l'Allemagne, les appétits toujours incertains de l'URSS font du territoire mandataire une excellente base arrière. Aussi faut-il s'assurer de sa quiétude et de l'obéissance de sa population. Selon la formule coloniale habituelle, les chefs de l'opposition sont arrêtés et déférés vers la ville pénitentiaire de Kamishli, en bordure de la Turquie. En dehors de cette reprise en main musclée, les plans sont échafaudés pour déclencher des opérations à destination des Balkans. Le 2 septembre 1939 ne change pas les préparatifs.

Les premiers mois de la Seconde Guerre mondiale sont eux aussi une drôle de guerre, avec un corps militaire prêt à agir, sans ennemi direct. Les choses changent avec l'écroulement du front français en mai 1940. La capitulation de juin est vécue comme un traumatisme par le général Dentz et ses subordonnés. Que faut-il faire pour ces militaires de carrière loin de la métropole ? L'appel gaulliste parvient sur les rivages levantins où il est entendu. Cependant, l'expédition de Dakar, au cours de laquelle de Gaulle tente de rallier l'Afrique-Occidentale française et en est chassé à coups de canon, et la

destruction de la flotte française par les Britanniques à Mers el-Kébir empêchent les ralliements. Aussi, après quelques hésitations, le corps des officiers ne s'affilie pas à la France libre.

L'ordre vichyste veut renforcer l'autorité française en Syrie et s'en prend pour cela aux dirigeants nationalistes arabes, accusés d'avoir assassiné 'Abd al-Rahman Shahbandar. Ce dernier défendait un discours fortement hostile à la France, mais aussi au Bloc national, qu'il accusait de céder les droits souverains de la Syrie. Sa mort brutale précipite la dispersion de ses partisans, liés avant tout au chef charismatique. En parallèle, la mise en accusation de Jamîl Mardam Bey ou de Shukrî al-Quwwatlî entraîne le départ de ces derniers qui trouvent refuge en Irak[69]. Au début de l'année 1940, en dépit des soubresauts militaires que connaît la monarchie hachémite, Bagdad demeure un lieu d'accueil pour les exilés arabes. Sans chefs, le mouvement disparaît un moment, laissant place à une équipe ministérielle réduite.

Cette situation est profondément transformée dans le premier semestre de 1941. La raison est extérieure à la Syrie. En avril, après plusieurs essais, quatre colonels – le carré d'or –, défenseurs d'un nationalisme arabe virulent, orchestrent à Bagdad un coup d'État. Ils forcent le départ du régent et des ministres favorables à la Grande-Bretagne. Ils se prononcent pour une remise en cause des liens avec l'ancienne puissance mandataire et reçoivent avec les honneurs l'exilé palestinien prestigieux qu'est le mufti de Jérusalem. Ce dernier a trouvé refuge dans la capitale irakienne après l'échec de la révolte en Palestine, en 1939. Il communie avec les nouveaux chefs irakiens dans le défi à l'Europe. Pourtant, quand la guerre éclate, la prudence est de mise. Sommé de déclarer la guerre à l'Allemagne, le gouvernement de Kaylanî se revendiquant des colonels obtempère, mais refuse la rupture des liens diplomatiques avec l'Italie. Dans la fièvre du printemps 1941, Winston Churchill faisant face sur tous les fronts craint le moindre revirement sur les arrières de l'Empire. Aussi ordonne-t-il l'invasion en mai 1941.

À Paris, Otto Abetz propose au gouvernement de l'État français dirigé par Darlan un nouveau compromis. Si Vichy accepte l'usage des aérodromes syriens par l'armée allemande en vue d'aider les rebelles irakiens, Berlin accéderait à certaines demandes de l'État français. Les protocoles de Paris prennent acte de ces décisions. Immédiatement,

des troupes allemandes partent en faible nombre vers Alep, ainsi que quelques armements. Pour l'Allemagne, au printemps 1941, il ne saurait être question de retarder davantage l'opération Barbarossa, l'invasion de l'URSS. Devant le caractère brouillon des opérations du Reich, quelques initiatives sont prises à destination de l'Irak sans qu'elles puissent modifier la solution de terrain. L'Irak attire de nombreux combattants syriens tels Jalâl Sayyîd ou Akram al-Hawrânî. Devant ce revirement de la France vichyste, Churchill programme la reprise de la Syrie, et les gaullistes veulent prendre part aux opérations.

Une guerre franco-française se dessine en juin 1941. Le camp vichyste souhaite faire face et éviter toute participation syrienne, ce qui pourrait donner lieu en cas de victoire à des négociations. Avant le début de l'invasion, le général Catroux, missionné par de Gaulle, proclame l'indépendance en vertu du traité de 1936, devant être effectif à la fin de la guerre. Cette déclaration ne reçoit que peu d'échos, avec la censure de la presse syrienne. Le 25 juin, trois colonnes s'élancent sur le littoral libanais, vers Deraa, et le Golan[70]. Elles gagnent rapidement Damas mais peinent à prendre Beyrouth. La résistance est violente. À la fin juin, deux autres colonnes s'élancent pour parvenir à Palmyre et à Alep. Au début juillet 1941, les opérations cessent et les pourparlers de Saint-Jean-d'Acre s'engagent entre Britanniques et vichystes, les gaullistes n'étant que partiellement associés.

La France libre prend le contrôle de la Syrie qui sort de fait des zones de combat. Le lancement de l'opération Barbarossa, les piétinements allemands dans le désert libyen et la neutralité turque excluent de voir le territoire être à nouveau un terrain d'opérations. Mais l'insertion dans le camp des Alliés précipite des changements localement. Les Français libres doivent honorer la promesse d'une indépendance à venir. En outre, la Syrie intègre le dispositif de guerre mis en place par les Britanniques, le Middle East Supply Centre.

La lente dévolution des pouvoirs reprend. En 1943, la constitution restaurée, les élections législatives se tiennent[71]. Le Bloc national paraît le grand favori du scrutin. Le parti adverse, celui de 'Abd al-Rahmân Shahbandar, disparu avec la mort de son chef en 1940. Au sein de la formation nationaliste, de nouveaux équilibres résultent de la maîtrise par Shukrî al-Quwwatlî des outils financiers du parti. Il peut

contrôler plus aisément les candidatures au sein du groupe et parvient à s'imposer à la tête de la liste pour la capitale. Aussi, la victoire du parti nationaliste aux élections devient sa propre promotion comme *primus inter pares*. En vertu de la Constitution, l'Assemblée se réunit pour désigner le président. Il obtient la majorité des suffrages.

Le rétablissement ordinaire de la vie politique voit, à l'exemple de l'année 1918, une multiplication de formations partisanes, classées par les autorités françaises entre extrémistes, intégristes et modérés. Les deux premiers groupes renvoient à des opposants à tout lien avec la France, et pour les seconds, ils revendiquent l'islam comme arme de combat contre le colon[72]. Tous ne rassemblent que quelques centaines de sympathisants, ayant plus la forme de clubs que de partis structurés. Ils montrent comment les Syriens se saisissent du rétablissement des libertés constitutionnelles pour faire renaître un mouvement civil.

Les années de guerre ont une forte incidence sur l'économie. Autour du Middle East Supply Centre[73], la coordination des transports et des productions doit prévenir une nouvelle disette et de potentiels désordres. Cette institution remplit adéquatement sa fonction, remplaçant les offices mis en place avant guerre. Mais elle ne peut créer un marché unifié en Syrie, ce qui crée des décalages dans les prix et des pénuries ponctuelles. De ce fait, une image duale émerge. D'un côté, le produit intérieur brut (tel qu'il est recalculé *a posteriori*) croît à raison de 7 % par an, avec une accélération des productions industrielles et agricoles. Cette hausse résulte aussi de la forte demande en produits de la part des soldats alliés. En revanche, le capital ne peut être investi. De l'autre, une forte inflation et les déséquilibres dans les marchés pénalisent les catégories populaires urbaines et les paysans. Au sortir de la guerre, dès 1944, des manifestations contre la vie chère sont organisées. Cependant, ce temps de guerre laisse en héritage une première expérience d'économie organisée et de forts moyens à placer dans les activités productrices.

Les événements politiques suivent les évolutions de la guerre. Jusqu'en 1944, les Français libres négocient le transfert de pouvoirs mais ils conditionnent l'avancée des pourparlers à la libération du territoire métropolitain[74]. Aussi, ils refusent de confier le commandement des forces spéciales. Ce point crée un blocage dans les discussions. En parallèle, la Syrie devient, comme État, un membre

des nouvelles institutions internationales, avec une délégation présidée par Fâris al-Khûrî à San Francisco, et une autre par Mardam Bey au Caire pour l'établissement de la Ligue arabe. Un paradoxe se forme : la Syrie souveraine sur la scène internationale est dépendante à l'intérieur de la France en vertu d'un mandat conféré par un organisme, la Société des Nations, qui a disparu. Il n'est pas jusqu'aux gouvernements américains et soviétiques qui reconnaissent l'indépendance en 1944.

C'est dans ce contexte que prend place la relève des garnisons au printemps 1945[1]. La nouvelle est immédiatement interprétée en fonction d'une grille de lecture datant de la Première Guerre mondiale : si la France envoie de nouveaux soldats, elle veut se maintenir. Aussi, seule une insurrection peut prévenir le rétablissement du pouvoir colonial. Bien vite, les troupes syriennes et leurs officiers se soulèvent, suivis par les populations de Damas et de Hama principalement. La conjonction des deux mouvements, accompagnés de grèves et de manifestations dans différents points du territoire (jusqu'à Deir ez-Zor), fait perdre le contrôle temporairement de la situation. Selon les schémas habituels, le haut-commissaire ordonne d'ouvrir le feu. Au cours de deux jours, les 28-29 mai 1945, Damas est bombardée à nouveau, le Parlement incendié, et les dignitaires se réfugient dans les officines diplomatiques. L'ambassadeur américain ouvre sa demeure, alors que son gouvernement se joint au britannique pour critiquer l'attitude de la France qui risque de faire basculer le monde arabe dans le camp des ennemis.

Le 30 mai, le gouvernement britannique adresse un ultimatum : si les troupes françaises ne regagnent pas les casernes, les forces britanniques se verront dans l'obligation d'ouvrir le feu. Impuissant à modifier la situation, le gouvernement français obtempère. Le contrôle des forces spéciales est rétrocédé dans les mois qui suivent aux autorités syriennes. Shukrî al-Quwwatlî, président de la République, protégé par les États-Unis, la Grande-Bretagne et, régionalement, par l'Arabie saoudite, peut entériner le calendrier annonçant le retrait des forces françaises. Le 17 avril 1946, l'ultime soldat de la puissance arrivée en 1920 doit quitter le territoire.

Une phase surprenante de l'histoire syrienne prend place entre 1920 et 1946. Alors que le mouvement constitutionnel syrien avait formé un

gouvernement sous la direction de Faysal, la France, en vertu des arrangements de sortie de guerre, a pu s’emparer de territoires pour lesquels pourtant elle n’a guère de projet. Mais, une fois les populations soumises – en apparence du moins –, elle œuvre à développer une administration, des transports, des infrastructures de manière à organiser ce nouveau morceau de l’empire. Cependant, les luttes et insurrections régulières démontrent vite la vanité de l’ordre colonial d’après guerre. Il faut donc trouver d’autres formes de contrôle et de gestion. Un nouveau parlementarisme se forme autour d’une Constitution modelée sur le canevas français. Cette dernière voit les partisans du mouvement civil d’avant guerre, une partie des grandes familles, réinvestir leur savoir-faire politique et renforcer, par le biais d’assemblée, leur réseau et pouvoir locaux. En s’inscrivant dans les outils de la modernité politique produits par l’établissement de l’État, ils s’assurent grâce à la lutte nationale une nouvelle emprise sur le pays. Le combat les unit à d’autres composantes jusque-là marginalisées par les urbains, tels les Druzes dont le représentant Sultân Atrash illustre durablement l’identité syrienne combattante. Composition, reconfigurations, et finalement émergence d’une Syrie nouvelle, tels sont les processus qui donnent naissance à un État se revendiquant comme souverain sur son territoire nouvellement découpé. Il reste une tâche immense pour ses élites : donner un sens dans l’indépendance aux combats passés.

Chapitre VI

L’indépendance (1946-1963)

Le 17 avril 1946, Shukrî al-Quwwatlî prend place au balcon du palais présidentiel. En ce jour solennel, le président de la République syrienne délivre un discours à l’occasion de la sortie du dernier soldat français du territoire syrien. À cinquante-quatre ans, il assiste à la réalisation d’un long combat contre les occupations étrangères de son pays. C’est avec fierté qu’il énonce les résultats et les enjeux qui s’imposent : après avoir mis fin à la présence française, il faut développer la nation, lui assurer un plein essor. Ses propos résument la promesse de l’indépendance. La souveraineté doit apporter une solution aux problèmes qui ont précipité la déchéance du peuple et de la nation dans la colonisation[2]. Aussi, en corrigeant les erreurs passées et en réalisant pleinement un système représentatif pluraliste, l’ensemble des composantes syriennes pourrait s’ériger en une puissance. C’est un moment charnière comme le connaissent les nouveaux États nés des processus de décolonisation.

Ce discours a une valeur performative : en nommant la Syrie, le président souhaite la faire exister ; en rappelant un passé et un avenir, il reconstruit une histoire pour légitimer son rôle et celui des élites au pouvoir. Plus généralement, parler d’indépendance autorise un réagencement historique majeur. Si le peuple recouvre sa souveraineté, c’est tout naturellement, car elle a toujours existé mais a été bafouée. Aussi est-ce une manière d’inscrire ce temps dans une mécanique voyant la nation soumise à des jougs étrangers avant de retrouver sa liberté. Cette perspective est relativement commune à l’époque de la décolonisation : les nouvelles élites ne peuvent pas débattre de l’essence de la nation qu’elles sont

amenées à gouverner.

Pourtant, bien plus qu'une marche naturelle, l'indépendance inaugure une période historique inédite, au cours de laquelle les corpus de législations évoluent rapidement. Entre 1946 et 1963, l'histoire syrienne devient celle d'une recherche intense pour établir la souveraineté, dans les domaines économiques, sociaux, politiques, culturels et diplomatiques[3]. Après le long combat contre le mandat, tout reste à faire.

Cette tâche ne suit pas un plan déterminé. Au contraire, les nouveaux dirigeants avaient pu – on l'a vu – mettre en œuvre des politiques, bien que contraintes par la présence française. Plus encore, le rôle social dévolu aux grandes familles gouvernantes, celui de notable, reposait sur leur capacité de médiation entre une puissance extérieure et des composantes locales. Ce dernier est donc remis en cause. En outre, si ces personnages héritent d'une Constitution, ils doivent faire face à des bouleversements socio-économiques jamais vus, provoqués par les améliorations sanitaires et les enrichissements nés de la Seconde Guerre mondiale. Ils s'emploient à répondre à cette promesse de l'indépendance sans nécessairement avoir les moyens de connaître la situation du pays.

Cette période a longtemps reçu un traitement péjoratif dans l'historiographie syrienne et étrangère[4]. Elle a été largement relue à l'aune des événements postérieurs, l'avènement du Baath, d'un régime autoritaire et d'un ordre socialiste. Dès lors, elle devient, selon les grilles de lecture forgées à l'ère suivante, un succédané du temps colonial – les gouvernants ne seraient que les valets dociles de puissances étrangères – ou le règne de la corruption. Le poids des deux événements l'encadrant, le mandat et le régime baathiste, a poussé à son oubli pendant près de quatre décennies.

Tout change dans les années 2000. La génération des combattants, les héritiers des grandes familles, voire les premiers dirigeants baathistes disparaissent. Cela s'accompagne de la multiplication des écrits autobiographiques dans lesquels les auteurs restituent l'air d'un temps et la manière dont il ouvrait à de nombreuses voies possibles, autres que le régime autoritaire du Baath. Que ce soit sous la plume d'Akram al-Hawrânî ou d'‘Adnân Sa‘ad al-Dîn, des milliers de pages éclairent la Syrie d'un nouveau jour[5]. En plus, cette production rencontre largement la demande sociale locale. Après le temps du bannissement mémoriel, la jeune génération qui a vingt ans en 2000 a soif de se familiariser avec une période oubliée passée sous silence pendant son enfance. Il n'est pas jusqu'aux officiels qui ne tolèrent cette relecture, autorisant les libraires de Damas et

d’Alep à vendre publiquement des écrits jusque-là interdits.

Cette contre-lecture crée d’autres clichés. Soudainement, les années 1940 et 1950 deviennent un véritable âge d’or[6], où les libertés civiles et démocratiques donnaient aux citoyens tous les droits. Entre ces deux pôles, il faut restituer les dynamiques complexes de l’indépendance. Temps des possibles, moment de réalisations multiples, cette période voit l’État syrien muer pour devenir un acteur régional, un agent transformant sa société et un enjeu de conflit.

Une nouvelle nation ?

En 1946, la Syrie compte trois millions d'habitants, avec deux grandes villes, Damas et Alep (qui comptent chacune un demi-million d'habitants). C'est un pays à dominante rurale dont les productions sont drainées vers les villes rayonnant sur leur espace environnant. Un nouveau rapport s'esquisse dans la seconde moitié du XX e siècle. Les richesses accumulées pendant la guerre, par des familles marchandes et industrielles, irriguent un investissement agricole qui donne naissance à des cultures mécanisées utilisant la chimie[7]. C'est le début de l'or blanc, les vastes plantations de coton dans la Jazira. Aussi, le pavage esquissé au cours de l'époque mandataire se trouve modifié par la concentration accélérée des terres aux mains de grands propriétaires.

À côté de ce secteur dynamique mais fortement déstabilisateur des équilibres sociaux en monde rural se maintient le rapport dominant des urbains sur les ruraux par le biais de l'usure et du loyer des terres[8]. Mais il est affecté de deux manières. Les améliorations techniques favorisent une croissance rapide de la population, ce qui crée une concurrence foncière. Dès 1948, les débats parlementaires enregistrent des questionnements sur l'exode rural et l'installation en ville des nouveaux venus[9]. Parallèlement, les liens tribaux se distendent. L'appétit de terres et de profits qui en résulte augmente les tensions encore diffuses dans les campagnes syriennes, mises en mouvement par les améliorations techniques.

L'indépendance n'apporte pas de changements majeurs dans les villes, au cours des années 1940. Néanmoins, leur prééminence se trouve renforcée par la richesse accumulée et par les institutions politiques. Un régime parlementaire gouverne en Syrie, avec des élections qui se tiennent en 1943 puis en 1947. Les scrutins à deux échelons favorisent la représentation des élites urbaines. Aussi les grandes familles parviennent-elles à envoyer un représentant à l'Assemblée. Le premier gouvernement de l'indépendance reflète le duopole Damas-Alep, avec comme président de la République Shukrî al-Quwwatlî, originaire de Damas, et comme président du Conseil Sa'ad Allah Jabrî, d'Alep. Surtout, une nouvelle grammaire politique

est en train de se mettre en place.

Avec l’indépendance, la pyramide des pouvoirs se trouve modifiée. Le Parlement reste dominé par des représentants qui disposent de leurs réseaux de clientèle. Dans le cadre du Bloc national, des interconnexions personnelles mettent en relation des za’îm. Suivant cette perspective, le président Quwwatlî apparaît comme un *primus inter pares* qui, en s’appuyant sur sa maîtrise des flux financiers du parti[10], s’est doté d’une base politique et a pu conquérir la présidence. Il requiert l’allégeance des représentants, comme le rappelle par exemple Khâlid al-‘Azm[11]. En retour, il fait profiter ses soutiens des dotations et des ressources de l’État pour qu’ils réalisent des projets dans leurs circonscriptions. Un système de troc apparaît : le député accepte de prendre position sur tel ou tel aspect de politique étrangère, d’investissement, etc., contre l’octroi d’infrastructures, d’écoles, etc. Cela n’est pas bien sûr dénué d’engagement politique, mais sert les deux parties. Par ce biais de don et contre-don, le système parlementaire irrigue un ensemble de réseaux quadrillant le pays.

L’indépendance confère une importance nouvelle aux institutions. Les représentants sont chargés de redessiner les contours législatifs du pays. Dès 1946, la loi sur le travail est amendée avec une forte controverse sur le rôle des syndicats, un projet de loi sur l’armée est présenté, discuté puis abandonné, les débats sur les douanes, sur les taxes et sur les impôts sont intenses[12]. Les premières études pour l’extension du port de Lattaquié sont lancées. Ces quelques exemples illustrent la manière dont les nouvelles autorités se saisissent de leurs prérogatives pour transformer le pays, c’est-à-dire lui donner une pleine souveraineté. Trois domaines se révèlent conflictuels : la monnaie, l’indépendance nationale du pays par rapport aux organisations internationales et l’équilibre des pouvoirs.

Le premier renvoie aux relations entre Liban et Syrie, déterminées par les intérêts communs[13], qui maintiennent la Syrie dans la zone franc, sans que la France prenne avis des Syriens pour conduire sa politique monétaire. Rompre l’alliance monétaire signifierait non seulement parachever l’indépendance, mais aussi se détacher du Liban considéré comme le dernier territoire syrien détaché par le colonisateur. Entre 1946 et 1950, la livraison de blé et du pétrole de la Syrie vers le Liban, le partage des revenus de douanes et les questions monétaires constituent les trois enjeux des rapports libano-syriens.

Progressivement les deux élites s'éloignent, se reprochant mutuellement l'incompréhension. Enfin, au début de l'année 1948, la Syrie sort unilatéralement de la zone franc en créant sa monnaie. En 1950, elle dénonce les intérêts communs.

Son ambivalence identitaire – province arabe et pays indépendant – crée une tension permanente dans les positionnements diplomatiques. De manière consensuelle, la classe politique et les intellectuels saluent l'entrée de la Syrie dans les principales instances de l'ONU, comme État souverain. C'est la garantie d'une indépendance et d'une égalité internationale. Aussi les efforts sont-ils menés pour suppléer aux conditions requises dans le cas du Fonds monétaire international (FMI) par exemple[14]. En revanche, d'autres ancrages suscitent davantage de débats.

La classe politique syrienne se retrouve fragmentée autour des engagements arabes. Trois tendances s'affrontent en 1946-1947 qui forment les cinq grands courants diplomatiques pour l'après-guerre. Pour les uns, une fusion de la Syrie avec la Transjordanie (Grande Syrie) ou avec l'Irak (Croissant fertile) serait une étape décisive pour l'unité arabe. Les premiers sont proches de la Transjordanie, les autres des dirigeants irakiens. Pour les autres, l'unité arabe ne peut procéder que par la réunion de toutes les entités et la Ligue arabe en fournit le canevas. En s'appuyant sur cette structure qui reconnaît à chaque État son indépendance, ils peuvent contrer les deux orientations précédentes. Enfin, une partie des Syriens souhaitent deux autres modèles d'union, les uns autour d'un rassemblement des musulmans, l'oumma, les autres autour du bilad al-sham, c'est-à-dire une union du Taurus au Sinaï excluant les Bédouins et assimilés.

Ces différentes orientations créent autant de clivages au sein des groupes politiques. Il apparaît vite qu'une majorité des membres du Bloc national originaire de Homs et d'Alep comme Hâshim al-Atâssî se montre favorable à l'Irak. Réciproquement, Sultân Atrash ne repousse pas l'idée d'une Grande Syrie qui fait horreur au président de la République depuis Damas, Shukrî al-Quwwatlî. Les oppositions de projets recoupent et s'ajoutent à d'autres appartenances comme le lien régional, le passé individuel ou les idées en matière de politique économique, les Alépins se montrant plus libéraux que les représentants de Damas.

Tout semble en partie mis en suspens avant le scrutin législatif de

1947[15]. Ce dernier doit donner voix aux Syriens. L'enjeu central demeure l'équilibre des pouvoirs. Une première définition en est donnée par la centralité de la capitale sur les périphéries. Ces dernières peuvent missionner des représentants au centre, mais ne peuvent nullement se voir reconnaître la moindre autonomie. Au nom de cette loyauté requise, les autorités de Damas arrêtent et exécutent Sulaymân Murchid qui s'était illustré dans la défense d'une certaine autonomie pour la montagne Alaouite. L'envoi de ʻAdil al-ʻAzmih, le frère du ministre de l'Intérieur et président du Bloc national, comme gouverneur disposant de larges prérogatives, couronne cette orientation[16]. Elle suscite des troubles plus complexes dans la montagne Druze, qui soulignent les tensions dans le Bloc national autour de son chef, Shukrî al-Quwwatlî. Sultân Atrash lui conteste la prééminence et revendique plus d'autonomie pour son territoire. Le pouvoir central ne peut l'accuser de colonialisme ou de divisions de par son rôle dans la révolte de 1925. Cependant, il provoque d'autres candidatures présentées pour saper sa représentativité[17].

Dans ce contexte se tiennent les premières élections législatives, qui doivent renouveler l'Assemblée. Cette dernière sera chargée d'élire un nouveau président de la République, la Constitution ne prévoyant qu'un mandat. Bien vite, Shukrî al-Quwwatlî fait part de son souhait d'être reconduit à la présidence. Comme au Liban, l'élection se focalise sur le changement constitutionnel[18].

Les scrutins à venir – les premiers sans soldats étrangers sur le sol – ont un corollaire important : de nouveaux groupes politiques s'organisent en partis politiques pour se présenter. De jeunes intellectuels qui se rencontraient dans des cercles culturels tiennent, en avril 1947, le premier congrès pour fonder le parti Baath[19]. Salâh al-Dîn Bîtâr, Michel Aflaq, mais aussi Sâmî al-Jundî et Jalâl al-Sayyid se retrouvent à Damas et établissent la structure pyramidale d'une organisation qui doit s'étendre au monde arabe. Le principe repose sur une représentation de chaque région arabe (*qutr*), c'est-à-dire les pays issus du découpage colonial, dans un grand ensemble au cours d'assemblée nationale (*watanî*). Les vertus fondatrices sont unité, liberté et socialisme[20]. Ces trois mots d'ordre relèvent d'un projet plus global : la révolution morale, le renversement nécessaire de la conscience arabe (*inqilâb*) pour refonder la grande nation des pères disparus d'avant l'ère des occupations turque, puis européenne.

L’échiquier politique voit apparaître d’autres partis. Le Bloc national se scinde en deux, entre allégeances régionales (partisans de Damas et d’Alep), défense du président Quwwatlî ou opposition, mais aussi en fonction d’une lecture stricte de la Constitution ou de sa modification, d’une ouverture diplomatique vers les Hachémites ou, au contraire, vers l’Égypte et l’Arabie saoudite[21]. Le Parti national (*hizb watanî*) recueille l’héritage du parti nationaliste, alors que le Parti du peuple (*hizb al-sha‘ab*) capte les aspirations nouvelles, les élans libéraux de l’après-guerre ainsi qu’une jeune génération comme celle de Ma‘rûf al-Dawâlîbî[22]. Ce dernier est entré en politique à la fin des années 1930, combattant la présence française à Alep avant de poursuivre ses études à Paris. Il est alors représentant des étudiants. Il revient en Syrie à l’indépendance et se rapproche de jeunes clercs sunnites. Il symbolise le renouveau du personnel politique.

En dehors de ces deux grandes composantes, d’autres courants plus minoritaires demeurent. Dans les cercles musulmans, d’anciens étudiants syriens partis au Caire reviennent[23]. Selon eux, l’oumma doit s’unir et revenir aux préceptes de l’islam pour reconstruire la nation. En 1947, ils ont fait allégeance à Hassan al-Banna et fondent la branche syrienne des Frères musulmans. Ils ne se présentent pas en tant que tels aux élections. Mais certains de leurs membres font acte de candidature pour défendre un programme conservateur en matière sociale. De même, d’autres représentants appellent à des solutions autoritaires, comme Faysal Asalî, chef du Parti coopératif syrien qui reprend les symboles du fascisme[24]. Enfin, le Parti populaire syrien se fait connaître. Seul le Parti communiste syrien et libanais ne peut prendre part officiellement aux élections, étant encore interdit.

Les élections de 1947 sont donc hautement politisées dans les grandes agglomérations. Cependant, les nouveaux candidats ne maîtrisent pas les codes électoraux. Aussi, sans guère de trucage et par le jeu bienveillant de la gendarmerie, des notables locaux et des représentants de l’administration, le Parti national remporte aisément le scrutin[25]. Comme en son temps Alexis de Tocqueville l’avait montré pour la France de 1848, donner le droit de suffrage ne signifie pas libérer les gestes et opinions. Dans les rangs des nouveaux partis, c’est la déception et la dénonciation de la corruption morale[26]. Sans omettre les tentatives de fraude, il faut reconnaître dans ce résultat le produit d’une logique de vote : en campagne, dans les quartiers des villes, les

chefs et les propriétaires parviennent à conserver le contrôle. Au besoin, comme le rappelle le journal *al-Ayyâm*, des hommes armés peuvent encercler le bureau de vote pour faire bien voter[27].

Dans l'ensemble donc, hormis quelques actes de violence sporadiques, les résultats reconduisent les listes de Shukrî al-Quwwatlî[28]. Une région s'en distingue : la montagne Druze. Devant la pression de l'administration centrale et le risque de troubles, le scrutin est reporté. Bientôt, des violences éclatent, reprenant les formes des jacqueries druzes du demi-siècle précédent. De la même manière, Damas envoie l'armée, alors que le président organise la formation de troupes paramilitaires dans la montagne. La première pacifie tant bien que mal la région, avec le départ en exil de Sultân Atrash[29]. Une blessure meurtrit la nouvelle Assemblée. Les partisans du président et adversaires des Atrash peuvent rapidement y siéger. Cette forme directe d'intervention laisse non résolue ce qu'il convient d'appeler la question druze. Alors que nationalismes local et syrien avaient communié dans la révolte de 1925, que la fusion des territoires s'était opérée en 1937, les décisions de l'indépendance ravivent les divisions.

À la fin de l'année 1947, la nouvelle Assemblée nationale se réunit et vote la modification constitutionnelle reconduisant le président pour un second mandat. Deux termes semblent après tout conférer plus de stabilité et laisser le héros de l'indépendance mener à bien les promesses de la lutte contre la France. Toutefois, à peine est-il réélu que l'agenda présidentiel se concentre sur la grande question du moment : la guerre civile palestinienne[30]. Depuis la réunion de Bludan en 1946, les États arabes ont fait savoir qu'ils refuseraient un État juif et interviendraient par les armes. Mais, pour la Syrie, la menace du conflit au sud risque d'amener ʻAbdallah de Jordanie à occuper Damas officiellement pour la protéger, poursuivant en réalité son projet de Grande Syrie. Shukrî al-Quwwatlî engage donc sa nouvelle présidence sous le signe d'une marche à la guerre bien étrange.

Au cours du premier trimestre de 1948, la question de Palestine devient une réalité syrienne par deux séries de déplacements. Les offensives menées par la *haganah*, l'armée formée par le *yishuv*, en Galilée, mais aussi contre Jaffa et autour de Tel-Aviv, précipitent le départ massif de réfugiés. Ces derniers fuyant les violences – phénomène très ordinaire en temps de guerre – parviennent dans le sud de la Syrie, s'installant à proximité des ruines de Sbeneih et de

Neyrab, et bientôt dans la périphérie sud de la capitale. Incarnant la souffrance et les apories du discours politique, ils suscitent la colère. Les premières manifestations s'organisent dans les villes syriennes, intensifiant la pression sur les gouvernants. En parallèle, les infiltrations de volontaires sous la conduite de Fawzî al-Quwaqjî renforcent le front arabe. L'armée de sauvegarde (*jaysh al-inqaz*), informelle, comprend de jeunes officiers comme Adîb al-Shîshaklî, de même que des politiques comme Akram al-Hawrânî, qui quittent l'Assemblée pour le front. Ces derniers combattent avec conviction, sans pour autant recevoir de soutiens matériels du pouvoir syrien.

La situation change radicalement le 15 mai 1948, lorsque David Ben Gourion proclame l'État d'Israël. Immédiatement, les forces armées arabes entrent en Palestine. Chaque pays fournit un contingent de l'ordre de six mille hommes, faiblement équipés en matériel lourd. Bien vite, le conflit évolue entre phases de combats ponctuées de trêves au cours desquelles les adversaires cherchent des armes et à renforcer leur position diplomatique[31]. Indéniablement, les soldats syriens parviennent à tenir leur position, peinant toutefois à progresser en Galilée. L'absence de coordination entre puissances arabes, le fait de conserver des troupes dans le Hauran, les malversations financières autour de l'achat d'armement et les difficultés à assurer un commandement politique expliquent cette faible avancée. À Damas, trois semaines après le déclenchement des opérations, le ministre de la Guerre, Sharâbatî, démissionne, Jamîl Mardam Bey, président du Conseil, le remplace et assume la direction des affrontements. Au sein des villes, des assemblées de quartier s'organisent pour structurer l'effort militaire et le front intérieur[32].

Rien n'y fait. À la reprise des opérations en octobre 1948, l'avantage passe dans le camp de Tsahal. À la fin du mois de novembre, le gouvernement syrien tout comme l'Égypte, la Jordanie et le Liban font savoir qu'ils souhaitent faire cesser les combats. La nouvelle parvient à Damas le 2 décembre. De vastes rassemblements se forment immédiatement dans les rues[33]. Les activistes des partis politiques ayant échoué aux élections discutent, se rencontrent et encadrent un mouvement largement spontané. Bientôt, le pouvoir politique doit reconnaître ne plus maîtriser la situation. Le 3 décembre au soir, Husnî al-Za'îm, chef d'État-major, se voit chargé de rétablir l'ordre, ce qu'il fait en deux jours. Jamîl Mardam Bey, président du

Conseil depuis 1947 et ministre de la Guerre à partir de mai 1948, doit démissionner à son tour dans la honte. C'est la fin de sa carrière politique. Khâlid al-'Azm est convié après quelques jours de crise ministérielle à former le nouveau gouvernement. Il s'emploie à mettre en œuvre des réformes – au moins l'annonce-t-il en janvier 1949[34] – pour moderniser le pays et le Parlement constitue une commission d'enquête pour identifier les responsables de la défaite. Le député Asalî pointe rapidement du doigt les agissements de Husnî al-Za'îm. Cette tentative vaine de restaurer le politique ne peut cependant aboutir.

Les lendemains d’une défaite

Au matin du 31 mars 1949, Damas se réveille avec des chars dans les rues. Dans la nuit, Husnî al-Za‘îm a mis en mouvement les troupes et fait occuper les bâtiments principaux[35]. Il fait arrêter immédiatement les présidents de la République et du Conseil. Un bulletin n° 1, le premier d’une longue série, annonce que les échecs passés, les trahisons faites à la nation et à son armée ainsi que l’aspiration à un ordre nouveau ont forcé les militaires à agir. Le coup d’État réussit largement, car le pouvoir de Quwwatlî a multiplié les mécontentements. Le nouveau chef ne fait pas immédiatement part de ses intentions, construire un pouvoir de type caudillo, un présidentialisme autoritaire. Avant cela, il cherche l’onction des pays arabes, se rapprochant des Irakiens puis, à la fin avril, de l’Égypte, par le biais du secrétaire de la Ligue arabe[36]. Il bénéficie aussi du soutien des Américains et des Français.

Il propose alors un vaste programme de réformes, appelant au développement de la Syrie, ce qui suppose de régler les problèmes en cours, principalement la question des réfugiés palestiniens[37] et le passage d’un oléoduc d’Irak vers la Syrie. Il reprend les négociations avec Israël et parvient à un armistice à Rhodes, qui détermine une zone démilitarisée le long du front qui jouxte le lac de Tibériade, source de nombreuses tensions. Il souhaite utiliser de telles réussites diplomatiques comme des leviers pour obtenir des financements et des aides matérielles.

Mais il n’a guère le temps de mener à bien ce projet. En juin, il se fait élire président par référendum. Les mécontentements se multiplient dans les corps professionnels qu’il reçoit avec mépris, parmi les anciens hommes politiques et au sein du corps des officiers. Une affaire précipite sa fin. Le dirigeant du Parti populaire syrien, son chef très charismatique Antûn Saadeh, prend refuge à Damas à l’invitation de Husnî al-Za’îm. Devant la colère du gouvernement libanais, il est bientôt livré clandestinement. Immédiatement arrêté à la frontière, il est exécuté. Sa mort suscite l’émoi chez les militaires syriens dont une partie adhèrent à ses idées. La convergence des

insatisfactions précipite la fin de Husnî al-Za'îm. Dans la nuit du 14 août, il est interpellé avec son Premier ministre et ils sont tous deux mis à mort. Le nouveau dirigeant, Sâmî al-Hinnâwî, fait savoir qu'il restitue le pouvoir aux civils.

Le renversement de Husnî al-Za'îm ouvre une nouvelle ère, avec l'appel à une Constituante. Tous les courants politiques représentés dans le gouvernement de transition (comprenant Michel Aflaq) s'accordent sur les défauts de la loi fondamentale léguée par les Français. Débute une période mouvementée pour deux ans dans la vie politique syrienne. D'un côté, avec ferveur, les courants politiques entrent dans l'arène du débat, prennent part aux élections, hormis les anciens du Parti national qui reprochent aux hommes et femmes de l'heure de ne pas avoir accepté le retour d'exil de Quwwatlî. Aussi, l'Assemblée élue en décembre 1949 voit une majorité relative du Parti du peuple et une myriade de groupes, dont un représentant baathiste et trois Frères musulmans qui forment le Parti socialiste islamique.

Dans cette Assemblée se posent des débats essentiels[38]. Que veut dire la république ? Que sont les droits fondamentaux ? Quelles sont les prérogatives de chaque pouvoir ? Dans une Constitution réputée pour sa libéralité, et qui fait consensus, sont établis la séparation des pouvoirs, avec une Assemblée unique, un président élu par elle pour un mandat, le suffrage universel ainsi qu'un ensemble de droits sociaux comme l'accès à l'éducation et au travail. En revanche, d'autres aspects soulèvent de nombreuses discussions. Quelle place l'islam doit-il avoir ? Le président doit-il être musulman ? Finalement, l'islam est reconnu religion d'État, sans que soit précisée la valeur de ce statut.

Si les débats autour des questions constitutionnelles sont importants, d'autres questions voient les députés se mobiliser. Modernisation du pays par la construction d'infrastructures – comme un port à Lattaquié ou l'adduction d'eau à Alep –, réforme de la propriété foncière et partage des terres domaniales pour les paysans les plus pauvres, nationalisation des entreprises concessionnaires constituent autant de décisions prises en quelques mois. C'est bien tout l'appareil législatif et, avec lui, le visage économique, social, et culturel de la Syrie qui se construisent dans le Parlement.

Pourtant, il ne faut pas imaginer une ère sereine. Au contraire, les dissensions entre militaires et civils conduisent les premiers à agir de

nouveau. Au sein de l'armée, les assassinats fragilisent le corps des officiers[39]. À l'annonce d'une union avec l'Irak, Adîb al-Shîshaklî, nouveau chef d'état-major, fait mouvoir les troupes et force la démission du gouvernement. Parallèlement, le poids des indépendants rend l'existence des cabinets précaire[40]. On compte huit gouvernements entre août 1949 et décembre 1951. Il faut dire que les questions étrangères pèsent de plus en plus sur le devenir de la Syrie. Cela révèle l'imbrication des problématiques de politiques intérieures et extérieures autour d'une lecture unique de la défaite en Palestine : s'il y a eu échec, c'est par manque de puissance et d'équipement ainsi que par défaut de soutien.

La recherche d'armement va de pair avec l'amélioration des capacités du pays. Les deux doivent concourir à faire de la nation un État puissant à même de puiser dans ses ressources pour contrer les adversités. Mais, en l'absence d'industrie, il faut requérir l'aide des partenaires étrangers. Les puissances occidentales ont imposé un embargo sur les armes depuis la guerre de 1948. Elles le réitèrent en 1950. En réaction, le ministre des Affaires étrangères, Ma'rûf al-Dawâlîbî, déclare que la Syrie est prête à demander aux puissances de l'Est ce dont elle a besoin plutôt que d'être le valet de l'Occident. Cette position reçoit le soutien, entre autres, des Frères musulmans[41]. Les agressions frontalières se poursuivent sur le lac de Tibériade dont les eaux sont en cosouveraineté[42]. Dans ce contexte, la guerre de Corée éclate. C'est la stupeur et l'effroi dans le pays : la Syrie amenée à être le théâtre de la bataille d'arrêt contre l'URSS ne dispose pas d'armements. Une stratégie s'impose, la nécessaire neutralité (*hiyâd*) dans les conflits soviéto-américains[43].

À côté des affrontements liés à la guerre froide, les luttes d'influence interarabes se poursuivent. Adîb al-Shîshaklî, dépourvu de mandat, part en février 1950 négocier un prêt de six millions de dollars auprès de l'Arabie saoudite. Ce geste neutralise les partisans d'un rapprochement avec l'Irak[44]. Il montre aussi comment un officier parvient à se constituer un rôle fort en dehors des cadres officiels, en laissant le Parlement agir tout en corrigeant certaines inflexions. Les gouvernements gèrent ainsi les difficultés quotidiennes, comme les mouvements de grève qui affectent les fonctionnaires à qui l'on refuse la représentation syndicale. Ils doivent aussi proposer des réponses à la révolte sourde qui secoue les campagnes syriennes.

Depuis la fin des années 1940 et de façon accélérée au début des années 1950, le monde rural est animé de dynamiques contradictoires. D'un côté, extension de la mécanisation et recours à l'investissement font de certaines régions, comme la Jazira, des fronts pionniers. Irrigation, extension de la taille des parcelles pour les rendre plus rentables participent d'une même dynamique, bien différente de ce que l'on observe dans les latifundia sud-américains : l'émergence d'une agriculture capitaliste et productiviste qui alimente les industries d'Alep à Homs. En parallèle, la valeur accrue des terres pousse les grands propriétaires à étendre les superficies possédées en obtenant des cessions de droits à l'occasion des faillites personnelles des paysans endettés. Aussi, la paupérisation des travailleurs de la terre est corrélative d'un enrichissement du monde rural. À côté de cela, les meilleures conditions sanitaires, avec l'arrivée de médecins et de dispensaires, favorisent une augmentation sensible de la population. La soif de terre augmente. Tout cela sous-tend les violences en campagnes.

Les grands propriétaires s'entourent de véritables gardes privées pour faire respecter leurs droits. À l'opposé, les professions libérales, les ingénieurs et les enseignants pénètrent dans les campagnes suivant les politiques incitatives décidées par le Parlement. Au nom de la modernisation, il faut favoriser l'école, l'hôpital et l'irrigation. Les membres des professions libérales sont souvent issus de partis progressistes ou sensibles à leurs idées. Baathistes, communistes, hawranistes – du nom du chef politique de Hama, Akram al-Hawrânî, qui fonde sa carrière sur la défense des paysans et la lutte contre l'impérialisme – se retrouvent aux côtés des jeunesses rurales. En leur sein, ils poussent les fils de petits notables à migrer vers la ville, lieu de tous les espoirs. Sur place, ces derniers fournissent les premiers cadres pour organiser des protestations diffuses[45]. Dans la première moitié des années 1950, les protestations se multiplient, elles deviennent protéiformes, allant du refus de l'impôt ou du loyer à l'attaque du collecteur, de la fuite nocturne vers la ville à l'occupation d'installation. Cette situation démontre une violence latente parallèle aux progrès dans l'organisation d'un mouvement paysan. Ce dernier culmine dans la tenue, en 1951, d'un premier congrès à Alep. Par camions, les foules sont rassemblées à l'initiative du député Hawrânî[46]. Cet ensemble de phénomènes souligne comment de multiples

transformations sont en cours dans les campagnes, qui imposent, par leur poids démographique, une urgence sociale, voire politique.

Dans ce contexte, Adîb al-Shîshaklî, auteur du troisième coup d'État, orchestre une nouvelle rectification lorsque l'Assemblée tente de défier l'armée en nommant Ma'rûf al-Dawâlîbî président du Conseil. Le 2 décembre au matin, les troupes ont pris place à la radio nationale et autour des ministères[47]. Le président du Conseil est arrêté, le président de la République, Hâshim al-Atâssî, tenu en résidence surveillée. Cette fois, le nouvel homme fort ne parle pas de gouvernement civil, mais forme un conseil gouvernemental dirigé par un de ses proches, Fawzî Salu. Ce dernier assume le poste de Premier ministre et la présidence reste vacante alors que la Constitution est suspendue.

Au départ, Shîshaklî bénéficie de soutiens parmi les personnalités politiques, au premier rang desquelles Akram al-Hawrânî et Michel Aflaq. Cependant, leurs projets divergent rapidement. Le 4 avril 1952, tous les partis politiques ont ordre de s'autodissoudre. Baath, Frères musulmans, parti communiste et formations traditionnelles du Parti du peuple et du Parti national disparaissent. Rapidement, les militants qui refusent de cesser leurs activités sont pourchassés, ce qui n'empêche pas hawranistes, baathistes et communistes de se retrouver dans les campagnes syriennes, pour monter des actions en faveur des paysans. En revanche, leurs dirigeants sont poussés à l'exil. C'est le cas en particulier de Michel Aflaq, Salâh al-Dîn Bîtâr et Akram al-Hawrânî qui se retrouvent ensemble à Beyrouth puis à Rome. De leur fuite commune naît le rapprochement du parti Baath et de Hawrânî. Pour le moment, un homme domine la Syrie : Adîb al-Shîshaklî.

À quarante-deux ans, de stature moyenne, cet homme rasé de près et aux cheveux courts porte l'uniforme depuis son adolescence[48]. Il vient de Hama et a gravi les échelons de l'armée par son professionnalisme au temps du mandat et par son engagement en Palestine. Il est l'un des piliers de l'armée de libération en 1948, renouvelant son engagement panarabe après avoir participé à l'insurrection de 1945. Au sein de l'armée, il s'initie à la pensée de Antûn Saadeh, celle de la Grande Syrie. Aussi, il privilégie la défense de la Syrie à tout autre projet arabiste. Sans programme politique précis, les événements le conduisent à endosser progressivement la direction de l'armée syrienne, une fois les coteries de Husnî al-Za'îm et de Sâmî al-

Hinnâwî écartées par les coups d'État de mars et août 1949 dans lesquels Shîshaklî prend une part active. Parvenu en décembre 1951 avec le quatrième coup d'État sur le devant de la scène, il doit donner une nouvelle perspective à la Syrie.

Dans un premier temps, il n'institutionnalise pas son régime, conservant une influence *via* sa position dans l'armée. Le gouvernement lance un ensemble de projets d'aménagement, comme l'assèchement de la plaine du Ghab, fournit les crédits pour l'extension du port de Lattaquié, développe l'irrigation autour de l'Euphrate. Une pensée domine alors : la technique peut résoudre les problèmes politiques, la modernisation au sens de l'acquisition de nouveaux matériels et de la mise en place d'industries peut suppléer aux difficultés de l'heure. Ce n'est pas pour autant qu'un plan est élaboré. Cependant, devant les manques et difficultés, Shîshaklî convie une mission de la Banque internationale de reconstruction et de développement pour qu'elle diagnostique les faiblesses de l'économie syrienne et préconise – crédit à l'appui – des solutions pratiques[49].

Après une année d'exercice politique, l'équipe dirigeante tente de stabiliser le régime en place. Une Constitution est rédigée à cette fin, renforçant les pouvoirs du président[50]. Elle est approuvée par référendum et Shîshaklî élu président de la République. Cela provoque la réunion d'hommes politiques de toutes obédiences à Homs qui publient une déclaration appelant au rétablissement des libertés constitutionnelles. Dans la foulée, Shîshaklî fonde un nouveau mouvement, *hakara al-tahrîr al-'arabî* (Mouvement arabe de libération). Ce dernier se veut un rassemblement des partisans du nouvel ordre, qui voit une nouvelle génération entrer en politique. C'est le cas de Ma'zûm al-Kuzbarî par exemple. Des élections législatives sont finalement organisées, privilégiant les notables des villes secondaires[51]. Sensiblement, représentants des villes et des campagnes entrent dans une nouvelle interaction. Au sein du Parlement, le nouveau mouvement domine avec quelques représentants d'autres partis comme le Parti populaire syrien. À la fin de l'année 1953, Adîb al-Shîshaklî semble avoir achevé une transition vers un régime présidentiel autoritaire légitimé par des élections.

La modification des conditions d'accès à l'université de Damas – seule université du pays avec ses quelques milliers étudiants – bouleverse la donne. En réponse, des manifestations éclatent dans le

centre-ville de Damas. Le mouvement cesse avec des mesures policières au début de l'année 1954. C'est à ce moment que la question druze se pose avec plus d'acuité. Adîb al-Shîshaklî s'est montré plusieurs fois vindicatif à l'égard de la région méridionale de la Syrie. Après avoir voulu une application stricte de la loi, il délaisse les projets d'aménagement hormis la construction d'une route asphaltée entre Sakha et Suwayda. Mais le privilège accordé à l'industrie avec d'importantes barrières douanières pour encourager son développement freine l'agriculture et les recettes des habitants de la frontière. Aussi quand, à l'été 1953, l'agitation prend dans la montagne, le président répond par un déploiement de l'armée. Ordre est donné d'arrêter tout meneur. Mansûr Atrash, le fils de Sultân Atrash, militant baathiste, est une première fois mis en prison. Pris en train de distribuer des tracts en janvier 1954, il est de nouveau arrêté.

La nouvelle de l'arrestation déclenche une insurrection dans la montagne[52]. Cette dernière adopte des mots d'ordre politiques et sociaux, soulignant comment les questions sociales sont portées par les représentants de l'élite montagnarde. La réponse de Damas est extrêmement violente. Le déploiement désormais classique de l'armée est accompagné de bombardements aériens, ce qui suscite une profonde indignation chez les intellectuels et hommes politiques syriens. Le vieux militant Fakhrî al-Bârûdî écrit personnellement au président pour lui témoigner sa désapprobation[53]. Le calme semble revenir au début du mois de février 1954. Le 23 février, les garnisons d'Alep se soulèvent. Homs et Deir ez-Zor suivent. Hama, Lattaquié et Damas restent fidèles. Pendant deux jours, Adîb al-Shîshaklî tergiverse. Il tranche le 25 février 1954, refusant d'endosser la responsabilité d'une guerre civile en se lançant dans une reconquête armée du pays. Il démissionne et part en exil.

Tout redevient possible

Le départ précipité d'Adîb al-Shîshaklî ouvre une période unique en Syrie, au cours de laquelle la plupart des acteurs politiques défendent le rétablissement de la Constitution de 1950 et sa pleine application. C'était le sens du pacte de Homs. Mais entre les déclarations de principe, les mobilisations partisanes liées au renversement du dictateur et aux effets de deux années sans dialogue et débat, le contraste est saisissant. Les principaux meneurs, que ce soient Michel Aflaq, Salâh al-Dîn Bîtâr, Akram al-Hawrânî, pour le parti Baath, Hâshim al-Atâssî ou son fils, Adnân, Ma'rûf al-Dawâlîbî pour le Parti du peuple, Muhammad al-Siba'î des Frères musulmans syriens, doivent réorganiser leur parti disloqué par les mesures d'interdiction, tout en s'engageant dans la nouvelle compétition électorale qui s'annonce.

D'avril à septembre 1954, du premier gouvernement postérieur à la chute de Shîshaklî et avant la tenue des élections, l'ambiance en Syrie est fiévreuse. Les journaux paraissent à nouveau, enregistrant les dernières évolutions techniques[54]. Les premiers magazines en couleurs sont disponibles à Damas et à Alep. Les cafés des grandes artères des centres-ville s'animent de discussions autour de l'avenir de la Syrie. Les mosquées restent des points importants de socialisation politique. L'université enfin se politise autour de générations d'étudiants grossies par les dernières réformes de l'enseignement. Dans un premier temps, il faut effacer la marque infâme de Shîshaklî, les accords décidés sont donc systématiquement suspendus (ce qui concerne en particulier le Liban avec lequel les relations avaient été normalisées en 1953) et le Parlement de 1949 est invité à se réunir. Ce dernier doit faire face aux mobilisations sectorielles variées qui dénoncent l'inflation et la stagnation des salaires. Tous attendent les élections comme la solution à tous les problèmes politiques.

Les deux tours de l'élection se tiennent les 24 septembre et 6 octobre[55]. Après d'ardentes négociations, que ce soit sur la possibilité pour les exilés de revenir (notamment Shukrî al-Quwwatlî), sur les garanties de neutralité (introduction de l'urne et de l'isoloir,

rotation des gouverneurs préalablement aux élections), toutes les forces politiques annoncent leur participation au scrutin. Mais seuls les partis progressistes – parti communiste, nouvellement reconnu, le Baath, principalement – sont à même de proposer un programme cohérent et une liste de candidats large (même si le Baath par exemple ne peut avoir de candidat que dans la moitié des circonscriptions). Les autres forces peinent à se reformer. Les Frères musulmans font face à une crise importante à l'heure où la branche égyptienne est sévèrement combattue par Nasser ; le Parti du peuple peine à intégrer de nouvelles figures ; le Parti national reste entaché du legs de Quwwatlî. Néanmoins, aucun parti n'annonce un boycott.

Si peu de violences sont enregistrées avant les élections, l'entre-deux-tours voit les menaces proliférer. Au soir du second tour, la surprise est forte. Globalement, le Parlement est fragmenté en quatre groupes de taille équivalente : Baath, Parti national, Parti du peuple, indépendants. Quelques sièges reviennent en plus au Parti populaire syrien, aux Frères musulmans ou affiliés, au parti communiste dont le secrétaire général est élu, ce qui suscite la stupeur dans les chancelleries occidentales. Les dissensions sont fortes au point de faire élire Fâris al-Khûrî, à quatre-vingt-deux ans, chef de gouvernement. Cette figure historique et consensuelle est un gage de neutralité en politique, le temps que les partis s'accordent… du moins le croient-ils. Au moins, les premières initiatives de politique intérieure peuvent être lancées.

Entre 1955 et 1957, la production législative se révèle particulièrement importante dans la mesure où elle amende et réforme l'ensemble des principaux codes guidant la vie quotidienne. Loi sur les relations du travail dans laquelle le paysan n'est plus astreint à résidence en cas de dette, loi sur le développement, semaine en faveur de l'Algérie en lutte, accélération du projet du Ghab, entreprise de reforestation dans la bâdiya, loi d'aide à la sédentarisation, loi d'encadrement des loyers, construction de quartiers nouveaux, mise en place d'une banque d'agriculture et d'un collège d'agronomie… la liste à la Prévert pourrait être longuement prolongée à la lecture des discussions parlementaires[56]. Le visage de la Syrie s'en trouve profondément transformé, enregistrant dans la loi des évolutions en cours.

Le pays change rapidement. La croissance démographique fait

passer la population de 3,6 millions d'habitants en 1953 à 4,2 millions en 1957. Une frénésie économique se traduit par une croissance des échanges et des productions agricoles et industrielles. L'heure est à la domination dans le monde industriel et commercial de la Khumsiya, telles que sont dénommées les cinq grandes compagnies fonctionnant et contrôlant la plupart des activités. C'est donc un pays en plein bouillonnement, théâtre d'une intense activité créatrice.

Le socialisme devient le *leitmotiv* de la plupart des courants politiques. Au sein du Baath, la fusion avec le courant hawraniste entérinée par les élections de 1954 amène à un changement de nom. Désormais, le groupe s'appelle *hizb al-baath al-arabî al-ishtirâkî*[57]. Une redéfinition doctrinale advient, prenant fait et cause pour les paysans et dénonçant le poids des féodaux. Des propositions de réformes agraires sont discutées en interne. Une autre évolution se produit dans le parti, dont les effectifs dépassent les deux mille adhérents. Le chef d'État égyptien, jusque-là honni pour son caractère dictatorial – Nasser ne serait-il pas un duplicata de Shîshaklî ? –, commence à être apprécié pour ses prises de position en faveur de la neutralité à partir de 1955[58]. Cette reconfiguration idéologique advient aussi au sein d'autres partis. Sans le formaliser dans un programme, le Parti du peuple vote la nationalisation des sociétés concessionnaires. De même, l'un des penseurs principaux des Frères musulmans syriens publie quelques années après *Socialisme islamique*[59]. De plus en plus, les idées sociales et économiques polarisent vers la gauche l'échiquier politique. Elles se retrouvent dans la création littéraire, qui met en scène la misère sociale.

Cette orientation accompagne une montée des tensions qui secouent le pays. Chaque année entre 1955 et 1958 connaît une crise majeure, croisant données extérieures et politiques intérieures. En 1955, l'annonce par le Premier ministre turc Mendérès et par le président du Conseil irakien Nûrî al-Sayyid d'une entente militaire, le pacte de Bagdad, brise le consensus politique en Syrie. Le parti Baath en dépit de sa faiblesse est parvenu à s'imposer dans la commission parlementaire des Affaires étrangères. Il utilise cette arène et la tribune de l'Assemblée pour forcer un engagement clair de la Syrie contre la politique irakienne. Un élément émotionnel demeure : la Turquie conserve le sandjak d'Alexandrette, terre officiellement syrienne. Une première série d'escarmouches se produit sur la frontière turco-

syrienne[60]. Au printemps, le ministre des Affaires étrangères, Khâlid al-‘Azm, accepte l’invitation du président indonésien Soekarno, et se rend à Bandung[61]. Il y célèbre avec d’autres délégations l’avènement d’un « tiers » monde indépendant des deux Grands et dénonce le sionisme comme une nouvelle forme de colonialisme. Il rentre le 25 avril 1955. Le même jour, au stade de Damas, le colonel Malqî est assassiné. Ce dernier représentait la figure militaire montante du parti Baath dans l’armée. Son meurtre par un partisan du Parti populaire syrien met au jour la guerre de deux factions dans l’armée. À l’été, enfin, Shukrî al-Quwwatlî rentre d’exil, après sept ans en Égypte. Il parvient sur un programme d’union nationale à se faire élire à la présidence de la République, contre Khâlid al-‘Azm, vainqueur pour sa part des élections législatives. Pour contrer l’initiative irakienne et par sympathie personnelle, le président de la République engage immédiatement des pourparlers avec l’Égypte et l’Arabie saoudite qui signent en octobre 1955 un accord tripartite de défense militaire. L’historien Malcolm Kerr parle au sujet des deux nouveaux camps de guerre froide arabe[62].

L’année 1956 semble annoncer les réussites internes de la législature en cours et pour les analystes des affaires arabes la pacification des tensions régionales. En Syrie, la semaine de l’Algérie montre comment le pays soutient les luttes de décolonisation sans pour cela engager un conflit[63]. La frontière avec Israël n’est plus le théâtre d’affrontements significatifs depuis 1953. Pourtant, la conjonction de trois dynamiques crée une nouvelle crise majeure. Le procès à l’encontre des assassins de Malqî conduit à la condamnation d’hommes politiques. Les luttes idéologiques se criminalisent. Au lendemain de Bandung et après l’arrivée d’armes tchécoslovaques, le gouvernement syrien envoie une délégation parlementaire en URSS avant que le président Quwwatlî n’y parte en octobre 1956. Ajouté à la présence du secrétaire général du Parti communiste syrien dans le Parlement, cela fait craindre un basculement de la Syrie dans le camp communiste. L’administration Eisenhower en concertation avec les Britanniques prépare alors une action secrète pour corriger cette orientation[64]. La CIA et le MI5 prennent contact avec Adîb al-Shîshaklî et des proches du Parti populaire syrien, présents à Beyrouth, pour organiser un coup d’État[65]. Ce dernier est prévu pour la semaine du 25 au 30 octobre… Enfin, à partir de l’été 1956, la rue syrienne vit au rythme des émissions de *La*

Voix des Arabes depuis qu'à la surprise générale Gamal Abd al-Nasser a annoncé, le 26 juillet, dans un éclat de rire, la nationalisation du canal de Suez. La crise de Suez débute.

À l'exemple des autres pays arabes, la Syrie vit cette crise de manière presque schizophrénique[66]. Les foules rassemblées au café et dans les manifestations louent le geste du chef d'État égyptien, véritable défi à l'Occident. Les gouvernants saluent l'action, témoignent de leur soutien diplomatique mais ne s'engagent pas dans des entreprises concrètes. Comme Nasser, ils sont persuadés d'une solution pacifique à la crise. Fin octobre, une délégation parlementaire menée par Akram al-Hawrânî se rend au Caire par solidarité. Shukrî al-Quwwatlî rend la première visite officielle présidentielle en URSS. Les journaux syriens dans l'ensemble restent silencieux sur les événements hongrois déclenchés depuis une semaine. Tout s'accélère le 29 octobre 1956. Le matin, les conjurés de Beyrouth ouvrent la radio avant d'entamer les préparatifs finaux du coup d'État. Israël vient d'envahir le Sinaï. Ils cessent toute opération de crainte d'être accusés de complicité. Dans les jours qui suivent, Français et Britanniques posent un ultimatum à l'Égypte et à Israël de cesser les combats. Puis ils parachutent des troupes sur Port-Saïd.

En Syrie, la nouvelle de l'attaque paralyse le gouvernement qui se contente d'une déclaration. En revanche, les manifestations grossissent dans les rues. À Alep, elles vont brûler le consulat français. Les relations diplomatiques avec la France et la Grande-Bretagne sont rompues. Le deuxième jour, le président du Conseil syrien informe l'Égypte qu'il est prêt à envoyer des troupes. Hawrânî sur place cherche à contribuer à l'effort de guerre. Très habilement, Nasser décline les propositions. À Moscou, les déclarations soviétiques se montrent extrêmement dures à l'égard des puissances occidentales. Malenkov en vient à menacer de recourir à l'arme nucléaire. Le président de la République syrien salue la détermination d'un nouveau partenaire soviétique pour le peuple arabe. En Syrie, au quatrième jour de la crise, le chef du second bureau, celui du renseignement, ʻAbd al-Hamîd Sarrâj, orchestre un attentat contre l'oléoduc partant d'Irak[67]. Le second vecteur d'approvisionnement en pétrole de l'Europe est rompu. À Washington enfin, l'administration américaine croise les menaces verbales, les attaques financières contre la livre qui plonge à la Bourse et les mesures d'embargo sur le pétrole pour contraindre à

un cessez-le-feu. Le 6 novembre, Français et Britanniques cèdent, le cessez-le-feu est proclamé. Quelques semaines plus tard, Israël se retire.

Le choc de Suez est immense. Nasser a vaincu ceux que les partis progressistes qualifient de plus en plus d'« ennemi impérialiste ». Sa popularité croît fortement. Début décembre, Sarrâj met au jour le complot ourdi depuis Beyrouth. Rapidement, les connivences de l'Irak hachémite sont révélées ainsi que les aides venues de parlementaires. Ces derniers fuient vers la Turquie. D'autres sont arrêtés. Début janvier 1957 se tient le procès d'une centaine d'accusés. Plus de dix sont condamnés à mort, décision qui suscite la stupeur dans le monde arabe ce dont rendent compte les manchettes *d'Al-Ayyâm ou d'Alif Bâ'*. Dans le même temps, le 2 janvier, la crise de Suez entre dans une nouvelle phase. Dans son discours de l'Union, Eisenhower déclare que les États-Unis sont prêts à aider tout État menacé s'il fait appel à eux.

En Syrie, la législature parvient à son terme. Dans le contexte troublé de l'après-Suez, les nouvelles élections sont redoutées ou espérées. Des scrutins locaux servent de tests et soulignent les repositionnements. À Homs, en 1955, l'affrontement entre Ahmad Yunis et ‘Adnân al-Atâssî, le fils de Hâshim al-Atâssî, a pu montrer comment une ligne de clivage se formait entre progressistes et libéraux[68]. Les élections de 1957 à Damas préfigurent de quelques mois les enjeux nationaux. Alors que les murs de la vieille ville et du nouveau centre conservent les affiches de 1954, deux rivaux font connaître leur candidature : le frère de ‘Adnân al-Malqî assassiné en avril 1955 et Ma‘rûf Siba'î, représentant des Frères musulmans. Le premier attire les suffrages de la jeunesse progressiste alors que le second incarne la bourgeoisie de Damas. Les quartiers chrétiens de Bab Touma et de Qassa se signalent par leur soutien au représentant des Frères musulmans, seul véritable garant de la propriété et de l'ordre social aux yeux des chrétiens. Finalement, Malqî est élu.

Ailleurs les élections municipales qui doivent précéder le renouvellement du Parlement sont ajournées. Les parlementaires baathistes craignent une montée des communistes et des partisans de Khâlid al-‘Azm. Ce dernier, qui s'est rendu en URSS et fait l'apologie d'une nation qui a réussi le développement industriel en quelques décennies, devient le « milliardaire rouge », prêt à s'entendre avec les Soviets pour améliorer l'état général de la Syrie. Ce camp trouve aussi

des partisans dans l’armée, autour du chef d’État-major, ‘Afîf Birzî. Les clivages se dessinent, dans le monde politique, dans l’armée et au sein des services de renseignement, le second bureau. Dans ce cadre, à la fin de l’été 1957, éclate la crise de la Syrie[69].

À l’origine, une affaire anodine – trois membres du consulat américain sont accusés d’espionnage à Alep – pousse le gouvernement syrien à demander le rappel par les États-Unis de son personnel diplomatique. La grande puissance trouve prétexte de cette affaire pour tenter de modifier le gouvernement. L’envoyé du président rencontre au début septembre les partenaires régionaux à l’occasion des réunions annuelles du pacte de Bagdad. Les Irakiens impliqués dans la tentative précédente écoutent les offres américaines de secouer la Syrie, mais les déclinent. Ils précisent tout de même qu’il faut éviter de recourir à Israël. Les Américains font savoir à l’État hébreu qu’ils requièrent leur neutralité. Les Turcs, en difficulté avec leurs voisins du Sud, acceptent le plan américain. L’idée est de fomenter des troubles, qu’une faction syrienne prenne le pouvoir et appelle à l’aide les États-Unis, selon la doctrine Eisenhower. Les mouvements de troupes à la frontière turque et les déclarations américaines produisent l’effet inverse de celui souhaité. La population syrienne se mobilise, des milices populaires sont créées. Dans ces dernières, les allégeances aux baathistes et aux communistes sont fortes, laissant présager un durcissement de la position syrienne. Bientôt, l’allié soviétique se positionne : toute agression ou invasion conduirait à la guerre. En octobre, l’envoyé de Nikita Khrouchtchev somme les voisins de la Syrie de cesser toute entreprise de subversion. Le 17 octobre, en discussion avec l’administration américaine, le président Nasser propose d’apporter son soutien au gouvernement syrien et ainsi de rétablir un équilibre dans le pays. Des troupes égyptiennes débarquent dans le port de Lattaquié.

La crise du « fol été 1957 » prend fin. Mais elle a rendu visible la fragilité d’un système et surtout l’extrême polarisation des forces politiques. Parmi les officiers, un groupe proche des idées du Baath, fortement panarabes et neutralistes, craint une manœuvre de la faction dirigée par Birzî, alliée des communistes et de ‘Azm. Ils se rendent au Caire pour solliciter l’union immédiate avec l’Égypte et reprennent un projet énoncé à l’Assemblée nationale en février 1956. C’est le début d’allers-retours qui conduisent les militaires puis les politiques syriens

dans la capitale égyptienne. Nasser hésite. Il s’inquiète des possibilités pratiques de l’union, se soucie de la politisation de l’armée syrienne – au moins du corps des officiers – et des réactions qu’une telle entreprise susciterait. Il pose des conditions : abolition des partis, Le Caire serait la capitale, une nouvelle Constitution verrait le jour. Après des nuits critiques de réunions tardives à Damas, les membres du gouvernement suivent l’inflexion donnée par les militaires. Début décembre, Anouar al-Sadate se rend devant le Parlement syrien. En janvier 1958, le projet d’union est ratifié par référendum. Le 2 février, la Syrie devient province nord de la République arabe unie. Le président Quwwatlî, qui avait salué en 1946 le départ du dernier soldat français, signe l’acte d’union.

Union et sécession

L’union de la Syrie et de l’Égypte participe d’un mouvement régional qui bouleverse la zone[70]. Dans les premiers mois, l’union n’est guère institutionnalisée. Un partage des pouvoirs s’opère entre province du Nord (Syrie) et du Sud (Égypte). Nasser est président, quatre vice-présidents l’appuient, dont deux Syriens, Akram al-Hawrânî et Sabrî al-‘Asalî. En avril, Nasser réalise une tournée triomphale dans les grandes villes syriennes, attirant des cortèges populaires et démontrant son charisme. Il n’est pas jusqu’à ses sympathisants libanais qui ne viennent l’acclamer à Damas. Un rêve domine : l’union arabe. Mais les ambitions divergent, les Égyptiens, principalement Nasser, souhaitent construire le nouveau pays, quand d’autres comme Hawrânî ou Sarrâj envisagent de nouvelles extensions.

Les événements semblent, dans un premiers temps, donner raison aux seconds, les partisans d’un agrandissement de la République arabe unie. En mars, le Yémen rejoint la République arabe unie. Au printemps, au Liban, partisans et adversaires du président Chamoun en viennent à prendre les armes[71]. Les seconds, proches de Nasser, sont aidés par Sarrâj et les services syriens qui leur font parvenir des aides humaines et matérielles. Les clivages se radicalisent alors que les za’îms des deux camps recourent à leurs hommes de main pour affronter l’adversaire. Dans ce contexte, le 14 juillet, les habitants de Bagdad se réveillent au son de la *Marseillaise*. Depuis le petit matin, le palais royal est pris par un groupe d’officiers, dirigés par ‘Abd al-Karîm Qâsim et ‘Abd al-Salâm ‘Arif, qui vient de mettre à mort la famille royale. Face à cette nouvelle, Américains et Britanniques débarquent et parachutent leurs hommes à Beyrouth et à Aman. Une fièvre révolutionnaire semble s’emparer de la région. Mais, par l’entremise de Nasser, une solution est trouvée à la crise libanaise avec le départ de Chamoun et son remplacement par le chef d’État-major, Fouad Chehab, frustrant les Syriens d’une extension territoriale. Surtout, Bagdad devient la capitale panarabe, révélant au cours de procès retentissants les connivences syriennes passées avec la

monarchie, ce qui discrédite Sabrî al-‘Asalî. Qâsim, qui s’impose comme le dirigeant de l’Irak, en vient à concurrencer Nasser bien plus qu’à rejoindre l’union. Dans cette perspective, une première déception advient.

Lorsque les autorités irakiennes décident de la réforme agraire, celles de la province nord emboîtent le pas en septembre 1958. Les parcelles syriennes sont divisées et ont vocation à être distribuées. Le rêve du mouvement paysan se réalise[72]. Cependant, le camp progressiste reste divisé sur l’union. À partir de janvier 1959, une répression féroce s’abat sur les communistes forcés à l’exil, au secret ou à la prison. En parallèle, pour dépolitiser l’armée syrienne, de vastes mouvements d’officiers sont organisés à destination de l’Égypte. Les officiers syriens se retrouvent en déshérence dans la capitale égyptienne. En leur sein, Salâh Jadîd, Hafiz al-Assad et ‘Umrân décident de se réunir et de se concerter pour agir le moment venu[73].

La rupture politique entre partisans historiques de l’union (baathistes) et autorités égyptiennes est consommée à l’occasion des élections de l’Assemblée de l’Union nationale rassemblant les deux provinces. Sur les 9 445 postes, les baathistes n’en obtiennent que 250. Au contraire, Nasser coopte des notables syriens, tentant de construire une base sociale au régime. En guise de désaveu, Akram al-Hawrânî démissionne et commence à dénoncer Nasser. Le rêve d’une vie s’écroule[74].

En Syrie, les mécontentements se multiplient alors qu’un nouveau terme, *tamsir* (égyptianisation), se popularise. L’arrivée de fonctionnaires et d’officiers de la province sud semble priver les cadres de l’État syrien de leur emploi, tandis que Damas et Alep sont reléguées au statut de villes secondaires. L’élévation de barrières douanières ferme le commerce. Enfin, le premier train de mesures socialistes inquiète une partie de la bourgeoisie locale. Pour répondre aux difficultés, les pouvoirs de Sarrâj, chef du deuxième bureau, sont étendus et les effectifs des renseignements fortement accrus, faisant basculer la Syrie dans une dictature policière. Pour tenter d’apporter une solution, Nasser délègue ‘Abd al-Hakîm ‘Amer pour gérer la province nord, sans répondre aux attentes.

Au début de l’année 1961, les concurrences irakiennes se font plus vives. Qâsim a réuni la conférence fondatrice de l’OPEP et entrepris de

nationaliser les terres autour des exploitations pétrolières. De nouvelles lois socialistes sont introduites en Syrie avec la nationalisation du commerce et des banques. L'unification des deux monnaies, projetée, repoussée, est finalement adoptée, provoquant une vive colère dans le pays frappé par sa troisième année de sécheresse. Les conditions paysannes se dégradent fortement dans la zone de la bâdiya, ce qui provoque des départs importants de populations. Dissensions politiques et mécontentements sociaux se complètent en septembre 1961, forçant le pouvoir égyptien à retirer les pouvoirs de Sarrâj.

Le 28 septembre 1961, les casernes alépines entrent en insurrection. Leurs dirigeants appellent à modifier l'union[75]. Au huitième bulletin, ils se prononcent : c'est la sécession. Déjà la plupart des casernes ont rallié leur position. Nasser envisage un moment une intervention armée mais, constatant le mouvement de soutien, y renonce. ‘Amer quitte la Syrie qui redevient indépendante. Dans les jours qui suivent, les hommes politiques opposés à l'union – telle qu'elle est devenue – signent une déclaration appelant à son abolition. Parmi eux, Akram al-Hawrânî et Salâh al-Dîn Bîtâr, tous deux promoteurs et fervents soutiens du projet unioniste, apposent leur signature. C'est la stupeur pour une partie de leurs partisans qui, s'ils n'appréciaient pas tous les aspects de l'union, ne peuvent comprendre ce qui constitue une marche arrière. Tout est à refaire.

Après trois ans et demi d'union et de dictature policière, l'urgence du nouveau gouvernement dominé par des militaires est de restaurer le cours ordinaire des institutions. La Constitution de 1950 est rétablie, des élections sont organisées dans la précipitation en décembre 1961, ce qui laisse peu de temps aux partis et forces politiques pour s'organiser. Le scrutin fait apparaître une nette opposition autour de l'héritage de l'union. Réforme agraire, démarche socialiste, poids des militaires, place de l'islam, sont autant d'éléments qui divisent.

Trois grandes inflexions s'observent dans le champ politique. Les partis progressistes pâtissent de leur engagement en faveur de l'union. Ils tentent de défendre les acquis sociaux de cette période, mais ne peuvent réellement reconstituer leur base électorale. C'est le cas en particulier du parti Baath et son attraction dans le monde paysan[76]. D'autres forces ont néanmoins su se reconstituer, principalement la confrérie des Frères musulmans, dont le guide ‘Issâm al-‘Attâr

constitue des listes victorieuses à Damas[77]. Le parti conserve des factions importantes, opposant Hamaiotes, Alépins, Damascènes. Mais ces différences ne sont pas visibles en tant que telles dans la mesure où la faction de Damas parvient à dominer et à porter le parti à l'Assemblée où il conquiert dix sièges et dans laquelle il bénéficie de sympathies. Enfin, dans les forces plus traditionnelles, héritières du Parti du peuple et du Parti national, ce sont les fils qui prennent le relais des pères, chez les Quwwatlî par exemple. Les élections donnent lieu à la formation d'un Parlement extrêmement fragmenté.

Un nouveau gouvernement est formé au début de 1962 qui démantèle les dispositions des lois socialistes. Tout de même, les débats de l'Assemblée sont alors dominés par la recherche de justice sociale (*adala ijtimâ'ya*), traduisant une mutation des valeurs et des vocables politiques[78]. Les modifications de la réforme agraire suscitent des inquiétudes dans le monde paysan et les campagnes sont à nouveau animées de tensions. Or le corps des officiers, dont la plupart relatent dans leurs Mémoires leur enfance au village, se fait porteur de cette colère. Dès mars 1962, un coup militaire secoue l'édifice institutionnel.

Le 28 mars 1962, les officiers conduits par le colonel Nahwâlî prennent Homs. Ils appellent à un renversement du président de la République, Nâzim al-Qudsî. Ils semblent victorieux, lorsqu'un contre-coup modifie la situation. Il est décidé au soir du 6 avril le maintien du président, la révocation du Premier ministre, la nomination de Bashîr Azmih à sa place et l'exil du colonel séditieux[79]. Cet épisode souligne comment de nouvelles dynamiques sont à l'œuvre.

Le coup repose sur l'alliance d'une faction de militaires, de services de renseignement, dont les effectifs ont augmenté sous l'union, ainsi que de politiques. Le secret et la confiance supposée créent de nouvelles bases pour le pouvoir. Le chef d'État-major, Zahr al-Dîn, rappelle comment officiers de mêmes localité, confession et armes s'entendent[80]. Damas contre Alep, Druzes contre Alaouites, nassériens contre baathistes, sont autant de lignes de fracture dans l'armée. En outre, l'épisode de l'union et de son échec a précipité un renouvellement des cadres militaires, qui ont la trentaine pour la plupart, des enfants de l'indépendance, comme Mustafâ Tlâss, Hafez al-Assad, Ibrahim 'Alî, etc.

La plupart de ces officiers et membres du deuxième bureau viennent de la petite notabilité rurale. Ils sont proches de nouveaux groupes progressistes. Au sein du parti Baath, le congrès de 1962 montre les évolutions internes au parti. Les chefs historiques sont mis en difficulté pour avoir renoncé à l'union, alors que les dirigeants de factions régionales, comme Deraa, Lattaquié, ou Deir ez-Zor – ces régions périphériques –, portent l'estocade contre le nouveau régime parlementaire qui ramène la bourgeoisie au pouvoir. Maniant la langue marxiste et révolutionnaire tiers-mondiste, ils appellent à des changements immédiats. Il n'est pas jusqu'aux intellectuels comme Jamâl al-Atâssî, défenseur des élections de 1954, qui n'appellent à un renversement pour une démocratie populaire[81].

L'armée divisée et fortement politisée, un Parlement fragmenté, un personnel politique qui peine à s'imposer au sein du pays – Nâzim al-Qudsî entreprend de réguliers voyages dans les régions pour cela – traduisent un système né de l'indépendance en difficulté. Le renouvellement générationnel ne s'inscrit pas dans les cadres politiques légués. Un nouveau coup tenu en échec en septembre souligne la faible assise du gouvernement dans l'armée. À la fin de l'année, les tractations politiques reprennent pour tenter de créer une base plus importante au gouvernement. Une partie des nouveaux représentants Frères musulmans pousse sa direction à réclamer des postes ministériels plus importants en raison de leur poids dans l'Assemblée[1]. Finalement, le président fait appel à Khâlid al-'Azm, vétéran vieillissant et malade, pour assurer la présidence du Conseil. Immédiatement, il tente de mettre en œuvre des réformes. Parmi elles, un recensement aboutit à priver une partie des populations kurdes de la frontière turco-syrienne de la nationalité. Devant les menaces et surtout après le coup d'État de février 1963 à Bagdad mené par le Baath, le gouvernement se sent obligé, pour se protéger, de proclamer l'état d'urgence. Il ne devait plus être aboli avant avril 2011. C'est un gouvernement fragile avec un président du Conseil malade qui affronte la crise de 1963.

Héritières de la lutte anticoloniale, les élites principalement urbaines tentent de construire une souveraineté pleine et entière à partir de 1946, ce qui se traduit dans l'*ethos* des parlementaires et politiques par la promotion de la loi. Cette dernière seule semble libératrice et

susceptible de fournir de la puissance à l’État. Le centralisme de Damas s’en trouve renforcé, au détriment des périphéries, la majorité domine, mettant en péril les minorités qui trouvent voix dans les partis progressistes. Les scrutins réguliers sont alors l’occasion pour les forces politiques de s’organiser en partis et de combattre. Mais deux écueils majeurs fragilisent le régime. Dans le domaine extérieur, guerre israélo-arabe et guerre froide mobilisent et radicalisent les discours. Dans le domaine interne surtout, l’urgence de la question agraire avec la montée de générations sans terre et d’élites paysannes intégrant l’armée, ne semble pas près d’être résolue du fait du rythme lent de la réforme. Les secousses se multiplient avec l’entrée en scène des officiers. Une armée faible en taille autorise sa direction à se mobiliser et à faire pression sur le régime. Le bras armé de l’État devient rapidement son dominant. La rencontre d’un mouvement de fond transformant la société de façon accélérée et d’une promotion de nouvelles élites issues des académies militaires et des universités techniques crée les soubassements d’un nouvel ordre qui veut s’imposer. Finalement, la Syrie nouvellement indépendante suit les inflexions du l’histoire mondiale de ce temps, dans lequel le parlementarisme est fustigé au profit de régimes présidentiels garants de l’efficacité, du développement et de la transformation. Dans les pays du Sud, la mission en revient à l’agent de la modernité vanté par les politiques, les chercheurs et les analystes : l’officier. Ce dernier se doit d’apporter une réponse révolutionnaire aux problèmes de l’heure.

Chapitre VII

Le Baath au pouvoir

En ce matin du 8 mars 1963, les rues de Damas sont envahies par les voitures automitrailleuses qui prennent place devant les points stratégiques. L'atmosphère de siège qui règne depuis plus d'un mois avec le rétablissement de l'état d'urgence laissait présager un nouveau coup d'État, le dixième depuis l'indépendance en 1946. À l'image des autres soulèvements militaires, les habitants de la capitale se réveillent à l'annonce du bulletin n° 1 qui dénonce la corruption passée, l'asservissement du gouvernement antérieur et les menées de l'impérialisme. La nouveauté tient à ce que l'équipe bigarrée d'officiers en appelle cette fois aux dignitaires du parti Baath pour former le gouvernement. Ces derniers comprennent leur chance historique après que leurs confrères en Irak ont conquis le pouvoir en février. Une nouvelle ère s'annonce.

En quelques semaines, le régime parlementaire est relégué dans un passé qui semble révolu en Syrie. Les officiers ne quittent plus le pouvoir, sans que le rythme des coups d'État décroisse. Un âge nouveau advient, comme dans la plupart des pays de la région. Le temps n'est plus aux réformes, mais aux transformations en profondeur. L'immédiate urgence impose des décisions et des accomplissements, sur quoi s'engagent les nouveaux dirigeants. L'heure est à la révolution, selon les termes des acteurs qui chantent les vertus de la « *thawra* » (révolution).

Une littérature abondante a recherché à classer le nouvel autoritarisme qui advient en Syrie. D'autres recherches précieuses pour le présent chapitre sont revenues sur les origines sociales des nouvelles équipes, parlant des ruraux au pouvoir. Ce changement s'apparente-t-il à l'établissement d'un gouvernement

militaire comme il est commun dans le tiers monde des années 1960-1970 ? Ou se veut-il révolutionnaire ? Deux auteurs en proposent une définition selon ces termes. Hanna Battatu, dans une comparaison entre Égypte, Irak et Syrie, cherche les similarités entre ces révolutions. Édouard Saab, journaliste au *Monde* et à *L'Orient le Jour*, propose d'y voir « une révolution dans la rancœur[2] ». Les nouveaux entrants seraient porteurs d'une revanche sociale à l'encontre des anciens possédants.

Cette étape est cruciale dans la mesure où une évolution séculaire initiée au milieu du XIX e siècle se brise quand une autre se révèle. Les précédents titulaires du pouvoir sont mis de côté rapidement, et parfois violemment. Leur héritage matériel et mémoriel est combattu par des lois de nationalisation et par la réécriture du passé[3]. Plus largement, des entreprises multiples de conquête du pouvoir se croisent entre 1963 et 1971. Cette effervescence politique, sociale, économique, voire culturelle, confère une sensation de foisonnement à cette époque, alors que la rotation des dirigeants donne un certain vertige.

L'État devient un enjeu des luttes de factions. Il faut voir comment ces dernières l'utilisent pour modifier les ordres économiques et sociaux afin d'imposer une nouvelle manière de faire. Ce sont des modèles de sociétés qui entrent en lutte. La dynamique révolutionnaire finit par s'épuiser, fatiguant la société qui la porte, au point de donner naissance à un besoin d'ordre, revendication portée par un groupe d'hommes venant des minorités de la population. Après avoir découvert la force de l'État comme autorité et organe de transformation depuis le milieu des années 1950, ils s'en emparent pour remodeler le pays selon leurs désirs. Aussi, un tourbillon gagne la Syrie.

S’assurer du pouvoir

L’équipe dirigeante en mars 1963 est bigarrée[4]. Le coup a été mené par un officier, Ziyâd Harîrî, qui ne fait pas preuve d’une idéologie claire. Nationaliste arabe, proche du Baath autant que de Nasser, il fait partie des déçus de la sécession. Aussi accepte-t-il de confier le pouvoir à un groupe de civils baathistes qui entend rouvrir les négociations avec l’Égypte. Un premier constat s’impose pour comprendre les quelques mois qui suivent le coup d’État. Le corps des officiers est à la fois relativement nombreux en raison des politiques de recrutement au cours des années 1950 et fortement divisé par l’expérience de l’union puis de la sécession. La première a représenté un espoir auquel il est difficile pour beaucoup de renoncer. Elle représente l’avènement d’un temps nouveau fondé non sur les libertés individuelles et constitutionnelles, mais sur l’idéal de partage des richesses, de dignité nationale et d’efficacité[5].

Dans l’immédiat, il s’agit d’abord pour les nouveaux dirigeants de savoir que faire du pouvoir acquis. Le secret devient un élément dominant de la gestion politique. Les contemporains spéculent sur les nouvelles attributions et les pouvoirs. Comme le rappelle Patrick Seale, le comité secret des trois instigateurs du coup n’est alors pas connu[6]. Hafez al-Assad, Salâh Jadîd et Muhammad ‘Umrân forment un triumvirat qui, profitant des dernières hésitations du gouvernement ‘Azm, a mis en branle la chute de ce dernier. Il s’appuie sur un réseau de soutiens dans l’armée qui l’autorisent à manœuvrer.

Ces trois officiers ont en commun d’être alaouites, issus de la tribu des Khayyatin ou des Kalbiyyin. L’aîné, ‘Umrân, est né en 1922, le second, Jadîd, en 1926, le benjamin, Assad, en 1930. Ils appartiennent à cette génération qui a grandi sous le mandat et qui est formée dans les premières années de l’indépendance. Tous choisissent l’armée, seule voie de promotion pour des enfants de villageois. Tous entrent au parti Baath dans les années 1950. Hafez al-Assad se distingue en devenant le représentant des élèves baathistes à sa sortie du lycée. Au cours des années 1950, ils participent pleinement aux discussions politiques. ‘Umrân joue même un petit rôle lors du renversement

d'Adîb al-Shîshaklî. C'est finalement l'expérience de l'union qui les rapproche. Ils se retrouvent loin de leur pays, à ne savoir comment occuper leur temps au Caire. Aussi entament-ils des discussions pour corriger le chemin de l'union. Après la sécession, le temps est venu de tenter leur chance.

Le premier conseil révolutionnaire rassemble vingt titulaires et livre ses consignes à un gouvernement formé de civils. Le choix d'une assemblée restreinte réserve le pouvoir de décision à quelques élus, tout en prenant les avis d'un nombre élevé de représentants des courants idéologiques qui s'affrontent en 1963. Quatre groupes – hawranistes, nassériens, indépendants et baathistes – se partagent les postes. Selon leurs conclusions et sous couvert de l'acceptation d'une décision par le comité des trois qui prend l'habitude d'orienter les discussions, les décisions politiques sont mises en pratique. Cependant, la puissance du triumvirat tient moins à sa position institutionnelle qu'à sa capacité à se situer en marge du groupe décisionnel, à s'attacher par différents types de liens aux hommes des casernes et à statuer en dernière instance. Une nomination à tel ou tel poste peut alors revêtir pour eux plus d'importance que le choix d'une politique économique.

Le fait de ne pas divulguer les noms des membres du conseil, de conserver une grande discrétion sur le rôle de chacun et, enfin, de guider adroitement les débats du conseil et du gouvernement participe d'une nouvelle gestion du pouvoir. Il faut aux nouveaux décideurs faire attention aux détails, aux individus et à leurs trajectoires, afin de faire pression utilement. Pour cela, la maîtrise du jeu repose sur des organes officiels, des réunions informelles et, surtout, sur le plein et entier contrôle de l'information. Y a-t-il un plan général de la part des trois comparses ? Nul besoin. Il faut trouver les bons alliés et écarter les personnes susceptibles de nuire. Pour le moment – et pour quatre décennies dans le cas de Hafez al-Assad –, il s'agit avant tout de survivre… C'est pourquoi une Constitution importe peu.

Bien vite, après avoir commencé à purger les services administratifs, civils et militaires, les équipes en place s'attellent aux grandes questions de l'heure pour lesquelles le mouvement a été mené. Néanmoins, en l'absence de parlements et de référents extérieurs comme au temps de l'union, les luttes politiques ne peuvent être réglées publiquement, par la discussion et la concertation. Elles

mettent aux prises des factions, des groupes de militaires alliés aux cadres politiques civils. Les positionnements deviennent rapidement binaires : être pour ou contre l'union sous l'égide de Nasser, soutenir ou non des lois de socialisation, etc. Cette caractéristique tient au fait que, pour fédérer un groupe, aucune nuance n'est possible. Or, sans regroupement de forces derrière soi, le groupe d'officiers montant risque d'être démis.

À défaut d'instances de régulation, promises dans un avenir proche, ou d'une Constitution provisoire, les différents groupes ne peuvent guère évaluer leur force respective. Il faut pour le moment décider de la composition d'une délégation partant au Caire pour négocier l'union[7]. D'elle dépend le succès. À partir du 19 mars, les délégués se réunissent et, rapidement, Nasser rappelle à ses interlocuteurs l'expérience passée, la venue des Syriens en 1957, leurs promesses puis la sécession[8]. Aussi, les discussions se terminent sur des accords de principe devant conduire à un rapprochement. En réalité, de cette rencontre naissent les invectives de part et d'autre pour savoir qui est responsable de la division du monde arabe. Le déclenchement de la guerre du Yémen dans laquelle l'Égypte use ses forces explique aussi l'attitude du dirigeant cairote.

Les conclusions des discussions donnent lieu à des situations variées. Les décrets socialisant les banques et certaines activités économiques créent d'autres motifs de mécontentement en Syrie. L'espace institutionnel est alors restreint à un conseil révolutionnaire et à un gouvernement. D'autres modes d'action sont privilégiés pour faire connaître son point de vue. Le premier demeure l'action militaire interne, corrective et secrète. Le 8 mai, un coup d'État permet d'écarter les officiers d'obédience nassérienne[9]. Une redistribution des postes est possible, renforçant l'emprise sur les instances de pouvoir. Un nouvel homme émerge, Amin Hafez, à qui son passé de combattant en Palestine assure la confiance des hommes de troupe.

Les lieux de pouvoir changent. Il ne s'agit plus de détenir tel ou tel ministère pour jouer un rôle de premier plan, encore que les ministres de la Défense et de l'Intérieur puissent infléchir les carrières. Commandant de telle brigade, la 70e blindée par exemple, chef de la garnison de Homs ou de Qatana, responsable des renseignements militaires nouvellement inaugurés, sont autant de charges qui permettent d'asseoir plus certainement son influence parmi des

hommes de troupe et de faire pression sur les décideurs. Le temps est aux armes. En l’absence de toutes formes régulières de conciliation, l’espace public demeure un enjeu entre les protagonistes.

Manifestations et grèves prennent le relais. Les mouvements sociaux sont loin d’être unis. À Alep, les 8 et 9 mai 1963, des manifestations éclatent dans les quartiers favorables à l’union et au président égyptien. Son portrait est brandi et la foule converge vers les espaces marchands. À Damas, le souk se ferme en protestation contre les lois de socialisation. Les militants du Baath sont envoyés pour ouvrir de force les devantures. Progressivement, les nouveaux dirigeants qui ont fait le coup de poing dans leur jeunesse comprennent l’intérêt de maîtriser la rue.

Cette volatilité du politique répond aussi à un renouvellement important des générations en politique et aux conséquences, au sein des appareils partisans, de plusieurs années d’activités réduites, par l’union notamment. Il n’y a pas une force politique ou une institution qui ne soit affectée. Si le pouvoir est confié dans un premier temps à Ziyâd Harîrî, cela tient à la jeunesse des membres du comité secret, tous dans la trentaine. Les officiers sortent du rang, pour la plupart issus des promotions entre 1955 et 1960. Dans les cercles politiques, quelle que soit leur idéologie, la situation se renouvelle. De nouveaux entrants bouleversent les cadres de pensée, ce qui force à procéder à un bref tour d’opinions pour comprendre les lignes de clivage et la personnalisation du politique.

Le parlement dissous et l’absence de scrutins empêchent d’avoir un panorama des forces politiques clairement structurées. Parmi les principaux courants idéologiques s’opposent un camp se définissant comme progressiste (*taqadumiyyin*) et un autre plus divers, déterminé par son opposition plurielle au premier[10]. Au sein du premier groupe, prennent place les communistes, les baathistes, les nassériens, les hawranistes, principalement. Dans le second, deux groupes se disputent l’opposition aux premiers, le Parti populaire syrien et les Frères musulmans. Les effets des coups militaires répétés, de la montée des nouvelles générations et de l’impossibilité de se réunir et discuter créent sensiblement les mêmes conséquences. Tous deviennent des mouvements plus que des partis, dans la mesure où ils sont fortement polarisés par des individualités qui entraînent à leur suite des cercles de sympathisants, sans que les instances formelles

puissent trancher des orientations idéologiques et praxéologiques claires. Deux cas méritent de plus amples détails par l'importance qu'ils jouent dans les années qui suivent : le Baath et les Frères musulmans.

Le premier est fragmenté suivant plusieurs lignes. Civils contre militaires, génération pionnière autour de Michel Aflaq et de Salâh al-Dîn Bîtâr contre jeunes entrés au parti dans les années 1950, membres des grandes agglomérations contre citadins des villes moyennes comme Deraa, Deir ez-Zor ou Lattaquié, sunnites contre minorités religieuses, constituent autant de traits distinctifs pouvant se combiner temporairement avec des positions idéologiques. Parmi ces dernières, les plus importants points de fracture concernent l'union arabe et la position tenue en 1961 au moment de la sécession, mais aussi le socialisme et son application à l'économie. L'attitude des militants diffère selon un clivage socioculturel net entre urbains (habitant Alep et Damas), ceux qui bien souvent ont pu poursuivre des études en Europe ou au Liban, et les autres, les premiers de leur famille à avoir reçu une éducation secondaire, voire supérieure.

Le parti Baath est donc loin d'être un bloc uni. Le congrès de l'été 1963 illustre ses divisions[11]. Les élections du bureau reconduisent tout juste les chefs historiques, Michel Aflaq au premier rang, quand la nouvelle génération réclame des positions et des changements. À la différence d'âge s'ajoute l'appartenance régionale combinée aux liens confessionnels et ethniques. Ce sont les contingents de Deir ez-Zor, de Lattaquié et de Deraa qui prennent le pouvoir dans le parti. Ils reçoivent le soutien des baathistes venant de minorités comme les Alaouites de la montagne ou les Ismaéliens de la bâdiya. Les périphéries prennent d'assaut le centre politique en constitution. Ils aspirent à recréer une grande nation arabe, mais sont aussi portés à vouloir modifier les conditions sociales des populations de ces petites et moyennes bourgades. Ils sont dans l'ensemble les héritiers de pionniers baathistes, que ce soient Jalâl al-Sayyid à Deir ez-Zor ou Wâhib al-Ghânim à Lattaquié.

À l'issue du sixième congrès national, aucun consensus ne se dégage, simplement des lignes programmatiques : il faut agir dans le sens de l'unité arabe et contre Israël, pour la redistribution des terres et des richesses nationales, et l'écrasement des anciens dominants. La marge de manœuvre est grande entre ceux qui aspirent à nationaliser

toute l'économie et les partisans de partages fonciers ordonnés. Aussi, les positions politiques se personnalisent de plus en plus, entre factions suivant telle ou telle figure, qui s'allient temporairement pour porter un projet. Les militaires peuvent trouver des alliés chez les civils pour réaffirmer l'importance de la réforme agraire et au contraire pour mettre en suspens les négociations avec l'Égypte. Selon un principe de binarité, les factions du parti se divisent et se regroupent en termes d'amis et d'ennemis. Elles sont recomposées par chaque coup d'État qui voit certaines d'entre elles disparaître, et d'autres prendre plus de positions.

Une même diversité existe chez les Frères musulmans. À la veille du coup d'État, ils disposent d'une solide assise à l'Assemblée nationale et de positions gouvernementales, les conduisant à revendiquer la présidence du Conseil[12]. Mais le coup de mars 1963 met un coup d'arrêt à leur projet. Si leur force est importante, elle ne signifie pas qu'ils disposent d'une plate-forme unie ni d'une organisation pleinement reconstituée. La longue vacance de la direction après le départ du chef historique Muhammad al-Siba'î conduit à une reprise en main par la nouvelle génération incarnée par 'Issâm al-Attâr. Ce dernier – un ambitieux pour Akram al-Hawrânî, un modéré pour 'Adnân Sa'ad al-Dîn[13] – ne dispose pas du temps nécessaire pour autoriser l'ajustement du programme de la confrérie. La fin du parlementarisme pulvérise le mouvement en factions locales. Celle de Hama, plus conservatrice, s'affronte à celle de Damas et d'Alep. Un mélange de traits distinctifs se croise : quelle attitude le groupe local endosse-t-il à l'égard des minorités confessionnelles, envers la politique économique ? À Hama, la prise violente des propriétés de marchands proches de la confrérie durcit les positions. La religiosité intervient aussi. C'est le cas particulièrement dans l'éducation où les jeunes membres de la confrérie, enseignants, adoptent des positions religieuses plus marquées. Dans l'ensemble, trois paramètres déterminent les activités de la confrérie en Syrie dans les années 1960 : elle est fortement divisée, ce qui crée des concurrences ; elle adopte un registre de plus en plus conservateur en matière religieuse et économique, en opposition aux groupes progressistes ; elle fait sien le langage révolutionnaire qui veut que la fin justifie les moyens.

Entre ces deux grandes forces politiques qui, nous l'avons vu,

s'apparentent plus à des regroupements de factions locales autour d'une figure tutélaire, une myriade de groupements de plus ou moins grande importance s'active en politique. Le groupe des nassériens se réunit dans le Mouvement nationaliste arabe (*al-haraka al-qawmiya al-'arabiya*). Les hawranistes ne créent pas de parti, mais ils s'identifient à leur chef historique. Les partisans du Parti populaire syrien restent actifs dans certaines zones du pays. Dans l'ensemble, la suspension des institutions crée une même réalité : le politique prend sens localement en fonction des alliances et des intérêts d'un lieu. C'est la renaissance d'un tissu de pays ou terroirs dominés par une ou plusieurs grandes villes. Si des dynamiques communes animent la Syrie, elles ne semblent prendre de sens qu'à l'échelle de ce petit pays.

Un an après la série de coups et de contre-coups de 1963, une nouvelle direction conduite par le général Amin Hafez se charge de mener à bien les lois socialistes, principalement une extension de la loi agraire et la nationalisation de secteurs économiques comme la *khumsiya*[14]. Ces premières mesures couplées au déploiement de services d'ordre dans les villes créent des dissensions. Aux joutes de rues des années 1940 s'ajoutent les nouveaux groupes de surveillance, les *mukhâbarât*. Le parti Baath se dote d'un service de renseignement, l'armée de l'air aussi. Chacun dispose de troupes surveillant et encadrant la population tout en se concurrençant.

Dans ce contexte, dans la ville côtière de Banias, coincée entre Tartous et Lattaquié et qui n'a pas le développement équivalent aux deux métropoles bénéficiaires d'infrastructures portuaires, l'arrivée de nouveaux migrants des campagnes suscite des réactions hostiles. Critique des urbains contre les gens de la campagne, accusation des sunnites contre les Alaouites, dénonciation du manque de travail, ou encore contestation du nouvel ordre politique par des classes moyennes et populaires alimentent le mécontentement[15]. À la mi-décembre, des incidents éclatent entre étudiants, les uns sunnites les autres alaouites. La répression est rapide de la part des autorités qui ne masquent pas le côté confessionnel des heurts. Une nouvelle technique de gestion des populations consiste à rappeler aux minorités le danger d'une majorité en désaccord avec le régime. Loin d'être isolés, ces événements nourrissent d'autres protestations.

À Homs, les marchands lancent une grève contre les nouvelles lois qu'annonce le congrès du Baath à sa clôture en février 1964.

Immédiatement, les autorités optent pour une solution coercitive et le font savoir par la radio. Il ne faut pas laisser la « réaction », selon les termes de l'époque, s'organiser. Homs, troisième ville du pays, premier bastion industriel, ne doit pas devenir le théâtre d'une mobilisation sociale et politique. Les échos de ces événements sont nombreux. Les rumeurs grondent contre les nouveaux dirigeants à Alep et à Hama. Entre ces endroits, les liens familiaux restent nombreux. Aussi, dans cette atmosphère de tensions, beaucoup de motifs peuvent créer des troubles supplémentaires. Le 28 avril, c'est au tour des souks de Damas de se fermer. La garde nationale est envoyée pour ouvrir les échoppes et dix personnes sont condamnées à mort. La révolution qui est en marche avec le Baath ne tolère pas d'obstacle…

Le 5 avril, Hama devient l'épicentre d'une contestation de plus en plus polymorphe. Depuis plusieurs semaines, la jeunesse des écoles conservatrices, attirée par les prêches du vendredi qui dénoncent le nouveau pouvoir, manifeste. Elle rencontre dans la rue les forces de l'ordre chargées de la disperser. Le recrutement rural de ces dernières accroît semble-t-il leur velléité d'user de la force[16]. D'autres groupements se solidarisent dans les mobilisations de rue. Hawranistes, socialistes nassériens ou Frères musulmans sont côte à côte pour exiger le rétablissement des libertés constitutionnelles. Le mouvement social prend une ampleur inégalée dans les autres villes. La tradition militante et les convergences de différentes tendances peuvent l'expliquer.

Bientôt la mosquée Sultan devient le lieu d'un vaste *sit-in*. Distributions de nourriture et gîte sont offerts aux protestataires pacifiques qui défient le pouvoir par leur présence dans l'espace public. Le 14 avril 1964, les autorités centrales choisissent l'épreuve de force. Les responsables de l'heure – Mustafâ Tlâss, qui dirige le tribunal et une partie des opérations, le triumvirat (même si 'Umrân se détache de la décision ultérieurement) ou encore 'Abd al-Halîm Khaddâm gouverneur de la province – s'accordent sur l'emploi de toutes les forces pour briser le mouvement. Après le déploiement de la garde nationale, les chars arrivent à proximité. Devant le refus de se disperser, les canons tonnent contre la mosquée, dont le dôme vient à s'effondrer sur les réfugiés[17]. Dans les décombres, Marwan Hadîd, un militant proche des Frères musulmans revenu récemment du Caire, se fait la promesse de ne plus affronter un pouvoir impie – telle est sa

conception du Baath – sans recourir aux armes. La répression disperse les cortèges de protestataires qui n'osent plus sortir.

Les événements de Hama ont une importance particulière tant ils constituent un point d'inflexion dans la trajectoire syrienne. Pour la première fois, les mouvements urbains sont écrasés alors que les revendications constitutionnelles portées par une coalition hétéroclite optaient pour des formes usuelles et urbaines de protestation. Grèves, rassemblements publics, pétitions ont eu raison du pouvoir mandataire et des gouvernements des années 1950. Pourquoi faudrait-il changer de méthode avec les nouveaux venus ? Pourtant, les protagonistes prennent peur devant un niveau inédit de coercition. Les canons des chars ne soulèvent pas le pays et font se terrer les populations. Le sang partagé soude une équipe amenée à diriger pendant longtemps le pays. Le dernier enseignement de ces événements tient à la pulvérisation du pays. Les mobilisations se font par ville, par quartier, et se diffusent par mouvement de solidarité. Elles ne peuvent plus prendre un cadre national, scellé par le contrôle tatillon du pouvoir baathiste.

De nouvelles structures assurent aux représentants du parti un regard panoptique sur le pays. Les assemblées locales deviennent des forums qui permettent au parti de pénétrer les structures locales, tribales, familiales et de quartier[18]. Elles sont des lieux de parole mettant à jour les griefs intimes au sein des campagnes syriennes. Propriétés mal bornées, titres fonciers incertains, querelles de famille, activités économiques nouvelles, tous les sujets font l'objet d'un examen, d'un recensement et d'un traitement. Dans la petite ville de Jarablus dans le nord de la Syrie par exemple, l'ultime manifestation étudiante se déroule en 1964[19]. Les meneurs sont forcés par le parti d'intégrer la formation étudiante baathiste chargée de régler les problèmes. L'assemblée locale traite les derniers griefs. Progressivement, le Baath se colore d'une nouvelle image d'administration chargée de faire remonter les doléances et de fournir les compensations nécessaires aux individus pour que ces derniers adhèrent au mouvement. Ce mouvement est d'ailleurs loin d'être idéologique, bien qu'il se pare de mots d'ordre comme le socialisme et l'arabisme pour créer un sentiment d'appartenance commune. Cette gestion du local voit aussi les autorités s'autolimiter. Elles n'enfreignent pas le pouvoir des grands cheikhs, préférant attiser les divisions dans les tribus, par exemple. Baath et administrations

centrales pénètrent ainsi au cœur des tissus sociaux.

Ce changement d'ère, inauguré par le coup de 1963, voit les dirigeants rechercher de nouveaux partenariats à l'international. Les affinités de Salâh al-Dîn Bîtâr l'illustrent. Il est présent en 1963 pour les négociations avec Nasser. Pour le ridiculiser, ce dernier lui rappelle son rôle en 1957. Il doit abandonner le rêve d'une union panarabe avec l'Égypte. Son troisième gouvernement disparaît à la fin de l'année 1963, lorsque en Irak le Baath est renversé par une coalition militaire. La Syrie baathiste se retrouve totalement isolée au Moyen-Orient. Il reste un partenariat avec l'URSS qui permet d'obtenir de l'aide technique et de l'assistance pour les grandes infrastructures. Le dernier gouvernement Bîtâr peut se féliciter de l'avancée des négociations sur le barrage de l'Euphrate[20]. Mais cela n'assure pas l'armement alors même que les affrontements reprennent dans la zone démilitarisée avec Israël.

En 1966, deux niveaux de tension s'exercent sur les autorités nouvellement constituées par le coup d'État de 1963. Le premier tient aux joutes et luttes internes, entre régions, entre militaires et civils, entre orientations idéologiques. Il conduit les partisans d'une révolution limitée à la Syrie à dominer les instances locales. Il voit les lieux du pouvoir changer. Le second niveau relève des concurrences radiophoniques et idéologiques qui opposent les frères arabes. Les deux se conjuguent pour radicaliser les luttes intrasyriennes.

Au niveau central, rien ne semble stabilisé en 1965. Après la répression de Hama, l'un des trois membres du comité central, Muhammad ʻUmrân, s'ouvre aux hommes politiques sur l'existence du triumvirat. Cela déclenche une nouvelle crise. Tout au long de l'année 1965, militaires proches des anciens du parti Baath et partisans d'un rétablissement de l'ordre constitutionnel tentent d'asseoir leur pouvoir sur les instances du parti et du gouvernement. En parallèle, cependant, le jeu des purges – éviction des nassériens, puis des hawranistes – permet à Salâh Jadîd et Hafez al-Assad de placer leurs hommes aux positions clés. Ainsi, en 1965, le jeune frère de Hafez al-Assad devient chef de la garde prétorienne de Baath. Deux lectures du pouvoir s'élaborent. Pour les premiers, réunis par leur opposition à Assad et Jadîd, les organes institués doivent permettre de ramener les militaires à l'obéissance. Pour les deux conjurés, ce sont les casernes et les centres de renseignement qui assurent le pouvoir. La tension

monte en ce début 1966, alors qu'en février tout est fait par le cinquième gouvernement Bîtâr pour forcer l'armée à obéir.

Germination

Les multiples secousses qui ponctuent l'actualité syrienne de 1963 à 1966 donnent le vertige. Chaque bulletin d'informations écrit à chaud par les diplomates permet de donner sens aux changement permanent. De même, les autobiographies des principaux acteurs passent sous silence de nombreux moments, pour tenter de justifier ce qui advient. Ce bouillonnement résulte en réalité de changements plus profonds qu'il est indispensable de saisir pour comprendre la Syrie en formation. La décennie des années 1960 est celle de la rencontre de deux formes idéalistes et de deux pratiques d'une extrême violence autour de la définition de la chose publique.

À relire le siècle écoulé depuis les tanzimat, un ordre urbain s'est diffusé, imposant ses normes, ses symboles et ses pratiques. Il portait en lui un idéal qui tient à la civilité, au croisement des cultures, à un amenuisement des formes confessionnelles favorisant un dialogue renouvelé autour des idées. De manière relativement consensuelle, ce système se fonde sur un culte de la loi, cette règle uniformisant et harmonisant les situations de chacun à même de révéler le meilleur des possibilités. Il s'accompagne d'institutions de savoir et de pouvoir, que ce soit l'école, l'armée, le café ou les assemblées. Chacune joue un rôle favorisant la découverte et le dialogue et donnant à l'autorité publique les outils de la puissance. C'est le domaine de la civilité qui étend la *hadâra*, la *adab* (la bonne manière de vivre en arabe) aux choses du politique. Elle renvoie aussi en matière économique à l'essor d'un mode d'échange et de production croisant libertés, capitalisme naissant et intervention de l'autorité publique.

Aussi cet ordre porte en lui une capacité transformatrice dont les effets sont méconnus par ses concepteurs et penseurs. Dans l'immédiat, il favorise une croissance démographique. Près de deux millions de Syriens en 1965 sont nés depuis l'indépendance en 1946, soit la moitié de la population. Ce sont des cohortes de jeunes mobilisables mais divisés en fonction des régions d'origine, des classes sociales et des familles. Très certainement, une distinction forte oppose ceux des campagnes à ceux des villes. Mais le schéma est plus

complexe que cela. L'autre effet porte sur la capacité d'attraction de la ville, soit comme réceptacle des exodes ruraux chassés par la misère vers des faubourgs en extension, soit comme lieu de formation dans les écoles, universités et académies militaires. Cependant – les témoignages convergent en ce sens –, si le savoir divulgué est un bien pour tous, cela ne signifie pas que les différences sociales sont effacées. Accès au mariage, regard de l'autre, jugements et attitudes renforcent l'autre versant de cet ordre de la civilité.

Dans l'idéal, tous ont leur place. Dans la pratique, la civilité va de pair avec un regard sur l'autre et une domination socio-économique extrêmement brutale. Au nom de l'essor marchand, les campagnes deviennent un terrain de compétition pour établir des fortunes. Au nom de la supériorité d'une culture intellectuelle, le paysan et ses enfants sont perçus comme de nature inférieure. Celui qui ne relève pas de grandes familles, et c'est le cas de nombreux membres des minorités alaouite, druze, ismaélienne, n'est donc pas pleinement à égalité avec les membres des familles urbaines. Ces dernières vantent les vertus du développement, de la loi et de la pacification des mondes ruraux et tribaux, mais elles déploient une violence sourde et informe qui accompagne les progrès de l'ordre étatique.

L'autre idéal qui entre en concurrence constitue largement le produit de ce premier système. Il porte sur la justice, sur l'émancipation du collectif et sur la restitution de la dignité de tous. Édouard Saab parle à son sujet de rancœur[21]. Mais ce sentiment ne suffirait pas à expliquer son succès et la manière dont il prend place dans les cadres de la civilité établie. Il en est dialectiquement la conséquence. La justice veut dire modifier les inégalités économiques avec des prises de fait contre les fortunes et leur socle économique. L'émancipation passe par l'entrée dans la ville des fils de la campagne. Pour les enfants de petites notabilités, les portes des universités de médecine, de droit ou de l'académie militaire sont ouvertes. Pour d'autres, les coups d'État, la rotation du personnel et des gardes personnelles que se constituent les dirigeants pour se protéger, et les espoirs de promotion par *wasta* (piston) donnent accès aux postes subalternes dans l'armée, les services de renseignement et de police ainsi que les administrations.

Ce deuxième idéal rayonne d'une manière inédite des villes vers les campagnes. Les réformes agraires suivent une même philosophie. Elles visent à donner les moyens de subsistance à ceux qui travaillent

la terre. Partage de parcelles, irrigations, mécanisation, mise en place de coopératives doivent fournir les outils de travail et le foncier à valoriser, et empêcher les chutes de production liées à la perte de rendement[22]. Ces effets sont lents. Progressivement, les socles de la grande propriété s'effritent et une nouvelle société de villes, petites et moyennes, et de campagnes voit le jour. Les mots d'ordre progressistes trouvent alors un écho particulier. Salamiyeh voit les rangs du parti communiste grossir. De même, les nassériens sont en force sur la frontière turque. Pour reprendre le slogan égyptien de l'époque, le paysan et ses enfants relèvent la tête… au moins symboliquement.

Dans la pratique, les inégalités restent fortes. Les cheikhs dans les campagnes de la Jazira n'hésitent pas à faire revenir leurs proches pour partager les meilleurs lopins de terre[23]. La loi de nationalisation n'interdit pas de choisir les parcelles conservées dans la famille. Aussi, dans les pays euphratiens, les espaces environnant le fleuve, les plus arrosés, restent la propriété de grandes familles. En revanche, les jardins à proximité des grandes villes sont aisément récupérables par des paysans moyens. Les conséquences des réformes agraires divergent. Il ne faut pas voir seulement l'aspect foncier et économique de ces lois.

D'autres dispositifs sont mis en place : écoles primaires, dispensaires, adduction d'eau là où c'est possible, motopompe, donnent une relative aisance à un monde largement arriéré en comparaison des villes. La technicité des politiques suit donc un autre impératif que celui de la civilité. Elle reprend la coercition des outils de l'État, à savoir l'usage de la violence monopolisée par des agents publics. Elle n'empêche nullement des corruptions qui se développent en parallèle. Le croisement de la richesse passée des uns et de la promotion par la violence des autres dans les corps de l'État donne naissance à d'autres formes d'échanges.

La géographie du pays se transforme par ce biais. Un vaste lac apparaît autour de 1965, lorsque les travaux du barrage de Tabqa débutent. L'aide financière et l'expertise soviétiques donnent naissance à une nouvelle campagne et d'importantes installations industrielles complètent les grandes infrastructures existantes[24]. Raffinerie de Homs en fin d'oléoduc, ports à Lattaquié et, à partir de 1962, à Tartous, complexe électrique à Tabqa, sont autant de points de fixation des populations.

Le domaine de la ville est lui-même l'objet d'investissements. Les agglomérations s'agrandissent en superficie avec l'entrée de migrants ruraux. De nouveaux espaces sont mis en chantier selon des standards architecturaux relativement uniformes. L'immeuble à balcon arrondi de quatre à cinq étages devient la norme, aisément accessible par les grandes artères qui fluidifient la circulation. L'habit suit les nouveaux mots d'ordre. Kaki pour les militaires, costume à l'européenne pour les cols blancs, port de la moustache en voie de diffusion, et jupe pour les femmes en centre-ville, montrent une inflexion des codes symboliques. Ces aménagements et les modes de vie auxquels ils donnent lieu appuient l'entreprise de refonte du pacte urbain. Les espaces marchands deviennent les lieux de luttes politiques, mais aussi d'intenses critiques de la part des classes moyennes.

Un idéal cède le pas au second. Ce changement procède par la violence. Elle est directe dans le cas de l'emploi des forces armées contre un mouvement civil contestataire en ville. Elle met en présence des personnes pouvant assouvir des vengeances privées ou passées. Elle emploie aussi les outils de la loi, à travers les nationalisations. Les membres de la civilité, technocrates et militaires, partagent en commun cet idéal qui, pour être mis en place, doit faire table rase d'un ordre ancien qualifié de corrompu. Le règne révolutionnaire qui s'instaure en Syrie passe par la légitimation des moyens au nom de fins supérieures, chacune affublée d'un « isme ». Panarabisme ou socialisme servent de moteurs pour unir des foules et leur promettre des lendemains enjoués.

Cette substitution est tout sauf mécanique. Ce sont des tâtonnements, des tentatives, des corrections permanentes et des ajustements afin que les réformes apportent les fruits escomptés. Cela explique les renversements de politiques entre les gouvernements Bîtâr et Sâmî al-Jundî, les uns qualifiés de libéraux, les autres de socialistes. De même, les militaires tentent de s'imposer, à l'occasion des coups d'État, mais ils demeurent en retrait rapidement, ne pouvant directement occuper tous les postes. L'ère révolutionnaire se fonde donc sur des allers-retours, des incertitudes, qui doivent rappeler incessamment qu'il n'y a pas de grands plans, mais des succès, des tournants, des échecs, des éliminations forgeant les corps dirigeants et les agents de la coercition.

Le dernier élément qui prend forme de façon diffuse tient à la

politisation des identités primordiales. Le fait de privilégier son frère à son cousin, son cousin à son voisin, son voisin à l'étranger est somme toute quelque chose de banal. La préférence accordée à quelqu'un de même ethnie, de même région, ou de confession proche, relève une fois encore de mécanismes sociaux très universels pour ce qui concerne la gestion sociale de la variable identitaire. Les mariages endogames s'observent globalement, l'unité commune première étant le village ou le quartier auquel se surajoutent la confession et l'ethnie. Au cours des années 1960, les luttes de pouvoir et les mutations sociales extrêmement profondes secouent des pays ou terroirs qui sont entrés en contact au cours des cinquante dernières années. Le brassage démographique lié à l'accroissement de la population et l'exode rural mettent en présence des communautés qui pouvaient s'ignorer. La principale nouveauté tient à l'usage plus systématique de la variable identitaire en politique.

Tout cela confère à cette décennie des airs bien contrastés. Temps des espoirs infinis portés par une jeunesse aux codes vestimentaires et à la chevelure renouvelés, de nouvelles générations nombreuses proclament leurs idéaux, dans les rues, les cafés et les assemblées politiques. De même, une modernité apparaît dans les campagnes au contact de l'univers urbain. À côté de cela, les outils utilisés pour abattre l'ordre ancien, celui duquel sont nés ces espoirs et les pratiques pour le transformer, reposent sur la violence physique qui se généralise comme mode de régulation politique. Ils donnent naissance à des échanges informels de richesses, prenant aux uns, donnant aux autres, sans que des règles d'uniformité président à ces transferts. Cet arrière-plan sous-tend les luttes de pouvoir de 1963 et 1967, et explique la fièvre révolutionnaire entre 1966 et 1970.

Mais il ne faut pas imaginer un mouvement général et uniforme de la société, bien au contraire. Pour le fils d'une famille de la campagne, venant de minorités confessionnelles, l'accès aux études lui ouvre des possibilités nouvelles, celles de devenir ingénieur, médecin, ou militaire. Mais pendant sa formation, il ne peut prétendre à l'égalité avec le fils de classes moyennes, urbaines, dont les parents ont socialisé leurs enfants dans la civilité produite par les années 1950. Le décalage est plus fort encore entre les deux premiers, et le descendant d'une famille conservatrice, pour laquelle le port du voile devient quelque chose d'essentiel pour la préservation de la morale, et pour

laquelle les us et coutumes doivent être respectés comme la séparation des deux sexes. Les représentants de la nouvelle génération, née dans les années 1930, véhiculent des mémoires sociales nettement distinctes qui peuvent les amener à converger dans la lutte pour la défense de droits, sans pour cela avoir les mêmes visées. Classe sociale, conscience minoritaire, univers culturel, projection de vie constituent autant de divisions au sein des porteurs de cet idéal inédit qui veut restituer la dignité à la nation, majoritairement paysanne.

Coups et contre-coups

Au matin du 23 février 1966, des explosions et des tirs résonnent dans la capitale. La maison du général Amîn Hafez est la proie des flammes quelques heures plus tard[25]. Un assaut a été mené contre la demeure par un groupe d'officiers. Homs et Lattaquié suivent le mouvement, ce qui est moins le cas d'Alep où les garnisons et leurs dirigeants hésitent. À la différence des autres tentatives de renversement, le sang coule. Les enfants du général Hafez sont admis à l'hôpital dans la soirée. Les civils sont arrêtés, et l'ancien président rapidement jugé.

Quelque chose d'inouï vient de se produire. Selon la langue de l'époque, ce sont les « gauchistes » qui s'opposent aux courants de droite, les militaires contre les civils, le conseil régional contre le national. La cause immédiate de ce nouveau mouvement est à rechercher dans la décision du gouvernement de renvoyer les officiers et les soldats dans les casernes, empêchant les militaires, à l'heure des nationalisations, de profiter du partage des richesses. Mais c'est oublier que le régime baathiste est avant tout le fruit de coups militaires.

Dès lors, la révolution reprend. Il faut pourfendre les ennemis, internes et externes, préparer la grande revanche attendue depuis 1948 et rechercher l'unité arabe. Les quelques contacts rapides à destination du Caire ou de Bagdad achoppent. L'écart s'est creusé entre les frères arabes. Bien vite, au contraire, la guerre des ondes entre nassériens et baathistes syriens reprend avec une plus vive intensité. Chacun dénonce l'inaction de l'autre et ses trahisons à la cause.

Dans l'immédiat, le nouveau régime ne sollicite pas de reconnaissance, démontrant par ce simple fait qu'il s'inscrit dans la continuité de 1963[26]. Les responsabilités sont remises à un gouvernement dirigé par un civil, le docteur Makhûs, puis, quelques semaines après, Nûr al-Dîn al-Atâssî forme le gouvernement. Le transitoire s'installe et deux pouvoirs apparaissent, l'un détenu par les organes du gouvernement, l'autre au sein de l'armée. Deux figures s'imposent : Salâh Jadîd et Hafez al-Assad. Autour d'eux, une

constellation de services de renseignement se met en place dans une atmosphère paranoïaque. Entre eux, un partage des tâches advient rapidement. Hafez al-Assad prend le ministère de la Défense, dont il assume la direction jusqu'en 1970, et Salâh Jadîd s'occupe du parti Baath. Deux trajectoires se dessinent qu'ils vont incarner. La première renvoie au rôle des militaires en Syrie et à leur faculté à devenir des arbitres et des contrôleurs du politique et de l'économique. La seconde porte sur la place des dignitaires baathistes, le plus souvent civils, qui reprennent des modèles proches des systèmes socialistes.

Ces derniers assument pour les quatre années suivantes le devant de la scène. Ils portent à leur zénith cet idéal égalitariste et la violence afférente. Les lois de nationalisation ne cessent d'être renforcées, interdisant le commerce extérieur en dehors des officines d'État, le commerce de gros, les activités bancaires, multipliant les fermes d'État. En parallèle, les outils de défense sont repensés autour de milices populaires. Selon un ethos d'hypermasculinité guerrière, la nation doit s'armer, se muscler et s'uniformiser pour faire face à l'ennemi israélien[27]. L'éthique révolutionnaire s'accompagne de mesures symboliques comme la diminution des rémunérations des politiques. Les deux dirigeants Assad et Jadîd font preuve d'un train de vie modeste. À côté de cela, la multiplication des indics, des membres de police et d'autres contrôleurs crée une atmosphère pesante. Cette situation de fièvre connaît rapidement des développements neufs liés à la situation régionale.

Une première alarme vient des alliés soviétiques. Le nouveau gouvernement s'est fortement rapproché de la puissance de l'Est et se propose par divers procédés d'associer les communistes syriens aux décisions. En réalité, ces derniers ne reçoivent pas de postes de responsabilité. Ils peuvent néanmoins se réunir librement[28]. Avec une intensification des mesures socialistes, tout laisse penser que le régime est sur le point de devenir un État satellite ou client de l'URSS. Dans ce contexte, en avril 1966, la superpuissance signale des concentrations de forces militaires et fait savoir qu'elle ne saurait défendre son allié en cas d'agression.

Le conflit avec Israël tient largement des imprécisions de l'armistice de Rhodes de 1949. La zone démilitarisée fait l'objet de convoitises de part et d'autre. Selon la description qu'en propose Moshe Dayan, des incursions en tracteurs donnent l'occasion de déplacer la borne

israélienne, ce à quoi répondent les tirs syriens, fournissant le motif d’une action militaire plus soutenue[29]. À cela s’ajoutent depuis 1965 les travaux de détournement des eaux du Jourdain. La Syrie procède à des terrassements qu’il faut faire cesser. Aussi, les cas de provocation, réaction, contre-réaction, se répètent. Ils culminent en octobre 1966. Les aviations sont engagées, la Syrie perd un appareil. Dans ce contexte de tensions, pression est faite sur les partenaires arabes pour qu’ils s’engagent plus clairement en faveur des intérêts syriens.

Au sein de l’équipe dirigeante, le colonel Hathum, membre du premier cercle militaire autour des deux chefs informels, se montre déçu des fruits obtenus depuis février 1966. Il avait pourtant donné l’assaut contre la maison de Hafez Amin et contribué à la victoire. De confession druze, il tente de modifier les équilibres de pouvoir. En septembre 1966, après plusieurs plaintes sourdes, il invite Salâh Jadîd à Suwayda. Le dirigeant s’y rend avec une partie de ses équipes et se retrouve emprisonné. Le colonel tente un coup d’État. Immédiatement, à Damas, Hafez al-Assad fait savoir qu’il ne cédera pas aux demandes de Hathum et menace de bombarder le pays druze. La violence des échanges et les rapports des forces au sein des unités militaires donnent un avantage à Hafez al-Assad susceptible de mobiliser plus de forces que l’insurgé. Ce dernier fuit en Jordanie. Dans les mois qui suivent, les officiers druzes sont mis de côté. La question druze – celle du rapport de la communauté, de ses élites, au centre – prend une coloration nouvelle.

Au début de l’année 1967, la commission mixte de démilitarisation se réunit pour la première fois depuis huit ans. Les discussions entre délégations israéliennes et syriennes parviennent rapidement à une impasse. Les premières refusent tout retrait de souveraineté dans la zone démilitarisée. Aussi les incidents y reprennent-ils. La direction israélienne veut trouver un motif pour infliger une sanction à la Syrie afin de stabiliser la situation. Elle se montre particulièrement nerveuse face à une Syrie en proie à une fièvre guerrière… au moins dans les discours.

Dans ce contexte, de nouveaux rassemblements de troupes près du Golan font craindre un embrasement. Les autorités syriennes s’en ouvrent aux frères arabes, et dénoncent la passivité de Nasser. Ce dernier se voit forcé de réagir. Une série de mauvais calculs débutent. Pour les Syriens, le fait d’impliquer les Égyptiens dans la crise

régionale devait les garantir de tout conflit. Pour les Égyptiens, menacer autoriserait de nouvelles négociations ou, tout du moins, à reporter le conflit. Pour les Israéliens, ces menaces deviennent des risques mortels réactivant l'imaginaire de la destruction. Pour les Soviétiques, prévenir leurs alliés doit contribuer à leur donner confiance dans un partenariat à l'est et non les pousser à combattre. Pour les Américains, dont l'horizon politique se limite de plus en plus à la guerre du Vietnam, si le Moyen-Orient ne doit pas s'embraser, il ne peut devenir une zone soviétique. Ce contexte explique pourquoi Nasser ordonne le retrait des forces armées d'interposition de l'ONU, ferme le détroit de Tiran sans craindre de réactions. En Israël, un gouvernement d'union nationale se forme derrière le chef historique, Ben Gourion, qui sort de sa retraite. Alors que le chef d'État-major tergiverse, le gouvernement choisit l'attaque.

Au matin du 5 juin, l'aviation israélienne bombarde massivement les installations égyptiennes. La maîtrise du ciel assurée, les forces avancent dans le Sinaï, repoussant violemment les troupes. En dépit de cela, la propagande égyptienne continue de clamer des victoires. Pour ne pas laisser les pays frères, le roi Hussein déclenche les opérations. Tsahal en profite pour conquérir Jérusalem et la Cisjordanie. Le 9 au soir, armées syrienne et israélienne se battent, quand l'aviation syrienne est réduite à néant. Moshe Dayan intercepte un télégramme soviétique annonçant que la puissance de l'Est n'interviendrait pas. Les opérations extrêmement périlleuses débutent pour prendre le Golan. À Damas, c'est le choc. Contre la crainte d'un contournement par la Bekaa, ordre est donné de se retirer du Golan alors même que les combattants de ligne tiennent le choc. Plus grave encore, dans la confusion, la radio nationale annonce que Quneitra, la grande ville du plateau, est tombée, occasionnant un mouvement de retrait en désordre des troupes. En réalité, la ville était encore sous contrôle.

Cet ordre a fait couler beaucoup d'encre[30]. Nombreux sont ceux qui – principalement parmi les sympathisants des Frères musulmans – ont lu cette décision comme la volonté de donner le Golan à Israël. Le régime se rendait complice de l'ennemi. D'autres ont accusé les dignitaires de vouloir protéger Damas afin d'éviter tout soulèvement. D'autres encore, plus proches du régime, parlent de la trahison des États-Unis et d'Israël et analysent l'épisode comme une des avancées de l'impérialisme. Ces explications illustrent l'importance accordée à

l'événement. Ce dernier permet de préciser le fonctionnement interne du régime.

L'hyperpersonnalisation, la volonté d'aller dans le sens du commandement qui veut défendre la frontière et sauver la révolution, le désordre occasionné par les purges à répétition, et l'informalité grandissante des chaînes de commandement expliquent comment un ordre contraire à la réalité a pu être émis. Au soir de la défaite, le 10 juin, aucune critique n'est tolérée contre les dirigeants, ce qui souligne comment Hafez al-Assad et Salâh Jadîd sont parvenus à nouer des liens avec un ensemble de commandants à même de s'associer à leur devenir. Pour l'heure, la guerre se termine lorsque Leonid Brejnev menace de l'intervention soviétique si Damas était touchée.

Dans l'ensemble du monde arabe, ce conflit constitue un traumatisme. Le volontarisme révolutionnaire n'a pas suffi pour remporter la victoire. Une nouvelle explication s'impose rapidement. 1948 a été perdu par manque de matériel, 1967, par surprise. Il faut préparer la revanche pour le pays, et surtout pour les armées défaites. Une césure au sein du corps des officiers se produit. Une partie d'entre eux s'attachent à développer la technicité et la préparation des troupes et trouvent en Hafez al-Assad un allié de poids, à l'encontre de ceux qui défendent une approche plus idéologique et populaire de la lutte.

Au cours des deux années et demie qui suivent, ces tendances sont représentées par les deux dirigeants : Jadîd et Assad. Le premier tend à se préoccuper davantage du parti, au moins dans les instances régionales (c'est-à-dire syriennes), au détriment du commandement national dominé par les figures historiques (Michel Aflaq principalement). Avec ses soutiens, il s'attache à renouveler les tissus partisans au sein du pays. Il propose une socialisation plus importante de l'économie et porte un grand projet de refonte de l'armée, sur un modèle plus proche du maoïsme[31]. Enfin, il pense résolument la solution à la question palestinienne comme un problème régional, et non seulement syrien. Il faut entraîner dans la lutte le Liban et la Jordanie comme points d'appui. Aussi, la révolution baathiste doit s'exporter.

À son encontre, Hafez al-Assad tend à se situer à la bissectrice du monde des officiers. L'armée représente le corps à même de contrôler le pouvoir. L'innovation qu'apporte Assad tient à la constitution (ou

reconstitution) d’un réseau de clientèle reprenant sous certaines formes la *za‘ama* des notables. Il devient l’unique chef contrôlant les mutations et les placements aux positions clés dans l’ordre militaire et peut s’assurer des principales brigades et des corps de défense. Il s’appuie sur ses proches, ceux de la même promotion (Tlâss), de la même section du parti (Khaddam), avec lesquels il partage des liens de lutte (Khûlî) ou des liens familiaux (Makhlûf et Rifa‘at al-Assad). Il évince ses opposants potentiels, les envoyant en ambassade ou dans des affectations plus éloignées. En 1969, ‘Abd al-Karîm al-Jundî, qui dirige les services de renseignement de l’armée, proche de Salâh Jadîd et maître d’œuvre de son influence sur les mukhâbarât, se suicide. Les proches de Assad peuvent étendre leur mainmise sur les services.

Entre 1968 et 1970, la logique déployée par l’équipe de Salâh Jadîd tend à son propre épuisement. D’un point de vue économique, l’irrégularité des ministères et l’isolement du pays créent une crise budgétaire (perte des dividendes pétroliers par exemple), une fuite des capitaux et un ralentissement de l’activité, fragilisant les tissus marchands urbains. Du point de vue social, l’entrée de plus en plus massive de ruraux dans les villes, en quête d’un avenir incertain, n’est pas corrélée à leur embauche ni l’aménagement conséquent de zones urbaines. Une question rurale se pose en ville. Du point de vue diplomatique, la montée en puissance des organisations palestiniennes accroît la surenchère avec les pays voisins.

Le 17 juillet, le parti Baath irakien organise un coup d’État qui le ramène au pouvoir. Hafez al-Assad propose de renouer les liens avec le parti frère[1]. Il est mis en minorité et démissionne du commandement régional. Le gouvernement n’est pas démis et il conserve son poste de ministre de la Défense. Il en profite pour accélérer les rotations au sein de l’armée, éloignant ‘Izzat Jadîd du commandement de la 70e brigade. Le 25 février 1969, l’aviation israélienne bombarde des positions en périphérie de la capitale. En réponse, Hafez al-Assad fait mouvoir les blindés aux positions stratégiques comme le siège des journaux, s’assurant le contrôle de l’information. Au sein de la montagne Alaouite, il profite de l’événement pour isoler les partisans de Jadîd. Désormais les deux espaces – la capitale et la montagne – sont liés dans les logiques de pouvoir. Il n’organise pas pour autant un coup d’État plein et entier. L’année suivante, le 19 septembre 1970, en réaction à une tentative d’assassinat, le roi de Jordanie Hussein lance

une offensive contre les camps palestiniens. Salâh Jadîd et ses partisans appellent à soutenir par les armes les Palestiniens. Une colonne de blindés part. Hafez al-Assad refuse la couverture aérienne lorsque, de connivence avec le roi Hussein, l'aviation israélienne menace d'intervenir. Les troupes syriennes se retirent. Nasser réunit en urgence Yasser Arafat et le roi pour parvenir à un compromis. Il meurt dans les heures qui suivent. En Syrie, Jadîd réunit les instances régionales du parti pour démettre Assad et son fidèle soutien, Tlâss, le 12 novembre 1970. Le lendemain, Assad fait cerner le bâtiment, occuper les bureaux du parti par des troupes fidèles et arrêter les principaux chefs dont Salâh Jadîd enfermé à vie à la prison de Mezze. Assad peut annoncer avoir « corrigé (*tashîh*) » la trajectoire du parti et non mené un coup. Une nouvelle direction se forme.

Les années 1960 ont été le théâtre d'un vent révolutionnaire qui s'est réfracté selon les contextes nationaux de manière diverse. Dans le cas de la Syrie, il conduit à une entrée en force des militaires en politique et en retour à une éradication de l'institutionnel au nom de la perpétuelle urgence à régler. Un nouvel ordre des choses advient, autour de mots d'ordre comme la dignité nationale, l'égalité et la justice sociale. Son corollaire porte sur le déploiement d'une violence permanente et de luttes sanglantes pour le pouvoir. La Syrie se trouve profondément transformée en quelques années : réforme agraire, exode rural, nationalisation de l'économie, sont autant de dynamiques qui lui confèrent une nouvelle image. Jeunesses enthousiastes et fortement politisées, structures partisanes décomposées sous les coups d'État, affrontements pour l'espace public en sont l'autre aspect. La défaite de 1967 constitue un point d'inflexion. Elle démontre la vacuité des appels révolutionnaires et conforte les politiques qui appellent à réunir les composantes nationales, à apaiser les tensions interarabes au nom d'un même ennemi à combattre, et à restaurer la confiance entre dirigeants et populations. Elle participe pleinement de l'épuisement de la société syrienne à porter un changement violent. Elle ouvre la voie à Hafez al-Assad qui, manœuvrant habilement, parvient à s'imposer comme l'unique vainqueur des luttes de pouvoir.

Chapitre VIII

Assad (I)

En ce mois de novembre 1970, le général Hafez al-Assad peut savourer la réussite de son opération. Il n'est plus besoin de bulletin n° 1 ni de communiqué de victoire. Au contraire, après sept ans de lutte entre factions, chefs et orientations idéologiques, il est parvenu à survivre et éliminer ses différents adversaires. Comme le souligne Patrick Seale, son biographe de renom, sans les joutes et conflits sourds des années précédentes, il n'aurait certainement pas réussi à survivre les décennies suivantes[2]. De cette période, il a tiré une ligne de conduite que les Assad font leur : le but de tout combat n'est pas de transformer les choses mais de demeurer en place. Une rationalité de l'immédiat se met en place.

Cette période a reçu une attention plus importante de la part des politologues et des historiens[3], qui se sont intéressés à deux domaines : la nature du régime et son rôle en politique étrangère. Le premier registre d'études a mis en lumière la confessionnalisation progressive des équipes dirigeantes, la forte personnalisation du régime autour de la nouvelle figure de Hafez al-Assad et la manière dont l'ascendance rurale des nouveaux tenants du pouvoir les amène à construire des politiques publiques. Cette lecture a conduit certains à traiter l'opposition avec les Frères musulmans comme une lutte binaire, écrasant un conflit polymorphe (laïque, religieux ; marchands, campagnards ; etc.). La seconde gamme d'études a proposé de voir comment la Syrie est devenue un pivot du système régional par des alliances en permanence repensées.

Une œuvre se démarque par son approche totale du régime et de la Syrie en mutation, celle du sociologue Michel Seurat ; dans une réflexion croisant

philosophie politique de Deleuze et analyse marxiste sur les composantes du politique, elle suggère quelques pistes des plus prometteuses pour saisir la réalité du système[4]. Trente ans après la série d'articles qu'il a écrits, il devient possible de saisir plus adéquatement cet « État de barbarie », celui qui verrait, dans la langue de Ibn Khaldoun, les périphéries conquérir le centre politique, s'appuyant sur un esprit de corps pour souder les hommes entre eux, et sur un appel pour agglomérer autour de leur équipe une nation.

L'une des difficultés principales de cette période tient à l'historiciser pour montrer comment un système se forme et évolue. Le temps des Assad en Syrie est loin d'être celui de la stabilité et de l'ordre retrouvé. Plus encore, le régime, la société et leurs interactions évoluent fortement. Il suffit de se souvenir que la Syrie compte 6,3 millions en 1970 et 10,2 millions d'habitants en 1985 pour saisir le bouleversement auquel conduit le gouvernement des Assad[5]. L'autre enjeu est de percevoir la Syrie multiple, celle des différentes provinces en interaction. La montée en puissance de Hafez al-Assad va de pair avec l'éradication du politique, sédimentant et démultipliant les fractures d'une société plurielle gérées en fonction de l'intérêt du pouvoir. Les Syriens disparaissent du champ d'observation des analystes.

Pourtant, cette période est particulièrement riche, tant en termes de transformations socio-culturelles que de bouleversements politiques. Certains événements occupent très largement notre appréhension de cette séquence : guerre d'Octobre en 1973, assassinat des cadets à l'école d'Alep en 1979, massacre de Hama, lutte des frères en 1984-1985 constituent autant de jalons reconfigurant le régime. Il faut donc se replonger dans la trajectoire syrienne pour en saisir les mille tourments de ces longues années 1970.

Consolider son pouvoir

Arborant fièrement la moustache et peignant ses cheveux d'un pli régulier, le général Hafez al-Assad devient la nouvelle figure d'un régime dont nul ne sait s'il durera. Rien ne le distingue *a priori* par sa physionomie. Après une carrière militaire d'aviateur, faisant le coup de main en 1956, de comploteur de 1958 à 1963, puis d'acteur de l'ombre du système baathiste, il peut célébrer à quarante ans son ascension. Son mariage avec Anissa Makhlûf en 1950 lui a donné cinq enfants. Qu'il semble loin le temps de Qardaha, petit village perché dans la montagne Alaouite, dans lequel il est né quatre décennies plus tôt. Ses nombreux combats lui ont appris la prudence et l'endurance. Il peut s'employer à les mettre en œuvre maintenant pour construire son régime.

La multiplication des coups d'État depuis 1949 a montré la fragilité du pouvoir acquis par la force. Hafez al-Assad s'emploie immédiatement à neutraliser ses adversaires ainsi que les organes utilisés pour renverser les équipes en place, les services de renseignement – les mukhâbarât –, l'armée et le parti. Pour cela, il opte pour une stratégie collégiale qui, sans être pleinement pensée, devient une constante pour deux décennies et demie. Elle résulte d'une adaptation permanente aux dynamiques de pouvoir. Il s'entoure de proches, connus dans les temps de lutte, qui lui ont prouvé une loyauté indéfectible. Il les promeut aux postes de décision, certain qu'ils ne le trahiront pas. Le moindre mouvement contraire est sanctionné. L'attitude du chef se retrouve dans tout son entourage depuis le barbier du palais jusqu'au chef des renseignements de l'armée de l'air.

Le système repose sur des cercles de pouvoir[6]. Au sommet, Hafez al-Assad s'entoure de quelques proches, comme 'Abd al-Halîm Khaddâm qui devient ministre des Affaires étrangères pour de nombreuses années, Mustafâ Tlâss, à la Défense, Muhammad Khûlî, pour les services de renseignement de l'armée de l'air (*al-mukhâbarât al-jawwiya*), Hikmat al-Shihâbî et 'Alî Dûbâ aux renseignements militaires (*shu'bbat askariyya al-'ama*)[7]. Chacun dispose de relais auprès d'autres strates du pouvoir, formant autant de cercles.

Cet écheveau central irrigue par capillarité l'ensemble du pays. Le collège s'entoure de personnes de confiance, elles-mêmes susceptibles d'attirer des gens… Ces liens peuvent être formalisés par des titres et des fonctions (le général de l'armée, le chef de brigade) ou demeurer informels. Le chef de bureau du général peut devenir plus important dans la hiérarchie parce qu'il accède directement au chef de l'État ou à l'un des grands du régime. Tous se voient reconnaître de larges domaines de compétences. L'interpersonnel prime et ce dernier est défini par les règles de proximité (être du groupe, du village, etc.).

Ce système repose sur une gestion quotidienne extrêmement fine de la part de tous les dirigeants. Hafez al-Assad se plaît à rappeler sa capacité à mémoriser les parcours de chacun, à connaître les circonstances de toute action, sanctionnant lourdement ou graciant en fonction de ce qui lui est rapporté[8]. Concrètement, cela signifie de nombreuses heures passées à traiter de dossiers individuels sur des points de détail. C'est au prix de cet investissement minutieux que le système ne faillit pas. Choisir la personne apte et loyale, suivre les démarches de chacun, connaître les conditions et les contextes les plus intimes reste une constante de ce régime. Encore faut-il conserver le secret sur les procédures, démarches et suivis pour que cette ingénierie ne puisse être contrée par un potentiel adversaire.

En 1970, le nouveau système jouit d'une certaine popularité. Après les méfaits de l'équipe précédente, après les comportements outranciers des hommes de main, appartenant aux différents services, la modestie affichée par le régime, son très grand pragmatisme, et l'ouverture qu'il annonce d'emblée, laissent escompter une nouvelle ère de réconciliation[9]. Deux ans après la prise du pouvoir, Assad donne des signes de libéralisation. La conférence du Front national progressiste autorise les voix ennemies à se délier. Parti communiste, nassériens, Parti populaire syrien ont de nouveau droit de cité.

Ce premier dispositif institutionnel souligne l'autre aspect du régime. Au secret et à l'informalité du centre s'ajoute la recherche constante d'intégration reposant sur l'acceptation tacite d'une répartition des pouvoirs. Tout individu peut prendre place dans le système du pouvoir pourvu que le rôle du chef ne soit pas remis en cause et qu'il défende sa position. En outre, la pratique du dialogue avec les porteurs de points de vue divergents a une vertu : elle divise les partis, entre branche favorable et opposée à intégrer le nouveau

front. Son second résultat est d’étendre le champ de recrues potentielles. L’institution ne dispose pas forcément de prérogatives claires, mais elle constitue un vivier dans lequel le régime puise les responsables servant les administrations, les ministères, etc. Équipes dirigeantes restreintes, informelles et secrètes et institutions donnent une nouvelle stabilité.

Au sein des campagnes, des petites et moyennes villes, trois personnages viennent à incarner le régime. Le chef local des mukhâbarât demeure l’ultime garant des décisions. Sa puissance varie en fonction de l’importance stratégique d’une province, de la densité de ses informateurs et de ses relais à la capitale. Arbitrant les conflits de la terre, les mariages, les divorces par l’octroi d’autorisations, il s’immisce avec ses hommes dans les familles. Il doit tenir compte aussi du gouverneur et du chef de parti local. Tous deux peuvent servir de relais éventuels. Le principe de délégation des pouvoirs fait d’eux des potentats. Il leur revient en retour de constituer pour le dirigeant baathiste un parti de masse, dont les effectifs atteignent plusieurs dizaines de milliers de membres[10], et pour le responsable régional, de mettre en œuvre les plans et décisions du gouvernement.

Dans les premières années, Assad s’enquiert des doléances, visitant les différentes contrées[11]. Il réalise une grande tournée du pays, s’arrêtant dans les coins reculés pour écouter et se montrer. À cette occasion, il rend hommage au dirigeant druze Sultân Atrash, mettant fin à la longue déchirure entre la montagne du Sud, dont le nom devient Jebel al-’arab, et le pouvoir central. La question druze trouve ainsi une solution : honneur et déférence leur sont manifestés, certaines positions réservées, au prix d’un retrait complet de tout poste politique déterminant. Cette formule assure la réintégration durable de cette minorité dans le tissu national. Plus généralement, cette tournée en Syrie donne une nouvelle assise au général Assad.

Après son ascension au pouvoir, la nouvelle direction prend un ensemble de mesures libératoires des activités économiques. Fin du contrôle tatillon sur les licences d’importation et d’exportation, moindre nationalisation des banques, liberté du petit commerce, restriction des normes drastiques de la réforme agraire concourent à donner la sensation que le socialisme d’État est dépassé[12]. Il s’agit avant tout de donner des gages aux milieux marchands fortement irrités par les agissements du gouvernement précédent. En revanche,

lorsqu'il s'agit de zones stratégiques comme les frontières ou la wilâya (province) de Lattaquié, les responsables du régime – voire le bureau présidentiel directement – contrôlent les octrois de terres, les partages et les redistributions[13]. Cette politique ne remet pourtant pas en cause les subventions dont profitent différents produits, teintant de socialisme et de dirigisme une première ouverture.

De telles mesures sont l'occasion de réjouissances populaires entre le nouveau président et les foules qui l'acclament. Voiture portée à Alep, président hissé sur les épaules des habitants de Damas, foules rassemblées pour la venue du dirigeant sont autant de signes de débuts enjoués. Hafez al-Assad s'engage à construire un ordre politique nouveau. Au début de l'année 1973, le texte d'une Constitution est discuté avant d'être promulgué. Son annonce suscite des tourments dans le pays autour de la religion d'État et précipite des échauffourées à Hama. Les manifestants ont raison des premières versions dans lesquelles il est alors mentionné que le président est musulman et que le *fiqh* est source de législation[14]. En revanche, au sein du Front national progressiste, les autres composantes voient leur liberté d'action restreinte, le parti Baath conservant un rôle de direction de la société. Ce texte clôt le temps du provisoire et institutionnalise les pouvoirs, même si leur fonctionnement demeure sujet à l'informel. Il accompagne la création des assemblées locales (*majâlis mahlîya*) chargées de coordonner les politiques avec les administrations. Pourtant, pour le ministre de la Défense de la guerre des Six-Jours qu'a été Hafez al-Assad, il sait devoir laver l'affront pour légitimer son pouvoir.

La marche à la guerre d'Octobre (appelée aussi guerre du Kippour en référence à la date de son déclenchement) débute dans les mois qui suivent l'arrivée au pouvoir de Assad[15]. Ce dernier prend contact avec le nouveau dirigeant d'Égypte – Anouar al-Sadate – qui doit trouver une solution à la guerre d'usure déclenchée sur le canal. Ce dernier veut opérer un retournement d'alliance, seule garantie à ses yeux d'un succès politique à l'encontre de l'État hébreu. En chassant les conseillers soviétiques tout en s'entretenant avec les Syriens et les Américains, le président égyptien veut amadouer ces derniers, déclencher une épreuve de force décisive pour parler en vainqueur pour son peuple et clore la lutte contre Israël. Pendant ce temps, la Syrie se prépare à la guerre.

Pour Assad, une nouvelle équation permet de comprendre la défaite de 1967 : tout était une question de ruse. Il faut donc s'armer, équiper les troupes, les entraîner pour qu'elles soient prêtes au choc. Les chiffres soulignent cette croissance. Pour 45 000 hommes en 1967, les effectifs dépassent les 200 000 hommes en 1973[16]. Les défenses antimissiles SAM sont disposées pour protéger l'avancée des hommes sur le Golan, les parachutistes affinent leur tactique afin de s'emparer dans les premières heures des combats de points stratégiques comme Jabal al-Shaykh d'où Israël peut espionner. Aviation, chars et artillerie sont les garants de la victoire.

L'autre effet de cette mutation tient à une neutralisation de l'armée. Après les mouvements de purge répétés depuis 1963, Hafez al-Assad obtient des allégeances individuelles des principaux commandants. Il gracie les partisans de Muhammad 'Umrân ou de Jadîd contre leur plein et entier dévouement. Le calcul opéré est simple : jamais les proscrits n'oseraient enfreindre une nouvelle fois la confiance donnée, sans l'assurance d'un changement de direction politique. L'emprisonnement durable de Salâh Jadîd à la prison de Mezze et l'assassinat de 'Umrân à son retour de Beyrouth dissuadent toute dissidence. En plus de cela, la croissance des effectifs entraîne mécaniquement l'impossibilité pour l'armée de se soulever. À 40 000 hommes, un coup d'État suppose la complicité de quelques centaines d'officiers conjurés pour faire le coup ; à 400 000, ce sont quelques milliers de personnes qui doivent s'entendre sans se faire remarquer des services de surveillance.

Le 6 octobre 1973, une opération amphibie porte les troupes égyptiennes sur l'autre bord du canal de Suez. Elles franchissent et tiennent la ligne de défense israélienne, la Bar Levi. Dans le mouvement, Assad, enfermé au poste de commandement, lance les commandos parachutistes et avance ses troupes. Sur le Golan, 1 400 chars d'assaut appuient les troupes et doivent percer les lignes israéliennes pour atteindre le lac de Tibériade. Devant la menace pour les plaines israéliennes de Galilée, la mobilisation est rapide et totale. En quelques heures, les réservistes sont sur le front. Le combat se révèle extrêmement violent. À partir du 8 octobre, les Syriens font face aux poussées de l'adversaire qui récupère le 10 le territoire perdu initialement – hormis l'observatoire sur le mont Hermon. Les suppliques partent à l'adresse des Égyptiens pour qu'ils pressent le

front du Sinaï. La ligne violette – ligne de partage en 1967 – est franchie. Les troupes arrivent à 40 km de Damas.

Devant les reculs syriens, les Égyptiens sont forcés d'avancer. Pendant ce temps, les Israéliens reçoivent une aide permanente des États-Unis qui ont mis en place un pont aérien. Sur le front sud, Ariel Sharon parvient à enfoncer une poche sur l'autre versant du canal et à prendre la IIIe armée égyptienne à revers. Il menace d'encercler les deux principales armées. Comme dans les autres crises israélo-arabes, les grandes puissances sonnent le coup d'arrêt lorsque l'URSS annonce une mobilisation partielle. Dans les dernières heures, les Syriens perdent le mont Hermon. Finalement, aucun territoire n'a pu être gagné et des colonnes de réfugiés parviennent en périphérie de Damas dans les villages de la Ghouta orientale comme à Jaramana. S'il a pu défier l'ennemi, Hafez al-Assad n'est pas parvenu à remporter une victoire. Cette épreuve suffit pour lui conférer une certaine légitimité.

Explosion démographique et urbaine

Les mesures de libéralisation accompagnent la forte croissance économique que connaît la Syrie des années 1970. En moyenne, le PIB augmente de 7 % annuellement sur la décennie. Cette situation traduit les mutations régionales et nationales des appareils de production et des échanges. Trois phénomènes se complètent alors : essor démographique, urbanisation et logique de rentes. Le premier tient à l'entrée de la Syrie dans la seconde phase de la transition démographique avec une chute de la mortalité et un maintien de la natalité. Quantitativement, quatre millions de Syriens s'ajoutent aux six millions que compte la Syrie de 1970. Il faut leur fournir logement, nourriture et répondre à leurs besoins quotidiens. De fait, une demande forte en résulte pour les entreprises.

À cela s'ajoute une urbanisation grandissante. Homs passe de 215 000 à 346 000 habitants entre 1971 et 1981 ; Damas de 900 000 à 1,2 million. Le tissu urbain se dilate fortement avec l'arrivée des nouveaux entrants[17]. Banlieue résidentielle dont la qualité des constructions dépend fortement des occupants, segmentation de l'espace par la voirie qui perce les vieilles villes, mise en place de zones industrielles en périphérie transforment en profondeur la physionomie de la ville. Les infrastructures deviennent le trait distinctif de certaines agglomérations, ainsi du port de Lattaquié qui ferme l'accès à la mer depuis le centre-ville, ou les raffineries de Homs qui clôturent l'extension de la ville. En cela, la Syrie participe de cette révolution urbaine qui voit les villes croître exponentiellement dans les pays du Sud.

Les flux de migrants ruraux qui contribuent à cet essor suivent cependant des logiques spécifiques, propres aux nouveaux quartiers. Comme dans tout phénomène de déplacement, les communautés de départ cherchent à se regrouper. Cela contribue à confessionnaliser le tissu urbain ou, dans le cas de Raqqa et de Deir ez-Zor, à tribaliser certains secteurs en opposition aux noyaux historiques[18]. De telles dynamiques sont renforcées par l'action des pouvoirs politiques, qui cherchent dans le cas de Homs et de Lattaquié à constituer des

concentrations minoritaires qui cisaillent la ville ou préviennent un rapport des forces défavorable numériquement. L'accroissement des capacités d'accueil à l'université Tishrîn (nouveau nom en 1975 de l'université de Lattaquié) participe de ce processus.

L'urbanisation de la Syrie passe par l'essor des villes petites et moyennes[19]. Elles étoffent le tissu urbain en polarisant les activités d'échange (le marché) et de formation (école primaire et secondaire, voire formation professionnelle). Elles constituent autant de relais au pouvoir central sur les campagnes environnantes. En cela, l'État de Hafez al-Assad poursuit une entreprise de développement urbain et des services afférents, principalement l'éducation et l'enrôlement militaire. Ces villes deviennent le laboratoire d'une modernité baathiste dans laquelle électricité, eau courante et éducation symbolisent le progrès. Toute une gamme d'écoles sont fondées pour participer à l'effort et une attention particulière porte sur la formation des enseignants[20]. Elles peuvent elles-mêmes conduire à une gestion confessionnalisée avec des dominantes marquées dans les communes de Safîta ou de Salamiyya. Un troc s'opère : l'amélioration technique permet d'obtenir l'assentiment des populations au nouveau projet. Sur le long terme, cet essor est l'ultime aspect de la reconquête de la bâdiya et de la stabilisation des populations en marche depuis le XIX e siècle.

Autour, les pays ruraux connaissent une relative prospérité liée principalement aux effets des réformes agraires, au départ du surplus démographique, et des politiques d'aménagement. L'inauguration du barrage de Tabqa en juillet 1973 symbolise la manière dont la géographie du pays et des campagnes peut être modifiée. De nouvelles terres sont mises en culture alors que les productions des espaces fortement producteurs – Hauran, plaine de Homs, et Hama, littoral méditerranéen – se maintiennent. La propriété de moyenne taille s'impose à côté des fermes d'État, qui exploitent les vastes étendues prises aux notables. Un espace rural est cependant mis en danger : les jardins des oasis urbaines, la Ghouta à côté de Damas, le jardin de l'Oronte, proche de Homs et de Hama sont soumis à une forte pression agraire[21]. Sous une forme, c'est une renaissance des campagnes. En leur sein, l'ingénieur agronome tient un rôle plus important. La pluralité des situations agraires se maintient avec une relative atténuation de l'importance des grandes et petites propriétés. En dépit des progrès de l'irrigation, la Syrie demeure sujette aux accidents

climatiques.

Un premier essor de l’industrie lourde confère à certaines villes une importance nouvelle. Les ports de Lattaquié et de Tartous deviennent d’importants terminaux. Ils sont l’objet de contrôles par les autorités. Par le jeu des licences, le transit des marchandises autorise une taxation. Homs s’impose comme un haut centre pour les productions secondaires. Globalement, une certaine reprise des activités productrices s’observe sans que cela signifie le rattrapage immédiat du niveau des années 1960. Ce sont les entrées massives de capitaux et leurs usages sélectifs qui font fleurir l’économie syrienne.

La richesse dont profite le nouveau régime naît de l’économie de la rente. Sous ce terme, les économistes et politologues désignent la production d’un surcroît de richesses par rapport au nombre d’habitants, donnant les moyens à la puissance publique de se suffire et de distribuer des ressources[22]. Au Moyen-Orient, la progression de la demande d’hydrocarbures et la coordination des politiques d’extraction créent une hausse du prix du baril, qui est renforcée par l’appel au boycott contre les États soutenant Israël. Entre 1970 et 1974, le prix du baril passe de 1,2 à 14 dollars[23]. Les pays producteurs connaissent une formidable hausse de leurs revenus. Or, au congrès de Khartoum en 1967, les États arabes producteurs s’étaient engagés envers des pays du front (Égypte, Jordanie, Syrie et Liban) à financer l’effort de guerre. Le paradoxe tient à ce que cette aide débute au cours des années 1970, après la dernière confrontation israélo-arabe.

Pour l’heure, la Syrie se voit dotée de 1,8 milliard de dollars par an. Cette manne irrigue les réseaux clientélaires du régime sous plusieurs formes. La première tient à la constitution d’une armée de près de 450 000 hommes[24]. Avec le renforcement des effectifs, toute une série de besoins apparaissent, de la construction des casernes à la fourniture de nourriture, créant autant de marchés contrôlés par les hommes du régime. La deuxième tient à l’octroi de financement pour tel ou tel projet industriel. Très vite, la logique politique prime sur l’économique dans le sens où donner accès aux marchés et aux subventions est une nouvelle méthode pour intégrer des hommes d’affaires dans les réseaux du régime. La dernière tient aux politiques d’infrastructures et de soutiens aux institutions étatiques, qui diffusent au sein de la société de manière large les nouvelles richesses.

L’accroissement des ressources, la croissance frénétique du PIB, et

les mesures de libéralisation favorisent l'émergence d'une nouvelle classe bourgeoise[25]. Cette dernière profite des marchés en expansion au moyen de connexions avec les proches du régime. Les autorités encouragent le développement de la corruption, méthode pour entretenir le personnel – du simple soldat au sommet de l'État –, et pour l'assujettir. Représentants des services de renseignement ou de corps d'armée et monde marchand se rapprochent, voire se lient par mariage. Les premiers amènent la coercition qui ouvre les autorisations et nuit aux concurrents, les seconds la richesse, les capitaux et les savoir-faire pour des enrichissements rapides. L'émergence de cette nouvelle classe souligne le déclassement d'autres groupes. Ce sont principalement les classes urbaines traditionnelles, ou les membres des professions libérales dont les rémunérations ne suivent pas l'inflation. Autant de dissensions naissent de cette hausse de la richesse.

Au milieu des années 1970, la Syrie prospère grâce à l'afflux de ressources, mais l'inégale répartition et l'impossible réforme du système avec le poids de plus en plus fort des mukhâbarât multiplient les griefs. Ces derniers peuvent s'expliquer par des motifs économiques. Les catégories déclassées comme les marchands de Hama ou d'Alep, les professions intellectuelles qui ne peuvent exercer en raison de leur opposition au régime, etc., seraient le fer de lance de l'opposition. Une autre perspective tient au ressenti. Le pouvoir se construit autour de bandes armées dont les prérogatives s'élargissent. Aussi, les reproches de part et d'autre se radicalisent. Pour une partie des recrues du monde rural, les forces de coercition sont l'occasion de prendre une revanche sociale. Pour les anciennes élites et les classes moyennes, l'outrecuidance des personnels sécuritaires blesse et révèle l'incertitude de la vie quotidienne.

À cette échelle macro, il faut ajouter une lecture plus fine qui suppose de prendre en considération les conditions locales dans lesquelles évoluent les groupes sociaux. Être bourgeois à Alep, Hama ou Damas ne signifie plus la même chose, alors que les liens nationaux, les espaces de dialogue et les cadres institutionnels sont de plus en plus contrôlés. Parallèlement à la prise en main du pays, le régime déploie toute une série d'organisations chargées de fédérer les forces actives. Union paysanne, unions étudiantes, ordre des médecins ou des ingénieurs basculent progressivement sous le contrôle du parti

Baath et des services d’ordre. Devant l’effacement du politique, d’autres formes émergent, ce qui explique les traits du politique dans les années 1970.

Luttes politiques internes et externes

Plus qu'à d'autres moments de l'histoire syrienne – peut-être faut-il voir là une marque du fonctionnement du système Assad –, l'imbrication des dynamiques externes et internes se renforce. Aussi faut-il brièvement revenir sur les dialogues à multiniveau qui se tissent entre acteurs locaux et étrangers. Les premiers comprennent naturellement les représentants gouvernementaux, avec une forte centralisation autour du président de la République syrienne, mais aussi des activistes, des membres de forces politiques, susceptibles d'infléchir les décisions. C'est le cas de ‘Adnân Sa‘ad al-Dîn reçu et protégé à Bagdad par le régime de Saddam Hussein[26]. Réciproquement, les seconds renvoient aux puissances régionales et internationales, principalement, les États-Unis et l'URSS. En leur sein, une certaine unité d'action s'opère.

Le nouveau président en 1970 se fait reconnaître de ses pairs en se rendant dans les capitales arabes (à Alexandrie, aussi) et aux réunions de la Ligue arabe. Il s'agit aussi de trouver des soutiens pour organiser la revanche contre Israël, d'où de fréquentes visites avec son homologue égyptien. Hafez al-Assad et ‘Abd al-Halîm Khaddâm s'adressent de même aux représentants irakiens, tentant de promouvoir une nouvelle forme d'alliance. Pour l'heure, le but du président syrien est de constituer un bloc d'États arabes solidaires, pour éviter des menées de leur part à l'encontre du régime. Symboliquement, une république unie voit le jour. Enfin, le Liban fait l'objet des attentions du nouveau régime dans la mesure où la fin de l'ère Chehab, avec une relative stabilité, voit une multiplication des acteurs qui souhaitent trouver en Damas un partenaire de dialogue pour se renforcer sur la scène nationale. Le jeu d'ingérence et d'intervention prend place.

À l'international, la politique étrangère syrienne balance entre une collusion forte avec l'URSS et un rapprochement avec les États-Unis[27]. Tout dépend des intérêts syriens et de leur convergence avec les buts de la grande puissance. Les autorités soviétiques se montrent critiques devant le renversement de Salâh Jadîd. Hafez al-Assad entame une visite diplomatique, l'une des premières réalisées par un président de

la République depuis les années 1950, afin de négocier des armes et de l'assistance technique. En retour, les communistes syriens ont droit de cité dans le Front progressiste[28]. Le lien à l'URSS dépend de l'engagement de la puissance à lutter contre Israël. Dans cette perspective, une période faste s'ouvre entre 1970 et 1973. Au lendemain de la guerre, les perspectives changent. Officiellement, devant le rapprochement impromptu de l'Égypte, des États-Unis et d'Israël, la doctrine officielle demeure le maintien de l'URSS comme partenaire régional, qui doit être associé à toute solution. Cependant, des ouvertures sont faites à destination des États-Unis et réciproquement.

Le rétablissement des liens diplomatiques avec la puissance américaine, rompus depuis 1967, s'accompagne de gestes et d'initiatives. Le désengagement est obtenu sur le Golan et bientôt la ville de Quneitra est restituée – en ruine, détruite au bulldozer, faisant d'elle une muséographie permanente de la lutte contre Israël. La visite du président Nixon après celle du secrétaire d'État Kissinger démontre la nouvelle stature internationale de la Syrie et de son régime. Mais, contrairement aux attentes du président, aucune suite n'est donnée aux progrès diplomatiques. C'est la déception. Pourtant Hafez al-Assad reste accessible à l'ambassadeur américain[29], quêtant une reprise des discussions qui lui soit favorable. Ce point devient une constante de sa politique.

Au milieu des années 1970, un jeu de bascule s'instaure, largement déterminé par le règlement de la paix. Le fait que l'Égypte se retire de la lutte, le réveil d'une contestation révolutionnaire palestinienne au Liban et l'impossible *pax americana* entraînent un repositionnement de la Syrie. Dans le pays, 1974 marque aussi un tournant pour les forces politiques en présence. Les derniers mouvements de protestation avaient éclaté en 1973 avec la promulgation de la Constitution. Ils avaient conduit à des réformes mineures. Ils rappelaient l'importance du mouvement civil, cette contestation polymorphe qui réclame depuis le début des années 1960 le rétablissement des libertés constitutionnelles. Ils donnent à voir de nouvelles prises de position. À Hama par exemple, les manifestations sont dominées par les Frères musulmans, et non plus par l'ensemble du spectre politique hostile au pouvoir du Baath. Des scissions apparaissent.

Dix années de pouvoir baathiste ont conduit à une profonde transformation du champ politique syrien. Un parti domine, dont les effectifs croissent et l'importance devient décisive pour le régime[30]. Couplé à la réforme des instances administratives (les assemblées locales), le parti est chargé certes d'appliquer les directives centrales, mais surtout de gérer au plus près les conflits, les rivalités et les trajectoires individuelles pour renforcer l'emprise du régime. Toute ascension sociale repose sur une adhésion de principe aux instances du parti.

Pourtant, d'autres groupes se maintiennent et, pour certains, contestent le régime. Un morcellement les caractérise dans la mesure où une partie de leurs membres ont accepté de rejoindre le Front progressiste. Pour les autres, il s'agit de regroupements d'individualités qui tentent de promouvoir de nouvelles approches du pouvoir. Certains ont un passé militant, d'autres découvrent l'activisme. Certains s'affilient à des partenaires en exil, comme Salâh al-Dîn Bîtâr qui se fait connaître par sa défense de la démocratie depuis son exil parisien. D'autres s'essaient à des formules locales. Dans l'ensemble, une série de petits groupes animent par des publications épisodiques, par des réunions clandestines, par des prises de position dans les instances des corps professionnels, par de fugaces pétitions ou manifestations, une protestation contre l'arbitraire qui semble plus fort chaque jour. Mais la domination des services de renseignement qui s'apparentent à des polices politiques et du parti empêche tout rassemblement national, toute expression politique de se former sur l'espace public.

Un groupe connaît un regain de popularité, bien que ses divisions internes s'accentuent : la confrérie des Frères musulmans[31]. La montée en puissance de nouveaux cadres, reflétant le renouvellement des générations, donne une nouvelle inflexion aux factions qui la composent. Ces dernières se territorialisent – Damas contre Alep, contre Hama – et se personnalisent avec un chef. Les représentants de Damas perdent de leur importance avec le départ en exil de ‘Issâm al-‘Attâr. Ceux d'Alep et de Hama jouent un rôle plus grand, prônant des mots d'ordre plus en vogue avec le contexte de l'époque.

Une large partie de la sympathie dont bénéficient les Frères musulmans syriens tient à trois facteurs. Le premier résulte des actions de plus en plus arbitraires des Brigades de défense, forces dirigées par

Rifa‘at al-Assad. Vol, violence quotidienne, mauvais traitement à l’adresse des femmes, suscitent une rancœur aisément exploitable par l’organisation. Le deuxième est la conséquence de l’entrée de ruraux et de minorités en ville et dans les instances de direction. Le privilège accordé informellement aux Alaouites ou aux Druzes en certaines positions fait prendre conscience aux autres de leur identité sunnite, que défendent les Frères musulmans. Une configuration confessionnelle se met ainsi en place : celui qui joue d’une variable identitaire force les autres à se définir en fonction d’elle. Le troisième facteur tient au renouveau de l’engouement pour l’islam comme contre-discours à l’impérialisme et aux régimes qui se sont succédé depuis les années 1950. Après la défaite de 1967, il est aisé aux Frères musulmans de dénoncer des trahisons et de mettre en avant l’islam comme seule véritable réponse au défi.

Pour comprendre la vitalité des Frères musulmans et leur inflexion vers l’action armée, il faut conserver en mémoire la fluidité du monde politique des années 1960-1970, et de la force du mouvement civil, dont une partie des Frères musulmans syriens s’est toujours revendiquée. La lutte contre la dictature suppose pour certains de trouver des réponses partagées afin de rétablir un Parlement. À côté de ce mouvement civil, d’autres formes de contestation voient le jour.

Les années 1970 restent une période au cours de laquelle la lutte armée – pour la libération nationale, pour la révolution mondiale, pour l’avènement du règne de l’islam – semble parfaitement légitime. De l’Amérique latine à l’Asie, des groupes opposent la violence physique comme seul vecteur de contestation de l’État. Un registre idéologique accompagne la praxéologie guerrière. En Syrie, le nationalisme arabe devient monopole d’État de même que sa variante, la défense armée de la Palestine. À cette fin, un nouveau groupe est financé par le régime, la Sa’iqa. Le régime fait sienne la violence qu’il exporte auprès des pays voisins, neutralisant la formation de telles brigades sur son territoire. En revanche, les militants se revendiquant de l’islam politique peuvent importer un nouvel agenda violent. C’est le cas de la *Talia al-muqatila* (l’Avant-garde combattante).

L’Avant-garde combattante fait sien le lexique révolutionnaire du moment. En reprenant une lecture rigoriste proposée par Sayyid Qutb mais aussi les modes d’action très communs aux groupes révolutionnaires des années 1960-1970, il devient possible de

disqualifier le régime et ses tenants comme représentants de l’impie. La profusion des armes et l’existence de multiples lieux d’entraînement ne peuvent qu’aider à créer des brigades aptes au coup de force. Son fondateur, Marwân Hadîd, sort des décombres de la mosquée Sultan en 1964 pour s’engager sur la voie violente. Le recrutement de quelques centaines de personnes suffit pour entamer un entraînement hors des centres-ville, dans les espaces reculés de Syrie[32]. Le maniement d’armes à feu (la kalachnikov) n’impose pas beaucoup de savoir-faire. Ce groupe se prépare pendant la première moitié des années 1970.

En 1976, à l’invitation de certaines factions libanaises comme aime à le rappeler postérieurement Hafez al-Assad, l’armée syrienne s’installe dans la vallée de la Bekaa et prend pleinement part à la guerre civile qui a éclaté quelques mois plus tôt[33]. Il apparaît rapidement que les positions du régime syrien dépendent de ses intérêts propres, à savoir maintenir un équilibre des forces entre factions libanaises qui lui soit profitable. Le renversement d’alliance qu’il opère – de la défense des forces palestiniennes proches de l’OLP et du Mouvement national de Kamâl Jumblâtt vers les forces libanaises chrétiennes – choque profondément une partie importante des Syriens[34]. Pour les progressistes, c’est une trahison à la cause arabe, pour les islamistes, la démonstration d’une connivence des minorités contre les sunnites. Le fait de laisser le camp de Tall Za’atar se faire massacrer constitue un point de rupture.

L’entrée de l’armée syrienne a deux conséquences qu’il faut distinguer pour plus de clarté. Pour le régime, cette guerre devient rapidement une aubaine. Tout d’abord, il ne faut pas sous-estimer la dimension de levier que représente la question libanaise. Le régime syrien rappelle sa force et sa centralité dans les développements régionaux par ce biais. Attentats, kidnappings ou au contraire libération d’otages, interventions armées dans les villes sont autant de moyens pour la Syrie de s’imposer dans le jeu régional, quitte – comme en 1983 – à saper un plan de paix, ce qui permet un rapprochement de circonstance avec les Soviétiques. Le Liban sert le renforcement diplomatique, voire militaire, du régime. Ensuite, la question libanaise devient rapidement pour le régime un nouveau mode de dialogue qu’il exerce à l’adresse des autres forces politiques. Si elles acceptent sa prééminence ou son hégémonie, elles peuvent

accéder au pouvoir. Cela joue un rôle particulièrement important pour les hommes d'affaires libanais qui trouvent dans les représentants des mukhâbarât syriens d'utiles aides à leurs entreprises[35]. Enfin, le déploiement d'hommes sur place de différentes positions dans l'armée va de pair avec des pratiques multiples de prédation qui irriguent les instances armées syriennes. La prise de ressources par la violence permet de fournir une compensation aisée pour les forces militaires syriennes. Il suffit de rotations en hommes pour que chaque faction soit rémunérée tout en respectant la hiérarchie interne. Au général, le contrôle de trafics divers (drogue par la Grèce à destination de l'Europe par exemple), au simple soldat, le bakchish pour franchir le *check point*, pour occuper l'appartement squatté de personnes parties en exil, etc. La guerre du Liban et l'implication syrienne constituent un élément essentiel de la survie du régime.

En Syrie, l'entrée de l'armée syrienne au Liban suscite de vives critiques, ce qui précipite le réveil des contestations. Pour l'Avant-garde, c'est la démonstration de la trahison. Débutent les campagnes d'assassinats de personnalités proches du régime comme Muhammad Gharra, chef des renseignements de Hama. Les rivalités nouvelles avec l'Irak, autour de l'affaire libanaise entre autres, font que les autorités syriennes accusent ces derniers d'être à l'origine des actes. Nul au sein des services ne comprend encore cette lutte[36]. Entre 1976 et 1978, le sentiment prévaut que de telles violences sont finalement un juste retour des choses contre des membres du régime. Devant la multiplication des cas, les autorités décrètent l'interdiction des motos, moyen pour les activistes de s'échapper rapidement. Il n'est pas jusqu'aux experts russes qui ne soient touchés[37], créant une même crainte contre cette contestation.

En dehors de l'Avant-garde combattante, d'autres mouvements renouent avec différentes formes de lutte. En exil, les figures historiques de la lutte comme Aflaq ou Bîtâr dénoncent de façon virulente l'action de Damas, mais selon deux angles d'approche distincts, le premier louant le Baath irakien, le second appelant à un rétablissement de la démocratie. À l'intérieur, plusieurs groupements tentent de se réorganiser, en dépit le plus souvent de l'emprisonnement de leurs chefs. C'est le cas des nassériens, des communistes, d'une myriade de groupements de gauche. Certains lieux sont ainsi renommés pour leurs oppositions, comme Jarâblus ou Salamiyya. Mais

ces organismes peinent à mobiliser massivement sur l'espace public.

Dans ce contexte, les années 1977-1978 voient des liaisons de plus en plus fortes entre l'interne et l'externe, avec une tolérance pour la violence politique de la part du mouvement civil et, du côté du régime, l'usage de tortures et d'arrestations. Toutefois, ce dernier, ne parvenant pas à comprendre l'ampleur de la contestation, peine à cibler les protagonistes. Une première tentative pour restaurer la légitimité du régime passe par la tenue d'élections, dans une atmosphère morose[38]. Le président est reconduit et une nouvelle Assemblée voit le jour.

Après une dizaine d'années de répression, pour l'équipe au pouvoir, tout ennemi ne peut venir que de l'extérieur. Dans un contexte de fortes tensions régionales, avec des oppositions en Irak, au Liban, en Égypte, la paranoïa institutionnelle qui caractérise le régime atteint de nouveaux sommets. Aussi, une incertitude domine la relation aux composantes sociales, entre dialogue intégratif (contre le silence des protagonistes) et répression brutale. De l'autre, les contestations principalement urbaines tentent de renverser un régime qui leur apparaît comme une anomalie dans l'histoire syrienne, dans la mesure où, depuis le mandat, des mobilisations structurées avaient réussi à défaire les dominants illégitimes. En 1979, tout bascule.

Est-ce en écho à la révolution iranienne ? Est-ce par un soutien accru de l'Irak et probablement de l'Égypte ? Les militants de l'Avant-garde s'engagent dans un ensemble de maquis urbains au cours de l'année 1979. Alep est le théâtre de combats de rues de faible intensité entre forces des mukhâbarât et militants de l'Avant-garde. Le choix de la lutte semble à la fois une volonté de certains chefs locaux comme 'Adnân 'Uqla, mais aussi de militants excédés de laisser la répression s'exercer librement. Une fois encore, le territoire d'action reste le petit pays, celui polarisé par une ville, en connexion avec l'ensemble national. Action et réaction se poursuivent alors que l'emprise du régime se maintient.

À l'été 1979, un nouveau projet semble brièvement transformer la situation. Après d'intenses pourparlers entre Hassan al-Bakr, le président irakien, et Hafez al-Assad, un compromis dessine la reprise des relations avec la réouverture de l'oléoduc[39]. Un projet d'union des directions militaires et politiques s'échafaude pendant le premier semestre 1979. Il aboutit à la fusion des deux contrées (*qutr*) baathistes, l'Irak et la Syrie. Mais, à peine quarante jours après,

Saddam Hussein prend le pouvoir et résilie l’union, relançant la lutte des partis frères. Dans l’été 1979, les événements internes imposent un nouvel agenda.

D’Alep à Damas [40]

Le 16 juin 1979, la promotion des jeunes officiers se réunit à l’Académie militaire d’Alep. Deuxième du pays, cette institution rassemble l’élite militaire et, par extension, les enfants des dirigeants promis à un avenir radieux dans le système des Assad. La composition confessionnelle reflète les mutations de l’élite, plus de quatre-vingts des élèves sont alaouites. Ce même jour, le colonel Yussif fait sortir de la salle des célébrations l’ensemble des cadets de la promotion, d’une autre confession. Immédiatement, des hommes cagoulés entrent et tirent des rafales, laissant quatre-vingt-deux cadavres dans la pièce. L’information parvient rapidement aux centres de commandement. Le choc est profond[41]. Pour les dignitaires du régime, cet acte renoue avec la mémoire des humiliations et montre que cette société majoritairement de confession sunnite, urbaine, toujours hautaine et méprisante à l’adresse du nouveau régime, ne comprend que la force et la brutalité. C’est un tournant.

La nature paranoïaque de ce type de régime, prompt à voir des complots autour de lui, aide à une mutation des pratiques. Un seul registre domine alors : la répression. À partir de l’été 1979, les gestes du pouvoir changent. Dans les villes, les sorties de mosquée deviennent incertaines, avec des arrestations systématiques, des disparitions, des rafles. Pour avoir osé toucher à ses enfants, le régime se montre impitoyable. Il adopte une nouvelle lecture, qu’il popularise auprès de ses interlocuteurs : ce sont des islamistes, des réactionnaires d’un autre âge que l’Occident a découverts avec surprise et effroi à Téhéran, en un mot des hommes incapables de modernité. Armé de cette dénonciation qui opère d’autant mieux que les États-Unis et l’Europe occidentale ne parviennent pas à saisir les événements qui se déroulent sous leurs yeux, le système peut déployer toute sa brutalité à l’adresse du mouvement civil et de la population. Selon le discours révolutionnaire en vogue parmi les tenants du régime, toute opposition est une trahison qui ne peut exister.

De l’autre bord, un groupuscule a donné sens au mouvement armé. L’Avant-garde combattante appelle à faire tomber le régime par la

force. Armes, lieux d’entraînement, aides extérieures soutiennent à ses visées. Que ce soit Saddam Hussein qui se sépare à ce moment de Hassan al-Bakr et s’éloigne d’un accord avec la Syrie, que ce soit au Liban ou en Jordanie, que ce soit Anouar al-Sadate, nombreux sont les adversaires de la Syrie qui retournent les armes du terrorisme contre un régime qui l’utilise largement. Cet aspect explique la confusion des lectures : les attentats hier attribués aux Irakiens le sont aux Frères musulmans. En réalité, ce sont des factions se revendiquant de l’islam politique, indépendantes de la confrérie, qui portent les attaques et reçoivent l’assentiment tacite des dirigeants de la confrérie.

Bien vite, la popularité de ceux qui défient le régime leur attire des sympathies et désorganise les structures. L’afflux de volontaires empêche de s’assurer de chacun et induit plus de cellules secrètes. La popularité du groupe force les autres factions des Frères musulmans à endosser l’action. À l’été 1979, le jihad ou guerre sainte est proclamé. Répressions et violences s’alimentent, les exactions du quotidien canalisent les énergies d’une jeunesse dissidente du régime vers ces organismes.

Le système de gouvernement opte pour une brutalité dont la postérité va se souvenir. Des tortures deviennent célèbres, comme le « parachute » (jet d’une personne par plusieurs en l’air en attendant qu’il retombe sur le sol), le « pneu » (insertion d’un individu dans un pneu et coups sur les pieds). Plus généralement, tortures et disparitions participent d’une même gestion des groupes sociaux. Il faut imposer la terreur pour faire taire, plonger dans l’incertitude les proches, et plus globalement, offrir à chaque agent de la répression tous les droits, si ce n’est d’outrepasser les droits d’un autre agent (non d’un citoyen). L’équilibre tient par la révérence des membres des services au chef, le président.

Les campagnes massives d’arrestations ne viennent pas à bout d’une résistance qui se développe. En 1980, à la lutte armée épisodique – aucun maquis ni aucune zone insurgée n’existe à proprement parler – s’ajoute la protestation civile. Manifestation d’étudiants à Deir ez-Zor par exemple, mobilisations du vendredi à Alep, bataille de rues entre partisans des Frères acculés à la mort ou à la violence à Alep toujours, regroupement à Lattaquié faisant craindre des débordements dans la montagne voisine, élévation du drapeau irakien au centre de Deir ez-Zor sont autant de visages d’un mouvement de protestation en voie de

s’armer et d’un régime en voie de mutation en système totalitaire, c’est-à-dire usant de façon extensive de la violence et de l’interdiction de toute forme de défiance. Cela ne signifie pas à l’exemple du stalinisme ou du nazisme qu’il faille – de cœur – adhérer au motif défendu par le régime. Dans l’ère du complot et du combat panarabe, il suffit d’accepter les agents du régime. Cela se traduit par des espaces de semi-liberté. Dans le milieu des marchands, les discussions demeurent possibles pourvu qu’elles ne critiquent ni ne condamnent la politique. Cette gestion transforme aussi le rapport à la population.

Cet élément est essentiel pour comprendre la survie du régime. Par ce biais, il devient possible de réduire au local un combat national. Des cicatrices entaillent le tissu national, sans pour cela parvenir à faire cesser la lutte. À Jisr al-Choghour, une centaine de personnes sont assassinées après une tentative de sédition militaire. À Alep, deux villes s’affrontent. Sur la côte méditerranéenne, la violence à l’adresse des populations sunnites vise à rassurer celles de la montagne, et à les associer au devenir du régime. La volonté de provocation ne cesse pas pour autant de la part de la branche armée islamiste. Le 26 juin 1980, Hafez al-Assad est la cible d’un attentat qui échoue. En réponse, les hélicoptères des Brigades de défense partent à destination de Tadmor (Palmyre). En dépit d’une résistance de la part des détenus, le massacre commence. Des centaines de prisonniers meurent. Une nouvelle étape dans la répression est franchie quand un nouvel article de la Constitution annonce que tout membre des Frères musulmans est passible de la peine de mort.

Loin de se limiter aux adversaires qui ont pris les armes, les forces du régime tendent à frapper toute voix discordante. Elles parachèvent la longue lutte entamée pour faire taire les partisans des libertés constitutionnelles, utilisant le label de « Frères musulmans » pour interdire toute opposition. À Paris, Salâh al-Dîn Bîtâr est abattu dans la rue. En Syrie, les membres du parti communiste enregistrés sont temporairement arrêtés. Bien sûr, les militants et sympathisants des Frères musulmans paient un lourd tribut. Un trait caractéristique du régime ressort. Pour sa survie, tout peut être fait. Le régime lie dans un pacte répressif une partie de la population, qui participe, connaît, s’accommode de cet état. Par une gestion toujours fine et personnalisée, les organes de police usent des divisions et des fractures socioconfessionnelles pour opposer les individus.

C’est dans ce contexte que Hafez al-Assad se rend à l’enterrement de Sultân Atrash, renouvelant l’accord tacite conférant à d’autres groupes une place pourvu qu’ils le reconnaissent comme chef. La composition des forces de répression atteste ce savant saupoudrage entre différentes ethnies, tribus et confessions. Des tribus d’Alep se montrent fidèles, d’autres à Deir ez-Zor profitent de ces institutions de coercition pour améliorer leur sort, les Kurdes détiennent un poids plus important que d’autres dans la région de Hama. La gestion fine que met en place le régime tient au recrutement d’entrepreneurs identitaires qui peuvent mobiliser des segments de leur communauté en vertu de ce critère (être kurde, druze etc.) au nom de la défense de la nation. Le régime structure sa réponse sur l’usage de tout particularisme mis au service de sa survie.

Après six ans de lutte armée, les factions des Frères musulmans ne se sont toujours pas accordées clairement sur la stratégie à venir. Début janvier 1982, une vague d’arrestations touche les officiers de l’armée. Tout semble indiquer qu’un coup d’État est en préparation. Dans ce contexte – et une commission d’enquête tentera après les événements de faire la lumière au sein de la confrérie –, dans la nuit du 2 février 1982, à Hama, ville des deux insurrections de 1964 et 1973[42], quelques centaines d’hommes armés, proches de l’Avant-garde, opèrent un coup de force. Plusieurs soldats et membres des mukhâbarât meurent. Au petit matin, l’ordre de l’insurrection armée est lancé. À la place de la prière, les muezzins appellent à prendre les armes. Les chefs sont persuadés que d’autres maquis vont suivre. Les instances du parti Baath sont saccagées, quelques titulaires et fonctionnaires mis à mort. Symboliquement, pendant quelques heures, les militants tiennent la ville.

Immédiatement, la réponse de la capitale est implacable. La 47e division épaulée par douze mille hommes sous la direction du ministre de la Défense Mustafâ Tlâss encercle la ville. Les hommes des Brigades de défense soutiennent l’effort de guerre. Très probablement, mais la documentation interne aux services est inaccessible et les diplomates conservent une grande prudence, la coordination de la répression est assurée par le président et son frère Rifa‘at al-Assad dont les Brigades de défense en sont à l’avant-garde. Une nouvelle technique est élaborée. L’armée ouvre les quartiers par les tirs de chars et l’emploi de l’artillerie lourde, quand les hommes des services de

renseignement sont chargés d'arrêter les hommes, de les tuer immédiatement ou de les punir, ce qui ne les empêche nullement de s'en prendre aux femmes et aux enfants.

Dans un premier temps, des rafles visent à saisir les militants identifiés. Des colonnes d'hommes partent vers des lieux de tri, une usine de coton, un stade. Cette étape s'accompagne de débauche de violences. Viols, exécutions sommaires, tortures sont recensés. Il s'agit de punir la ville rebelle. Si le combat militaire dure jusqu'au 6 février, la reprise en main se poursuit tout au long du mois. Bientôt, dans les ruines des bâtiments pilonnés et sur les rues adjacentes, les cadavres se décomposent, les chiens errants achevant la besogne. Dans les derniers jours de février, les forces stationnent autour de la ville, dont les axes principaux sont ouverts à la circulation des taxis collectifs. Tout est tu, mais tout est montré.

L'ampleur du massacre conduit les contemporains à fournir les premières estimations qui ne seront guère modifiées : entre dix mille et quarante mille morts, cinq mille viols, le tiers de la ville totalement détruit, l'autre tiers sévèrement endommagé. Les interprétations divergent sur plusieurs points comme les raisons du mouvement, le type d'arme employé (Amnesty International mentionne dans son rapport l'usage de gaz à base de cyanite[43]), les tueries systématiques de certains quartiers comme celui de Hadir… Au-delà des interprétations, les effets sont immédiats. Soudainement, même dans les campagnes reculées, les Syriens et Syriennes se taisent, pétrifiés. Les velléités d'opposition cessent d'autant que les vagues d'arrestations et de disparitions se poursuivent. La Syrie découvre l'abysse du système Assad. Immédiatement aussi, une mémoire de l'événement se forme qui annihile les trajectoires bouillonnantes des années précédentes. Toute l'histoire syrienne conduit à ce massacre, né de l'adversité du Baath et des Frères musulmans, décliné le plus souvent comme l'affrontement des dictateurs progressistes contre les réactionnaires. Il faudra trente ans pour que le récit évolue.

Pour l'heure, le régime clame une victoire contre la réaction. Rifa'at al-Assad avait déclaré lors du septième congrès d'une formule lapidaire que la révolution devait vaincre même s'il fallait tuer 10 % de la population. Michel Seurat tranchera : « Hama, 250 000 habitants, 25 000 morts, le compte y est. » Les composantes de la population apprennent la notion de punition déclinée à plusieurs échelles. En

dehors des prisons qui ne désemplissent pas, les disparitions se poursuivent. Au niveau national, les villes rebelles comme Alep sont déclassées dans les plans d'infrastructures, ce qui ralentit l'activité jusque dans les années 1990. Hama est immédiatement reconstruite et devient un laboratoire du silence : sous les ombres des norias sauvées et des restes de la vieille ville, nul ne dit le passé.

Au cours de l'année 1983, à peine les opérations en Syrie achevées, Hafez al-Assad se concentre sur les affaires libanaises. À l'été 1982, l'armée israélienne a avancé jusqu'à Beyrouth et, en dépit des assurances américaines, pulvérisé les équipements militaires syriens dans la Bekaa. Il n'est pas jusqu'à l'aviation qui ne tombe. Un plan de paix est en route entre le président libanais, les Israéliens et les Américains, qui ont débarqué des hommes à Beyrouth. Pour faire échouer l'opération, deux attentats d'une extraordinaire violence frappent les troupes américaines (251 morts) et françaises (58). Seul le contingent italien est épargné, car, selon les déclarations de Mustafâ Tlâss[44], on ne pouvait faire de la peine à Lolo Ferrari. En parallèle, l'armement syrien est intégralement renouvelé par l'URSS qui fournit de meilleurs modèles, assurant une parité stratégique. Hafez al-Assad parvient à se rétablir dans le jeu libanais.

À la fin de 1983, le régime semble stabilisé dans son instabilité permanente. Soudainement, après une journée de travail, Hafez al-Assad est pris de malaises[45]. Les médecins l'examinent pour découvrir une grave anomalie cardiaque qui force à l'hospitaliser. Que faire en son absence ? Comment le régime peut-il survivre si le chef n'est plus ? Cela soulève la question de la direction future. Dans le secret et l'informalité, les tractations débutent. Une première conclusion est trouvée lorsque trois vice-présidents sont nommés. Leurs prérogatives et les niveaux hiérarchiques ne sont pas précisés, souligne le représentant consulaire français[1]. Les figures influentes du régime tentent de prendre la direction, s'opposant ou collaborant entre elles. Rifa‘at al-Assad veut profiter de la situation pour se poser comme le successeur. Disposant des Brigades de défense, près de trente mille hommes sous sa direction, et devenu président de l'Association des diplômés de Syrie, il bénéficie d'une forte aura dans le pays. Il entreprend d'obtenir plus de positions pour ses hommes, suscitant l'adversité des autres chefs militaires et politiques.

En janvier, cent vingt nouvelles promotions doivent être annoncées

alors que le président reste absent. La faible part accordée aux hommes de Rifa'at suscite sa colère. Hikmat al-Shihâbî, proche de 'Abd al-Halîm Khaddâm, veut empêcher le frère du président d'avoir un ascendant sur les autres chefs de la sécurité. Un clivage se forme entre partisans et adversaires et les échanges de coups se multiplient. Dans le même temps, Hafez al-Assad transmet ses ordres par Muhammad Khûlî. Le duel au sommet risque de réveiller une guerre civile d'une extrême férocité. Devant un président malade, un conseil de six personnalités assure temporairement la régence et s'oppose avec virulence aux empiètements de Rifa'at al-Assad. Ce dernier veut forcer le sort et fait mouvoir ses troupes vers Damas en avril 1984. *In extremis*, le mouvement cesse après que le président remis rencontre personnellement le frère dissident.

Lorsque son rétablissement s'annonce, le conseil impose au président de choisir entre la fidélité des principaux corps (et de leurs chefs) et son frère. La « guerre des frères » s'achève à Damas, et les heurts violents avec. Convié en ambassade et en mission, Rifa'at al-Assad se retrouve privé de ses positions. Il est bientôt forcé de quitter le pays. Ce dernier épisode clôt le premier temps des Assad, marqué par le choix progressif de la brutalité comme traitement des adversaires et d'une partie de la société syrienne.

Lorsque Hafez al-Assad accède à la présidence de la République, nul ne conçoit un régime durable. Quinze ans plus tard, le régime est promis à une certaine longévité. Un mode inédit de gestion sociale et politique a pour cela été érigé comme système. Déploiement de services d'ordre, dont la concurrence détruit toute forme politique, appui sur des séries de conseils plus ou moins liés au parti Baath, analyse des parcours individuels pour récompenser ou sanctionner le moindre acteur de l'État, deviennent des méthodes ordinaires d'administration du chef incontesté et de l'ensemble des directions.

Cela s'accompagne d'une formidable transformation de la Syrie avec une urbanisation accélérée et une sédentarisation des populations dans un tissu urbain et rural vivifié par les ressources de la rente. À cela, le régime adjoint une politique régionale offensive et fait face en retour à de multiples ingérences. Néanmoins, en dépit de tentatives de conciliation ou d'intégration partielle, de vastes portions de la population continuent d'en appeler à un régime constitutionnel ouvert.

En outre, l'appel révolutionnaire est récupéré par toutes les forces politiques, des panarabes aux islamistes, faisant de la violence un outil légitime du combat politique. Sous les oripeaux de la stabilité, le système mis en place se révèle d'une extrême brutalité pour éradiquer toute voie discordante. Cette puissance déployée affecte même le chef suprême, dont la santé vacille, ouvrant une nouvelle ère des Assad. Si le président n'a pu être éternel, si les chefs se sont déchirés, il faut préparer l'avenir, la succession du régime.

Chapitre IX

Assad (II)

Le 11 février 1985, le président Hafez al-Assad est renouvelé dans son mandat pour la troisième fois, par référendum : 99, 97 % des suffrages s'expriment en sa faveur. Après une décennie et demie au pouvoir, l'enjeu porte principalement sur la pérennisation du système en place. Les événements de Hama puis la lutte des frères dans la capitale ont mis en exergue les faiblesses du régime. D'importantes inflexions sont apportées. Il s'agit d'une première série d'ajustements stratégiques pour assurer la survie du régime.

La plupart des analystes proposent d'envisager le régime Assad comme une même séquence historique, hormis les historiens ayant repris les mandats présidentiels comme autant de moments distincts[2]. Cependant, la philosophie du régime change en profondeur. Des politologues ont tenté d'en préciser les spécificités, comme Lisa Weeden[3]. En reprenant les conclusions de leurs travaux, il devient possible de repenser le temps figé de Hafez al-Assad comme un moment particulier de la trajectoire syrienne. Le régime orchestre toute une série de repositionnements, ce qui permet de survivre jusqu'au lendemain, suivant ce que l'on peut appeler la rationalité de l'immédiat.

Deux inflexions externes affectent la situation syrienne. La guerre Iran-Irak pousse l'Arabie saoudite à changer de politique pétrolière en 1986. La décision de faire chuter le prix du brut, conjuguée à d'autres problèmes économiques internes en Syrie, entraîne une baisse de la rente et une crise économique majeure. En 1991, la formation d'une coalition internationale sous la conduite des États-Unis force les troupes irakiennes à se retirer du Koweït. C'est le début d'un Moyen-Orient sous hégémonie américaine[4], alors que l'Union soviétique

disparaît. Derrière ces éléments géopolitiques, une nouvelle approche du pouvoir s'esquisse en Syrie.

Les politologues ont tôt souligné le paradoxe du Moyen-Orient au cours des années 1990. Alors que les autoritarismes politiques prennent fin en Europe de l'Est, en Amérique latine, en Asie du Sud-Est et en Afrique, les présidents au Moyen-Orient sont constamment reconduits[5]. Certains en sont venus à parler de l'exceptionnalité de la région, d'autres de mécanismes de consolidation. Dans le cas syrien, les cadres ne changent pas, mais leurs relations à la société connaissent un net infléchissement. La Syrie des années 1990 ne ressemble guère à celle qui a vu Hafez al-Assad conquérir le pouvoir.

Aussi faut-il partir des derniers fonds d'archives déclassifiés, de la presse, des autobiographies, pour tenter de cerner comment la Syrie connaît un temps de mise en suspens[6]. Entre 1985 et 2000, la survie des Assad promet ce pays à un glacis alors même que les sociétés sont profondément en mouvement.

« Comme si »

Sous cette expression, la politologue américaine Lisa Weeden décrit le paradoxe de l'État assadien tel qu'il émerge au tournant des années 1990[7]. Portraits du président omniprésents, chants en l'honneur de Hafez al-Assad, un culte de la personnalité sans partage s'établit en Syrie. Nul n'ose attenter à l'image du président éternel. Dès leur plus jeune âge, les Syriens en uniforme kaki entonnent ses louanges à l'école. Les statues fleurissent dans le pays. Les fresques célèbrent cette figure vouée à l'éternité, pour le progrès de la nation. L'esthétique proche des démocraties populaires lui confère une nouvelle puissance. Pourtant, dans le même temps, des histoires drôles circulent, se moquant des dignitaires. Les dénonciations sur la corruption demeurent… Le système des Assad n'a que les traits externes, apparents du totalitarisme à la stalinienne.

Les comportements suivent un nouveau principe d'action : faire « comme si » les choses étaient. Les Syriens doivent agir pour la résistance contre Israël et les États-Unis « comme si » leurs dirigeants s'étaient voués à une lutte implacable contre ces deux ennemis. Leurs positions pragmatiques importent peu. Les Syriens se définissent comme des membres de la nation arabe comme s'il n'existait aucune différence confessionnelle ni ethnique. Les Syriens croient en leur chef éternel comme s'ils étaient convaincus de la justesse de ses vues. En réalité, un dialogue nouveau prend forme entre les composantes sociales et le régime.

Le culte de la personnalité visant à honorer le président s'organise à partir de 1985[8]. Les premières manifestations ont lieu à l'occasion du renouvellement du mandat présidentiel. Des *masîra* (marches) clament l'attachement des Syriens à leur président. Les années suivantes, les statues se multiplient dans les centres-ville. Leur financement souligne l'un des mécanismes de ce culte : les élites locales prouvent leur attachement en offrant cette représentation du président à la communauté. Finalement, la personnification du système trouve un point d'aboutissement : Assad gouverne seul.

Au cours des troubles de la première moitié des années 1980, le

parti Baath n’a pas su endiguer le mécontentement populaire[9]. Sa position dans les équilibres de pouvoir s’en trouve transformée. De manière institutionnelle, il demeure le dirigeant de la nation et est chargé de proposer le candidat aux présidentielles. Mais, en 1985, plusieurs signes indiquent une perte d’influence. Le groupe rival, le Parti populaire syrien, a droit de cité à nouveau. Son dirigeant peut même adresser les louanges à l’occasion de la réélection de 1985[10]. Un glissement s’opère dans les sympathies de la famille dirigeante.

Cela tient entre autres au rôle joué par la famille Makhlûf dans ce parti. Au moment où Hafez al-Assad épouse Anissa Makhlûf, cette famille soutient le groupe politique. En dépit de son bannissement après 1955 et de la promotion du Baath dans les années 1960-1970, la belle-famille reste proche du parti, y cotise même. Ce dernier est alors très actif dans la guerre civile libanaise. Plus généralement, le Parti populaire syrien offre un nouveau stock idéologique plus conforme à l’ère du temps. Il se veut autoritaire dans la direction de la société, avec un chef historique pour conduire les destinées de la nation. Il promeut un regroupement et une communauté d’intérêts pour la Grande Syrie, principalement la Syrie et le Liban. Il n’est pas hostile à une interprétation libérale de l’économie, si tant est qu’elle assure la prospérité de la collectivité.

Le parti Baath en vient donc à faire « comme s’ »il dirigeait la nation, alors même que d’autres réseaux partisans prennent forme et se montrent plus actifs. Notons que les régions syriennes sont différemment affectées. Les forces du PPS sont actives dans le Qalamun et dans la montagne Alaouite[11]. La forte proportion de chrétiens, dans le premier cas, et de minorités confessionnelles, alaouite et ismaélienne, dans le second cas, constitue un terrain de mobilisation. Mais c’est surtout l’engagement des élites locales, des Makhlûf dans la seconde configuration qui explique la popularité du mouvement. Dans d’autres régions, comme Deraa ou Deir ez-Zor, l’ancrage historique du parti Baath empêche une telle implantation.

Les membres de ce parti connaissent un déclassement remarquable dans l’échelle des pouvoirs. Ils conservaient une certaine égalité dans les régions avec les membres des différents services de renseignement, les mukhâbarât. Devant l’efficacité de ces derniers à traquer, torturer, faire disparaître les éléments hostiles au régime, la direction tend de plus en plus à s’appuyer sur eux. Aussi, en parallèle du culte de la

personnalité, une nouvelle logistique s’élabore. Tous les agents disposent de l’ensemble des prérogatives pour faire régner l’ordre, leur liberté n’étant limitée que par l’existence d’autres services. Aussi, selon une boutade en vogue à l’époque, lorsqu’une personne est libérée de prison, elle se voit enjoindre par le second service de « venir boire le café », c’est-à-dire de répondre à un interrogatoire. La préoccupation première est de tout connaître sur tous. La concurrence des services n’est freinée que par leur mutuelle reconnaissance du chef suprême.

Cette gestion policière s’appuie sur une approche spécifique de la société qui fait écho directement au mode de gouvernement de Hafez al-Assad. Elle repose sur quelques paramètres. Les services s’adressent aux individus, amenuisant autant que faire se peut les liens interindividuels sur lesquels ils n’auraient pas de contrôle. Ils disposent pour cela d’outils multiples : la possibilité de délivrer des autorisations diverses, pour la possession d’une voiture jusqu’au mariage, leur permet de pénétrer le plus intime des rapports familiaux. Ils s’appuient sur un réseau étendu d’agents (265 pour 1 000 habitants)[12] et jouent un rôle d’arbitres. Ainsi, pour une terre partagée, dont l’usufruit a été privatisé et légué en héritage, ils sont les uniques détenteurs des contrats de cession et, par conséquent, connaissent seuls les bornes foncières. Enfin, toute violence leur est légitime.

La Syrie, qui agit « comme si » elle était un tout uni dans le combat panarabe, se fragmente en sous-espaces humains dont la consistance tient à plusieurs éléments. Le premier repose sur les relations de famille par les mariages. Le deuxième porte sur les liens de travail, avec la polarisation autour d’une ville. Le troisième consiste en un élément identitaire commun. Le dernier renvoie à la réduction des transports. C’est ainsi que le pays d’Alep se distingue de Hama, de la bordure méditerranéenne et de la montagne Alaouite, des deux pays euphratiens dans lesquels les tribus se partagent selon l’usage entre Raqqa et Deir ez-Zor. Plus au sud, le Qalamoun, Damas et sa campagne, le Hauran, et la montagne Druze forment des sous-ensembles. Ces pays, ou terroirs, sont le produit direct de la modernisation, de la genèse de villes secondaires, des mutations agraires. Pourtant, ils mettent en lumière à près de deux siècles de distance une certaine pérennité du découpage humain du pays, renouant avec les premiers ensembles qui se cristallisent au tournant

du XIX e siècle[13]. Le paradoxe de la Syrie contemporaine tient à ce que ces pays perdurent.

Dans une société soumise de plus en plus à la pression policière, à l'émiettement des tissus sociaux, à la paralysie du politique comme espace libre de discussion, les réseaux clientélaires fleurissent pour assurer la survie des individus. Les élites choisies ou maintenues tissent des liens avec leur communauté. Suivant les principes énoncés par le dirigeant suprême, tous communient dans une histoire officielle et une identité commune. En réalité, les entrepreneurs identitaires parviennent plus aisément à s'imposer au sein des élites. Le représentant des Druzes, celui des chrétiens ou des Alaouites devient, par le truchement des sélections administratives, un nouveau dominant.

Leur promotion répond à deux mécanismes : les élections et la corruption. Les deux mécanismes assurent la circulation des détenteurs de pouvoir, des richesses et apparaissent comme des éléments de sélection. La tenue régulière de scrutins ne doit pas laisser penser à une instance démocratique[14]. Un contrôle tatillon empêche une opposition réelle. En revanche, chaque vote devient le moment de faire émerger de nouvelles figures indépendantes. Non affiliées au Front progressiste ou au Baath, elles représentent les nouvelles autorités locales avec lesquelles le régime a tout intérêt à traiter. Il les intègre en acceptant leurs élections. En retour, elles approuvent l'ordre général régnant. Au cours des années 1990, des hommes d'affaires, des enfants des grandes familles chassées dans les années 1960-1970, des chefs tribaux et des dignitaires religieux prennent ainsi place dans l'assemblée du peuple. Ils peuvent y discuter de problèmes locaux, y renforcer leurs réseaux clientélaires par l'accès aux ressources de l'État, pourvu qu'ils ne s'opposent pas aux services de renseignement.

La corruption devient endémique. Des campagnes régulières la prennent pour cible. De 1985 à 1988, un tribunal spécifique est formé pour lutter contre[15]. Cependant, le régime ne cherche pas véritablement à endiguer le phénomène. Il sert de mode de rétribution et signale – autant que les élections – quelles personnalités émergent. Celles qui ont accumulé suffisamment de capital pour rétribuer les services méritent de pouvoir faire fructifier leur richesse. Une symbiose se forme entre classes marchandes et services de renseignement. Les divers trafics qui partent du Liban (drogue, pièces détachées, etc.)

alimentent en outre ces réseaux. Ces instances de corruption favorisent un transit informel des richesses et autorisent à tout moment la direction politique à corriger et sanctionner les potentiels compétiteurs. L’ensemble de ces dispositifs enserre la société syrienne dans de multiples liens informels, toujours tangents, qui n’existent que par le chef. Mais avec les difficultés économiques et la santé fragile du président, la pérennité du système est sujette à caution.

Les difficultés internes

La transmission du pouvoir suppose, pour Hafez al-Assad, de régler les problèmes manifestes pouvant paralyser la succession. Cette dernière devient l'une de ses priorités lorsqu'il se remet de sa maladie. Le sort de Rifa'at al-Assad en exil pose la question du dauphin potentiel. Deux séries de problèmes s'interconnectent et permettent de comprendre les transformations à l'œuvre au cours des troisième, quatrième et cinquième mandats de Assad (1985-2000). La première renvoie à l'essoufflement du modèle économique, la seconde aux questions de pouvoir et de personne à même de succéder à Hafez al-Assad.

En 1986, la Syrie entre dans une grave crise économique générée par une pénurie de devises[16]. Plusieurs facteurs expliquent une telle situation. Depuis les nationalisations des années 1960, une partie des capitaux privés a été investie en dehors du pays. La timide libéralisation du pays en 1970 ne s'est pas accompagnée d'une restauration de la confiance, au point que les gains soient conservés à l'intérieur des frontières[17]. Ensuite, l'économie repose sur une gestion politique ne visant pas la rentabilité financière grâce aux apports des pétromonarchies. Les aides de 1,8 milliard de dollars des États pétroliers prévenaient tout questionnement relatif aux investissements. Or, en 1986, dans le cadre de la lutte contre l'Iran, les pays pétroliers s'engagent dans une augmentation de la production afin de nuire aux ressources iraniennes. Il en résulte une baisse des aides à la Syrie de l'ordre de un milliard. Enfin, l'effort de guerre au Liban absorbe jusqu'au 54 % des ressources budgétaires. La convergence de ces phénomènes paralyse la Syrie.

En réponse, les autorités restreignent drastiquement les consommations internes et recherchent une aide nouvelle auprès du partenaire saoudien. La politique de rigueur concernant les salaires et les importations porte ses fruits au bout d'une année. Elle s'accompagne d'incitations diverses à l'adresse des activités exportatrices, en vue de gagner plus de devises. Cet *infitah* (ouverture) économique est donc ambivalent. D'un côté, certains secteurs, en

particulier les industries mécanisées du textile, profitent largement de la situation. La dévaluation de la monnaie renforce leur position extérieure, alors que ces activités étaient déjà pleinement intégrées au marché. De même, les industries en lien avec l'armée profitent de monopoles qui leur assurent d'importants débouchés internes. Dans le même registre, le commerce croît au détriment de l'agriculture. Une nouvelle classe s'enrichit, fournissant les biens et services absents du pays. D'un autre côté, cette politique ne résorbe pas les manques qui minent les activités syriennes.

La pénurie qui se prolonge les années suivantes force un ralentissement général dans le pays. En l'absence de pièces détachées, les transports se raréfient. Syrian Airlines doit restreindre ses vols. Les microbus ne desservent plus l'ensemble des villes, fragmentant l'espace[18]. Tout long voyage suppose plusieurs liaisons incertaines. Les petits pays s'en trouvent isolés. Dans les grandes agglomérations, le mazout vient à manquer. Les files d'attente s'allongent aussi pour obtenir des bouteilles de gaz dont l'approvisionnement est aléatoire. De façon sarcastique, ces années sont remémorées par les Syriens comme une sanction de plus après la répression politique : pour faire plier le peuple, rien de tel, dans leurs dires, que de les faire patienter des heures pour obtenir les denrées de base…

Faut-il y voir une corrélation ou une simple coïncidence ? En 1986 se tient un grand congrès portant sur la démographie. Les autorités pointent les risques des hausses démographiques brutales depuis l'indépendance[19]. Une nouvelle politique familiale est initiée visant à diminuer la natalité (le taux de fécondité dépasse les 7 enfants par femme entre 1980 et 1984). Ce congrès symbolise une transformation des comportements, plus qu'il ne la provoque. L'entrée dans la ville (la moitié de la population y réside désormais), les difficultés grandissantes pour assurer un niveau de vie décent, le confort atteint et la migration d'une partie de la main-d'œuvre masculine, tout cela précipite en quelques années une inversion des courbes. Aussi, les générations les plus nombreuses sont dénombrées entre 1980 et 1990. Elles auront vingt ans entre 2000 et 2010.

Une partie des classes moyennes est poussée à émigrer. Le séjour dans le Golfe, en Libye ou dans les États arabes offre pour un moment de meilleures rémunérations. La tolérance de la fonction publique syrienne envers les fonctionnaires absents leur permet de résider

quelques mois ou quelques années en dehors du pays. Le territoire se vide de certaines compétences en conséquence. Cette révolution silencieuse modifie le rapport du pouvoir avec la société. Le premier s'est construit en opposition aux classes urbaines. Il remporte symboliquement et physiquement de nombreuses victoires, installant durablement son contrôle. Mais la crise économique lancinante et les fractures en son sein impulsent de nouvelles alliances qui se situent à l'origine d'une renaissance des classes urbaines.

Cette situation entraîne une transformation des factions au pouvoir. Deux groupes distincts tissent de nouveaux liens. Au sein des membres des services de sécurité, les clientèles se ramifient aux chefs principaux en poste[20]. Plusieurs figures dominent. ‘Alî Haydâr dispose de nombreuses troupes, Muhammad Khûlî reçoit les ordres de Hafez al-Assad et renforce par cette proximité les positions détenues. Hikmat al-Shihâbî parvient, au sein de la direction collégiale, à bloquer l'avancée de Rifa'at al-Assad. Sa proximité avec ‘Abd al-Halîm Khaddâm lui offre un partenaire politique au sein du monde sunnite et du parti Baath. Cependant, ces trois prétendants ne peuvent égaler ‘Alî Dûbâ. C'est celui par lequel toute solution doit passer, avec un renforcement continu des services de renseignement de l'armée de l'air, qu'il dirige depuis 1973. Ses hommes étendent leurs champs d'activités du Liban à la Syrie. Sa clientèle lui assure un rôle prééminent au sein de la minorité alaouite. Toute sa stratégie, dans le prolongement de celle de Hafez al-Assad, est d'obtenir des positions clés pour ses hommes et de ne pas perdre de ressources à même de les rémunérer. Le champ de force autour des chefs des services et du président parachève le dépérissement du politique au profit d'une gestion sécuritaire fondée sur les casernes. Il ne peut exister cependant sans richesse fournie par une économie transformée.

De 1986 à 1991, le paysage politico-économique de la Syrie est profondément modifié. L'*infitah* est portée par un ensemble d'hommes d'affaires qui font entendre aux représentants du monde sécuritaire les intérêts mutuels sur le court terme. En premier lieu, la convergence des deux mondes (économie et sécurité) précipite la chute du ministère Kassem en place depuis 1980. Son remplaçant Zoubî endosse une ouverture plus large des échanges[21]. Deux mondes bureaucratiques s'opposent. Les partisans de la « rectification » (*tashihi*) prônent depuis les années 1970 un assouplissement des mesures socialistes

sans remettre en cause la doxa étatiste. Pour les « libéraux », il faut au contraire libérer les capacités sans véritablement définir leur politique[22], défendant presque une forme de dérégulation. Dans le contexte de la crise, ces derniers obtiennent la confiance des milieux sécuritaires et du pouvoir.

Des sociétés d'investissement se constituent, dans les directions desquelles hommes d'affaires et membres des services de sécurité s'installent. Les capitaux sont placés dans des activités à forte profitabilité à court terme, comme le tourisme et les énergies[23]. Ce mode de gestion ne vise donc pas le développement, mais la croissance rapide, l'enrichissement prompt des partenaires. Les hommes d'affaires, pour une partie des enfants de grande famille, pour d'autres des nouveaux venus depuis 1970, fournissent l'expertise des marchés et les ressources, les hommes des services débloquent les contraintes bureaucratiques. Leur champ d'action s'étend au Liban. La combinaison des deux permet de vaincre la concurrence libanaise, plus experte en matière de commerce[24].

Cette reconfiguration du modèle de développement et des mondes économiques et sécuritaires s'appuie sur la découverte de nouveaux gisements pétroliers. Bien que ces derniers restent modestes, le président prend toutefois la peine d'en annoncer la découverte lors de son discours de politique générale en 1988[25]. La signature de contrats permet d'obtenir des devises vitales à la Syrie. L'exploitation durable de ces gisements à partir de 1994 apporte une solution à la crise. Désormais, le régime dispose d'un revenu minimum de survie avec six cent mille barils par an. Cependant, cette ressource soumet les revenus à des fluctuations liées au marché mondial et aux possibles sanctions internationales. En 1987, le gouvernement syrien est accusé d'actes de terrorisme à Londres, des sanctions sont imposées en retour par les États-Unis et la Grande-Bretagne. Cela ne met pas un terme à l'exploitation.

Les essais multiples pour changer le modèle économique sont couronnés par la loi n° 10 de 1991. Elle autorise à nouveau les investissements dans de nombreux secteurs avec des possibilités pour rapatrier les gains. Un nouveau schéma de développement se met en place en Syrie. Il fonde et se fonde sur une nouvelle urbanité, celle de la croissance économique assurée par l'investissement dans des secteurs porteurs, celle de l'alliance du commerce et de la sécurité,

celle de l'exode rural et de l'extension des périphéries, celle d'espaces de liberté relative à l'abri du regard du parti (les oulémas par exemple[26]) au prix d'une moindre institutionnalisation. Ces essais permettent au cours des années 1990 de stabiliser l'économie nationale et de revenir à un certain confort de vie, au prix de restrictions drastiques sur certains produits. Les villes deviennent des musées d'automobiles. Les richesses s'accumulent sans toutefois s'exposer dans l'espace public pour éviter d'être prélevées. En somme, le pouvoir des Assad s'est installé en ville en la réinventant.

Au cours des années 1990, la Syrie présente plus d'un visage. Sur les pourtours de l'Euphrate et en bordure de la bâdiya, les villages aux maisons de terre demeurent. La durcification reste aléatoire, très coûteuse. Une partie des hommes est désormais en ville pour chercher un travail indispensable à la survie de la famille qui vit de petites productions agraires. La télévision constitue le passe-temps de la famille en soirée, qui se réunit dans la pièce commune, dans laquelle les matelas sont installés pour la nuit. L'alimentation comprend du pain, du thé, quelques herbes (le *za'tar*), des œufs et des légumes, plus occasionnellement du poulet. À côté de cette Syrie peu favorisée, d'autres campagnes vivent plus confortablement. Le réseau des routes s'est développé et les territoires anciennement reculés comme la montagne Druze, la montagne Alaouite, les plaines du Ghab ont été mis en valeur. Des villas fleurissent, symbole de la réussite des enfants du pays ayant tenté leur chance avec l'émigration ou le régime. Certaines productions fournissent d'importantes ressources à leurs propriétaires. Toujours dans ces campagnes syriennes, les bâtiments et installations des fermes collectives subissent l'érosion du temps[27]. Ils matérialisent le rêve d'un temps, laminé par l'absence d'entretien et par la corruption.

Cette Syrie aux mille visages se traduit dans le tissu des pays renaissants. Entre Hama et Homs, Talbissah et Rastan incarnent la réussite de petites villes, dont les jeunes générations sont massivement entrées dans l'armée et dont les activités de production des fruits secs prospèrent. Hama voit un urbanisme modernisé effacer les traces des sévices des années 1980. L'industrie lourde de Homs enrichit la ville mais les résultats de cette richesse sont captés par les élites sécuritaires et marchandes, bien plus que redistribués. Les fractures communautaires sont tues alors que les quartiers de la ville se divisent

entre population sunnite, alaouite ou chrétienne, en vertu de l’alchimie confessionnalisante promue par le régime. Les populations de Damas et Alep s’enrichissent de façon importante, alors que les fonctionnaires d’État tentent avec difficulté de finir le mois avec 1 500 à 2 000 livres (équivalent de 150 à 200 francs de 1990). Dans cette société en perpétuelle recomposition, les contrastes s’accentuent sous le couvert d’une surveillance policière particulièrement tatillonne, dont les membres peuvent profiter du moindre bien, mais risquent constamment leur vie dans les guerres entre services de renseignement.

Ces transformations interviennent alors que la génération des combattants, ceux qui ont conquis le pouvoir, vieillit. Que ce soit en politique ou dans le monde sécuritaire, à l’image du président, les familles voient les fils émerger. Manaf Tlâss entre dans la Garde républicaine, Muhammad al-Shihâbî intègre les forces de renseignement, par exemple. Surtout, un nouveau nom devient célèbre : Bassel al-Assad. Le fils aîné de la famille présidentielle est né en 1962, il atteint ses trente ans. Il intègre l’armée après s’être distingué dans le sport. À partir de 1988, Hafez al-Assad commence à l’associer à la gestion de dossiers importants. Soudainement, une solution à la succession émerge : pourquoi ne pas transmettre dans le clan familial les responsabilités, afin de préserver le système ?

Les premiers échos ne sont guère favorables dans l’élite sécuritaire alaouite[28]. Elle considère le fils comme un parvenu qui n’a pas combattu. D’autres lui trouvent des airs hautains. En quelques années, pourtant, il parvient à se faire une place dans l’armée, à s’entourer des fils d’autres grandes familles comme Manaf Tlâss. Il propose aussi d’être le promoteur de l’informatique en Syrie. À cette fin, il fonde la Syrian Computer Society, qui assure l’équipement rudimentaire du pays. Au sein des équilibres instables du régime Assad, un nouvel élément semble garantir sa pérennité. Bassel, après Hafez, assurerait la survie de l’ensemble. Encore faut-il que la situation interne au pays et dans la région ne soit pas troublée au point de remettre en cause le schéma proposé par le président.

Aménager la succession

Après sa guérison, Hafez al-Assad s'attache à préparer la succession qu'il destine à son fils. Les principaux éléments de survie sont énoncés dans son discours de 1985 : il faut assurer le développement de l'économie, la poursuite de la résistance arabe et la parité stratégique avec Israël grâce à l'aide soviétique. Cependant, en 1987, lors de sa rencontre avec Mikhaïl Gorbatchev qui a lancé depuis deux ans la *Perestroïka*, un constat s'impose : l'URSS se désengage de l'aide apportée à la région. Plus largement, la direction politique syrienne pressent des troubles dans le monde communiste[29]. Il s'agit de trouver de nouveaux partenaires afin de conserver des moyens de pression dans la région. Il n'est pas jusqu'aux autres partenaires de l'Europe orientale qui ne deviennent des alliés problématiques. Si le régime de Ceausescu reçoit les honneurs dans les années 1980, la chute du dictateur fait craindre pour le pouvoir de Hafez al-Assad. Une vague de graffitis se répand dans la capitale parlant de « shamcescu ». Sham, Damas en dialecte local, serait la prochaine place d'une révolution populaire. Aucune protestation n'éclate pourtant. Depuis l'établissement du mandat, la ville peut être le théâtre de la chute d'un régime mais nullement le lieu de l'explosion, semble-t-il.

Le régime ne se montre pas insensible aux menaces et une nouvelle ligne émerge, qui vise à prévenir les critiques. Plutôt que de lancer une *Perestroïka*, le président Assad poursuit les purges au sein des appareils administratifs, politiques et économiques par des campagnes de lutte contre la corruption. Plus encore, ses discours, martelés dans les journaux *Tishrîn* ou *Baath*, appellent à des examens critiques. Aussi, dans la presse, de nouvelles publications voient le jour, jugeant telle ou telle politique. Une ouverture toute relative et bien contrôlée des expressions publiques s'opère, sans remettre nullement en cause l'édifice du pouvoir. Une autre forme de libéralisation travestie consiste à négocier avec ses adversaires, une manière de connaître le prix de leur ralliement. Toute discussion vise aussi à diviser l'ennemi. Enfin, au cours des élections législatives de 1990, et plus encore de 1994, la part des nouveaux venus se révèle particulièrement

importante, de l’ordre de 150 sur les 250 députés que compte l’Assemblée. Cette méthode alimente le système bureaucratique de nouvelles idées, sans remettre en cause les fondements du régime. Pour la forme, des centaines de prisonniers politiques sont libérés, rendant à la vie ces êtres dont la plupart avaient cessé d’exister au monde réel.

Cette mutation interne accompagne de nouveaux choix à l’extérieur. Les moyens syriens de pression demeurent importants. Fortement implantées au Liban, les troupes ne sont pas parvenues à mettre fin à la guerre civile, devant respecter les zones d’influence d’Israël pour éviter tout conflit entre les deux pays. Chaque crise – la guerre des camps de 1986 par exemple – voit cependant sa résolution passer par Damas. En 1988, l’élection présidentielle pouvait ouvrir la voie à un compromis durable. Le candidat appuyé par les États-Unis et par l’Arabie saoudite ne trouve toutefois pas grâce aux yeux des dirigeants syriens, qui bloquent le processus[30]. À cette occasion et de façon plus prononcée à partir de 1989, Damas s’ouvre aux États-Unis. Le régime de Damas conserve des leviers qu’il peut manœuvrer pour empêcher certaines solutions d’advenir. La normalisation des relations de la Syrie avec les autres pays arabes participe du même processus. La visite officielle de Hosni Moubarak – première d’un chef d’État égyptien depuis 1972 – montre combien le concert arabe est apaisé. Aussi, Assad se retrouve au centre du jeu régional, discutant avec l’Iran sans rompre avec les États du golfe Persique, s’opposant à l’Irak tout en se réclamant du baathisme, occupant une partie du Liban au nom de la résistance arabe tout en concédant une zone d’influence à Israël. Mais cet état reste précaire.

Le 2 août 1990, Saddam Hussein ordonne aux troupes irakiennes d’envahir le Koweït. Après huit ans de guerre avec l’Iran révolutionnaire, le régime de Bagdad se veut le chantre du nationalisme arabe et de la défense de la Palestine. L’expérience de la guerre lui a permis de se doter d’une armée extrêmement moderne avec la sympathie des puissances occidentales. Or le conflit a aussi ruiné le pays et l’a fortement endetté auprès des États pétroliers. Contrairement aux attentes irakiennes, les créanciers réclament leur dû. Pour faire pression, certains, comme le Koweït, augmentent leur production pétrolière, faisant décroître le prix du brut, menaçant les revenus irakiens. Dans ce contexte, Saddam Hussein s’empare du

royaume. Il légitime son action sous couvert d'une lutte contre les frontières coloniales puis lie les deux occupations (Palestine et Koweït), mettant ses contradicteurs en porte-à-faux.

Les autorités syriennes sont de prime abord surprises du mouvement, forçant le ministre des Affaires étrangères, Farûk al-Shara'a, à revenir dans la capitale. Ce nouveau diplomate s'impose véritablement dans la crise de 1990[31]. Il s'est substitué à 'Abd al-Halîm Khaddâm. Sa mainmise sur le dossier libanais conduit à des heurts avec le président qui veut voir Bassel al-Assad assumer plus de responsabilités dans cette affaire. Les agissements du fils de Khaddâm liés au transport clandestin de matières chimiques soulèvent un problème diplomatique. Les connivences enfin de Khaddâm avec Hikmat al-Shihâbî risquent de menacer l'ascension de Bassel al-Assad. L'émergence de Farûk al-Shara'a marque la promotion d'une série d'hommes et de femmes nouveaux. À ses côtés, Buthayna Sha'aban devient traductrice avant d'assumer le rôle de porte-parole du pouvoir, Walid al-Mu'allim est nommé ambassadeur aux États-Unis, tissant des liens forts outre-Atlantique. Ces nouveaux diplomates doivent dans l'urgence trouver la formule consensuelle à la crise irakienne.

Cette dernière présente trois menaces pour la Syrie. S'il semble difficile de soutenir le régime honni de Bagdad, il paraît tout aussi problématique de vouloir endosser une position agressive à son égard au nom de la solidarité arabe et de la dénonciation des impérialistes, *leitmotiv* syrien. De même, l'appel irakien à cesser toute occupation peut être une arme de guerre contre la présence syrienne au Liban. Enfin, le rapprochement avec la Palestine, l'engagement de Yasser Arafat aux côtés de Saddam Hussein et, plus généralement, la popularité du chef irakien dans l'opinion publique syrienne empêchent d'agir unilatéralement. La concertation des diplomates et de la présidence aboutit à une déclaration incantatoire : les actions irakiennes mettent en péril la nation arabe en la soumettant à de potentielles rétorsions internationales.

En réalité, le basculement syrien s'opère rapidement lorsque James Baker se rend à Damas pour requérir sa participation à la coalition internationale[32]. Après vingt ans de discussions syro-américaines, Hafez al-Assad sait manœuvrer avec ses homologues d'outre-Atlantique. En échange d'une collaboration au moins symbolique (les troupes syriennes ont ordre de ne pas s'opposer, en apparence, à des

frères arabes), Damas peut envahir l'espace libanais, détruire tous ses opposants (hormis la zone sud sous contrôle israélien) et être réintégré dans le concert des nations. Officiellement, l'internationalisation de la crise irakienne inclut l'URSS. Dans la réalité, Assad opère un retournement d'alliance.

La victoire militaire est obtenue par les forces internationales contre Saddam Hussein au début de l'année 1991, clôturant six mois de doutes quant à l'issue d'une crise. Les conclusions de paix sont plus qu'ambivalentes, cependant. L'intervention militaire a libéré un territoire, mais elle a laissé l'insurrection populaire se faire massacrer par le régime irakien. Elle a remis en cause la puissance irakienne alors que les sanctions, loin d'abattre le régime, permet son redéploiement. La Syrie devient partie prenante de la « question irakienne[33] ». Quatre incidences l'affectent. L'état de délabrement dans lequel l'Irak est plongé précipite l'émergence de nouveaux réseaux de contrebande réticulant entre Homs, Raqqa et Deir ez-Zor pour fournir les denrées rares aux Irakiens[34]. De nouveaux liens se forment dans un vaste croissant fertile. Ensuite, de nouvelles rencontres baathistes irako-syriennes voient le jour à Damas[35]. Ce rapprochement historique offre pour les dignitaires irakiens un asile en Syrie, pour les Syriens, de nouveaux outils d'influence à l'est. En parallèle, la non-résolution de la question irakienne précipite une instabilité chronique qu'utilise le régime de Assad pour se positionner dans les équilibres internationaux. Enfin, les lendemains immédiats de la guerre ouvrent de nouvelles négociations entre Israël et les pays arabes, dont le régime veut bénéficier.

Entre 1991 et 1996, alors que l'économie syrienne retrouve une certaine stabilité et, par ce biais, les populations une certaine aisance, se joue la grande affaire du régime pour ouvrir une succession digne au fils du président : parvenir à un accord de paix avec Israël. Pour Hafez al-Assad, la défaite de 1967 et les pertes territoriales demeurent la marque d'un échec de son régime. Il a pu croire en 1973-1974 que des ouvertures diplomatiques américaines restitueraient à la Syrie les terres occupées. La déconvenue n'en fut que plus grande. L'ouverture de la conférence de Madrid en 1992 est aussi abordée avec prudence par la diplomatie syrienne. Sa maîtrise des discours américains et européens lui permet de se repositionner à l'égard des puissances occidentales. Une nouvelle constance détermine les progrès de la Syrie

dans les négociations de paix : obtenir les trois concessions vitales pour le régime, à savoir se voir restituer les terres du Golan (frontière de 1967, comprenant un débouché sur le lac de Tibériade), conserver une influence au Liban forte, être reconnu, enfin, comme une puissance indispensable aux affaires de la région.

Depuis le début de la crise du Golfe, les bénéfices obtenus sont certains. Concernant la Communauté européenne, la participation de la Syrie à la guerre a entraîné la fin des sanctions mises en place en 1987. Surtout, la réouverture des marchés européens et l'aide au développement que promet l'Europe pour une région en recomposition doivent stabiliser l'économie du pays. L'exploitation et la vente de pétrole relèvent enfin des compagnies européennes. Avec six cent mille barils, la production, sans faire de la Syrie une puissance pétrolière, permet la rentrée des devises indispensables au régime. Grâce à ces fonds, il peut se passer à partir de 1997 d'établir un budget d'État. Pour perpétuer la coopération avec l'Europe, le régime met en avant ses compétences en matière de lutte contre la drogue puis contre le terrorisme[36]. Mais pour les diplomates syriens et le président, seuls importent réellement les États-Unis.

Parachever le rapprochement avec les États-Unis a pour but de trouver une solution durable avec Israël. Obtenir la paix autoriserait le régime à modifier les équilibres internes au pouvoir. L'armée, n'ayant plus de vocation à la résistance, pourrait aisément être contrôlée, ce qui ne signifie pas nécessairement une diminution de son importance. Hafez al-Assad offrirait à son successeur, potentiellement Bassel al-Assad, les outils de contrôle à l'encontre de ses adversaires internes. En outre, l'exemple égyptien démontre au chef d'État que la paix pourrait restaurer les rentes stratégiques de la Syrie, les États-Unis et l'Union européenne pouvant financer cette paix. Aussi, les négociations sont suivies avec attention. Pour cela, les diplomates syriens sont prêts à des concessions. Les discussions se multiplient au tournant de 1994, en présence du président Bill Clinton. Les États-Unis font part alors d'une requête : les responsables « terroristes », ceux identifiés pour leurs actions au Liban et ailleurs, devraient être remerciés et toute aide aux organisations externes, interrompue. Ce sont donc les principaux chefs des renseignements syriens qui sont visés.

Le processus de succession peut dès lors prendre forme. Une

nouvelle génération de dirigeants dans la finance et la sécurité porte un autre modèle de développement qui leur fournit les ressources pour tisser des réseaux de clientèle à travers le pays. La présidence résout les questions internationales susceptibles de menacer la transition, que ce soit le Liban par les accords de Taef qui mettent fin à la guerre civile, que ce soit l'Irak par une entente tacite avec le régime de Bagdad diminué, ou que ce soit avec Israël. Un homme en vient à incarner la Syrie de l'avenir : Bassel al-Assad, dont les photos et les images se diffusent à travers la Syrie. Les parebrises des voitures sont ornés d'illustrations du père et du fils, les reproductions le font jouer au billard dans le centre culturel russe, travailler derrière un ordinateur au ministère de l'Économie, commander les troupes ou porter l'uniforme dans la plupart des casernes[37].

Ce processus est stoppé net quand, le 21 janvier 1994, celui qui s'adonne à la vitesse au volant de sa voiture – comme toute une jeunesse dorée du régime – ne peut contrôler son véhicule. Les Syriens se réveillent avec des versets du Coran psalmodiés à la radio et à la télévision, les drapeaux sont en berne, des tentes pour les condoléances se dressent dans le pays. Le Dauphin promis à la succession est mort. Pendant quarante jours, la Syrie est en deuil. Ce moment marque un tournant à plus d'un titre. Le régime force le deuil sans parvenir à exploiter l'émotion populaire suscitée par l'événement[38]. Le fait de fermer les commerces agace. Cela illustre les rapports d'une direction personnalisée, barricadée dans les appartements du pouvoir, avec une société perçue comme source de troubles et dont les échos parviennent sous la forme de rapports des renseignements. Mais dans une Syrie faisant « comme si », un culte au jeune martyr est nécessaire. L'iconographie du fils défunt, les mesures de deuil participent d'une même geste que le nouveau palais présidentiel inauguré sur les hauteurs de Damas : symboliser le pouvoir d'un homme pour qu'il ne lui soit pas contesté.

Bassel n'est plus. Il faut trouver un successeur. Immédiatement, Hafez al-Assad rappelle son second fils, Bashar al-Assad. Ce dernier a achevé en 1992 ses études de docteur ophtalmologue à Londres. Il y a rencontré Asma al-Akhras, issue d'une riche famille de Homs travaillant à la City. En 1994, il revient en Syrie. Après avoir assisté aux côtés de son père aux obsèques, sur le devant de la scène, Hafez al-Assad le promeut comme son successeur, ce qui suscite de vives

critiques dans l’appareil sécuritaire. La réponse ne se fait pas attendre. Hikmat al-Shihâbî est mis en résidence surveillée dès le mois d’avril. Dans le même registre, Mohammed ‘Alî Dûbâ (le fils de ‘Alî Dûbâ) part en Europe après avoir été accusé de différents trafics. Les principales figures des services ou leurs enfants sont visés. Ces sanctions s’accompagnent de facilités pour leurs proches afin qu’ils conservent leurs affaires. Une nouvelle modalité de gestion se dessine : les principaux dignitaires des services de renseignement sont mis de côté, leurs réseaux neutralisés par la chute de leurs chefs, mais ils peuvent se reconvertir dans les affaires. En quelques mois, les factions sont mises au pas. Pour compléter la transition, le frère de Bashar, Maher, est aussi soutenu[39]. Dès mai 1994, une répartition tacite advient entre l’aîné, chargé de devenir le successeur, et le cadet, à qui incombe la direction des services militaires.

Le président vieillissant prématurément – à soixante-cinq ans il est atteint d’une leucémie, affaibli par une suractivité –, il tente de transmettre les principaux dossiers à son fils. Se croisent alors les affaires à régler pour stabiliser la transition et la promotion du futur dirigeant. La première politique consiste à faire adopter Bashar al-Assad par d’autres dignitaires. Les puissances européennes, toujours secondaires pour le président, peuvent suppléer à cela. Dans ce cadre, l’arrivée au pouvoir de Jacques Chirac, en 1995, devient un temps d’opportunités[40]. La Syrie s’est endettée auprès de la France. Ce dossier reçoit une attention spéciale des deux parties. Une mission part pour la Syrie proposer un ensemble d’aménagements qui satisfont l’autre partie. En parallèle, Bashar al-Assad se rend en France, recevant le parrainage de la France. Cet adoubement lui confère une nouvelle position internationale.

En Syrie même, Bashar al-Assad reprend les activités en faveur de l’informatique, développées par son frère. Il poursuit son ascension dans l’armée, devenant officier de la Garde républicaine en 1998. Mais il ne peut intervenir dans les principaux dossiers. À l’image des dictatures en fin de règne, les services bureaucratiques se contentent de traiter des affaires courantes. Dans ce contexte, une crise frontalière menace de précipiter la guerre avec la Turquie. En 1989, le gouvernement turc a entrepris un vaste programme d’aménagement hydraulique, avec la construction de barrages sur l’Euphrate, en amont de la Syrie et de l’Irak, ce qui ne peut taire toutes les critiques côté

syrien. L’Irak dénonce l’entreprise turque, appuyé par les autorités syriennes. Les questions d’eaux pèsent sur le développement de l’Est syrien[41], alors même que Deir ez-Zor est en passe de devenir la capitale pétrolière du pays.

Un autre motif de contestation s’ajoute : les activités des militants kurdes du Parti des travailleurs (PKK) depuis la Syrie. Certains trouvent refuge dans les secteurs d’Afrine, de Kobané (Ayn al-Arab) et de Kamishli. Or, avec l’affermissement de la kurdicité dans le nord de l’Irak, en 1993, une nouvelle politisation anime les groupes kurdes de Turquie et de Syrie. Dans le premier pays, la lutte armée reprend, menée par le PKK et leur chef charismatique, ‘Abdullah Ocalan. Ce dernier s’exile en Syrie. En 1998, alors que la lutte s’intensifie en Turquie, que le gouvernement doit donner des gages à l’armée, violemment antikurde, pression est faite sur la Syrie pour que toute aide aux Kurdes cesse. Il semble que Bashar al-Assad initie alors le dialogue avec les partenaires turcs, premier rapprochement entre les deux pays[42]. Il se charge de trouver le compromis pour éviter la guerre. Ocalan est convié à quitter le territoire, il est arrêté au Kenya quelque temps plus tard. La coopération des deux États reprend.

À la fin du siècle, la Syrie apparaît bien transformée. Le peuplement de son territoire s’est stabilisé avec la sédentarisation des tribus et l’essor d’une agriculture irriguée. Les terroirs transformés par les lois socialistes forment une mosaïque de propriétés de moyenne dimension jouxtant des fermes d’État. Les réseaux routiers ont désenclavé la plupart des territoires difficiles d’accès, principalement la montagne Alaouite et la façade méditerranéenne. La population est en passe de devenir majoritairement urbaine avec approximativement huit millions de citadins pour huit millions de ruraux. Mais les villes sont loin de présenter les mêmes conditions de vie. Un vaste réseau de petites et moyennes agglomérations correspond par ses fonctions à des extensions de village. Le marché s’y tient, l’école est présente, parfois le secondaire, les centres culturels diffusant les conférences approuvées par le ministère de l’information animent une culture d’État, imposée aux fonctionnaires, qui en constituent le principal public. Les conseils de ville permettent d’offrir les gratifications et de sanctionner, servant de courroies de transmission au pouvoir central. Homs, Hama, Lattaquié s’apparentent à de grosses agglomérations dont le centre historique indique un passé lointain et dont les nouveaux

quartiers prédominants rappellent l’essor fulgurant. L’afflux de populations n’est pas allé avec leur fusion dans la ville, les clans, les confessions animent des réseaux de charité, d’entraide, de services pour trouver des emplois, et de mariage. Alep et Damas enfin dominent. Elles restent des capitales que plus d’un qualifierait de provinciales, avec les vieilles voitures américaines des années 1950, le faible nombre de devantures postérieures aux années 1970. Elles reflètent comment un pays est passé de six à seize millions d’habitants sous la direction d’un pouvoir de plus en plus rigide incarné par Hafez al-Assad qui, à l’orée de ses soixante-dix ans, semble un vieillard.

En 1999, il est réélu pour son cinquième mandat. La procédure est maintenant rituelle entre sa désignation par le bureau du parti, l’approbation par l’Assemblée et le référendum donnant l’onction populaire. Il se consacre alors à l’unique dossier d’importance : les négociations avec Israël. Depuis 1994, des progrès ont été accomplis[1]. La fin de la présidence Clinton, l’arrivée au pouvoir du travailliste Ehud Barak et la volonté du régime de trouver un compromis concourent à faire de ce moment un temps propice à la paix. Assurés par les représentants américains des concessions territoriales – la récupération de l’intégralité du territoire syrien en 1967 –, Hafez al-Assad s’envole pour Genève où il doit rencontrer Américains et Israéliens. Mais, lors de la première séance, il veut s’assurer de l’accord formel sur le lac de Tibériade. Devant le refus opposé, la délégation syrienne repart. La paix ne peut se faire sans les terres…

Le président voué à l’éternité (*al-ra’is al-khâlid*) est rongé par la maladie. Le 21 juin 2000, la Syrie se fige dans le déploiement d’un très important dispositif de sécurité : le président éternel est mort.

Les images associées au régime de Assad véhiculent deux moments forts mais bien distincts. La première renvoie à la montée au pouvoir et à la répression féroce du mouvement civil, quand la seconde, au cours des années 1990, met en scène la structuration du régime par un culte du chef, la prééminence des services de sécurité dominés par des chefs inamovibles, dont les luttes sanglantes pour obtenir des positions et des marchés mettent aux prises leurs hommes, et l’impossible critique du chef de l’État. Élections et corruption (et campagne anticorruption) favorisent le renouvellement d’élites qui acceptent le fonctionnement du système. Parallèlement, une profonde refonte de

l'économie, du mode de développement et de la position régionale et internationale entraîne la réinsertion de la Syrie dans les circuits commerciaux, permettant la rentrée de devises indispensables au cours ordinaire de la société. Cette mutation modifie les équilibres sociaux : les classes moyennes subissent la crise, les campagnes continuent de se vider de leur population et une fine classe riche émerge. Tout semble de plus en plus conditionné à la gestion centralisée et à Hafez al-Assad. Toutefois, au terme d'un quatrième mandat et au début du cinquième, il préside un pays dont les caractéristiques ne sont plus équivalentes au temps de sa prise du pouvoir. La succession qui s'annonce avec l'avènement de Bashar al-Assad pose de nombreux défis.

Chapitre X

Assad (III)

Le 10 juin 2000, le trafic de voitures s'arrête, les fonctionnaires sont conviés à rentrer chez eux, la télévision psalmodie des versets du Coran. Le président Hafez al-Assad vient de mourir à l'âge de soixante-dix ans, après avoir régné durant trente ans. Une interrogation domine tous les esprits : que va-t-il se passer maintenant ? Ce pays de plus de seize millions d'habitants, dont la moitié a moins de quinze ans et a toujours vécu sous la présidence de Hafez al-Assad, vit quelque chose de nouveau.

À l'époque, les analystes se focalisent sur la manière dont de jeunes dirigeants succèdent à leurs pères dans l'ensemble des pays arabes[2]. Un terme apparaît pour désigner ce processus : la *jumlukiyya*, croisement de monarchie (*mamlaka*) et de république (*jumhurriyya*). Le régime syrien est le premier confronté à cette situation, avec la montée en puissance du fils aîné, Bashar al-Assad. Pourtant, ce dernier n'a alors que trente-quatre ans. Ce jeune homme aux yeux bleus donne l'espoir du renouveau.

La tâche est immense dans un pays qui s'est refermé sur lui-même pour que le régime survive. La fin du monde bipolaire a conduit à perturber les circulations économiques établies et modifié la place de la Syrie dans le concert des nations. Dans un Moyen-Orient alors marqué par l'hégémonie américaine, sous l'action volontariste du président Bill Clinton[3], la trajectoire syrienne paraît une anomalie. Aussi, le nouveau président est incité à ouvrir la Syrie, à la faire entrer dans une modernité que l'on cherche à définir pour cette région. Son principal parrain, Jacques Chirac, n'hésite pas à appuyer les entreprises de réformes de celui qu'il protège depuis 1996[4].

Les images les plus contradictoires circulent sur une présidence hors du commun à plus d’un titre. D’abord perçu comme un modernisateur empêché par la vieille garde du régime, Bashar se révèle une décennie plus tard comme le bourreau de son peuple. Président fragile, menacé en 2003, il est un des seuls survivants des soulèvements de 2011. Ces lignes étant écrites alors que la Syrie n’a pas encore commencé à se relever de la guerre civile qui l’a ensanglantée depuis, il faut ici s’efforcer plus encore de ne pas lire les événements en fonction de leurs conséquences, mais de restituer les trajectoires empruntées par une société et un régime pour comprendre la conflagration finale.

Les archives étatiques ne sont que partiellement accessibles. En revanche, d’autres sources y suppléent, créant parfois un vertige documentaire. Les notes de think tanks, les analyses variées d’un monde de l’expertise en pleine croissance, les ouvrages de témoignages, les vidéos bientôt, les blogs enfin, démultiplient les informations, rendant parfois difficile l’établissement des faits. En suivant cette dernière séquence de la Syrie des Assad, il devient possible de voir comment les lentes mutations constatées dans ce livre sous-tendent un processus révolutionnaire inédit. Une Syrie se révèle dans la crise, soulignant toutes les contradictions des évolutions contemporaines.

Un jeune président au pouvoir

À trente-quatre ans, Bashar al-Assad symbolise certains traits de son pays. Il n’est pas si éloigné en âge de la majorité de la population, très jeune encore. Parmi l’élite, qu’elle soit politique ou économique, il appartient à une génération de « fils » qui prennent la place des pères. Ces derniers avaient pour la plupart fondé le régime dans les années 1970. En 2000, ils se retirent, de gré ou de force. Son parcours atteste les mutations contemporaines des dirigeants. Plutôt que faire des études au pays, il part compléter sa formation en Angleterre où il réside entre 1992 et 1994. Il y rencontre sa femme, elle-même travaillant pour la banque d’affaires J.P. Morgan. Leur mariage illustre le rapprochement des élites politiques, sécuritaires et économiques, alaouites et sunnites. Bien que le père de la mariée soit un médecin de renom, son ancrage homsiote souligne cette ascendance.

Bashar dispose du soutien des alliés de son père, principalement Mustafâ Tlâss[5]. Ce dernier connaît intimement les rouages du parti et de l’armée. Dans les jours qui suivent la mort de Hafez al-Assad, il s’active pour assurer une transition toujours incertaine. À ce moment, l’oncle Rifa‘at al-Assad tente de revenir dans le champ politique, mais il en est bien vite écarté. L’Assemblée du peuple se réunit pour modifier la Constitution. L’âge potentiel du président est abaissé. Un congrès exceptionnel du parti Baath intronise le nouveau prétendant, dont l’élection est validée par référendum le 10 juillet 2000[6].

Derrière une manœuvre qui semble naturelle, en réalité les tensions dans les équipes au pouvoir sont fortes. Pour de nombreux adeptes du régime, la transition devrait permettre de le rénover. Une figure tente de proposer une autre voie, ‘Abd al-Halîm Khaddâm, dernière personnalité active du premier cercle historique. Pour lui, il s’agit de restaurer un ordre baathiste, c’est-à-dire de s’appuyer davantage sur le parti pour retrouver l’époque mythifiée des années 1970. D’autres, au contraire, pensent que l’heure est à l’ouverture démocratique.

Dans l’immédiat, la mort de Hafez al-Assad crée un renouveau du mouvement civil. Dans les mois qui suivent l’intronisation du nouveau président, des salons se tiennent – principalement à Damas – dans

lesquels intellectuels, citoyens de tous bords parmi les classes supérieures, anciens militants des partis politiques proscrits, activistes interrogent l'avenir de la Syrie, du régime et de la manière dont il peut être réformé[7]. Certains de ces salons mettent en procès les services de renseignement, cause de toutes les plaies des dernières années.

Ce mouvement – bientôt appelé printemps de Damas – reçoit des échos variés[8]. Pour les jeunes, ceux qui se remémorent dix ans plus tard cet épisode (en 2012), il s'agissait d'un groupe de personnes âgées proposant les mêmes formules d'antan, incapables de remettre en cause l'ordre des choses. Pour les habitants hors des deux capitales, c'est un épiphénomène, qui perd de son importance devant la prise en main du pouvoir par le nouveau président. Loin d'apparaître comme une remise en cause de l'ordre des Assad, le printemps de Damas s'apparente à un succédané du mouvement civil des années d'avant la répression. Peut-être, enfin, les mots d'ordre proches de l'actualité internationale et diplomatique ne font pas sens pour la population locale. Tout de même, il permet à des militants de reprendre goût aux organisations collectives, et les arment de nouvelles expériences.

Les premières années de la présidence sont marquées par des symboles. Le nouveau président s'entoure des proches qu'il a côtoyés lors de sa montée au pouvoir comme Sâmî Khiyâmî ou Imad Mustafâ. Tous deux partagent une formation technique. À la tête de la Syrian Computer Society, le nouveau président promeut ces ingénieurs, trentenaires et quarantenaires, dans les administrations et ministères. Il fait venir des experts qu'il place aux positions clés, comme Nibras Fâdil. Il sort dans les rues, se rend en compagnie de son épouse dans les restaurants, visite le pays. Il rend le pouvoir visible et en quelque sorte accessible[9]. Après une longue décennie où le président était invisible et craint, de nouvelles initiatives semblent possibles. La répression du printemps de Damas en rappelle toutefois les limites. En revanche, des incitations aux projets culturels et économiques visent à développer des activités jusque-là absentes en Syrie et pouvant mobiliser les énergies d'une jeunesse avide de transformations.

Dans le même temps, le nouveau président doit maintenir son contrôle sur les services de renseignement et plus généralement marquer sa maîtrise des jeux de pouvoir. Les factions en place sont toujours susceptibles de contester son rôle. Bashar al-Assad et ses proches dont Maher al-Assad, Hâfiz Makhlûf (commandant de la

sécurité centrale de Damas) reprennent les méthodes utilisées par son père. Une vaste rotation des personnels bouleverse les équilibres des services. Il s'appuie sur des figures importantes des services, tel Bahjat Sulaymân. Ce dernier, général, formé en Roumanie, propose une approche réformiste en publiant sous pseudonyme différents articles à ce sujet. Ce remaniement, s'accompagnant au besoin de départs en retraite, n'est pas une purge au sens propre du terme, les agents restant en fonction. Néanmoins, modifier les hiérarchies dans les départements assure de nouvelles chaînes de commandement, que le président peut faire obéir à partir d'un jalon choisi. Surtout, ces mutations empêchent que le moindre membre des services puisse s'exprimer en son nom, restreignant toute marge de manœuvre. Une fois encore, les Assad s'apparentent à des orfèvres de la gestion de carrière pour développer les loyautés, écarter les figures opposantes et conserver un contrôle sans partage.

Les échos de l'époque parlent de lutte entre « vieille garde » et nouvelles figures. La réalité combine un effort décennal, entamé en 1994, pour écarter les grandes figures des services, et une entreprise inédite de mutations. Le paradoxe cependant est de mettre en présence des personnes d'horizons différents, donnant à voir le choc des cultures. Le chef de département, formé dans les années 1970, est empreint de référents soviétiques, alors que le jeune responsable assurant la vice-direction sort d'une université anglo-saxonne. Quand ce dernier explique les nouvelles façons de gérer et d'administrer, le premier a du mal à comprendre le sens de la nouvelle politique. En revanche, nul conflit n'est à enregistrer véritablement. Patiemment et savamment, les mutations de personnels, les mises à l'écart, les pressions et incitations dotent le régime d'une nouvelle armature. L'ouverture économique fournit de même un appel vers des activités jusque-là inexistantes. Cependant, il s'agit bien de la prolongation des politiques initiées dans les années 1990 bien plus que d'un programme de réforme qui voit le jour.

La dualité caractérise donc la gestion de Bashar al-Assad. Le formel et l'informel coexistent[10]. Si le Parlement se réunit, discute, amende et vote les lois, en réalité, les décisions sont prises par les services de renseignement qui peuvent faire pression sur les décideurs. Le régime se veut présidentiel, avec une reconduite des mandats, il se base sur un parti dirigeant. Dans le même temps, le chef de l'État est avant tout un

chef de clan gérant les intérêts de chacun et veillant à ce que l'ensemble travaille dans le sens du chef. Aussi, dans le quotidien du pouvoir, les dossiers de détail (changement de fonctions, obtention de marchés, etc.) importent souvent plus que des grandes politiques. Toute une série de liens tissent un vaste réseau autour du président. Les oncles comme Jamîl al-Assad sont chargés des affaires de Lattaquié. Râmî Makhlûf, le cousin, devient un des acteurs majeurs de l'économie en prenant des parts dans les principales compagnies. Il apparaît comme le prête-nom de Bashar al-Assad qui veille à l'enrichissement du clan. D'autres membres plus lointains dans la famille deviennent chefs de garnison, chefs des services régionaux, etc. Le noyau central contrôle de façon réticulaire le pays et ses ressources.

Une autre dualité préside à la gestion assadienne : la très forte liberté des décideurs locaux et régionaux cotoie la centralité du président. Qu'un gouverneur passe dans un village et décide l'adduction des eaux, et les chantiers débutent. Qu'un chef des renseignements local ait un différend avec le directeur d'une entreprise, et ce dernier aura toutes les peines pour obtenir les accréditations au bon fonctionnement de sa société. Que des groupes locaux s'affrontent, le chef local des renseignements devient arbitre, emprisonnant au besoin, torturant et faisant disparaître les récalcitrants. Avec une longue décennie de remise en cause du parti Baath, ce dernier joue un rôle encore dans les villages et quartiers, mais il ne peut plus assumer la fonction de direction ni concurrencer certaines notabilités. Un jeu à deux échelles prend place : au centre, le président et ses proches gèrent l'ensemble des dossiers, localement, des représentants des services et des notabilités disposent de larges prérogatives, pourvu qu'ils ne remettent pas en cause les décisions du chef.

La gestion autoritaire empêche le règlement politique des conflits locaux. Les griefs ne peuvent trouver de solutions devant les tribunaux en l'absence d'informations et de données d'enquêtes précises. Pour ne prendre qu'un exemple, l'ensemble des mutations foncières est connu précisément des services de renseignement mais de telles informations ne sont pas communiquées aux parties en conflit, créant des différends à l'occasion de questions de terres et de voisinages.

En 2000, alors que le jeune président accède au pouvoir, des

incursions bédouines venant du Hauran occasionnent un ensemble de dommages dans la montagne Druze[11]. En réponse, les populations exigent des protections et réparations. Il n'est pas jusqu'aux étudiants druzes de l'université de Damas qui n'entament un *sit-in*. Ces manifestations déplaisent aux autorités qui les répriment dans l'indifférence générale. Les chars sont déployés dans les rues des villes dans la montagne. Ne pouvant articuler leur demande à des questions nationales, les représentants druzes sont laissés pour compte. Une fracture s'établit alors. Cette dernière est d'autant plus importante que des groupes nombreux de Druzes habitent dans les banlieues de Damas. Dix ans plus tard, les chefs de la communauté sauront se souvenir des actions de chacun.

Ce moment illustre les effets d'une gestion pluridécennale. Les terroirs syriens se trouvent segmentés les uns par rapport aux autres par des politiques visant à valoriser telle ou telle identité. Toute une série de fractures ne trouvent pas de résolutions pérennes par l'absence de règlement politique, c'est-à-dire de lieux de négociation et d'ajustement. Si, dans les premières années du régime Assad, les instances du parti et les assemblées des villes pouvaient suppléer à la fin des libertés, le long règne des services – fin connaisseurs des sociétés locales par ailleurs – cisaille les tissus locaux d'infimes blessures qui, en présence d'un minimum de libertés, se réveillent, usant des identités confessionnelles et ethniques comme armes de mobilisation et de défense.

Irak et Liban

Deux séries d’événements bouleversent la trajectoire de la Syrie et affectent fortement les représentations de ses habitants. Pour plus de clarté, nous réunirons ici leur présentation. Officiellement au nom d’une lutte contre le terrorisme et les armes de destructions massives, l’administration de George W. Bush déclenche une opération militaire contre l’Irak. En quelques semaines, le régime de Saddam Hussein s’effondre. Mais, contrairement aux attentes, aucun plan ne prévoit la remise en marche du pays. « Débaathification » et démilitarisation privent l’État de l’armée et des services de renseignement, jetant sur les routes de dizaines de milliers de fonctionnaires[12]. La Syrie dispose alors d’un siège au Conseil de sécurité et appuie les initiatives françaises contre l’invasion. Les deux approches divergent une fois la guerre menée. Pour les Français, il faut restaurer la paix, pour les Syriens, empêcher une victoire américaine[13].

Pour le régime syrien, les ressemblances entre l’Irak et la Syrie lui font craindre une intervention américaine dans le cadre de la démocratisation du Moyen-Orient. Mais les difficultés nées de l’insurrection armée empêchent toute nouvelle opération. L’Irak devient un champ de guérillas croisées, où groupes baathistes, islamistes, sadristes (des chiites duodécimains partisans de Moktada Sadr), peshmergas (les combattants kurdes) s’affrontent tout en luttant contre l’occupant américain[14]. Cet embrasement est directement exploité par le régime syrien. Depuis les années 1990, un rapprochement s’est opéré entre les dirigeants baathistes des deux pays. De nombreuses figures du régime prennent refuge en Syrie et en Jordanie. Les services syriens les appuient dans leur lutte contre les Américains. Très vite entre 2003 et 2004, la position de Damas devient duale. La Syrie est partenaire de la lutte antiterroriste, elle est liée par des accords depuis 2001, à la France par exemple, pour mener à bien cette mission.

Dans le même temps, le pays devient un espace de transition pour les combattants antiaméricains, qu’ils soient étrangers ou syriens. Des figures célèbres se font connaître dans le recrutement de volontaires,

comme le cheikh Mahmûd Abû al-Qa‘qa‘ à Alep. Deraa est aussi un lieu d'intenses départs. Le croisement de la défense de l'islam et de la lutte contre l'ennemi américain constitue un motif susceptible de convaincre une jeunesse prête à agir. La résonance de la seconde intifada en Palestine renforce la détermination. En outre, la contrebande active à l'époque de l'embargo sur l'Irak (1991-2000) reprend avec la déliquescence des circuits productifs irakiens. Dès l'année 2005, le régime semble préservé d'une attaque américaine. Lorsque Colin Powell menace, le régime de Damas donne des gages en arrêtant des figures importantes des milieux jihadistes[15]. Mais à aucun moment, les États-Unis ne peuvent tenter une opération en Syrie.

La guerre en Irak affecte fortement les Syriens[16]. La première raison tient à la couverture de ce conflit par les chaînes satellite. Selon les témoignages postérieurs, la prise de Bagdad est vécue comme l'effondrement d'un monde, la mort de Saddam Hussein désacralise la figure du tyran tout en suscitant du rejet, l'embrasement de l'Irak inquiète. Pour la première fois, les Syriens suivent un conflit en dehors des canaux de la propagande officielle. Aussi, des réactions spontanées se font jour, comme des manifestations étudiantes à Alep, tolérées dans la mesure où elles ne dévient pas de la ligne du régime.

Le caractère intime de la guerre est transmis par le flot de réfugiés fuyant les combats. À partir de 2004 et de façon croissante jusqu'en 2008, le nombre d'irakiens ne cesse d'augmenter en Syrie[17]. Les chiffres sont sujets à débat, minorés dans un premier temps, ils sont majorés pour obtenir plus de subventions dans les années 2008-2009. Certains quartiers de Damas (Sayyida Zaynab, Jaramana par exemple) ou d'Alep s'irakisent. Le contact régulier entre Syriens et Irakiens colore la guerre d'une intimité inédite. Les faits sont expliqués, contextualisés, n'étant plus un simple attentat anonyme par exemple. La fuite des chrétiens de Bagdad à destination d'Alep réveille les peurs liées à une destruction par les troupes islamistes, réactivant les souvenirs de 1860. En cela, une confessionnalisation par exportation se produit.

Les protestations kurdes de 2004 se situent au croisement des blocages internes, empêchant l'expression des diversités et de la crise irakienne[18]. L'absence de reconnaissance (120 000 Kurdes ne disposent pas de la nationalité), les difficultés à accéder à la propriété

et les multiples discriminations suscitent des frustrations, qui, à l'exemple des Druzes, ne trouvent pas d'exutoire par la fermeture de l'espace public et l'hégémonie imposée du discours arabiste. Le 12 mars 2004, à Kamishli, l'une des principales villes de la Jazîra kurde, avant un match de football, les supporteurs de deux équipes (l'une arabe, l'autre kurde selon la présentation des témoins) s'insultent puis échangent des coups. Les forces de l'ordre interviennent, des blessés et des morts sont recensés. C'est le catalyseur.

Alors que la zone irakienne nord devient le gouvernement autonome du Kurdistan, dans l'après-2003, les populations kurdes de Jazîra en appellent à une pleine égalité, voire une autonomie. Des manifestations éclatent dans les grandes villes. L'armée est déployée et réprime violemment. Les chiffres demeurent incertains. Probablement quelques centaines de morts sont dénombrées, dans l'indifférence générale de l'opinion publique syrienne. Maher al-Assad conduit les opérations pour faire cesser les troubles. Il s'ensuit plusieurs conséquences. Le régime apporte une réponse technique aux revendications, ce qui est enregistré dans le nouveau plan quinquennal : il faut développer cette province. Les populations locales notent le décalage entre la violence à laquelle elles ont fait face, et l'opinion. Cela renforce le sentiment identitaire minoritaire. Enfin, ces événements attestent le décalage entre les groupes sociaux. Si la guerre d'Irak ne brise pas le régime, elle transforme les rapports des composantes de sa population.

En 2004, au Liban, l'insistance syrienne à souhaiter la réélection d'Émile Lahoud à la présidence crée un divorce avec le milliardaire Rafîq al-Harîrî, lui-même président du Conseil et responsable de la reconstruction du Liban[19]. Très proche de Jacques Chirac depuis 1986, et de ‘Abd al-Halîm Khaddâm, par le biais duquel il avait aidé au financement du palais présidentiel syrien, il lutte contre les réagencements opérés par Bashar al-Assad qui entend pérenniser la mainmise syrienne. Les joutes politiques se poursuivent et Harîrî, fort de ses appuis, tente de défier Damas. Convié à une réunion le 26 août 2004 dans la capitale syrienne, il revient très inquiet. Le 14 février 2005, sa voiture explose à proximité de l'hôtel Saint-Georges à Beyrouth. Les responsabilités dans son assassinat ne sont pas encore pleinement éclaircies d'autant que la scène de crime est

immédiatement nettoyée. Cette action faite pour rappeler les prérogatives des services syriens, semble-t-il, n’aboutit pas aux résultats escomptés.

Dans les jours qui suivent, de fortes mobilisations sont recensées dans le centre-ville de Beyrouth. Les manifestations, dont le flot grossit au cours du mois, exigent le retrait des forces syriennes. Le 8 mars, une contre-manifestation remercie les Syriens de leur présence. Le 14 mars, plusieurs centaines de milliers de personnes appellent à un changement de situation immédiat. En parallèle, Jacques Chirac mène une campagne diplomatique intense pour aboutir à la condamnation de la Syrie par l’Organisation des Nations unies. Un calcul s’impose pour lui : ôter les forces du Liban et le régime de Damas chancellera. Le retournement progressif de la France entre 2003 et 2005 est spectaculaire. Sans vouloir défendre un programme de démocratisation à l’américaine, le président français veut forcer le sort qui peut donner aux peuples l’occasion de reprendre le contrôle de leur destinée.

Les pressions françaises couplées aux mobilisations de rue aboutissent le 28 avril 2005 à l’annonce du retrait syrien. À Damas, c’est l’occasion pour de nombreux intellectuels d’en appeler à des réformes internes et à une normalisation des rapports diplomatiques entre les deux pays. Ils font écho à l’appel du journaliste et intellectuel libanais Samîr Kassir, en faveur de « l’indépendance du Liban et la démocratie en Syrie[20] ». Ce dernier meurt quelques mois plus tard dans un attentat. Au sein du régime, ce retrait vaut de vives critiques au jeune président. Il est accusé de ne pas avoir su gérer la crise. En réalité, l’affaire libanaise souligne une certaine génétique du système : les rapports interpersonnels primant, il était plus coûteux de perdre Émile Lahoud à la présidence que d’opter pour un compromis avec ses adversaires. Il est préférable d’imposer par la force une solution, quitte à devoir concéder des replis tactiques importants pour assumer les conséquences de cette action.

Plusieurs conséquences découlent des deux dossiers régionaux. Entre 2005 et 2008, le régime syrien opère un changement de politique étrangère. Il s’ouvre aux pays de la région, invités à investir massivement. Les conditions qui sont proposées aux potentiels acquéreurs leur donnent de larges privilèges. L’Iran profite en premier lieu d’un accès aux sites chiites et en retour investit dans le pays. Ce

sont surtout les États du Golfe qui peuvent disposer de pans entiers de localités : nouveaux quartiers à Palmyre dont la construction est projetée au détriment des ressources en eau, nouveaux ensembles à Damas dépossédant les habitants sont autant d'aspects d'une gestion qui semble donner des segments de souveraineté syrienne à ceux qui sont prêts à financer à court terme la Syrie. Enfin, le rapprochement avec la Turquie, qui passe par la reconnaissance de la cession du sandjak d'Alexandrette, ouvre les deux marchés et clôt les multiples initiatives mises en place depuis 1998. Syriens et Turcs arpentent les villes voisines restées longtemps inaccessibles. En se recentrant sur les partenaires régionaux, le régime de Bashar al-Assad favorise un enrichissement rapide et vertigineux des groupes le soutenant, quitte à fragiliser les équilibres internes.

Cette orientation est couronnée d'un retour sur la scène internationale à l'occasion de l'invitation française de Nicolas Sarkozy. Le 14 juillet 2008, le président syrien peut savourer une revanche posthume en assistant au défilé sur les Champs-Élysées. Ce statut tient à la faculté du régime de maintenir une influence sur ses deux voisins, irakiens et libanais. En jouant du chaos et des oppositions des groupes voisins, le régime syrien poursuit sa lutte pour le Moyen-Orient quitte à endosser des prises de contrôle particulièrement prononcées sur le territoire national. Cependant, ce faisant, il fragilise un tissu national fragmenté et impose une pression sur des économies locales instables.

Une nouvelle Syrie en germe [21]

Pendant la présidence de Bashar al-Assad, la Syrie présente une ambivalence qui est à l'origine de dynamiques contradictoires[22]. D'une part, on constate une très grande inventivité dans les pratiques et les activités, constituant une sorte de rattrapage d'un temps passé. D'autre part, les carcans liés à un développement de plus en plus inégalitaire – il suffit de considérer la couverture informatique du pays – suscite des fractures bien visibles. Cependant, ces deux mouvements sont en perpétuelle transformation dans la mesure où les sociétés syriennes ne cessent de se déplacer, de se mouvoir dans l'espace, recomposant les représentations, les essais de transformation, les frustrations de tout un chacun.

La nouvelle politique économique initiée dans les années 1990 se prolonge avec le départ des « tashihin », ceux appelant à corriger et non libéraliser l'économie[23]. Une nouvelle génération développe des monopoles ou des oligopoles autour de secteurs très porteurs. Les télécommunications, le tourisme, le secteur énergétique et le bâtiment constituent des moteurs de la croissance syrienne. Cependant, quelques sociétés s'octroient l'intégralité de l'offre. Elles sont dominées par une nouvelle classe marchande, issue des anciennes élites ou des fils de chefs militaires. Bashar al-Assad préside au rapprochement de ces compagnies. Le mariage des holdings Cham et Surya symbolise le nouveau syncrétisme voulu par le régime[24]. Le consortium devient le partenaire obligé pour un ensemble d'investissements. La proximité au pouvoir et ses représentants économiques favorisent la croissance d'un ensemble de sociétés.

Leur essor s'accompagne de réformes en profondeur. Elles touchent aux conditions financières. Les restrictions sur les importations et exportations sont levées, les licences requises auprès des services abolies, le système bancaire libéralisé. Les franchises libanaises et jordaniennes se multiplient avant que la Bourse de Damas ouvre en 2009. Symbole parmi d'autres, les distributeurs à carte bleue sont mis en place dans les principales agglomérations. Il n'y a plus de file d'attente à la Banque commerciale pour retirer de l'argent. Les

porteurs de ce changement s'attachent à conférer aux villes, en premier lieu Damas et Alep, un rôle d'entraînement.

Les deux capitales du pays deviennent des vitrines de la politique présidentielle. Leur aspect se transforme grâce à d'importants travaux de rénovation dans l'espace des vieilles villes et de construction de nouveaux bâtiments reprenant les canons urbanistiques du Golfe. Les tours s'érigent dans Damas, en premier lieu le Four Season. Cette transformation, qui se retrouve à Alep, attire d'importants investissements immobiliers, précipitant l'augmentation des prix d'achat et de location. Des phénomènes de gentrification subséquents poussent les catégories populaires hors des centres-ville. Les habitants des quartiers de Baramké, de Qassa ou le sud de la corniche al-tijâra à Damas s'embourgeoisent. Les jeunes couples dont la femme refuse de plus en plus un logement dans la belle-famille partent en banlieue proche dans la Ghouta orientale ou occidentale. L'étalement de la ville va de pair avec une paupérisation accrue de ses banlieues. Le contraste entre l'est et l'ouest d'Alep s'accentue.

Dans les centres-ville, les pratiques de consommation mutent avec la fin des restrictions. Les changements portent tant sur les biens de consommation avec l'apparition de franchises jusque-là inexistantes, que sur des activités culturelles[25]. Une consommation de luxe ostentatoire modifie le paysage des villes. Les bars et lieux de festivités fleurissent, regroupant une jeunesse qui a pu profiter de l'ouverture économique. Cette dernière n'est certainement pas majoritaire dans le pays, mais ses effectifs restent conséquents. Aussi, tout un ensemble d'espaces soumis à un moindre contrôle social favorise les rencontres et les discussions de personnes de plus en plus nombreuses[26]. La désignation de Damas comme capitale culturelle du monde arabe en 2008 accroît les lieux et pratiques culturels. Sous une forme, tout semble fait pour qu'une partie de la population s'investisse dans tout ce qui ne touche pas à la politique. Pourtant, ces expériences alimentent des réflexions collectives.

Les grandes villes sont aussi – surtout – un creuset inégalitaire pour les migrants venus des campagnes et des autres villes. Un premier déplacement se poursuit des périphéries de la bâdiya, d'abord vers les petites et moyennes villes, puis de là vers les deux capitales. Alors seulement, ces populations intègrent l'urbanité.

Dans les grandes villes, les nouveaux entrants ne se mélangent pas.

Se rejoue au cours de la décennie la relation duale du monde rural (étendu aux villes moyennes) et urbain. Des segments restreints de ces jeunesses parviennent, par l'université et par l'obtention d'un travail, à vivre en ville, à y faire l'expérience du contraste saisissant entre leur lieu d'origine et une nouvelle modernité en germe, grâce à un accès facilité à Internet ou aux produits de franchises dans les centres-ville. D'autres groupes, plus nombreux, s'entassent dans les quartiers délaissés, côtoyant la ville sans pouvoir jouir de ses avantages. Les circulations sont donc fortes, mais elles restent polarisées par les capitales, sauf pour ceux qui atteignent des destinations plus lointaines comme les pays occidentaux.

Cependant, à tout moment, de nouvelles règles du jeu inégalitaire apparaissent. Dans le monde éducatif, des universités privées vantent, auprès des catégories supérieures, la possibilité d'accéder, par leur intermédiaire, aux savoirs divulgués dans les grandes universités mondiales, aux nouvelles méthodes, sans avoir à envoyer les enfants en dehors du pays. Les filières de coopération sont sélectivement ouvertes pour former en France ou aux États-Unis les futurs cadres. La richesse clive tout particulièrement les jeunesses syriennes. Si les familles et les aînés disposent de fonds, les héritiers peuvent accéder à des mondes inconnus jusque-là.

Une rotation des cadres se développe. Ainsi, les jeunes Alaouites se retrouvent majoritaires dans les premières promotions de la nouvelle école d'administration qui ouvre en 2002, reproduisant l'ENA française. L'élévation du niveau éducatif moyen parmi les enfants des proches du régime a favorisé ce résultat. Le stock des postulants de qualité est suffisant. En parallèle, les jeunes Alaouites délaissent les métiers du renseignement et de l'armée. D'autres, comme des membres de tribus de Deir ez-Zor et des Alépins, les y remplacent.

La polarisation des villes masque de plus en plus la marginalisation des campagnes. Ici encore l'ambivalence demeure forte. D'un côté, les microbus réguliers et l'amélioration des routes permettent leur désenclavement. Les progrès de l'électrification sont certains. De l'autre, les nouvelles activités sont absentes, l'agriculture vivrière et celle des moyennes exploitations ne sont lucratives que pour certains produits. Alors que les familles restent nombreuses, l'avenir semble plus qu'incertain pour la jeune main-d'œuvre. Deux horizons se dessinent : les capitales syriennes ou le Liban…

Lorsque les activités porteuses prennent place dans ces campagnes, elles ne créent pas pour autant de dynamisme local. L'exemple du tourisme l'illustre dans différents endroits. À Deraa, certaines des meilleures terres agricoles sont détournées pour installer des complexes hôteliers. La proximité au Golan laisse envisager un tourisme vert ou de neige. À Palmyre, un nouveau quartier émerge sur la route de Damas, visant à devenir un lieu de résidences secondaires pour les populations du Golfe. La forte rentabilité est chaque fois visée et, au besoin, les entrepreneurs proches du régime peuvent utiliser des pressions. Cet état de fait s'explique par la concentration des revenus dans les mains de quelques-uns et par la recherche de profits immédiats, bien plus que de l'essor économique à moyen et long terme.

Un nouveau langage s'impose, les dirigeants en viennent, selon l'expression de Peter Harling, « à parler PNUD ». Loin de se référer comme à l'époque de Hafez al-Assad aux heures héroïques de la révolution socialiste et du panarabisme, Bashar et Asma al-Assad ainsi que les principaux dirigeants parlent de société civile, d'économie de marché, d'ouverture, mais aussi de lutte contre le terrorisme, de stabilité régionale, de paix. Si le front du refus demeure une constante (le refus d'Israël), la rhétorique ne varie plus depuis 1992 : la Syrie cherche la paix. À l'intérieur, ces discours impulsent une nouvelle approche des problèmes sociaux.

À une économie inégalitaire fondée sur des sociétés d'investissement répondent de nouvelles organisations pour résoudre les problèmes sociaux. Sous le patronage d'Asma al-Assad se forme un conglomérat d'associations de bienfaisance, représentant une société civile encouragée par le régime. Dans un premier temps, ce sont des organismes indépendants ciblant le développement rural pour FIRDOS par exemple[27]. En réponse aux défis sociaux, le recours aux organisations non gouvernementales illustre les nouvelles voies syriennes.

À partir de 2005, un nouveau cours des choses se dessine, provoqué par la recherche d'un second souffle après les crises irakiennes et libanaises. Lors du dixième congrès du parti Baath, Bashar al-Assad annonce une nouvelle orientation de l'économie : l'« économie sociale de marché » doit résoudre les contradictions ambiantes. Avec une ouverture plus forte, le régime cherche à accueillir plus

d’investissements. Les investissements directs de l’étranger dépassent alors les 5 milliards de dollars, en 2006, pour revenir à 2 milliards à partir de 2007. Mais ce sont uniquement des activités ciblées qui assurent la croissance. Les télécommunications, avec deux compagnies, Syriatel et MTN, doivent assurer, dans le dixième plan quinquennal, deux points de croissance. Un subtil mélange de contrôle par le clan Assad et d’ouverture des marchés doit permettre à la Syrie de maintenir une croissance de 7 % par an et pour le régime de renforcer son assise financière.

Le dixième plan comprend un ensemble de dispositions pour favoriser des rattrapages. Éducation et santé demeurent les priorités. L’idée est de dégager suffisamment de ressources pour améliorer les équipements sanitaires et scolaires des zones reculées et des nouvelles banlieues populaires. De même, la campagne d’Alep et une vaste région, la Syrie du Nord et de l’Est – correspondant aux gouvernorats de Deir ez-Zor et de Raqqa – reçoivent une attention particulière. Les difficultés y sont criantes. Maladies endémiques, comme la leishmaniose, faiblesses des équipements publics, niveau d’illettrisme important, de déformation physique, demeurent autant de symptômes du retard de développement accumulé. Les émeutes de 2004 ont rappelé le risque politique de cette situation.

Autour de ces intentions étatiques, d’autres actions complètent le nouveau dispositif démontrant aussi une mutation du rapport entre administration et population. En 2007, Asma al-Assad fonde Trust, un regroupement d’associations. Cet organisme prend les traits d’un GONGO (organisation non gouvernementale du gouvernement). Il vise à traiter de problèmes particuliers comme l’insertion des jeunes, les activités rurales, etc. À côté de cela, les premières autorisations sont données à des ONG occidentales pour s’occuper du problème des réfugiés irakiens. Sous la tutelle du Croissant-Rouge syrien, un marché de l’humanitaire s’organise. La volonté de la plupart des nouveaux arrivés est d’obtenir progressivement un accès aux publics syriens. La nouvelle donne sociale montre comment le régime adopte une gestion externalisée des problèmes de la société, conformément aux nouveaux standards du libéralisme.

Pourtant, dans le même temps, les impératifs écologiques et économiques pèsent lourdement sur les ambitions du plan et du régime. À partir de 2006, les années de sécheresse se succèdent. Si

elles fragilisent les terroirs s’étendant du sud d’Alep au Hauran, la vaste bande fertile traversant le pays, elles sont un désastre sur la bâdiya. Devant le manque d’eau, le gouvernement n’hésite pas à ordonner l’arrêt des cultures au nom de la préservation des nappes phréatiques. Soudainement, dans la campagne de Salamiyya par exemple, les habitants se trouvent privés d’activités et les jeunes hommes partent en ville. Sur un village de deux ou trois mille personnes, le phénomène peut toucher 90 % de la population masculine[28]. Pour y relancer l’activité, des entreprises de tourisme vert sont développées. Mais elles ne peuvent suppléer à la demande d’emplois. La situation écologique ne cesse de s’aggraver. En 2010, le gouvernement syrien propose même à la population de faire « la prière de la pluie ». La neige couvrira Damas et Alep en retour.

Deux phénomènes économiques se conjuguent alors. Le déploiement du plan permet de pratiquer une nouvelle prédation dans le pays, c’est-à-dire d’user des moyens de coercition de l’État pour favoriser la prise de richesse. C’est le cas particulièrement de l’achat de terres agricoles dans le Hauran au service de projets touristiques. Le bénéficiaire, Râmî Makhlûf, ne se voit pas opposer de volonté forte, car les locaux, chefs de tribus compris, craignent d’éventuelles sanctions[29]. Dans le même registre, le gouverneur de Homs veut transformer l’ensemble des quartiers populaires comme Khaldiyya. Des délégations de représentants s’en plaignent à la présidence. En parallèle, le nouveau secteur bancaire se voit fragilisé par la crise financière de 2008 qui, par contrecoup, affecte l’ensemble de l’économie. Or ces activités devaient fournir les emplois pour les jeunes diplômés dont le flot à l’entrée du marché du travail ne cesse de grossir.

De telles entreprises multiplient les blocages économiques et sociaux. Les élections du Parlement en 2010, qui enregistrent une très faible participation, traduisent le divorce avec les populations syriennes. Ce scrutin voit, à l’image des précédents, un certain nombre de changements politiques. Les indépendants sont renouvelés. Insensiblement, le basculement du parti Baath vers le PPS se poursuit, sans que les affiliations partisanes changent.

2010 semble une année de suspension. Devant les difficultés récentes, de nombreux analystes s’attendent à une initiative du régime. Ce dernier pourtant n’entreprend pas de nouvelles réformes. Les

départements des services de renseignement soulignent dans leurs rapports la multiplication des mécontentements. Cependant, leurs rapports ne parviennent à changer l'opinion d'une direction isolée de la société. Entre le rêve d'une Syrie changée par les vertus d'un autoritarisme modernisé et la réalité de plus en plus difficile pour une grande part de la population, le divorce s'accentue. Ce dernier, à la différence des années 1980 et 1990, ne s'articule pas autour d'idéologies politiques, mais de ressentis. Jeunesse éprise de nouveautés, bloquée par les contraintes et les inégalités d'un système, populations marginalisées des secteurs économiques porteurs, mais témoins dans les villes d'une insolente aisance pour d'autres, système politique verrouillé autour d'un clan qui ne prend plus la peine d'écouter les alarmes de ses propres services de renseignement constituent l'arrière-plan de cette année 2010. Si le régime n'avait pas agi en 2010, il ne le pouvait que l'année suivante. Les récents succès diplomatiques comme la reprise du dialogue israélo-syrien[30], l'entente nouée avec le gouvernement irakien, la probable restauration de l'ambassade américaine, ne peuvent que susciter l'espérance…

Al-sha'ab yurid … (Le peuple veut)

Les échos de Tunis sont bien faibles dans la Syrie de décembre 2010. Le couvert blanc ralentit les activités, force tout un chacun à rester plus de temps près des *subia* (poêles à mazout). Pourtant, devant les télévisions, les Syriens assistent au départ de Ben 'Alî. Quelques semaines plus tard, l'Égypte s'embrase. Les langues se délient, dans l'intimité ou dans la plus grande discrétion : une nouvelle conscience arabe est là, dans les rues du Caire et de Tunis. Immédiatement, le régime prend des mesures pour éviter d'être affecté. Il propose un discours dont il ne varie pas jusqu'à l'été 2012 : Moubarak et Ben 'Alî, alliés de l'Occident et d'Israël, se sont fait abattre par la volonté populaire, que le régime syrien sait écouter[31]. Toute atteinte au régime serait le fruit d'un complot. Néanmoins, des actes isolés se multiplient : un officier kurde s'immole dans le nord-est de la Syrie, une manifestation spontanée se forme à Damas, etc. Un appel similaire aux autres pays arabes est lancé sur Facebook pour une réunion devant le Parlement. En ce samedi froid et légèrement pluvieux, ce sont les services de renseignement et les hommes de main du régime qui sont déployés partout autour du lieu choisi. Quelques badauds arpentent les alentours…

Dans le sud et l'est du pays, à la mi-mars, deux regroupements surprennent l'attention des autorités[32]. À Banias, des manifestants réclament plus de justice. Les autorités arguënt du caractère communautaire du mouvement pour le disqualifier comme une mobilisation sunnite. Elles ne peuvent cependant endiguer la protestation des habitants de Deraa. Quelques jours avant le vendredi 18 mars, après une série de pourparlers entre les familles et les autorités régionales et nationales, un groupe de jeunes est rendu aux parents. Ils avaient osé écrire sur les murs de leur école : *jayy alak al-dor ya doctor* (« ton tour arrive ô docteur »). Arrêtés, très sévèrement torturés, perdant les ongles pour certains, ils sont restitués à leur famille trois semaines après leur disparition. Le spectacle des corps meurtris et de la torture illégitime précipite la colère. Après la prière du vendredi, les habitants sortent en scandant des appels à la justice, à

juger les responsables de ces forfaits. Les forces de l'ordre tirent. Les premiers morts tombent.

De proche en proche, les communautés des alentours se mobilisent. Les villages environnant Deraa partent en procession alors que la ville est encerclée. De nouveaux morts tombent. Le mouvement irradie. Lorsque les proches (plus ou moins affiliés, l'oncle ou le cousin par exemple) apprennent les dommages gratuits et la répression féroce, de nouveaux foyers de contestation se forment. Dûmâ dans la banlieue de Damas, Homs bientôt, Lattaquié sur la côte, voient des quartiers s'insurger. Une vaste portion de la Syrie bascule dans la protestation, hormis la vallée de l'Euphrate au nord de Raqqa. La plupart des manifestants n'ont pas d'expérience politique. Ils découvrent une liberté nouvelle. À l'exemple de ce qui s'est déroulé en Égypte, ils veulent occuper une grande place pour forcer le régime à céder. À Homs, le 18 avril, un vaste rassemblement se forme à la tombée de la nuit, place de l'Horloge. Après des invitations à la dispersion, les mitrailleuses entrent en action. Au petit matin, il ne reste aucune trace.

Pendant deux mois, une situation inédite advient. La parole, contenue si longtemps, se libère. Partout, partisans et opposants discutent, argumentent, dénoncent, conspuent, clament de nouveaux mots d'ordre… La Syrie se politise. La réponse du régime est triple. Quelques réformes sont concédées comme la fin de l'état d'urgence, remplacé par une loi antiterroriste, la citoyenneté redonnée aux Kurdes à qui la nationalité avait été ôtée pendant le recensement de 1962, des augmentations diverses de salaires, etc. Des élections sont promises sans que les règles de scrutin changent. Surtout, deux outils sont employés : la violence et la propagande. Rafler, torturer, libérer, arrêter de nouveaux groupes pour briser la volonté de contester. Semer le doute sur ce qui se passe. Contre-manifestations, *masîra* en faveur du régime, couverture des graffitis hostiles, messages dans les médias occidentaux sont autant de façons de flouter les événements.

En réponse, le mouvement révolutionnaire s'organise en reprenant les lignes de force de la société syrienne. Deux niveaux se distinguent. Au plan local, les manifestants trouvent refuge dans les quartiers et villages. Dès l'été, une cartographie des zones révolutionnaires apparaît clairement. En leur sein, des conseils organisent et structurent le mouvement, les comités civils de coordination, qui suivent un schéma commun. Composés de cinq à vingt membres, ils sont dotés

d’un bureau (*maktab*) pour l’information, la collecte de données, l’organisation quotidienne des mobilisations, la gestion des blessés et l’assistance aux familles de prisonniers, la programmation d’actions nationales. La force réside dans les relations fortes des populations au sein des quartiers. Depuis les années 1980, les populations se sont recluses sur leur univers intime et cela joue un rôle fort pour construire les solidarités. Au plan national, des organisations émergent, comme les étudiants libres (*al-tulâb al-ahrâr*), la ligue des coordinations locales, etc. Ces groupes sont à la fois essentiels et présentent les mêmes problèmes. La répression permanente les déstructure, l’absence d’espaces publics les empêche de construire une parole politique unifiée, la clandestinité pousse aux ambitions personnelles. Néanmoins, ce sont des structures qui forment les militants et donnent un nouvel élan aux protestations dans la ville. Des lâchers de tracts aux fontaines publiques en rouge sang, elles sont le lieu d’une inventivité et innovation inédite. Néanmoins, le prix est lourd. Ce sont plusieurs centaines de milliers de personnes qui sont arrêtés avant l’été. Les caves et sous-sols des bâtiments publics deviennent les nouveaux centres de torture…

Le régime, ne parvenant pas à faire cesser la première contestation, se décide, dès le mois d’avril, à rappeler les hommes dans les casernes. Par ce moyen, il force une partie de la jeunesse à s’associer à la répression sous peine de mort, et s’octroie de nouveaux moyens pour la contrôler. Cette mobilisation induit, dès la fin avril, une conséquence insoupçonnée. Forcées de choisir entre donner ou recevoir la mort, une partie des recrues fuient, pour certaines en dehors du pays, pour d’autres, avec leurs armes, dans des maquis qui se forment dans les campagnes et les quartiers insurgés. En parallèle, des officiers de l’armée font défection. Le 1er août, selon un rituel nouveau, le colonel As’ad présente sa carte militaire à la télévision, appelant ses confrères à le rejoindre dans la lutte contre le régime. C’est la création de l’Armée libre syrienne. En réalité, il s’agit d’un label unifiant les groupes armés variés qui se forment dans le pays.

Au cours du ramadan 2011[33], les espoirs de renversement se brisent sur une répression implacable, avec un contrôle de l’espace public croisant les services de renseignement, les hommes de main du régime (les *shabiha*) et, de plus en plus, des points de contrôles militaires avec la présence d’armements lourds comme des chars déployés dans les

villages et les banlieues. À l'automne, d'autres formes de protestation se font alors jour. Manifestations éphémères, protestations symboliques s'ajoutent aux mobilisations du vendredi à la sortie des mosquées. À la fin novembre 2011, deux événements annoncent une nouvelle donne. À Deir ez-Zor d'abord et Damas ensuite une semaine après, un groupe révolutionnaire utilise la technique de la voiture bélier pour pénétrer de force dans le siège des services de l'armée de l'air. Le motif est de libérer des prisonniers. En réalité, les forces armées révolutionnaires qui revendiquent l'assaut cherchent à attaquer les positions du régime. Une semaine plus tard, les grandes mobilisations du vendredi à Homs se retrouvent cernées de voitures militaires. La foule inquiète pense vivre ses derniers moments. Bien vite, les hommes armés s'en prennent aux snipers sur les toits. Une nouvelle force de défense s'est mise en place. Autant d'espaces échappent au contrôle du régime. Une vie alternative s'y organise. Tout redevient possible et une Syrie nouvelle semble voir le jour.

Au début de l'année 2012, la plupart des agglomérations sont marquées de signes hostiles au pouvoir. Devant cette menace existentielle, ordre est donné à l'armée d'ouvrir les quartiers. Hasard des calendriers ou indication claire à l'adresse de ses partisans, le régime choisit le 2 février 2012 d'écraser les quartiers insurgés de Homs. L'artillerie lourde et les chars entrent en action. Trente ans après la répression de Hama, c'est au tour de Homs de connaître les tourments de la guerre. Après un an d'hésitations entre accommodement, réformes superficielles et répression, le régime emploie toutes les armes à sa disposition, faisant basculer le pays dans la guerre.

Le mouvement se diffuse vite. Il force tout un chacun à prendre position. La contestation civile ne peut se faire sans un bouclier armé. De Homs, la répression par les armes se diffuse en direction du nord et de la côte méditerranéenne. À partir de mars 2012, c'est le Sud qui est touché. Cet épisode bouleverse la donne. Soudainement, des quartiers entiers deviennent inhabitables. Dans les campagnes, des villages sont éventrés par les obus. Une foule de réfugiés syriens se met en marche. La plupart des déplacés cherchent refuge chez le voisin, puis dans la ville et le village d'à côté avant d'envisager de partir plus loin. Une minorité part à l'étranger, vers le Liban, la Jordanie et la Turquie. Plus rares encore, certains trouvent asile en Occident.

Sur le terrain, la confrontation armée démontre les faiblesses du régime. Dès le printemps, ses forces composites – nul ne peut distinguer un uniforme unique – contrôlent les axes de circulation, les quartiers de partisans parfois emmurés, les lieux du pouvoir et les casernes. Elles cisaillent le pays. En revanche, une partie importante de la population vit dans ce qui commence à être nommé des « zones libérées » (*mintaqa al-muharrara*). Tout ce qui sort des grandes agglomérations et des axes de communication ne peut être surveillé. Un mouvement de repli s'opère de la part du régime. Dans l'est de la Syrie, les zones frontalières voient les hommes du régime partir, laissant le passage libre entre Irak, Syrie et Turquie. Au sein des zones libérées, les comités révolutionnaires, refonte des comités de coordination disposant de plus de prérogatives, organisent les services municipaux, dans l'urgence et l'enthousiasme. Ils préfigurent ce que peut devenir la Syrie.

À la fin du printemps, de nouveaux armements sont employés, principalement les hélicoptères de guerre. Nul endroit ne doit dans cette optique vivre sans crainte. Si les services de renseignement ne peuvent exercer leur tutelle dans les zones libérées, l'aviation se charge d'imposer la terreur. Cependant, un vent révolutionnaire souffle à nouveau. Mi-juillet, ce sont les deux capitales qui sont le théâtre de violents affrontements pour en prendre le contrôle. Chaque quartier pris donne lieu à des réjouissances populaires. Mais à la fin de l'été, les forces révolutionnaires, dont l'armement demeure très sommaire, ne peuvent progresser. Le régime en retour commence à employer toute sa force armée, de l'aviation de guerre aux missiles balistiques.

Lorsque arrive l'hiver 2012, l'histoire syrienne telle qu'elle s'est construite à l'époque contemporaine semble se clore. Deux phénomènes majeurs traduisent cet état. Si l'on considère les pouvoirs en place, deux groupes d'acteurs s'affrontent, ceux se revendiquant du régime et ceux de l'opposition dont le point commun est de réclamer le départ de Bashar al-Assad sans préjuger d'un programme politique commun. Mais si le régime peut donner une illusion d'unité, ce n'est pas le cas des factions qui le composent. De même, les groupes opposants paraissent bien divisés. Surtout, la logique de guerre induit un ensemble de conséquences : pour s'armer il faut des finances et du matériel. L'opposition et le régime cherchent alors du soutien auprès de partenaires étrangers. Dès le début de l'année 2013, ce n'est plus

l’armée syrienne favorable au régime qui se bat, mais des recrues fournies par ses alliés. Ingérences et interventions diluent les pouvoirs et leur capacité à contrôler la situation. Ensuite, les terroirs syriens, les unités de peuplement – hormis les principales agglomérations – disparaissent au gré des batailles. Les campagnes, les villes petites et moyennes, les banlieues se vident. Les Syriennes et les Syriens entament une longue marche vers l’exil intérieur et extérieur. Au cours de l’année 2013, plus de 60 % des habitants ont quitté leur domicile. La lente fabrique de la Syrie contemporaine se brise lorsque l’État se réduit à sa plus vulgaire expression : l’usage de la force.

À partir de 2013, les imbrications des forces internes et externes se font plus fortes. Tout semble de plus en plus dépendre des partenaires étrangers. D’un côté, le régime parvient à construire une alliance durable qui le stabilise. De l’autre, les intérêts divergents des « amis de la Syrie », dont le premier objectif est d’endiguer une crise, favorisent les affrontements dans l’opposition. La rareté des armements et des finances accroît les sensibilités. La brutalité extrême pousse à une radicalisation. L’absence de contrôle aux frontières permet aussi aux groupes étrangers, principalement ceux d’Irak, de pénétrer le pays.

L’opposition binaire se complexifie lorsque les forces kurdes en viennent à combattre au nom de leur identité et que les forces islamistes s’affilient à l’État islamique. Ces deux groupes en appellent à une « autre » révolution, non le départ du régime, mais l’établissement d’un ordre nouveau, celui du Kurdistan ou celui d’un État islamique. Ils participent de la décomposition du pays. De plus en plus, quartiers isolés, villages bloqués, petites villes encerclées constituent le paysage de la Syrie. Un puzzle de plusieurs milliers de pièces se forme, au sein de chacune, les quatre courants peuvent revendiquer plus ou moins d’influence, et les luttes picrocholines se multiplient pour prendre tel *check point*, telle caserne, telle route, etc.

La Syrie entre dans l’âge humanitaire. Ce ne sont plus des habitants, des partisans et des engagements qui sont évoqués dans les rapports, mais des bénéficiaires de l’aide, des déplacés internes et des réfugiés. À l’exemple des conflits des Grands Lacs, une négation du politique s’impose avec, en parallèle, la montée en puissance de l’assistance d’urgence devant ce qui est qualifié par plus d’un de catastrophe. Le tourbillon événementiel lasse une opinion étrangère dont les attentes ne se réalisent pas comme prévu. Sur le terrain, ce sont bientôt les

drapeaux flottant aux *check points* qui permettent de connaître les zones contrôlées par chacun. Les parrains étrangers – principalement les Russes, les Iraniens, les Américains et les Turcs – en viennent, au cours de l'année 2016-2017, à conclure que seule une occupation par leur force peut permettre de créer une « désescalade du conflit ». Ultime point actuel d'un conflit de six ans, Syriennes et Syriens entrent dans un trou noir dans lequel ils deviennent de plus en plus invisibles face à un jeu qui les dépasse.

À plus d'un titre, la présidence de Bashar al-Assad inaugure un temps nouveau en Syrie. Le réformateur, puis le modernisateur devient le commandant d'une implacable répression, par laquelle, pour sauver le régime, le pays est détruit. Cette longue décennie qui ouvre le siècle voit pourtant une refonte de la Syrie contemporaine. Les villes sont le nouveau creuset de générations rurales ayant grandi dans leurs murs. Les nouvelles générations parvenues à la vingtaine au tournant du siècle portent une vision nouvelle, faite d'innovations et de créations. De ce bouillonnement encouragé par le régime naît un formidable espoir de changement qui éclôt en 2011. Les mots d'ordre reflètent la mutation des imaginaires. À un régime né au nom d'intérêts supérieurs, de la défense de la nation arabe et de la résistance, répondent des populations refusant l'arbitraire, la torture et les iniquités. Les droits de la personne, celui de ne pas craindre pour le lendemain ni pour ses enfants, catalysent une énergie qui se déploie sous de multiples formes. Mais le choc des armes qui émerge de la protestation consume le pays au point d'en déstructurer les composantes sociales, les pouvoirs, les terroirs, et peut-être l'identité. En ce début du XXI e siècle, la Syrie se retrouve à la croisée des chemins.

Épilogue :

La Syrie à la croisée des chemins

Une histoire ne cesse pas. 2012, 2018 constituent très certainement des jalons importants mais nullement la fin des évolutions en cours. Cependant, entre ces deux dates, les changements que nous avons présentés trouvent une première conclusion.

La Syrie contemporaine s'apparente en premier lieu à une reconquête humaine sur un espace mouvant. Au prix de nombreuses migrations inédites, du Liban actuel vers le sud de la Syrie, de la péninsule Arabique vers l'Euphrate, des groupes humains se sont réapproprié un endroit, lui ont donné des caractères riches et composites. Ces déplacements emplissent le territoire tout au long du XIX e siècle et vont de pair avec une sédentarisation des individus et des activités. Des pays syriens se constituent ; en leur sein, les villes rayonnent et imposent une certaine pratique du politique, voire un certain mode de vie. Cet arrière-plan forme le paysage humain et social lorsque l'État syrien émerge au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Les dernières décennies du XIX e siècle et les premières années du siècle suivant voient d'intenses tractations se dérouler pour définir l'identité commune, ce que veut dire être syrien, mais aussi les rapports politiques, les modes de discussion et les façons de gouverner. La révolution de 1908 et la Première Guerre mondiale sont autant d'accélérateurs d'une prise de conscience politique. Le brassage humain, les déplacements forcés, autant que les recherches communes et les résistances devant les nouveaux occupants favorisent la politisation d'un peuple qui projette dans les sorties de guerre la réalisation de ses rêves constitutionnalistes.

Pourtant, avec l’avènement du mandat, un État apparaît, dominé par une puissance étrangère. Situation inédite, les alliés d’autrefois se retrouvent aux bancs des vaincus et ne peuvent exprimer leur volonté politique. La France qui tente d’imposer son contrôle fait face à d’innombrables rébellions témoignant de l’impossible colonisation de cette terre. Ce moment est crucial dans la mesure où un pays est doté d’une armature administrative, mais surtout dans la mesure où la rencontre des influences ottomanes et françaises forge de nouveaux outils pour l’élite afin de gouverner le pays. Cette dernière se pose comme le guide de la nation, endossant un discours anti-impérialiste, sans nécessairement disposer de programme politique.

À l’indépendance, tout est à faire. Il s’agit de rassembler des groupes humains dispersés qui sont progressivement entrés en interaction. Les nouveaux dirigeants veulent construire une souveraineté réelle dans laquelle chaque membre de la nation aurait sa place. Ici se noue un élément du drame syrien. Deux visions de l’avenir se forgent. L’une porte sur un idéal de liberté et de loi qui doit accompagner la mise en place d’un système politique ouvert et d’une économie capitaliste. Il charrie une violence sourde contre les composantes sociales marginalisées et une discrimination contre les groupes qui ne suivent pas les codes de l’urbain, de la civilité. À son encontre, un idéal d’égalité et de justice est porté par ceux prêts à prendre les armes pour redistribuer et restituer sa place à chacun.

La violence des échanges s’explique par l’injonction faite à l’indépendance : immédiatement, sans plus attendre, tous doivent trouver place dans une nation attendue de longue date. Plus encore, les troubles nés de la rencontre de groupes variés, de la crise agraire et des turbulences régionales pèsent davantage sur la promesse de l’indépendance. La difficulté à construire cet endroit communément partagé trouve sa traduction dans une série de coups d’État, de purges et d’éliminations. S’ensuit une autre grammaire du pouvoir et un nouveau mode de dialogue entre autorités et composantes sociales.

L’arrivée au pouvoir de Hafez al-Assad procure l’illusion d’une stabilité recherchée, une certaine prospérité pour tous et la mise à l’écart de quelques-uns. Il n’est pas jusqu’à l’honneur de détenir un rôle sur l’échiquier régional qui ne soit retrouvé. En réalité, et pour près de quarante ans, un long combat débute. D’un côté, le régime qui s’établit et se meut au gré des circonstances démontre rapidement que seule sa survie importe. Au nom de cela, le clan à sa tête est prêt à utiliser toutes les armes de l’État, toute sa force pour abattre les contestataires. De l’autre, un mouvement civil renaît régulièrement, réclamant de nouveau la

réalisation du rêve constitutionnel tel qu'il a été forgé à la fin du XIX e siècle, conférant des droits à chacun et l'espoir d'une vie digne. Chaque irruption du second sur l'espace public semble conduire le premier à démultiplier sa force pour se maintenir, quitte à détruire partiellement le pays.

Cette rencontre se révèle à partir de 2011 particulièrement explosive. Cette fois, le régime au pouvoir endosse une répression qui l'amène à remettre en cause le pavage humain et économique lentement sédimenté. Dès l'hiver 2012, une grande partie des habitants se retrouve sur les routes. Plus encore, le jeu de la guerre civile faisant que chacun cherche des armes décompose jusqu'aux outils de souveraineté, avec la prolifération des milices, la perte de contrôle sur les frontières, l'émergence de groupes en faveur d'un État autre, kurde pour les uns, islamique pour les autres.

La Syrie se retrouve à la croisée des chemins. Son avenir se dessine autour d'une question essentielle pour sa survie et particulièrement complexe à résoudre. Une fois les armes tues, les plaies pansées, les fractures du tissu social réparées – ce qui en soi constitue un défi énorme pour un pays en ruine –, il y a malheureusement fort à parier que les Syriennes et les Syriens retrouveront ce dilemme : comment concilier ces deux idéaux de justice et de liberté, de dignité personnelle et d'égalité sociale. Le drame syrien est en ce sens tristement universel. Il révèle comment le monde contemporain a vu l'émergence d'États modernes nés de la rencontre inédite de populations variées aux identités multiples qui ont recherché sous cette forme politique un modèle de bon gouvernement. Pourtant, ces mêmes États disposant de capacités coercitives inédites peuvent devenir, selon leurs dirigeants, ceux-là mêmes qui pourfendent toute forme du politique, voire du lien social.

Notes

Introduction

1. Note sur la translittération : les noms en usage sont privilégiés, tels qu'ils apparaissent dans le dictionnaire des noms propres. Sinon, les voyelles longues sont marquées d'un accent circonflexe et les consonnes par leur équivalent (sad devient s, par exemple), le ayn par ‘, hamza par’.

2. Henry Laurens, *La question de Palestine : 1799-1921*, t. I, Paris, Fayard, 1999. Dominique Chevallier, « Consciences syriennes et représentations cartographiques à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle », dans Thomas Philipp (éd.), *The Syrian Land in the XVIIIth and XIXth Century : the common an the specific in the historical experience*, Stuttgart, F. Steiner, 1992.

3. Plusieurs transcriptions sont possibles, nous opterons pour l'appellation arabe.

4. Sylvain Venayre, Pierre Singaravélou (dir.), *Histoire du monde au XIXe siècle*, Paris, Fayard, 2017.

Chapitre I

1. Si les termes s'équivalent, nous privilégierons le terme de Pashalik pour l'organisation préalable à 1860.

2. Constantin François de Chassebœuf (1757-1820, comte de Volney), *Voyage en Syrie et en Égypte, pendant les années 1783, 1784 et 1785, … par M. C.-F. Volney*, tome premier, Paris, Volland Desenne, 1787.

3. Brigitte Marino, *Le Faubourg du Mîdân à Damas à l'époque ottomane : espace urbain, société et habitat (1742-1830)*, Damas, Institut français de Damas, 1997.

4. Dick Douwes, *The Ottomans in Syria : a history of justice and oppression*, Londres, I.B. Tauris, 2000.

5. Faruk Tabak, *The Waning of the Mediterranean, 1550-1870 : a geohistorical approach*, Baltimore, JHUP, 2010 ; André Raymond, « Les grandes villes arabes à l'époque ottomane », in *La Ville arabe, Alep, à l'époque ottomane : (XVIe- XVIIIe siècles)*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 2014 ; Dominique Chevallier, *La Société du mont Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*, Paris, Geuthner, 1971 ; Norman Lewis, *Nomads and Settlers in Syria and Jordan, 1800-1980*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

6. Constantin François de Chassebœuf, *op. cit.*, p. 262.

7. Pour plus de clarté, les noms actuels seront privilégiés pour désigner les lieux.

8. Faruk Tabak, *The Waning of the Mediterranean, op. cit.*

9. Note du consul de France, 3 février 1816 CCC Alep, tome XXVII (La Courneuve).

10. Pour une présentation de son parcours, cf. *infra*, p. 18.

11. Thomas Philipp, *Acre : the rise and fall of a Palestinian city, 1730-1831*, New York, Columbia University Press, 2001.

12. Henry Laurens, *Orientales*, Paris, CNRS Éditions, 2004, p. 19-20.

13. Pour une étude détaillée des villages abandonnés, voir Edward Robinson and E. Smith, *Biblical Researches in Palestine, Mount Sinai and Arabia Petraea. A journal of travels in the year 1838*, Londres, John Murray, 1841, 3 vol.

14. Comme nous y invite Philip Khoury, il faut historiciser systématiquement le phénomène tribal. Philip Khoury et Joseph Kostiner, *Tribes and State Formation in the Middle East*, Berkeley, University of California Press, 1990.

15. Nâîf bin mutlaq al-Sanbidih al-ja'afarî al-shamarî, *Qabîla Shamar fî kitâba al-'arab wa-l-mustashriqîn*, Beyrouth, Dâr al-'arabiyya, li-l-mawûsûwât, 2013 ; Wasfî Zakarîyâ, *'Ashâ'ir al-Shâm : yabḥathu fî jughrâfîyat Bâdiyat al-Shâm wa-târîkhihâ wa-'umrânihâ wa-al-akhlâq wa-al-'âdât wa-al-sharâ'i' fî al-mujtama' al-badawî wa-ansâb al-'ashâ'ir al-mutabaddîyah wa-al-mutahaddirah wa-awṣâfihâ wa-akhbârihâ fî kull muhâfazah wa-qaḍâ'*, Damas, Matba'at Dâr al-Hilâl, 1945.

16. Madawi Al Rasheed, *A History of Saudi Arabia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

17. Richard Bayly Winder, *Saudi Arabia in the Nineteenth Century*, Londres, Macmillan St. Martin's Press, 1965 ; Madawi Al Rasheed, *Politics in an Arabian Oasis : the Rashidis of Saudi Arabia*, New York, I.B. Tauris, 1997.

18. Mîkhâ'îl Burayk et Ahmad Ghassân Sabânû, *Târîkh hawâdith al-Shâm wa-Lubnân, aw, Târîkh Mîkhâ'îl al-Dimashqî*, Beyrouth, Dâr Qutaybah, 1981.

19. Wasfî Zakarîyâ, *'Ashâ'ir al-Shâm : op. cit.* ; Muhammad Jamâl Barût, *Al-Takawwun al-târîkhî al-hadîth lil-Jazira al-sûriya. As'ila wa Ishkâliyya al-tahhawwul min al-badûna ila al-'umran al-hadari*, Doha, Arab Center for Research and Policy Studies, 2013, p. 57 s.

20. André Raymond, « Les grandes villes arabes à l'époque ottomane », *op. cit.*, p. 184-209 ; André Raymond, *Grandes villes arabes à l'époque ottomane*, Paris, Sindbad, 1985 ; Dominique Chevallier, *L'Espace social de la ville arabe*, Paris, G.-P. Maisonneuve et Larose, 1979. Sur l'image orientaliste, Jean Sauvaget, *Introduction à l'histoire de l'Orient musulman. Corrections et supplément (juillet 1946) : éléments de bibliographie*, Paris, Librairie d'Amérique et d'Orient Adrien-Maisonneuve, 1946.

21. André Raymond, *Grandes villes arabes à l'époque ottomane, op. cit.*, p. 61.

22. André Raymond, « Les grandes villes arabes à l'époque ottomane », *op. cit* ; Dominique Chevallier, *L'Espace social…, op. cit*.

23. Brigitte Marino, *Le Faubourg du Mîdân à Damas à l'époque ottomane, op. cit.*

24. Bernard Heyberger, *Les Chrétiens du Proche-Orient au temps de la Réforme catholique (Syrie, Liban, Palestine, XVII e- XVIII e siècle)*, Rome, École française de Rome, de Boccard, 1994 ; Dominique Iogna-Prat et Gilles Veinstein, *Histoires des hommes de Dieu dans l'islam et le christianisme*, Paris, Flammarion, 2003.

25. Abraham Marcus, *The Middle East in the Eve of Modernity : Aleppo in the Eighteenth Century*, New York, Columbia University Press, 1989.

26. Zouhair Ghazzal, *L'Économie politique de Damas durant le XIX e siècle : structures traditionnelles et capitalisme*, Damas, Institut français de Damas, 1993 ; Jean-Paul Pascual, « Boutiques, ateliers et corps de métiers à Damas d'après un dénombrement effectué en 1827-1828 », *in* Brigitte Marino (dir.), *Études sur les villes du Proche-Orient XVI e- XIX e siècle. Hommage à André Raymond*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 2013, p. 177-199.

27. André Raymond, *Grandes villes arabes à l'époque ottomane, op. cit.*, p. 96-98.

28. Charles L. Wilkins, *Forging Urban Solidarities : Ottoman Aleppo, 1640-1700*, Leyde Boston, Brill, 2010 ; 'Abd al-Karîm Râfiq, *The Province of Damascus, 1723-1783*, Beyrouth, Khayats, 1966.

29. Charles L. Wilkins, *Forging Urban Solidarities, op. cit.*

30. *Ibid.*

31. Lettre du consul de France, 6 novembre 1822, tome III, CCC Lattaquié (1817-1822).

32. Mîkhâ'îl Burayk et Ahmad Ghassân Sabânû, *Târîkh hawâdith al-Shâm wa-Lubnân, aw, Târîkh Mîkhâ'îl al-Dimashqî, op. cit.*

33. Herbert Luther Bodman, *Political Factions in Aleppo, 1760-1826, op. cit.*

34. Dépêche du consul de France, 6 septembre 1812, tome XXV, CCC Alep (La Courneuve).

35. Norman Lewis, *op. cit.*

36. Voir les volumes XXIII à XXIX, CCC Alep (La Courneuve) ; Mîkhâ'îl Burayk et Ahmad Ghassân Sabânû, *Târîkh hawâdith al-Shâm wa-Lubnân, aw, Târîkh Mîkhâ'îl al-Dimashqî, op. cit.*

37. Martha Mundy et Richard Saumarez Smith, *Governing Property, Making the Modern State : law administration and production in Ottoman Syria*, Londres, I.B. Tauris, 2007 ; Norman Lewis, *Nomads and Settlers in Syria and Jordan, 1800-1980, op. cit.* ; Faruk Tabak, *The Waning of the Mediterranean, 1550-1870, op. cit.*

38. Martha Mundy et Richard Saumarez Smith, *Governing Property, Making the Modern State, op. cit.* ; Zouhair Ghazzal, *The Grammars of Adjudication : The economics of judicial decisions making in fin-de-siècle Ottoman Damascus and Beirut*, Damas, Presses de l'Ifpo, 2007.

39. Leon Goldsmith, *Cycle of Fear : Syria's Alawites in War and Peace*, Oxford, Oxford University Press, 2015. Voir les dépêches du consul de France, tome I et II, CCC Lattaquié (La Courneuve).

40. Fath Allâh ibn Antûn al-Sâ'iġ et Joseph Chelhod, *Le Désert et la gloire : les Mémoires d'un agent syrien de Napoléon*, Paris, Gallimard, 1991.

41. Thomas Philipp, *Acre, op. cit.*

42. James A. Reilly, *A Small Town in Syria : Ottoman Hama in the eighteenth and nineteenth centuries*, Oxford, New York, P. Lang, 2002.

43. Brigitte Marino, « Le Hawran et la Bekaa, deux régions céréalières du Bilâd al-Shâm au XVIII[e] siècle », dans Afifi M., Chih R., Marino B., Michel N. et Tamdogan I. (éd.), *Sociétés rurales ottomanes*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 2005, p. 179-196.

44. Norbert Elias, *La Société des individus*, Paris, Folio, 1991.

45. Bruce Masters, *The Origins of Western Economic Dominance in the Middle East : Mercantilism and Islamic reform in Aleppo 1600-1750*, New York, New York University Press, 1988.

46. Daniel Panzac, *La Marine ottomane : de l'apogée à la chute de l'Empire, 1572-1923*, Paris, CNRS Éditions, 2012.

47. Dépêche du consul de France, 1[er] octobre 1822, tome III, CCC Lattaquié (La Courneuve).

48. Cette section s'appuie sur Kâmil ibn Husayn Ghazzî, Mahmûd Fâkhûrî, et Shawqî Sha'ath, *Kitâb Nahr al-dhahab fî târîkh Halab*, Alep, Dâr al-Qalam al-'Arabî, 1991 ; Muhammad Jamâl Bârût, *Al-Takawwun, op. cit.* ; Ibrâhîm ibn Hannâ 'Awrâ, *Târîkh wilâyât Sulaymân Bâshâ al-'Âdil, 1804-1819*, Bayrût, Dâr Lahad Khâtir, 1989, 478 p., Al-Sabûmî, Târîkh Hama, s.n. ; Herbert Luther Bodman, *Political Factions in Aleppo, 1760-1826, op. cit.*, Dick Douwes, *The Ottomans in Syria, op. cit.* ; Norman Lewis, *Nomads and Settlers in Syria and Jordan, 1800-1980, op. cit.*, Abraham Marcus, *The Middle East on the Eve of Modernity, op. cit.* ; Thomas Philipp, *Acre, op. cit.*

49. Herberts Luther Bodman, *Political Factions, op. cit.*

50. Mîkhâ'îl Burayk et Ahmad Ghassân Sabânû, *Târîkh hawâdith al-Shâm wa-Lubnân, aw, Târîkh Mîkhâ'îl al-Dimashqî, op. cit.*, p. 61.

51. Brigitte Marino, *Le Faubourg du Mîdân à Damas à l'époque ottomane, op. cit.*

52. Amîr Haydar Ahmad al-Shihâbî, Asad Rustum, et Fu'âd Afrâm Bustânî, *Lubnân fî 'ahd al-umarâ' al-Shihâbîyîn : wa-huwa al-juz' al-thânî wa-al-thâlith min Kitạb al-Ghurar al-hisân fî akhbâr abnâ' al-zamân*, Beyrouth, al-Jâmi'ah al-Lubnânîyah, 1969.

53. Herbert Luther Bodman, *Political Factions in Aleppo, 1760-1826, op. cit.*, p. 38-40.

54. Ibrâhîm ibn Hannâ ʻAwrâ, *Târîkh wilâyât Sulaymân Bâshâ al-ʻÂdil, 1804-1819, op. cit.*

55. Abraham Marcus, *The Middle East on the Eve of Modernity, op. cit.*, p. 93.

56. Dick Douwes, *The Ottomans in Syria, op. cit.*, p. 103.

57. Cf. *infra* p. 58-60.

58. Thomas Philipp, *The Syrian Land in the 18th and 19th Century : the common and the specific in the historical experience*, Stuttgart, F. Steiner, 1992.

Chapitre II

1. Dernièrement, Nashuwân al-Attâssî, *Tattawur al-Mujtama' al-sûrî 1831-2011*, Beyrouth, Atlas, 2015.

2. George Antonius, *The Arab Awakening : the story of the Arab National Movement*, Londres, Pickle Partners Publishing, 2015.

3. Georges Corm, *Le Proche-Orient éclaté : de Suez à l'invasion du Liban, 1956-1982*, Paris, La Découverte/Maspero, 1983, p. 16.

4. Sur l'intervention, Fred Haley Lawson, *The Social Origins of Egyptian Expansionism during the Muhammad Åli Period*, New York, Columbia University Press, 1992 ; Findî Abû Fakhr, *Intifâḍât al-Shâm ʻalá maẓâlim Muhammad ʻAlî Bâshâ, 1831-1840*, Damas, Dâr al-Yanâbîʻ, 2004 ; Latîfah Muhammad Sâlim, *Al-Hukm al-Misrî fî al-Shâm, 1831-1841*, Le Caire, Dâr al-Kitâb al-Jâmiʻî, 1983 ; Antun Rustum et B. Qar'ali (dir.), *Hurûb Ibrâhîm Bâshâ al-Misrî fî Sûriyâ wa-al-Anâḍûl*, Le Caire, al-Matbaʻah al-Sûrîyah, 1927.

5. Yann Bouyrat, *Devoir d'intervenir ? L'intervention « humanitaire » de la France au Liban, 1860*, Paris, Vendémiaire, 2013 ; Ḍaww A. (dir.), *Hawâdith 1860 fî Lubnân wa-Dimashq : Lajnat Bayrût al-Dawlîyah : al-mahâḍir al-kâmilah, 1860-1862*, Beyrouth, Mukhtarât, 1996, 2 vol. ; Leila Tarazi Fawaz, *An Occasion for War : civil conflict in Lebanon and Damascus in 1860*, Berkeley, University of California Press, 1994 ; Philip Khoury, *Urban Notables and Arab Nationalism : the politics of Damascus 1860-1920*, Londres, Cambridge University Press, 1983.

6. Henry Laurens, *Les Crises d'Orient*, Paris, Fayard, 2017.

7. Suivant la démarche des historiens ottomanistes se détachant de cette problématique, Tassos Anastassiatis, Nathalie Clayer, « Beyond the Incomplete or Failed Modernization Paradigm », dans Tassos Anastassiatis, Nathalie Clayer (éd.), *Society, Politics and State-formation in Southeastern Europe during the 19th Century*, Athènes, Historical Archives, 2011.

8. Henry Laurens, *Orientales*, Paris, CNRS Éditions, 2004.

9. Asad Rustum et Subhî Nâyif Abû Shaqrâ, *Al-Maḥfûẓât al-Malakîyah al-Miṣrîyah*, Beyrouth, American Press, 1940.

10. Cette présentation suit l'analyse proposée par l'historien Khaled Fahmy : Khaled Fahmy, *Mehmed Ali : from Ottoman Governor to Ruler of Egypt*, Londres, Oneworld Publications, 2012. Sur l'expédition de Napoléon Bonaparte, Henry Laurens, *L'Expédition d'Égypte, 1798-1801*, Paris, Armand Colin, 1995.

11. Odile Moreau, *Réformes militaires ottomanes. 19e-20e siècles : nouvelles approches*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2007.

12. Jean Batou, « L'Égypte de Muhammad-'Ali. Pouvoir politique et développement économique, 1805-1848 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 1991, vol. 46, nº 2, p. 401-428.

13. Stanford J. Shaw et Ezel Kural Shaw, *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.

14. Henry Laurens, *Les Crises d'Orient, op. cit.*

15. *Ibid*.

16. Hervé Mazurel, Alain Boureau, Michel Desgranges, et Pierre Vidal-Naquet, *Vertiges de la guerre : Byron, les philhellènes et le mirage grec*, 1re éd., Paris, Les Belles Lettres, 2013.

17. Henry Laurens, *La Question de Palestine : 1799-1921*, tome I, Paris, Fayard, 1999.

18. Muhammed H. Kutluoğlu, *The Egyptian Question (1831-1841) : the expansionist policy of Mehmed Ali Paşa in Syria and Asia Minor and the reaction of the Sublime Porte*, İstanbul, Eren, 1998, p. 57 ; Sulayman Abu Izz al-Din, *Ibrahim Pacha fi Suriya, op. cit.*, p. 48-51.

19. Voir Majhûl, *Mudhakkarât târikhiyyat ‘an hamlat îbrâhîm bâshâ ‘alâ sûriyâ*, Damas, Dâr qatiyya ; Halâ Sulaymân, *Athar al-hamla al-misriyya ‘alâ bilâd al-shâm*, Tripoli, All-mu’ssassa al-haditha li-l-kitâb, 2001.

20. Voir dépêche du consul de France du 31 juillet 1830, Alexandrie, reprise dans CCC Alep et Muhammed H. Kutluoğlu, *The Egyptian Question*…, *op. cit.*

21. De nombreux textes contemporains permettent de reconstruire l’enchaînement militaire. Latîfah Muhammad Sâlim, *al-Hukm al-Misrî fî al-Shâm, 1831-1841*, *op. cit.* ; Virginia Aksan, *Ottoman Wars, 1700-1870 : an empire besieged*, Harlow, Routledge, 2007, p. 368-370.

22. Khâlid Banî Hânî, *Târîkh dimashq wa ulamawuhâ khilâl al-hukm al-misrî*, Damas, Safhât li-l-dirasât wa-l-nashar, 2007, p.113 et s.

23. Khaled Fahmy, *Mehmed Ali, op. cit.* ; Muhammed H. Kutluoğlu, *The Egyptian Question, op. cit.*

24. George Antonius, *op. cit.*

25. Fred Haley Lawson, *The Social Origins of Egyptian Expansionism during the Muhammad Ả li Period, op. cit.*

26. Khaled Fahmy, *Mehmed Ali, op. cit.*

27. Khâlid Banî Hânî, *Târîkh dimashq*, p. 149 et s.

28. Amîr Haydar Amad al-Shihâbî, Asad Rustum, et Fu’âd Afrâm Bustânî, *Lubnân fî ‘ahd al-umarâ’ al-Shihâbîyîn, op. cit.* ; Amal Bashshûr, *Sûriyâ wa-Lubnân fî ‘aṣr al-iṣlâḥ al-‘Uthmânî : ḥiqbat al-tanẓîmât min sanat 1840 li-1880*, Tripoli, al-Mua’ssasah al-Ḥadîthah lil-Kitâb, 2006.

29. Antûn Rustum et B. Qar’alî (dir.), *Hurûb Ibrâhîm Bâshâ al-Misrî fî Sûriyâ wa-al-Anâḍûl, op. cit.*

30. Norman Lewis, *Nomads and Settlers in Syria and Jordan, 1800-1980, op. cit.* et Latîfah Muhammad Sâlim, *al-Hukm al-Misrî fî al-Shâm, 1831-1841, op. cit.*

31. Ce qui donne lieu à de nombreuses digressions géopolitiques du consul britannique à Alep, pour savoir si Ibrahim Pasha souhaite prendre le contrôle de l’Irak, voir dépêches dans FO 195/99 (Kew Gardens).

32. Khâlid Banî Hânî, *Târîkh dimashq*, p. 95, voir tome I CCC Damas (La Courneuve).

33. Khâlid Banî Hânî, *Târîkh dimashq*, p. 155-159.

34. Findî Abû Fakhr, *Intifâḍât al-Shâm ‘alá maẓâlim Muḥammad ‘Alî Bâshâ, 1831-1840*, Damas, Dâr al-Yanâbî‘, 2004. Sur le cercle de justice, Elizabeth Thompson, *Justice interrupted : the struggle for constitutional government in the Middle East*, Cambridge, Harvard University Press, 2013.

35. Henry Laurens, *La Question de Palestine*, tome I.

36. Ainsi débute la série des correspondances consulaires et commerciales (CCC) de Damas.

37. Jean Sauvaget, *Alep, essai sur le développement d’une grande ville syrienne, des origines au milieu du XIX e siècle*, Paris, P. Geuthner, 1941, p. 205.

38. Le terme de minorités n’apparaît qu’après 1919, nous l’employons pour parler des non-musulmans ; Benjamin Thomas White, *The Emergence of Minorities in the Middle East : the politics of community in French Mandate Syria*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2011.

39. Vanessa Guéno, *Homs durant les dernières décennies ottomanes : les relations ville-campagne à travers les archives locales*, Aix-Marseille I, 2008, chapitre 4.

40. Elizabeth Thompson, « Ottoman Political Reform in the Provinces : The Damascus Advisory Council in 1844-45 », *International Journal of Middle East Studies*, août 1993, vol. 25, n° 3, p. 457-475.

41. Linda Schatkowski-Schilcher, *Families in politics : Damascene factions and estates of the 18th and 19th centuries*, Stuttgart, F. Steiner, 1985, p. 54-55.

42. Même si les représentants de confessions non musulmanes cessent rapidement de siéger ; Zouhair Ghazzal, *L'Économie politique de Damas durant le XIX e siècle, op. cit.*, p. 53.

43. Amîr Ḥaydar Aḥmad al-Shihâbî, Asad Rustum, et Fu'âd Afrâm Bustânî, *Lubnân fî 'ahd al-umarâ' al-Shihâbîyîn, op. cit.*

44. Findî Abû Fakhr, *Intifâdât al-Shâm 'alá mazâlim Muhammad 'Alî Bâshâ, 1831-1840, op. cit.*

45. Dépêches dans F078/272-Kew Garden (Londres) et Kais Firro, *A History of the Druzes*, Leyde, New York, E.J. Brill, 1992, p. 72-73.

46. Voir les dépêches dans FO 195/93.

47. Khâlid Banî Hânî, *Târîkh dimashq, op. cit.*

48. Ceasar E. Farah, *Politics of Interventionism in Ottoman Lebanon, 1830-1861*, Oxford, I.B. Tauris, 2000, p. 76 et s.

49. Voir les dépêches dans FO 195/99.

50. Stanford J. Shaw et Ezel Kural Shaw, *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey, op. cit.* ; Kemal H. Karpat, *Studies on Ottoman social and political history : selected articles and essays*, Leyde, Pays-Bas, Boston, Brill, 2002.

51. Voir Zouhair Ghazzal, *L'Économie politique de Damas durant le XIX e siècle, op. cit.* ; Linda Schatkowski-Schilcher, *Families in Politics, op. cit.* ; Moshe Ma'oz, *Ottoman reform in Syria and Palestine, 1840-1861 : the impact of the Tanzimat on politics and society*, Oxford, Londres, Clarendon, 1968, p. 39, tomes II et III CCC Damas, tome XXX CCC Alep (La Courneuve), FO 195/222 (Kew Gardens) ; Mikhâ'îl Mishâqah, Mulḥam Khalîl 'Abdû, et Andrâwus Ḥannâ Shakhâshîrî, *Kitâb mashhad al-'iyân bi-ḥawâdith Sûriyâ wa-Lubnân*, Le Caire, s.n., 1908.

52. Sur les Druzes, Cyril Roussel, *Les Druzes de Syrie : territoire et mobilité*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 2011 ; Norman Lewis, *Nomads and Settlers in Syria and Jordan, 1800-1980, op. cit.*, Thomas Philipp, *The Syrian Land in the 18th and 19th Century, op. cit.*

53. Faruk Tabak, *The Waning of the Mediterranean, 1550-1870, op. cit.*

54. Dépêches dans tome II, CCC Damas (La Courneuve).

55. John S. Guest, *The Euphrates Expedition*, New York, K. Paul International, 1992.

56. Rabah Naffakh, *Les Beggara du Zor : changements techno-économiques et sociaux*, thèse de 3e cycle, faculté des lettres, Paris, France, 1964.

57. Muḥammad Jamāl Bâghût, *al-Takawwun al-tārīkhī al-ḥadīth lil-Jazīrah al-Sūrīyah, op. cit.*, Muhammad Jamâl Bâghût, « La renaissance de la Jéziré ottomane, Deir ez-Zor, de la désertion à la renaissance », dans Jean-Claude David et Thierry Boissière, *Alep et ses territoires : fabrique et politique d'une ville, 1868-2011*, Beyrouth, Damas, Presses de l'Ifpo, 2014.

58. Moshe Ma'oz, *Ottoman Reform in Syria and Palestine, 1840-1861 : the impact of the Tanzimat on politics and society, op. cit.*, p. 41.

59. Bruce Masters, « The 1850 Events in Aleppo : An Aftershock of Syria's Incorporation into the Capitalist World System », *International Journal of Middle East Studies*, 1990, vol. 22, n° 1, p. 3-20.

60. Feras Krimsti, « The 1850 Uprising in Aleppo. Reconsidering the Explanatory Power of Sectarian Argumentations », Ulrik Freitag, Nelida Fuccaro (éd.), *Urban Violence in the Middle East. Changing Cityscapes in the Transition from Empire to Nation State*, New York, Berghahn, 2015, p. 150-152.

61. Michel Foucault, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1993.

62. Moshe Maʿoz, *Ottoman Reform in Syria and Palestine, 1840-1861 : the impact of the Tanzimat on politics and society, op. cit.*, p. 124.

63. Roger Owen, *The Middle East in the World Economy : 1800-1914*, Londres, I.B. Tauris, 1993 ; Charles Issawi, *The Economic History of the Middle East. 1800-1914. A book of readings*, Chicago, University of Chicago Press, 1966.

64. Dominique Chevallier, *La Société du mont Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe, op. cit.*

65. Tome IV, CCC Damas (La Courneuve).

66. Vanessa Guéno, *Homs durant les dernières décennies ottomanes, op. cit.*

67. Roger Owen, *The Middle East in the World Economy, op. cit.* ; Dominique Chevallier, *La Société du mont Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe, op. cit.*

68. Ces remarques s'appuient sur Vanessa Guéno : *Homs durant les dernières décennies ottomanes, op. cit.* ; Martha Mundy et Richard Saumarez Smith, *Governing Property, making the Modern State, op. cit.*

69. Peter Sluglett, « Municipalities in the late ottoman empire », dans Peter Sluglett et Stephan Weber (dir.), *Syria and Bilad al-Sham under Ottoman rule : essays in honour of Abdul Karim Rafeq*, Leyde, Brill, 2010, p. 558.

70. Henry Laurens, *La Question de Palestine*, tome I, *op. cit.*

71. Voir dépêches tome IV CCC Damas (La Courneuve).

72. A. Daww (dir.), *Hawâdith 1860 fî Lubnân wa-Dimashq, op. cit.* ; Mikhā'īl Mishāqah, Mulḥam Khalīl ʻAbdū, et Andrāwus Ḥannā Shakhāshīrī, *Kitāb mashhad al-ʻiyān bi-ḥawādith Sūriyā wa-Lubnān, op. cit.* ; Leila Tarazi Fawaz, *An Occasion for War, op. cit.* ; Dima de Clerck, Carla Eddé, Naila Kaidbey, Souad Slim, *et al.*, *1860, histoires et mémoires d'un conflit*, Beyrouth/Damas, Institut français du Proche-Orient, 2015. Ussama Makdisi, *The Culture of Sectarianism. Community, history, and violence in Nineteenth-Century Ottoman Lebanon*, Berkeley, University of California Press, 2000.

73. Leila Tarazi Fawaz, *An Occasion for War : civil conflict in Lebanon and Damascus in 1860*, Berkeley, University of California Press, 1994.

74. Leila Tarazi Fawaz, *An Occasion for War, op. cit.*

75. Dima de Clerck (dir.), *1860, histoires et mémoires, op. cit.*

76. *Ibid*.

Chapitre III

1. Albert Hourani, « Ottoman Reforms and the Politics of Notables », dans Albert Hourani, Philip Shukry Khoury, et Mary Christina Wilson, *The Modern Middle East : a reader*, Berkeley, University of California Press, 1993 ; Philip Shukry Khoury, *Urban Notables and Arab Nationalism, op. cit.*

2. On entendra par « provinces syriennes », les wilâyât de Syrie, d'Alep et de Deir es-Zor. De manière plus générale, le sens de province devient celui d'une unité administrative.

3. Expression qu'il reprend de Michael Mann dans « Instant Communication : the impact of the telegraph in Ottoman Syria », Thomas Philipp et Birgit Schäbler, *The Syrian Land : processes of integration and fragmentation : Bilâd Al-Shâm from the 18th to the 20th Century*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 1998.

4. Palmira Johnson Brummett, *Mapping the Ottomans : sovereignty, territory, and identity in the early modern Mediterranean*, New York, Cambridge University Press, 2015.

5. Voir entre autres Philip Shukry Khoury, *Urban Notables and Arab Nationalism, op. cit.* ; Thomas Philipp et Birgit Schäbler, *The Syrian Land, op. cit.* ; Muḥammad Jamāl Bārūt, *al-Takawwun al-tārīkhī al-ḥadīth lil-Jazīrah al-Sūrīyah, op. cit.*

6. Matthieu Rey, *Le Parlementarisme en Irak et en Syrie entre 1946 et 1963 : un temps de pluralisme au*

Moyen-Orient, thèse de doctorat, école doctorale de l'École des hautes études en sciences sociales, France, 2013.

7. Kais Ezzerelli, Maher Sharif, *Al-sîr al-dhâtiya fî bilâd al-shâm*, Damas, Dâr al-Mada, 2008.

8. Ami Ayalon, *The Arabic Print Revolution : cultural production and mass readership, 1800-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.

9. Henry Laurens, *La Question de Palestine*, tome I, *op. cit.*

10. Jean Hannoyer, *Campagnes et pouvoir en Syrie : essai d'histoire socio-économique sur la région de Deir ez-Zor*, thèse 3e cycle, École des hautes études en sciences sociales, Paris, France, 1982.

11. Jean-Claude David et Thierry Boissière, *Alep et ses territoires, op. cit.*

12. Jürgen Osterhammel, *The Transformation of the World : a global history of the Nineteenth Century*, Princeton Oxford, Princeton University Press, 2015.

13. Leila Fawaz, « The Beirut-Damascus Road : connecting the Syrian Coast to the Interior in the 19th century » dans Thomas Philipp, *The Syrian Land in the 18thand 19th Century, op. cit.*, p. 39.

14. Au détriment de Tripoli et Saïda ; James A. Reilly, *The Ottoman Cities of Lebanon : historical legacy and identity in the Modern Middle East*, Londres New York, I.B. Tauris, 2016.

15. François Lantz, *Chemins de fer et perception de l'espace dans les provinces arabes de l'Empire ottoman, 1890-1914*, Paris, 2005.

16. Notes dans les cartons CPC 865 (Turquie) (La Courneuve).

17. Linda Schilcher, « Railways in Political Economy of Southern Syria, 1890-1925 », dans Thomas Philipp et Birgit Schäbler, *The Syrian Land, op. cit.*, p. 99 et s.

18. Des cas similaires sont relayés dans le cas d'Alep, voir CCC Alep, tomes XXXVII, XXXVIII et XXXIX (La Courneuve) ; Eugene L. Rogan, *Frontiers of the State in the late Ottoman Empire : Transjordan, 1850-1921*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

19. Albert Hourani, « Ottoman Reforms and the Politics of Notables », dans Albert Hourani, Philip Shukry Khoury et Mary Christina Wilson, *The Modern Middle East, op. cit.*, p. 87.

20. Frederick Cooper et Jane Burbank, *Empires. De la Chine ancienne à nos jours*, Paris, Payot, 2011.

21. Philip Khoury, *Urban Notables and Arab Nationalism, op. cit.*

22. Hannah Arendt et Martine Leiris, *Les Origines du totalitarisme*, II : *L'Impérialisme*, Paris, Seuil, 1997.

23. Dominique Chevallier, *La Société du mont Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe, op. cit.* ; Charles Issawi, *The Economic History of the Middle East, op. cit.*

24. Charles Issawi, *The Economic History of the Middle East, op. cit.*, p. 271.

25. Jean-Luc Arnaud, « La population de Damas à la fin de la période ottomane, Summary », *Annales de démographie historique*, no 101-1, 2001, p. 177-207.

26. Peter Sluglett, « Municipalities », art. cit. ; Vanessa Guéno, *Homs durant les dernières décennies ottomanes, op. cit.* ; Klat Paul, « Musha Holdings and Land Fragmentation in Syria », Beyrouth, MEEP, 1957 ; Roger Owen, Paul Burton, *New Perspectives on Property and Land in the Middle East*, Cambridge, Harvard University Press, 2000.

27. Philip Shukry Khoury, *Urban Notables and Arab Nationalism, op. cit.*

28. Paul Veyne, *Le Pain et le cirque*, Paris, Seuil, 1995.

29. Jean-Philippe Genet, *L'État moderne : Genèse. Bilans et perspectives*, Paris, Éditions du CNRS, 1990.

30. François Georgeon, *Abdülhamid II : le sultan calife (1876-1909)*, Paris, Fayard, 2003.

31. Robert Devereux, *The First Ottoman Constitutional Period : a study of the Midhat Constitution and Parliament*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1963.

32. François Georgeon, *Abdülhamid II, op. cit.*

33. Christoph Herzog, Malek Sharif (dir.), *The First Ottoman Experiment in Democracy*, Würzburg, Ergon Verlag, 2010.

34. M.H. Yavuz et Sluglett P. (dir.), *War and Diplomacy : the Russo-Turkish War of 1877-1878 and the Treaty of Berlin*, Salt Lake City, University of Utah Press, 2011.

35. Dépêches CCC Damas, tome V et VI, CCC Alep, tome XXXV (La Courneuve) ; *ibid.*

36. Voir carte 2.

37. Reşat Kasaba, *A Moveable Empire : Ottoman nomads, migrants, and refugees*, Seattle, University of Washington Press, 2009.

38. Najib E. Saliba, « The Achievements of Midhat Pasha as Governor of the Province of Syria, 1878-1880 », *International Journal of Middle East Studies*, 1978, vol. 9, n° 3, p. 307-323.

39. Leila Hudson, *Transforming Damascus : space and modernity in an islamic city*, Londres, I.B. Tauris, 2008.

40. Till Grallert, « To Whom Belong the Streets ? », *Bulletin d'études orientales*, 1er décembre 2012, n° 61, p. 327-359.

41. Albert Habib Hourani, *Arabic Thought in the Liberal Age, 1798-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

42. Adel Beshara, *The Origins of Syrian Nationhood : histories, pioneers and identity*, Londres New York, Routledge, 2011 ; Rashid Ismail Khalidi et Lisa Anderson (dir.), *The Origins of Arab Nationalism*, New York, Columbia University Press, 1991 ; Israel Gershoni, *Rethinking Nationalism in the Arab Middle East*, New York, Columbia University Press, 1997.

43. Mahmûd Muhammad, 'Imârât, *al-a'mâl al-kâmila li'Abd al-Rahmân al-Kawâkibî*, Beyrouth, 1975.

44. Thomas Philipp, *The Syrians in Egypt, 1725-1975*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 1985.

45. Gilles Veinstein, « La question du califat ottoman », dans Pierre Jean Luizard, *Le Choc colonial, op. cit.*

46. François Georgeon, *Abdülhamid II, op. cit.*

47. A.C.S. Peacock et Annabel Teh Gallop, *From Anatolia to Aceh : Ottomans, Turks, and Southeast Asia*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

48. Voir tome XXXV CCC Alep (La Courneuve).

49. François Georgeon, Nicolas Vatin, Gilles Veinstein et Elisabetta Borromeo, *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 2015.

50. Voir « Chemins de fer », dans François Georgeon, Nicolas Vatin, Gilles Veinstein et Elisabetta Borromeo, *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 2015.

51. Dépêches dans les tomes VII et surtout VIII CCC Damas (La Courneuve).

52. L. Schatkowski Schilcher, « The Hauran Conflicts of the 1860s : a chapter in the rural history of modern Syria », *International Journal of Middle East Studies*, 1981, vol. 13, n° 2, p. 159-179.

53. David Dean Commins, *Islamic Reform : politics and social change in late Ottoman Syria*, Oxford, Oxford University Press, 1990.

54. Albert Habib Hourani, *Arabic Thought in the Liberal Age, 1798-1939, op. cit.*

55. Itzchak Weismann, *Taste of Modernity : sufism, salafiyya, and arabism in late Ottoman Damascus*, Boston/Leyde/Cologne, Brill, 2001 ; David Dean Commins, *Islamic Reform, op. cit.*

56. Vincent Lemire, *Jérusalem 1900 : la Ville sainte à l'âge des possibles*, Paris, Armand Colin, 2013.

57. Jean-Luc Arnaud, *Damas, urbanisme et architecture 1860-1925*, Paris, Acte Sud-Sindbad, 2006.

58. Fakhrî Bârûdî, *Awrâq wa-mudhakkirât Fakhrî al-Bârûdî, 1887-1966 : khamsûn 'âman min hayât al-watan*, Dimashq, Wizârat al-Thaqâfah fî al-Jumhûrîyah al-'Arabîyah al-Sûrîyah, 1999, Khâlid 'Aẓm, *Mudhakkirât*, Beyrouth, Dâr lil nashr, 2003, tome I, p. 15.

59. Eugene Rogan, « The Political Significance of an Ottoman Education : Maktad Anbar Revisited » dans Thomas Philipp et Christoph Schumann, *From the Syrian land to the States of Syria and Lebanon*, Würzburg/Beyrouth, Ergon Verlag in Kommission, 2004.

60. Correspondances politiques et commerciales, cartons 865-866-867, Turquie ; CCC Alep, tome XXXVIII.

61. Henry Laurens, *La Question de Palestine*, tome I, *op. cit.*

Chapitre IV

1. Sur les échos impériaux de cette secousse, François Georgeon, « *L'Ivresse de la liberté* ». *La révolution de 1908 dans l'Empire ottoman*, Louvain, Peteers, 2012.

2. Leyla Dakhli, *Une génération d'intellectuels arabes : Syrie et Liban, 1908-1940*, Paris, Karthala IISMM, 2009.

3. Sur les impressions, voir les notes contenues dans 18 A 25 (Nantes), FO 195/2272 (Kew Gardens) ; Fakhrî Bârûdî, *Awrâq wa-mudhakkirât Fakhrî al-Bârûdî, 1887-1966, op. cit.*, p. 75-77 ; Fâris al-Khurî, *Awrāq Fāris al-Khūrī*, Damas, Ṭalās, 1989, 2 vol. ; Keith David Watenpaugh, *Being Modern in the Middle East : revolution, nationalism, colonialism, and the Arab middle class*, Princeton, Princeton University Press, 2006 ; ‘Alî Sultân, *Târîkh Sûrîyah*, Damas, Dâr Talâs, 1987 ; et Nashwân al-Attâssî, *op. cit.*, p. 100 et s.

4. Ce n'est pas l'occasion de traiter de la formation et de l'évolution du comité Union et Progrès, voir Şerif Mardin, *The Genesis of Young Ottoman Thought : a study in the modernization of Turkish political ideas*, Syracuse (N.Y.), Syracuse University Press, 2000 ; M. Şükrü Hanioğlu, *Preparation for a Revolution : the Young Turks, 1902-1908*, Oxford, Oxford University Press, 2001 ; M. Naim Turfan, *Rise of the Young Turks : politics, the military and Ottoman collapse*, Londres New York, I.B. Tauris, 2000.

5. Fakhrî Bârûdî, *Awrâq wa-mudhakkirât Fakhrî al-Bârûdî, 1887-1966, op. cit.*

6. Dans son étude exhaustive sur la Jazira, Jamal Bârût montre uniquement des inflexions sur les pouvoirs locaux, Muḥammad Jamâl Bârût, *al-Takawwun al-târîkhî al-ḥadîth lil-Jazîrah al-Sûrîyah, op. cit.*

7. ‘Ismat Burhân al-Dîn ‘Abd al-Qâdir, *Dawr al-Nûwâb al-‘Arab fî Majlis al-Mab‘ûthân al-‘Uthmânî, 1908-1914 M*, Beyrouth, al-Dâr al-‘Arabîyah lil-Mawsû‘ât, 2006.

8. Jûzîf Ilyâs, *Tatawwur al-Sihâfah al-Sûrîyah fî mi'at ‘âm (1865-1965)*, Beyrouth, Dâr al-Niḍâl, 1982 ; Ami Ayalon, *The Press in the Arab Middle East : a history*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

9. Note du 14 août 1908, dans carton 18 A 25 (Nantes).

10. Note du consul britannique, 11 octobre 1908, FO 195/2272 (Kew Gardens).

11. *Khâlid al-'Azm Mudhakkirât, op. cit.*

12. Elizabeth Thompson, *Justice interrupted, op. cit.* ; Anne-Laure Dupont, « Réforme et révolution dans la pensée arabe après 1908 », dans François Georgeon (dir.), *« L'Ivresse de la liberté » : la révolution de 1908 dans l'Empire ottoman, op. cit.*

13. Fâris Khûrî, *Awrâq Fâris al-Khûrî, op. cit.*, p. 196, poème sur la guerre russo-japonaise.

14. Note du 25 novembre 1908, dans carton 18 A 25 (Nantes).

15. Fâris Khûrî, *Awrâq Fâris al-Khûrî, op. cit.*

16. ‘Alî Sultân, *Târîkh Sûrîya, op. cit.*, p. 80.

17. Muhammad Kurd ‘Alî, *Al-Mudhakkirât*, 1948 ; *Al-Muqtadas*, 1912.

18. Voir notes dans FO 195/2272.

19. ‘Ismat Burhân al-Dîn ‘Abd al-Qâdir, *Dawr al-Nûwâb al-‘Arab fî Majlis al-Mab‘ûthân al-‘Uthmânî, 1908-1914 M, op. cit.*

20. Henry Laurens, *La Question de Palestine*, tome I, *op. cit.*

21. Patrick Seale, *La Lutte pour l'indépendance arabe : Riad El-Solh et la naissance du Moyen-Orient moderne*, Paris, Fayard, 2010.

22. ʻAlî Sultân, *Târîkh Sûrîya, op. cit.*

23. Notes et dépêches consulaires, CCC Damas, volume CXIII et CXIV (La Courneuve) ; Kais Firro, *A History of the Druzes, op. cit.* ; J. Mascle et Jûrj Kûsá, *Jabal al-Durûz : dirâsa târîkhîya*, Damas, Dâr al-Farqad, 2006 ; Brigit Schaebler « State(s) Power and Druzes : Integration and Struggle for Social Control 1838-1949 », dans Thomas Philipp et Birgit Schäbler, *The Syrian Land, op. cit.*

24. Note du consul, tome CXI, Damas (La Courneuve).

25. Hasan Kayali, *Arabs and Young Turks : Ottomanism, Arabism, and Islamism in the Ottoman Empire, 1908-1918*, Berkeley, University of California Press, 1997.

26. Keith David Watenpaugh, *Being Modern in the Middle East, op. cit.*, dépêches dans 18 A 02 (Nantes).

27. ʻIsmat Burhân al-Dîn ʻAbd al-Qâdir, *Dawr al-Nûwâb al-ʻArab fî Majlis al-Mabʻûthân al-ʻUthmânî, 1908-1914 M, op. cit.*

28. Vincent Cloarec, *La France et la question de Syrie : 1914-1918*, Paris, CNRS Éditions, 2002, p. 35.

29. Notes et dépêches, tome CXIII, CPC Damas (La Courneuve).

30. Hasan Kayali, « Elections and the Electoral Process in the Ottoman Empire, 1876-1919 », *International Journal of Middle East Studies*, 1995, vol. 27, n° 3, p. 273.

31. Leyla Dakhli, *Une génération d'intellectuels arabes : Syrie et Liban, 1908-1940*, Paris, Karthala/IISMM, 2009 ; Vincent Cloarec, *La France et la question de Syrie, op. cit.*

32. Jean Hannoyer, *Campagnes et pouvoir en Syrie, op. cit.* ; Muhammad Jamâl Bârût, *al-Takawwun al-târîkhî al-hadîth lil-Jazîrah al-Sûrîyah, op. cit.*

33. Christopher Clark (trad. Marie-Anne de Béru), *Les Somnambules : été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre*, Paris, Flammarion, 2015.

34. Vincent Cloarec et Henry Laurens, *La France et la question de Syrie, op. cit.* ; sur l'empire dans la guerre, Eugene L. Rogan, *The Fall of the Ottomans : the Great War in the Middle East, 1914-1920*, Londres, Allen Lane, 2015.

35. Notes de juillet à septembre dans 18 PO/A carton 53 (Nantes).

36. Najwa Al-Qattan, « Safarbarlik : Ottoman Syria and the Great War », dans Thomas Philipp et Christoph Schumann, *From the Syrian Land to the States of Syria and Lebanon, op. cit.*

37. Eugene L. Rogan, *The Fall of the Ottomans, op. cit.*

38. Jean Hannoyer, *Campagnes et pouvoir en Syrie, op. cit.*

39. Voir les notes dans FO 383/91 (Kew Gardens).

40. Eugene L. Rogan, *The Fall of the Ottomans, op. cit.*

41. Voir la synthèse sur le personnage et la guerre, M. Talha Çiçek, *War and State Formation in Syria : Cemal Pasha's Governorate During World War I, 1914-1917*, Londres, Routledge, 2014. La légende noire se retrouve chez ʻAlî Sultân, *Târîkh Sûrîya, op. cit.* ; George Antonius, *The Arab Awakening, op. cit.*

42. Note du 5 janvier 1915 dans 1915 A 01 (Vincennes) pour les fortifications et tranchées. Pour les préparatifs contre Suez, les notes sont dispersées dans 1915 A 01 à 1915 A 02 (Vincennes).

43. Note du 8 février 1915, 1915 A 02 (Vincennes).

44. Albert Thomazi, *La Guerre navale dans la Méditerranée*, Paris, Payot, 1929.

45. Eliezer Tauber, *The Formation of Modern Syria and Iraq*, Ilford (GB) Portland (Or.), F. Cass, 1995.

46. Fâris al-Khurî revient en détail analysant les trois vagues d'arrestations et de condamnations : Fâris Khûrî, *Awrâq Fâris al-Khûrî, op. cit.*

47. Patrick Seale, *La Lutte pour l'indépendance arabe, op. cit.* ; Eliezer Tauber, *The Formation of Modern Syria and Iraq, op. cit.*

48. M. Talha Çiçek, *War and State Formation in Syria, op. cit.*

49. Elizabeth Thompson, *Colonial Citizens : republican rights, paternal privilege, and gender in French Syria and Lebanon*, New York, Columbia University Press, 2000.

50. Johann Strauss, « The Disintegration of Ottoman Rule in the *Syrian* Provinces as Viewed by German Observers », dans Thomas Philipp et Birgit Schäbler, *The Syrian Land, op. cit.*

51. Hasan Kayyâlî, « Suriya fî harb al-'alamiyya al-ûlâ wa al-tahâlûf al-almânî al-uthmânî. Itlâla naqdiyya 'ala-l-târîkh », dans Mujmûma' al-mu'alifîn, *Mi'a 'am 'ala l-harb al-'alamiyya al-ûlâ. Muqârabât arabiyya*, vol. II, Doha, Arab Center for Research and Policy Studies, 2016, p. 440-441.

52. La littérature est aujourd'hui abondante sur le versant turc. Voir, entre autres, Annette Becker, Hamit Bozarslan, Vincent Duclert, Raymond H Kévorkian, Gaïdz Minassian, Claire Mouradian, Mikaël Nichanian, et Yves Ternon, *Le Génocide des Arméniens. Un siècle de recherche 1915-2015*, Paris, Armand Colin, 2015 ; Hamit Bozarslan, Vincent Duclert, et Raymond H. Kévorkian, *Comprendre le génocide des Arméniens. 1915 à nos jours*, Paris, Tallandier, 2015 ; Yves Ternon, *Les Arméniens, histoire d'un génocide*, Paris, Seuil, 1977.

53. Yves Ternon, *Les Arméniens, histoire d'un génocide, op. cit*. D'autres sources évoquent plusieurs dizaines de milliers de morts.

54. Voir les notes 1916 A 01 à 1916 A 09 (Vincennes).

55. Voir les numéros conservés à la Jafet Library. Pour deux visions de l'islam en guerre, « Visions of Islamic Unity : A Comparison of Djemal Pasha's al-Sharq and Sharîf Husayn's al-Qibla Periodicals », *Der Islam Welt* 54, 3-4, 2014.

56. John D. Grainger, *The Battle for Syria, 1918-1920*, Woodbridge, Boydell Press, 2013.

57. James L. Gelvin, *Divided Loyalties : nationalism and mass politics in Syria at the close of Empire*, Berkeley, University of California Press, 1998.

58. Ali A. Allawi, *Faisal I of Iraq*, New Haven, Yale University Press, 2014.

59. Voir notes contenues dans 1918 A 09 à 1918 A 12 (Vincennes) ; Malcolm B. Russell, *The First Modern Arab State : Syria under Faysal, 1918-1920*, Minneapolis, Bibliotheca Islamica, 1985.

60. Muhammad Jamâl Bârût, *al-Takawwun al-târîkhî al-hadîth lil-Jazîra al-Sûrîya, op. cit.*, p. 111.

61. Elizabeth Thompson, *Justice interrupted, op. cit.* ; James L. Gelvin, *Divided Loyalties, op. cit.*

62. James L. Gelvin, *Divided Loyalties, op. cit.*

63. Eliezer Tauber, *The Formation of Modern Syria and Iraq*, Ilford (GB) Portland (Or.), F. Cass, 1995.

64. Voir les numéros conservés à la Jafet Library.

65. 'Abd al-Rahmân Shahbandar, *Mudhakkirât 'Abd al-Rahmân al-Shahbandar*, 1967.

66. Elizabeth Thompson, *Justice interrupted, op. cit.*

67. Sur le fonctionnement de l'Assemblée, les débats entre les trois témoins et leurs versions autobiographiques des événements, voir Mâzin Yûssif Sabbâgh, *Al-Mu'atamar al-sûrî – barlamân al-istiqlâl (bilâd al-Shâm) sûriya – falestîn – al-ûrdun –lubnân 7/6/1919 – 25/7/1920*, Damas, Dâr al-Sharq, 2011 et Mârî Almâẓ Šahrastân, *Al-mu'tamar al-sûrî al-'alî 1919-1920*, Beyrouth, Dâr Amwâj, 2000.

68. Philip S. Khoury, *Syria and the French Mandate : the politics of Arab nationalism, 1920-1945*, Princeton, Princeton University Press, 1987 ; ʻAbd al-Raḥmān Shahbandar et Daʻd Ḥakīm, *Rasā'il 'Abd al-Raḥmān al-Shahbandar, 1879-1940 : tārīkh ummah fī ḥayāt rajul*, Damas Wizārat al-Thaqāfah fī al-Jumhūrīyah al-ʻArabīyah al-Sūrīyah, 2002.

69. Vahé Tachjian, *La France en Cilicie et en Haute-Mésopotamie. Aux confins de la Turquie, de la Syrie et de l'Irak*, Paris, Karthala, 2004.

70. Ce sont les préludes de la révolte du Nord, Fâ'iz Qusra, *al-Thawra al-'arabiyya fî-l-shamâl al-sûrî*, Damas, Manshûrât al-hay'a al-'ama al-sûriyya li-l-kitâb, 2007.

71. Nadine Picaudou, « La tradition constitutionnelle arabe : un héritage méconnu », *Égypte/Monde*

arabe, 31 décembre 2005, nº 2, p. 17-36.

72. Mârî Almâẓ Šahrastân, *Al-mu'tamar al-sûrî al-'alî 1919-1920*, Beyrouth, Dâr Amwâj, 2000.

Chapitre V

1. Nadine Méouchy (dir.), *France, Syrie et Liban 1918-1946 : les ambiguïtés et les dynamiques de la relation mandataire*, Damas, Presses de l'Ifpo, 2013.

2. Stephen Hemsley Longrigg, *Syria and Lebanon under French mandate*, Oxford, Oxford University Press, 1958 ; Albert Habib Hourani, *Syria and Lebanon : a political essay*, Beyrouth, Librairie du Liban, Lebanon bookshop, 1968.

3. Edmond Rabbath, *L'Évolution politique de la Syrie sous mandat*, Paris, M. Rivière, 1928 ; Georges Catroux, *Deux missions en Moyen-Orient : 1919-1922*, Paris, Plon, 1958.

4. Nadine Méouchy, Peter Sluglett, Gérard D. Khoury, et Geoffrey Schad, *The British and French Mandates in Comparative Perspectives*, Leyde Boston, Brill, 2004.

5. Philip S. Khoury, *Syria and the French Mandate : the politics of Arab nationalism, 1920-1945*, Princeton, Princeton University Press, 1987.

6. Jacques Weulersse, *Le Pays des Alaouites*, Paris, Impr. de Arrault, 1940 ; Jacques Weulersse, *Paysans de Syrie et du Proche-Orient*, Paris, Gallimard, Le Paysan et la Terre, 1946 ; Albert de Boucheman, *Matériel de la vie bédouine : recueilli dans le désert de Syrie (tribu des Arabes Sbaʿa)*, Damas, Institut français de Damas, 1935.

7. Voir Nadine Méouchy, Peter Sluglett, *The British and French Mandates in Comparative Perspectives*, *op. cit.*, et *The Routledge Handbook of the History of the Middle East Mandates*, Londres, Routledge, 2015.

8. Un recensement exhaustif des articles de presse et des Mémoires a été réalisé par Leyla Dakhli, *Une génération d'intellectuels arabes : Syrie et Liban, 1908-1940*, Paris, Karthala/IISMM, 2009.

9. Gérard D. Khoury, *Une tutelle coloniale : le mandat français en Syrie et au Liban. Écrits politiques de Robert de Caix*, Paris, Belin, 2006.

10. Le terme de minorité est inventé alors pour désigner un groupe confessionnel dont les effectifs sont modestes, voir Benjamin White, *The Emergence of the Minorities in the Middle East : The Politics of Community in French Mandate Syria*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2011.

11. Voir sur les découpages et négociations, CPCOM 50, carton 298 à 305 (La Courneuve) et 1SL/1/V/1550 (Nantes) retraçant l'historique de cette frontière.

12. Jean-David Mizrahi, *Genèse de l'État mandataire : service des renseignements et bandes armées en Syrie et au Liban dans les années 1920*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

13. Notes dans 1SL/1/V/506 et 1SL/1/V/546 (Nantes).

14. Shadi Jame, *Le Régime de la nationalité en droit syrien et en droit français : étude de droit comparé entre domination coloniale et droit international contemporain*, Nantes, 2010.

15. Entretien auprès d'habitants de Jarablus, Gaziantep, avril 2017.

16. Christian Velud, *Une expérience d'administration régionale en Syrie durant le mandat français : conquête, colonisation et mise en valeur de la Ğazîra : 1920-1936*, Lyon-II, 1991.

17. Voir les notes contenues dans 1SL/1/V/1505 à 1SL/1/V/1508.

18. Tawfîq Suwaydî, *Mudhakkirâtî : nisf qarn min târîkh al-'Irâq wa-al-qaḍîyah al-'Arabîyah*, Londres, Dâr al-Hikmah, 1999.

19. Jean Hannoyer, *Campagnes et pouvoir en Syrie : essai d'histoire socio-économique sur la région de Deir -ez-Zor*, thèse 3e cycle, École des hautes études en sciences sociales, Paris, France, 1982.

20. Sur la délimitation de la frontière sud, 1SL/1/V/440 (Nantes).

21. Note du 23 février 1924 dans 1SL/1/V/950 (Nantes).

22. Jean-David Mizrahi, *Genèse de l'État mandataire, op. cit.*

23. Nadine Méouchy, « From the Great War to the Syrian Armed Resistance Movement (1919-1921) : the military and the Mujahidin in action », *in* H. Liebau, K. Bromber, K. Lange, D. Hamzah and R. Ahuja, *The World in World Wars. Experiences, perceptions and perspectives from Africa and Asia*, Brill, Leyde/Boston, 2010.

24. ʻAbd al-Rahmân Shahbandar, *Thawrat Sûriya al-kubrá*, Damas, Dâr al-Jazira, 1955.

25. Sur la première génération en exil, Nadine Méouchy, « Les nationalistes arabes de la première génération en Syrie (1918-1928) : une génération méconnue », *Bulletin d'études orientales*, 1995, vol. 47, p. 109-128.

26. *Ibid.*

27. Jean-David Mizrahi, *Genèse de l'État mandataire, op. cit.*, p. 101.

28. Voir *L'Asie française*, 1920-1932.

29. Pierre Fournié, *L'Administration française au Levant (1918-1930)*, École des chartes, Paris, 1986, et Elizabeth Thompson, *Colonial Citizens : republican rights, paternal privilege, and gender in French Syria and Lebanon*, New York, Columbia University Press, 2000, p. 115. Les archives de ces services administratifs font des kilomètres de rayonnage.

30. Patrick Seale, *La Lutte pour l'indépendance arabe, op. cit.*

31. Alice Poulleau, *À Damas sous les bombes : journal d'une Française pendant la révolte syrienne (1924-1926)*, Paris, Karthala, 2012.

32. La part d'initiative relevant du capitaine suscite le débat dans la mesure où elle permet de déresponsabiliser les autorités françaises ; sur la révolte voir Lenka Bokova, *La Révolution syrienne contre le mandat français (1925-1927)*, Paris, Karthala, 1988 ; Michael Provence, *The Great Syrian Revolt and the Rise of Arab Nationalism*, Austin, University of Texas Press, 2005 ; J. Mascle et Jûrj Kûsá, *Jabal al-Durûz, op. cit.*

33. Daniel Neep, *Occupying Syria under the French Mandate : insurgency, space and state formation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

34. Notes dans 1SL/1/V/950 (Nantes) ; Muḥammad Raḍwān Atāsī, *Hāshim al-Atāsī : ḥayātuhu wa-ʻaṣruh, 1873-1960*, Damas, Muḥammad Raḍwān al-Atāsī, 2005.

35. ʻAbd al-Rahmân Shahbandar et Daʻd Hakîm, *Rasâ'il ʻAbd al-Rahmân al-Shahbandar, 1879-1940 : târîkh ummah fî hayât rajul*, Damas, Wizârat al-Thaqâfa fî al-Jumhûrîya al-ʻArabîya al-Sûrîya, 2002.

36. Khâlida Ablâl Al-Jabbûrî, *Al-Ab`âd al-siyâsiyya li-l-hukm al-hâshimî 1941-1958*, Damas, al-Nada, 2012.

37. Notes dans 1SL/1/V/948 et 1SL/1/V/398 (Nantes).

38. Philip S. Khoury, *Syria and the French Mandate, op. cit.*, p. 340.

39. Notes dans 1SL/1/V/955 (Nantes).

40. Muhammad Jamâl Bârût, *al-Takawwun al-târîkhî al-hadîth lil-Jazîrah al-Sûrîyah, op. cit.*

41. Waṣfî Zakarîyâ, *ʻAshâ'ir al-Shâm, op. cit.* ; Albert de Boucheman, *Matériel de la vie bédouine, op. cit.*

42. *The Routledge Handbook of the History of the Middle East Mandates, op. cit.*

43. Fâris Khûrî, *Awrâq Fâris al-Khûrî, op. cit.* ; Luṭfî Haffâr et Salmá al-Haffâr Kuzbarî, *Luṭfî al-Haffâr, 1885-1968 : mudhakkarâtuh, hayâtuh, wa-ʻasruh*, Londres, Riyâḍ al-Rayyis lil-Kutub wa-al-Nashr, 1997.

44. Khâlid al-ʻAzm, *Mudhakkirât, op. cit.* ; Muhammad Amîn Sayyid, Mudhakkirât, Alep, sn, 1994.

45. Frank Peter, *Les Entrepreneurs de Damas. Nation, impérialisme et industrialisation*, Paris, L'Harmattan, 2010.

46. Edmond Chiliac, *Le Bilan économique du mandat français en Syrie et au Liban (1920-1946)*, Paris, Édition Espace Publication, 2007.

47. ‘Abd Allâh Hannâ, *Al-Fallâhûn wa-mullâk al-arḍ fî Sûrîyat al-qarn al-‘ishrîn : dirâsah tajma‘u bayna al-târîkh al-shafahî wa-al-târîkh al-maktûb*, Beyrouth, Dâr al-Ṭalî‘ah lil-Ṭibâ‘ah wa-al-Nashr, 2003.

48. Thierry Boissière, *Le Jardinier et le citadin : ethnologie d’un espace agricole urbain dans la vallée de l’Oronte en Syrie*, Damas, Institut français du Proche-Orient, 2005.

49. Frank Peter, *Les Entrepreneurs, op. cit.*, p. 146-147.

50. Notes dans 1SL/1/V/956 (Nantes).

51. Nadine Méouchy, « Les mobilisations urbaines et rurales à l’époque mandataire. Remarques préliminaires », dans Nadine Méouchy, Peter Sluglett (dir.), *France, Syrie et Liban 1918-1946, op. cit.*

52. Salma Mardam Bey, *La Syrie et la France : bilan d’une équivoque, 1939-1945*, Paris, L’Harmattan, 1994 ; Philip S. Khoury, *Syria and the French Mandate, op. cit.*

53. Michel Gilquin, *D’Antioche au Hatay : l’histoire oubliée du Sandjak d’Alexandrette. Nationalisme turc contre nationalisme arabe, la France arbitre ?*, Paris, L’Harmattan, 2000 ; Dalal Arsuzî-Elamir, *Arabischer Nationalismus in Syrien : Zakî al-Arsûzî und die arabisch-nationale Bewegung an der Peripherie Alexandretta/Antakya, 1930-1938*, Lit, Münster, 2003 ; Keith D. Watenpaugh, « “Creating Phantoms" : Zaki al-Arsuzî, the Alexandretta Crisis, and the Formation of Modern Arab Nationalism in Syria », *International Journal of Middle East Studies*, août 1996, vol. 28, n° 3, p. 363-389 ; Lucien Bitterlin, *Alexandrette, le « Munich » de l’Orient ou Quand la France capitulait*, Paris, J. Picollec, 1999.

54. Philip S. Khoury, *Syria and the French Mandate, op. cit.* ; Michel Gilquin, *D’Antioche au Hatay, op. cit.*

55. Dalal Arsuzi-Elamir, *Arabischer Nationalismus in Syrien, op. cit.* ; Robert W. Oslon, *The Baʾth and Syria, 1947 to 1982 : the evolution of ideology, party, and state, from the French mandate to the era of Hafiz al-Asad*, Princeton, Kingston Press, 1982. Nabil M. Kaylani, « The Rise of the Syrian Ba’th, 1940-1958 : Political Success, Party Failure », *International Journal of Middle East Studies*, 1972, vol. 3, n° 1, p. 3-23.

56. Nicola Migliorino, *(Re)constructing Armenia in Lebanon and Syria : ethno-cultural diversity and the state in the aftermath of a refugee crisis*, New York, Berghahn Books, 2011.

57. Notes dans 1SL/1/V/1550 (Nantes).

58. Jordi Tejel Gorgas, *Le Mouvement kurde de Turquie en exil : continuités et discontinuités du nationalisme kurde sous le mandat français en Syrie et au Liban, 1925-1946*, Bern, P. Lang, 2007.

59. Sur la révolte palestinienne, voir Ghassan al Khazen, *La Grande Révolte arabe de 1936 en Palestine*, Beyrouth, Dar an-Nahar, 2005.

60. Khayrîyah Qâsimîyah, *Al-Ra‘îl al-‘Arabî al-awwal : hayât wa-awrâq Nabîh wa-‘Âdil al-‘Aẓmah*, Londres, Riyâḍ al-Rayyis, 1991.

61. Tareq Y. Ismael et Jacqueline S. Ismael, *The Communist Movement in Syria and Lebanon*, Gainesville, University Press of Florida, 1998.

62. Voir les cartons 1SL/1/V/1056 à 1SL/1/V/1058.

63. Antun Beshara (dir.), *Antun Sa’adeh : the man, his thought : An anthology*, Reading, UK, Ithaca Press, 2007.

64. Thomas Pierret, *Baas et Islam en Syrie : la dynastie Assad face aux oulémas*, Paris, Presses universitaires de France, 2011, et ‘Adnân Sa‘ad al-Dîn, *Al-Ikhwân al-Muslimûn fî Sûriya, Mudhakkirât wa dhikrayât, min qabl al-ta’sîs ilâ ‘âm 1954*, Le Caire, Dâr al-Madbûlî, 2006.

65. Voir entre autres Keith Watenpaugh, « Steel shirts, white badges and the last qabaday : fascism, urban violence and civic identity in Aleppo under French rule », *France, Syrie et Liban (1918-1946). Les ambiguïtés et les dynamiques de la relation mandataire*, Damas, Institut français d’études arabes de Damas, 2002, p. 325-347.

66. Francis R. Nicosia, *Nazi Germany and the Arab World*, New York, Cambridge University Press, 2014.

67. Henry Laurens, « Moyen-Orient », dans Alya Aglan, Robert Frank, *La Guerre Monde, I, 1937-1947*, Paris, Folio Histoire, 2015.

68. Note dans carton 290, Syrie-Liban, Afrique Levant 1944-1952 (La Courneuve).

69. Hélène Faisant de Champchesnel-Grandemange, *La Gendarmerie au Levant pendant la Seconde Guerre mondiale*, Lille, France, Atelier national de reproduction des thèses, 2009.

70. Voir notes contenues dans le carton 1SL/1/V/47 (Nantes).

71. Voir notes contenues dans le carton 1SL/1/V/3 (Nantes).

72. Notes dans FO 371/400066 (Kew Gardens) ; Martin W. Wilmington, *The Middle East Supply Centre*, Albany, State University of New York Press, 1971.

73. Voir les notes contenues dans le carton 290 B, Syrie-Liban 1944-1952, Afrique-Levant (La Courneuve).

74. Les notes sur l'insurrection sont diffuses, voir entre autres, 1SL/1/V/3 ; 1SL/1/V/107 (Nantes) le second touchant aux villes de la Syrie du Nord et la zone de Deir ez-Zor.

Chapitre VI

1. Shukrī Qūwatlī, *Shukrī al-Qūwatlī yukhāṭibu ummatah*, Damas, s.n., 1970.

2. Matthieu Rey, *Le Parlementarisme en Irak et en Syrie entre 1946 et 1963…, op. cit.*

3. Wâlid Mu'alim, *Sûriyâ 1918-1958, al-tahdî wa al-muwâjaha*, Damas, Matba'a 'akra Damas, 1985 ; Patrick Seale, *The Struggle for Syria : a study of post-war Arab politics 1945-1958*, Oxford, Oxford University Press, 1965.

4. Akram Hûrânî, *Mudhakkirât Akram al-Hûrânî*, Le Caire, Maktabat Madbûlî, 2000, 4 volumes ; 'Adnân Sa'ad al-Dîn, *Al-Ikhwân al-muslimûn fî sûriya. Mudhakkirât wa dhikrayât* (5 vol.), Le Caire, Maktabat Madbûlî, 2006.

5. Caroline Donati, *L'Exception syrienne : entre modernisation et résistance*, Paris, La Découverte, 2009.

6. Samir A. Makdisi, « Syria : Rate of Economic Growth and Fixed Capital Formation 1936-1968 », *Middle East Journal*, 1971, vol. 25, n° 2, p. 157-179 ; Doreen Warriner, *Land Reform and Development in the Middle East : a study of Egypt, Syria, and Iraq*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 1957.

7. 'Abd Allāh Ḥannā, *Al-Fallāḥūn wa-mullāk al-arḍ fī Sūrīyat al-qarn al-'ishrīn : dirāsah tajma'u bayna al-tārīkh al-shafahī wa-al-tārīkh al-maktūb*, Beyrouth, Dār al-Ṭalī'ah lil-Ṭibā'ah wa-al-Nashr, 2003.

8. Majlis al-Nuwwâb, *al-Mudhakkirât al-niyâbiyya*, 1948.

9. Joshua Landis, *Nationalism and the Politics of Za'ama : the collapse of Republican Syria, 1945-1949*, PhD Princeton, 1997.

10. Khâlid al-'Azm, Mudhakkirâtî, vol. I, *op. cit.*

11. Akram Hûrânî, *Mudhakkirât Akram al-Hûrânî, op. cit., p.* 504-511 ; Jûrj Jabbûr (1993), *Al-fikr al-siyâssî al-mu`âsir fî sûriya*, Beyrouth, Rayyes el-Rayes, p. 94 ; `Awda Qasiyyas, *Min târîkh al-haraka al-`ummâliyya wa al-niqâbiyya al-sûriyya sanawât al-harb al-`âlamiyya al-thâniyya wa bidâyya sanawât al-istiqlâl 1939-1948*, Damas, Dâr al-`ilm, 2006, p. 119-152. Voir aussi la couverture de presse par le *Alif Ba'*.

12. Youssef Chaitani, *Post-colonial Syria and Lebanon : the decline of Arab nationalism and the triumph of the state*, Londres, I.B. Tauris, 2007.

13. Télégramme dans le dossier S0969002 (Nations unies, New York).

14. Boîte 1, série 3246A (Maryland) et carton 293, Syrie-Liban 1944-1958 (La Courneuve).

15. Khayrīyah Qāsimīyah, *Al-Ra'īl al-'Arabī al-awwal, op. cit.*

16. Lettre n° 45, papiers ‘Adel al-‘Azmeh, Qism al-Khâss (Damas).

17. Voir la presse de l’époque, *Alif Ba’*, *al-Qabâs*, ou encore *al-Baath* dans lequel les éditoriaux s’opposent de façon virulente à ce changement. Sur le scrutin, notes dans le carton 293, Syrie-Liban 1944-1952, Afrique-Levant (La Courneuve), FO371 ; voir aussi Khâlid ʿAẓm, *Mudhakkirât, op. cit.* ; Copeland, *The Game of Nations : the amorality of power politics*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1969, 272 p. ; ʿAbd al-Salâm ʿUjaylî, *Dhikrayât ayyâm al-siyâsah*, Beyrouth, Riyâḍ al-Rayyis lil-Kutub wa-al-Nashr, 2000.

18. Jalâl al-Sayyid, *Hizb al-Ba`ath* (Parti de la Renaissance), Beyrouth, Dar nahâr lilnashar, 1973 ; Sâmî al-Jundî *al-Ba`ath* (La Renaissance), Beyrouth, Dâr al-nahâr lil-nashar, 1969 ; Robert W. Oslon, *The Baʾth and Syria, 1947 to 1982, op. cit.* ; Pierre Guingamp, *Hafez el Assad et le parti Baath en Syrie*, Paris/Montréal, L’Harmattan, 1996 ; Kamel Abu Jaber, *The Arab Ba‘th Socialist Party : history, ideology, and organization*, Syracuse, Syracuse University Press, 1966 ; John F. Devlin, *The Ba‘th Party : a history from its origins to 1966*, Stanford, California, Hoover Institution Press, 1976 ; ʿAbd Allâh Fikrî Khânî, *Jihâd Shukrî al-Qûwatlî fî sabîl al-istiqlâl wa-al-wahdah : wa-ma‘ahâ mahâḍir jalasât al-wahdah ma‘a Miṣr*, Beyrouth, Dâr al-Nafâ’is, 2003.

19. Michel Aflaq, *Fî sabîl al-Ba‘th*, Damas, s.n., 1959.

20. Patrick Seale, *The Struggle for Syria, op. cit.*

21. Muhammad Ma‘rûf Dawâlîb, *Mudhakkirât al-Duktûr Ma‘rûf al-Dawâlîbî*, Riyad, Maktabat al-‘Ubaykân, 2005 ; Fred Lawson, « Liberal Champion of Pan-Arabism, Syria’s Second Hizb al-Sha’b », dans Christoph Schumann, *Nationalism and Liberal Thought in the Arab East, Ideology and Practice*, Londres, Routledge, 2010.

22. Adnân Sa‘ad al-Dîn, *Ikhwân, op. cit.*, vol. I.

23. Voir les numéros d’*al-Barâda* pour les mois de février et mars 1947.

24. ʿAbd al-Salâm ʿUjaylî, *Dhikrayât ayyâm al-siyâsah, op. cit.* ; « Situation électorale », 30 juin 1947, Alep, carton 293, Syrie-Liban 1944-1952 (La Courneuve) ; ‘Abd al-Latîf al-Yûnis (1992), p. 220.

25. Numéros de septembre 1947 dans *al-Baath.*

26. *Al-Ayyâm*, 10 juillet 1947.

27. « Élections législatives », 20 juillet 1947, Damas, Syrie-Liban 1944-1952 (La Courneuve) ; Minutes, British Embassy, 26 juin 1947 FO 371/62125 ; « Monthly Review, June 1947 », Damas, boîte 17, série 3248A (Maryland).

28. Papiers ‘Adil al-’Azmih (Damas) et boîte 16, séries 3248A (Maryland).

29. Benny Morris, *1948 : a history of the first Arab-Israeli war*, New Haven,Yale University Press, 2008 ; Henry Laurens, *La Question de Palestine*, tome III, Paris, Fayard, 2007.

30. Benny Morris, *1948 : a history of the first Arab-Israeli war, op. cit.* ; Henry Laurens, *La Question de Palestine*, tome III, *op. cit*.

31. Document n° 31, papiers « ministère de la Défense », qism al-‘âm (Damas).

32. Voir documents dans les papiers de ‘Adîl al-Azmih, qism al-khâss (Damas) et « situation intérieure », 4 décembre 1948, Syrie-Liban 1944-1958 (La Courneuve).

33. Khâlid ʿAẓm, *Mudhakkirât, op. cit.*

34. Voir les notes dans le carton 293, Syrie-Liban 1944-1952 (La Courneuve) ; FO 371/98 ; boîte 20 série 3248A (Washington D.C.) ; Muhammad Ma‘rûf, *Ayyâm ‘ishtuhâ, 1949-1969 : al-inqilâbât al-‘askarîyah wa-asrâruhâ fî Sûrîya*, Beyrouth, Riyâḍ al-Rayyis lil-Kutub wa-al-Nashr, 2003 ; Nadhîr Fanṣah, *Ayyâm Husnî al-Za‘îm : 137 yawman hazzat Sûriyâ*, Al-Ṭab‘ah 1., Bayrût, Dâr al-Âfâq al-Jadîdah, 1982.

35. Sayyid ʿAbd al-‘Âl, *Al-Inqilâbât al-‘askarîyah fî Sûriyâ, 1949-1954 M*, Le Caire, Maktabat Madbûlî, 2007.

36. Avi Shlaim, « Husni Za'im and the Plan to Resettle Palestinian Refugees in Syria », *Journal of Palestine Studies*, 1986, vol. 15, n° 4, p. 68-80.

37. *Mudhakkirat Majlis al-Ta'sîsî* (Damas), 1950.

38. Sayyid ʿAbd al-ʿÂl, *Al-Inqilâbât al-ʿaskarîyah, op. cit.*

39. « Taqrîr », 7 septembre 1950, Bagdad, 311 / 2652 (Bagdad).

40. Majlis al-Ta'sîsî, *Mudhakkirât niyâbiyya*, 1950 ; « Déclaration de M. Doualibi », 13 avril 1950, Liban-Syrie, 1944-1952 (La Courneuve).

41. Télégrammes dans S 0168001 (Nations unies, New York).

42. *Al-Baath*, 7 juillet 1950.

43. Patrick Seale, *The Struggle for Syria, op. cit.*

44. Jalâl al-Sayyid, *Hizb al-Baʿathʿ, op. cit.* ; Akram Hûrânî, *Mudhakkirât Akram al-Hûrânî, op. cit.*

45. *Ibid.* ; Elizabeth Thompson, *Justice interrupted, op. cit.*

46. Voir FO 371/98913, FO 98841 ; carton 294 (Syrie-Liban 1944-1952) (La Courneuve).

47. Hânî Khayyir, *Adîb al-Shîshaklî : ṣâhib al-inqilâb al-thâlith fî Sûrîyâ : al-bidâyah wa-al-nihâyah*, Damas, Hânî al-Khayyir, 1994.

48. Matthieu Rey, « How Did the Middle East Meet the West ? The International United Nations Agencies' Surveys in the 1950s », *Middle Eastern Studies*, vol. 49, n° 3, 2013, p. 477-493.

49. M. Babelli, *La Constitution syrienne de 1953,*Université de Paris.

50. Selon les propos de Ujaylî, rapportés par Elizabeth Picard (Paris, octobre 2013).

51. Voir les pochettes FO 371/111138 à 111144 ; carton 521, Syrie 1953-1958 (La Courneuve) ; Manṣûr Aṭrash, *Al-Jîl al-mudân : sîrah dhâtîyah, min awrâq Manṣûr Sulṭân al-Aṭrash*, Beyrouth, Riyâḍ al-Rayyis lil-Kutub wa-al-Nashr, 2008.

52. Document n° 1, carton 80, papiers Fakhrî al-Bârûdî, Qism al-Khâss (Damas).

53. Dernièrement Kevin W. Martin, *Syria's Democratic Years : citizens, experts, and media in the 1950's*, Bloomington, Indiana University Press, 2015.

54. Matthieu Rey, « Le moment électoral de 1954 en Irak et en Syrie », *Maghreb-Machrek*, n° 213, p. 99-116.

55. Majlis al-niyâbî, *Mudhakkirât al-niyâbiyya*, 1955, 1956 et 1957.

56. John F. Devlin, *The Baʿth Party, op. cit.*

57. Voir les numéros *al-Baath* de mars 1954 puis celui de février 1955.

58. Muṣṭafâ Sibâʿi, *Ishtirâkîyat al-Islâm*, Damas, Maṭbuʿa Jâmiʿat Damashaq, 1959.

59. Notes dans le carton 522, Syrie 1953-1958 (La Courneuve).

60. Khâlid ʿAẓm, *Mudhakkirât, op. cit.*

61. Malcolm H. Kerr, *The Arab Cold War, 1958-1964 : a study of ideology in politics*, Oxford, Oxford University Press, 1965.

62. « La semaine de l'Algérie », 13 avril 1956, carton 522, Syrie 1953-1958 (La Courneuve).

63. David W. Lesch, « Militaires et politique étrangère en Syrie (1946-1970) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 20 octobre 2014, n° 124, p. 73-86 ; Robert G. Rabil, *Syria, the United States, and the war on terror in the Middle East*, Westport, Conn., Praeger Security International, 2006 ; Salim Yaqub, *Containing Arab Nationalism : the Eisenhower doctrine and the Middle East*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2004.

64. Muhammad Maʿrûf, *Ayyâm ʿishtuhâ, 1949-1969, op. cit.*

65. Sur la crise de Suez en général, Keith Kyle, *Suez*, New York, St. Martin's Press, 1991 ; Roger Louis,

Roger Owen (dir.), *Suez 1956 : the crisis and its consequences*, Oxford/New York, Clarendon Press/Oxford University Press, 1989.

66. Fawzî Shu'aybî, *Shâhid min al-mukhâbarât al-sûriyya, 1955-1968*, Beyrouth, Riad al-Rayyes, 2008.

67. *Alif Ba'*, 16 janvier 1957 ; *Al-Barâda*, les numéros entre le 7 et le 18 janvier 1957 ; *al-Baath*, 18 janvier 1957 ; « note sur la situation intérieure », 7 février 1957, carton 523, Syrie 1953-1958 (La Courneuve).

68. Voir les notes contenues dans les cartons 522, 525, 526 Syrie 1953-1958 (La Courneuve), boîtes 30 série 3248A (Washington D.C.) ; Salim Yaqub, *Containing Arab Nationalism*, *op. cit.* ; Henry Laurens, *La Question de Palestine*, tome III, *op. cit.* ; Rashid Khalidi, *Sowing Crisis : The Cold War and American dominance in the Middle East by Rashid Khalidi*, Beacon Press, 2011 ; David W. Lesch, *Syria and the United States : Eisenhower's Cold War in the Middle East*, Boulder, Westview Press, 1992.

69. Roger Louis, Roger Owen (dir.), *A Revolutionary Year : the Middle East in 1958*, New York/Washington, D.C., I.B. Tauris Publishers/Woodrow Wilson Center Press, 2002.

70. Yâsir Khazâ'ilah, *Târîkh al-azmah al-siyâsîyah fî Lubnân, 1957-1958 : dirâsah muhakkamah*, Ammân, Dâr al-Khalîj, 2007 ; Irene L. Gendzier, *Notes from the Minefield : United States intervention in Lebanon and the Middle East, 1945-1958*, New York, Columbia University Press, 1997.

71. La loi de septembre 1958 fixe la taille des terres à 300 hectares en surface non irriguée et à 80 en terre irriguée. Voir « Réforme agraire », 30 septembre 1958, carton 613, République arabe unie 1960-1965 (La Courneuve).

72. Patrick Seale, *Asad of Syria : the struggle for the Middle East*, Berkeley, University of California Press, 1989.

73. Akram Hûrânî, *Mudhakkirât Akram al-Hûrânî*, *op. cit.*, p. 2751 et s. ; « Notes sur les élections en RAU », 19 juillet 1959, Beyrouth, carton 612, République arabe unie 1958-1965 (La Courneuve).

74. Sur la sécession, 'Abd al-Karîm Zahr al-Dîn, *Mudhakarratî `an fatra al-infisâl fî sûriya mâ bayn 28 aylûl 1961 wa 8 âdhâr 1963*, Beyrouth, Dâr al-Ittihâd, 1968, p. 68 et s. ; « Developments in Syria », 29 septembre 1961, Damas, boîte 37, série 3248A (Maryland) ; notes sur la politique intérieure et le coup d'État, dans carton 1038, Syrie 1960-1965 (La Courneuve).

75. Hanna Batatu, *Syria's Peasantry, the Descendants of its Lesser Rural Notables, and their Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1999.

76. Note de situation intérieure, 1er décembre 1961, Syrie 1960-1965 (La Courneuve).

77. Majlis al-niyâbî, *Mudhakkirât niyâbiyya*, 1962.

78. Bashîr al-'Azmih, *Jîl al-hazîma bayn al-wahda wa al-infisâl : mudhakkarât*, Londres, Riyad-Rayyes, 1991.

79. 'Abd al-Karîm Zahr al-dîn, *Mudhakarratî `an fatra al-infisâl fî sûriya mâ bayn 28 aylûl 1961 wa 8 âdhâr 1963*, Beyrouth, Dâr al-Ittihâd, 1968, p. 190 et s.

80. *Al-Jamahîr* et brochure privée contenue au Qism al-Khass (Damas).

81. Entretien à Istanbul avec des représentants des Frères musulmans militant dans les années 1960 (Istanbul, 5 mai 2017) et notes de février 1963, boîte 4084 (Washington D.C.).

Chapitre VII

1. Hanna Batatu, *The Egyptian, Syrian, and Iraqi Revolutions : some observations on their underlying causes and social character*, Washington, D.C., Georgetown University, 1984 ; Hanna Batatu, *Syria's Peasantry, the Descendants of its Lesser Rural Notables, and their Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1999 ; Édouard Saab, *La Syrie ou la Révolution dans la rancœur*, Paris, Julliard, 1968.

2. Ulrike Freitag, « In Search of "Historical Correctness" : The Ba'th Party in Syria », *Middle Eastern*

Studies, 1999, vol. 35, n° 1, p. 1-16.

3. Voir les notes dans les cartons 2685 et 4084 (Maryland), cartons 1870 et 1873 (La Courneuve) ; Munîf Razzâz, *Al-Tajribah al-murrah*, Damas, 1967 ; Mustafa Tlâss, *Marâ Hayâtî*, Damas, Dâr al-Tlâss, 2007 ; Muhammad Ibrâhîm ʿAlî, *Hayâtî wa-al-i'dâm, op. cit* ; Patrick Seale, *Asad of Syria : the struggle for the Middle East*, Berkeley, University of California Press, 1989 ; Itamar Rabinovich, *Syria under the Ba'th, 1963-66 : the army-party symbiosis*, Jérusalem, Israel Universities Press, 1972 ; Raymond Aloysius Hinnebusch, *Syria : revolution from above*, Londres, Routledge, 2001 ; Raymond A. Hinnebusch, *Authoritarian Power and State Formation in Ba'thist Syria : army, party, and peasant*, Boulder (Colo.), Westview Press, 1990 ; Nikolaos Van Dam, *The Struggle for Power in Syria : politics and society under Asad and the Ba'th Party*, Londres, I.B. Tauris, 1996.

4. Muhammad Ibrâhîm ʿAlî, *Hayâtî wa-al-i'dâm, op. cit.*

5. Patrick Seale, *Asad of Syria, op. cit.*

6. Voir les notes au jour le jour dans les cartons 4084 et 4085 (Washington D.C.).

7. Entre autres, Muhammad Hasanayn Haykal, *The Cairo Documents : the inside story of Nasser and his relationship with world leaders, rebels, and statesmen*, New York, Doubleday, 1973.

8. Notes contenues dans la boîte XXX (Maryland). Voir aussi FCO XXX et carton XXX (La Courneuve).

9. La plupart des histoires sur les partis politiques s'attachent à suivre le Baath, et éventuellement analysent par chapitre les autres, ce qui est peu satisfaisant tant les fluidités sont fortes. Voir entre autres : John F. Devlin, *The Ba'th Party : a history from its origins to 1966*, Stanford, Hoover Institution Press, 1976 ; Ilyâs Farah, *Arab Revolutionary Thought in the Face of Current Challenges*, s.l., Arab Baʾth Socialist Party, 1978. Robert W. Oslon, *The Baʾth and Syria, 1947 to 1982*, *op. cit.* ; Kamel Abu Jaber, *The Arab Ba'th Socialist Party : history, ideology, and organization*, Syracuse, Syracuse University Press, 1966.

10. Munîf Razzâz, *al-Tajribah al-murrah, op. cit.*

11. 'Adnân Sa'ad al-Dîn, *Al-Ikhwân*, *op. cit.*, entretien avec des proches des Frères musulmans et activistes (Istanbul, septembre 2014) ; Raphaël Lefèvre, *Ashes of Hama : The Muslim Brotherhood in Syria*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

12. Akram Hûrânî, *Mudhakkirât Akram al-Hûrânî, op. cit.* ; 'Adnân Sa'ad al-Dîn, *Al-Ikhwân*, *op. cit.*

13. Sur le détail événementiel au jour le jour, cartons 4084, 4085 (Washington D.C.).

14. Voir notes dans le carton 1040 Syrie (1960-1965) (La Courneuve).

15. 'Abdallah Hanna, « Towards a social interpretation of the events of Hama in 1982 », dans Gérard D. Khoury, Nadine Méouchy, Henry Laurens, et Peter Sluglett, *États et sociétés de l'Orient arabe en quête d'avenir : 1945-2005. Actes de la Semaine internationale d'études sur le Moyen-Orient arabe*, MMSH, Aix-en-Provence, juin 2005, Paris, Geuthner, 2006.

16. Selon les récits oraux de militants de la confrérie (entretien Amman avril 2015 ; Istanbul avril 2017).

17. Notes sur les assemblées locales, présentes dans les cartons 1874 et 1875 (Syrie 1966-1970) (La Courneuve) et quelques remarques dans la boîte 4086 (Washington D.C.).

18. Entretien Gaziantep avril 2017.

19. *Al-Ba'ath*, 17 avril 1965.

20. Édouarda Saab, *La Syrie ou la Révolution dans la rancœur, op. cit.*

21. Les détails de la loi sur le partage des terres différenciant les parcelles irriguées ou non sont connus, voir Al-qazzaz, « Army Officers and Land Reform in Egypt, Iraq, and Syria », *Sociological Bulletin*, 1971, vol. 20, n° 2, p. 159-177 ; Rony Gabbay, *Communism and Agrarian Reform in Iraq*, Londres, Croom Helm, 1978 ; « Agrarian Land Reform in Syria », *The American Journal of Economics and Sociology*, 1970, vol. 29, n° 3, p. 276-276 ; Myriam Ababsa, « La recomposition des allégeances tribales dans le Moyen-Euphrate syrien (1958-2007) », *Études rurales*, 7 avril 2010, n° 184, p. 65-78 ; Bichara Khader, « Propriété

agricole et réforme agraire en Syrie », *Civilisations*, 1975, vol. 25, 1/2, p. 62-83.

22. Entretiens auprès d'habitants venant du nord de la Syrie (Gaziantep, 27 avril-1er mai 2017) et Raymond A. Hinnebusch, « Local Politics in Syria : organization and mobilization in four village cases », *Middle East Journal*, 1976, vol. 30, no 1, p. 1-24.

23. Archive et *al-Baath*.

24. Sur le coup d'État voir les notes diplomatiques américaines dans les boîtes 2686, 2687, 4056 (Washington D.C.) et note dans le carton 1872 (Syrie 1966-1968) (La Courneuve) ; Munîf [from old catalog Razzâz, *al-Tajribah al-murrah*, *op. cit*. John F. Devlin, *The Ba'th Party*, *op. cit.* ; Kamel Abu Jaber, *The Arab Ba'th Socialist Party : history, ideology, and organization*, Syracuse University Press, 1966 ; Mustafa Tlâss, *Marâ wa hayyâtî*, volume III.

25. Voir notes contenues dans les boîtes 2511 et 2687 (Washington D.C.) et cartons 1873 et 1873 (Syrie 1966-1970) (La Courneuve).

26. Voir les numéros de la revue militaire *Al-Jundî* ou *Jaysh al-Sha'ab* (Congress Library).

27. Voir les notes 188OP47 (Damas) (Nantes).

28. Henry Laurens, *La Question de Palestine*, tome III, Fayard, 2007.

29. Henry Laurens, *La Question de Palestine*, tome III, Fayard, 2007 ; Patrick Seale, *Asad of Syria*, *op. cit.* ; Hanna Batatu, *Syria's Peasantry, the Descendants of its Lesser Rural Notables, and their Politics*, *op. cit.* ; Umar F. Abd-Allah, *The Islamic Struggle in Syria*, *op. cit.*

30. Voir les numéros de *Jaysh al-Sha'ab* pour les années 1967-1968.

31. Notes contenues dans le carton 1873, Syrie 1966-1971 (La Courneuve) ; Patrick Seale, *Asad of Syria*, *op. cit.*, p. 102 et s.

Chapitre VIII

1. Patrick Seale, *Asad of Syria*, *op. cit.*

2. Raymond A. Hinnebusch, *Authoritarian Power and State Formation in Ba'thist Syria*, *op. cit.* ; Raymond Aloysius Hinnebusch, *Syria*, *op. cit.* ; Hanna Batatu, *Syria's Peasantry, the Descendants of its Lesser Rural Notables, and their Politics*, *op. cit.* ; Efraim Karsh, *Soviet Policy Towards Syria since 1970*, New York, St. Martin's Press, 1991 ; Galia Golan, *The Soviet Union and Syria since the Yom Kippur War*, Jérusalem, Hebrew University of Jerusalem, Soviet and East European Research Centre, 1977 ; Alasdair Drysdale et Raymond A. Hinnebusch, *Syria and the Middle East Peace Process*, New York, Council on Foreign Relations Press, 1991.

3. Après l'enlèvement de Michel Seurat, le 22 mai 1985, et sa mort, ses articles sont réunis dans *L'État de barbarie*, Paris, Le Seuil, 1989.

4. Selon les chiffres de la Banque mondiale.

5. Hanna Batatu, *Syria's Peasantry, the Descendants of its Lesser Rural Notables, and their Politics*, *op. cit.*

6. Daniel Le Gac, *La Syrie du général Assad*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1991.

7. Lucien Bitterlin, *Hafez El-Assad : le parcours d'un combattant*, Paris, Éditions du Jaguar, 1986 ; Patrick Seale, *Asad of Syria*, *op. cit.*

8. Voir les cartons 13, 14 et 15, 188OP (Damas) (Nantes).

9. Voir, entre autres, Raymond A. Hinnebusch, *Authoritarian power and state formation in Ba'thist Syria*, *op. cit.*

10. Notes sur le parti Baath, non datées, carton 15, 188PO (Nantes).

11. Voir *al-Baath* 1971.

12. Entretiens avec des habitants de la région côtière et de la frontière, Fabrice Balanche, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Éditions Karthala, Paris, 2006.

13. Hâshim ‘Uthmân, *Târîkh sûriya al-hadîth ‘adh Hâfiz al-Assad*, Beyrouth, Riyad al-Rayyes, 2014, p. 103.

14. Henry Laurens, *La Question de Palestine*, tome IV *: Le Rameau d’olivier et le fusil du combattant*, Paris, Fayard, 2011.

15. Notes dans 1776INVA40 (La Courneuve).

16. Mouna Liliane Samman, « Le recensement syrien de 1981 », *Population*, 1983, vol. 38, n° 1, p. 184-188.

17. Myriam Ababsa, *Raqqa, territoires et pratiques sociales d’une ville syrienne*, Presses de l’Ifpo, 2010 ; Jean Hannoyer, *Campagnes et pouvoir en Syrie, op. cit.*

18. Mohamed Al-Dbiyat M., *Hama et Homs en Syrie centrale, concurrence urbaine et développement régional*, Damas, Ifpo, 1995.

19. Hâshim ‘Uthmân, *op. cit.*, p. 118-120.

20. Anne-Marie Bianquis, *La Réforme agraire dans la Ghouta de Damas*, Institut français de Damas, Damas, 1989 ; Thierry Boissière, *Le Jardinier et le citadin, op. cit.*

21. Hazem Beblawi et Giacomo Luciani, *The Rentier State*, Londres, Routledge, 1987.

22. Matthieu Auzanneau, *Or noir. La grande histoire du pétrole*, Paris, La Découverte, 2016.

23. Hanna Batatu, « Some Observations on the Social Roots of Syria’s Ruling, Military Group and the Causes for Its Dominance », *Middle East Journal*, 1981, vol. 35, n° 3, p. 331-344 ; Elizabeth Picard, « Ouverture économique et renforcement militaire en Syrie », *Oriente moderno*, 1979, vol. 59, 7/12, p. 663-676 ; Albert Hourani, Philip Khoury, et Mary Christina Wilson, *The Modern Middle East : a reader*, Berkeley, University of California Press, 1993.

24. Volker Perthes, *The Political Economy of Syria under Asad*, New York, I.B. Tauris, 1997.

25. Adnân Sa’ad al-Dîn, *op. cit.*

26. Voir les cartons 18AP47 (Damas) (Nantes) ; voir les très nombreux dossiers de la série FCO93 Kew Gardens (Londres) entre autres et 1776INVA63 (La Courneuve).

27. Carton 16, 188PO (Damas) (Nantes).

28. Entretien Richard Murphy (New York, novembre 2014).

29. Samîr ‘Abduh, *Hafiz al-Assad yahkum sûriyâ*, Beyrouth, Bîr Sâb, 2011, p. 53-54 ; Raymond A. Hinnebusch, *Authoritarian Power and State Formation in Ba’thist Syria, op. cit.*

30. Olivier Carré et Michel Seurat, *Les Frères musulmans : Égypte et Syrie (1928-1982)*, Paris, Julliard, 1983 ; Raphaël Lefèvre, *Ashes of Hama, op. cit.*

31. Entretiens avec d’anciens membres des Frères musulmans (Amman, septembre 2014).

32. Adeed Dawisha, *Syria and the Lebanese Crisis*, Londres, Macmillan Press Ltd, 1980 ; Ghassan Tuéni, *Une Guerre pour les autres*, Paris, J.-C. Lattès, 1985 ; Samir Kassir, *La Guerre du Liban. De la dissension nationale au conflit régional (1975-1982)*, Karthala Cermoc, Paris Beyrouth, 1994 ; Elizabeth Picard, *Liban, État de discorde : des fondations aux guerres fratricides*, Paris, Flammarion, 1988.

33. Umar F. ‘Abd-Allah, *The Islamic Struggle in Syria, op. cit.* ; notes dans 1776INVA39 et 1776INVA40 (La Courneuve).

34. Elizabeth Picard, *Liban-Syrie, intimes étrangers. Un siècle d’interactions sociopolitiques*, Arles, Actes Sud, 2016.

35. Entretiens avec des activistes Frères musulmans dans les années 1980 (Istanbul, avril 2017).

36. Voir notes et éphémérides dans les cartons 1776INVA35 et 1776INVA40 (La Courneuve).

37. Voir notes, entre autres, du 12 avril 1978, 1776INVA39 (La Courneuve).

38. Mustafa Tlâss, *Marâ Hayâtî*, volume 4, Eberhard Kienle, *Ba’th v. Ba’th : the conflict between Syria*

and Iraq, 1968-1989, Londres, I.B. Tauris, 1990.

39. Cette partie s'appuie sur les Mémoires multiples, ouvrages et archives déclassifiées, réunis ici pour ne pas alourdir la lecture, voir les cartons 1776INVA35, 1776INVA36, 1776INVA39 et 1776INVA40 (La Courneuve) ; Hâshim 'Uthman, *op. cit.* ; Mustafa Tlâss, *Marâ wa Hayyâtî*, volume 4 ; *Al-Baath* entre 1979-1982 ; *Tishrîn* 1979-1982 ; Jam'iyat al-Ikhwân al-Muslimin (dir.), *Hamâ, ma'sât al-'aṣr*, s.l., al-Tahalluf al-Waṭanî li-Tahrîr Sûrîyah, 1983 ; *Majzarat Hamâh : al-qiṣṣah al-haqîqîyah bi-al-asmâ' wa-al-waqâ'i' wa-al-arqâm wa-al-ṣuwar li-akbar majzarah fî al-'aṣr al-hadîth*, Le Caire Dâr al-I'tiṣâm, 1984 ; *Ashes of Hama, op. cit.*

40. Voir les longues explications de Mustafâ Tlâss autour des causes et des responsabilités : Mustafa Tlâss, *Marâ Hayâtî*, volume 4.

41. 'Abd allah Hanâ, *Towards, op. cit.*

42. Amnesty International, 1983, *Syria : an Amnesty International briefing*, Londres.

43. Henry Laurens, *La Question de Palestine*, tome IV, *op. cit.*

44. Voir cartons 1 et 3, 0052 SUP (La Courneuve), Mustafâ Tlâss, *s*, vol. 4, p. 345 et s.

45. Note du 19 novembre 1987, dans le carton 0052 SUP 03.

Chapitre IX

1. Hâshim 'Uthman, *op. cit.*

2. Lisa Wedeen, *Ambiguities of Domination : politics, rhetoric, and symbols in contemporary Syria*, Chicago, University of Chicago Press, 1999.

3. Henry Laurens, *L'Orient arabe à l'heure américaine : de la guerre du Golfe à la guerre d'Irak*, Paris, A. Colin, 2005.

4. S.U. Larsen (dir.), *The Challenges of Theories on Democracy : elaborations over new trends in transitology*, Boulder, New York, Social Science Monographs, 2000 ; G.A. O'Donnell, P.C. Schmitter, et L. Whitehead (dir.), *Transitions from Authoritarian Rule. Comparative Perspectives*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986 ; Ghassan Salamé (dir.), *Démocraties sans démocrates : politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris, Fayard, 1994.

5. Voir, principalement, Fârûq Shar', *Al-Riwâya al-mafqûda*, Beyrouth, al-Markaz al-'Arabî lil-Abhâth wa-Dirâsat al-Siyâsât, 2015 ; Bouthaina Shaaban, *'Ashrat a'wâm ma'a Hâfiẓ al-Asad, 1990-2000*, Beyrouth, Markaz Dirâsât al-Wahda al-'Arabîya, 2015 ; Mustafa Tlâss, Damas, Dâr al-Tlâss, 2007, volume 5.

6. Lisa Wedeen, *Ambiguities of Domination*, *op. cit.*

7. « Situation intérieure », Damas, 9 février 1985, carton 1 dans la série 0052 SUP (La Courneuve).

8. Entretiens avec Wladimir Glasman (Paris, décembre 2013).

9. Hâshim 'Uthman, *op. cit*., p. 255-257.

10. Entretiens avec des activistes syriens (Damas, juin 2012) qui tentaient de cartographier les soutiens au régime avant la Révolution.

11. Entretien avec Wladimir Glasman (Paris, décembre 2013).

12. Voir chapitre I.

13. Guy Hermet, Richard Rose et Alain Rouquié (dir.), *Elections Without Choice*, New York, Wiley, 1978.

14. Voir carton 3, 0052 SUP (La Courneuve).

15. Eberhard Kienle (dir.), *Contemporary Syria : liberalization between cold war and cold peace*, New York, St. Martin's Press, 1994.

16. Muhammad Jamâl Bârût, *Al-‘Aqd al-akhîr fî târîkh Sûriyah : jadalîyat al-jumûd wa-al-iṣlâh*, Doha’ al-Markaz al-‘Arabî lil-Abhâth wa-Dirâsat al-Siyâsât, 2012.

17. Fabrice Balanche, *La Région alaouite et le pouvoir syrien, op. cit.*

18. Anne-Marie Bianquis et Mohamed Al-Dbiyat, « La population syrienne : un tournant démographique ? », *Méditerranée*, 1995, vol. 81, n° 1, p. 81-90 ; Onn Winckler, *Demographic Developments and Population Policies in Ba‘thist Syria*, Brighton, Sussex Academic Press, 1998.

19. Voir les notes contenues dans cartons 1, 3 et 4, 189OP (La Courneuve).

20. Note dans le carton 3, 00SUP 52 (La Courneuve).

21. Muhammad Jamâl Bârût, *al-‘Aqd al-akhîr fî târîkh Sûriyah, op. cit.*

22. Eberhard Kienle, *Contemporary Syria, op. cit.* p. 18 et s.

23. Joseph Bahout, *Les Entrepreneurs syriens : économie, affaires et politique*, Beyrouth, CERMOC, 1994.

24. Voir notes dans 0052 SUP 03.

25. Thomas Pierret, *Baas et Islam en Syrie, op. cit.*

26. Myriam Ababsa, *Raqqa, territoires et pratiques sociales d’une ville syrienne, op. cit.* ; Roman-Oliver Foy, *Habitants et territoires dans un grand périmètre irrigué en Syrie. De la création à la liquidation d’une ferme d’État (Établissement Al-Assad - Projet de l’Euphrate - 1971-2010)*, Paris I, 2014.

27. Note dans le carton 1, 189OP, Syrie 1990-1994 (La Courneuve).

28. Efraim Karsh, *Soviet Policy Towards Syria Since 1970, op. cit.*

29. Entretien avec Richard Murphy (New York, novembre 2014).

30. Bouthaina Shaaban, *‘Ashrat a‘wâm ma‘a Hâfiẓ al-Asad, 1990-2000, op. cit.* ; Fârûq Shar‘, *al-Riwâyah al-mafqûdah, op. cit.*

31. James A. Baker III, *The Politics of Diplomacy*, New York, Putnam Adult, 1995.

32. Dans le sens donné par Henry Laurens, c’est-à-dire un problème forçant par le jeu des acteurs internes et les intérêts externes de fréquentes ingérences et implications et non celui de Pierre-Jean Luizard soulignant les antagonismes internes entre confessions et ethnies. H. Laurens, *La Question de Palestine : 1799-1921*, tome I, reproduit en fac-similé, Paris, Fayard, 1999 ; Pierre-Jean Luizard, *La Question irakienne*, Paris, 2002.

33. Entretiens avec des habitants des secteurs commerçants de Homs (Damas, juin 2012).

34. Hâshim ‘Uthmân, *op. cit.*

35. Éphéméride 1992, carton 189 01.

36. Entretien avec différentes personnalités de la société civile au cours d’un long terrain de 2009 à 2013 en Syrie.

37. Carton 1, 189OP (La Courneuve).

38. Carton 3, OP189.

39. Manon Nour Tanous, *Assad, Chirac, et les autres*, Paris, Puf, 2017.

40. Pierre-Jean Luizard, *La Question irakienne*, Paris, Fayard, 2002.

41. Marwa Daoudy, *Le Partage des eaux entre la Syrie, l’Irak et la Turquie : négociation, sécurité et asymétrie des pouvoirs*, Paris, CNRS Éditions, 2005.

42. Henry Laurens, *La Question de Palestine*, tome V *: La Paix impossible*, Paris, Fayard, 2015.

Chapitre X

1. Steven Heydemann et Rachel Bouyssou, « D’Assad à Assad. La politique syrienne n’est pas un

théâtre d'ombres », *Critique internationale*, 2000, n° 9, p. 36-43 ; Frédéric Charillon, « Maroc, Jordanie, Syrie : Les héritiers », *Études*, 2002, tome 397, n° 12, p. 587-597 ; Joshua Stacher, « Reinterpreting Authoritarian Power : Syria's hereditary Succession », *Middle East Journal*, 2011, vol. 65, n° 2, p. 197-212.

2. Henry Laurens, *L'Orient arabe à l'heure américaine*, *op. cit*.

3. Manon Nour Tannous, *op. cit.*

4. Mustafa Tlâss, *Marâ Hayâtî*, Dâr al-Tlâss.

5. Entretiens avec Wladimir Glasman (Paris, décembre 2013) ; Souhaïl Belhadj, *La Syrie de Bashar al-Asad : anatomie d'un régime autoritaire*, Paris, Belin, 2013.

6. Burhan Ghalioun, « Un printemps de Damas », *Confluences (Méditerranée)*, 44, 2002.

7. Ce paragraphe repose sur une campagne d'entretiens réalisés à Damas, principalement, à Alep et Lattaquié en septembre 2011 et juin 2012, auprès de personnes de vingt à trente-cinq ans.

8. Entretiens et observations en Syrie (2009-2010) ; David W. Lesch, *The New Lion of Damascus : Bashar al-Asad and Modern Syria by David W. Lesch*, New Haven, Yale University Press, 2004 ; Caroline Donati, *L'Exception syrienne*, *op. cit.*

9. Eyal Zisser, *Commanding Syria : Bashar al-Asad and the first years in power*, Londres, I.B. Tauris, 2007.

10. Entretiens avec des habitants du jebel Druze (Damas, juin 2012).

11. Toby Dodge, *Iraq. From War to a New Authoritarianism*, Londres, Routledge, 2013.

12. Entretiens avec des diplomates français préférant conserver l'anonymat (Paris, décembre 2013).

13. Loulouwa Al-Rachid et Édouard Méténier, « À propos de la violence "irakienne". Quelques éléments de réflexion sur un lieu commun, Abstract », *A contrario*, 13 octobre 2008, vol. 5, n° 1, p. 114-133.

14. David W. Lesch, *The New Lion of Damascus*, *op. cit.*

15. Matthieu Rey, « 2003 : A Turning Point in the Formation of the Syrian youth », dans Marc Ayyash, Ratiba Hadj Moussa (dir.), *Protests and Generations : legacies and emergences in the Middle East, North Africa and the Mediterranean*, Leyde, Boston, Brill, 2017.

16. International Crisis Group, « Failed responsibility : Iraqi refugees in Syria, Jordan and Lebanon », *Middle-East Report*, n° 77, 10 juillet 2008 ; Mohamed Kamel Doraï, « Le rôle de la Syrie dans l'accueil des réfugiés irakiens depuis 2003 : espace de transit, espace d'installation », *Méditerranée. Revue géographique des pays méditerranéens / Journal of Mediterranean Geography*, 31 décembre 2009, n° 113, p. 139-146.

17. Jordi Tejel Gorgas, *Syria's Kurds : history, politics and society*, Londres/New York, Routledge, 2009.

18. Sur la crise et ses suites, https ://d2071andvip0wj.cloudfront.net/39-syria-after-lebanon-lebanon-after-syria.pdf (consulté le 2 décembre 2016) ; Manon Nour Tannous, *op. cit.* ; Rola El-Husseini, *Pax syriana : elite politics in postwar Lebanon*, Syracuse, Syracuse University Press, 2012 ; Ohannes Geukjian, *Lebanon after the Syrian withdrawal : external intervention, power-sharing and political instability*, Londres/New York, Routledge, Taylor & Francis Group, 2017 ; Taku Osoegawa, *Syria and Lebanon : international relations and diplomacy in the Middle East*, Londres, I.B. Tauris, 2013.

19. Samir Kassir, « La lutte pour la démocratie en Syrie et l'indépendance au Liban », *Confluences (Méditerranée*), 44, 2002-2003, p. 83-95.

20. Cette section repose sur la consultation des archives de Wladimir Glassman conservées à Beyrouth. Elles accueillent les dépêches produites par *AllSyria*.

21. Sylvia Chiffoleau, « La Syrie au quotidien : cultures et pratiques du changement. Présentation », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 31 décembre 2006, n° 115-116 ; *La Syrie au présent : reflets d'une société*, Arles, Sindbad/Actes Sud, 2007.

22. Muhammad Jamâl Bârût, *Al-'Aqd al-akhîr fî târîkh Sûriyah : jadalîyat al-jumûd wa-al-iSlâh*, Doha, al-Markaz al-'Arabî lil-Abhâth wa-Dirâsat al-Siyâsât, 2012.

23. Bassam Haddad, *Business networks in Syria : the political economy of authoritarian resilience*, Stanford, Stanford University Press, 2012.

24. Leïla Vignal, « La “nouvelle consommation" et les transformations des paysages urbains à la lumière de l’ouverture économique : l’exemple de Damas », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 31 décembre 2006, n° 115-116.

25. Reprenant les observations sur l’urbain développées dans Asef Bayat et L. Herrera (dir.), *Being Young and Muslim : new cultural politics in the global south and north*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

26. Andrew Tabler, *In the Lion’s Den : an eyewitness account of Washington’s battle with Syria*, Chicago, Ill., Lawrence Hill Books, 2011 ; plus généralement, Laura Ruiz de Elvira Carrascal, *Associations de bienfaisance et ingénieries politiques dans la Syrie de Bachar -al-Assad : émergence d’une société civile autonome et retrait de l’État ?*, Paris, EHESS, 2013.

27. Observation dans la bâdiya (mars 2010 ; avril 2012).

28. Entretien avec des habitants de Homs, réfugiés à Damas (juin 2012).

29. Entretien avec le représentant américain chargé des négociations, Frederic Hof (Washington D.C., avril 2014).

30. « Interview with Bashar al-Assad », *Wall Street Journal*, 31 janvier 2011.

31. Une importante littérature de témoins et de journalistes en plus d’observations de l’auteur et de campagnes d’entretiens entre mars 2011 et janvier 2013 en Syrie, puis en avril, octobre 2014 en Jordanie, au Liban et en Turquie, permettent de reconstituer les prémices. Les dernières campagnes sont le fruit de missions de moyenne durée dans le cadre du programme ERC Wafaw. Parmi les ouvrages, voir entre autres Jonathan Littell, *Carnets de Homs : 16 janvier-2 février 2012*, Paris, Gallimard, 2012 ; Sofia Amara, *Infiltrée dans l’enfer syrien : du printemps de Damas à l’État islamique*, Paris, Stock, 2014.

32. La temporalité révolutionnaire se fixe sur des saisons et des événements, plus que sur des dates.

33. Jonathan Littell, *Carnets de Homs, op. cit.*

Glossaire

Agha : titre d’un officier civil ou militaire, qui distingue, par son adjonction au nom, un officier impérial de la cour ou des villes.

Alaouite : confession minoritaire au sein de l’islam. Fondée au IX[e] siècle, autour de la prédication de Muhammad Ibn Nusayr al-Namîri al-’Abdi, elle repose sur une trilogie Ali, Muhammad, Salman, le premier source du sens, le deuxième, du nom, le troisième, de la porte. La doctrine repose sur une initiation et diffère en de nombreux traits du sunnisme.

Assabiyya : esprit de corps désigne dans la pensée de Ibn Khaldun le sentiment d’appartenance qui relie les membres d’une même communauté.

Cadi : juge.

Defterdar : responsable des comptes, chargé de vérifier la collecte des fermes d’impôt.

Druze : branche de l’islam ; cette confession se fonde sur l’initiation des fidèles et s’appuie sur l’idée de réincarnation et migration des âmes. Selon l’initiation, les fidèles sont déliés des obligations de suivre les commandements de la charia.

Fiqh : interprétation temporelle des règles de la charia.

Ismaélien : branche du chiisme ; les Ismaéliens diffèrent des chiites duodécimains qui croient en la succession de douze imans avant la disparition du dernier. Les Ismaéliens adoptent les sept premiers.

Khuwwa : impôt collecté par les tribus sur les populations sous leur domination, au nom de la « fraternité » forcée.

Maronite : chrétiens d’Orient suivant la liturgie proposée par saint Maron.

Mutasallim : administrateur ottoman gouvernant un nahiya, sous-division du gouvernorat.

Qa’imaqan : fonction désignant au départ le vicaire ou le lieutenant du sultan, elle devient une prérogative d’un gouverneur (wali) chargé d’une affaire particulière.

Tawâ’if : désigne la confession ou le métier, organisé en guilde.

Wilâya : province administrative.

Chronologie

1775 : insurrection à Alep.

1786 : la famille des ‘Azm cesse de disposer de façon continue du titre de gouverneur de Damas.

1798 : Napoléon Bonaparte envahit l’Égypte.

1804 : mort de Ahmad Jazzâr Pasha.

1805 : Mohammad ‘Alî devient le gouverneur de la province ottomane d’Égypte.

1818 : disparition du premier royaume saoudien avec l’intervention égyptienne.

1820 : tremblement de terre à Alep, détruisant une grande partie de la ville.

1821 : début de la révolte grecque.

1826 : Mahmoud II détruit le corps des janissaires.

1830 : insurrection à Damas. La Grèce devient automne après l’intervention des puissances européennes.

1831 : Ibrahim Pacha, fils de Muhammad ‘Alî, envahit et conquiert les provinces syriennes ; il crée une wilâya suriya.

1839 : l’édit de Gülhane octroie des protections aux fonctionnaires d’empire.

1840 : après avoir fait face à de nombreuses révoltes internes et une intervention armée européenne, Ibrahim Pacha est forcé de se retirer des provinces syriennes.

1850 : insurrection à Alep.

1855 : établissement d’un fort à Deir ez-Zor et à Raqqa.

1858 : élaboration du nouveau code foncier.

1860 : massacres à Damas.

1864-1867 : réorganisation administrative conférant un nouveau découpage administratif aux provinces syriennes.

1876 : établissement de la première Constitution ottomane. Abdülhamid II devient sultan.

1878 : guerre russo-turque et dissolution du Parlement.

1880 : affaire des placards à Damas, alors que Midhat Pasha, représentant des réformateurs, y est gouverneur.

1896 : insurrection des Druzes.

1908 : révolution jeune-turque. Nouvelles élections législatives. Inauguration de la ligne ferroviaire Damas-La Mecque.

1912 : nouvelles élections renouvelant les parlementaires présents à Constantinople.

1913 : coup d'État mené par Enver, Jamal, et Talat Pasha.

1914 : l'empire ottoman entre en guerre aux côtés des pays de l'Alliance. Jamal Pasha devient le gouverneur militaire de la zone syrienne.

1915 : défaite ottomane sur le canal de Suez. Déclenchement du génocide arménien.

1916 : pendaisons à Damas et à Beyrouth. Déclenchement de la révolte arabe sous la direction de Hussein, chérif de La Mecque. Accord Cambon-Grey sur les buts de guerre au Moyen-Orient.

1917 : avancée britannique en Palestine. Déclaration Balfour.

1918 : entrée des armées de Faysal, fils de Hussein, à Damas puis à Alep. Fondation du Royaume arabe.

1919 : déclenchement de la révolte du Nord en Syrie.

1920 : conférence de San Remo reconnaissant à la France et à la Grande-Bretagne des mandats au Moyen-Orient. Défaite de Mayssaloun et fin du Royaume arabe.

1925 : déclenchement de la révolte druze qui s'étend à l'ensemble de la Syrie mandataire.

1928 : Constitution établissant un système parlementaire en Syrie.

1932 : première élection législative pour former l'Assemblée nationale.

1936 : grève dans les principales villes syriennes. Nouvelles élections

législatives. Établissement d’un traité entre la France et la Syrie pour la rendre autonome. Il n’est pas ratifié par le Parlement français.

1939 : mise en suspens de la Constitution. Cession du sandjak d’Alexandrette à la Turquie. Début de la Seconde Guerre mondiale.

1941 : guerre franco-française en Syrie. Les gaullistes contrôlent la Syrie, annonçant l’indépendance une fois les combats mondiaux terminés.

1943 : rétablissement du fonctionnement constitutionnel et organisation des élections législatives.

1945 : insurrection syrienne contre l’ordre mandataire. Les Français annoncent leur départ.

1946 : Shukrî al-Quwwatlî, président de la République, célèbre l’indépendance. Sulaymân Murshid est pendu à Damas.

1947 : élections législatives. Insurrection des Druzes sous la conduite de Sultân Atrash. Shukrî al-Quwwatlî est réélu président de la République.

1948 : première guerre israélo-arabe. La défaite conduit à des manifestations massives à Damas.

1949 : trois coups d’État remettent en cause le fonctionnement ordinaire du système parlementaire.

1950 : déclenchement de la guerre de Corée.

1951 : quatrième coup d’État mené par Adîb al-Shîshaklî qui établit un régime militaire.

1953 : nouvelle Constitution, Adîb al-Shîshaklî devient président de la République.

1954 : insurrection druze. Cinquième coup d’État, Adîb al-Shîshaklî part en exil. Organisation des premières élections libres.

1955 : alliance militaire entre l’Irak, la Turquie et l’Iran, dénommée pacte de Bagdad. Shukrî al-Quwwatlî est réélu président de la République.

1956 : nationalisation du canal de Suez et deuxième guerre arabo-israélienne.

1957 : crise syrienne mettant aux prises États-Unis, Syrie, Turquie et URSS.

1958 : fondation de la République arabe unie. Révolution à Bagdad défaisant la monarchie hachémite. Les marines débarquent à Beyrouth, la RAF est déployée dans Amman.

1960 : élections au sein de la RAU, défaite du parti Baath.

1961 : sécession de la province nord qui redevient la Syrie.

1963 : coup d’État mené par Ziyâd Harîrî qui donne le pouvoir à un premier gouvernement baathiste.

1964 : insurrection à Hama.

1966 : coup d’État. Salâh Jadîd et Hafez al-Assad prennent le pouvoir.

1967 : troisième guerre israélo-arabe, dite guerre des Six-Jours. Défaite de la Syrie qui perd le Golan. Au congrès de Khartoum, les États pétroliers s’engagent à financer les États du front.

1970 : prise du pouvoir par Hafez al-Assad qui lance un « mouvement correctif ».

1973 : protestations à Hama. Quatrième guerre israélo-arabe. Premier choc pétrolier.

1974-1976 : accord de désengagement entre la Syrie et Israël.

1976 : entrée de la Syrie au Liban plongé depuis quelques mois dans une guerre civile.

1979 : tentative d’union entre Irak et Syrie. Révolution en Iran. Attaque de l’école militaire d’Alep.

1982 : insurrection et répression brutale de Hama.

1984 : guerre « des Frères » quand Rifa‘at al-Assad tente de s’emparer du pouvoir.

1985 : Hafez al-Assad est reconduit à la présidence de la République.

1991 : guerre du Golfe.

1993 : accord d’Oslo établissant l’autorité palestinienne comme responsable sur les terres palestiniennes.

1994 : Bassel al-Assad, le fils de Hafez al-Assad et présumé dauphin, meurt. Bashar al-Assad devient le successeur présumé.

1998 : crise turco-syrienne.

2000 : Bashar al-Assad succède à son père. Des salons tentent de critiquer les pouvoirs. Protestations druzes durement réprimées.

2003 : les États-Unis envahissent l’Irak.

2004 : révolte kurde durement réprimée.

2005 : la Syrie se retire du Liban sous la pression internationale.

2011 : déclenchement d’un processus révolutionnaire.

Bibliographie

Archives

Plusieurs fonds d'archives ont été explorés. Aux Archives de Damas, déposés au Qism al-Khas (Section privée), les papiers « Watha'iq mutanawi'a (Documents divers) » ; « Naqd dawlî (Critique internationale) » ; « Qadiyâ' al-filastîn (l'Affaire de Palestine) » ; « Safahât 'arabiyya (Pages arabes) » ; « al-hizb al-watanî (Parti national) » ; « hizb al-`ahd (Parti de la promesse) » ; « hizb al-sha`ab (Parti du peuple) » ; « al-hizb al-qawmî al-`arabî (Parti national arabe) » ; « al-kutla al-wataniyya (Bloc national) » ; « ittifâq bayn misra wa sûriya (Accord entre l'Égypte et la Syrie) » ; « Nazîh al-`Azm » ; « Shafîq Rikâbî, » ; « Sa`îd `Uda » ; « Sâbri Badawî » ; « Shâ`ir Muhammad Harb » ; « Sultân Atrash » ; « Hasan Hakîm » ; « Ahmad al Hablî al-`alân » ; « Fakhrî al-Bârûdî » ; « Nabîh al-'Azmih » ; « 'Adil al-'Azmih » ; « Nabîh al-Azmih ».

Au Qism al-Dawla (section d'État) ce sont les séries Wizâra al-dâkhilyya (ministère de l'Intérieur) ; Amn al-`âmm, taqarir sharhiyya (Sûreté générale, rapports mensuels) ; Amn al-`âmm, malaf mahliya (Sûreté générale, dossier local) ; Taqârîr idâriyya (Rapports administratifs) ; Jam'iyyât wa Nawâdî (Associations et clubs) ; Ihsâ' al-nufûs wa al-jinsiyya (Recensement et nationalité) ; Qadâyâ wa hawâdith dâkhiliyya (Affaires et événements intérieurs) ; Qadiyâ' al-kurd (Affaires kurdes) ; Qadiyâ't suriya al-kubra (Affaire de la Grande Syrie) ; Qarrarât wa marâsîm (Décisions et décrets) ; Idrâbât (Grèves) ; Niqâbât (Syndicats) ; Hudûd (Frontières) ; Naft (Pétrole) ; Mu'tamar al-muhâfizîn (Conférence des gouverneurs) ; Intikhâbât (Élections) ; Wizâra al-mâliyya (Ministère des Finances) ; Marâsîm jumhûrriyya (Décrets républicains) ; Wizâra al-zirâ`a (Ministère de l'Agriculture) ; Wizâra al-difâ` (Ministère de la Défense) ; Wizâra al-khârijiyya (Ministère des Affaires étrangères) ; Qadâyâ wa bayânât (Affaires et bulletins) ; Al-majlis al-niyâbî (Chambre des députés) ; Qawânîn (Lois) ; Marâsîm al-jumhûriyya (Décrets de la République) ; Man`a al-suhuf (Interdiction de journaux) ; Al-Idhâ`a al sûriyya (Radio syrienne) ; Wizâra al-iqtisâd (Ministère de l'Économie).

À la bibliothèque du Parlement syrien, les débats parlementaires sont conservés sous la forme de 35 volumes de 1946 à 1962, intitulés

al-mudhakkirât al-niyâbiyya (mémoire parlementaire)[1]. De même, les journaux officiels de la République syrienne (*Jarîda rasmiyya al jumhûrriyya al-suriya*) de 1946 à nos jours ont fait l'objet de sondages significatifs.

Aux archives à la Maktaba wa-l-dâr al wathâ'iq al-wataniyya à Bagdad, les séries 311 et 3311 fournissent les documents de la Cour royale et du ministère de l'Intérieur, pour la période monarchique (1932-1958).

Aux Archives diplomatiques françaises de La Courneuve, les Correspondances consulaires et commerciales (CCC), les Correspondances politiques et commerciales (CPC) concernant Alep, Damascus, Lattaquié, Constantinople et Turquie et les séries « Liban-Syrie, 1944-1952 », « Syrie 1953-1958 », « République arabe unie 1958-1965 », « Syrie 1960-1965 », « Syrie 1966-1969 », « Syrie 1970-1972 », « Syrie 1973-1982 » et « Syrie 1983-1989 » ont été intégralement dépouillées. À cela s'ajoutent des sondages dans les séries concernant URSS, Irak, Arabie saoudite, Égypte et Liban pour la période.

Aux Archives de Nantes, ce sont les documents consulaires de Damas et d'Alep (18PO) qui ont éclairé le XIX e siècle, puis l'ensemble volumineux des papiers mandataires référencés sous les cotes 1SL/1/V/ XXX. De même les documents rapatriés des consulats de Damas et d'Alep ont fait l'objet d'un examen pour la période postérieure à 1946.

Au Service historique des armées, à Vincennes, les fonds concernent la marine chargée de la surveillance des côtes levantines pendant la Première Guerre mondiale.

Aux Archives de Kew Gardens à Londres, les séries FCO 17, Foreign Office, Eastern Department and Successors Registered ; FCO 93, Foreign and Commonwealth Office : Near East and North Africa Department : Registered Files (NF Series) FO 141, Foreign Office and Foreign and Commonwealth Office : Embassy and Consulates, Egypt, General Correspondence ; FO 195, Foreign Office : Embassy and Consulates, Turkey (formerly Ottoman Empire) : General Correspondence ; Série FO 370, Foreign Office, Library and the Research Department, General Correspondence from 1906 ; Série FO 371, Foreign Office, Political Departments, General Correspondence from 1906-1966 ; FO 552, Foreign Office, Confidential Print United

Arab Republic (Egypt-Syria) 1958- 1960 ; FO 922, Middle East Center Supply, Registered Files ont fait l'objet de sondages.

Aux Archives américaines, ce sont les Série 1030, U.S. Mission to the United Nations, General Record, 1946-1965 ; Série 3247, Syria, U.S. Embassy Damascus, General Record, Série 3248B, Syria, U.S. Embassy Damascus, Classified General Record, 1946-1962, Série 3254, US Information Agency, US Information Service, Damascus, 1954-1957.

Aux Archives de l'ONU à New York enfin, ce sont les séries du Department of Economic Affairs S 0917 0004, S 0969 0002 ; United Nations Office of the Under-Secretary-General for Special Political Affairs ; Records, 1945-1974. S 0168 0001, et S 0168 0002, S-0370-0025 ; S-0370-0027S 0455 0001, S 0991 0008.

Presse

À la Maktaba al-Assad

al-Anwâr (1945-1946) ; *al-Inqilâb* (1949) ; *al-Abnâ' al-sûriyya* (1952-1953) ; *Alif bâ'*, (1946-1957) ; *al-Insha'* (1948-1958) ; *al-Ayyâm* (1946-1962) ; *al-Abtâl* (1956-1958) ; *Bayân sûriya* (1954) ; *Balâgh* (1954) ; *al-Balad* (1945-1948 ; 1950-1951) ; *al-Ba'ath* (1946-1963) ; *al- Baradâ* (1945-1963) ; *al-Binâ'* (1952-1953) ; *al-Binâ' al-Jadîd* (1954) ; *al-Dahâ'* (1947-1948) ; *al-Hawâdîth* (1954-1955) ; *al-Hadâra* (1954-1955) ; *al-Jabal* (1955-1956) ; *al-Jazîra* (1947) ; *al-Jarîda* (1947) ; *al-Jîl al-jadîd* (1951-1952) ; *al-Kifâh* (1946-1958) ; *al-Manâr* (1948) ; *al-Manâr al-jadîd* (1950-1954) ; *al-Mukhtar* (1954-1958) ; *Nidâ' al-watan* (1955-1956) ; *al-Nidâl* (1946-1952) ; *al-Qabas* (1946-1958) ; *al-Sana'* (1955) ; *al-Sha`ab* (1949 ; 1954-1955) ; *al-Sirakhat* (1954-1957) ; *Sawt Sûriya* (1954-1955) ; *al-`Umal* (1953) ; *al-Zamâm* (1952- 1954).

À la Jaafet Library (Beyrouth)

Al-'Asîma (1918-1920) ; *Al-Baath* (1947-2010) ; *Al-Islâm* (1915-1917).

À la Bibliothèque nationale de France

Al-Muqdatas (1908-1914).

Ouvrages et articles

Myriam ABABSA, *Raqqa, territoires et pratiques sociales d'une ville syrienne*, Presses de l'Ifpo, 2010.

—, « La recomposition des allégeances tribales dans le Moyen-Euphrate syrien (1958-2007) », *Études rurales*, nº 184, 7 avril 2010, p. 65-78.

Sayyid ʿABD AL-'ÂL, *Al-Inqilâbât al-'askarîya fî Sûriyâ, 1949-1954 M*, (Les coups d'Etat en Syrie) Le Caire, Maktabat Madbûlî, 2007.

Umar F. ABD-ALLAH, *The Islamic Struggle in Syria*, Berkeley, Mizan Press, 1982.

ʿIsmat Burhân al-Dîn ʿABD AL-QÂDIR, *Dawr al-Nûwâb al-'Arab fî Majlis al-Mab'ûthân al-'Uthmânî, 1908-1914 M* (Le rôle des députés arabes dans l'Assemblée ottomane des représentants), Beyrouth, al-Dâr al-'Arabîya lil-Mawsû'ât, 2006.

Faleh ABDU-JABER, *The Shi'ite Movement in Iraq*, Londres, Saqi, 2003.

Faleh ABDU-JABER, Shi Hosham DOWAD (dir.) *Tribes and Ethnicity in the Middle East*, Londres, Saqi, 2003.

Samîr ʿABDUH, *Hâfiz al-Asad yahkumu Sûriyâ, 1970-2000* (Hafez al-Assad gouverne la Syrie), Beyrouth, Bîsân lil-Nashr wa-al-Tawzî' wa-al-I'lâm, 2011.

Rifa'at 'Ali ABOU-EL-HAJ, *Formation of the Modern State : The Ottoman Empire Sixteenth to Eighteenth Centuries*, 2nd Revised edition, Syracuse, N.Y., Syracuse University Press, 2005.

Findî ABÛ FAKHR ABÛ FAKHR, *Intifâdât al-Shâm 'alá mazâlim Muhammad 'Alî Bâshâ, 1831-1840* (Les insurrections au Levant sous l'oppression de Muhammad 'Alî Bâshâ), Damas, Dâr al-Yanâbî', 2004.

Sulaymân ABÛ ʿIZZ AL-DÎN, *Ibrâhîm Bâshâ fî Sûriyâ* (Ibrâhîm Bâshâ en Syrie), Le Caire, Dâr al-Shurûq, 2009.

Kamel ABU JABER, *The Arab Ba'th Socialist Party : history, ideology, and organization*, Syracuse, Syracuse University Press, 1966.

Tewfik ACLIMANDOS, « Nasser, Amer et leur armée, Nasser, Amer and Their Army », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, nº 124, 2014, p. 57-72.

Fawâd AL-'ADIL, *Qissa sûriya bayn al-inqilâb wa al-inqilâb. Taqnîyn li-l-fatra mâ bayn 1942-1962* (Histoire syrienne entre un coup d'État et un coup d'État, loi de l'époque entre 1942 et 1962), Damas, Dâr al-yinâbî`, 2001.

Michel AFLAQ, *Fî sabîl al-Ba'th* (Dans le sens du Baath), Damas, s.n., 1959.

Mohammed Shafi A GWANI , *Communism in the Arab East*, Bombay, Asia Publishing House, 1969.

Virginia AKSAN, *Ottoman Wars, 1700-1870 : an empire besieged*, Harlow, Grande-Bretagne, Routledge, 2007.

Maurice ALBORD, *L'Armée française et les États du Levant 1936-1946*, Paris, Éditions CNRS, 2000.

Muhammad Ibrâhîm ʿALÎ, *Hayâtî wa-al-i'dâm* (Ma vie et l'exécution), Damas, M.I. al-'Alî, 2000, 3 vol.

Ali A. ALLAWI, *Faisal I of Iraq*, New Haven, Yale University Press, 2014.

Roger ALLEN, *Modern Arabic Litterature*, New York, Ungar, 1987.

Sofia AMARA, *Infiltrée dans l'enfer syrien : du printemps de Damas à l'État islamique*, Paris, Stock, 2014.

Benedict A NDERSON , *L'Imaginaire national, réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996.

Irvine A NDERSON , *Aramco, the United States and Saudi Arabia, a Study of the Dynamics of Foreign Oil Policy*, Princeton, Princeton University Press, 1981.

Philip ANDERSON, « "Summer Madness" : The Crisis in Syria, August-October 1957 », *British Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 22, 1/2, 1995, p. 21-42.

Julie D'ANDURAIN, « La Méditerranée orientale durant la Grande Guerre, nouvel enjeu entre la France et la Grande-Bretagne », *Cahiers de la Méditerranée*, nº 81, 2010, p. 25-44.

Michele Penner A NGRIST (éd.), *Party Building in the Modern Middle East*, Seattle, University of Washington Press, 2006.

George ANTONIUS, *The Arab Awakening : the story of the Arab National Movement*, Londres, Pickle Partners Publishing, 2015.

Richard A NTOUN , Illiya H ARIK (dir.), *Rural Politics and Social Change in the Middle East*, Bloomington, Indiana University Press, 1972.

Richard A NTOUN , Donald Q UATAERT (éd.), *Syria : society, culture, and polity*, Albany, N.Y., State University of New York Press, 1991.

Jean-Luc ARNAUD, *Damas : urbanisme et architecture, 1860-1925*, Paris, Sindbad, 2006.

–, « La population de Damas à la fin de la période ottomane, Summary », *Annales de démographie historique*, nº 101, 2001-1, p. 177-207.

Hannah ARENDT et Martine LEIRIS, *Les Origines du totalitarisme II*, Paris, Éd. du Seuil, 1997.

Amîr `Adîl ARSLAN, *Mudhakkirât al-âmîr `Adil Arslân* (Mémoires de l'émir `Adil Arslân), Beyrouth, Dâr al-taqaddumiyya li-l-nashar (Maison progressiste de l'édition), 1984, 4 vol.

Amîr `Adîl ARSLAN, *Dhikrayât al-âmîr `Adil Arslân `an Husnî al-Za`îm, râ'îdu al-inqilâbât al-`askarîya fî sûriya* (Souvenirs de l'émir `Adil Arslân à propos de Husnî al-Za`îm, pionnier des coups d'État en Syrie), Beyrouth, Dâr al-kitâb al-jadîd, 1963.

Dalal ARSUZI-ELAMIR, *Arabischer Nationalismus in Syrien : Zakî al-Arsûzî und die arabisch-nationale Bewegung an der Peripherie Alexandretta/Antakya, 1930-1938*, Lit, Münster, 2003.

ʿÎsá ARSUZI-ELAMIR et Munîr KHÛRÎ, *Târîkh Hims min aqdam adwârihâ ilá al-ân, aw, târîkh arbaʿat âlâf sanah wa-nayyif, min sanat 2300 QM ilá sanat 1940 M* (L'histoire de Homs de ses anciens rôles à nos jours, ou histoire de quatre mille ans et quelques de 2300 AC à 1940) Homs, Matrânîyat Hims al-Urdhûdhuksîyah, 1977, 2 vol.

Edmund A SFOUR , *Syria : Development and Monetary Policy*, Harvard, Harvard Middle Eastern Monography, 1955.

Muhammad Shâkir AS`ID, *Al-barlamân al-sûrî fî tatawwurihi al-târîkhî* (Le Parlement syrien dans son développement historique), Damas, 2008.

Hafez ASSAD, *Khutab wa-kalimât wa-tasrîhât al-Sayyîd al-Ra'îs*

Hâfiz al-Asad (Discours, mots et déclarations de Monsieur le président Hafez al-Assad), Damas, Dâr al-Ba‘th, 1982.

Mustafá Abd al-Rahmân Mâzin ʿASSÂF, *Al-Fikr al-siyâsî fî Sûrîyah fî zill al-intidâb al-Faransî, 1920-1946* (L'idée politique en Syrie pendant l'oppression du mandat français, 1920-1946) Amman, Dâr Zayd al-Kîlânî lil-Nashr wa-al-Tawzî‘, 2005.

Muhammad Radwân ATÂSSÎ, *Al-Mujtama‘a al-Sûrî 1840-2011* (La société syrienne, 1840-2011), Beyrouth, 2013.

—, *Hâshim al-Atâsî : hayâtuhu wa-‘asruh, 1873-1960* (Hâshim al-Atâssî : sa vie et son époque 1873-1960), Damas, Muhammad Radwân al-Atâsî, 2005.

Mansûr ATRASH et Rîm Mansûr ATRASH, *Al-Jîl al-mudân : sîrah dhâtîyah, min awrâq Mansûr Sultân al-Atrash* (La génération culpabilisée : l'autobiographie de Mansûr Sultân al-Atrash à partir de ses papiers), Beyrouth, Riyâd al-Rayyis lil-Kutub wa-al-Nashr, 2008.

Antoine AUDO, *Zakî al-Arsouzi, un Arabe face à la modernité*, Beyrouth, Dar el-Machreq, 1988.

Matthieu AUZANNEAU, *Or noir : la grande histoire du pétrole*, Paris, La Découverte, 2016.

Ibrâhîm ibn Hannâ ʿAWRÂ, *Târîkh wilâyat Sulaymân Bâshâ al-‘Âdil, 1804-1819* (L'histoire du gouvernorat de Sulaymân Bâshâ al-‘Adil), Beyrouth, Dâr Lahad Khâtir, 1989.

Ami AYALON, *The Arabic Print Revolution : cultural production and mass readership, 1800-1914*, New York, Cambridge University Press, 2016.

—, *The Press in the Arab Middle East : a history*, New York, Oxford University Press, 1995.

Marc AYMES, *Un grand progrès, sur le papier : histoire provinciale des réformes ottomanes à Chypre au XIX e siècle*, Louvain, Walpole, MA, Peeters, 2010.

Nazih N.M. AYUBI, *Over-stating the Arab State : politics and society in the Middle East*, Londres/New York, I.B. Tauris, 1995.

Mark Muhannad AYYASH et Ratiba HADJ-MOUSSA (dir.), *Protests and Generations : legacies and emergences in the Middle East, North Africa and the Mediterranean*, Leyde/Boston, Brill, 2017.

Khâlid AL-‘AZM, *Mudhakkirât Khâlid al-`Azm* (Mémoires de Khâlid al-`Azm), Beyrouth, Daman, Dâr al-mutahida lilnashar, 2003, 3 vol.

Bashîr AL-‘AZMIH, *Jîl al-hazîma bayn al-wahda wa al-infisâl : mudhakkirât* (La génération de la défaite entre l’Union et la sécession, Mémoires), Londres, Riyad-Rayyes, 1991.

Abdo BAAKLINI, Guilain DENŒUX et Robert SPRINGBORG, *Legislative Politics in the Arab World : the resurgence of democratic institutions*, Boulder, Londres, Lynne Rienner publ., 1999.

Marc BABELLI, *La Constitution syrienne de 1953*, thèse, université de Paris, 1953.

Bertrand BADIE, *L’État importé : essai sur l’occidentalisation de l’ordre politique*, Paris, Fayard, 1992.

—, « L’analyse des partis politiques en monde musulman. La crise des paradigmes universels », dans Georges LAVAU et Yves MÉNY (dir.), *Idéologies, partis politiques, et groupes sociaux*, Paris, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.

Gabriel BAER, *Fellah and Townsman in the Middle East : studies in social history*, Londres, Frank Cass, 1982.

Joseph BAHOUT, *Les Entrepreneurs syriens : économie, affaires et politique*, Beyrouth, CERMOC, 1994.

Fabrice BALANCHE, « Clientélisme, communautarisme et fragmentation territoriale en Syrie », *A contrario*, nº 2-11, 2009, p. 122-150.

—, « Les municipalités dans la Syrie baathiste : déconcentration administrative et contrôle politique », *Revue Tiers Monde*, nº 1-193, 2008, p. 169-187.

—, *La Région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris, Éd. Karthala, 2006.

Khâlid Ahmad Muflih BANÎ HÂNÎ, *Târîkh Dimashq wa-‘ulamâ’uhâ khilâla al-hukm al-Misrî 1246-1256 H/1831-1840 M* (L’histoire de Damas et de ses oulémas pendant le gouvernement égyptien 1246-1256 H/1831-1840 M), Damas, Safahât lil-Dirâsât wa-al-Nashr, 2007.

James A. BAKER III, *The Politics of Diplomacy*, New York, Putnam Adult, 1995.

Muhsin AL-BARÂZÎ, *Mudhakkirât Muhsin al-Barâzî 1947-1949* (Mémoires de Muhsin al-Barâzî, 1947-1949), Beyrouth, Al-Rawâd lil-nashar al-tawzî`, 1994.

Richard J. BARNET, *Intervention and Revolution : the United States in the Third World*, New York, World Pub. Co, 1968.

Michael N. BARNETT, *Dialogues in Arab Politics : negotiations in regional order*, New York, Columbia University Press, 1998.

James BARR, *A Line in the Sand : the Anglo-French Struggle for the Middle East, 1914-1948*, New York, W.W. Norton & Co, 2012.

Roby BARRETT, *The Greater Middle East and the Cold war : US Foreign Policy under Eisenhower and Kennedy*, Londres/New York, I.B. Tauris, 2007.

Yaacov BAR-SIMAN-TOV, *Linkage Politics in the Middle East : Syria between domestic and external conflict, 1961-1970*, Boulder, Colo., Westview Press, 1983.

Fakhrî BÂRÛDÎ, *Awrâq wa-mudhakkirât Fakhrî al-Bârûdî, 1887-1966 : khamsûn 'âman min hayât al-waTan* (Papiers et Mémoires de Fakhrî al-Bârûdî 1887-1966, cinquante ans dans la vie de la nation), Damas, Wizârat al-Thaqâfah fî al-Jumhûrîyah al-'Arabîyah al-Sûrîyah, 1999.

Muhammad Jamâl BÂRÛT, *Al-Takawwun al-târîkhî al-hadîth lil-Jazîrah al-Sûrîyah : as'ilah wa-ishkâlîyât al-tahawwul min al-Badwanah ilá al-'umrân al-hadarî* (Histoire contemporaine de la Jazira syrienne : défi de la transition urbaine pour des communautés nomades), Beyrouth, al-Markaz al-'Arabî lil-Abhâth wa-Dirâsat al-Siyâsât, 2013.

—, *Al-'Aqd al-akhîr fî târîkh Sûriyah : jadalîyat al-jumûd wa-al-islâh* (La dernière décennie dans l'histoire syrienne : dilemme entre le gel et la réforme), Doha, al-Markaz al-'Arabî lil-Abhâth wa-Dirâsat al-Siyâsât, 2012.

—, *Al-âzhâb wa al-harakât wa al-jamâ'ât al-islâmiyya* (Les partis, les mouvements et les groupes islamistes), Damas, Markaz al-`arabî lil-dirâsât al-istratijîya, 2000.

Muhammad Jamâl BÂRÛTet Shams al-Dîn KÎLÂNÎ (dir.), *Sûrîyah bayna 'ahdayn : qadâyâ al-marhalah al-intiqâlîyah : bayânât wa-wathâ'iq, hiwârât wa-sijâlât, maqâlât* (La Syrie entre deux époques :

les affaires de la période transitoire, déclarations et documents, débats et discussions, articles), Amman, Dâr Sindbâd lil-Nashr, 2003.

Amal BASHSHÛR, *Sûriyâ wa-Lubnân fî ʻasr al-islâh al-ʻUthmânî : hiqbat al-tanzîmât min sanat 1840 li-1880* (La Syrie et le Liban à l'époque des réformes ottomanes et des tanzimat 1840-1880), Tripoli, al-Mua'ssasah al-Hadîthah lil-Kitâb, 2006.

Hanna BATATU, *Syria's Peasantry, the Descendants of its Lesser Rural Notables, and their Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1999.

—, *The Egyptian, Syrian, and Iraqi Revolutions : some observations on their underlying causes and social character*, Washington, D.C., Georgetown University, 1984.

—, « Some Observations on the Social Roots of Syria's Ruling, Military Group and the Causes for Its Dominance », *Middle East Journal*, vol. 35, nº 3, 1981, p. 331-344.

Jean BATOU, « L'Égypte de Muhammad-'Ali. Pouvoir politique et développement économique, 1805-1848 », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, vol. 46, nº 2, 1991, p. 401-428.

Assef BAYAT et Linda HERRERA (éd.), *Being Young and Muslim : new cultural politics in the global South and North*, New York/Oxford, Oxford University Press, 2010.

Hazem BEBLAWI et Giacomo LUCIANI (éd.), *The Rentier State*, Londres/New York, Routledge, 1987.

Annette BECKER, Hamit BOZARSLAN et Vincent DUCLERT (dir.), *Le Génocide des Arméniens : un siècle de recherche 1915-2015*, Paris, Armand Colin, 2015.

Eliezer BEERI, *Army Officers in Arab Politics and Society*, New York, Praeger, 1970.

Souhaïl BELHADJ, *La Syrie de Bashar al-Asad : anatomie d'un régime autoritaire*, Paris, Belin, 2013.

Philip Wilkes BELL, *The Sterling Area in the Postwar Period, Internal Mechanism & Cohesion, 1946-1952*, Oxford, Clarendon, 1956.

Sarah BEN NÉFISSA et Alâ' Al-dîn ARAFAT (dir.), *Vote et démocratie dans l'Égypte contemporaine*, Paris, Karthala/IRD, 2005.

Sarah BEN NÉFISSA (dir.), *Pouvoirs et associations dans le monde arabe*, Paris, CNRS Éditions, 2002.

Sarah BEN NÉFISSA, Nabil ABD AL-FATTAH, Sari HANAFI, Carlos MILANI (dir.), *ONG et gouvernance dans le monde arabe*, Paris, Karthala, 2004.

Nathalie BERNARD-MAUGIRON, Jean-Noël FERRIÉ, (dir.), *Les Architectures constitutionnelles des régimes politiques arabes, de l'autoritarisme à la démocratisation*, Le Caire, CEDEJ, Égypte, Monde arabe, nº 2, 2005.

Jacques BERQUE, Dominique CHEVALLIER (dir.), *Les Arabes par leurs archives (XVIe-XXe siècles)*, Paris, Édition CNRS, 1976.

Adel BESHARA, *The Origins of Syrian Nationhood : histories, pioneers and identity*, Londres/New York, Routledge, 2011.

— (éd.), *Antun Sa'adeh : the man, his thought : an anthology*, Reading, UK, Ithaca Press, 2007.

Arthur BEYLERIAN (dir.), *Les Grandes Puissances, l'Empire ottoman et les Arméniens dans les archives françaises (1914-1918)*, Paris, université de Paris-I Panthéon-Sorbonne, 1983.

Anne-Marie BIANQUIS, *La Réforme agraire dans la Ghouta de Damas*, Damas, Institut français de Damas, 1989.

— et Mohamed AL-DBIYAT, « La population syrienne : un tournant démographique ? », *Méditerranée*, vol. 81, nº 1, 1995, p. 81-90.

Lucien BITTERLIN, *Alexandrette, le « Munich » de l'Orient ou Quand la France capitulait*, Paris, J. Picollec, 1999.

—, *Hafez El-Assad : le parcours d'un combattant*, Paris, Les Éditions du Jaguar, 1986.

Hasan Amîn AL-BI'AYNÎ, *SulTân Bâshâ al-ATrash wa-al-thawrah al-Sûrîyah al-kubrá* (Sultân Pasha al-Atrash et la grande révolution syrienne), Londres, Mu'assasat al-Turâth al-Druzî, 2008.

Stephen BLACKWELL, *British Military Intervention and the Struggle for Jordan, King Hussein, Nasser and the Middle East Crisis, 1955-1958*, New York, Routledge, 2009.

Herbert Luther BODMAN, *Political Factions in Aleppo, 1760-1826*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1963.

Thierry Boissière, *Le jardinier et le citadin : ethnologie d'un espace agricole urbain dans la vallée de l'Oronte en Syrie*, Damas, Institut français du Proche-Orient, 2005.

Lenka Bokova, *La Révolution syrienne contre le mandat français (1925-1927)*, Paris, Karthala, 1988.

André Bonné, *The Economic Development of the Middle East, a Outline of Planned Reconstruction*, Londres, Kegan, 1946.

Albert de Boucheman, *Matériel de la vie bédouine : recueilli dans le désert de Syrie (tribu des Arabes Sbaʿa)*, Damas, Institut français de Damas, 1935.

Pierre Bourdieu, *Sur l'État, cours au Collège de France 1989-1992*, Paris, Raison d'agir, Le Seuil, 2012.

Yann Bouyrat, *Devoir d'intervenir ? : L'intervention « humanitaire » de la France au Liban, 1860*, Paris, Vendémiaire, 2013.

Hamit Bozarslan, « Principaux partis, organisations et courants politiques », *Hors collection*, 2016, p. 563-568.

—, *Histoire de la Turquie, de l'Empire à nos jours*, Paris, Tallandier, 2013.

—, « Armée et politique en Turquie (1908-1980), Politics and the Army in Turkey (1908-1980) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, nº 124, 2014, p. 87-98.

—, *Le Conflit kurde, le brasier oublié du Moyen-Orient*, Paris, Autrement, 2009.

—, *La Question kurde. États et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

Anna Bozzo et Pierre-Jean Luizard (dir.), *Les Sociétés civiles dans le monde musulman*, Paris, La Découverte, 2011.

Kenneth Brown (dir.), *État, ville et mouvements sociaux au Maghreb et au Moyen Orient / Urban crisis and social movements in the Middle East*, Actes du colloque CNRS-ESRC Paris, 23-28 mai 1986, Paris, L'Harmattan, 1989.

Jason Brownlee, « Hereditary Succession in Modern Autocracies », *World Politics*, vol. 59, nº 4, 2007, p. 595-628.

Palmira Johnson Brummett, *Mapping the Ottomans : sovereignty,*

territory, and identity in the early modern Mediterranean, New York, Cambridge University Press, 2015.

Marwan BUHEIRY, *Intellectual Life in the Arab East, 1890-1939*, Beyrouth, American University of Beirut, 1981.

Mîkhâ'îl BURAYKet Ahmad Ghassân SABÂNÛ, *Târîkh hawâdith al-Shâm wa-Lubnân, aw, Târîkh Mîkhâ'îl al-Dimashqî* (Histoire des événements de Damas et du Liban ou l'Histoire de Mikha'il al-Dimashqi), Beyrouth, Dâr Qutaybah, 1981.

François BURGAT et Bruno PAOLI (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie : les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La Découverte, 2013.

Olivier CARRÉ, *Le Nationalisme arabe*, Paris, Fayard, 1993.

— et Michel SEURAT, *Les Frères musulmans : Égypte et Syrie (1928-1982),* Paris, Gallimard/Julliard, 1983.

Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, *La Politique soviétique au Moyen-Orient. 1955-1975*, Paris, FNSP, 1975.

Georges CATROUX, *Deux missions en Moyen-Orient : 1919-1922*, Paris, Plon, 1958.

Anne-Lucie CHAIGNE-OUDIN, *La France dans les jeux d'influences en Syrie et au Liban*, Paris, L'Harmattan, 2009.

Youssef CHAITANI, *Post-Colonial Syria and Lebanon : the decline of Arab nationalism and the triumph of the State*, New York, I.B. Tauris, 2007.

Frédéric CHARILLON, « Maroc, Jordanie, Syrie : les héritiers », *Études,* t. 397, n° 12, 2002, p. 587-597.

Michel CHEVALIER, *Religion saint-simonienne. Système de la Méditerranée*, s.l., 1832.

Dominique CHEVALLIER, *Villes et travail en Syrie, du XIXe au XXe siècle*, Paris, G.-P. Maisonneuve et Larose, 1982.

—, *L'Espace social de la ville arabe*, Paris, G.-P. Maisonneuve et Larose, 1979.

—, *La Société du mont Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*, Paris, Geuthner, 1971.

Edmond CHIDIAC, *Le Bilan économique du mandat français en Syrie et au Liban (1920-1946)*, Paris, Éditions Espace Publication, 2007.

Sylvia CHIFFOLEAU (dir.), « La Syrie au quotidien : cultures et pratiques du changement. Présentation », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 115-116, 31 décembre 2006.

Yussef C HOUEIRI (éd.), *A Companion to the History of the Middle East*, Chichester, Wiley-Blackwell, 2005.

Mohammad Talha ÇIÇEK, *War and State Formation in Syria : Cemal Pasha's Governorate During World War I, 1914-1917*, New York, Routledge, 2014.

Christopher CLARK (trad. Marie-Anne DE BÉRU), *Les Somnambules. Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre*, Paris, Flammarion, 2015.

Dima DE CLERCK, Carla EDDÉ, Naila KAIDBEY et Souad SLIM (dir.), *1860, histoires et mémoires d'un conflit*, Beyrouth/Damas, Institut français du Proche-Orient, 2015.

Vincent CLOAREC, *La France et la question de Syrie : 1914-1918*, Paris, CNRS éditions, 2002.

David C OMMINS (éd.), *Historical Dictionary of Syria*, Toronto/Oxford, The Scarecrow Press, 2004.

—, *Islamic Reform : politics and social change in late Ottoman Syria*, New York, Oxford University Press, 1990.

Frederick COOPER et Jane BURBANK, *Empires. De la Chine ancienne à nos jours*, Paris, Payot, 2011.

Miles COPELAND, *The Game of Nations : the amorality of power politics*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1969.

Georges CORM, *L'Europe et l'Orient : de la balkanisation à la libanisation. Histoire d'une modernité inaccomplie*, Alger, Éditions Bouchène, 1990.

—, *Géopolitique du conflit libanais : étude historique et sociologique*, Paris, La Découverte, 1986.

—, *Le Proche-Orient éclaté : de Suez à l'invasion du Liban, 1956-1982*, Paris, La Découverte/Maspero, 1983.

Kazem D AGHESTANI , *Étude sociologique sur la famille musulmane contemporaine en Syrie*, Paris, Ernest Leroux, 1932.

Leyla DAKHLI, *Une génération d'intellectuels arabes : Syrie et Liban, 1908-1940*, Paris, Karthala/IISMM, 2009.

Marwa DAOUDY, *Le Partage des eaux entre la Syrie, l'Irak et la Turquie : négociation, sécurité et asymétrie des pouvoirs*, Paris, CNRS éditions, 2005.

Jean-Claude DAVID et Thierry BOISSIÈRE (dir.), *Alep et ses territoires : fabrique et politique d'une ville, 1868-2011*, Beyrouth Damas, Presses de l'Ifpo, 2014.

Uri DAVIS (éd.), *Citizenship and the State. A Comparative Study of Citizenship Legislation in Israel, Jordan, Palestine, Syria and Lebanon*, Londres, Ithaca Press, 1996.

Muhammad Ma'rûf DAWÂLÎBÎ, *Mudhakkirât al-Duktûr Ma'rûf al-Dawâlîbî* (Mémoires du docteur Ma'rûf al-Dawâlîbî), Riyad, Maktabat al-'Ubaykân, 2005.

Adeed DAWISHA, *Arab Nationalism in Twentieth Century : from triumph to despair*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2003.

—, *Syria and the Lebanese Crisis*, Londres, Macmillan Press Ltd, 1980.

— et William ZARTMAN (dir.), *Beyond Coercition : the durability of the Arab state*, Londres, New York, Croom Helm, 1988.

Antwân DAWW (dir.), *Hawâdith 1860 fî Lubnân wa-Dimashq : Lajnat Bayrût al-Dawlîyah : al-mahâdir al-kâmilah, 1860-1862* (Les événements de 1860 au Liban et à Damas, le conseil international de Beyrouth, les séances complètes, 1860-1862), Beyrouth, Mukhtarât, 1996.

Mohamed AL-DBIYAT, *Homs et Hama en Syrie centrale, concurrence urbaine et développement régional*, Damas, IFEAD, 1995.

Randi Carolyn DEGUILHEM-SCHOEM, *History of waqf and case studies from Damascus in late Ottoman and French mandatory times*, New York, 1986.

Robert DEVEREUX, *The first Ottoman Constitutional Period : a study of the Midhat Constitution and Parliament*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1963.

Hélène DESMET-GRÉGOIRE (dir.), *Contributions au thème du ou des cafés dans les sociétés du Proche-Orient*, Aix-en-Provence, IREMAM, 1992.

John F. DEVLIN, *The Ba'th Party : A history from its origins to 1966*, Stanford, Calif., Hoover Institution Press, 1976.

Toby DODGE, *Iraq. From War to a New Authoritarianism*, Londres, Routledge, 2013.

Caroline DONATI, *L'Exception syrienne : entre modernisation et résistance*, Paris, La Découverte, 2009.

Mohamed Kamel DORAÏ, « Le rôle de la Syrie dans l'accueil des réfugiés irakiens depuis 2003 : espace de transit, espace d'installation », *Méditerranée. Revue géographique des pays méditerranéens / Journal of Mediterranean Geography*, n° 113, 31 décembre 2009, p. 139-146.

Dick DOUWES, *The Ottomans in Syria : a history of justice and oppression*, Londres, I.B. Tauris Publishers, 2000.

Philippe DROZ-VINCENT, « Fonctionnement, perpétuation et perspectives des régimes syrien et jordanien », *Proche-Orient*, 2014, p. 297-305.

—, « Les mutations des sociétés et leurs conséquences politiques », *Proche-Orient*, 2014, p. 75-109.

—, « Quel avenir pour l'autoritarisme dans le monde arabe ? Abstract », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 6, 2004, p. 945-979.

—, *Moyen-Orient : pouvoirs autoritaires, sociétés bloquées*, Paris, PUF, 2004.

Baudouin DUPRET *et alii*, *La Syrie au présent : reflets d'une société*, Arles, Sindbad/Actes Sud, 2007.

Alasdair DRYSDALE et Raymond A. HINNEBUSCH, *Syria and the Middle East Peace Process*, New York, Council on Foreign Relations Press, 1991.

Alasdair DRYSDALE, « Syrian Armed Forces in National Politics : The Role of the Geographic and Ethnic Periphery », *in* Roman K OLKOWICZ et Andrzej K ORBONSKI (dir.), Londres, 1982, p. 52-76.

Carla E DDÉ , *Beyrouth : naissance d'une capitale, 1918-1924*, Aix-en-Provence, Sindbad/Actes Sud, 2009.

Norbert ELIAS, *La Société des individus*, Paris, Fayard, 1991.

Galal E ZZ E L D IN , *Le Système unicaméral : son application en*

Égypte, en Syrie et dans la République arabe unie, Genève, Droz, 1963.

Khaled FAHMY, *Mehmed Ali : from Ottoman governor to ruler of Egypt,* Londres, Oneworld Publications, 2012.

—, *All the Pasha's Men : Mehmed Ali, his army and the making of modern Egypt*, Le Caire, The American University in Cairo Press, 2010.

Hélène FAISANT DE CHAMPCHESNEL-GRANDEMANGE, *La Gendarmerie au Levant pendant la Seconde Guerre mondiale*, Lille, France, Atelier national de reproduction des thèses, 2009.

Bashîr F ANSA , *Al-Nakbât wa al-mughâmarât, târîkh mâ âhmaluhu min âsrâr al-inqilâbât al- 'askariyya al-sûriyya 1949-1958* (Les défaites et les aventures, histoire que je conserve des secrets des coups d'État en Syrie, 1949-1958), Damas, Dâr Y`arab, 1966.

Nadhîr FANSAH, *Ayyâm Husnî al-Za'îm : 137 yawman hazzat Sûriyâ* (Les jours de Husnî al-Za'îm, 137 jours qui ont ébranlé la Syrie), Beyrouth, Dâr al-Âfâq al-Jadîdah, 1982.

Ceasar E. FARAH, *Politics of Interventionism in Ottoman Lebanon, 1830-1861*, Oxford, I.B. Tauris, 2000.

Ilyâs FARAH, *Arab Revolutionary Thought in the Face of Current Challenges*, s.l., Arab Ba'th Socialist Party, 1978.

Muhammad A L -F ARHÂNÎ , *Fâris al-Khûrî wa âyyâm la tansâ* (Fâris al-Khûrî et les jours que l'on n'oublie pas), Beyrouth, Dâr al-ghad, 1965.

Muhammad F ARZAT , *Al-haya al-hizbiyâ fî sûriyâ, al-dirâsat al-târîkhîyya li-nushû' al-âhzâb wa tatawwûrahâ* (La vie partisane en Syrie, étude de la fondation et des évolutions des partis politiques), Damas, Dar al rawâd, 1955.

Leila Tarazi FAWAZ, *An Occasion for War : civil conflict in Lebanon and Damascus in 1860*, Berkeley, University of California Press, 1994.

Louise FAWCETT, *International Relations of the Middle East*, Oxford, OUP Oxford, 2016.

Robert Alan F ERNEA , *Shaykh and Effendi : changing patterns of authority among the El Shabana of Southern Iraq*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1970.

Sydney FISHER (dir.), *The Military in the Middle East, Problems in Society and Government*, Colombus, Ohio State University Press, 1963.

—, *Social Forces in the Middle East*, Ithaca/New York, Cornell University Press, 1955.

—, *Evolution in the Middle East, Reform, Revolt and Change*, Washington, Middle East Institute, 1953.

Jean-Pierre FILIU, *Le Miroir de Damas, notre histoire*, Paris, La Découverte, 2016.

—, *Le Nouveau Moyen-Orient : les peuples à l'heure de la révolution syrienne*, Paris, Fayard, 2013.

Kais FIRRO, *A History of the Druzes*, Leyde/New York, E.J. Brill, 1992.

Edward Peter FITZGERALD, « France's Middle Eastern Ambitions, the Sykes-Picot Negotiations, and the Oil Fields of Mosul, 1915-1918 », *The Journal of Modern History*, vol. 66, nº 4, 1994, p. 697-725.

Michel FOUCAULT, *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1993.

Pierre FOURNIÉ, *L'Administration française au Levant (1918-1930)*, Paris, École des chartes, 1986.

Roman-Oliver FOY, *Habitants et territoires dans un grand périmètre irrigué en Syrie. De la création à la liquidation d'une ferme d'État (Établissement Al-Assad – Projet de l'Euphrate – 1971-2010).*

Ulrike FREITAG, « In Search of "Historical Correctness" : The Ba'th Party in Syria », *Middle Eastern Studies*, vol. 35, nº 1, 1999, p. 1-16.

Ulrike FREITAG et Nelida FUCCARO (éd.), *Urban Violence in the Middle East. Changing Cityscapes in the Transition from Empire to Nation State*, New York, Berghahn, 2015.

Rony GABBAY, *Communism and Agrarian Reform in Iraq*, Londres, Croom Helm, 1978.

James L. GELVIN, *Divided Loyalties : nationalism and mass politics in Syria at the close of Empire*, Berkeley, University of California Press, 1998.

Irene L. GENDZIER, *Notes from the Minefield : United States*

intervention in Lebanon and the Middle East, 1945-1958, New York, Columbia University Press, 1997.

Jean-Philippe GENET, *L'État moderne : genèse. Bilans et perspectives*, Paris, Éd. du CNRS, 1990.

François GEORGEON (dir.), *« L'Ivresse de la liberté » : la révolution de 1908 dans l'Empire ottoman*, Leuven, Peeters, 2012.

—, *Abdülhamid II : le sultan calife (1876-1909)*, Paris, Fayard, 2003.

—, Nicolas VATIN, Gilles VEINSTEIN et Elisabetta BORROMEO, *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 2015.

Israel GERSHONI, *Rethinking Nationalism in the Arab Middle East*, New York, Columbia University Press, 1997.

Ohannes GEUKJIAN, *Lebanon after the Syrian Withdrawal : external intervention, power-sharing and political instability*, Londres, Routledge, 2017.

Zouhair GHAZZAL, *L'Économie politique de Damas durant le XIX e siècle : structures traditionnelles et capitalisme*, Damas, Institut français d'études arabes de Damas, 1993.

—, *The Grammars of Adjudication : the economics of judicial decisions making in fin-de-siècle Ottoman Damascus and Beirut*, Damas, Presses de l'Ifpo, 2007.

Kâmil ibn Husayn GHAZZÎ, *Kitâb Nahr al-dhahab fî târîkh Halab* (Le livre du fleuve d'or dans l'histoire d'Alep), Alep, Dâr al-Qalam al-'Arabî, 1991, 3 vol.

Michel GILQUIN, *D'Antioche au Hatay : l'histoire oubliée du Sandjak d'Alexandrette. Nationalisme turc contre nationalisme arabe, la France arbitre ?*, Paris/Montréal, L'Harmattan, 2000.

Rami GINAT, *Syria and the Doctrine of Neutralism. From independence to dependence*, Brighton, Sussex Academic Press, 2005.

Eyal GINIO et Professor Elie PODEH (éd.), *The Ottoman Middle East : studies in honor of Amnon Cohen*, Bilingual, Leyde, Brill, 2013.

Fatma Müge GÖÇEK, *Social Constructions of Nationalism in the Middle East*, New York, State University of New York Press, 2002.

Galia GOLAN, *The Soviet Union and Syria since the Yom Kippur War*, Jérusalem, Hebrew University of Jerusalem, 1977.

Leon GOLDSMITH, *Cycle of Fear : Syria's Alawites in War and Peace*, Oxford University Press, 2015.

John D. GRAINGER, *The Battle for Syria, 1918-1920*, Woodbridge, Boydell Press, 2013.

Till GRALLERT, « To Whom Belong the Streets ? », *Bulletin d'études orientales*, n° 61, 2012, p. 327-359.

Max GROSS, *Ottoman Rule in the Province of Damascus, 1860-1909*, PhD Université de Georgetown, 1979.

Vanessa GUÉNO, *Homs durant les dernières décennies ottomanes : les relations ville-campagne à travers les archives locales*, Aix-Marseille-I, 2008.

—, Didier GUIGNARD, (éd.), *Les Acteurs des transformations foncières autour de la Méditerranée au* XIX *e siècle*, Aix-en-Provence, Karthala & MMSH, 2013.

John S. GUEST, *The Euphrates Expedition*, Londres New York, K. Paul International, 1992.

Pierre GUINGAMP, *Hafez el Assad et le parti Baath en Syrie*, Paris/Montréal, L'Harmattan, 1996.

Bassam HADDAD, *Business Networks in Syria : the political economy of authoritarian resilience*, Stanford, Stanford University Press, 2012.

Ghasân Muhammad Rashâd H ADÂD , *Awrâq Shâmîya min târîkh sûriya al-mu`âsir 1946-1966* (Documents levantins de l'histoire syrienne contemporaine, 1946-1966), Le Caire, Maktaba Madbûlî, 2007.

Lutfî HAFFÂR et Salmá al-Haffâr KUZBARÎ, *Lutfî al-Haffâr, 1885-1968 : mudhakkarâtuh, hayâtuh, wa-'asruh* (Lutfî al-Haffâr 1885-1966 : ses Mémoires, sa vie et son époque), Londres, Riyâd al-Rayyis lil-Kutub wa-al-Nashr, 1997.

Sâmî HAJÂ' A , *Awrâq min daftar al-watan, 1946-1961* (Pages du cahier de la Nation, 1946-1961), Damas, Dâr al-Tlâs, 2000.

Hasan AL-HÂKIM, *Mudhakkirâtî, safhât min târîkh sûriya al-hadîth 1920-1958* (Mes Mémoires, pages de l'histoire de la Syrie moderne, 1920-1958), Beyrouth, Dâr al-Kitâb al-Jadîd, 1966, deux volumes.

M. Şükrü HANIOĞLU, *Preparation for a Revolution : the Young*

Turks, 1902-1908, New York, Oxford University Press, 2001.

ʿAbd Allâh HANNÂ, *Al-Fallâhûn wa-mullâk al-ard fî Sûrîyat al-qarn al-ʻishrîn : dirâsah tajmaʻu bayna al-târîkh al-shafahî wa-al-târîkh al-maktûb* (Les paysans et les propriétaires de la terre en Syrie au XX e siècle : études réunies d'histoires écrite et orale), Beyrouth, Dâr al-Talîʻah lil-Tibâʻah wa-al-Nashr, 2003.

—, *Al-ʻÂmmah wa-al-intifâdât al-fallâhîyah, 1850-1918 : fî Jabal Hûrân*, (Le peuple et les insurrections paysannes 1850-1918 dans la Montagne du Hauran), Damas, al-Ahâlî lil-Tibâʻah wa-al-Nashr wa-al-Tawzîʻ, 1990.

—, *Al-Harakah al-ʻummâlîyah fî Sûrîyah wa-Lubnân, 1900-1945* (Le mouvement ouvrier en Syrie et au Liban 1900-1945), Damas, Dâr Dimashq, 1973.

Jean HANNOYER, *Campagnes et pouvoir en Syrie : essai d'histoire socio-économique sur la région de Deir ez-Zor*, thèse 3e cycle, École des hautes études en sciences sociales, Paris, France, 1982.

ʻUthmân HÂSHIM, *al-âhzâb al-siyâsiyya fî sûriya al-sirriyya wa al-`alâniyya*, (Les partis politiques secrets et publics en Syrie), Beyrouth, Riad al-Rayyes, 2001.

—, *Târîkh Sûriya al-muʻasîr* (L'histoire contemporaine de la Syrie) Beyrouth, al-Rayyes, 2013.

Amîr HAYDAR AHMAD AL-SHIHÂBÎ, Asad RUSTUM et Fu'âd Afrâm BUSTÂNÎ, *Lubnân fî ʻahd al-umarâ' al-Shihâbîyîn* (Le Liban dans l'ère des émirs Shehab), Beyrouth, al-Jâmiʻah al-Lubnânîyah, 1969.

Rustum HAYDAR, *Mudhakkirât Rustum Haydar* (Mémoire de Rustum Haydar), Beyrouth, al-Dâr al-ʻArabîyah lil-Mawsûʻât, 1988.

Muhammad Hasanayn HAYKAL, *The Cairo Documents : the inside story of Nasser and his relationship with World leaders, rebels, and statesmen*, New York, Doubleday, 1973.

Guy HERMET, Richard ROSE et Alain ROUQUIÉ (dir.), *Elections without Choice*, New York, Wiley, 1978.

Christoph HERZOG, Malek SHARIF (dir.), *The First Ottoman Experiment in Democracy*, Würzburg, Ergon Verlag, 2010.

Bernard HEYBERGER, « Les chrétiens du Proche-Orient au temps de la Réforme catholique : Syrie, Liban, Palestine, XVII e- XVIII e siècles »,

École française de Rome, diff. de Boccard, Rome Paris, 1994.

Steven HEYDEMANN, *Autoritarism in Syria, Institution and Social Conflict, 1946-1970*, Londres, Cornell University Press, 1999.

—, *War, Institutions, and Social Changes*, Berkeley, California University Press, 2000.

— et Rachel BOUYSSOU, « La question de la démocratie dans les travaux sur le monde arabe », *Critique internationale*, 2002, n° 17, p. 54-62.

—, « D'Assad à Assad. La politique syrienne n'est pas un théâtre d'ombres », *Critique internationale*, n° 9, 2000, p. 36-43.

Steven HEYDEMANN et Reinoud LEENDERS, *Middle East Authoritarianisms : governance, contestation, and regime resilience in Syria and Iran*, Stanford, Stanford University Press, 2013.

Raymond A. HINNEBUSCH, « Party Activists in Syria and Egypt : Political Participation in Authoritarian Modernizing States », *International Political Science Review / Revue internationale de science politique*, vol. 4, n° 1, 1983, p. 84-93.

—, « Syria Under the Ba'th : State Formation in a Fragmented Society », *Arab Studies Quarterly*, vol. 4, n° 3, 1982, p. 177-199.

—, « Local Politics in Syria : Organization and Mobilization in Four Village Cases », *Middle East Journal*, vol. 30, n° 1, 1976, p. 1-24.

—, *Peasant and Bureaucracy in Ba'thist Syria, a Political Economy of Rural Development*, Boulder, Westview Press, 1999.

—, *Authoritarian Power and State Formation in Ba'thist Syria : army, party, and peasant*, Boulder (Colo.), Westview press, 1990.

—, Tina ZINTL, Christa SALAMANDRA et Leif STENBERG (dir.), *Syria from Reform to Revolt*, New York, Syracuse University Press, 2015.

—, *Syria : Revolution from above*, Londres, Routledge, 2001.

HIZB AL-BA'TH AL-'ARABÎ AL-ISHTIRÂKÎ (Le parti arabe socialiste Ba'ath (Syria) (dir.), *Nidâl al-Ba'th* (Le combat du Baath), Damas, s.n., 1963.

—, SÛRÎ, *Krâyn wa-Sûrîyah : wa-hiya al-nashrah al-ûlá min al-nasharât allatî yusdiruhâ Hizb al-Sha'b al-Sûrî* (Crane et la Syrie : premier des bulletins émis par le Parti du peuple syrien), Le Caire, Hizb al-Sha'b al-Sûrî, 1927.

Antoine HOKAYEM et Marie Claude BITTAR (dir.), *L'Empire ottoman, les Arabes et les grandes puissances, 1914-1920*, Beyrouth, Éditions universitaires du Liban, 1981.

Juliette HONVAULT, *L'Émir 'Adil Arslan (1888-1954), de l'ottomanisme à l'arabisme : action politique et représentation de soi*, Paris, INALCO, 2002.

Derek HOPWOOD, *Syria, 1945-1986. Politics and Society*, Londres, Unwin, Hyman, 1988.

Albert Habib HOURANI, *Arabic Thought in the Liberal Age, 1798-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

—, *Syria and Lebanon : a political essay*, Beyrouth, Librairie du Liban Lebanon bookshop, 1968.

—, Philip Shukry KHOURY et Mary Christina WILSON, *The Modern Middle East : a reader*, Berkeley, University of California Press, 1993.

Harry Nicholas HOWARD, *The King-Crane Commission : an American inquiry in the Middle East*, Beyrouth, Khayat, 1963.

Leila HUDSON, *Transforming Damascus : space and modernity in an islamic city*, I.B. Tauris, 2008.

F. Robert HUNTER, *Egypt under the Khedives, 1805-1879 : from household government to modern bureaucracy*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1984.

Rola EL-HUSSEINI, *Pax syriana : elite politics in postwar Lebanon*, Syracuse, Syracuse University Press, 2012.

Akram HAWRÂNÎ, *Mudhakkirât Akram al-Hûrânî* (Mémoires d'Akram al-Hawrânî), Le Caire, Maktabat Madbûlî, 2000, 4 vol.

Jacob H UREWITZ (éd.) *Middle East Politics : the military dimension*, Boulder, Colo., Westview Press, 1982.

Jûzîf ILYÂS, *Tatawwur al-sihâfah al-Sûrîyah fî mi'at 'âm (1865-1965)*, (Évolutions de la presse syrienne pendant cent ans 1865-1965), Beyrouth, Dâr al-Nidâl, 1982.

Muhammad AL-IMADI, *Tatawwurât fikra al-tanmiya fî sûriya* (Évolutions de l'idée de développement en Syrie), Damas, Dar al-Tlass, 2003.

Muhammad Fârûq IMÂM, *Al-Hayâh al-siyâsîyah fî Sûrîyah : [al-intidâb al-Faransî]* (La vie politique en Syrie [le mandat français]),

Al-Amman Dâr al-I‘lâm, 2011.

Dominique IOGNA-PRAT et Gilles VEINSTEIN, *Histoires des hommes de Dieu dans l'islam et le christianisme*, Paris, Flammarion, 2003.

Michael IONIDES, *Divide and Lose, the Arab Revolt 1955-1958*, Londres, Geoffrey Bles, 1960.

Tareq Y. ISMAEL et Jacqueline S. ISMAEL, *The Communist Movement in Syria and Lebanon*, Gainesville, University Press of Florida, 1998.

Charles Philippe ISSAWI, *The Economic History of the Middle East : 1800-1914 a Book of Readings*, Chicago, University of Chicago Press, 1966.

Jûrj JABÛR, *Al-fikr al-siyâssî al-mu‘âsir fî sûriya* (L'idée politique contemporaine en Syrie), Beyrouth, Rayyes el-Rayes, 1993.

Khâlida Ablâl AL-JÂBBURÎ, *Al-Ab`âd al-siyâsiyya li-l-hukm al-hâshimî 1941-1958* (Les orientations politiques du pouvoir hachémite, 1941-1958), Damas, al-Naya, 2012.

Shadi JAME, *Le Régime de la nationalité en droit syrien et en droit français : étude de droit comparé entre domination coloniale et droit international contemporain*, Nantes, 2010.

JAM‘ÎYAT AL-IKHWÂN AL-MUSLIMÎN (La confrérie des Frères musulmans Syrie) (dir.), *Hamâh, ma'sât al-‘asr* (Hama : la tragédie de l'époque), s.l., al-Tahalluf al-WaTanî li-Tahrîr Sûrîyah, 1983.

James P. JANKOWSKI, *Nasser's Egypt, Arab Nationalism, and the United Arab Republic*, Boulder, Colo, Lynne Rienner Publishers, 2001.

James P. JANKOWSKI et I. GERSHONI, *Rethinking Nationalism in the Arab Middle East*, New York, Columbia University Press, 1997.

Michael JOHNSON, *Class and Clients in Beirut : the sunni muslim community and the Lebanese State*, *1840-1985*, Chicago, Ithaca Press, 1986.

Rafeq Abdul K ARIM , « City and Countryside in Ottoman Syria », dans *The Middle Eastern Culture Centre, The Proceedings of International Conference on Urbanism in Islam*, vol. III, Tokyo, Research Project « Urbanism in Islam, a comparative study » and The Middle Eastern Culture Center in Japan, 1989.

Kemal H. KARPAT, *Studies on Ottoman Social and Political History : selected articles and essays*, Leyde, Boston, Brill, 2002.

— (dir.), *Political and Social Thought in the Contemporary Middle East*, New York, Praeger, 1982.

— et Robert W. ZENS (dir.), *Ottoman Borderlands : issues, personalities, and political changes*, Madison, University of Wisconsin, 2003.

Efraim KARSH, *Soviet Policy towards Syria since 1970*, New York, St. Martin's Press, 1991.

Reşat KASABA, *A Moveable Empire : Ottoman nomads, migrants, and refugees*, Seattle, University of Washington Press, 2009.

Samir KASSIR, *La Guerre du Liban : de la dissension nationale au conflit régional (1975-1982)*, Paris, Karthala, 1994.

Hasan KAYALI, « Elections and the Electoral Process in the Ottoman Empire, 1876-1919 », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 27, n° 3, 1995, p. 265-286.

—, *Arabs and Young Turks : Ottomanism, Arabism, and Islamism in the Ottoman Empire, 1908-1918*, Berkeley, University of California Press, 1997.

Nabil M. KAYLANI, « The Rise of the Syrian Ba'th, 1940-1958 : Political Success, Party Failure », *International Journal of Middle East Studies*, vol. III, n° 1, 1972, p. 3-23.

Nazâr KAYYÂLÎ, *Dirasâ fî târîkh sûriyâ al-siyâsî al-mu`âsir 1920-1950* (Étude sur l'histoire politique de la Syrie contemporaine, 1920-1950), Damas, Dâr Tlas, 1997.

Farhad KAZEMI, John Waterbury (dir.), *Peasants and Politics in the Modern Middle East*, Miami, Florida International University Press, 1991.

Mordechai KEDAR, *Asad in Search of Legitimacy : message and rhetoric in the Syrian Press under Hâfiz and Bashâr*, Brighton/Portland, Sussex Academic Press, 2005.

Ellie KEDOURIE, *Arabic Political Memoirs and Other Studies*, Londres, Frank Cass, 1974.

—, *Politics in the Middle East*, Oxford, Oxford University Press, 1992.

Malcolm H. KERR, *The Arab Cold War, 1958-1964 ; a study of ideology in politics*, Londres, New York, Oxford University Press,

1965.

Bichara KHADER, « Propriété agricole et réforme agraire en Syrie », *Civilisations*, 1975, vol. 25, 1/2, p. 62-83.

Ghassân KHÂLIDÎ, *Al-Hizb al-qawmî wa-qadîyat al-Mâlikî : haqîqah am ittihâm* (Le Parti national et l'affaire Malkî : vérité et accusation), Beyrouth, Dâr wa-Maktabat al-Turâth al-Adabî, 1999.

Rashid KHALIDI, *Sowing Crisis : the Cold War and American Dominance in the Middle East*, Boston, Beacon Press, 1887.

— et Lisa ANDERSON, *The origins of Arab Nationalism*, New York, Columbia University Press, 1991.

Rashid KHALIDI, *British Policy towards Syria & Palestine 1906-1914, a Study of the Antecedents of the Hussein – the McMahon Correspondence, the Sykes-Picot Agreement, the Balfour Declaration*, Londres, Oxford, Ithaca Press, 1980.

Tarif K HALIDI (éd.), *Land Tenure and Social Transformation in the Middle East*, Beyrouth, American University of Beirut Press, 1984.

ʿAbd Allâh Fikrî KHÂNÎ, *Sûrîyah bayna al-dîmuqrâTîyah wa-al-hukm al-fardî : ʻashr sanawât fî al-Amânah al-ʻÂmmah li-Ri'âsat al-Jumhûrîyah, 1948-1958* (Syrie entre la démocratie et le gouvernement individuel : dix années dans la Sûreté générale de la République, 1948-1958), Beyrouth, Dâr al-Nafâ'is, 2004.

—, *Jihâd Shukrî al-Qûwatlî fî sabîl al-istiqlâl wa-al-wahdah : wa-maʻahâ mahâdir jalasât al-wahdah maʻa Misr* (Le combat Shukrî al-Quwwatlî pour l'indépendance et de l'unité et les comptes rendus des séances de l'unité égyptienne), Beyrouth, Dâr al-Nafâ'is, 2003.

Hânî KHAYYIR, *Akram al-Hûrânî bayna al-tanaqqulât al-siyâsîyah wa-al-inqilâbât al-ʻaskarîyah* (Akram al-Hawrânî entre implications politiques et coups militaires), Damas, Tawzîʻ Maktabat al-Sharq al-Jadîd, 1996.

—, *Adîb al-Shîshaklî : sâhib al-inqilâb al-thâlith fî Sûrîyâ : al-bidâyah wa-al-nihâyah* (Adîb al-Shîshaklî : le responsable du troisième coup d'État en Syrie du début à la fin), Damas, Hânî al-Khayyir, 1994.

Yâsir KHAZÂʻILAH, *Târîkh al-azmah al-siyâsîyah fî Lubnân, 1957-1958 : dirâsah muhakkamah* (L'histoire de la crise politique au Liban 1957-1958 : études), Amman, Dâr al-Khalîj, 2007.

Ghassan EL-KHAZEN, *La Grande Révolte arabe de 1936 en Palestine*, Beyrouth, Dar an-Nahar, 2005.

Gérard D. KHOURY, *Une tutelle coloniale : le mandat français en Syrie et au Liban, écrits politiques de Robert de Caix*, Paris, Belin, 2006.

—, Nadine MÉOUCHY, Henry LAURENS, et Peter SLUGLETT, *États et sociétés de l'Orient arabe en quête d'avenir : 1945-2005. Actes de la Semaine internationale d'études sur le Moyen-Orient arabe, MMSH, Aix-en-Provence, juin 2005*, Paris, Geuthner, 2006.

Philip S. KHOURY, *Syria and the French mandate : the politics of Arab nationalism, 1920-1945*, Princeton, Princeton University Press, 1987.

—, *Urban Notables and Arab Nationalism : the politics of Damascus 1860-1920*, Londres New York/Melbourne, Cambridge University Press, 1983.

— et Joseph KOSTINER, *Tribes and State Formation in the Middle East*, Berkley, University of California Press, 1990.

Fâris KHÛRÎ, *Awrâq Fâris al-Khûrî* (Papiers Fâris al-Khûrî), Damas, Talâs, 1989.

Eberhard KIENLE, *Ba'th v. Ba'th : the conflict between Syria and Iraq, 1968-1989*, I.B. Tauris, Londres, 1990.

—, « Entre jama'a et classe. Le pouvoir politique en Syrie contemporaine », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1991, vol. 59, nº 1, p. 211-239.

— (éd.), *Contemporary Syria : liberalization between Cold War and Cold Peace*, Londres/New York, British Academic Press in association with the Centre of Near and Middle Eastern Studies, School of Oriental and African Studies, University of London Distributed by St. Martin's Press, 1994.

Paul W.T. KINGSTON, *Britain and the Politics of Modernization in the Middle East, 1945-1958*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

Abrâhâm KÛBILYÂN, *Thawrat al-Halabîyîn 'alá al-wâlî Khûrshîd bâshâ al-'Uthmânî, 1819-1820 : yawmîyât Abrâhâm Kûbilyân* (Révolution alépine contre Khûrshîd Pasha l'ottoman 1819-1820), Alep, Manshûrât MuTrânîyat al-Araman al-Kâthûlîk bi-Halab, 2008.

Muhammad KURD ʿALÎ, *Al-Mudhakkirât* (Les mémoires), Damas, 1948.

Muhammed H. KUTLUOĞLU, *The Egyptian Question, 1831-1841 : the expansionist policy of Mehmed Ali Paşa in Syria and Asia Minor and the reaction of the Sublime Porte*, Istanbul, Eren, 1998.

Keith KYLE, *Suez*, New York, St. Martin's Press, 1991.

François LANTZ, *Chemins de fer et perception de l'espace dans les provinces arabes de l'Empire ottoman, 1890-1914*, Paris, France, 2005.

Walter L ARQUEUR , *The Struggle for the Middle East, the Soviet Union and the Middle East, 1958 – 1968*, Londres, Routledge, Paul Kegan, 1969.

—, *Communism and Nationalism in Middle East*, Londres, Routledge, 1956.

S.U. LARSEN (dir.), *The Challenges of Theories on Democracy : elaborations over new trends in transitology*, Boulder/New York, Social Science Monographs, distributed by Columbia University Press, 2000.

Henry LAURENS, *Les Crises d'Orient*, Paris, Fayard, 2017.

—, *La Question de Palestine*, Fayard, tome I : 1799-1922. *L'Invention de la Terre sainte*, 1999 ; tome II : 1922-1947. *Une mission sacrée de civilisation*, 2002 ; tome III : 1947-1967. *L'Accomplissement des prophéties*, 2007 ; tome IV : 1967-1982. *Le Rameau de l'olivier et le fusil du combattant*, 2008 ; tome V : 1982-2001. *La Paix impossible*, 2015.

—, *L'Empire et ses ennemis. La question impériale dans l'histoire*, Paris, Le Seuil, 2009.

—, *L'Orient arabe à l'heure américaine : de la guerre du Golfe à la guerre d'Irak*, seconde édition, Paris, A. Colin, 2005.

—, *Orientales*, Paris, CNRS Éditions, 2004.

—, *L'Expédition d'Égypte, 1798-1801*, Paris, Armand Colin, 1995.

— et Matthieu REY, « L'avènement des régimes militaires au Moyen-Orient, The Birth of Military Regimes in the Middle East : Reinterpreting the "Age of Revolutions" », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, nº 124, 2014, p. 47-55.

Fred Haley LAWSON, *The Social Origins of Egyptian Expansionism During the Muhammad Åli Period*, New York, Columbia University Press, 1992.

Raphaël LEFÈVRE, *Ashes of Hama : the Muslim Brotherhood in Syria*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2013.

Daniel LE GAC, *La Syrie du général Assad*, Bruxelles, Éd. Complexe, 1991.

Reinoud LEENDERS et Steven HEYDEMANN, « Popular Mobilization in Syria : Opportunity and Threat, and the Social Networks of the Early Risers », *Mediterranean Politics*, vol. 17, n° 2, 2012, p. 139-159.

Vincent LEMIRE, *Jérusalem 1900 : la ville sainte à l'âge des possibles*, Paris, A. Colin, 2013.

François LENORMANT, *Histoire des massacres de Syrie en 1860*, Paris, L. Hachette, 1861.

David W. LESCH, *The New Lion of Damascus : Bashar al-Asad and modern Syria by David W. Lesch*, New Haven, Yale University Press, 2005.

—, « Militaires et politique étrangère en Syrie (1946-1970), Foreign Policy and the Military in Syria (1946-1970) : From Independence to Dictatorship », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 124, 2014, p. 73-86.

Bernard L EWIS , *Le Langage politique de l'islam*, Paris, NRF, 1989.

Norman LEWIS, *Nomads and Settlers in Syria and Jordan, 1800-1980*, rééd., Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

H. LIEBAU, K. BROMBER, K. LANGE, D. HAMZAH and R. AHUJA, *The World in World Wars. Experiences, perceptions and perspectives from Africa and Asia*, Brill, Leyde-Boston, 2010.

Jonathan LITTELL, *Carnets de Homs : 16 janvier-2 février 2012*, Paris, Gallimard, 2012.

Stephen Hemsley LONGRIGG, *Syria and Lebanon under French mandate*, Londres, New York, Oxford University Press, 1958.

Élisabeth LONGUENESSE, *Professions et sociétés au Proche-Orient, déclin des élites, crise des classes moyennes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

William Roger LOUIS, *The British Empire in the Middle East, 1945-*

1951 : Arab nationalism, the United States, and Postwar Imperialism, Oxford/New York, Clarendon Press/Oxford University Press, 1984.

— et Roger OWEN (dir.), *A Revolutionary Year : the Middle East in 1958*, Londres/New York/Washington, D.C., I.B. Tauris Publishers/Woodrow Wilson Center Press, 2002.

— (dir.), *Suez 1956 : the crisis and its consequences*, Oxford/New York, Clarendon Press/Oxford University Press, 1989.

Patrick LOUVIER, « Une opération humanitaire ratée ? L'expédition de Syrie de 1860-1861, vue par les militaires et les marins français », *A Scuttled Humanitarian Operation ? The Syrian Expedition of 1860-1861, as seen by French soldiers and marines*, vol. 122, nº 4, 2008, p. 307-325.

Giacomo LUCIANI, *The Arab State*, University of California Press, 1990.

Pierre-Jean LUIZARD, *La Question irakienne*, Paris, Fayard, 2002.

— (dir.), *Le Choc colonial et l'islam : les politiques religieuses des puissances coloniales en terre d'islam*, Paris, La Découverte, 2006.

Bruce MADDY-WEITZAM, *The Crystallization of the Arab System, 1945-1955*, Syracuse, Syracuse University Press, 1993.

Tawfîq MADÎNÎ, Faysal DARRÂJ, Muhammad Jamâl BÂRÛT (dir.), *Al-Ahzâb wa-al-harakât al-Shuyû'îya wa-al-Mârkisîya al-'Arabîya*, (Les partis politiques et mouvements communistes marxistes arabes), Damas, al-Markaz al-'Arabî lil-Dirâsât al-Istirâtîjîya.

Samir A. MAKDISI, « Syria : Rate of Economic Growth and Fixed Capital Formation 1936-1968 », *Middle East Journal*, vol. 25, nº 2, 1971, p. 157-179.

Ussama MAKDISI, *The Culture of Sectarianism. Community, history, and violence in nineteenth-century Ottoman Lebanon*, Berkeley, University of California Press, 2000.

Muhammad AL-MAKKÎ ibn al-Sayyid IBN AL-KHÂNQÂHet ʿUmar Najîb ʿUMAR, *Târîkh Hims : yawmîyât* (L'histoire quotidienne de Homs), Damas, al-Ma'had al-'Ilmî al-Faransî lil-Dirâsât al-'Arabîyah bi-Dimashq, 1987.

Philip MANSEL, *Aleppo : The Rise and Fall of Syria's Great Merchant City*, I.B. Tauris, 2016.

Moshe MA‘OZ (dir.), *Studies on Palestine during the Ottoman Period*, Jérusalem, Magnes Press, 1975.

—, *Ottoman Reform in Syria and Palestine, 1840-1861 : the impact of the tanzimat on politics and society*, Londres, Clarendon P., 1968.

—, J. GINAT et Onn WINCKLER (dir.), *Modern Syria : from Ottoman rule to pivotal role in the Middle East*, Brighton, Sussex Academic Press, 1999.

— et A. YANIV (dir.), *Syria under Assad : domestic constraints and regional risks*, New York, St. Martin’s Press, 1986.

Muhammad MA‘RÛF, *Ayyâm ‘ishtuhâ, 1949-1969 : al-inqilâbât al-‘askarîyah wa-asrâruhâ fî Sûrîyah* (Les jours que j’ai vécus, 1949-1969 : les coups d’État militaires et leurs ères en Syrie), Beyrouth, Riyâd al-Rayyis lil-Kutub wa-al-Nashr, 2003.

Majzarat Hamâh : al-qissah al-haqîqîyah bi-al-asmâ’ wa-al-waqâ’i‘ wa-al-arqâm wa-al-suwar li-akbar majzarah fî al-‘asr al-hadîth, Le Caire, Dâr al-I‘tisâm, 1984.

Abraham MARCUS, *The Middle East on the Eve of Modernity : Aleppo in the eighteenth century*, New York, Columbia University Press, 1989.

Salma MARDAM BEY, *La Syrie et la France : bilan d’une équivoque, 1939-1945*, Paris, L’Harmattan, 1994.

Şerif MARDIN, *The Genesis of Young Ottoman Thought : a study in the modernization of Turkish political ideas*, Syracuse, Syracuse University Press, 2000.

Brigitte MARINO, *Le Faubourg du Mîdân à Damas à l’époque ottomane : espace urbain, société et habitat (1742-1830)*, Damas, Institut français de Damas, 1997.

J. MASCLE et Jûrj KÛSÁ, *Jabal al-Durûz : dirâsah târîkhîyah* (La Montagne Druze : études historiques), Damas, Dâr al-Farqad, 2006.

Bruce MASTERS, *The Origins of Western Economic Dominance in the Middle East : mercantilism and the islamic economy in Aleppo, 1600-1750*, New York, New York University Press, 1988.

—, « Power and Society in Aleppo in the 18th and 19th centuries », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, vol. 62, nº 1, 1991, p. 151-158.

—, « The 1850 Events in Aleppo : An Aftershock of Syria's Incorporation into the Capitalist World System », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 22, nº 1, 1990, p. 3-20.

—, *The Arabs in the Ottoman Empire 1516-1918*, Cambridge, Cambridge University Press.

Kevin W. MARTIN, *Syria's Democratic Years : citizens, experts, and media in the 1950s*, Bloomington, Indiana University Press, 2015.

Fu'âd MATAR, *Sûrîyah al-maghlûb 'alá amrihâ : qirâ'ah fî ahlâm al-ab « Hâfiz al-Sûrî - al-Lubnânî - al-'Irâqî - al-Amîrkûsûfiyâtî » wa-kawâbîs al-ibn « Bashshâr al-Lubnânî - al-Rûsî - al-Sînî - al-FilasTînû'îrânî »* (La Syrie impuissante, lecture dans les rêves du père Hafiz le Syrien, Libanais, l'Irakien, l'Américano-Soviétique et les cauchemars du fils Bashar, le Libanais, le Russe, le Chinois, le Palestino-Iranien), Beyrouth, al-Dâr al-'Arabîyah lil-'Ulûm Nâshirûn, 2013.

Hervé MAZUREL, Alain BOUREAU, Michel DESGRANGES et Pierre VIDAL-NAQUET, *Vertiges de la guerre : Byron, les philhellènes et le mirage grec*, 1re éd., Paris, Les Belles Lettres, 2013.

Nadine MÉOUCHY, « Les nationalistes arabes de la première génération en Syrie (1918-1928) : une génération méconnue », *Bulletin d'études orientales*, 1995, vol. 47, p. 109-128.

Nadine MÉOUCHY, Peter SLUGLETT (dir.), *France, Syrie et Liban 1918-1946 : les ambiguïtés et les dynamiques de la relation mandataire*, Damas, Presses de l'Ifpo, 2013.

Nadine MÉOUCHY, Peter SLUGLETT, Gérard D. KHOURY, et Geoffrey SCHAD (éd.), *The British and French Mandates in Comparative Perspectives*, Leyde Boston, Brill, 2004.

Margaret Lee MERIWETHER, *The Kin who Count : family and society in Ottoman Aleppo, 1770-1840*, Austin Tex, University of Texas Press, 1999.

Michalis N. MICHAEL, Anastassios ANASTASSIADIS et Chantal VERDEIL, *Religious Communities and Modern Statehood : the Ottoman and post-Ottoman world at the age of nationalism and colonialism*, Berlin, Klaus Schwarz, 2015.

Taline Ter MINASSIAN, *Colporteurs du Komintern. L'Union soviétique et les minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presse de Sciences

Po, 1997.

Nicola MIGLIORINO, *(Re)constructing Armenia in Lebanon and Syria : ethno-cultural diversity and the State in the aftermath of a refugee crisis*, New York, Berghahn Books, 2011.

Mikhâ'îl MISHÂQAH, Mulham Khalîl ʿABDÛ et Andrâwus Hannâ SHAKHÂSHÎRÎ, *Kitâb mashhad al-'aiyân bi-hawâdith Sûriyâ wa-Lubnân* (Témoignage des notables dans les événements de Syrie et du Liban), Le Caire 1908.

Nataša MIŠKOVIĆ, Harald FISCHER-TINÉet Nada BOŠKOVSKA LEIMGRUBER (dir.), *The Non-Aligned Movement and the Cold War : Delhi, Bandung, Belgrade*, Londres, New York, Routledge, 2014.

Jean-David MIZRAHI, *Genèse de l'État mandataire : service des renseignements et bandes armées en Syrie et au Liban dans les années 1920*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

Odile MOREAU, *L'Empire ottoman à l'âge des réformes, les hommes et les idées du « nouvel ordre » militaire 1826-1914*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2007.

Benny MORRIS, *1948 : a history of the first Arab-Israeli war*, New Haven, Londres, Yale University Press, 2008.

Sami MOUBAYED, *Damascus Between Democracy and Dictatorship*, Lanham, University Press of America, 2000.

Walîd AL-MU`ALLIM, *Sûriyâ 1918-1958, al-tahdî wa al-muwâjaha* (Syrie, 1918-1958, défis et vagues), Damas, Matba`a `akra dimashq, 1985.

Manâr Mahrûs Husayn MUHAMMAD et ʿAbd al-Mun'im Ibrâhîm al-Dusûqî JUMAY'Î, *Al-Dawr al-Misrî fî al-sirâ' 'alá Sûriyâ 1946-1958*, (Le rôle égyptien dans la lute pour la Syrie, 1946-1958) Le Caire, al-Majlis al-A'lá lil-Thaqâfah, 2017.

Malik MUFTI, *Sovereign creations, pan-arabism and political order in Syria and Iraq*, Ithaca, Cornell University Press, 1996.

Martha MUNDY et Richard Saumarez SMITH, *Governing Property, Making the Modern State : law administration and production in Ottoman Syria*, Londres, I.B. Tauris, 2007.

Rabah NAFFAKH, « Les Beggara du Zor : changements techno-économiques et sociaux », thèse 3e cycle, Paris, faculté des lettres,

1964.

Rabîʿ NAKHLAH, *Târîkh Wilâyat Halab, 1889-1902* (Histoire du gouvernorat d'Alep), Beyrouth, Maktabah al-Sharqîyah, 2017.

Qâsim Muhammad Ahmad NAWÂSIRAH, *Al-Mawqif al-BarîTânî wa-al-Faransî min al-hukm al-Misrî li-bilâd al-Shâm, 1247-1257 H/1831-1841 M* (La situation britannique et française entre le gouvernement égyptien et le Levant 1247-1257/1831-1841), Damas, al-Maʿhad al-Faransî lil-Sharq al-Adná, 2008.

Daniel NEEP, *Occupying Syria Under the French Mandate : insurgency, space and State formation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

Francis R. NICOSIA, *Nazi Germany and the Arab World*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

G.A. O'DONNELL, P.C. SCHMITTER, et L. WHITEHEAD (dir.), *Transitions from Authoritarian Rule. Comparative Perspectives*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986.

Robert W. OSLON, *The Baʾth and Syria, 1947 to 1982 : the evolution of ideology, party, and State, from the French mandate to the era of Hafiz al-Asad*, Princeton, Kingston Press, 1982.

Taku OSOEGAWA, *Syria and Lebanon : international relations and diplomacy in the Middle East*, Londres, I.B. Tauris, 2013.

Jürgen OSTERHAMMEL, *The Transformation of the World : a global history of the Nineteenth Century*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2015.

Roger OWEN, *The Middle East in the World Economy : 1800-1914*, Londres New York, I.B. Tauris, 1993.

— et Paul BURTON, *New Perspectives on Property and Land in the Middle East*, Boston, Harvard University Press, 2000.

Roger OWEN, *State, Power and Politics in the Making of the Modern Middle East*, 3rd ed., New York, Routledge, 2004.

Claude PALAZZOLI, *La Syrie : le rêve et la rupture*, Paris, Le Sycomore, 1977.

Daniel PANZAC, *La Marine ottomane : de l'apogée à la chute de l'Empire, 1572-1923*, Paris, CNRS Éditions, 2012.

—, *Les Échanges maritimes dans l'Empire ottoman au* XVIII *e siècle*,

s.l., 1985.

Klat PAUL, *Musha Holdings and Land Fragmentation in Syria*, Beyrouth, MEEP, 1957.

A.C.S. PEACOCK et Annabel Teh GALLOP, *From Anatolia to Aceh : Ottomans, Turks, and Southeast Asia*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

Amos PERLMUTTER, « From Obscurity to Rule : The Syrian Army and the Ba'th Party », *The Western Political Quarterly*, 1969, vol. 22, nº 4, p. 827-845.

Volker PERTHES, *Syria Under Bashar al-Asad : modernisation and the limits of change*, Oxford, Oxford University Press for the International Institute for Strategic Studies, 2004.

—, *The Political Economy of Syria under Asad*, Londres/New York, I.B. Tauris, 1997.

Franck PETER, *Les Entrepreneurs de Damas. Nation, impérialisme et industrialisation*, Paris, L'Harmattan, 2010.

Tabitha PETRAN, *Syria*, Londres, Ernest Benn Ltd, 1972.

Thomas PHILIPP, *Acre : the rise and fall of a Palestinian city, 1730-1831*, New York, Columbia University Press, 2001.

—, *The Syrian Land in the 18th and 19th Century : the common an the specific in the historical experience*, Stuttgart, F. Steiner, 1992.

Thomas PHILIPP et Birgit SCHÄBLER, *The Syrian Land : processes of integration and fragmentation : Bilâd Al-Shâm from the 18th to the 20th Century*, Franz Steiner Verlag, 1998.

Thomas PHILIPP et Christoph SCHUMANN, *From the Syrian Land to the States of Syria and Lebanon*, Würzburg, Beyrouthe, Ergon Verlag in Kommission, 2004.

Thomas PHILIPP, *The Syrians in Egypt, 1725-1975*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 1985.

Walid P HARES , *Syria, the United States and the War on Terror in the Middle East*, New York, Praeger Publishers, 2006.

Elizabeth PICARD, *Liban-Syrie, intimes étrangers : un siècle d'interactions sociopolitiques*, Arles, Actes Sud, 2016.

—, « Syrie : la coalition autoritaire fait de la résistance », *Politique étrangère*, vol. 70, nº 4, 2005, p. 757-768.

—, « Une sociologie historique du Za'im libanais », dans Charles CHATOUNI, *Histoires, sociétés et pouvoirs au Proche et Moyen-Orient*, Paris, Geuthner, 2001.

—, *Liban, État de discorde : des fondations aux guerres fratricides*, Paris, Flammarion, 1988.

—, « Ouverture économique et renforcement militaire en Syrie », *Oriente moderno*, vol. 59, 7/12, 1979, p. 663-676.

Thomas PIERRET, *Baas et Islam en Syrie : la dynastie Assad face aux Oulémas*, Presses universitaires de France, Paris, 2011.

Elie PODEH, *The Decline of Arab Unity : the rise and fall of the United Arab Republic*, Brighton, UK etc., Sussex Academic Press, 1999.

—, *The Quest for Hegemony in the Arab World : the struggle over the Bagdad Pact*, Leyde ; New York, Brill, 1995.

Alice POULLEAU, *À Damas sous les bombes : journal d'une Française pendant la révolte syrienne (1924-1926)*, Paris L'Harmattan, 2012.

Michael PROVENCE, *The Great Syrian Revolt and the Rise of Arab Nationalism*, Austin, University of Texas Press, 2005.

Khayrîyah QÂSIMÎYAH, *Al-Ra'îl al-'Arabî al-awwal : hayât wa-awrâq Nabîh wa-'Âdil al-'Azmah* (La première génération arabe : vies et papiers de Nabîh et de 'Adîl al-Azmeh), Londres, Riyâd al-Rayyis, 1991.

`Awda QASIYYAS, *Min târîkh al-haraka al-`ummâliyya wa al-niqâbiyya al-sûriyya sanawât al-harb al-`âlamiyya al-thâniyya wa bidâyya sanawât al-istiqlâl 1939-1948* (De l'histoire du mouvement ouvrier et syndical syrien, les années de la Seconde Guerre mondiale et le début des années de l'indépendance, 1939-1948), Damas, Dâr al-`ilm, 2006.

Ayad AL-QAZZAZ, « Army Officers and Land Reforms in Egypt, Iraq and Syria », *Sociological Bulletin*, 1971, vol. 20, nº 2, p. 159-177.

Donald QUATAERT, *Ottoman Manufacturing in the Age of the Industrial Revolution*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

Shukrî QÛWATLÎ, *Shukrî al-Qûwatlî yukhâtibu ummatah* (Shukrî al-Quwwatli parle à la nation), Damas, s.n., 1970.

Edmond RABBATH et Al-amîr Šakîb ARSLÂN, *L'Évolution politique de la Syrie sous mandat*, Paris, M. Rivière, 1928.

Robert G. RABIL, *Syria, the United States, and the War on Terror in the Middle East*, Westport, Conn., Praeger Security International, 2006.

Itamar RABINOVICH, *Syria under the Ba'th, 1963-66 : the army-party symbiosis*, Jérusalem, Israel Universities Press, 1972.

Loulouwa AL-RACHID et Édouard MÉTÉNIER, « À propos de la violence "irakienne". Quelques éléments de réflexion sur un lieu commun, Abstract », *A contrario*, 13 octobre 2008, vol. 5, nº 1, p. 114-133.

'Abd al-Karîm RÂFIQ, *The Province of Damascus, 1723-1783*, Beyrouth, Khayats, 1966.

Pedro R AMET , *The Soviet-Syrian Relationship since 1955 : a troubled alliance*, Boulder, Westview Press, 1990.

Madawi A L RASHEED, *A History of Saudi Arabia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

—, *Politics in an Arabian Oasis : the Rashidis of Saudi Arabia*, New York, I.B. Tauris, 1997.

Andrew RATHMELL, *Secret War in the Middle East : the covert struggle for Syria, 1949-1961*, Londres, Tauris Academic Studies, 1995.

André RAYMOND, « Les grandes villes arabes à l'époque ottomane », *in La Ville arabe, Alep, à l'époque ottomane : (XVI e- XVIII e siècles)*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 2014, p. 184-209.

—, *Grandes villes arabes à l'époque ottomane*, Paris, Sindbad, 1985.

— (dir.), *La Syrie d'aujourd'hui*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1980.

RAYNAUD et MARTINET, *Les Bédouins de la mouvance de Damas*, Beyrouth, Imprimerie du Bureau topographique de l'A.F.L., 1922.

Abd al-Razzâq MUNÎF, *Al-Tajribah al-murrah* (L'expérience amère), Damas, s.n., 1967.

James A. REILLY, *The Ottoman Cities of Lebanon : historical legacy and identity in the modern Middle East*, Londres New York,

I.B. Tauris, 2016.

—, *A Small Town in Syria : Ottoman Hama in the Eighteenth and Nineteenth Centuries*, Oxford/New York, P. Lang, 2002.

Matthieu REY, « How Did the Middle East Meet the West ? The International United Nations Agencies' Surveys in the 1950s », *Middle Eastern Studies*, vol. 49, nº 3, 2013, p. 477-493.

—, « Le moment électoral de 1954 en Irak et en Syrie », *Maghreb-Machrek*, nº 213, p. 99-116.

—, « Le parlementarisme en Irak et en Syrie entre 1946 et 1963 : un temps de pluralisme au Moyen-Orient » thèse de doctorat, école doctorale de l'École des hautes études en sciences sociales, France, 2013.

Ruth R ODED , « Urban Elite Families of Syria », dans Gabriel Warburg et Gad G LIBAR , *Studies in Islamic Society : contributions in memory of Gabriel Baer*, Haifa, Haifa University Press, 1984.

Eugene L. ROGAN, *The Fall of the Ottomans : the Great War in the Middle East, 1914-1920*, Londres, Allen Lane, 2015.

—, *Frontiers of the state in the Late Ottoman Empire : Transjordan, 1850-1921*, Cambridge, New York/Melbourne [etc.], Cambridge University Press, 1999.

— et EUROPEAN SCIENCE FOUNDATION (dir.), *Outside in : on the margins of the modern Middle East*, Londres, New York, I.B. Tauris, 2002.

Cyril ROUSSEL, *Les Druzes de Syrie : territoire et mobilité*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 2011.

Laura RUIZ DE ELVIRA CARRASCAL, *Associations de bienfaisance et ingénieries politiques dans la Syrie de Bachar- al-Assad : émergence d'une société civile autonome et retrait de l'État ?*, Paris, EHESS, 2013.

ʿÂyid ibn Khazzâm RÛQÎ, *Hurûb Muhammad ʻAlî fî al-Shâm : wa-atharuhâ fî shibh al-Jazîrah al-ʻArabîyah : 1247-1255 H/1831-1836 M* (Les guerres de Muhammad ʻAlî au Levant et leur influence sur la péninsule Arabe 1247-1255/1831-1836), La Mecque, al-Mamlaka al-ʻArabîya al-Saʻûdîya, Wizârat al-Taʻlîm al-ʻÂlî Markaz Buhûth al-Dirâsât al-Islâmîya Makka al-Mukkaramah, 1994.

Malcolm B. RUSSELL, *The First Modern Arab State : Syria under Faysal, 1918-1920*, Minneapolis, Bibliotheca Islamica, 1985.

Asad RUSTUM et Subhî Nâyif ABÛ SHAQRÂ, *Al-Mahfûzât al-Malakîyah al-Misrîyah* (Les manuscrits royaux égyptiens), Beyrouth, American Press, 1940.

Asad RUSTUM et Bûlus QAR'ALÎ (dir.), *Hurûb Ibrâhîm Bâshâ al-Misrî fî Sûriyâ wa-al-Anâdûl* (Les guerres d'Ibrahim Pasha l'Egyptien en Syrie et Anatolie), Le Caire, al-MaTba'ah al-Sûrîyah, 1927.

Adnân SA'AD AL-DÎN, *Al-Ikhwân al-muslimûn fî sûriya. Mudhakkirât wa dhikrayât* (Les Frères musulmans en Syrie. Mémoires et souvenirs) (5 vol.), Le Caire, Maktabat Madbûlî, 2006.

Édouard SAAB, *La Syrie ou la Révolution dans la rancœur*, Paris, Le Seuil, 1968.

Ahmad Ghassân SABÂNÛ (dir.), *Mudhakkirât târîkhîya 'an hamlat Ibrâhîm Bâshâ 'alá Sûriyâ* (Les Mémoires historiques sur la campagne d'Ibrahim Pasha sur la Syrie), Damas, Dâr Qutaybah, 1980.

Fath Allâh ibn Antûn al-SÂ'IĠ et Joseph CHELHOD, *Le Désert et la gloire : les Mémoires d'un agent syrien de Napoléon*, Paris, Gallimard, 1991.

Ghassan SALAME (dir.), *Démocraties sans démocrates : politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris, Fayard, 1994.

Najib E. SALIBA, « The Achievements of Midhat Pasha as Governor of the Province of Syria, 1878-1880 », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 9, nº 3, 1978, p. 307-323.

Latîfah Muhammad SÂLIM, *Al-Hukm al-Misrî fî al-Shâm, 1831-1841*, (Le gouvernement égyptien au Levant, 1831-1841), Le Caire, Dâr al-Kitâb al-Jâmi'î, 1983.

Mouna Liliane SAMMAN, « Le recensement syrien de 1981 », *Population*, vol. 38, nº 1, 1983, p. 184-188.

Mutî' SAMMÂN, *Watan wa-'askar : qabla an tudfana al-haqîqa fî al-turâb : mudhakkirât 28 Aylûl 1961-8 Âdhâr 1963* (La nation et les militaires : avant que la vérité ne soit enterrée dans la poussière, mémoire du 28 septembre 1961- 8 mars 1963), Beyrouth, Baysân lil-Tawzî' wa-al-Nashr, 1995.

Adham SAOULI, *The Arab State : dilemmas of late formation*,

Londres/New York, Routledge, 2012.

Jean SAUVAGET, *Alep, essai sur le développement d'une grande ville syrienne, des origines au milieu du* XIX *e siècle*, Paris, P. Geuthner, 1941.

Jalâl AL-SAYYID, *Hizb al-Ba`ath* (Parti de la Renaissance), Beyrouth, Dar nahâr lilnashar, 1973.

Linda SCHATKOWSKI-SCHILCHER, *Families in politics : Damascene factions and estates of the 18th and 19th centuries*, Stuttgart, F. Steiner, 1985.

—, « The Hauran Conflicts of the 1860s : A Chapter in the Rural History of Modern Syria », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 13, nº 2, 1981, p. 159-179.

—, « The Famine of 1915-1918 in Greater Syria », dans John SPAGNOLO, *Problems of Modern Middle East in Historical Perspectives, essays in honour of Albert Hourani*, Reading, Garnet & Ithaca Press, 1996.

Christoph SCHUMANN (éd.), *Nationalism and Liberal Thought in the Arab East : ideologies and practices*, Londres, SOAS/Routledge, 2010.

James S COTT , *The Moral Economy of the Peasant : rebellion and subsistence in Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press, 1976.

Patrick SEALE, *The struggle for Syria : a study of post-war Arab politics 1945-1958*, Londres New York, Oxford University Press, 1965.

—, *La Lutte pour l'indépendance arabe : Riad El-Solh et la naissance du Moyen-Orient moderne*, Paris, Fayard, 2010.

—, *Asad of Syria : the struggle for the Middle East*, Berkeley, University of California Press, 1989.

Michel SEURAT, *L'État de barbarie*, Paris, le Seuil, 2012.

Bouthaina SHAABAN, *'Ashrat a'wâm ma'a Hâfiz al-Asad, 1990-2000* (Dix années avec Hafez al-Assad, 1990-2000), Beyrouth, Markaz Dirâsât al-Wahdah al-'Arabîyah, 2015.

ʿAbd al-Rahmân SHAHBANDAR, *Mudhakkirât 'Abd al-Rahmân al-Shahbandar* (Mémoires de ʿAbd al-Rahmân al-Shahbandar), Damas,

s.n., 1967.

—, *Thawrat Sûriyah al-kubrá* (La grande Revolution de Syrie), Damas, s.n., 1940.

—, *Rasâ'il 'Abd al-Rahmân al-Shahbandar, 1879-1940 : târîkh ummah fî hayât rajul* (Les lettres d'Abd al-Rahmân, 1879-1940 : histoire de la nation dans la vie d'un homme), Damas, Wizârat al-Thaqâfah fî al-Jumhûrîyah al-'Arabîyah al-Sûrîyah, 2002.

Zuhayr SHALAQ, *Min awrâq al-intidâb : târîkh mâ ahmalahu al-târîkh* (Des papiers du mandat : l'histoire de ce qu'a négligé l'histoire), Beyrouth, Lubnân, Dâr al-Nafâ'is, 1989.

Aryeh SHALEV, *The Israel-Syria Armistice Regime 1949-1955*, Boulder, Westviewpress, 1994.

Fârûq SHAR', *Al-Riwâyah al-mafqûdah* (Le roman perdu), Beyrouth, al-Markaz al-'Arabî lil-Abhâth wa-Dirâsat al-Siyâsât, 2015.

Mahir, AL-SHÂRIF, Qays EZZERLI (dir.), *Al-Sîra al-dhâtiyya fî bilâd al-shâm* (L'autobiographie au Levant), Damas, Dâr al-Mada, 2009.

Akram SHAKRA, *Land Reforme in Syria*, PhD, université de l'Oklahoma, 1996.

Stanford J. SHAW et Ezel Kural SHAW, *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 1976.

Avi SHLAIM, « Husni Za'im and the Plan to Resettle Palestinian Refugees in Syria », *Journal of Palestine Studies*, vol. 15, nº 4, 1986, p. 68-80.

William I. SHORROCK, *French Imperialism in the Middle East : the failure of policy in Syria and Lebanon, 1900-1914*, Madison, University of Wisconsin Press, 1976.

Fawzî SHU`AÎBI, *Shâhid min al-mukhâbarât al-sûriyya, 1955-1968* (Un témoin des services de renseignement syriens, 1955-1968), Beyrouth, Riad al-Rayyes, 2008.

Mustafâ SIBÂ'I, *Ishtirâkîyat al-Islâm* (Le socialisme islamique), Damas, MaTbu'ah Jâmi'at Damashaq, 1959.

Daniel SILVERFARB, *The Twilight of British Ascendancy in the Middle East : a Case Study of Iraq, 1941-1950*, New York, St. Martin's Press, 1994.

Peter SLUGLETT et Stefan WEBER (dir.), *Syria and Bilad al-Sham under Ottoman Rule : essays in honour of Abdul Karim Rafeq*, Leyde, Brill, 2010.

Robert SPRINGBORG, « Baathism in practice : agriculture, politics, and political culture in Syria and Iraq », *Middle Eastern Studies*, vol. 17, 2006, p. 191-209.

Joshua STACHER, « Reinterpreting Authoritarian Power : Syria's hereditary succession », *Middle East Journal*, vol. 65, nº 2, 2011, p. 197-212.

Nakeema Damali S TEFFLBAUER , *An Analysis of Syro-Lebanese Informal Trade : 1943-1993*, PhD, Harvard, 1999.

ʿAlî SULTÂN, *Târîkh Sûrîyah* (L'histoire de la Syrie), Damas, Dâr Talâs, 1987.

Halâ SULAYMÂN, *Athar al-hamlah al-Misrîyah ʻalá bilâd al-Shâm, 1831-1840 : Wilâyat Tarâbulus namûdhajan* (Influences de la campagne égyptienne sur le pays du Levant, 1831-1840, le gouvernorat de Tripoli), Tripoli, al-Mu'assasah al-Hadîthah lil-Kitâb, 2001.

Yâsîn SUWAYD (dir.), *Faransâ wa-al-Mawârinah wa-Lubnân : taqârîr wa-murâsalât al-hamlah al-ʻaskarîyah al-Faransîyah ʻalá Sûrîyâ, 1860-1861*, (Corps expéditionnaire de Syrie : rapports et correspondance, 1860-1861), Beyrouth, Sharikat al-MaTbûʻât lil-Tawzîʻ wa-al-Nashr, 1992.

John Robert S WANSON , *Soviet and Local Communist Perception of Syrian and Lebanese politics 1944-1964*, University of Wisconsin, 1969.

Tawfîq AL-SUWAYDÎ, *Mudhakkirâtî : nisf qarn min târîkh al-ʻIrâq wa-al-qadîyah al-ʻArabîyah*, Al- (Mes Mémoires : la moitié du siècle de l'histoire d'Irak et des affaires arabes), Londres, Dâr al-Hikmah, 1999.

République Syrienne (dir.), *Population Census in Syrian Arab Republic, 1970*, Damas, Syrian Arab Republic, Office of the Prime Minister, Central Bureau of Statistics, 1970.

République Syrienne (dir.), *Jaysh al-shaʻb*, Damas, Maktaba al-Assad.

Faruk TABAK, *The Waning of the Mediterranean, 1550-1870 : A*

geohistorical approach, Baltimore, JHUP, 2010.

Andrew TABLER, *In the Lion's Den : an eyewitness account of Washington's battle with Syria*, Chicago, Ill., Lawrence Hill Books, 2011.

Vahé TACHJIAN, *La France en Cilicie et en Haute-Mésopotamie. Aux confins de la Turquie, de la Syrie et de l'Irak*, Paris, Karthala, 2004.

Eliezer TAUBER, *The Formation of Modern Syria and Iraq*, Ilford (GB) Portland (Or.), F. Cass, 1995.

Jordi TEJEL GORGAS, *Syria's Kurds : history, politics and society*, Londres/New York, Routledge, 2009.

—, *Le Mouvement kurde de Turquie en exil : continuités et discontinuités du nationalisme kurde sous le mandat français en Syrie et au Liban, 1925-1946*, Bruxelles, P. Lang, 2007.

Jean-Pierre THIECK, *Passion d'Orient*, Paris, Éd. Karthala, 1992.

Albert THOMAZI, *La Guerre navale dans la Méditerranée*, Paris, Payot, 1929.

Elizabeth THOMPSON, *Justice Interrupted : the struggle for constitutional government in the Middle East*, Cambridge, Harvard University Press, 2013.

—, *Colonial Citizens : republican rights, paternal privilege, and gender in French Syria and Lebanon*, New York, Columbia University Press, 2000.

—, « Ottoman Political Reform in the Provinces : the Damascus advisory council in 1844-45 », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 25, nº 3, 1993, p. 457-475.

Mustafá TLÂS et Ahmad SAWWÂN, *Hâfiz al-Asad : madrasah qawmîyah khâlidah* (Hafez al-Assad : leçon de nationalisme éternelle), Beyrouth, al-Dhâkirah lil-Nashr wa-al-Tibâ'ah wa-al-Tawzî', 2002.

Mustafá TLÂS, *Mi'rât hayyâtî* (Le miroir de sa vie), Damas, Dar al-Tlass, 2007, 15 vol.

Gordon TORREY, *Syrian Politics and the Military, 1945-1958*, Columbus, Ohio State University Press, 1964.

Ghassan TUÉNI, *Une guerre pour les autres*, Paris, J.-C. Lattès, 1985.

M. Naim TURFAN, *Rise of the Young Turks : politics, the military*

and Ottoman collapse, Londres/New York, I.B. Tauris, 2000.

ʿAbd al-Salâm ʿUJAYLÎ, *Dhikrayât ayyâm al-siyâsah* (Souvenirs des jours politiques), Beyrouth, Riyâd al-Rayyis lil-Kutub wa-al-Nashr, 2000.

Stéphane VALTER, *La Construction nationale syrienne : légitimation de la nature communautaire du pouvoir par le discours historique*, Paris, CNRS Éditions, 2002.

Nikolaos VAN DAM, *The Struggle for Power in Syria : politics and society under Asad and the Ba'th Party*, Londres/New York, I.B. Tauris, 1996.

Michael VANDUSEN, *Intra and Inter-Generational Conflict in the Syrian Army*, PhD Johns Hopkins University, 1971.

—, « Political Integration and Regionalism in Syria », *Middle East Journal*, 26-2, 1972, p. 123-136.

Christian VELUD, *Une expérience d'administration régionale en Syrie durant le mandat français : conquête, colonisation et mise en valeur de la Ğazîra : 1920-1936*, Lyon-II, 1991.

Paul V EYNE , *Le Pain et le cirque : sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris, Le Seuil, 1985.

Leïla VIGNAL, « La “nouvelle consommation" et les transformations des paysages urbains à la lumière de l'ouverture économique : l'exemple de Damas », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, nº 115-116, 2006.

Constantin François de Chassebœuf, comte de VOLNEY, *Voyage en Syrie et en Égypte, pendant les années 1783, 1784 et 1785. T. 1 / … par M. C.-F. Volney…*, Paris, Volland ; Desenne, 1787.

Doreen WARRINER, *Land Reform and Development in the Middle East : a study of Egypt, Syria, and Iraq*, Londres/New York, Royal Institute of International Affairs, 1957.

Keith D. WATENPAUGH, « Steel shirts, white badges and the last qabaday : Fascism, urban violence and civic identity in Aleppo under French rule », *France, Syrie et Liban (1918-1946). Les ambiguïtés et les dynamiques de la relation mandataire*, Damas, Institut français d'etudes arabes de Damas, 2002, p. 325-347.

—, « Creating Phantoms" : Zaki al-Arsuzi, the Alexandretta Crisis,

and the Formation of Modern Arab Nationalism in Syria », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 28, nº 3, 1996, p. 363-389.

—, *Being Modern in the Middle East : revolution, nationalism, colonialism and the Arab middle class*, Princeton, Princeton University Press.

Lisa WEDEEN, *Ambiguities of Domination : politics, rhetoric, and symbols in contemporary Syria*, Chicago, University of Chicago Press, 1999.

Itzchak WEISMANN, *Taste of Modernity : sufism, salafiyya, and arabism in late Ottoman Damascus*, Boston Leyde/Cologne, Brill, 2001.

Odd WESTAD, *The Global Cold War : third world interventions and the making of our times*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2011.

Jacques WEULERSSE, *Paysans de Syrie et du Proche-Orient*, Gallimard, Le Paysan et la Terre, 1946.

—, *Le Pays des Alaouites, thèse principale… présentée à la faculté des lettres de l'université de Paris*, Impr. de Arrault, 1940.

Charles L. WILKINS, *Forging Urban Solidarities : Ottoman Aleppo, 1640-1700*, Leyde/Boston, Brill, 2010.

Martin W. WILMINGTON, *The Middle East Supply Centre*, Albany, State University of New York Press, 1971.

Onn WINCKLER, *Demographic Developments and Population Policies in Ba'thist Syria*, Portland, Or., Sussex Academic Press, 1998.

Richard Bayly WINDER, *Saudi Arabia in the Nineteenth Century*, Londres/New York, Macmillan/St. Martin's Press, 1965. Al-YÛNIS

Hassan YAHIA, *Les Relations économiques et administratives entre l'Empire ottoman et ses provinces syriennes, Bilad Ash Sham, de 1804 à 1864* ANRT, Lille 3, 1987.

Salim YAQUB, *Containing Arab Nationalism : the Eisenhower doctrine and the Middle East*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2004.

M. Hakan YAVUZ et Feroz AHMAD (dir.), *War and Collapse : World War I and the Ottoman State*, Salt Lake City, The University of Utah

Press, 2016.

M. Hakan YAVUZ et Peter SLUGLETT (dir.), *War and Diplomacy : the Russo-Turkish War of 1877-1878 and the Treaty of Berlin*, Salt Lake City, University of Utah Press, 2011.

'Abd al-Latîf Al-YÛNIS, *Mudhakkirât duktûr 'Abd al-Latîf al-Yûnis* (Mémoires du docteur `Abd al-Latîf al-Yûnis), Damas, 1992.

Fruma ZACHS, « Transformations of a Memory of Tyranny in Syria : From Jamal Pasha to 'Id al-Shuhada', 1914-2000 », *Middle Eastern Studies*, vol. 48, nº 1, 2012, p. 73-88.

'Abd al-Karîm ZAHÎR-AL-DINE, *Mudhakarratî `an fatra al-infisâl fî sûriya mâ bayn 28 aylûl 1961 wa 8 âdhâr 1963* (Mes Mémoires sur la période de la sécession en Syrie, entre le 28 septembre 1961 et le 8 mars 1963), Beyrouth, Dâr al-Ittihâd, 1968.

Wasfî ZAKARÎYÂ, *'Ashâ'ir al-Shâm* (Les tribus du Levant), Damas, Matba'at Dâr al-Hilâl, 1945.

Suhayl ZAKKÂR, *Bilâd al-Shâm fî al-qarn al-tâsi' 'ashar : riwâyât târîkhîyah mu'âsirah li-hawâdith 'âm 1860 M wa-muqaddimâtuhâ fî Sûrîyah wa-Lubnân*, (Le Levant au XIX e siècle : histoires contemporaines sur les événements de 1860 et leur introduction à la Syrie et au Liban), Damas, Dâr Hassân, 1982.

Taysîr Khalîl Muhammad ZAWÂHIRAH, *Târîkh al-hayâh al-ijtimâ'îyah fî liwâ' Dimashq min 1840 M-1864 M/1255 H-1282 H* (Histoire de la vie sociale dans la province de Damas, 1840-1862), Karak, Jâmi'at Mu'tah, ʿImâdat al-Bahth al-'Ilmî wa-al-Dirâsât al-'Ulyâ, 1995.

Eyal ZISER, *Asad's legacy : Syria in transition*, Londres, C. Hurst, 2001.

—, *Commanding Syria : Bashar al-Asad and the first years in power*, Londres New York, I.B. Tauris, 2007.

Radwân ZIYÂDAH, *Power and Policy in Syria : intelligence services, foreign relations and democracy in the modern Middle East*, rev. pbk. ed., Londres/New York, I.B. Tauris, 2013.

The Routledge Handbook of the History of the Middle East Mandates, Routledge, 2015.

1. Se trouvent aussi les débats plus présents, mais ils n’ont pas été traités ici de façon systématique.

Remerciements

Ce livre est né de rencontres multiples et d’un contexte relativement unique. Les recherches et l’écriture ont été menées entre 2014 et 2017 alors que la Syrie connaissait un drame sans commune mesure. Ces événements chargés d’une extrême douleur et cruauté ont aussi révélé ce que l’histoire avait un temps masqué, les divisions et les incertitudes d’une population en quête d’un avenir commun, l’extraordinaire ingéniosité et inventivité d’un peuple qui, dans le fracas des armes les plus meurtrières, tente de se réinventer. Ces moments ont aussi rappelé le poids de l’extérieur, des puissances et acteurs étrangers à un pays, et de l’incidence de leurs actions sur la vie d’un pays…

Pour l’historien, les passions charriées par l’événement l’amènent aussi à une remise en cause permanente de ce qu’il pense et analyse, pour essayer de ne pas être le témoin partisan d’un passé, qu’il ferait revivre au nom d’une cause particulière. Il se doit de prendre le passé pour lui-même, de restituer les dynamiques et les logiques à l’œuvre dans cette communauté humaine, de montrer les points d’inflexion, les séquences qui donnent sens, et de préciser, par ses questionnements et ses remarques, quels furent les possibles et quels ont été les chemins empruntés.

Ce travail n’est guère aisé lorsque la tragédie s’installe, emportant des centaines de milliers d’individus dans la mort, blessant plus encore sous la torture ou les dommages collatéraux multiples, jetant des millions de personnes sur les routes… Ce travail postule aussi que 2017 n’est pas l’aboutissement inéluctable de l’histoire syrienne. Il est le résultat de choix et de non-choix, le fruit de hasards et de décisions, la conséquence de toute une série complexe d’émotions, d’actions, d’espoirs, de peurs, de violences, de craintes, d’exils, d’enthousiasmes, d’hésitations, de vingt et un millions d’habitants et d’un ensemble d’acteurs étrangers. Aussi ne faut-il pas considérer cette histoire de la Syrie comme une lecture des origines de la présente crise.

Cette crise – dénommée par les uns guerre, par d’autres guerre civile, par

certains révolutions, par d’autres encore *fitna* – constitue indéniablement un moment paroxystique dans le sens où tout ce qui a été en Syrie est remis en cause, brutalement et rapidement. L’ambition de ce livre est donc de restituer les trajectoires multiples et croisées des communautés humaines et des pouvoirs qui ont donné à la Syrie contemporaine son identité, sa complexité et son extraordinaire attachement pour toute personne qui a eu la chance (le privilège même) de connaître et vivre en Syrie.

Très certainement, je n’aurais pu conduire mes enquêtes sur le passé sans les interminables discussions, de Damas à Deir ez-Zor, de Lattaquié à Deraa avec les Syriennes et Syriens, anonymes ou plus connus, qui m’ont fait l’honneur de leur hospitalité. Qu’ils soient maintenant morts ou vivants, disparus, dispersés sur les routes de l’exil, noyés en Méditerranée, réfugiés dans des asiles incertains, et plus encore vivants dans leurs villes le plus souvent en ruine, le souvenir de leurs rencontres habite ce récit.

Trois hommes ont permis à ce livre de voir le jour. Ma tristesse est grande de ne pouvoir en partager la lecture avec eux, d’entendre leurs remarques et leurs avis éclairés. Claude Durand m’a immédiatement accordé la confiance des éditions Fayard pour mener à bien cette entreprise alors que j’achevais mon doctorat. Wladimir Glassman, ami et très fin connaisseur des Syriennes et des Syriens, s’est constamment montré disponible pour des échanges, alors même que la maladie détruisait ses dernières forces. Peter Sluglett m’a accueilli au Middle East Institute à Singapour, cadre dans lequel, avec toute sa bienveillance et son amitié, il m’a permis de réaliser les premiers travaux. Que mes plus sincères remerciements posthumes leur soient adressés.

Ce livre a été rendu possible par le soutien indéfectible d’Henry Laurens, qui, en plus de m’offrir un poste au Collège de France, n’a cessé, dans d’innombrables discussions, de m’ouvrir à son savoir encyclopédique. Hamit Bozarslan également n’a cessé depuis des années de m’encourager et me guider dans mes recherches. François Burgat m’a ouvert les portes de l’Institut français du Proche-Orient puis celles du programme ERC Wafaw, ce qui a constitué une aide indispensable à la réalisation de cet ouvrage.

Ma dette intellectuelle est grande envers de nombreux historiens, analystes et enseignants-professeurs. Myriam Ababsa, Fabrice Abbad, Hassan Abbas, Ali Atassi, Joseph Bahout, Ludivine Bantigny, Philippe Bourmaud, Myriam Catusse, Issam Chehada, Barbara Couturaud, Kamel Doraï, Hala Fatah, Géraldine Chatelard, Paule Fahme Thierry, Khaled Fahmy, Jean-Pierre Filiu, Vincent

Geisser, Vanessa Guéno, Peter Harling, Steven Heydemann, Michael Hudson, Hana Jaber, Vincent Lemire, Christian Ingrao, Roman Krakovsky, Fred Lawson, Élisabeth Longuenesse, Farouk Mardam-Bey, Irfân al-Masrî, Nadine Méouchy, Daniel Neep, Elizabeth Picard, Malika Rahal, Eugene Rogan, Jihane Sfeir, Amar al-Sumer, Maher Sharif, Laura Ruiz Elvira de Carascal, Manon Nour Tannous, Jordi Tejel, Elizabeth Thompson, Massimiliano Trentin, Charles Tripp, Christophe Varin, Leïla Vignal, Max Weiss, Peter Wien, Sami Zubayda m'ont ouvert à leur connaissance fine de la Syrie ou de l'époque contemporaine.

Sans les efforts de Robin Beaumont, Vanessa Guéno, Amélie de las Héras, Christian Ingrao, Rodolphe Keller, Pauline Labey qui m'ont relu avec attention, ont tenté de corriger les imperfections de mes approches, m'ont indiqué de nouvelles ressources, ce livre serait bien moins bon.

Les derniers mots et les plus essentiels reviennent aux amis et aux proches dont l'amitié et l'affection m'ont permis de réaliser cet opus. Parmi eux, Georgette Elgey, une amie fidèle, m'a fait confiance et poussé à réaliser ce livre alors que je clôturais mon doctorat. Mes remerciements les plus chaleureux vont surtout à ma famille, toujours présente, et à Chaymaa Hassabo qui, en plus d'accepter de me relire et de me faire part de ses brillantes intuitions, m'a soutenu constamment avec toute son affection pendant la réalisation de ce livre.

Puisse la lecture de cet ouvrage servir à la reconstruction d'une Syrie à venir.

Index

Table des matières